

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 144-145

Mars-Avril 1997

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- **BERLIN : LA JUSTICE ALLEMANDE JUGE LE SOMMET DE L'ÉTAT IRANIEN COUPABLE DE L'ASSASSINAT DU LEADER KURDE S.CHARAFKANDI ET DE SES TROIS COLLABORATEURS**
- **APRÈS LE PARTI POPULAIRE EUROPÉEN, KLAUS KINKEL EXCLUT L'ADHÉSION DE LA TURQUIE À L'UNION EUROPÉENNE " DANS UN AVENIR PRÉVISIBLE "**
- **LE PARLEMENT EUROPÉEN DEMANDE À NOUVEAU LA LIBÉRATION DE LEYLA ZANA ET DE SES COLLÈGUES PARLEMENTAIRES**
- **BRAS DE FER ENTRE L'ARMÉE ET LE PARTI ISLAMISTE**
- **ANKARA: FUNÉRAILLES NATIONALES POUR LE LEADER NEO-FASCISTE TURC**
- **AINSI QUE ...**
- **LA REVUE DE PRESSE, EN BREF**

BERLIN :
LA JUSTICE ALLEMANDE JUGE LE SOMMET DE L'ÉTAT
IRANIEN COUPABLE DE L'ASSASSINAT DU LEADER
KURDE S.CHARAFKANDI ET DE SES TROIS
COLLABORATEURS

LE 10 avril le Tribunal de Berlin a rendu son verdict dans l'affaire de l'assassinat du Dr. Sadegh Charafkandi, chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) et de ses trois collaborateurs le 17 septembre 1992 à Berlin, en marge du Congrès de l'Internationale socialiste. Un Iranien, Kassem Darabi, considéré comme un agent des services secrets

iraniens et organisateur de l'attentat et un Libanais, Abbas Rhayel, auteur des coups de feu mortels ont été condamnés à la prison à perpétuité. Deux de leurs complices, les libanais Youssef Amin et Mohamed Atris, ont été condamnés respectivement à 11 et 5 ans et trois mois de prison. Un cinquième accusé a été acquitté.

Au-delà de ces condamnations infligées à

l'équipe d'exécutants de ce quadruple attentat, la justice allemande a, pour la première fois dans le monde, directement mis en cause " *le plus haut sommet de l'État iranien* " dans l'organisation de ce crime. Le président du Tribunal, le juge Frithjof Kubsch, a déclaré que les quatre exécutants n'avaient pas de " *motifs personnels pour assassiner leurs victimes* " et qu'ils n'avaient fait qu'exécuter un décret d'assassinat émis par le Comité des opérations spéciales de la République. Le juge, sans citer des noms, a souligné que ce Comité est formé du " *Président de l'Iran, la plus haute autorité religieuse de la République islamique, le ministre des renseignements et de hauts responsables de sécurité* ". En automne dernier, le procureur général avait

accusé nommément l'ayatollah Sayed Ali Khamenei, Guide Spirituel de l'Iran et le président Hashemi Rafsandjani d'avoir personnellement donné l'ordre pour ce crime. De son côté le juge Kubsch a déclaré: " *le leadership politique iranien est responsable. Il a été prouvé qu'il y avait un ordre officiel de liquidation. Nous ne cherchons pas à incriminer le gouvernement iranien mais, après des mois d'enquête et de vérifications des pièces, nous avons abouti à la conclusion incontournable que l'assassinat de ces Kurdes était une part de la campagne de terreur visant à éliminer les dissidents à l'étranger qui ne peut être orchestrée que par Téhéran*". La cour a été frappée par les fanfaronades des leaders de l'Iran se vantant de " *pouvoir réduire au silence une voix dérangeante* " quand ils voulaient. Il a cité à ce propos une interview donnée à la télévision iranienne par le ministre des Renseignements Ali Fallahiyan en août 1992, un mois avant la tuerie de Berlin, dans laquelle il se vantait de la capacité de l'Iran de lancer des " *frappes décisives* " contre ses opposants à l'étranger.

Selon les attendus du jugements, M. Fallahiyan a reçu du Comité d'opérations spéciales la mission d'exécuter le projet d'assassinat des opposants kurdes. Il a alors contacté Kazem Darabi, un épicier iranien de Berlin, connu par la police allemande comme un agent iranien. Darabi a recruté ses complices libanais et monté un piège pour attirer dans le restaurant Mykonos les dirigeants du PDKI qui se trouvaient à Berlin pour participer au Congrès de l'Internationale socialiste. Au cours du dîner avec des " *groupes d'opposition iraniens* " deux hommes masqués ont fait irruption, mitraillé et tué les Kurdes et pris la fuite. La police allemande a immédiatement suspecté K. Darabi qui avait déjà suscité des suspicions dans des affaires d'attaques contre d'autres dissidents iraniens. Quelques semaines plus tard la police allemande a pu l'arrêter ainsi que ses

complices et saisir les armes du crime qu'elle a pu identifier comme venant de l'arsenal de l'armée iranienne.

Au cours de ce procès exemplaire, qui a duré près de cinq ans, de nombreux iraniens sont venus témoigner pour éclairer la cour sur le fonctionnement et les méthodes du régime iranien. Les témoignages de l'ancien président iranien Abol-Hassan Banisadr et d'un ancien haut dirigeant des services de renseignement iraniens, Abol-Hassem Meshahi, ont été particulièrement précieux. M. Meshahi a été jusqu'en 1995 un proche collaborateur du président iranien et il a, à ce titre, supervisé les réseaux de renseignements iraniens en Europe. Il a fait à la justice allemande des révélations qualifiées d'explosives et qui ont pu être vérifiées par les services allemands. Les deux défecteurs de la République islamique ont décrit en détail l'appareil de terreur de Téhéran et certifié que l'assassinat des opposants ne pourrait être décidé que par les plus hautes autorités de l'État, à savoir le Guide spirituel Khamenei et le président Rafsandjani. Ils ont également indiqué que depuis 1979 environ deux cents opposants iraniens avaient été assassinés à l'étranger, dont au moins vingt en Europe, sur ordre des dirigeants suprêmes de l'Iran.

Le verdict du Tribunal de Berlin a, comme on pouvait s'y attendre, suscité une vive crise dans les relations germano-iraniennes. Bonn a expulsé quatre collaborateurs d'organismes officiels iraniens en Allemagne, rappelé son ambassadeur à Téhéran et " *suspendu* " sa participation au " *dialogue critique* " avec l'Iran. Dans un geste de solidarité tous les États de l'Union européenne ont également rappelé leurs ambassadeurs en poste en Iran et suspendu toute rencontre au niveau ministériel avec l'Iran. Les États-Unis ont apporté leur soutien à leurs alliés européens, leur rappelant " *l'inanité du dialogue critique avec un État terroriste qui doit être*

isolé". Washington a salué " *le courage du procureur allemand, des juges allemands et des témoins*". Le verdict du Tribunal de Berlin " *corrobore la conviction que nous avons de longue date que le parrainage du terrorisme par l'Iran a reçu l'assentiment des niveaux supérieurs du gouvernement iranien. Les autorités allemandes doivent maintenant tirer leurs conclusions quand à la manière dont elles souhaitent traiter avec l'Iran après ce verdict sans ambiguïté. Les États-Unis maintiendront leurs propres sanctions contre l'Iran et nous encourageons vivement nos partenaires européens à faire de même*" a déclaré le porte-parole du Département d'État Nicholas Burns.

De son côté l'Australie a également rappelé son ambassadeur à Téhéran tandis qu'à Genève, la Commission des droits de l'homme a, le 15 avril, condamné les attentats contre des opposants iraniens à l'étranger. Cette résolution présentée par les Pays-Bas au nom de l'Union européenne a été adoptée par 26 des 53 États membres de la Commission réunie en session annuelle à Genève. Il y a eu 7 voix contre et 19 abstentions. (Cf. pp. 240-241).

Le verdict de Berlin a suscité un vif débat en Autriche où le 13 juillet 1989 le leader kurde iranien, Dr. Abdul Rahman Ghassemlou et deux de ses collaborateurs avaient été assassinés en plein " *pourparlers de paix* " par des émissaires du président iranien. La police, alertée par l'épouse de l'une des victimes, s'était rendue sur place mais n'avait pas procédé à l'arrestation de trois tueurs porteurs de passeports iraniens rencontrés sur les lieux. Selon M. Erich Maximilian Schmid, à l'époque directeur de la Section politique au ministère autrichien des Affaires étrangères, " *l'ambassadeur iranien à Vienne avait demandé aux responsables du gouvernement autrichien de ne pas arrêter les suspects iraniens car 'cela pourrait être dangereux pour les*

Autrichiens en Iran ? C'est pourquoi notre gouvernement a laissé ces suspects regagner librement Téhéran " a affirmé M. Schmid dans une interview à la télévision autrichienne diffusée le 18 avril. Un mandat d'arrêt international n'a été lancé que plusieurs mois plus tard contre ces trois hommes qui entre temps ont été fêtés comme des " héros de la Révolution islamique " à Téhéran. Deux d'entre eux, Jafar Sahraroudi et Mostafavi ont été promus généraux dans le corps des Pasdarans.

Rappelant cet épisode honteux pour l'État autrichien, trois partis d'opposition autrichiens ont, le 15 avril, officiellement demandé une enquête parlementaire sur l'assassinat du Dr. Ghassemlou. Cependant le chancelier Viktor Klima a estimé qu'une telle enquête " chargée d'éclaircir le comportement des autorités du pays après l'assassinat de trois dirigeants kurdes à Vienne " n'était pas " nécessaire " et que la justice seule devait s'occuper de cette affaire. Les chefs des deux partis du gouvernement de coalition, Peter Kostelka pour les sociaux-démocrates (SPOe) et Andreas Khol, pour les conservateurs (DeVP) ont également refusé une telle enquête. L'opposition a répliqué en affirmant qu'elle boycotterait les séances du Parlement tant qu'une telle enquête ne serait pas diligentée.

Par ailleurs l'Autriche a appelé les pays de l'Union européenne à ne pas rompre leurs relations avec Téhéran et à calmer le jeu. Cette attitude a finalement été celle de la plupart des pays européens, y compris l'Allemagne. Bonn a demandé au parquet fédéral de renoncer à la procédure d'enquête contre le ministre iranien des Affaires étrangères, impliqué dans le quadruple assassinat de Berlin en tant que membre du Comité des opérations spéciales. M. Kinkel s'est prononcé contre toute escalade dans les relations entre Téhéran et Bonn.

À Téhéran, malgré une manifestation organisée le 13 avril devant l'ambassade d'Allemagne avec la participation de plusieurs dizaines de milliers d'Iraniens criant " Mort à l'Allemagne! ", " Mort à l'Amérique! " les réactions officielles ont été relativement mesurées. Les dirigeants iraniens ont affirmé qu'une fois " les show médiatiques " passés les Européens s'empresseraient de renouer avec Téhéran, qui reste un marché important.

Selon l'*International Herald Tribune* du 21 avril, en 1996 les exportations allemandes vers l'Iran se sont élevées à

DM 2,2 milliards et les importations ont été de DM 1,1 milliard. 31% des biens allemands exportés étaient des machines, 19% d'équipements électriques et 11% des produits chimiques. Il y a cinq ans les exportations allemandes vers l'Iran étaient de DM 8 milliards. Avec une dette de \$ 22 milliards l'Iran achète maintenant beaucoup moins. En 1996, au total, Téhéran a importé pour \$ 5,1 milliards de biens à l'Union européenne et lui a vendus pour \$ 6,1 milliards de biens, pour l'essentiel du pétrole. La dette de Téhéran envers l'Allemagne s'élève à DM 5,2 milliards.

LE PARLEMENT EUROPÉEN DEMANDE À NOUVEAU LA LIBÉRATION DE LEYLA ZANA ET DE SES COLLÈGUES PARLEMENTAIRES



L'initiative des cinq groupes du Parlement européen, une réunion spéciale consacrée au sort de Leyla Zana et de ses collègues et à la situation des droits de l'homme en Turquie s'est tenue le 11 mars à Strasbourg où le Parlement européen tient sa session mensuelle. Au cours de cette réunion présidée par M. Peter Dankaert, ancien président du Parlement européen et vice-président du groupe socialiste, Mme. Mitterrand a été la première à prendre la parole. Après avoir retracé les grandes lignes de l'action menée depuis maintenant trois ans pour la libération des députés kurdes, elle a appelé les parlementaires européens à être à l'écoute des populations qui souffrent, à ne pas relâcher leur vigilance démocratique et à prendre des mesures concrètes pour venir en aide aux démocrates kurdes et turcs et pour contribuer au règlement du problème kurde par des moyens pacifiques. "Votre Parlement devrait accorder ses actes à ses déclarations en créant un fonds pour la promotion de la

démocratie et des droits de l'homme en Turquie destiné à soutenir les ONG locales ainsi que les organisations pacifiques et culturelles de la diaspora kurde" a-t-elle déclaré avant d'inviter les euro-députés à créer une *task force* pour la recherche d'une solution pacifique au problème kurde. Au nom du Groupe socialiste, sa présidente, Mme. Pauline Green a déclaré que si son Groupe avait été divisé sur l'entrée de la Turquie à l'Union douanière, il est unanime que pour adhérer pleinement à l'Union européenne la Turquie doit satisfaire 4 conditions: démocratisation complète de son système politique et de sa législation; respect des droits de l'homme; règlement du problème kurde, règlement du problème chypriote. "Malheureusement, aucun progrès n'a été enregistré en 1996 sur ces quatre points; il y a même eu une nette régression" a ajouté Mme. Green qui a indiqué que son groupe avait créé un comité de surveillance de la situation en Turquie et que ce comité effectuait régulièrement des missions dans ce pays. La détérioration de la situation des droits de l'homme a également été évoquée par

Mme. Catherine Lalumière, présidente de l'Alliance radicale qui ayant, à titre personnel, voté pour l'Union douanière dans l'espoir que cela contribuerait à la démocratisation du système turc a été déçue par l'évolution de ce pays en 1996. Le président du Groupe libéral, M. Gij de Vries, tout en soulignant la place importante de la Turquie pour l'Europe qui avait justifié le vote de son groupe en faveur de l'Union douanière, s'est dit "très déçu" par les promesses maintes fois données par le gouvernement turc et jamais réalisées. Mme. Claudia Roth, présidente du Groupe des Verts, et M. Alonso Puerta, président du Groupe de la Gauche unie européenne, qui avaient voté contre l'entrée de la Turquie dans l'Union douanière, ont rappelé qu'ils avaient à l'époque mis en garde leurs collègues contre le manque de sérieux des promesses turques en matière de démocratisation et sur l'ampleur et la gravité des violations des droits de l'homme, mais que les intérêts commerciaux avaient prévalu sur les principes. "Je sors de la réunion de la Commission mixte Turquie-PÉ où j'ai demandé l'autorisation d'aller rendre visite à Leyla Zana. Avant 1996, on nous laissait toujours aller en prison, depuis que l'Union douanière a été votée on nous répond toujours non. Voilà où nous en sommes avec les dirigeants turcs" a conclu Mme. Claudia Roth, qui a appelé ses collègues à réfléchir sur des mesures concrètes pour obtenir la libération de Leyla Zana et de tous les prisonniers d'opinion. Les intervenants kurdes, Mehdi Zana, Ahmet Türk, ex-député de Mardin et vice-président du HADEP, et M^e Yusuf Alatas, avocat de Leyla Zana, ont apporté leur témoignage sur la situation en Turquie. Rappelant que Leyla Zana et ses collègues sont en prison depuis plus 3 ans et faisant le point sur la longue procédure de la Cour européenne des droits de l'homme, Me. Alatas a affirmé que "la justice, si elle est rendue tardivement, n'est plus justice". Il a ensuite donné lecture d'un appel à la

paix de L. Zana, appel très applaudi par l'audience. Les euro-députés de divers groupes ont conclu à la nécessité de poursuivre leurs efforts pour obtenir la libération de la lauréate du Prix Sakharov et de tous les prisonniers d'opinion en Turquie.

Le 13 mars, le Parlement européen a adopté une nouvelle résolution "déplorant que Leyla Zana, Prix Sakharov du Parlement européen 1995, soit maintenue en prison pour avoir prôné la démocratie et la reconnaissance des droits du peuple kurde par des moyens pacifiques, exige la libération immédiate de Mme. Leyla Zana, demande la libération de tous les autres prisonniers politiques et d'opinion en Turquie". Dans son intervention devant le Parlement européen, Mme. Aline Pailler, au nom du groupe GUE, a déclaré: "J'ai le souvenir, après notre rencontre dans la prison d'Ankara, et lors de son procès, d'une femme d'une force et d'une détermination incroyables. Son combat est aussi le nôtre: celui du respect de la démocratie et des droits de l'homme". (Voir pp. 53-54 du Bulletin).

La campagne pour la libération de Leyla Zana se développe également en Allemagne où le journal Die Tageszeitung du 7 mars 1997 a publié un appel signé par 4 745 femmes. (Voir p. 46 du Bulletin).

A Ankara, pour marquer le troisième anniversaire de l'arrestation et de l'incarcération des députés kurdes, une manifestation pacifique a eu lieu le 2 mars devant les portes de la prison. Les ex-députés Mahmut Alinak et Sedat Yurttas ont évoqué le sort de leurs camarades détenus pour avoir lutté pacifiquement en faveur de la justice, de la démocratie et des droits des Kurdes. «Défendre les intérêts des faibles, des opprimés, des couches populaires est un jeu très risqué dans ce pays gouverné par des gangs» a notamment déclaré M.

Alinak. «Dans un État de droit digne de ce nom, ce n'est pas Leyla Zana et ses amis qui devraient être en prison mais les chefs de gangs Agar (député, ex-ministre de l'Intérieur) et S. Bucak (chef d'une milice privée, député du DYP de Mme. Çiller)» a-t-il ajouté au cours d'une conférence de presse tenue devant la prison. Les manifestants ont déposé de nombreux bouquets de fleurs devant les portes de la prison. Cet anniversaire a également été commémoré dans plusieurs autres villes de Turquie.

La co-présidente de la Commission parlementaire mixte Union européenne-Turquie qui se trouvait à Ankara à l'occasion de la 4^{ème} réunion de cette commission a, le 15 avril, essayé d'aller rendre visite à son amie Leyla Zana dans la prison Ulucanlar d'Ankara. Sur instruction du gouvernement, l'administration pénitentiaire lui a interdit l'accès de la prison. Elle a alors remis aux gardiens le bouquet de fleurs aux couleurs kurdes qu'elle avait apporté pour Leyla Zana. Dans une déclaration aux journaux et télévisions turcs présents sur place, Mme. Roth, a notamment déclaré: "Tant que mon amie Leyla Zana reste en prison pour délit d'opinion, je continuerai de revenir en Turquie et je me mêlerai des affaires internes de la Turquie car la défense des libertés et des droits de l'homme ne connaît pas les frontières des États". Auparavant, lors de la conférence de presse donnée à l'issue des travaux de la commission mixte, en présence de Mme. Çiller, elle avait critiqué celle-ci de ne pas avoir tenu ses promesses antérieures et de ne pas avoir mentionné le problème kurde qui est tout de même "l'un des problèmes principaux de la Turquie". Elle a également demandé à Mme. Çiller "comment, en tant que femme se disant laïque elle peut siéger dans un gouvernement où il y a un ministre d'État polygame?". Cette question a provoqué la colère de Tansu Çiller qui a demandé aux Européens de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de

la Turquie. Cette passe d'armes entre deux femmes politiques très connues en Turquie a fait les délices des médias qui, pour une fois, semblent témoigner plus de sympathie pour Claudia Roth. D'autant que depuis des années elle ne cesse de dire que la Turquie devra avoir toute sa place en Europe le jour où elle deviendra une véritable démocratie et qu'elle défend les droits des immigrés turcs en Allemagne.

Enfin, à Strasbourg, la Cour européenne a consacré, le 25 avril à 10h, une audience publique de près de 2h à l'affaire de Leyla Zana et de ses collègues ex-députés kurdes. Présidée par le juge allemand M. R. Bernhardt, cette haute juridiction de 9 juges, dont un Turc, de 4 substitués et de 2 assesseurs a d'abord entendu le délégué de la Commission européenne des droits de l'homme, M. I. Cabral Barreto. Ce magistrat a d'emblée souligné *"la gravité exceptionnelle de cette affaire qui met en cause des députés élus du peuple, leur liberté d'expression, et les libertés parlementaires qui constituent le fondement même de la démocratie"*. Après avoir rappelé les faits, indiqué que les députés kurdes avaient été arrêtés par la police avant même que le décret de levée de leur immunité parlementaire ne soit publié dans le Journal Officiel et avant qu'ils n'aient pu faire usage de leur droit de recours devant la Cour constitutionnelle, le délégué a indiqué que les conditions d'arrestation et de détention au secret pendant une durée de 12 à 15 jours, selon les cas, dans les locaux de la Section anti-terroriste de la police étaient, de l'avis de la Commission, contraires à plusieurs paragraphes de l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme dont la Turquie est co-signataire. D'autant que leur levée d'immunité ayant été votée par le Parlement sur la base des dossiers d'accusations du parquet, celui-ci était dès lors supposé détenir toutes les preuves à charge contre les députés et devaient de ce fait les déférer aussitôt

devant un juge. Ce qui n'a pas été fait malgré deux demandes explicites des avocats. Quand on sait que pendant les 14 premiers jours de la garde-à-vue il n'y a eu aucun acte d'instruction, le prétexte d'une *"durée de garde-à-vue excessive pour les nécessités d'une enquête longue liée au terrorisme"* ne tient pas à ajouté le magistrat. Celui-ci a également rejeté l'argument du gouvernement turc tentant de faire accepter que les dérogations aux droits garantis par la Convention notifiées pour les provinces kurdes placées sous l'état d'urgence puissent s'appliquer aussi à Ankara, ce qui reviendrait, de fait, à placer l'ensemble de la Turquie en état d'urgence et y appliquer des lois suspendant les libertés fondamentales: *"Cela est tout à fait inacceptable pour la Commission"* a conclu le délégué de cette dernière.

A leur tour, les avocats de la défense, Mes Alatas, Charrière-Bournazel et Jacoby, ont évoqué les irrégularités entachant l'arrestation et la condamnation des députés kurdes pour des raisons d'opportunité politique. Me Alatas a indiqué que pendant les deux semaines de la garde-à-vue il n'avait pu voir ses clients que pendant 3 minutes, en présence de policiers, juste pour leur faire signer un recours devant la Cour constitutionnelle sur le problème de la levée irrégulière de leur immunité. *"Si la loi turque avait été respectée, les députés ne devaient pas passer une heure en garde à vue car la décision de la levée de leur immunité supposait que le parquet avait déjà suffisamment de preuves de leur culpabilité. Il devait les déférer aussitôt devant un juge. Or, comme il s'agissait d'une décision politique, sans fondement juridique, visant à faire taire des opposants gênants, les députés ont d'abord été arrêtés et mis au secret, puis le parquet a écrit à tous les services de police et de l'armée leur demandant de trouver des pièces à charge pour un procès politique. Parmi ces témoins à charge mobilisés à la sauvette, on trouve le député S. Bucak, chef d'une milice*

privée, impliqué actuellement dans des affaires de meurtres extra-judiciaires et de trafic de stupéfiants, des repentis auxiliaires de la police et de la mafia" a notamment affirmé Me Alatas. De son côté, Me Daniel Jacoby a procédé à une analyse juridique rigoureuse des faits et des infractions à l'article 5 de la Convention commises par les autorités turques. Rappelant qu'en tant qu'observateur judiciaire international (Me Jacoby a été pendant plusieurs années président de la Fédération internationale des droits de l'homme), il avait assisté à des procès dans nombre de pays, Me Jacoby s'est dit particulièrement choqué par le caractère expéditif et caricatural du procès des députés kurdes. *"La démocratie, la liberté d'expression qui en est le fondement, sont touchés dans leur essence même dans cette affaire et une sanction exemplaire doit être signifiée à l'État turc"* a-t-il conclu. Dernier avocat de la défense, Me Charrière-Bournazel, a, dans un raccourci saisissant, déclaré *"Mes clients élus par la population kurde pour défendre ses intérêts et ses revendications, ne sont coupables que d'avoir parlé. Car on a beau chercher, on ne trouve aucun fait délictueux à leur reprocher. Parler des Kurdes, défendre pacifiquement leurs droits constitue un délit selon la loi turque. C'est pourquoi, ces élus du peuple sont depuis plus de 3 ans derrière les barreaux. Eh bien, nous devons dire que la loi turque est non seulement injuste, mais elle est aussi illégale par rapport à la Convention européenne. Il faut sanctionner d'une manière exemplaire cette illégalité en condamnant l'État turc pour son infraction grave de la Convention et en l'obligeant à indemniser ces élus du peuple atteints dans leur liberté, dans leur dignité d'homme et dans leur honneur de parlementaire. Vous êtes la plus extraordinaire des cours. Si votre Cour existait il y a deux mille ans une petite femme méditerranéenne appelée Antigone n'aurait peut-être pas été condamnée. Vous pouvez aujourd'hui*

empêcher Leyla Zana et ses collègues de connaître le même sort”.

La défense du gouvernement turc était assurée par des juristes turcs qui ont essayé de convaincre que ces députés kurdes défendaient, dans leurs déclarations, les mêmes opinions que le PKK, que cette organisation était qualifiée de terroriste en Turquie et dans plusieurs pays d'Europe et que ces députés devaient de ce fait être considérés comme "l'aile politique du PKK terroriste". C'est pourquoi le gouvernement turc les a jugés d'après les procédures et lois en vigueur dans les régions soumises à l'état d'urgence. Se rendant compte que cette argumentation déjà servie sans succès devant la Commission n'avait guère de chances de convaincre la Cour, la défense turque a consacré une grande partie de son temps à discuter des montants des dommages et intérêts réclamés, affirmant qu'ils étaient "excessifs" dans un pays où

le salaire minimum est de 600F par mois et le salaire d'un haut fonctionnaire d'à peine 5.000F par mois. Les avocats turcs n'ont pas indiqué comment avec de tels salaires de misère les ministres turcs, le Premier ministre, les chefs de police et bien d'autres hauts fonctionnaires pouvaient, en deux ou trois ans, devenir multi-millionnaires en dollars!

Malgré des grèves dans les transports publics, de nombreux journalistes et simples citoyens, dont une forte délégation de la Fédération démocratique internationale des femmes, ont assisté à cette audience. Les femmes arboraient des portraits de Leyla Zana et elles ont remis à ses avocats 3000 nouvelles signatures de personnalités recueillies en Allemagne en faveur de sa libération. La Cour européenne des droits de l'homme rendra dans quelques mois son verdict concernant cette première partie de l'affaire des députés kurdes.

l'OTAN si l'on ne mettait pas à l'ordre du jour du sommet européen de Madrid l'adhésion prochaine de la Turquie dans l'Union européenne. Quant au leader de l'opposition portugaise, Marcelo Rebelo de Sousa, qui lui aussi est membre du PPE, il a déclaré que "le PPE a refusé de céder face aux menaces turques" et qu'"une idée a prévalu lors de cette réunion: l'engagement de ne pas céder au chantage, quel qu'il soit" et d'ajouter "les droits de l'homme sont loin d'être respectés en Turquie. C'est insensé d'accepter un pays qui ne les respecte pas". Pour résumer l'idée régnante dans les institutions européennes, gouvernements et parlements compris, le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, a déclaré à la presse que "tout le monde est hésitant lorsqu'il s'agit de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne". Pour Hans van Mierlo, président en exercice du Conseil des ministres des Affaires étrangères, "la Turquie est loin de répondre aux normes de l'Union européenne". En fait, selon les commentaires de presse publiés après la réunion de ces grands partis démocrates-chrétiens, c'est le chancelier Kohl en personne qui serait le plus fermement opposé à l'adhésion de la Turquie. Celui qu'il y a encore peu passait pour l'avocat le plus influent de l'intégration de la Turquie au sein de l'Union européenne semble très déçu par les promesses de démocratie maintes fois répétées par les dirigeants turcs (Demirel, Çiller, Yilmaz) et jamais tenues. Il serait également excédé par les pressions américaines et par le chantage turc à l'élargissement de l'OTAN. "Ce pays, avec son système et ses moeurs politiques n'a pas sa place dans l'Union européenne" aurait-il déclaré au cours de la réunion de Bruxelles. Selon le *Hürriyet* du 6 mars, son principal conseiller, M. Bitterlich, dans un message communiqué au gouvernement turc, affirme notamment: "Nous disons tout clairement, il n'est pas possible que vous figuriez sur la photo de famille de l'Union européenne. Le chancelier Kohl

APRÈS LE PARTI POPULAIRE EUROPÉEN, KLAUS KINKEL EXCLUT L'ADHÉSION DE LA TURQUIE À L'UNION EUROPÉENNE "DANS UN AVENIR PRÉVISIBLE"

L*A Turquie ne fera jamais partie de l'Europe". Cette déclaration vient de l'ancien Premier ministre belge et actuel président de l'influent Parti populaire européen (PPE) au Parlement européen, Wilfried Martens, qui avait réuni son groupe à Bruxelles le 4 mars dernier. A la différence des groupes de gauche au sein du Parlement européen qui, pour des raisons portant sur les droits de l'homme et la démocratie en Turquie, sont peu enthousiastes pour une entrée prochaine de la Turquie à l'Union européenne, c'est la première fois que les partis de droite réunis au sein du PPE déclarent à l'unanimité en termes on ne peut plus clairs que "la Turquie n'est pas candidate pour devenir un membre de*

l'Union européenne ni à court ni à long terme" et ce pour des raisons de "différence de civilisation". A cette réunion participaient également le Chancelier allemand Helmut Kohl, le Premier ministre espagnol Jose Maria Aznar, le Premier ministre belge Dehaene, le Premier ministre italien Romano Prodi et le président conservateur du Parlement européen, M. Robles. MM. Prodi et Kohl ont eux aussi approuvé les idées de M. Martens, sans pour autant exclure un étroit partenariat entre l'Europe et Ankara. Certains analystes estiment que les parlementaires européens centristes ont été particulièrement agacés par l'attitude du gouvernement turc menaçant ces derniers mois de bloquer, en usant de son droit de veto, l'élargissement de

considère la Turquie comme un pays asiatique abritant des tendances fondamentalistes". Du coup, le chancelier Kohl est devenu la bête noire de la classe politique et des média turcs. L'ami Kohl est devenu "un intégriste chrétien ennemi des Turcs" si l'on en croit la presse populaire turque. L'ancien vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères Murat Karayalçin, cité par le *Milliyet* du 13 mars, n'y va pas avec le dos de la cuiller: "Avant, c'était la Grèce qui était le fusilleur de l'Europe contre la Turquie, maintenant le tueur c'est Helmut Kohl". Conviant le 7 mars les ambassadeurs des pays de l'Union européenne à Ankara à un déjeuner, Mme. Çiller leur a déclaré que "le chancelier Kohl empêche notre entrée dans l'Union". Voilà donc le chancelier allemand rejoindre à son tour le camp bien fourni des "ennemis des Turcs" qui comptent des personnalités comme Mme. Mitterrand, Nelson Mandela, Lord Avebury. Sénateur Kennedy et plusieurs présidents de groupes parlementaires du Parlement européen qui, pour avoir critiqué la politique du gouvernement turc, sont désignés à la vindicte populaire par les média gouvernementaux turcs.

Commentant la prise de position des partis démocrates-chrétiens européens, le porte-parole du Département d'État Nicholas Burns, n'a pas caché "la déception et le pessimisme" de son gouvernement. "Nous allons poursuivre nos efforts pour l'intégration de la Turquie à l'Union européenne. Mais la tâche est très difficile car aucun dirigeant européen (ayant participé à la réunion de Bruxelles) n'est disposé à prendre la défense de la Turquie" a-t-il déclaré, le 11 mars à Washington. Quant aux autres groupes du Parlement européen, les conditions qu'ils posent à une éventuelle adhésion sont telles que celle-ci paraît peu probable dans un avenir prévisible. Le Conseil des ministres des Affaires étrangères réuni les 15 et 16 mars à Apeeldoorn, aux Pays-Bas, a voulu rassurer Ankara que

"la porte de l'Europe n'est pas fermée à la Turquie" mais s'est abstenu d'avancer la moindre promesse concrète.

De son côté, M. Klaus Kinkel, au terme d'une visite mouvementée à Ankara a affirmé que "la Turquie ne peut adhérer à l'Union européenne dans un avenir prévisible". Initialement prévue pour apaiser la crise qui se développe depuis quelques mois dans les relations germano-turques, la visite effectuée les 26 et 27 mars à Ankara par le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne s'est déroulée dans un climat très tendu. La veille de son arrivée, le Premier ministre turc avait déclaré que les Européens devaient "avoir la tête basse parce que l'Europe n'a pas tenu ses promesses envers la Turquie" et que "M. Kinkel allait le sentir personnellement lors de sa visite". Ces propos rapportés par la presse turque et les agences internationales ont conduit le ministre allemand à envisager l'annulation de sa visite. A la suite d'un démenti formel publié par le ministère turc des Affaires étrangères, M. Kinkel a finalement décidé de maintenir cette "visite difficile" avec un retard de deux heures sur le programme initial, retard dû aux tractations de dernière minute entre les diplomates des deux pays. Dès son arrivée à Ankara, M. Kinkel a tenu à mettre publiquement les points sur les "i": "Je suis arrivé en Turquie la tête haute. En tant que ministre allemand et responsable de l'Union européenne, j'affirme qu'aucun Européen, et sûrement pas moi-même, ne baissera jamais la tête devant la Turquie". Ces propos, M. Kinkel les a répétés à plusieurs reprises, notamment devant la Commission des Affaires étrangères du Parlement et lors de sa conférence de presse commune avec Tansu Çiller, le 26 mars, et il a invité les dirigeants turcs à renoncer à "la diplomatie du mégaphone" et à "tenir leur langue".

Le ministre allemand, visiblement en colère par "l'accueil inamical" de ses

hôtes turcs a néanmoins maintenu tous ses rendez-vous, y compris avec le Premier ministre Erbakan. Au terme de ces entretiens, il a tenu avec son homologue turc Tansu Çiller une conférence de presse au cours de laquelle il notamment déclaré: "Je ne suis ni sorcier ni apprenti-sorcier. Je suis considéré dans l'Union européenne comme défenseur de la Turquie. Mais il doit être clair pour tout le monde que la Turquie ne peut adhérer à l'Union européenne dans un avenir prévisible car elle doit auparavant régler le problème kurde, la question des droits de l'homme et le problème de Chypre. Elle doit régler aussi son différend avec la Grèce". Enfin prenant les dirigeants turcs à leur propre jeu sur la haute importance stratégique de leur pays, M. Kinkel a indiqué, non sans ironie, "la Turquie est un grand pays occupant une place importante entre les Balkans et l'Asie centrale, entre le Caucase et le Moyen-Orient. Pourquoi donc insistez-vous tant pour l'adhésion à l'Union européenne" avant d'ajouter: "Je dis: la Turquie appartient à l'Europe, sa vocation européenne est légitime mais elle doit d'abord régler ses problèmes pour pouvoir prétendre adhérer à l'Union".

Contrairement à M. Kinkel, le chancelier Kohl ne semble pas convaincu que la Turquie appartienne vraiment à l'Europe. Dans son numéro du 24 mars 1997, l'hebdomadaire *Der Spiegel* rapporte les propos suivants du chancelier "Dans les livres d'histoire et de géographie que nous avons étudiés à l'école on n'a jamais dit que l'Anatolie faisait partie de l'Europe". L'un de ses proches, le député conservateur Heinrich Lummer, écrit dans le journal *Die Welt* du 25 mars que "l'opinion selon laquelle l'inclusion de la Turquie dans l'Union douanière allait stopper les tendances fondamentalistes et islamistes en Turquie s'est révélée inexacte (...) Pour au moins quatre séries de raisons dont la question kurde, la nature corrompue du régime

turc, le problème de Chypre et les risques pour notre identité et notre stabilité de la libre circulation de millions d'islamistes turcs. La Turquie n'est pas une candidate acceptable pour l'Union et nous devons résister aux pressions pro-turques des États-Unis".

Signe du sérieux de la crise germano-turque, aucun député du CDU du chancelier Kohl et aucun député du SPD, principale formation de l'opposition allemande, n'a accompagné M. Kinkel dans sa visite. Celui-ci a dû se contenter de la compagnie d'un député Vert et d'un député de son petit parti libéral. Côté turc, la mauvaise humeur s'est manifestée par l'absence du Premier ministre et de Mme. Çiller à la réception donnée, le 26 mars, par l'ambassadeur d'Allemagne à Ankara en l'honneur de M. Kinkel. Autre signe de tension: le chef d'état-major turc n'a pas donné suite à la demande de rendez-vous du ministre allemand qui, par réalisme, voulait exposer directement à ce général puissant, détenant l'essentiel du pouvoir en Turquie, les vues de Bonn sur les relations bilatérales. Prétexte avancé: le général Karadayi ne reçoit pas les dirigeants en visite, à l'exception des responsables américains. Il est en effet d'usage que chaque ministre ou ministre-adjoint américain de passage à Ankara rencontre longuement le chef d'état-major des armées turques, lequel lors de sa récente visite en Israël a également rencontré le président et le Premier ministre israéliens. Son adjoint, le général Çevik Bir, vient de son côté recevoir une délégation d'Anti Defamation League, l'une des organisations du lobby juif américain, devenu le principal défenseur du régime turc aux États-Unis. Le camouflet est d'autant plus rude pour M. Kinkel que dans la campagne menée ces dernières années sur la question des droits de l'homme en Turquie il apparaissait comme le ministre européen le plus indulgent vis-à-vis d'Ankara.

BRAS DE FER ENTRE L'ARMÉE ET LE PARTI ISLAMISTE



À la réunion du 26 avril du Conseil de sécurité nationale (MGK) a marqué le point culminant de la tension qui se développe depuis plusieurs mois entre la haute hiérarchie militaire et la coalition gouvernementale à dominante islamiste. Cette réunion marathon qui a duré 8 heures, a fourni aux chefs militaires l'occasion de se faire les procureurs du Premier Ministre et de lui demander des comptes sur l'état d'exécution des décisions du 28 février du MGK, relatives à la répression des mouvements islamistes. Extraits du résumé des minutes de cette réunion paru dans le *Milliyet* du 28 avril. Le général Karadayi, chef d'état-major s'adressant au Premier ministre : "Les décisions que nous avons adoptées ont été publiées. Vous avez retardé leur signature d'une semaine, puis vous avez mis une autre semaine à réunir le Conseil des ministres. Une semaine de plus pour préparer une lettre demandant leur application, et encore une semaine pour la rédaction des décrets d'application. Nous savons bien que certaines décisions sont à long terme, mais on voit que vous avez du mal à vous résoudre à exécuter les décisions" (...). Le président Demirel intervient non pas pour secourir son Premier ministre admonesté, mais pour proposer la création d'un comité de suivi de l'exécution des décisions du MGK présidé par M. Erbakan. Alors, l'amiral Erkaya, chef de la Marine, passe à l'attaque. "Les décrets ont paru, c'est bien beau, mais il n'y a aucun résultat. Des hommes enturbannés circulent encore dans les rues. Ils circulent en pleine rue (...). Kadhafi affirme que vous êtes membre du commandement islamique populaire dont il est le chef. Et

vous n'avez pas répondu aux questions qu'on vous a posé à ce sujet. Qu'est-ce que c'est que cette histoire? Le Préfet de Nevsehir, Sinasi Kus, déclare qu'il ne pourrait pas appliquer les décisions et ce préfet reste toujours à son poste?" Le Premier ministre garde le silence, tandis qu'intervient à son tour le général Koksal, chef de l'armée de terre: "Le préfet d'Erzurum n'a pas fait le nécessaire pour la pièce de théâtre (critiquant l'armée)". Le ministre de l'Intérieur, Mme Aksener, se confond en excuses; "Le préfet n'a pas commis de faute dans cette affaire, il a saisi le parquet. La même pièce avait été jouée à Amasya aussi. Le préfet d'Amasya est un homme attaché à Atatürk. Notre président de la République le sait bien. Mais même ce préfet partisan d'Atatürk n'a pas remarqué cette pièce. Il n'y a pas d'arrière pensée. Nous serons dorénavant plus vigilants. Nous nous informerons par avance du contenu des pièces. De choses semblables ne se produiront plus. J'ai néanmoins diligenté une enquête contre ces préfets". (NDLR tous les membres de cette troupe théâtrale anti-militariste ont depuis été arrêtés et jetés en prison). Le ministre de la défense, T.Tayan, enfonce le clou : "Les procureurs ne font pas leur boulot". Mme Aksener : "Les décisions seront certainement toutes exécutées. Je me suis beaucoup battue pour que l'exécution de ces décisions ne soit pas perçue comme résultant du diktat de l'armée ou du MGK". Le général Koksal, dévisageant les ministres présents : "Les déclarations de certains députés partis en pèlerinage à la Mecque nous attristent. Nous réprouvons ces images. Ils veulent faire croire que l'armée est athée. Mais nous ne sommes pas l'armée grecque, l'armée algérienne, l'armée

iranienne. Nous sommes l'Armée Turque! Monsieur le Premier Ministre, des déclarations affirmant que des augmentations des traitements des militaires ont été accordées pour nous faire taire sont-elles exactes?" Selon le *Milliyet* à ce moment l'air devint glacial dans la salle de la réunion. Erbakan qui n'avait pas ouvert la bouche jusque-là, comprend qu'il doit répondre à cette interpellation directe et s'efforce de se donner de la contenance : "Ni mon âge, ni mes croyances ne m'autoriseraient à tenir de tels propos. Je poursuis en justice le journal qui m'avait attribué ce genre de propos. Que ne m'avez-vous pas téléphoné pour connaître ma version des faits!" Mme Çiller tout en rassurant les généraux que toutes leurs décisions seront exécutées sans exception ni retard se risque à poser une question sur "les propos d'un de nos pachas" (NDLR il s'agit d'Osman Pacha, général commandant la gendarmerie d'Erzurum qui a récemment publiquement qualifié de "maquereau" le Premier ministre et le roi d'Arabie qui l'avait invité au pèlerinage de la Mecque). "Si ces propos enfreignent vos propres règles, que l'on fasse le nécessaire. S'ils ne les enfreignent pas, qu'on apporte des éclaircissements. Alors soyez, vous aussi, plus tolérants pour les déclarations des politiciens". (NDLR. Malgré la demande du ministre islamiste de la justice aucune poursuite n'a été engagée contre ce général qui a, au contraire, reçu des messages de sympathie et de félicitations de ses collègues).

A l'issue de cette réunion de 8 heures où il n'aura au total parlé que cinq minutes, M. Erbakan croit avoir pour le moment évité le couperet et dit à ses ministres la formule traditionnelle "que cela soit du passé" qu'on utilise pour ceux qui survivent à un accident, ou à une maladie grave ou qui viennent de passer une épreuve difficile. Le sursis semble cependant de courte durée. La crise semble proche de son dénouement provisoire. Elle aura eu au moins le

mérite de montrer clairement à l'intérieur et à l'extérieur du pays qui commande en Turquie. Ce que à sa manière résume le président Demirel dans le *Milliyet* du 28 avril : "Le Conseil de sécurité nationale n'est pas un organe consultatif. D'après la Constitution il ne conseille pas le gouvernement, il lui notifie ses décisions. Les décisions du Conseil ne peuvent être débattues à nouveau. Une fois qu'elles sont prises, il appartient au gouvernement de faire le nécessaire pour leur exécution. Et on ne

peut pas s'en remettre au Parlement. Si vous êtes au gouvernement, cela veut dire que vous disposez d'une majorité au Parlement. A vous de faire le nécessaire pour que les décisions du Conseil soient traduites en lois par le Parlement. Si vous ne voulez pas le faire, laissez la place à ceux qui sont disposés à respecter le système". En somme, dans le système turc, le Conseil de sécurité nationale dominé par les militaires joue le rôle qui était dévolu au Politburo dans le système soviétique.

FUNÉRAILLES NATIONALES POUR LE LEADER NEO-FASCISTE TURC



Le colonel Alpaslan Türkes, chef du Parti d'action nationaliste, néo-fasciste, décédé le 4 avril à l'âge de 80 ans d'une crise cardiaque a été enterré à Ankara après des funérailles grandioses transmises en direct par les télévisions turques. Le président Demirel, le Premier ministre N. Erbakan, le vice Premier ministre T. Çiller, de nombreux ministres, les leaders de tous les partis politiques turcs, de nombreux députés et des centaines de milliers de nationalistes turcs ont participé à ces funérailles. Seuls les responsables kurdes et des intellectuels turcs libéraux et de gauche, ont refusé de prendre part à ces cérémonies à la gloire d'un homme qui toute sa vie a prôné la haine raciale, la violence et des idéaux fascistes. Chantre inlassable d'un "empire turc allant des Balkans à la muraille de Chine", Türkes était au cours de la deuxième guerre mondiale un propagandiste zélé du hitlérisme au sein de l'armée turque. Un rapport de la Gestapo, cité par le journal *Le Monde* du 6 avril, le décrivait comme "le Führer du panturquisme". En 1944, après la victoire des Alliés, il comparut devant un tribunal militaire pour "activités racistes

et pro-nazies et apologie de Hitler". Après un an de prison, il réintégra l'armée où il poursuivit tranquillement sa carrière. L'état-major turc l'envoya en formation à l'étranger, notamment aux États-Unis où il passa 3 ans. On le retrouve en 1960 porte-parole de la junte militaire qui le 27 mai 1960 renverse le gouvernement civil légitime et envoie à la potence le Premier ministre Adnan Menderes et deux de ses ministres. La junte, où il joue un rôle important, met à la retraite d'office 300 généraux et plus de 700 colonels et commandants considérés comme "peu sûrs" car fidèles à la légitimité constitutionnelle. Selon le *Hürriyet* du 7 avril qui cite cet épisode, le Trésor turc ne disposait pas de dotation pour payer les indemnités de retraite de tant d'officiers; pour y remédier le colonel Türkes sollicite l'aide des États-Unis qui font un don spécial de 15 millions de dollars pour régler ce problème d'intendance. Cela alimente les rumeurs selon lesquelles le coup d'État était soutenu par la CIA. L'ultranationalisme et les ambitions démesurées du colonel Türkes finissent par inquiéter le chef de la junte, le général Gürsel, qui envoie en exil Türkes et 13 de ses partisans nommés à des

postes diplomatiques en Asie et en Amérique du Sud. Dès son retour d'exil, en 1963, le colonel Türkes se lance dans la vie politique et mène campagne pour "l'union des Turcs du monde". Se faisant appeler *Basbug* (Führer), il prône "l'élimination des ennemis intérieurs empêchant l'union turque" et pour ce faire forme, avec la bienveillance, voire la complicité de certains secteurs de l'armée et de la police, des milices de combat appelées *Bozkurt* (Loups Gris). Cette appellation fait référence à l'histoire mythique des Turcs écrite sous Atatürk faisant descendre la race turque d'une louve de la non moins mythique vallée d'Ergenekon dans les monts Altay, aux confins de la Mongolie actuelle. Ces loups gris, recrutés généralement dans les universités et formés dans des camps spéciaux par des officiers à la retraite, sont utilisés comme auxiliaires de police contre les mouvements étudiants de gauche et contre des étudiants kurdes. Tant en Turquie qu'en Europe, Türkes n'hésite pas à afficher le caractère raciste et violent de son mouvement: "Nous devons exterminer les Kurdes, les Arméniens, les Arabes et les Juifs" déclare-t-il en 1976 à Berlin devant 2000 militants de son parti (cité par *Le Monde* du 6 avril 1997). Ces appels au meurtre ne font l'objet d'aucune poursuite judiciaire. Il devient même vice-Premier ministre entre 1975 et 1978 dans deux gouvernements de coalition dirigés par Demirel et comprenant également l'islamiste Erbakan. Il en profite pour faire entrer ses militants dans la police, les services de renseignements et l'Éducation nationale. Avec la complicité de l'État et l'argent de la drogue ses réseaux se structurent en Europe où l'un de ses militants, Mehmet Ali Ağca, attend à la vie du Pape. Quand les partisans d'un État fort pour mettre au pas les mouvements de gauche et les militants kurdes mettent en oeuvre une stratégie de la tension pour préparer le terrain à l'intervention de l'armée, les loups gris sont largement mis à

contribution pour assassiner des journalistes libéraux, des syndicalistes et des intellectuels. Cette violence fait de 1978 à 1980 plus de 5000 morts et sert de justification au coup d'État militaire de septembre 1980. L'armée qui dissout le Parlement, les partis, les syndicats et les associations fait arrêter 140 000 personnes. Parmi elles le colonel Türkes qui est poursuivi pour incitation au meurtre et constitution de milice armée. Le colonel déclare ne pas comprendre les raisons de sa détention. "Mes idées sont au pouvoir et on me met en prison" fait-il remarquer devant la Cour de sûreté de l'État. La peine capitale est requise contre lui, cependant il est condamné à 11 ans et passe quatre ans et demi en prison. En 1987 il reprend ses activités politiques (NDRL. Les militants kurdes condamnés à une peine de prison de plus d'un an pour délit d'opinion "séparatiste" sont déchus à vie de leurs droits politiques). Après l'éclatement de l'Union soviétique, le parti de Türkes et ses milices reconstituées de loups gris s'activent avec le soutien public d'Ankara. Le colonel Türkes accompagne les présidents turcs en visite dans ces républiques. Les loups gris sont impliqués dans une tentative de coup d'État contre le président azéri Aliyev, considéré comme "peu favorable" aux idées pan-turques. Mais l'essentiel des troupes des loups gris est recruté par l'État dans des "unités spéciales" (*Ozel tim*) opérant au Kurdistan, connues par leur sauvagerie contre les populations civiles kurdes. Lors des élections de décembre 1995, le parti de Türkes n'ayant pu franchir la barre des 10% n'a pas obtenu de sièges au Parlement. Cependant, il entretenait des relations étroites avec Mme. Çiller avec qui il avait pensé former une coalition électorale. Nombre de ses militants ont été élus sur les listes des deux principaux partis de droite, l'ANAP de Mesut Yılmaz et le DYP de Tansu Çiller. Du procureur général Nusret Demiral au tristement fameux chef de police Mehmet Agar, devenu ministre de l'Intérieur de Mme.

Çiller en passant par le ministre d'État Ayvaz Gokdemir, nombre de ses partisans ont occupé de hautes responsabilités au sein de l'État turc. C'est sans doute la raison pour laquelle ce leader néofasciste et criminel qui dans toute démocratie digne de ce nom aurait été couvert d'opprobre, a reçu tous les honneurs officiels. Le Conseil des ministres a autorisé son enterrement au cimetière d'État où un mausolée sera érigé pour le *Basbug* (Führer) des Turcs, idole de ces loups gris qui continueront longtemps encore à troubler la paix et la cohabitation des Turcs et des Kurdes tant en Turquie qu'en Europe.

AINSI QUE...

• "LA VIOLENCE NE PEUT ÊTRE UNE SOLUTION À LA QUESTION KURDE". La Fondation allemande Konrad Adenauer a organisé une réunion à Ankara, le 3 mars dernier, portant sur la situation politique en Turquie et les possibilités de trouver une solution pacifique à la question kurde. La Fondation Adenauer a convié à cette réunion de nombreux parlementaires allemands et turcs. Les organisateurs ont mis l'accent sur la question kurde lors de cette réunion car selon eux "cette question touche à la fois la Turquie et l'Allemagne. Étant donné qu'il y a pas moins de 400 000 Kurdes sur une communauté turque vivant en Allemagne estimée à plus de 2 millions de personnes". La plupart des parlementaires allemands présents à cette réunion ont marqué leur préférence pour "une solution fédérale à la question kurde". S'exprimant au nom du groupe chrétien démocrate allemand (CDU), le parlementaire Karl Lamers a déclaré que le problème kurde "est le problème numéro un en Turquie et il intéresse de près l'Allemagne" et que "c'est une épine dans le pied de la politique turque à l'intérieur comme dans ses relations

extérieures" avant d'ajouter: "la Turquie ne trouvera jamais une solution à ce problème en misant pour l'option militaire actuelle qui conduit uniquement à sa complication et au gaspillage d'énormes sommes d'argent, équivalent à 3% du PNB en Turquie". Un autre parlementaire allemand, Heriberd Blenz, en commentant le récent bras de fer engagé entre le gouvernement et l'armée, a déclaré que "dans une démocratie, les militaires n'ont pas à commander à une représentation élue mais doivent être soumis à celle-ci".

Par ailleurs, sept membres de la Commission des droits de l'homme de Bundstag viennent d'effectuer une mission en Turquie. Dans une conférence de presse donnée le 15 avril à Bonn, les députés Schwaetzer, F. Duve et H. Lummer ont indiqué que les violations des droits de l'homme se poursuivaient et que l'existence et le fonctionnement des Cours de sûreté de l'État qui condamnent des gens pour leurs opinions étaient peu compatibles avec un État de droit et que la démocratisation tant de fois promise par les dirigeants turcs n'étaient pas au rendez-vous.

*

• SELON LE SIPRI, LA TURQUIE EST LE PREMIER IMPORTATEUR MONDIAL D'ARMES. Selon une étude du *Swedish International Peace Research Institute*, la Turquie a été, dans l'ensemble de la période de 1991-1995, le premier importateur mondial d'armes. Avec 8, 096 milliards d'achats d'armes dans cette période elle devance l'Égypte (\$ 7, 138 milliards), le Japon (\$ 7, 092 milliards), la Grèce (\$ 5, 756 milliards), l'Inde (\$ 5, 158 milliards), la Chine (\$ 4, 747 milliards) et Israël (\$ 4, 298 milliards). La Turquie possède la deuxième armée la plus nombreuse de l'OTAN (après celle des États-Unis) et la 9ème du monde. L'armée turque dispose d'environ 5000 chars, de 24 escadrons de bombardiers et 560 000 soldats (800 000 avec la gendarmerie et les forces

paramilitaires). Selon le *Hürriyet* du 24 mars, la Turquie planifie l'acquisition pour 125 milliards de dollars d'armements dans le cadre de son projet de programmation militaire de 25 ans actuellement en cours de réalisation. Le conflit kurde et les tensions avec les pays voisins servent de justification à ce programme de surarmement qui n'a été soumis à aucun débat public. Ce programme bénéficie du soutien appuyé des États-Unis qui fournissent près de 85% des achats turcs d'armements. En 1997, le budget militaire turc s'élève à 5, 286 milliards de dollars. Outre ce budget "ordinaire", l'armée turque dispose aussi des ressources du Fonds de soutien à l'industrie d'armement alimenté par des prélèvements de taxes sur les ventes d'alcool, de tabac, et sur la loterie et autres jeux de hasard. Selon *Hürriyet*, ce fonds spécial a jusqu'ici rapporté à l'armée turque la somme de 6, 5 milliards de dollars et il devrait rapporter en 1997 environ un milliard de dollars.

*

• L'ÉTAT D'URGENCE A ÉTÉ PROLONGÉ DE 4 MOIS DANS LES PROVINCES KURDES. Malgré les promesses du Premier ministre islamiste Erbakan d'abolir l'état d'urgence, en vigueur depuis 1987, son gouvernement vient, pour la deuxième fois, de le prolonger pour 4 mois. En effet, le Parlement turc a voté, le mercredi 26 mars, par 245 contre 176 voix la prolongation de l'état d'urgence dans 9 provinces kurdes de la Turquie. Les promesses électorales étant passées, M. Erbakan l'a appris à ses dépens, lors de la dernière réunion du Conseil de sécurité nationale, à dominance militaire, que c'est aux militaires que revient le dernier mot quand il s'agit du dossier kurde.

*

• UNE CAMPAGNE POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION LANCÉE PAR L'ASSOCIATION TURQUE DES

DROITS DE L'HOMME (IHD). La branche stambouliote de l'IHD a lancé début mars une campagne d'affichage et de sensibilisation de l'opinion publique turque sur le sort de 140 prisonniers d'opinion. Ces derniers sont des intellectuels, écrivains, musiciens ou journalistes qui, en raison des idées exprimées dans leurs livres, chansons ou déclarations, ont été condamnés par les Cours de Sûreté de l'État turques. Cette semaine de sensibilisation a été inaugurée par un groupe d'écrivains de différents pays et nationalités qui sont venus à Istanbul pour soutenir leurs collègues turcs et kurdes et pour apposer leurs signatures au livre "La liberté d'expression" déjà co-édité par plus de mille écrivains locaux. Par ailleurs, le journaliste turc Ertugrul Kurkcü a été condamné, vendredi 14 mars à Istanbul, à dix mois de prison avec sursis pour avoir "diffamé et insulté les forces de l'ordre" en traduisant le rapport de Human Rights Watch sur la répression dans les provinces kurdes en Turquie. La Cour a également ordonné la saisie du rapport et condamné l'éditeur turc, Mme. Ayse Zarakoglu, à une amende symbolique de 12 dollars. Le rapport affirme que les armes de l'OTAN, notamment celles fournies par les États-Unis, jouent un rôle-clé dans des violations des règles de guerre par les forces de sécurité turques dans la guerre du Kurdistan.

Dans le cadre de cette semaine d'information et de sensibilisation, l'IHD a rendu public, le 11 mars, son bilan mensuel des violations des droits de l'homme en Turquie du mois de février. Au cours de ce mois 22 journalistes ont été gardés-à-vue, 4 ont été victimes de la torture et des violences physiques, 3 livres et 10 journaux et magazines ont été saisis, 3 radios locales interdites, 45 citoyens ont été écroués pour délit politique, 5 sont portés disparus.

Par ailleurs, le 20 mars, la justice turque condamne la chaîne *Kanal D* à trois

jours d'interdiction d'antenne pour diffusion d'un reportage, filmé par une caméra cachée, sur le harcèlement sexuel d'une jeune femme par un médecin-colonel à l'hôpital de l'Académie médicale militaire Gulhane d'Ankara. Cette émission avait, selon le quotidien *Milliyet* du 21 mars, avec 42% des parts du marché, battu les records de l'audimat. La chaîne privée *Show TV* a été condamnée à 24h d'écran noir pour avoir diffusé un reportage avec l'épouse du médecin-colonel incriminé et avec la jeune femme victime de l'harcèlement. Selon le quotidien *Hürriyet* du 22 mars, le Conseil turc a jusqu'ici prononcé 65 interdictions de diffusion et 247 avertissements. Le journal rappelle qu'en Turquie "la liberté d'expression est prise en étau par 152 lois et 6 décrets" et qu'à la suite de ces interdictions et contraintes, à l'heure actuelle 87 journalistes, dont 28 femmes, sont en prison pour délit d'opinion.

*

• LA COMMISSION PARLEMENTAIRE ENTERRE LE SCANDALE DE SUSURLUK. Cette Commission instituée à la suite de la révélation, dans l'accident de Susurluk, des liens entre la mafia, la police et certains secteurs de l'État a rendu public, le 4 avril, son rapport. Le texte de 350 pages qui comporte 75000 p. d'annexes a été remis la veille au président du Parlement turc. Sur les faits eux-mêmes, le rapport décrit, parfois avec force détails, les divers gangs agissant au sein de l'État, en particulier au sein de la police, en liaison avec des organisations de la mafia et des Loups gris du colonel Türkes. Il parle également de "détournement de trillions de livres turques et du pillage des terrains de l'État" par ces gangs. Il mentionne "l'évasion étrange" des criminels endurcis des prisons et leur utilisation par les divers services de police, lesquels ont également fourni toutes facilités (passeports, transports) à des barons de la drogue. Les règlements

de compte entre les services de police sont également mentionnés. Mais, comme le fait remarquer le *Turkish Daily News* du 5 avril, le rapport reste silencieux sur les questions du blanchissement de l'argent de la drogue, des meurtres en série des hommes d'affaires kurdes, sur le rôle des services turcs dans l'évasion d'une prison suisse du chef mafieux A. Çatli, sur les nominations à des hauts postes, y compris ministériels, des personnes ayant, selon les rapports mêmes des services secrets turcs (MIT) de liens étroits avec la mafia. Au niveau des responsabilités politiques, les rapporteurs se contentent de montrer du doigt le député Sedat Bucak du DYP de Mme. Çiller, chef d'une milice privée, et l'ancien ministre de l'Intérieur, Mehmet Agar, et demandent la levée de leur immunité parlementaire et leur jugement. Ils s'abstiennent d'évoquer l'implication du couple Çiller et de certains généraux incriminés par plusieurs témoins ayant déposé devant la Commission. En somme, les rapporteurs, issus dans leur majorité des partis de la coalition gouvernementale, désignent des boucs émissaires de second rang et épargnent les véritables responsables des actions criminelles commises au nom de l'État. L'ex-ministre M. Agar a d'ailleurs réagi en indiquant qu'il avait agi dans le cadre strict des décisions du Conseil de sécurité nationale. "Allez lui demander des comptes si vous le pouvez" a-t-il lancé à ses détracteurs. "L'affaire sera donc, selon toute vraisemblance, enterrée. Pour empêcher un tel enterrement, des organisations de la société civile ont lancé une nouvelle campagne d'une minute de ténèbres pour faire la lumière sur les scandales". Le chef du principal parti d'opposition, Mesut Yilmaz, qualifie le rapport parlementaire de "conte pour enfants". De cette tentative manquée d'opération "mains propres" restera sans doute de profondes tensions entre les divers services de police et les services de renseignements de la gendarmerie (JITEM) qui en dévoilant

partiellement les actions criminelles et les meurtres commis par leurs concurrents dans l'espoir de se dédouaner ont surtout réussi à montrer jusqu'à quel point l'appareil d'État est gangrené par les gangs, la mafia et les crimes perpétrés en toute impunité au nom de la "défense de la patrie contre le séparatisme".

*

• UN ORGANISME OFFICIEL FRANÇAIS DÉNONCE LES ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH), un organisme chargé de conseiller le gouvernement français sur la question des droits de l'homme, a dénoncé, jeudi 10 avril, "l'utilisation quasi-systématique de la torture dans les commissariats" en Turquie et la progression continue du nombre des "exécution extrajudiciaires des disparitions" et "l'impunité des tortionnaires". La CNCDDH demande de "façon urgente" au gouvernement "de tout mettre en oeuvre pour obtenir des autorités turques que leurs engagements répétés en matière de protection des droits de l'homme soient enfin respectés". Elle demande à la France d'agir avec ses partenaires européens pour que "la Turquie assume pleinement ses obligations d'Etat-membre du Conseil de l'Europe" et notamment qu'elle "veille au plein respect des arrêts" de la Cour européenne des droits de l'homme rendus à son encontre et à diffuser cette jurisprudence en Turquie.

De son côté, le Comité de surveillance de la torture de l'Association des droits de l'homme de Turquie, dans une conférence de presse donnée le 26 mars à Ankara, affirme qu'en 1996, 2022 citoyens turcs ont été torturés à Istanbul. Selon ce Comité, on compte 83 enfants parmi ces victimes recensées de la torture dans la ville d'Istanbul. "Six détenus sont morts en prison sous la torture, 331 des 2022 citoyens torturés

ont fait établir des certificats médicaux constatant la réalité et les traces des sévices qui leur ont été infligés" indique le Comité. Les exécutions sommaires se poursuivent également.

Ainsi, deux enfants âgés de 12 et 13 ans de la famille Adsiz ont été abattus dans le village Arica, dans la province d'Urfa. Selon Hüseyin Adsiz, oncle des deux jeunes victimes, cité par les quotidiens *Hürriyet* et *Özgür Politika* du 8 mars: "Les deux enfants jouaient sur le pont du village lorsque, vers 19h30 une patrouille militaire suivie de 3 chars ont avancé en leur direction. Prenant peur, ils se sont mis à courir vers le village. Les militaires ont tiré sur eux alors qu'il était impossible qu'ils ne sachent pas que c'étaient des enfants. En entendant les tirs, tous les habitants du village ont accouru vers le lieu du drame mais les militaires nous ont empêchés de nous en approcher jusqu'à 22h30. Ils ont menacé de nous passer tous par les armes. Une fois que le procureur est venu et a constaté la mort des deux enfants atteints d'une dizaine de balles nous avons pu aller les voir. C'était trop tard. Nous allons porter plainte, mais sans illusion".

De même, deux bergers kurdes ont été abattus à bout portant le 5 avril par une patrouille d'unités spéciales de l'armée turque près du village Sureven du district d'Igdir, près du Mont Ararat. Les deux bergers, Halis et Ali Karatas, faisaient paître leur troupeau lorsque vers 8h du matin la patrouille turque a tiré sur eux les blessant mortellement. Deux autres bergers ont pu s'enfuir à temps. Selon le quotidien *Özgür Politika* du 7 avril qui donne cette information, les 150 moutons du troupeau ont été pillés par les soldats. Près de six mille habitants du district ont participé aux funérailles de ces deux bergers en scandant des slogans accusant l'État de ce double meurtre.

Par ailleurs, le 3 avril, Mme Halim Onen

a annoncé la mort sous la torture de son mari Mehmet Sirin Onen qui s'était évadé le 8 mars de la prison d'Iskenderum. Le 14 mars, la police anti-terroriste de Mersin avait informé sa famille qu'il avait été tué au cours d'affrontements avec l'armée. Se rendant à la morgue Mme Onen a constaté que son mari avait été sauvagement torturé. "Ses bras et ses jambes étaient broyés, ses deux oreilles coupées, ses dents brisées, la peau de ses mains et de ses cuisses écorchée. Son dos et son ventre étaient transpercés. Il avait manifestement été achevé sous la torture" a déclaré Mme Onen, mère de 4 enfants, au quotidien *Özgür Politika* du 4 avril.

Le 6 avril, deux cadavres incinérés ont été trouvés près du pont de Zengol, dans la province de Bitlis. Il s'agissait de deux hommes âgés de 40 et 22 ans environ. Deux jours plutôt, un autre cadavre incinéré avait été trouvé près de la ville de Kozluk. Les autorités judiciaires n'ont pas jugé nécessaire de procéder à des identifications pour savoir s'il s'agit de citoyens portés "disparus".

*

• LES TURCS ENFIN ÉGAUX DEVANT LA LOI: ILS POURRONT TOUS ÊTRE MIS SUR TABLE D'ÉCOUTE. C'est ce qu'a révélé, le 13 mars, Osman Ak, le directeur technique du Service des renseignements de la Direction générale de la Sûreté, à une Commission parlementaire instituée à la suite de la plainte de l'ancien Premier ministre M. Yilmaz. Ce dernier s'était plaint que tous ses téléphones avaient été mis sur table d'écoute et demandé une enquête parlementaire sur les écoutes téléphoniques. Déposant devant la Commission parlementaire d'enquête, M. Ak a révélé que son service avait investi la coquette somme de 120 millions de dollars dans l'acquisition de 30 systèmes d'écoute téléphonique américains très sophistiqués de façon à équiper tous les

30 centraux téléphoniques du pays. Chaque système peut écouter un million de téléphones. "La vente de ces systèmes est très réglementée. Il ne suffit pas avoir de l'argent pour les acquérir. Nous avons convaincu les Américains qu'ils seraient utilisés pour surveiller les relations de la terre avec le trafic international de stupéfiants" a indiqué le directeur technique de la Sûreté qui a ajouté que son service employait 4000 fonctionnaires dans 80 provinces de Turquie et que 2000 de ces agents avaient été formés à l'étranger. De son côté Osman M. Ayvali, directeur technique de Turkish Telekom, a déclaré que depuis la décision de la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara autorisant des écoutes non nominales ni motivées dans l'ensemble du pays, son entreprise se trouvait hors circuit. "La Sûreté peut, sans nous demander notre avis, brancher son système d'écoute sur un central et écouter, si elle le veut, le million de téléphones connectés à ce central. Nous n'y sommes pour rien et nous n'y pourrions rien" a ajouté M. Ayvali qui a souligné que "cette technologie très avancée permet aussi d'écouter les téléphones portables gérés par des opérateurs privés".

*

• UNE FONDATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES KURDES CRÉÉE À ISTANBUL. La Fondation de solidarité avec les femmes kurdes et de recherches sur les femmes (K. Ka-Dav) a été créée officiellement le 16 mars, à Istanbul. Prenant la parole, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration, devant une audience de femmes kurdes, dont la plupart ont émigré à Istanbul à la suite de la politique de destruction et d'évacuation de villages pratiquée par l'armée dans la guerre du Kurdistan, la présidente de la fondation, Mme. Baran, s'est exprimé dans les termes suivants: "les femmes kurdes font l'objet d'une répression et d'une violence accrues, plus

particulièrement celles issues du milieu rural dans le Sud-Est". Elle affirme que sa fondation se fixe comme objectif de venir en aide à ces femmes. "Les femmes émigrées kurdes (dans les métropoles turques) sont confrontées à d'autres problèmes dans les grandes villes. Un grand nombre d'entre elles sont privées d'instruction, ont un problème de communication (en langue turque) et de chômage" a encore ajouté Mme. Baran. Parmi les autres objectifs que s'est fixés cette fondation: conduire des recherches sur le sort des femmes en Turquie; mettre sur pied un centre de documentation; assurer une permanence juridique et mener des recherches sur les viols dans les régions kurdes, pratiqués par les troupes turques et les protecteurs de village, comme moyen de guerre.

*

• INTERDICTION D'UN COURS PRIVÉ DE LA LANGUE KURDE À ISTANBUL. La Fondation kurde pour la recherche et la culture (Kürt-Kav), basée à Istanbul et légalement enregistrée et reconnue, vient de recevoir une réponse négative à sa demande d'autorisation d'enseignement d'un cours privé de la langue kurde dans ses locaux. Sollicitée par de nombreux Turcs et Kurdes de seconde génération désireux d'apprendre le kurde, Kürt-Kav avait présenté le 20 août 1996 une demande d'autorisation à la Direction départementale de l'Éducation nationale d'Istanbul. Celle-ci, par une lettre datée du 20 février mais notifiée deux mois plus tard à Kürt-Kav, indique qu'en raison de la "circulaire n° 0541 du 17-10-1989 du Premier Ministre, il n'est pas possible d'autoriser de tels cours". La fondation kurde dont les statuts, approuvés par l'État, prévoient explicitement l'enseignement de la langue kurde, avait, selon son président Yavuz Çamlıbel, dépensé 2 milliards de livres turques (environ 120.000 F) pour aménager des salles de cours. Elle avait engagé des professeurs de langue et inscrit des élèves pour ces cours qui

devaient débiter le 26 avril. Le gouvernement turc en a décidé autrement mettant une fois de plus à mal sa propagande à usage externe affirmant que "la langue kurde est librement utilisée en Turquie". En fait, dans ce pays on peut apprendre et enseigner toutes les langues que l'on veut, sauf le kurde qui est la langue de près du tiers de la population du pays et qui à l'orée de l'an 2000 reste toujours une langue interdite.

*

• L'ARMÉE TURQUE AFFIRME AVOIR TUÉ VINGT MILLE "REBELLES KURDES" EN 13 ANS ET MENACE LES PAYS QUI SOUTIENNENT LE PKK. Dans un briefing de presse donné le 29 avril à Ankara, le général Çetin Dogan, membre de l'état-major de l'armée turque a affirmé que depuis 1984 "32.000 rebelles kurdes ont été neutralisés, parmi lesquels, près de 20.000 ont été tués dans des affrontements". Un autre chef militaire, le général Kenan Deniz, chef du département de sécurité intérieure de l'état-major des armées, a indiqué que près de 1300 militaires avaient été tués en 1995 et 1996, mais il n'a pas communiqué le bilan total des pertes militaires depuis 1981. Selon lui, le coût des opérations militaires contre le PKK s'élève à environ 4 millions de dollars par jour, soit près de 1,5 milliards de dollars par an. (Des estimations tenant compte des salaires versés aux diverses forces paramilitaires, aux polices parallèles, à leurs équipements, et des autres postes de l'économie de guerre évaluaient le coût total de la guerre du Kurdistan à 8 milliards de dollars en 1994). L'armée turque évalue à "près de 2 milliards de dollars par an le revenu annuel du PKK".

Lors de ce briefing, un haut responsable militaire a brandi la menace d'un conflit armé avec les pays voisins. "A moins que les méthodes politiques et économiques ne

marchent, la Turquie devrait prendre en considération la possibilité d'user de la force contre les pays qui soutiennent le terrorisme séparatiste", a, selon l'A.F.P., déclaré ce général qui a souhaité garder l'anonymat. Il s'est refusé à nommer les pays auxquels il faisait allusion, mais auparavant, durant le briefing, d'autres chefs militaires turcs avaient cité l'Iran et la Syrie comme États soutenant le PKK. "L'Iran soutient logistiquement le PKK et apporte également son soutien aux organisations musulmanes intégristes" a affirmé le général Deniz. Selon lui, "il y a actuellement 500 à 600 militants armés du PKK en territoire iranien" et "la Syrie abrite le chef du PKK (Abdullah Öcalan) dans ses bases militaires". Le nom de la Grèce a également été cité parmi "les pays soutenant le terrorisme". L'amiral Mustafa Orbey, chef du département Turquie-Grèce de l'état-major, assistait ostensiblement à ce briefing.

L'hypothèse d'un conflit armé avec un pays voisin pour masquer la crise profonde qui mine la Turquie et créer un climat d'union nationale commence à être sérieusement évoquée par des commentateurs de la vie politique turque.

*

• LA MOITIÉ DE LA POPULATION DE TURQUIE VIT EN DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ. C'est ce qui ressort d'une étude réalisée en 1996 par l'organisation nationale de planification (DPT). Cet organisme officiel fixe à 64 millions de livres turques (\$ 484) par an et par habitant le seuil en dessous duquel une personne est considérée comme pauvre car disposant de revenus insuffisants pour notamment satisfaire ses besoins de 2450 calories par jour. 32 millions de citoyens de Turquie, sur une population estimée actuellement à 64 millions, vit en dessous du seuil de pauvreté. La situation est particulièrement dramatique dans les

provinces kurdes. Selon l'auteur de cette étude, R. Dumanli, cité par le *Milliyet* du 15 avril, à Diyarbakir sur une population recensée de 1. 250. 000 habitants 80% vivent nettement en dessous du seuil de pauvreté. 500 000, d'entre eux, soit 40% de la population de la capitale kurde, "souffrent de la famine" indique l'expert turc R. Dumanli car ils disposent à peine de 19 à 28 millions de livres par an et par habitant (\$ 174). Le revenu annuel per capita était, en 1995, de \$ 2780 en Turquie mais en raison d'inégalités

graves dans la répartition des richesses une minorité en accapare l'essentiel. Cependant la Turquie est présentée par la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du Commerce comme un pays "dynamique"; puisque le volume de ses échanges a augmenté de 11% dans la période de 1990-1996. De son côté, le FMI dont une mission vient de séjourner en Turquie, a indiqué, le 15 avril, que le déficit budgétaire turc pour le premier trimestre de 1997 s'élevait à 415 trillions de livres.

ANKARA SOULIGNE SON ATTACHEMENT À L'EUROPE. (*Turkish Daily News*, 2 mars 1997), p. 11.

LE RAPPORT DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN MET EN ÉVIDENCE " LA CORRUPTION DE LA POLICE TURQUE DANS DES AFFAIRES DU TRAFIC DE DROGUE ". (*Turkish Daily News*, 3 mars 1997), p. 16-17.

HADEP PROTESTE CONTRE L'EMPRISONNEMENT D'EX-DÉPUTÉS PRO-KURDES. (*Turkish Daily News*, 3 mars 1997), p. 17-18.

LE PROJET DU GAP APORTE D'ORES ET DÉJÀ DES BÉNÉFICES À L'ÉCONOMIE DU SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 3 mars 1997), p. 18-19.

LE CONTRAT GAZIER AVEC L'IRAN VA BON TRAIN. (*Turkish Daily News*, 3 mars 1997), p. 19.

ERBAKAN ÉCARTE LA POSSIBILITÉ D'UN COUP D'ÉTAT EN TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 3 mars 1997), p. 20.

L'ARMÉE MET LE HOLÀ EN TURQUIE. Une vingtaine de mesures pour contrer la poussée islamiste. (*Libération*, 3 mars 1997), p. 20-21.

UN ERBAKAN DÉFIANT, DÉCLARE QUE LE GOUVERNEMENT EST SOUVERAIN. (*Turkish Daily News*, 4 mars 1997), p. 21-22.

LIVRE: ECARTELÉS ENTRE CINQ PAYS, OTAGES OU INSTRUMENTS DE L'OCCIDENT ET DÉSUNIS : MAUDIT COMME UN KURDE. Chris Kutschera : "Le défi kurde ou le rêve fou de l'indépendance", Bayard Editions, 300 pp., 160F. (*Libération*, 4 mars 1997), p. 22-23.

ODE À YACHAR KEMAL, TROUBADOUR D'ANATOLIE : SOIRÉE THÉMATIQUE CONSACRÉE À L'ÉCRIVAIN TURC D'ORIGINE KURDE, AVEC UN FILM ET DEUX DOCUMENTAIRES. Yachar Kemal se dit : "le plus kurde des écrivains turcs ou le plus turc des écrivains kurdes". YACHAR KEMAL, CONTEUR ET IMPRÉCATEUR. ARTE rend hommage au barde de Cilicie, romancier et défenseur des droits des Kurdes, à travers deux documentaires et un long-métrage adapté de l'un de ses romans. (*Libération; Le Monde*, 4 mars 1997), p. 23, 25.

LES LAÏCS TURCS DESCENDENT DANS LES RUES. (*International Herald Tribune*, 4 mars 1997), p. 24.

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

LES KURDES: L'AFFAIRE D'AKDUVAR CONTRE LA TURQUIE. (*Minority Rights Group*, mars 1997), p. 1-4.

DÉBAT - LIVRES : LA QUESTION KURDE, L'AUTRE TRAGÉDIE DU PROCHE-ORIENT PAR DANIELLE MITTERRAND ET KENDAL NEZAN. (*Neuvième Festival Transméditerranée*, saison 96/97), p. 5.

MOBILISATION DES PARLEMENTAIRES EUROPÉENS: POUR LA LIBÉRATION DE LEYLA ZANA. Les violences contre le peuple kurde n'ont pas faibli comme l'a montré Danielle MITTERRAND qui a invité le Parlement européen à créer une "task force" pour la recherche d'une solution pacifique au problème kurde. (*Faits & Arguments sur l'Union Européenne*, mars/avril 1997), p. 6.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ NATIONALE DEMANDE DE NOUVELLES MESURES ANTI-FONDAMENTALISTES. (*Turkish Daily News*, 1^{er} mars 1997), p. 6-7.

NOUVELLES DE LA TURQUIE. (*Amnesty International*, mars 1997), p. 7.

QUELLE SORTE DE RELATIONS DEVRONS-NOUS AVOIR AVEC L'IRAN ? (*Turkish Daily News*, 1^{er} mars 1997), p. 8.

EN TURQUIE, LES LUMIÈRES S'ÉTEIGNENT POUR LA DÉMOCRATIE. Pendant un mois, à 21 h, des centaines de milliers de Turcs ont allumé des bougies

contre "l'État des Bandes". Ce mouvement de protestation civique sans précédent en Turquie veut dénoncer "l'État des Bandes", c'est à dire l'imbrication entre mafia de la drogue, extrême droite, forces de sécurité et classe politique telle qu'elle est apparue depuis trois mois après "l'affaire de Susurluk". (*Libération*, 1^{er}/2 mars 1997), p. 9.

EN PRÉSENCE DE DANIELLE MITTERRAND, AU THÉÂTRE MUNICIPAL, NE PAS OUBLIER LA TRAGÉDIE KURDE. "Ma préoccupation est de donner la parole à ce peuple bâillonné alors qu'il défend ses droits essentiels, je veux dire : sa culture, son expression, son existence". C'est en ces termes que Danielle Mitterrand présente son combat en faveur des droits du peuple kurde. — KURDES : LE DROIT D'EXISTER. Plus de cent participants au théâtre pour une conférence en présence de Danielle MITTERRAND sur la tragique histoire d'un peuple oublié. — DANS LE CADRE DES RENCONTRES DU FESTIVAL TRANSMÉDITERRANÉE, DANIELLE MITTERRAND ÉTAIT À BASTIA : UNE VIE AU SERVICE DES LIBERTÉS. (*Bastia*, 1^{er} mars; *Corse-Matin; La Corse*, 2 mars 1997), p. 10, 12, 13-15.

LA PREMIÈRE LIVRAISON DE NOURRITURE À L'IRAK PRÉVUE POUR LA MI-MARS. (*Turkish Daily News*, 1 mars 1997), p. 10.

LES MILITAIRES TURCS METTENT LE GOUVERNEMENT ISLAMISTE SOUS SURVEILLANCE. Vingt mesures pour garantir la laïcité de l'État. (*Le Monde*, 4 mars 1997), p. 25-26.

LA CRISE AVEC L'IRAN: DES RAPPORTS TURBULENTS, MAIS ININTÉRRUPUS. (*Turkish Daily News*, 5 mars 1997), p. 26-29.

LE PREMIER MINISTRE TURC DÉFIE LES MILITAIRES. Le premier ministre turc, Necmettin Erbakan, a refusé d'appliquer les mesures qu'exigent les militaires pour mettre un frein aux activités islamistes extrémistes. **TURQUIE: BRUITS DE BOTTES À ANKARA.** Les militaires qui donnent des leçons de démocratie au gouvernement, fût-il islamiste, avec le soutien quasi unanime de la classe politique et des media, cela pourrait prêter à sourire, s'il ne s'agissait de la Turquie, où depuis 1960, l'armée est intervenue à trois reprises, dans la vie politique. (*Le Monde; Gamk*, 5 mars 1997), p. 29, 29-30.

DES RÉACTIONS À LA SUITE DES POSITIONS PRISES PAR LE PARTI POPULAIRE EUROPÉEN SUR L'INTÉGRATION DE LA TURQUIE À L'EUROPE. (*Turkish Daily News*, 6 mars 1997), p. 30-31.

EST-CE QUE L'UNION EUROPÉENNE NOUS FOURVOYAIT DEPUIS 30 ANS ? (*Turkish Daily News*, 6 mars 1997), p. 32.

ÉTATS-UNIS: "NOUS AVONS D'EXCELLENTE RELATIONS AVEC LES MILITAIRES TURCS". (*Turkish Daily News*, 6 mars 1997), p. 33.

DES PARLEMENTAIRES ALLEMANDS DÉCLARENT QUE "LA VIOLENCE NE PEUT ÊTRE UNE SOLUTION À LA QUESTION KURDE". (*Turkish Daily News*, 6 mars 1997), p. 33-34.

SOLANA: CHAQUE MEMBRE DOIT S'ENGAGER PLEINEMENT DANS L'ÉLARGISSEMENT DE L'OTAN. (*Turkish Daily News*, 6 mars 1997), p. 34.

UNE RÉUNION D'INFORMATION SUR L'AFFAIRE DEP AU PARLEMENT EUROPÉEN. (*Turkish Daily News*, 6 mars 1997), p. 34-35.

LA CRISE AVEC L'IRAN: La sécurité frontalière, un problème persistant dans les relations. (*Turkish Daily News*, 6 mars 1997), p. 35-36.

MALGRÉ LA CRISE, LES AFFAIRES

VONT BON TRAIN AVEC L'IRAN. (*Turkish Daily News*, 6 mars 1997), p. 36-38.

LE MÉCONTENTEMENT SOCIAL GRANDIT EN IRAN. L'amélioration de la situation économique du pays n'a pas profité aux catégories les plus modestes. De l'enseignant au militaire, tout le monde fait deux à trois "petits boulots" pour améliorer l'ordinaire. (*Le Monde*, 6 mars 1997), p. 38-39.

LE COURAGE DU PEUPLE KURDE. Opprimé par les dictatures, le peuple kurde souffre du silence de l'Occident face à ce drame à nos portes, tu pour raison d'Etat. Seules, s'élèvent les voix des associations humanitaires. L'Association France-Libertés que préside Madame Danielle Mitterrand a fait sienne la cause du peuple kurde. (*Arritti*, 6/12 mars 1997), p. 39-41.

PEUPLE KURDE ET "NATIONALISME". Les nations occidentales au temps joyeux des colonies, surtout la France et l'Angleterre, ont découpé le Moyen-Orient suivant leurs intérêts et dépecé le peuple kurde. C'était l'ordre international ancien. Le nouveau ne vaut guère mieux. Il reste aux antipodes des Droits de l'Homme et des Peuples. (*Arritti*, 6/12 mars 1997), p. 42.

ERBAKAN COINCÉ ENTRE L'ARMÉE ET LES RADICAUX TURCS. Malgré la pression de son parti, le Premier ministre a dû céder aux militaires sur la laïcité. (*Libération*, 7 mars 1997), p. 43.

UN ÉCRIVAIN TURC, YILMAZ ODABASI, CONDAMNÉ. (*Libération*, 7 mars 1997), p. 43.

LA TURQUIE SE DEMANDE POURQUOI ELLE EST EXCLUE D'UNE EUROPE DONT ELLE A CONTRIBUÉ À LA CONSTRUCTION. (*Turkish Daily News*, 7 mars 1997), p. 44.

PLUS DE 1300 KURDES DE TURQUIE DEMANDENT L'ASILE À L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 7 mars 1997), p. 45.

LA FONDATION ALLEMANDE KONRAD ADENAUER CHERCHE À PROMOUVOIR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 7 mars 1997), p. 45.

APPEL DES FEMMES ALLEMANDES EN FAVEUR DE LEYLA ZANA. (*Die Tageszeitung*, 7 mars 1997), p. 46.

LE PREMIER MINISTRE TURC ACCEPTE D'ENRAYER L'ISLAMISME MILITANT. M. Erbakan cède à l'armée et

save son gouvernement. Après avoir résisté durant trente-six heures, le premier ministre turc, l'islamiste Necmettin Erbakan, a cédé à la pression de l'armée et accepté de signer une liste de mesures destinées à combattre le fondamentalisme dans le pays. S'il sauve son gouvernement et la coalition parlementaire qui l'appuie, il sort fragilisé de cette épreuve de force avec une armée qui se veut la gardienne de la laïcité du pays. (*Le Monde*, 7 mars 1997), p. 47.

DES RELATIONS DÉLICATES AVEC LA TURQUIE. (*The New York Times*, 8 mars 1997), p. 47-48.

LES REBELLES KURDES DE TURQUIE AFFAIBLIS MAIS PAS HORS JEU. (*The New York Times*, 8 mars 1997), p. 48-50.

DES KURDES SONT UTILISÉS COMME DES DÉTECTEURS HUMAINS DANS DES OPÉRATIONS DE DÉMINAGE. (*Gamk*, 8/9 mars 1997), p. 50.

LA CONFÉRENCE EURO-MÉDITERRANÉENNE FOCALISÉE SUR LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 8 mars 1997), p. 51.

LA REVUE DE FEMMES KURDES ROZA POURSUIVIE PAR LA JUSTICE TURQUE. (*Gamk*, 8/9 mars 1997), p. 52.

UN JOUR POUR LEYLA ZANA. 4745 ALLEMANDES DEMANDENT À PASSER UN JOUR EN PRISON À LA PLACE DE LEYLA ZANA. (*Frankfurter Rundschau*, 8/9 mars 1997), p. 52.

LES ÉTATS-UNIS TROUVENT LE CONTRAT GAZIER TURCO-IRANIEN "IRRÉALISTE". (*Turkish Daily News*, 10 mars 1997), p. 51.

INTERVENTION D'ALINE PAILLER POUR LA LIBÉRATION DE LEYLA ZANA - RÉOLUTION SUR LA LIBÉRATION DE LEYLA ZANA. (*Parlement Européen - Documents de séance*, 10 mars 1997), p. 53-54.

LES REBELLES KURDES LANCENT UNE GUERRE POUR GAGNER L'OPINION PUBLIQUE ALORS QU'ANKARA A DÉJÀ GAGNÉ QUELQUES CŒURS ET ESPRITS. (*International Herald Tribune*, 11 mars 1997), p. 54-55.

LE COMITÉ DE MAINTIEN DE LA PAIX AU NORD DE L'IRAK TIENDRA SA PREMIÈRE RÉUNION. (*Turkish Daily News*, 11 mars 1997), p. 55-56.

ERBAKAN: ATTAQUER LE PKK ET LES INTÉGRISTES MAIS AYEZ DE LA

COMPASSION ENVERS LES KURDES ET LES CROYANTS. (*Turkish Daily News*, 12 mars 1997), p. 56.

APRÈS L'ASSASSINAT DE L'UN DE SES MEMBRES, LE PDK SE RETIRE DES NÉGOCIATIONS DE PAIX (avec l'UPK). (*Turkish Daily News*, 12 mars 1997), p. 57.

UN COUP DUR POUR LE PKK DE LA PART DES FORCES DE SÉCURITÉ. (*Turkish Daily News*, 12 mars 1997), p. 57.

JEUNESSE IRANIENNE SOUS VOILES. De la maternelle à l'université, le régime islamique de Téhéran impose le strict respect de ses principes religieux à coups de censures et d'interdits. Le domicile reste, parfois, le dernier espace de liberté pour les jeunes. (*Le Monde*, 12 mars 1997), p. 58-60.

L'ENVOYÉ EUROPÉEN SATISFAIT DES TENDANCES À AMÉLIORATION SUR LE PLAN DES DROITS DE L'HOMME. Les rapporteurs qui envisagent de visiter le Sud-Est anatolien disent la question la plus importante pour la Turquie est le problème kurde. (*Turkish Daily News*, 13 mars 1997), p. 60.

LA DERNIÈRE ÉTAPE DÉCISIVE DANS LA CRISE POLITIQUE. (*Turkish Daily News*, 13 mars 1997), p. 61-62.

LE PROCESSUS DE PAIX AU NORD DE L'IRAK DANS L'IMPASSE. (*Turkish Daily News*, 13 mars 1997), p. 62-63.

LA FRANCE DEMANDE À LA TURQUIE D'ACCÉLÉRER LES RÉFORMES CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 13 mars 1997), p. 63.

KINKEL RENCONTRE MME KESKIN, VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME DE TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 13 mars 1997), p. 63.

UNE MANIFESTATION SILENCIEUSE À ISTANBUL A RASSEMBLÉ 10.000 PERSONNES qui ont commémoré la mort, il y a deux ans, de 17 civils dans le quartier Gazi à majorité alévie. (*Turkish Daily News*, 13 mars 1997), p. 64.

EN TENANT COMPTE DE LA POSITION DES MILITAIRES LA TURQUIE FAIT DE LA LAÏCITÉ UNE PRIORITÉ. (*International Herald Tribune*, 14 mars 1997), p. 64.

LE CABINET S'ENGAGE À COMBATTRE LES MOUVEMENTS INTÉGRISTES, COMME L'AVAIT SOUHAITÉ LE MCK

(Conseil National de Sécurité). (*Turkish Daily News*, 14 mars 1997), p. 64-65.

IRAK : AIDE D'URGENCE DE LA CROIX-ROUGE. (*Libération*, 14 mars 1997), p. 65.

TENSIONS EN TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 15/16 mars 1997), p. 65.

LA TURQUIE ACHÈTERA DES MISSILES HAWK À LA FRANCE, AU LIEU DE LA BELGIQUE. (*Turkish Daily News*, 15 mars 1997), p. 66.

" LA LIBERTÉ D'EXPRESSION " DANS LES RUES. (*Turkish Daily News*, 15 mars 1997), p. 66.

TÉHÉRAN ENVOIE DES "SIGNAUX" DE DÉTENTE À WASHINGTON. (*Le Monde*, 15 mars 1997), p. 67.

UN JOURNALISTE TURC A ÉTÉ CONDAMNÉ À DIX MOIS DE PRISON AVEC SURSIS. Ertugrul Kurcu a traduit un rapport de *Human Rights Watch* sur la répression de la rébellion kurde en Turquie. Selon le juge, ce rapport constitue le délit de la diffamation et d'insulte aux forces de l'ordre. (*Le Monde*, 16/17 mars; *Libération*, 15/16 mars 1997), p. 67, 68.

SARAJEVO DEVIENT LA PLAQUE TOURNANTE DES IMMIGRÉS KURDES. (*Turkish Daily News*, 17 mars 1997), p. 68.

RÉVÉLATION DES MESURES SECRÈTES CONTRE LE PKK ADOPTÉES PAR L'ÉTAT POUR L'ANNÉE 1997. (*Turkish Daily News*, 17 mars 1997), p. 68-69.

L'UNION EUROPÉENNE CONFIRME LE DROIT DE LA TURQUIE À JOINDRE L'EUROPE, MAIS PAS DANS L'IMMÉDIAT. (*International Herald Tribune*, 17 mars 1997), p. 70.

LES EUROPÉENS RASSURENT LA TURQUIE. LA FRANCE DÉFEND LA VOCATION DE LA TURQUIE À ADHÉRER À L'UNION. (*Libération*, 17 mars; *Le Monde*, 18 mars 1997), p. 70, 73.

LES MILITANTS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE VOIENT PEU DE CHOSES DONT ILS POURRAIENT SE RÉJOUIR. Ils affirment que malgré la baisse du nombre de cas de torture les disparitions et les meurtres extra-judiciaires restent élevés en dépit des promesses de réforme répétées du gouvernement. (*Turkish Daily News*, 17 mars 1997), p. 71.

LE GÉNÉRAL TURC BIR GARDE SA FOI DANS LA LAÏCITÉ, le chef d'état-major adjoint des armées est un opposant ferme du

pouvoir religieux. (*International Herald Tribune*, 19 mars 1997), p. 72.

HUMAN RIGHTS WATCH PROTESTE CONTRE LES CONDAMNATIONS DU JOURNALISTE E. KÜRKCÜ ET DE L'ÉDITEUR A. ZARAKOGLU. (*Turkish Daily News*, 19 mars 1997), p. 73.

UNE FONDATION DE FEMMES KURDES EST OUVERTE À ISTANBUL. (*Turkish Daily News*, 19 mars 1997), p. 74.

IHD: LES CHANGEMENTS CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME VONT ENCORE LENTEMENT. (*Turkish Daily News*, 19 mars 1997), p. 75.

LA TORTURE DES ENFANTS. (*Turkish Daily News*, 20 mars 1997), p. 76.

LE COMLOT POUR TUER PALME ET LE ROI, RACONTÉ PAR UN AVOCAT SUÉDOIS. (*International Herald Tribune*, 21 mars 1997), p. 76.

LES ÉTATS-UNIS POURRAIENT REVOIR LEUR POLITIQUE D'"ENDIGUEMENT" CONTRE L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 21 mars 1997), p. 77.

UNE DÉLÉGATION DU PARLEMENT EUROPÉEN CONDUITE PAR MME. GREEN VISITE LA TURQUIE; (*Turkish Daily News*, 21 mars 1997), p. 78.

LA TURQUIE EST UN PARTENAIRE IMPORTANT DE L'UNION EUROPÉENNE, déclarent les parlementaires néerlandais. (*Turkish Daily News*, 21 mars 1997), p. 78.

" NEVRUZ EST TURC ET LE RESTERA ". (*Turkish Daily News*, 21 mars 1997), p. 79-80.

LA RUSSIE VA DÉVELOPPER D'IMPORTANTS CHAMPS DE PÉTROLE EN IRAK. (*Turkish Daily News*, 22 mars 1997), p. 80.

NEWROZ CÉLÉBRÉ DANS LA PAIX. (*Turkish Daily News*, 22 mars 1997), p. 80-81.

LA TURQUIE ET L'UE ONT BESOIN DE " CRÉATIVITÉ " DANS LEURS RELATIONS MUTUELLES. DÉCLARE LE GROUPE LIBÉRAL. (*Turkish Daily News*, 22 mars 1997), p. 82.

FUREUR SUR LE RAPPORT DU PATRONAT TURC QUI DEMANDE DES PAS PLUS RAPIDES VERS LA DÉMOCRATISATION. (*International Herald Tribune*, 24 mars 1997), p. 84.

LES IRANIENS SE PRÉPARENT À UNE EXPÉRIENCE ÉTRANGE: LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES. (*International Herald Tribune*, 24 mars 1997), p. 84-85.

ÇILLER A PERDU LA CONFIANCE DU PARLEMENT EUROPÉEN. (*Turkish Daily News*, 24 mars 1997), p. 85-86.

UN RÉGIME CIVIL POUR LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 26 mars 1997), p. 86.

LE MINISTRE D'ÉTAT ENSARIOGLU PROPOSE LA CRÉATION D'UN SECÉTARIAT D'ÉTAT POUR LE SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 26 mars 1997), p. 87-88.

L'ONU DÉNONCE LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN IRAK. Le pouvoir en Irak "est, pour l'essentiel, aux mains d'un dictateur cruel", aucune opposition n'y est tolérée, et les droits de l'Homme y sont systématiquement bafoués, indique un rapport destiné à la Commission des droits de l'Homme de l'ONU, rendu public à Genève. (*Le Monde*, 26 mars 1997), p. 88.

RÉGIME D'EXCEPTION DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. Le parlement turc a renouvelé pour quatre mois l'état d'urgence en vigueur dans le Sud-Est anatolien, théâtre principal de la rébellion du Parti des Travailleurs du Kurdistan. (*A.F.P.*, 26 mars 1997), p. 88.

M. KINKEL : L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE DE LA TURQUIE PAS PRÉVISIBLE DANS UN PROCHE AVENIR. "La Turquie ne peut pas adhérer à l'UE dans un proche avenir", a dit M. Kinkel dans une conférence de presse conjointe avec son homologue turque Tansu Ciller. "Mais je dis définitivement que la Turquie appartient à l'Europe", a-t-il ajouté. (*A.F.P.*, 26 mars 1997), p. 89-90.

M. ERBAKAN ESPERE QUE LES QUINZE NE PRENDRONT PAS UNE DÉCISION "ERRONÉE". M. Erbakan, en recevant le ministre des Affaires étrangères allemand Klaus Kinkel, a dit "J'espère que l'Allemagne et nos amis européens ne prendront pas une décision erronée pour eux-mêmes en 1997, année d'une décision très importante, concernant l'adhésion de la Turquie à l'UE". (*A.F.P.*, 26 mars 1997), p. 90-91.

KINKEL DÉCLARE À LA TURQUIE QU'ELLE N'EST PAS PRÊTE POUR INTÉGRER L'EUROPE. (*International Herald Tribune*, 27 mars 1997), p. 91-92.

TENSION DANS LES RELATIONS TURCO-ALLEMANDES (*Turkish Daily News*, 27 mars 1997), p. 92-93.

LE TRAFIC DE L'UNION EUROPÉENNE CONTINUE EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 27 mars 1997), p. 93-94.

LA VISITE DE M. KINKEL S'EST DÉROULÉE DANS UNE ATMOSPHÈRE DE CRISE. Selon le quotidien populaire *Hürriyet*, MM. Erbakan et Kinkel sont tous deux "blâmables" car ils ont fait des déclarations "incompatibles avec le langage diplomatique susceptibles de porter préjudice aux relations turco-allemandes". (*A.F.P.*, 27 mars 1997), p. 94-95.

KINKEL RASSURE "NOUS VOULONS LA TURQUIE EN EUROPE". (*Turkish Daily News*, 28 mars 1997), p. 95-96.

LA PRESSE AMÉRICAINE OPTÉ POUR UN RÉGIME CIVIL EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 28 mars 1997), p. 97.

ALBRIGHT FERME SUR L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 28 mars 1997), p. 98.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE LA TURQUIE ET L'ALLEMAGNE RONRONNENT APRÈS AVOIR REÇU UN COUP. (*Turkish Daily News*, 28 mars 1997), p. 98-99.

L'OCCIDENT DOIT TROUVER UN ÉQUILIBRE DANS SES RELATIONS AVEC L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 29/30 mars 1997), p. 99.

LA TURQUIE SOUS LES FEUX DE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE. Klaus Kinkel d'Allemagne laisse en suspens la question de l'Union européenne. (*Turkish Daily News*, 29 mars 1997), p. 100-101.

POUSSIÈRE ET ORAGE PERSISTENT SUR LES DÉCISIONS DU MGK (CONSEIL DE SÉCURITÉ NATIONALE). Çiller rend visite au général Karadayi, le ministre de l'Industrie Erez défie le Refah et affirme que le DYP est déterminé à appliquer les décisions "au risque de mettre fin au gouvernement". (*Turkish Daily News*, 29 mars 1997), p. 101-102.

LA COMMISSION PARLEMENTAIRE S'APPRÊTE À UNE AUTRE VISITE À LICE. (*Turkish Daily News*, 29 mars 1997), p. 102.

LES RELATIONS GRECO-TURQUES SE RÉCHAUFFENT. (*International Herald Tribune*, 31 mars 1997), p. 103.

OPÉRATIONS DE GRANDE ENVERGURE CONTRE LE PKK À TUNCELI. (*Turkish Daily News*, 31 mars 1997), p. 103.

LE MINISTRE D'ÉTAT TURC EN IRAK AFIN DE RENOUEUR LES RELATIONS COMMERCIALES. (*Turkish Daily News*, 31 mars 1997), p. 104.

DÉBAT À WASHINGTON: ACCEPTER LE PROCESSUS D'INTÉGRATION DES ISLAMISTES DANS LE SYSTÈME". (*Turkish Daily News*, 31 mars 1997), p. 104-105.

PAULINE GREEN: "SI JE PARLE DE CES SUJETS, C'EST POUR AUGMENTER LES CHANCES DE LA TURQUIE DE S'INTÉGRER À L'EUROPE". (*Turkish Daily News*, 31 mars 1997), p. 105-107.

L'EXECUTION DES DIRECTIVES MILITAIRES REPORTÉES. (*The Washington Post*, 31 mars 1997), p. 107-108.

LES LIAISONS DANGEREUSES DE LA POLICE TURQUE : COLLUSION ENTRE FORCES DE SÉCURITÉ, LOUPS GRIS ET MAFIA. Sur tous les fronts, le gouvernement turc, dominé par les islamistes, connaît de sérieuses difficultés : inflation persistante, tiraillements autour de la question de la laïcité, tensions avec la Grèce au sujet de Chypre... Au Kurdistan, comme ses prédécesseurs, le premier ministre, M. Necmettin Erbakan, se révèle incapable de trouver des solutions à une guerre qui se poursuit depuis de longues années et qui coûte de plus en plus cher à l'État. Un récent accident de voiture a révélé à une population stupéfaite l'ampleur de la collusion entre les forces de sécurité, l'extrême droite, la Mafia et les milices gouvernementales qui luttent contre la guérilla. (*Le Monde Diplomatique*, mars 1997), p. 111-112.

LE DRAME CONTINUE AU KURDISTAN IRAKIEN. — La reprise des hostilités a déclenché un autre exode massif vers l'Iran: 65 000 personnes au total. (*Réfugiés n°106*, avril 1997), p. 113-115.

LA TURQUIE VEUT FORCER LES PORTES DE L'EUROPE. — La France à la tête du lobby turc. — L'Allemagne fait de la résistance. — La mort du Loup Gris. — La répression de la presse. (*France Arménie*, avril 1997), p. 116-117.

PAS DE DELICE TURC. Dans un développement surprenant, un groupe de 3000 réfugiés kurdes dans la zone protégée

ont choisi d'aller en Irak et chercher la protection de Saddam Hussein plutôt que de retourner en Turquie. (*Exile*, avril 1997), p. 117.

TURQUIE: MADAME LE MINISTRE (T. Çiller) PROTÈGE LES TRAFIQUANTS DE DROGUE. (*Le Peuple Breton*, avril 1997), p. 118.

SADDAM DOIT S'EN ALLER. (*International Herald Tribune*, 1er avril 1997), p. 118-119.

LES ÉTATS-UNIS RENCONTRENT LES FACTIONS KURDES. (*Washington Post*, 2 avril 1997), p. 119.

LA FRANCE ET LA TURQUIE DISCUTENT DE L'UNION EUROPÉENNE. — La France a confiance en Turquie. (*Washington Post*, 2 avril 1997), p. 120-122.

KINKEL QUITTE LE MATCH LA TÊTE HAUTE. (*Turkish Daily News*, 2 avril 1997), p. 122-123.

BÜLENT ECEVIT: LA POLITIQUE DU SUD-EST DU GOUVERNEMENT EST POSITIVE MAIS TARDIVE. (*Turkish Daily News*, 2 avril 1997), p. 124-126.

NÉERLANDAIS ET FRANÇAIS EXAMINENT LE DOSSIER TURCO-EUROPEËN. (*Washington Post*, 3 avril 1997), p. 126-127.

LA TURQUIE A COMMANDÉ DES CRIMES. (*Washington Post*, 3 avril 1997), p. 127-128.

ANKARA CONDAMNE UNE CARICATURE DE *DIE WELT*. (*Turkish Daily News*, 3 avril 1997), p. 128.

LES ETATS-UNIS À LA TURQUIE: "N'INTENSIFIEZ PAS VOS RELATIONS AVEC L'IRAN". (*Turkish Daily News*, 3 avril 1997), p. 129.

FRANCE-IRAN: PARIS EST CONCERNÉ PAR L'"AFFAIRE SARKOUHI". (*Libération*, 3 avril 1997), p. 129-130.

LA PROLIFÉRATION DES ÉCOLES RELIGIEUSES INQUIÈTE LES PARTISANS DE LA LAÏCITÉ EN TURQUIE. (*Libération*, 3 avril 1997), p. 130.

RENCONTRE ENTRE DES RESPONSABLES AMÉRICAINS ET KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 3 avril 1997), p. 131.

LES ÉTATS-UNIS PLANIFIENT DES

POURPARLERS POUR LES GROUPES KURDES. (*Washington Post*, 4 avril 1997), p. 132.

L'IRAK VA SIGNER UN ACCORD GAZIER AVEC LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 4 avril 1997), p. 133.

UNE DÉLÉGATION AMÉRICAINE VISITE LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 4 avril 1997), p. 134.

LE MINISTRE FRANÇAIS DE AFFAIRES ÉTRANGÈRES APPORTE UNE BRISE FRAÎCHE DE L'UNION EUROPÉENNE À ANKARA. (*Turkish Daily News*, 4 avril 1997), p. 134-135.

CHARETTE SALUE LA VOCATION EUROPÉENNE DE LA TURQUIE. — Monsieur de Charette rassure la Turquie. (*Libération*, 4 avril; *Gamk*, 5-6 avril 1997), p. 135, 139-140.

L'ANTI-LAÏCITÉ ECLIPSE L'INSURECTION KURDE COMME LA PREOCCUPATION N° 1 DE L'AMRÉE TURQUE. (*Washington Post*, 5 avril 1997), p. 136-138.

SEULEMENT 12 PERSONNES ÉTAIENT IMPLIQUÉES. (*Turkish Daily News*, 5 avril 1997), p. 138-139.

ALPASLAN TURKES, LE "FÜHRER DU PANTURQUISME", EST MORT. (*Le Monde*, 6 avril 1997), p. 140.

ÇILLER DE TURQUIE VOIT SON CAPITAL POLITIQUE S'ÉVANOUIR. (*International Herald Tribune*, 7 avril 1997), p. 140-141.

LA PETITE ÎLE EST UN HÂVRE POUR CERTAINS KURDES. (*Washington Post*, 7 avril 1997), p. 141-143.

LES GROUPES KURDES IRAKIENS PRÉOCCUPÉS PAR L'APPLICATION DU PROCESSUS D'ANKARA. (*Turkish Daily News*, 7 avril 1997), p. 144.

L'ANTI-LAÏCITÉ A REMPLACÉ LE PKK, COMME LA PRÉOCCUPATION SURPRÊME DE L'ARMÉE TURQUE. (*Turkish Daily News*, 7 avril 1997), p. 145.

LE PDK IRANIEN ACCUSE TÉHÉRAN DE VOULOIR EMPOISSONNER SES MILITANTS. (*A.F.P.*, 7 avril 1997), p. 145.

LA COMMISSION TURQUE LIE LES TUERIES AUX AUTORITÉS. (*The New York Times*, 8 avril 1997), p. 146.

LE PDKI AFFIRME: L'IRAN EMPOISONNE DES RÉFUGIÉS KURDES.

(*Turkish Daily News*, 8 avril 1997), p. 146.

DES CENTAINES DE MILLIERS DE PERSONNES AUX OBSÈQUES DU LEADER ULTRA-NATIONALISTE TURC. (*A.F.P.*, 8 avril 1997), p. 147-148.

TÉHÉRAN FAIT MONTER LA PRESSION SUR BONN À LA VEILLE D'UN VERDICT CRUCIAL. — LA PRESSE IRANIENNE MET EN GARDE CONTRE UN VERDICT "TENDANCIEUX". (*A.F.P.*, 8, 9 avril 1997), p. 148-150, 153-154.

UNE COMMISSION APPELLE AU JUGEMENT DE DEUX TURCS HAUT-PLACÉS. — DÉPUTÉS LIÉS AUX ESCADRONS DE LA MORT. (*International Herald Tribune*, 9 avril 1997), p. 150.

LES LEADERS TURCS ONT VOLÉ LA FOUDRE NATIONALISTE DU FONDATEUR DES "LOUPS GRIS". (*Turkish Daily News*, 9 avril 1997), p. 151.

LES ÉTATS-UNIS: "NOUS TRAVAILLONS AVEC DEMIREL ET ÇILLER". (*Turkish Daily News*, 9 avril 1997), p. 152.

WASHINGTON DÉPLORE LA VIOLATION DE L'EMBARGO AÉRIEN PAR L'IRAK. (*A.F.P.*, 9 avril 1997), p. 153.

L'ARABIE SAOUDITE ACCUEILLE L'AVION IRAKIEN QUI A VIOLÉ L'EMBARGO. (*A.F.P.*, 9 avril 1997), p. 154-155.

LA CHINE CONTINUERA PROBABLEMENT SES VENTES À L'IRAN. (*Washington Post*, 10 avril 1997), p. 155-157.

LA COUR ALLEMANDE: L'IRAN A COMMANDITÉ LE MEURTRE (DE 4 KURDES). (*Washington Post*, 10 avril 1997), p. 157-158.

ÉTATS-UNIS À L'EUROPE: COUPEZ LES RELATIONS D'AFFAIRES AVEC L'IRAN. (*Washington Post*, 10 avril 1997), p. 158-160.

IRAN: LE PROCES "MYKONOS" FOURNIT PLUS DE PREUVES DE LA POLITIQUE IRANIENNE DE MEURTRES D'ÉTAT ILLEGAUX. (*Amnesty International*, 10 avril 1997), p. 160-164.

HELSINKI COMMISSION: LES POURSUITES PEUVENT PRÉVENIR LA TORTURE EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 10 avril 1997), p. 165.

L'ASSOCIATION DES DROITS DE

L'HOMME DE TURQUIE AFFIRME QUE LES ABUS CONTINUENT EN DÉPIT DE LA NOUVELLE LOI. (*Turkish Daily News*, 10 avril 1997), p. 165.

LES MEMBRES ANAP DE LA COMMISSION DE SUSSURLUK ACCUSENT ÇILLER. (*Turkish Daily News*, 10 avril 1997), p. 166.

LA TURQUIE FAIT-ELLE PARTIE DE L'EUROPE ? — OUI, " l'Union européenne n'est pas un club réservé aux seuls chrétiens ". (*Courrier International*, 10-16 avril 1997), p. 167-169.

L'ASSASSINAT D'OPPOSANTS KURDES IRANIENS À BERLIN: " LES PLUS HAUTES AUTORITÉS DE L'ÉTAT IRANIEN " MISES EN CAUSE. — Affaire " Mykonos ": l'État iranien mis en cause, perpétuée pour un Iranien et un Libanais. — Bonn expulse 4 Iraniens, rappelle son ambassadeur suspend le " dialogue critique ". — BONN RENOUVELLE SA MISE EN GARDE AUX ALLEMANDS QUI VEULENT ALLER EN IRAN. — Londres soutient " sans réserve " la déclaration de l'Union sur l'Iran. (*A.F.P.*, 10 avril 1997), p. 169, 172-173-174, 174.

TURQUIE-POLITIQUE : DEBOUT SUR UN CHAR, MME ÇILLER FAIT UN TABAC ! (*Courrier International*, 10-16 avril 1997), p. 170.

L'UNION EUROPÉENNE DÉNONCE LA PEINE DE MORT EN CHINE, LA TORTURE EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 10 avril 1997), p. 171.

UNE FOULE IMPRESSIONNANTE A SUIVI LES OBSÈQUES DU DIRIGEANT DE L'EXTRÊME DROITE TURQUE. — Alpaslan Türkeş était la figure de proue des ultranationalistes. (*Le Monde*, 10 avril 1997), p. 175.

L'OPPOSITION RÉCLAME UN GOUVERNEMENT D'UNITÉ NATIONALE. (*A.F.P.*, 10 avril 1997), p. 176-177.

UN ORGANISME OFFICIEL DÉNONCE LES ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME. (*A.F.P.*, 10 avril 1997), p. 177-178.

CEUX QUI ONT SURVÉCU À LA NUIT DU MASSACRE CRAIGNENT À PRÉSENT POUR LEUR VIE. (*Die Welt*, 10 avril 1997), p. 178-180.

LA CIA A MANQUÉ D'AVENIR AU SUJET DES GAZ INNÉVITABLES DE L'IRAK.

(*International Herald Tribune*, 11 avril 1997), p. 180-181.

L'UNION EUROPÉENNE RAPPELLE SES AMBASSADEURS ALORS QUE L'IRAN EST TROUVÉ COUPABLE DE TERREUR. Les quatre meurtres en Allemagne conduisent au régime de Téhéran. (*International Herald Tribune*, 11 avril 1997), p. 181-182.

PAS DE RUPTURE DE RELATIONS ATTENDUE EN DÉPIT DE CHANGEMENT DE POLITIQUE. (*International Herald Tribune*, 11 avril 1997), p. 182.

LE COMMERCE ALLEMAND AVEC L'IRAN SUIT UN CHEMIN CHAOTEUX. (*Reuter*, 11 avril 1997), p. 183.

MYKONOS : EUROPE-IRAN: LA FIN DU " DIALOGUE CRITIQUE ". — La justice allemande accuse Téhéran d'être derrière un attentat. — La chasse aux opposants. — PROCÈS DU MYKONOS À BERLIN, Les autorités iraniennes accusées du crime. — IRAN: DU BANC DES ACCUSÉS AU BAN DES NATIONS. — Aubaine commerciale — Campagne électorale à Téhéran. — LE PROCÈS DE BERLIN SANS VALEUR JURIDIQUE, SELON UN MINISTRE IRANIEN. — L'Australie rappelle son ambassadeur en Iran. — L'AUTRICHE CONTRE TOUTE RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC TÉHÉРАН. — Condamnations sévères au terme du procès " Mykonos " à Berlin. — " MYKONOS ": BONN ÉGALEMENT JUGÉ. — Verdict du Mykonos: les dirigeants iraniens ont commandité les meurtres. — " A BAS LE RÉGIME DE TUEURS EN IRAN ". — De l'attentat au verdict des juges. Est-ce la fin, au bout de quatre ans et demi, de " l'affaire Mykonos "? — LE TRIBUNAL CONSIDÈRE QUE L'ATTENTAT N'AVAIT PAS DE MOTIVATION RELIGIEUSE. — Se dirige-t-on vers un gel du dialogue critique de Bonn avec Téhéran ? — VERDICT DU " MYKONOS " - Réaction résignée de l'économie. (*Libération*; *l'Humanité*, *Dernière Nouvelles d'Alsace*; *A.F.P.*; *Neue Zürcher Zeitung*; *Die Welt*; 11 avril 1997), p. 184-185, 187-189-190-199.

ERBAKAN CHERCHE ENCORE DU SOUTIEN POUR SES MESURES ÉCONOMIQUES POUR LE SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 11 avril 1997), p. 186.

IL EST IMPROBABLE QUE L'UNION EUROPÉENNE FRAPPE DE SANCTIONS L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 12-13 avril 1997), p. 200.

LES ÉTATS-UNIS SATISFAITS DU RAPPEL DES AMBASSADEURS. (*International Herald Tribune*, 12-13 avril 1997), p. 201.

SAGLAR: ON DOIT FAIRE UNE ENQUÊTE SUR ÇILLER ET AGAR. (*Turkish Daily News*, 12 avril 1997), p. 202.

LES PONTS NE SONT PAS COUPÉS AVEC LE GOUVERNEMENT DES MOLLAHS. — Washington demande des sanctions. — L'EUROPE SUSPEND LE " DIALOGUE CRITIQUE " AVEC LE RÉGIME DE TÉHÉРАН. (*Le Monde*, 12 avril 1997), p. 203,204.

LES SCANDALES RÉVÉLANT DES LIENS ENTRE POLITICIENS, MAFIA ET SERVICES DE SÉCURITÉ ÉCLAIBOUSSENT LA DROITE TURQUE. — " Opération spéciales " et héroïne. (*Le Monde*, 12 avril 1997), p. 205.

APRÈS AVOIR PRONONCÉ DES PROPOS INJURIEUX À L'ENCONTRE DES ARMÉNIENS, le ministre turc de l'intérieur présente ses excuses à " tous les Arméniens du monde entier ". (*La Lettre de l'UGAB*, 12 avril 1997), p. 206.

LA TURQUIE AURAIT CONTRIBUÉ À PROLONGER LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE D'AU MOINS SEPT MOIS. — Génocide... en bref... (*La Lettre de l'UGAB*, 12 avril 1997), p. 207.

LES NATIONS-UNIES ENVOIENT 120 OBSERVATEURS POUR LA DISTRIBUTION DE LA NOURRITURE DANS L'IRAK DU NORD. La distribution de farine va commencer la semaine prochaine. (*Turkish Daily News*, 13 avril 1997), p. 208.

100.000 PERSONNES S'ASSEMBLENT À TÉHÉРАН POUR S'EN PRENDRE À L'ARRÊT DE LA COUR ALLEMANDE. (*International Herald Tribune*, 14 avril 1997), p. 208.

BONN N'ENVENIMERA PAS LA DISPUTE AVEC TÉHÉРАН. (*International Herald Tribune*, 14 avril 1997), p. 209-210.

UN IRANIEN DE HAUT RANG LIÉ À L'EXPLOSION DANS LA GARNISON AMÉRICAINE. L'officier de renseignement aurait rencontré un suspect saoudi clé. (*Turkish Daily News*, 14 avril 1997), p. 210.

PROCÈS DE MYKONOS: RÉVÉLATION EXPLOSIVE. — Une étude récemment publiée confirme, documents à l'appui, l'existence d'un réseau d'agitateurs islamistes

en Allemagne. Les experts redoutent de nouveaux conflits. (*Focus*, 14 avril 1997), p. 211-214.

LA PEUR DES MOLLAHS: MENACE DE NOUVEAUX ATTENTATS IRANIENS. Les services de la sûreté en état d'alerte. (*Focus*, 14 avril 1997), p. 211-218.

PROCÉDURE D'ENQUÊTE DE LA JUSTICE ALLEMANDE CONTRE M. VELAYETI, SELON UN QUOTIDIEN. (*A.F.P.*, 15 avril 1997), p. 213.

VOLONTÉ D'ABOUTIR À LA VÉRITÉ. — "Il ne leur reste plus qu'à essayer de sauver leur peau". — Interview de Monochehr Ganji, un des dirigeants de l'opposition iranienne, sur les conséquences du verdict "Mykonos" pour le régime des mollahs. — Bombes à retardement dans les banlieues. — Echec de l'intégration des étrangers. Il règne une tension explosive à travers tout le pays. (*Der Spiegel*, 14 avril 1997), p. 219-234.

UN PARTI KURDE IRANIEN (PDKI) SE FÉLICITE DU VERDICT METTANT EN CAUSE L'IRAN. (*A.F.P.*, 14 avril 1997), p. 235.

LA COUR ENTEND LE TÉMOIGNAGE DES DÉFENSEURS DU HADEP DANS L'AFFAIRE DU DRAPEAU. (*Turkish Daily News*, 15 avril 1997), p. 236-237.

LA TURQUIE EST ENCORE LEADER MONDIAL DANS LA PERSECUTION DES JOURNALISTES. (*Turkish Daily News*, 15 avril 1997), p. 237.

NEW YORK TIMES: L'ARMÉE DÉCIDE DE LA POLITIQUE TURQUE DE SÉCURITÉ, LE GOUVERNEMENT SUIT. — Le Général Çevik Bir va visiter Israël en mai suivant les pas du ministre de la défense Tayan. (*Turkish Daily News*, 15 avril 1997), p. 237-239.

DES MILLIERS D'IRANIENS ONT MANIFESTÉ CONTRE LE VERDICT DE BERLIN. — Une manifestation dégenère. (*Le Monde; Libération*, 15 avril 1997), p. 240.

LES ASSASSINATS D'OPPOSANTS IRANIENS À L'ÉTRANGER CONDAMNÉS PAR LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME. (*A.F.P.*, 15 avril 1997), p. 240-241.

MEURTRE DE KURDES: LE CHANCELIER AUTRICHIEN JUGE INUTILE UNE ENQUÊTE PARLEMENTAIRE. (*A.F.P.*, 15 avril 1997), p. 242.

NEUF REBELLES KURDES TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE DANS L'EST DU PAYS. (*A.F.P.*, 15 avril 1997), p. 242-243.

ISRAËL TROUVE EN TURQUIE UNE AMIE, GRÂCE AUX GÉNÉRAUX. (*International Herald Tribune*, 16 avril 1997), p. 243.

L'UKRAINE RENONCE L'ACCORD DE VENTE À L'IRAN DE PIÈCES DE REACTEUR NUCLÉAIRE. (*International Herald Tribune*, 16 avril 1997), p. 244.

LA COMMISSION PARLEMENTAIRE JOINTE TURQUIE-UNION EUROPÉENNE S'ACHÈVE AVEC DES ECHANGES COLÈREUX. (*International Herald Tribune*, 16 avril 1997), p. 244-245.

CINDORUK APPELLE À UNE APPROCHE CIVILE DANS LE SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 16 avril 1997), p. 246.

BENI-SADR: L'AUTRICHE CO-RESPONSABLE DE L'ATTENTAT DU MYKONOS. (*A.F.P.; Le Canard Enchaîné*, 16 avril 1997), p. 246-247.

L'IRAK CONDAMNÉ PAR LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU. (*A.F.P.*, 16 avril 1997), p. 247-248.

47 SÉPARATISTES KURDES TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE. (*A.F.P.*, 16 avril 1997), p. 248.

ANKARA VEUT S'ATTAQUER AU SOUS-DÉVELOPPEMENT DU SUD-EST. (*A.F.P.*, 16 avril 1997), p. 249-250.

L'ÉCRIVAIN TURC YACHAR KEMAL A OBTENU UN PRIX EN SUÈDE. (*A.F.P.*, 16 avril 1997), p. 250.

QUE FAIT CLINTON SI TÉHÉRAN EST TROUVÉ COUPABLE ? (*International Herald Tribune*, 17 avril 1997), p. 251.

LA DÉPUTÉE EUROPÉENNE ROTH NE VA PAS LAISSER TOMBER LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 17 avril 1997), p. 252-253.

PARUTION DU RAPPORT DES DROITS DE L'HOMME D'IHD (ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME). (*Turkish Daily News*, 17 avril 1997), p. 253.

LA DÉTERIORATION DES RELATIONS ENTRE L'IRAN ET L'ALLEMAGNE SE POURSUIT. (*A.F.P.*, 17 avril 1997), p. 254.

LE COMMERCE À LA FRONTIÈRE TURCO-IRAKIENNE EN PLEIN ESSOR. (*A.F.P.*, 17 avril 1997), p. 254-255.

LES AMBASSADEURS DE L'UNION EUROPÉENNE RAPPELÉS D'IRAN SE SONT RÉUNIS À BRUXELLES. (*A.F.P.*, 17 avril 1997), p. 255-256.

LE BLOCAGE PAR LE MINISTRE DES FONDS ALLOUÉS PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE À L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME DONNE LIEU À UN PROCÈS. (*Turkish Daily News*, 18 avril 1997), p. 256-257.

MENACES DE L'IRAN APRÈS LE MEURTRE DE KURDES À VIENNE, SELON UN HAUT FONCTIONNAIRE. — L'IRAN TOMBE SUR LE PROCUREUR DE BERLIN, le tableau accablant du "comité des opérations spéciales. Comment les témoins "A", "B" et "C" ont permis la mise au jour du système terroriste iranien. Une crise majeure entre l'Europe et Téhéran. (*A.F.P.*, 18 avril; *Valeur Actuelles* n° 3151, 1997), p. 257-258, 261-263.

LES RADICAUX IRANIENS MENACENT L'ALLEMAGNE DE REPRÉSAILLES SELON KLAUS KINKEL la poursuite du dialogue avec Téhéran est nécessaire. (*International Herald Tribune*, 19-20 avril 1997), p. 258.

UN IRANIEN LANCE UN COCTAIL MOLOTOV CONTRE LE CONSULAT IRANIEN À PARIS. (*Associated Press*, 20 avril 1997), p. 258-259.

LES MENACES DES GROUPES ISLAMISTES CONTRE L'IRAN. (*Reuter*, 19 avril 1997), p. 260.

TURQUIE: GARDE À VUE PROLONGÉE POUR UN DÉFENSEUR DES DROITS DE L'HOMME. — INculpATION D'UN MILITANT DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. — Le compositeur et militant des droits de l'homme Sanar Yurdatapan a été officiellement inculpé le 24 avril à Istanbul. (*A.F.P.*, 20 avril; *Le Monde*, 26 avril 1997), p. 263-264, 280.

NOUVELLE CRISE ENTRE L'ARMÉE ET LES ISLAMISTES AU POUVOIR. (*A.F.P.*, 20 avril 1997), p. 264-265.

LE FILS DE SADDAM A SUBI UNE OPÉRATION POUR RETIRER LA BALLE LOGÉE PRÈS DE L'ÉPINE DORSALE. (*International Herald Tribune*, 21 avril 1997), p. 266.

LE REVOLVER FUMANT D'IRAN. La court allemande juge Téhéran coupable de meurtre. (*International Herald Tribune*, 21 avril 1997), p. 267.

CRÉANT UNE CRISE DANS LES RELATIONS DE L'EUROPE AVEC L'ÉTAT ISLAMIQUE. (*Time*, 21 avril 1997), p. 268-269.

ANKARA SOUS PRESSIION POUR TEMPÉRER L'ISLAM RADICAL. (*International Herald Tribune*, 21 avril 1997), p. 270.

TURQUIE: SOUTIEN DE SULEYMAN DEMIREL AU GÉNÉRAL CRITIQUANT LES ISLAMISTES. (*A.F.P.*, 21 avril 1997), p. 270-271.

MYKONOS: LE CHEF DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS IRANIENS ACCUSE ISRAËL ET LES ETATS-UNIS D'AVOIR INFLUENCÉ LA JUSTICE ALLEMANDE. (*Associated Press*, 21 avril 1997), p. 271.

LA MAISON BLANCHE AVERTIT L'IRAK AU SUJET DU TRANSPORT AÉRIEN DES PÉLERINS. (*International Herald Tribune*, 22 avril 1997), p. 272.

IRAN: DÉBUT DES MANOEUVRES MILITAIRES SANS PRÉCÉDENT DES PASDARAN DANS LE GOLFE. (*A.F.P.*, 22 avril 1997), p. 272-273.

200.000 SOLDATS IRANIENS COMENCENT DES MANOEUVRES DANS LE GOLFE. (*International Herald Tribune*, 23 avril 1997), p. 273.

LES ÉTATS-UNIS VONT IGNORER LES VOLS AIDANT LES PÉLERINS IRAKIENS. (*International Herald Tribune*, 23 avril 1997), p. 274.

LES DEMOCRATES CHRÉTIENS ALLEMANDS SUIVENT UNE LIGNE RIGIDE DANS L'INTÉGRATION DES TURCS. (*Turkish Daily News*, 23 avril 1997), p. 274-275.

SADDAM DÉFIE L'OUEST ET ENVOIE DES HÉLICOPTÈRES POUR TRASPORTER DES PÉLERINS. (*Turkish Daily News*, 23 avril 1997), p. 275.

DIX-NEUF REBELLES TUÉS DANS LA RÉGION DU SEST. (*Turkish Daily News*, 23 avril 1997), p. 275.

SADDAM HUSSEIN SE FAIT RAPPELER À L'ORDRE APRÈS UN NOUVEAU DÉFI LANCÉ À WASHINGTON. — Bagdad annonce son intention de violer la zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak. (*Le Monde*, 25 avril 1997), p. 276.

LES ISLAMISTES VEULENT RESTER MALGRÉ L'ARMÉE TURQUE. (*International Herald Tribune*, 25 avril 1997), p. 276-277.

CINÉMA : LA SORTIE D'UN FILM KURDE : BEKO. (*Libération; Le Canard Enchaîné*, 23 avril; *Libération*, 28 avril, 1997), p. 277, 289.

L'ARMÉE TURQUE PRÊTE À DÉPOSER LE GOUVERNEMENT ISLAMIQUE. (*Financial Times*, 25 avril 1997), p. 277-278.

YURDATAPAN: " CHACUN DEVRAIT ENTENDRE CE QU'ILS DISENT. Je devrais, être remercié par l'État poru avoir protégé ces gens (les repentis Murat Demir et Murat Ipek) à qui l'État a confié des tâches spéciales ". (*Turkish Daily News*, 25 avril 1997), p. 278.

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME VA DÉBATTRE DE L'AFFAIRE CONTROVERSÉE DU DEP. (*Turkish Daily News*, 25 avril 1997), p. 279.

LA GUERRE DES NERFS S'ÉCHAUFFE EN TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 25-27 avril 1997), p. 279-280.

M. KINKEL: L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE DE LA TURQUIE PAS PRÉVISIBLE DANS UN PROCHE AVENIR. (*A.F.P.*, 26 avril 1997), p. 280-282.

DES RELATIONS FORTES ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA TURQUIE SONT PROPOSÉES. (*Washington Post*, 27 mars 1997), p. 282-283.

LES QUINZE VONT INFLÉCHIR LEUR " DIALOGUE CRITIQUE " AVEC L'IRAN. (*Le Monde*, 27-28 avril 1997), p. 283.

LA COALITION AU POUVOIR EN TURQUIE SEMBLE PROCHE DE L'ÉCLATEMENT. — Le Conseil national de sécurité se réunit de nouveau. (*Le Monde*, 28 avril 1997), p. 284.

LE GOUVERNEMENT TURC LUTTE POUR SURVIVRE MAIS LES CONCESSIONS POURRAIENT NE PAS MARCHER. (*International Herald Tribune*, 28 avril 1997), p. 284-285.

L'ARMÉE EST ATTENDUE POUR " EVALUER " LA CRISE OUZBÈKE. (*Turkish Daily News*, 28 avril 1997), p. 285-286.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ NATIONALE DEMANDE UNE RÉPONSE EFFECTIVE DE LA PART DU GOUVERNEMENT. (*Turkish Daily News*, 28 avril 1997), p. 286-288.

TURQUIE: ERBAKAN CÈDE À LA

PRESSIION MILITAIRE. — Il promet des mesures contre l'islamisation de la société. (*Libération*, 28 avril 1997), p. 288-289.

LES ALLEMANDS COMMENCENT À ACCEPTER UN VISAGE CHANGEANT. (*International Herald Tribune*, 29 avril 1997), p. 291-292.

L'UNION EUROPÉENNE EST PRÊTE À RENVOYER SES DIPLOMATES À TÉHÉRAN MAIS ELLE N'IMPOSERA PAS de sanctions dures affirment de hauts responsables. (*International Herald Tribune*, 29 avril 1997), p. 293.

LES ÉTATS-UNIS SOUTIENNENT LA POSITION DE L'EUROPE SUR L'IRAN. (*Washington Post*, 29 avril 1997), p. 293-294.

LES DIRIGEANTS CIVILS ET MILITAIRES TURCS CONTINUENT DE S'AFFRONTER SUR L'ISLAMISME. — Le Premier ministre Necmettin Erbakan a obtenu un sursis. (*Le Monde*, 29 avril 1997), p. 295.

27 REBELLES KURDES TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE DANS LE SUD-EST DU PAYS. (*A.F.P.*, 29 avril 1997), p. 295-296.

TURQUIE: L'ARMÉE DÉCLARE AVOIR TUÉ 20.000 REBELLES KURDES EN 13 ANS. (*A.F.P.*, 29 avril 1997), p. 296.

L'ARMÉE TURQUE : LE RECOURS À LA FORCE CONTRE CEUX QUI AIDENT LE PKK NE DEVRAIT PAS ÊTRE EXCLU. (*A.F.P.*, 29 avril 1997), p. 296-297.

L'IRAN REJETTE LES ACCUSATIONS DE L'ARMÉE TURQUE, selon lesquelles Téhéran soutient les rebelles kurdes du PKK. (*A.F.P.*, 30 avril 1997), p. 297-298.

TRAFIC CHAUD DANS LE NORD DE L'IRAK. — La Turquie va stationner 400 soldats sur la ligne de cessez-le feu en Irak du nord. (*Turkish Daily News*, 29 avril 1997), p. 299.

LES KURDES IRAKIENS ANNONCENT UN CESSEZ-LE-FEU. (*Washington Post*, 30 avril 1997), p. 299-300.

DES IRAKIENS DÉNONCENT DES COMLOTS MEURTRIERS DE DE SADDAM. (*Washington Post*, 30 avril 1997), p. 300-301.

LE LEADER TURC ERBAKAN: " NOUS SOMMES PRÊTS POUR LES ÉLECTIONS ". (*International Herald Tribune*, 30 avril 1997), p. 301.

LES EUROPÉENS SUSPENDENT TOUTES RENCONTRES MINISTÉRIELLES AVEC L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 30 avril 1997), p. 302.

LE CLIMAT POLITIQUE S'ÉCHAUFFE COMME L'ARMÉE PERSISTE. — Erbakan réplique: *Allons aux élections*. (*Turkish Daily News*, 30 avril 1997), p. 302-303.

L'ARMÉE: COMBATRE LE

RADICALISME ET LE PKK EST UNE AFFAIRE DE VIE ET DE MORT pour les fondements de la République. (*Turkish Daily News*, 30 avril 1997), p. 303-305.

L'OPPOSITION IRANIENNE DEMANDE À L'UNION EUROPÉENNE DE ROMPRE AVEC TÉHÉРАН. (*Le Monde*, 30 avril 1997), p. 306.

L'IRAN REFUSE TOUTE DISCUSSION AVEC L'EUROPE SUR LES SUJETS SENSIBLES. — L'Iran ne veut plus parler

des droits de l'homme et armements avec l'Union européenne. (*A.F.P.*, 30 avril 1997), p. 306-308.

BRIEFING SUR L'AFFAIRE SANAR YOURDATAPAN. (*Amnesty International*, 9 mai 1997), p. 309-312.

LE DÉFI KURDE, OU LE RÊVE FOU DE L'INDÉPENDANCE. Livre de Chris Kutschera. (*Le Monde Diplomatique*, avril 1997), p. 313.

Revue de Presse



MINORITY RIGHTS GROUP INTERNATIONAL

The Kurds

The Case of Akduvar v. Turkey

On the evening of 10 November 1992 members of a 'special team' of soldiers entered the village of Kelekci in south-east Turkey and instructed the mayor to evacuate all the inhabitants immediately. While the mayor attempted to call the people together, the soldiers set fire to a number of houses.

Nine houses and their contents were burned to the ground. As a result, most of the inhabitants moved to Diyarbakir where some moved in with relatives. Others were left homeless. On 6 April 1993 the security forces returned to the village and set fire to the rest of the houses. Kelekci, formerly a village of 500 inhabitants, has now been completely evacuated.

These events are common in south-east Turkey, where most Kurds live. The importance of Kelekci village is that nine villagers submitted their case to the European Court of Human Rights. They alleged that the burning of their houses was not an isolated incident, but was part of a state policy of evacuating and destroying Kurdish villages.

On 16 September 1996, the European Court of Human Rights delivered its judgment. This was the first case involving the destruction of villages in south-east Turkey ever decided by the Court. The Court found against the Turkish state. In particular the Court held that:

- on account of the burning of the applicants' housing by Turkish security forces, the Turkish state had violated the right of the applicants to private and family life (Article 8 of the European Convention on Human Rights);
- the Turkish state had violated the applicants' right to the peaceful enjoyment of their property (Article 1 of the First Protocol to the Convention);
- the Court further held that on account of the pressure put on applicants to withdraw their petitions to the European Commission, Turkey was in violation of Article 25 (1) of the European Convention, which guarantees the right to individual petition.

The phenomenon of the burning and destruction of villages in Turkey has been officially acknowledged. The regional governor of Diyarbakir has officially acknowledged that a total of 2,785 Kurdish settlements have been evacuated and destroyed. Human rights organizations put the number of evacuated settlements at closer to 3,000, with about 3 million people displaced as a result. The government continues to deny that Turkish security forces are responsible for these acts.



KURDISH HUMAN RIGHTS PROJECT

Evacuation of Kelekci, south-east Turkey, immediately after soldiers had destroyed houses

The enforced displacement of 3 million people has had tragic human, economic and environmental consequences. The majority of those forced out of their homes and dispossessed move to large cities where they face acute housing problems and unemployment. Cities such as Adana, Batman, Diyarbakir, Mersin and Van are unable to cope with the huge influx of people. The population of Diyarbakir, for example, has grown in five years from 380,000 in 1991 to 1.3 million in 1996. Similarly, the population of Mersin grew from 550,000 in 1992 to 1 million in 1994. This increase in population has resulted in increased levels of crime, epidemics of bronchitis and pneumonia, the near-collapse of the schooling system, and sharp tensions with the original inhabitants of towns and cities like Adana and Diyarbakir.

Quite apart from the brutality which accompanies many cases of eviction and destruction of villages, the state policy of forced evacuation causes long-term suffering for people forced to live in cramped and insecure conditions, deprived of their livelihood, their community and their way of life.

(Information from *Kurdish Human Rights Project, Akduvar v. Turkey; The Story of Kurdish Villagers Seeking Justice against Turkey, October 1996.*)

Who are the Kurds?

The Kurds are the descendants of Indo-European tribes who settled among the inhabitants of the Zagros mountains in various epochs, but probably mainly during the second millennium BC. The first mention of Kurds, as 'Cyrtii', occurred in the second century BC. At the time of the Arab conquest in the seventh century AD, the term 'Kurd' was used to denote nomadic people.

The Kurds today, numbering at least 26 million, struggle to obtain political recognition and rights as national communities within the state boundaries in which they find themselves. They form the largest ethnic community in the Middle East without a state of its own.

Population estimates (1993)*

Country	Total population	Kurds	%
Iran	61,000,000	6,100,000	10%
Iraq	19,300,000	4,400,000	23%
Syria	13,400,000	1,100,000	8%
Turkey	60,000,000	13,200,000	22%
Former Soviet Union		500,000	
Elsewhere		700,000	
Total		26,000,000	

(*Estimates are in rounded figures.)

Where do the Kurds live?

Although Kurds are to be found in Syria, the Caucasian republics of Armenia and Azerbaijan, Khorasan (in eastern Iran), and in Lebanon, the main concentration lives today where the Kurdish people have always lived - in the mountains where Iran, Iraq and Turkey meet. The heart of this area consists of the extremely rugged mountains of the Zagros range, running in ridges north-west to south-east. In the west these mountain folds give way to rolling hills, and to the Mesopotamian plain. To the north the mountains slowly turn to steppe-like plateau and the highlands of Anatolia. To the east the mountains fall away to lowlands onto which the Kurds have also spread.

Although the population is not exclusively Kurdish in much of this area, the dominant culture is Kurdish. From the early thirteenth century onwards much of this area has been called Kurdistan, although it was not until the sixteenth century, after the Kurds had moved north and west onto the Anatolian plateau, that the term Kurdistan came into common usage to denote a system of Kurdish fiefs. Since then, although the term Kurdistan appears on few maps, it is clearly more than a geographical term since it also refers to a human culture which exists in that land.

Nevertheless no map of Kurdistan can be drawn without contention, and for this reason the demographic map is not a political statement, but a statement of where large numbers of Kurds are found. Turkey for all practical purposes denies Kurdistan's existence, while Iran and Iraq are reluctant to acknowledge that it is as extensive as many Kurds would have them accept.

How do Kurds live?

All Kurdish communities are stock-breeders mainly of sheep, goats and some cattle. In all parts of Kurdistan the cultivation of cereals is important, accounting for roughly 15 per cent of the total crop in Turkey, and 35 per cent and 30 per cent respectively in Iran and Iraq. The principal cash crop of the Kurdish foothills is tobacco, but it is of moderate quality and cannot compete in outside markets. Cotton is also grown, particularly in Anatolia. In the mountains, fruit and vegetables are the main crops for local consumption. No more than a third of Kurdistan's arable land is actually cultivated, of which one third is always fallow.

The major mineral in Kurdistan is oil, found in commercial quantities in Kirkuk and Khaniqin (Iraq), Batman and Silvan in Turkey and at Rumeylan in Syria. The exploitation of these oilfields by the respective governments heightens both the Kurdish sense of injustice and also governmental determination to allow no separatism to threaten these important resources. Other minerals in significant quantities include chrome, coal, copper, iron, and lignite.

Kurdish history

From the sixteenth century, the Ottoman and Persian empires allowed the Kurdish tribes almost total autonomy in return for keeping the peace on the rugged but open border between the two empires. At the end of the First World War, the Ottoman Empire was divided up and the Kurds found themselves segmented between Arab Iraq, Iran and Turkey.

In each of the new post-war countries, the Kurds found they were treated with suspicion, and pressured to conform to the ways of the majority. The independence and pastoralist existence they had previously enjoyed quickly diminished. They were expected to learn the main language of the state in which they found themselves, Arabic, Turkish or Persian, to abandon their Kurdish identity and to accept Arab, Iranian or Turkish nationalism.

In Turkey, over 13 million Kurds are forbidden to describe themselves as Kurds. Although the law banning the use of spoken Kurdish was lifted in 1991, it remains an offence to use Kurdish in publications, politics or education. When Turkey was returned to civil government in 1963 it was widely believed that armed dissidence had been crushed and that order had been restored, particularly in the eastern part of Turkey. However, in August 1984 a hitherto largely unknown group, Partiya Karkari Kurdistan (PKK - The Kurdistan Workers' Party) made two dramatic attacks on army posts in the south-east, killing 24 soldiers. It was the beginning of Turkey's most serious Kurdish challenge ever.



Initially Kurdish society was profoundly shocked by PKK violence, particularly its massacres of whole families, but it soon discovered that the state easily out-matched PKK excesses. Military sweeps, degrading treatment, beatings, widespread and arbitrary arrest and the wholesale use of torture drove thousands of the impoverished and exploited rural population into the arms of the PKK. Indeed, the security forces proved the PKK's most efficient recruiting sergeant. As time passed, the casualty figures accelerated. Some 20,000 had died by the end of 1995. By this stage Ankara had approximately 300,000 troops and gendarmes deployed in the region at an annual cost of \$8 billion, over 20 per cent of the annual budget. These it used not only inside Turkey, but also for assaults on suspected PKK camps inside Iraq. In October 1993 and March 1995 it launched major operations, the former in collaboration with the Iraqi Kurdish parties, the latter unilaterally but with a 35,000-strong force crossing into Iraq.

In Iran the Kurds were similarly controlled in the 1920s. In 1946 the Kurds of Mahabad succeeded in declaring an independent republic, but it only lasted a few months and its leaders were killed. During the period of the Pahlevi shahs, 1919-79, all Kurdish national expression was ruthlessly suppressed. After the Islamic revolution of 1979, Tehran refused the demand for autonomy. Both the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) and Komala would prefer to negotiate rather than fight. In 1989, the KDPI's veteran leader Abdul Rahman Ghassemlou, was assassinated by Tehran's representatives during secret talks in Vienna.

However, the KDPI remains committed to negotiation. Despite the wide popular sympathy among Iran's 6 million Kurds, its negotiating position remains weak.

In Iraq, there have been numerous revolts against Baghdad. From 1964 until 1975, the legendary leader Mulla Mustafa Barzani maintained an intermittent era of war and peace negotiations. But in 1974 following the failure of autonomy negotiations, Baghdad unilaterally implemented an Autonomy Law which lacked substance. The Kurds reverted to war, strongly supported by Iran. When Iraq offered to yield part of the Shatt al Arab waterway to Iran in 1975, the latter withdrew support and the revolt collapsed. Iraq destroyed hundreds of villages in the border area, removing inhabitants to 'model villages' outside its new *cordon sanitaire*. The army also laid extensive minefields. Supported by Iran and Syria during the Iran-Iraq war, the two main Kurdish parties, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) established control over an area the size of Wales.

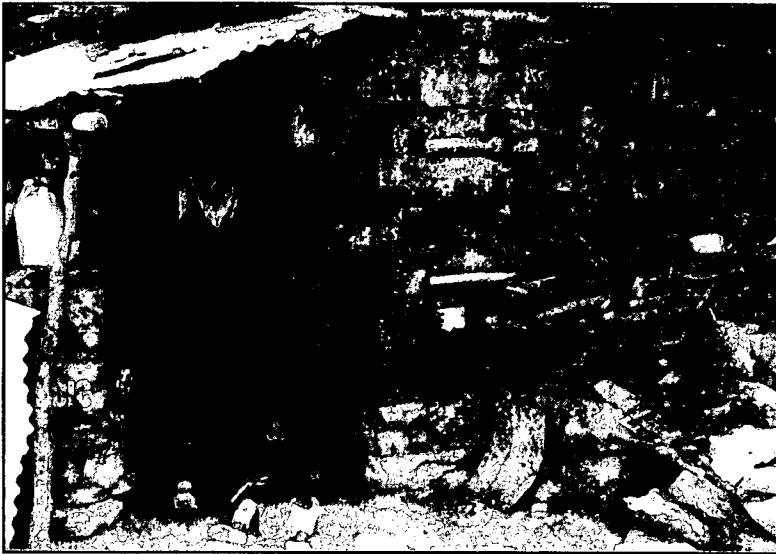
However, Iran was unable to secure a victory against Iraq. The government of Iraq had already demonstrated its savagery by chemical weapons attacks, killing at least 5,000 Kurdish civilians in 1988. In August 1988, Iran accepted a ceasefire. During the following fortnight, Iraqi forces used gas and massive bombardment to drive Kurdish forces out of Iraq. Then much of rural Kurdistan was evacuated and the villages destroyed. Over 1.5 million Kurds were forcibly moved to easily controlled 'collective towns'. Almost 200,000 'disappeared' from areas under government control.

Kurdish uprising 1991

The Kurdish uprising of 1991 took place after the Coalition Forces' recapture of Kuwait. Encouraged by US calls for the overthrow of Saddam Hussein, and by the rising of the Shi'i Arabs in south Iraq, a popular revolt spread rapidly across Kurdistan during March. US encouragement fell short of providing assistance to the Kurds or preventing Iraqi helicopter attacks upon them. Once government forces had suppressed the Shi'i revolt, they rapidly recaptured the main towns of Kurdistan, killing thousands.

The safe haven

In a week, over 1.5 million Kurds abandoned their homes and fled to the borders. Embarrassed by public outrage at the plight of the Kurds and their own failure to act earlier, the Coalition Forces agreed to establish 'safe havens' inside Iraq. Then the Coalition Forces started to hand over responsibilities to a United Nations (UN) observer force. Within the 'safe haven', the UN and non-governmental organizations have assisted the Kurds to rebuild their villages and resume their traditional way of life in rural areas. However, since May 1994, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the KDP have been absorbed by internal fighting culminating in September 1996 when the KDP invited Saddam Hussein to assist in their bid to gain control of the region. The Iraqi government forces withdrew almost immediately, but now both the KDP and PUK are reliant on external support in their bid for leadership of Iraqi Kurds. The KDP is supported by Iraq and the PUK by Iran. Many observers see it as a matter of time until Saddam re-asserts total control of the region. This is indeed a bleak prospect for the Kurds.



Improvised housing, Sharbazher region (in Kurdish autonomous region) on the Iranian border. The building blocks are ammunition boxes supplied to the Iraqi army by the USA during the Iran-Iraq war.

DANIEL McCALLUM

This Profile is a summary of the Minority Rights Group International Report

THE KURDS

By David McDowall.

Published December 1996, 44pp, £4.95/\$8.95 + postage

ISBN 1 897693 46 X

Additional copies of this profile are available from MRG at 25p each or 10 for £2 from the address shown opposite

Registered Charity #282305. An international educational agency with consultative status with the United Nations (ECOSOC). A company limited by guarantee in the UK #1544957. Printed in the UK on bleach-free paper



MINORITY RIGHTS GROUP

Minority Rights Group is an international research, education and information unit which aims to secure justice for minority and majority groups suffering discrimination and prejudice. We aim to educate and alert public opinion throughout the world, both through our publications and our work at the UN.

MRG is funded by contributions from individuals and organizations and through the sales of its reports and other publications. It needs further financial support if it is to continue with its important work monitoring and informing on the human rights situation.

If you would like to support MRG's work please help us by:

• sending donations - however small - to the address below

• subscribing to our unique series of reports on minorities

• buying copies of reports and telling others about them

• distributing copies of this profile to concerned individuals and organizations

• taking some of the actions recommended

For full details:
Minority Rights Group
379 Brixton Road
London SW9 7DE
UK

Telephone: +44 (0) 171-978 9498

Fax: +44 (0) 171-738 6265

E Mail:

minorityrights@mr.g.sprint.com

SAISON 96 / 97

NEUVIEME

FESTIVAL

TRANSMEDITERRANEE

Provence - Alpes - Côte d'Azur - Corse

MEDITERRANEE ALIANT



Débat - Livres

La question kurde, l'autre tragédie
du Proche-Orient.

par Danielle MITTERRAND (France-Libertés)
et Kendal NEZAN (Dir. Institut kurde de Paris).

Depuis le démembrement de l'empire ottoman et la naissance de la Turquie moderne, la question kurde -qui concerne cinq pays- constitue l'autre tragédie du Proche-Orient. *"Ma préoccupation (...) fut de donner la parole à ce peuple bâillonné alors qu'il défend ses droits essentiels, je veux dire, sa culture, son expression, son existence"* écrit Danielle Mitterrand dont l'action courageuse lui a valu d'être surnommée "la Mère des Kurdes".



GRASSE - Vendredi 28 février 1997 - 18 h, BASTIA - Samedi 1er Mars - 18 h.

Le FTM Remercie...

Les Partenaires et relais

AFASPA, Association universitaire SIROCCO et foyer de la faculté des Sciences (Nice), ASTIAM, Association Loisirs et Culture d'Antibes, Association musicale VELODOG, Bibliothèques municipales (Grasse, La Trinité, Septèmes-Les-Vallons), CCAS des électriciens et gaziers, UR CCAS Corse, CMCAS 06, 83, 13, Centre Culturel Louis Aragon (Septèmes-Les-Vallons), Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine (Nice), Centres social et de séjour (Sainte Tulle), Comités locaux du MRAP (Menton & Grasse), Coordination d'Associations "Elles aussi (83), Fondation "France-Libertés", les "9èmes Instants Vidéo" (04), Institut d'Etudes Occitanes, Institut Kurde de Paris, MJC Centre Culturel Georges Gibelin (Grasse), MJC Ranguin (Cannes), Radio Agora TSF (06), Radio Soleil (13).

Droits humains

Pour la libération de Leyla Zana



Photo Parlement européen

Mobilisation des parlementaires pour la libération de Leyla Zana.

A l'initiative des groupes socialiste, libéral, GUE/NGL, verts et radical, les parlementaires européens ont pu dialoguer le 11 mars en marge de la session plénière avec Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France Libertés, Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, Ahmet Türk, vice-président du HADEP, Uysuf Alatas, avocat de Leyla Zana, sur la situation des prisonniers politiques en Turquie. De nombreux intervenants ont mis l'accent sur la dégradation de la situation des droits de l'homme en Turquie après la signature de l'Union douanière qui était présentée par ses promoteurs comme un moyen de contribuer au renforcement des libertés démocratiques. Les violences contre le peuple kurde n'ont pas faibli comme l'a montré Danielle Mitterrand qui a invité le Parlement européen à créer une « task force » pour la recherche d'une solution pacifique au problème kurde. « Sans solution du problème kurde, il n'y aura pas de démocratie en Turquie », s'est

exclamé Ahmet Türk. Mehdi Zana a interpellé les parlementaires : « Ne laissez pas le commerce et les affaires dominer vos relations avec la Turquie, n'oubliez pas le peuple kurde ». Dans le prolongement de cette « rencontre contre l'oubli » (Claudia Roth, présidente du groupe des Verts), le groupe confédéral GUE/NGL a obtenu en session plénière un débat spécial le 13 mars qui s'est conclu par l'adoption de sa résolution exigeant « la libération de Leyla Zana et de tous les prisonniers politiques et d'opinion ». Au cours du débat, Aline Pailler a souligné que, depuis la signature de l'Union douanière, « nous ne pouvons même plus rendre visite à Leyla Zana en prison. Elle est détenue à la prison centrale d'Ankara depuis trois ans avec trois autres députés kurdes, pour avoir, en sa qualité de députée, prôné la démocratie et la reconnaissance des droits du peuple kurde par des moyens pacifiques. Son combat est aussi le nôtre : celui du respect de la démocratie et des droits universels ».

MGK urges anti-fundamentalist measures

MGK also calls for an end to coup speculations which it says does more harm to the image of the country than any good

DYP's Ekinci: 'The MGK meeting will reduce the artificially created and biased tension and show that the political institutions are already functioning'

Forestry Minister Dağlı: 'We don't want any tension. We cannot get anywhere with artificial disputes'

ANAP's Dedelek: 'If the army wanted a coup, it would have already launched it'

ANAP's Başesgioğlu: 'The MGK is a constitutional establishment and it is normal for this institution to discuss the country's issues'

CHP chief Baykal: 'Parliament and new elections are for solving the country's political problems, not the MGK'

Ankara - Turkish Daily News

■ In its tensely-awaited meeting on Friday, the National Security Council (MGK) treated Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan to a report on anti-secular activities in a record breaking nine-hour session and made recommendations to the government about "measures to be taken" against fundamentalist activities. The NSC communique issued after midnight did not direct-

ly refer to fundamentalist actions but said there were those who were involved in uncontemporary activities to threaten the regime.

"We will not give any concessions from the contemporary and democratic values of the Turkish Republic set up by Ataturk," the communique said.

It said the nation should not be divided into secular and anti-secular poles.

The NSC communique also declared the debates on the future of the regime did more harm to the country than provide any benefits and urged everyone to end such speculations about the faith of the democratic system.

It said such an adverse image should not be created at a time when Turkey is striving to enter the European Union as a full member.

The high-powered Council which serves as a liaison body between the powerful military and the civilian leaders also urged the extension of the emergency rule for a further four months — for the 30th time — in nine southeastern provinces to facilitate the 13-year-old combat with separatist Kurdish rebels.

The meeting reportedly allowed the staunchly-secularist military, worried by the surge of Islamism and angered by some provocative statements from the Islamist politicians, to let off steam.

The military staged a show of force by marching a column of tanks through the streets of the township of Sincan near Ankara after an Islamist rally early last month, setting off rumors of an impending coup by the military who have taken over four times in four decades.

The statements of Iranian ambassador Muhammad Reza Bagheri at the anti-Israel rally soured relations with Iran which the Islamist-led government was seeking closer ties. The two countries expelled each other's top diplomats in recent days after a senior Turkish general called Iran a terrorist state. In a series of press interviews and TV appearances, President Suleyman Demirel has been warning against a coup, while at the same time he issued stronger warnings to the Islamists against excesses.

It appeared that Demirel had

also warned Erbakan with a formal letter recently.

The NSC communique showed the commanders were against speculation about a coup in Turkey.

The Council, chaired by President Süleyman Demirel, discussed the threats directed at the secular Republic. "The (Islamist-led) coalition government's practices which increase the threat," were raised in this regard.

The left-wing and conservative opposition parties which have been unsuccessfully trying to oust the government through corruption allegations against Foreign Minister and DYP leader Tansu Çiller have shifted their focus on Prime Minister Erbakan's Islamists.

The meeting also discussed intelligence reports which warned that the activities of Muslim fanatics directed towards the establishment of an Islamic state governed according to holy Koran had begun to arm themselves.

Sources close to the government reported some speakers said the government should show greater vigilance against the threat. The participants embraced the view that all state institutions should show maximum care to protecting the principle of secularism, which is one of the unalterable tenets of the Republic, gained support during the meeting. It seemed Erbakan agreed to be more sensitive on the "threats" to the secular system while the commanders acknowledged a coup would do more harm to Turkey than any good. After the meeting Deputy Prime Minister Tansu Çiller met with Interior Minister Meral Aksener and Defense Minister Turhan Tayan for 25 minutes at her residence.

The NSC also announced it had discussed Turkey's ties with Greece and the Cyprus problem and had made a series of recommendations to the government.



Amnesty

INTERNATIONAL

March 1997 Vol. 27 No. 2

NEWS

TURKEY

At about 11am on 28 November 1996, armed men with portable radios — apparently plainclothes police officers — raided the home of 55-year-old Fahriye Mordeniz in Diyarbakir and took her away. An hour earlier, the same men had picked up her husband, 58-year-old Mahmut Mordeniz, while he was buying and selling livestock at the crowded local market. As they hustled Mahmut away, someone intervened to ask where they were taking him. "We are taking him to give a statement," was the reply. The couple has not been seen since.

When relatives went to a nearby police station they were told that the arrest had been carried out by "the Anti-Terror Branch". Subsequent petitions to courts, prosecutors and police stations either received no response or blank denial that Fahriye Mordeniz and her husband had been detained. Although both were taken into custody in front of many witnesses, all of them are too frightened

to give statements. One local man who had pursued the case of a "disappeared" relative was himself "disappeared", and there were at least 11 "disappearances" in the province of Diyarbakir at the end of November 1996.

The couple has 10 children. Several months before her "disappearance", Fahriye Mordeniz had been detained in Istanbul, where she had gone to meet a son who lives abroad. Both mother and son were interrogated by the police in Istanbul, but released shortly afterwards. Mahmut Mordeniz had never been previously detained.

Please write, asking that the whereabouts of Fahriye and Mahmut Mordeniz be clarified and asking what steps have been taken to investigate their "disappearances", to: the Prime Minister, Mr Necmettin Erbakan/ Office of the Prime Minister/ Basbakanlik/ 06573 Ankara/ Turkey. Faxes: +90 312 417 0476

AMNESTY INTERNATIONAL APPEALS

What kind of ties should we have with Iran?

told to go home. In the end, the ambassador did go home and the Istanbul consul general of Iran hit back at Turkish authorities and furor created over the Sincan gathering and he too was sent home.

The comments of Çevik Bir angered Iran and it hit back at Ankara by telling the Turkish ambassador in Tehran and the consul general in the Iranian city of Orumieh to leave. The Iranian consul general in the Turkish eastern provincial center of Erzurum strongly criticized the military and he too was asked to leave Turkey. Now Iran will no doubt expel another Turkish diplomat. There are rumors that the Iranians may ask the Turkish military attache in Tehran to leave...

So the incident in Sincan has blown into a full scale storm between Iran and Turkey which we feel is against the vital interests of both sides.

Some people may dislike Iran's Islamist regime. Some may talk about historical rivalries between Iran and Turkey. Yet Iran is there to stay as our eastern neighbor and a vital gateway to Central Asia... It has a potential of creating much trouble for us in many ways.

If the Iranians are really sheltering the Kurdish separatists who launch attacks into Turkey from this country, then we may well see an escalation of such attacks in the days to come... The consul generals of Iran in Istanbul and Erzurum were wrong to attack the military and interfere in our internal politics. According to diplomatic norms Turkey was left with no choice but to expel these people.

However, there is another side of the coin. Some people knowingly or unknowingly have contributed to the escalation of tensions between the two countries without realizing the consequences to Turkey's vital interests.

Turkey has to get its act together. Do we want to have good neighborly relations with Iran or are we turning our backs on them? We cannot believe that some people will want a conflict with the Iranians...

The damage has been done and now is the time to prevent further escalation of the tensions between the two countries and do crisis management. We know that common sense will prevail. The Turkish Foreign Ministry as well as President Süleyman Demirel have realized the mess that has been created and will try to mend fences in the days to come provided some people do not sabotage their efforts in Ankara and in Tehran...

Editorial

İlhan Çevik



Turkey signed a multibillion-dollar natural gas deal which included the construction of a pipeline between Turkey and Iran and the supply of Iranian natural gas. The Americans want Turkey to scrap the deal and promise to help to secure other alternative fuel resources...

Meanwhile, we have heard conflicting views aired by various Turkish authorities. The government says it wants to enhance Turkey's ties with Iran and is prepared to go as far as possible to achieve this. However, especially the military and other security sources are playing a different tune.

Can we afford to escalate the tensions between the two countries and win yet another enemy in a region where we hardly have any friends?

Deputy Chief of Staff General Çevik Bir called Iran a state which sponsors terrorism, and said Iran is trying to export anti-secular activity to Central Asian republics as well as to Turkey and last, but not least, it is developing mass destruction weapons and missiles which are a source of deep concern for Ankara.

The military was already at odds with Iran during the recent events in the township of Sincan near Ankara when some fundamentalist remarks were made at a gathering to mark Jerusalem Day and the Iranian ambassador strongly attacked Israel. The military sent tanks through the streets of Sincan as a show of force and demanded that the Iranian ambassador be

Do we want to turn our backs on Tehran and seek a conflict or do we want to maintain neighborly ties with our eastern neighbor?

Turkey's relations with Iran under the late shah and after the revolution have always had their ups and downs. Yet, in recent times the downs have been more than the ups and it is about time the Turkish authorities got together and charted a realistic course.

The late Turgut Özal had forged warm ties with the Iranian leadership despite his closeness to the West and especially the United States, the arch enemy of Tehran. Özal tried hard to mend fences between the Iranians and the Americans, but he could not succeed. On the other hand he always gave friendly advice to the Americans not to isolate Iran but try to integrate it into the international system.

At the time no one objected to close ties between Ankara and Tehran and Turkey's annual trade volume with this country reached about 2 billion dollars...

After Özal, things have never been the same and both sides may well share the blame for this. Successive Turkish governments under Tansu Çiller paid little attention to Iran as well as other Islamic countries. There were a series of setbacks in the relations and this too affected the warmth in the relations.

Iran, for its part, failed to curb Kurdish separatists using its territory to attack Turkish military outposts on the border and infiltrate into Turkish soil to attack civilians.

After Necmettin Erbakan came to power he set the stage for closer relations with Tehran. Some felt this was politically motivated yet it later became apparent that Erbakan was driven to closer ties with Iran because of economic considerations. He felt Turkey could boost its exports by selling goods to Islamic countries as our exports to the West had reached a saturation point. He felt Iran, as a neighbor was his best bet. Erbakan also wanted Iranian natural gas, which would help to narrow the energy gap in Turkey.

The Americans never liked this idea because it hurt U.S. policy of "containing" Iran, which Washington says is a state which supports terrorism.

• Libération - 1^{er} et 2 mars 1997 • Libération - 1^{er} et 2 mars 1997

En Turquie, les lumières s'éteignent pour la démocratie

Pendant un mois, à 21h, des centaines de milliers de Turcs ont allumé des bougies contre «l'Etat des Bandes.»

Istanbul

de notre correspondant

Jusqu'à hier soir, comme depuis un mois, à 21h00 tapante, les lumières se sont éteintes pendant une minute dans des centaines de milliers d'appartements à Istanbul, comme à Ankara ou Izmir mais également dans l'ensemble du sud-est anatolien où perdure la «sale guerre» contre les rebelles kurdes turcs du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) qui a déjà fait plus de 20 000 morts en une décennie. Ce mouvement de protestation civique sans précédent en Turquie veut dénoncer «l'Etat des Bandes», c'est à dire l'imbrication entre mafia de la drogue, extrême droite, forces de sécurité et classe politique telle qu'elle est apparue depuis trois mois après «l'affaire de Susurluk». Dans un même véhicule accidenté voyageaient un grand parrain de la mafia lié à l'extrême droite et aux services secrets, un haut fonctionnaire de police et un député du DYP (Parti de la juste voie) de Tansu Ciller, partenaire gouvernemental des islamistes du Refah.

Fruit d'une initiative civile, composée en majorité des intellectuels de gauche, des journalistes et des représentants des centrales ouvrières et ceux des organisations professionnelles, cette campagne mensuelle baptisée «Une minute d'obscurité pour la clarté permanente» a gagné une popula-



A. Ankara, mardi, un enfant participe à la campagne «Une minute d'obscurité pour la clarté permanente».

rité inattendue. Commencé le 1^{er} février, le mouvement a même gagné les quartiers chics d'Istanbul où les gens devant leurs fenêtres, ont applaudi, sonné des cloches voire lancé des mots d'ordre comme «Vive la démocratie!» et «A bas les bandes!». Les chauffeurs ont participé à cette minute de protestation par des coups de klaxon et certains ont fait fonctionner les sirènes d'alarmes contre le vol. A Ankara la campagne a été très bien suivie surtout dans le quartier des parlementaires, à l'exception des maisons où habitent les députés des deux partis au pouvoir.

Les médias turcs, en particulier les chaînes de télévision privées ont beaucoup aidé à la popularisation de cette campagne, annonçant régulièrement qu'il fallait éteindre les lumières à 21h00 pour «démontrer la force des citoyens». Près des trois-quarts des quotidiens turcs ont soutenu la campagne en publiant tous les jours l'emblème de l'initiative. L'ensemble des partis de la gauche turque, mais également le Parti de la Mère Patrie (ANAP, principale formation de l'opposition de la droite libérale) se sont associés à la campagne. La coalition islamico-conservatrice au pouvoir a rétorqué en accusant tous ceux qui éteignaient les lumières «pour des buts idéologiques» d'être «des traîtres à l'intérêt national».

MUSA AKDEMIR

En présence de
Danielle Mitterand,
ce soir au,
théâtre municipal

Ne pas oublier la tragédie kurde

"Ma préoccupation est de donner la parole à ce peuple baillonné alors qu'il défend ses droits essentiels, je veux dire: sa culture, son expression, son existence". C'est en ces termes que Danielle Mitterand présente son combat en faveur des droits du peuple Kurde. Ce peuple qu'on a privé de territoire, qui est brimé, pourchassé, qui est l'objet d'une répression sanglante. Celle qui dès l'adolescence s'est engagé dans la Résistance, celle qui défend les valeurs de la Gauche, celle qui pendant quatorze ans fut "le première dame de France" consacre une grande part de sa vie à la défense des libertés et des droits de l'homme.

C'est la présidente de l'association "France Libertés" que Bastia accueillera aujourd'hui en compagnie de Kendal Nezan, président et fondateur de l'institut Kurde de Paris.

Dans le cadre du festival Transméditerranée, ils présenteront lors d'une conférence-débat qui se déroulera ce soir à partir

de 18h au théâtre municipal, "la tragédie du peuple Kurde". Une tragédie bien souvent oubliée.

Danielle Mitterand parlera de son combat et des incidences que la question kurde pourrait avoir sur l'ensemble de la Méditerranée.

"Il ne faut surtout pas oublier que le malheur de ce peuple qui ne doit rien à la fatalité est loin d'être terminé et constitue une dangereuse poudrière pour toute la Méditerranée", affirme-t-elle.

A ses côtés, Kendal Nezan qui parlera de son action militante, action qu'il mène depuis plus d'un quart de siècle.

Paul Euzière, le responsable du festival Transméditerranée sera présent pour cette rencontre, il rappellera les objectifs de cette structure: sensibiliser le plus grand nombre aux problèmes socio-politiques et culturelles des pays qui forment la Méditerranée et mettre en place un carrefour des solidarités.

Diverses rencontres ont déjà été organisées à Bastia, rappelons-nous au mois de juin dernier du colloque international auquel avait participé M^r Pierre Claverie, évêque d'Oran et plus récemment le débat animé, entre autres, par M^r Henrie Tessier, archevêque d'Alger sur le thème: "Chrétiens, Islam, Laïcité et République".

Bastia: espace de réflexion, lieu de débat démocratique, lieu d'échanges d'idées et d'expérience, un projet qui avance.

B.S.

Samedi 1 Mars 1997

BASTIA

First food deliveries to Iraq is expected around mid-March

Undersecretary-General
Yasushi Akashi, tells reporters
he doubts the amount of oil
Iraq can sell will be increased
past the \$2 billion limit

United Nations-Reuters

■ The U.N. official in charge of humanitarian aid, said on Friday he expected the first food and medical supplies to reach Iraq soon, probably in mid-March. Undersecretary-General Yasushi Akashi, also told reporters he doubted the amount of oil Iraq could sell would be increased past the \$2 billion limit the Security Council had set for the six months.

At issue is a U.N. oil-for-food plan that allows Iraq to sell \$2 billion worth of oil over six months to purchase humanitarian goods for its people suffering from sanctions imposed in August 1990 when Baghdad's troops invaded Kuwait. The programme went into effect on Dec. 10 but no food or medicine under the plan has arrived in Iraq yet.

U.N. Secretary-General Kofi Annan said in Paris on Thursday that the first shipments would arrive on Saturday.

Akashi said that had been the target date. But he said some countries on the Security Council did not want distribution to begin until the main complement of U.N. monitors, who are to supervise the distribution were on the ground, which would occur about March 15.

"There was a shortage of money. Until we get a certain amount of money we cannot recruit observers. And certain countries insisted that until we have observers they cannot approve the contracts. We went through a lot of chicken and egg arguments," he told reporters.

"Thai rice, Australian wheat, French wheat, Jordanian tea, everything is on the way," he said. "The ships are under way." Akashi also said previous barriers in granting U.N. monitors travel documents and communications equipment had been resolved. The plan calls for a review every three months at which time U.N. Secretary-General Kofi Annan can recommend an increase in the oil sold should there not be enough humanitarian supplies to cover basic emergencies.

Turkish Daily News
SUNDAY, MARCH 2, 1997

Turkish Daily News SUNDAY, MARCH 2, 1997

Ankara underscores EU commitment

Deputy Prime Minister and Foreign Minister Çiller contacts US Secretary of State Albright and Italian Prime minister Prodi after Friday's crucial NSC meeting

Ankara-Turkish Daily News

■ Deputy Prime Minister and Foreign Minister Tansu Çiller held telephone conversations with U.S. Secretary of State Madeleine Albright, and Italian Prime Minister Roman Prodi on Saturday to inform them that one of Turkey's main objectives for 1997 would be to be put on the list of nations vying for early full membership in the European Union.

These conversations came after Friday's crucial National Security Council (NSC) meeting in which Turkey's secular Western orientation and drive for eventual membership in the E.U. was underscored.

Talking to reporters on Saturday, Çiller said that Turkey's place continued to be in the contemporary world.

"Turkey will take its place among the big nations" she told reporters outside her official residence in Ankara. "Because of this it is crucial that this stability and democracy continue" Çiller said.

Çiller also had indirect words of caution for the Welfare Party, the senior coalition partner.

"It must be known that those parties in government have to be very careful at times like this" Çiller said adding that it was necessary for these parties to control their grass roots. "They must not make politics with religion" Çiller said. A written statement from the ministry for foreign affairs in Ankara on Saturday said that the National Security Council had recommended that being put on the EU's list of early members should be made a priority for the present government. "This means that Turkey's drive for full membership has been underscored at the highest organ of state as a policy of state" the statement said.

"Turkey will maintain its determined efforts aimed at integration with the European Union in line with this policy" it added.

The statement said that Çiller had contacted the U.S. Secretary of State and the Italian Prime Minister to inform them of this aim of Ankara's.

It said that Çiller would continue to hold a series of such talks with other western colleagues in the coming days. One of the main items in the statement issued after the National Security Council's nine hours of deliberations on Friday indicated that both the authorities and civilian organizations should contribute to Turkey's aim of being placed on the EU's list of early members.

The NSC cautioned both the authorities and other groups against actions that fell counter to this aim and which tarnished Turkey's democratic image.

It reminded that Turkey continued to be faithful to a secular, democratic system respecting human rights and where the supremacy of the law was paramount.

Ankara has expressed disappointment with Europe for taking late comers from central and eastern Europe to its list of potential early members, even though Turkey has applied for membership much earlier than these countries.

Europe, on the other hand, has expressed concerns that Turkey may be drifting away from Europe and towards a more Islamic orientation.

One of the NSC's principal aims appears to have been to allay these concerns felt in the West but to also caution the west that it too has a role to play concerning Turkey's ultimate orientation.

Kurdes : le droit d'exister



Un débat, organisé par le festival Transméditerranée au cours duquel se sont exprimés Danielle Mitterrand et Kendal Nezan. (Photos Emmanuel Manfredi)

Plus de cent participants au théâtre pour une conférence en présence de Danielle Mitterrand sur la tragique histoire d'un peuple oublié

La situation du peuple kurde a été au centre des débats, hier, au théâtre de Bastia, lors d'une conférence, organisée par le festival Transméditerranée.

A la tribune, Danielle Mitterrand, présidente de l'association « France-Libertés » et Kendal Nezan, président de l'Institut Kurde de Paris ont évoqué la tragique histoire d'un peuple oublié.

« La situation des Kurdes est toujours aussi dramatique » a souligné M^{me} Mitterrand « le peuple en Turquie est opprimé par une fausse démocratie. Ils vivent sous un état de siège, sans liberté et avec des contrôles militaires. « France-Libertés » y est interdit de séjour et également de passage. Nous ne pouvons nous rendre dans d'autres pays pour construire nos écoles (soixante établissements scolaires sont sortis de terre en Irak, ainsi qu'un centre pour accueillir les enfants délinquants, pour qu'ils ne soient pas emprisonnés avec les adultes) ».

Présent principalement dans cinq pays, la majorité des 30 millions de Kurdes, vivent,

ou plutôt survivent, en Turquie. « Les Kurdes au Moyen-Orient représentent la troisième population, après les arabes et les turcs » explique Kendal Nezan. Pour briser le silence sur la répression dont ils sont l'objet (les déplacements des populations, l'emprisonnement des députés légalement élus, toutes les exactions que subissent ce peuple) la parole et l'information sont des armes.

Un enjeu politique

Danielle Mitterrand est montée au créneau, depuis de nombreuses années déjà, en sensibilisant les opinions à travers l'Europe, par une campagne d'information considérable. « Peu de gens savent ce qui se passe là-bas.

On vit sur une information politique avec des arguments qui ne correspondent pas à la réalité. La Turquie est un pays politiquement stratégique, il faut ménager » l'enjeu géopolitique qu'il constitue aux yeux des grandes puissances. « Les expériences démocratiques menées en Irak, non pas eu le soutien financier et politique de

la communauté internationale. Au bout de deux ans, ce fut l'échec » indique M. Nezan.

« Incompréhension de la situation corse »

En marge de la conférence, Danielle Mitterrand a répondu à quelques questions sur la Corse. « Pour moi, c'est l'incompréhension de la situation. Une majorité de la population souhaite vivre en paix, mais elle se laisse harceler par une minorité qui met l'île à feu et à sang ».

Incompréhension face à la majorité silencieuse et à la minorité agissante.

Quand on lui demande si elle est d'accord avec la phrase de son mari, lors de sa visite en Corse « Le nationalisme, c'est la guerre », elle répond « tout à fait. La recrudescence du nationalisme, qui est un repli sur soi-même, va à l'encontre de l'évolution de l'humanité et de l'histoire. Les électeurs de Le Pen se trompent de cible. Ils devraient plutôt s'unir face à système qui broie les uns et les autres ».

Gaëtan PEYREBESSE.

La Corse

Chapelle
le Provençal

Ajaccio : 2 rue Bergoni Castagna. Tél : 04.96.01.74.00 Dimanche 2 Mars 1997 4'50 (r.t.c.)



Danielle Mitterrand à Bastia

"Une vie au service des libertés"

■ Dans le cadre de son cycle de conférences-débats, le Festival Transméditerranée organisait, hier à Bastia, une rencontre sur le thème : "La question kurde, l'autre tragédie du Proche Orient". Pour animer cette conférence, une invitée de marque : Danielle Mitterrand, présidente de la fondation "France-libertés" (notre photo). Elle était accompagnée de Kendal Nezan, président de l'Institut Kurde de Paris, dont il est un des fondateurs. Bastia a reçu non pas celle qui a été, pendant 14 ans, la première dame de France mais la citoyenne qui a mis sa vie au service des libertés. Pour "La Corse", Danielle Mitterrand a accepté de parler de la situation politique de la France et du problème insulaire. "En toute liberté"

Photo Gérard Koch

EN PAGE 3, L'ARTICLE DE BERNADETTE SPAGNOLI



Danielle Mitterrand et Kendal Nezan : défendre les droits du peuple kurde.
(Photo Gérard Koch)

Dans le cadre des rencontres du Festival Transméditerranée, Danielle Mitterrand était hier à Bastia **Une vie au service des libertés**

Dans le cadre de ses activités, le Festival Transméditerranée, désormais bien implanté à Bastia, organisait, hier, au théâtre municipal, une nouvelle conférence-débat sur le thème : "La question Kurde, l'autre tragédie du Proche Orient". Pour animer cette rencontre, une invitée de marque en la personne de Danielle Mitterrand, présidente de la fondation "France-Libertés". Elle était accompagnée, pour la circonstance, de Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, dont il est un des fondateurs.

"L'accueil de M^{me} Danielle Mitterrand et de M. Kendal Nezan se situe dans le droit fil de la construction du Carrefour Méditerranéen des Solidarités, parce que nous avons fait en sorte, depuis neuf ans, que le Festival Transméditerranée existe, et, avec tous nos partenaires qui nous ont rejoint et qui nous rejoignent, le choix d'une Méditerranée citoyenne, fraternelle et pacifique", disait Paul Euzière, président du festival Transméditerranée lors de son allocution de présentation de la conférence.

Le peuple kurde représente 30 millions de personnes réparties dans quatre pays : 15 millions en Turquie, 9 en Iran, 5 en Irak et 1 million en Syrie. C'est la troisième population du Proche Orient après les Arabes et les Turques.

On trouve des Kurdes en Russie dans les républiques du Caucase, au Liban, on en dénombre près de 100.000 en France.

Ce peuple, depuis le démantèlement de l'empire Ottoman n'a pas de territoire, il est pourchassé, opprimé, privé de ses droits les plus élémentaires et cela plus particulièrement en Turquie.

"Le peuple kurde est opprimé par une fausse démocratie qui est plutôt une dictature militaire, en Turquie il n'a aucune liberté de circulation. Les députés kurdes, légalement élus sont mis en prison tout simplement parce qu'ils veulent défendre les intérêts de la population qu'ils représentent. La situation est insoutenable pour ceux qui ne demandent qu'à vivre dignement. En Turquie comme en Irak, la population kurde est tiraillée entre les chefs mili-

taires, elle est l'otage de leur alliances ou de leurs mésalliances", précisait Danielle Mitterrand.

Elle était rejointe dans son propos par Kendal Nezan, kurde de Turquie, déchu de sa citoyenneté turque par le régime d'Ankara en raison de son combat pacifique pour faire connaître à l'opinion le sort de son peuple.

Pourquoi ce silence autour du génocide du peuple kurde ?

"Sans doute parce que la Turquie est une puissance importante qu'il faut ménager. De là à nourrir un gouvernement qui se conduit de telle manière. L'économie de marché c'est bien mais pas au détriment de toute une population", disait Danielle Mitterrand.

Et Kendal Nezan d'ajouter : "Pendant longtemps, on s'est entendu dire "il n'y a rien à faire, vous êtes dispersés dans différents états". Aujourd'hui, la Turquie fait écran pour que la tragédie kurde ne soit pas connue".

La Fondation France-Libertés mène une action depuis de nombreuses années en Irak. Elle a permis la création de 60 écoles et la restauration de 40 autres.

Elle est à l'origine de la construction d'un centre d'accueil pour que les enfants sortent des prisons, un représentant de la fondation est sur place en permanence et le lien entre la fondation et les kurdes d'Irak n'est jamais rompu.

Concernant la Turquie, la fondation y est non seulement interdite de séjour mais aussi de passage. Elle empruntait la voie turque pour se rendre en Irak, cela n'est plus possible aujourd'hui.

Elle mène donc des campagnes pour faire valoir les droits du peuple kurde auprès de diverses instances comme le parlement européen, l'O.N.U ou auprès des différents chefs d'États.

Bastia a accueilli, hier, non pas celle qui fut la première dame de France pendant 14 ans, mais la citoyenne Danielle Mitterrand qui, dès son plus jeune âge, s'est engagé dans la lutte pour les libertés et les droits de l'homme. Nous avons "dévié" de la question kurde pour lui poser quelques questions concernant la France et la situation corse.

- Aujourd'hui, en France, des événements qui ne sont pas de très bon augure s'enchaînent : l'affaire de Chateaufallon à Toulon, la victoire du Front National à Vitrolles, la loi Debré contre l'immigration... Les libertés sont-elles menacées ?

"Elles sont menacées en France comme ailleurs en permanence. Quand il y a des intérêts contraires, le plus fort a toujours tendance à menacer le plus faible, il faut rester très vigilant. A la Fondation, dès 1993, avec

les lois Pasqua, nous nous sommes mobilisés. Nous avons créé le passeport européen contre le racisme, on le trouve actuellement dans les quinze pays de la communauté et dans les pays d'Europe Centrale. Ce passeport est un engagement vis à vis de soi-même et un signe de reconnaissance de ceux qui veulent véritablement se battre contre le racisme, il représente aussi la création d'un véritable réseau civique européen.

Des lois iniques ne peuvent que mener à la multiplication de mesures répressives injustifiées et réanimer la méfiance et la violence. Je le répète, il faut rester vigilant et réagir, cela est le propre d'un citoyen responsable".

- La forte mobilisation contre la loi Debré vous est-elle apparu comme un sursaut de ce qu'on appelle "le peuple de gauche" ?

"Un sursaut du peuple de gauche sûrement mais aussi de tous les Français qui sont mécontents de l'image que donne la France aujourd'hui et qui a des craintes pour son avenir proche. Il y a toute une population française et immigrée qui peut se plaindre de ne pas jouir de la liberté et de la protection auxquelles elle a droit".

- Quelle connaissance avez-vous de la Corse et de sa situation politique ?

"La connaissance de la Corse je l'ai par la presse, les journaux, j'entends des témoignages différents. Pour vous parler franchement, la situation me paraît tellement incompréhensible que je ne peux pas l'analyser. Si on demandait à l'ensemble des Corses s'ils veulent demeurer Français je sais qu'ils répondront en grande majorité par l'affirmative. Je ne comprend pas comment une population qui veut rester Française est constamment harcelée par quelques uns de ses congénères qui mettent l'île à feu et à sang. Mon incompréhension s'adresse aussi bien à cette majorité silencieuse qu'à la minorité nationaliste et activiste".

- François Mitterrand a dit, lors d'une visite dans l'île, "le nationalisme c'est la guerre", le rejoignez-vous dans cette affirmation ?

"Je rejoins tout à fait François Mitterrand. La montée des nationalismes, cela nous est démontré chaque jour va à l'encontre de l'humanité et de l'histoire. Cela est valable en Corse comme ailleurs. Prenons l'exemple des électeurs de Le Pen, ils sont comme Gribouille, il se jettent dans une rivière pour se protéger de la pluie. Les électeurs de Le Pen se trompent de cible au lieu de chercher des "ennemis" ils devraient s'unir contre un système qui les broie les uns et les autres".

Propos recueillis par
Bernadette SPAGNOLI

Turkish Daily News MONDAY, MARCH 3, 1997

US report points to 'Turkish police corruption in drug investigations'

'Four-to-six metric tons of heroin a month leave Turkey for western Europe'

Turkey is declared among the worst for money laundering

UĞUR AKINCI

Washington-Turkish Daily News

■ The U.S. State Department published its 1997 global report on narcotics trafficking, one which won't bring smiles to any faces in Turkey since it portrays the country as "a major transit route for southwest Asian narcotics (especially heroin) for the western European market and, to a lesser extent, the U.S."

Police corruption

What's more, some of that trafficking is carried out through various corrupt officers within the Turkish security organizations, the report alleges or implies.

Concerning the case of the money courier coming from Europe on her fiftieth trip in 1996, the U.S. State Department's 1997 International Narcotics Control Strategy Report says, "Police corruption in drug investigations, long kept under the surface, appears to be finally coming to light." The arrested courier "identified senior Turkish police officers as her conduit for the drug money she carried."

Susurluk

The "Susurluk scandal" was also touched upon in the report as a serious case of "alleged corruption of state officials," with, however, the explanation that "there is no government of Turkey policy encouraging or facilitating the illicit production or distribution of drugs, or money laundering.

"In November, 1996, a Mercedes carrying a member of Parliament, a former deputy police chief, and a wanted Interpol murder suspect (alleged to be a hit man for Turkish drug traffickers) (and his girlfriend) crashed into a truck, killing the occupants (sic)" — except the politician, one might add. Interior Minister Mehmet Ağar, a former police chief himself, had to

resign after the event.

On the positive side, the State Department report drew attention to the fact that all the corruption elicited public outrage and had put the issue on the political agenda. "Corruption and money laundering have become major topics on Turkey's political agenda ...

The public outrage of the disclosures (of police corruption in drug investigations) bodes well for needed changes in anti-corruption efforts."

Processing and drug routes

"Turkey is not, and is not likely to become, a major illicit opium-growing country or a producer of precursor chemicals. It does play a significant role in processing opiate raw material into heroin," the study said.

While illicit drug trafficking is a problem, "licit opium production is strictly controlled, and there has been no known diversion into illicit channels."

"As much as 75 percent of heroin seized in Europe has been processed in or smuggled through Turkey," the report said.

"Turkey is an important processing center of illicit opiate products, and a traditional narcotics transit route ... the DEA estimates that four to six mt (metric tons) of heroin a month leave Turkey for western Europe."

Istanbul not mentioned

In last year's report, Istanbul was spotlighted as a "key drug transit and processing center." In this year's report, the city is not mentioned as such.

As in last year's report, Turkey's control over the Balkans route was again emphasized. "Turkish trafficking groups, with distributors in ethnic enclaves in major European cities, control much of the Balkan route heroin trade," this year's study read.

Morphine base, heroin base, and heroin from Pakistan, Afghanistan and Iran "are smuggled into Turkey across the Turkish/Iranian border or through Turkish ports," the study explained. "These drugs transit Turkey to western Europe, most commonly in TIR (sealed Transport Internationale Routier) trucks."

PKK and drugs

The Kurdistan Workers' Party's (PKK) involvement in drugs is also confirmed

indirectly, and through Turkish information. "According to Turkish sources, smuggling narcotics through Turkey to western Europe has become a major revenue source for the PKK, a terrorist organization," the report said. "European law enforcement officials in six countries conducted raids on PKK-linked Kurdish drug distribution networks."

Law enforcement highlights

The U.S. State Department report gives full credit to Turkish enforcement agencies for trying hard and achieving some success. We read that "Turkish National Police, Jandarma (rural police), Customs and Coast Guard — work closely with the U.S. and other countries in pursuing narcotics investigations and prosecuting traffickers."

According to Turkish press reports, the Turkish police seized seven metric tons of hashish, three tons of heroin, and 12 kilograms of cocaine during the year. A total of 4,060 suspects, including 136 foreigners, were detained on drug-related charges. Authorities destroyed seven heroin laboratories." Last year, 4,690 people were arrested and eight heroin labs were busted.

Money laundering

Another issue for which Turkey received a black eye was money laundering. Turkey was included on the "high priority" list of money launderers last year, and finds itself there this year. Greek Cyprus, which was transferred from a "medium" to a "medi-

um-high priority" country last year, joined Turkey this year in the "high priority" category.

Despite the fact that Turkey passed in November, 1996 a law criminalizing money laundering and meets the minimum standards of the Financial Action Task Force, there seem to be two problems: 1) "This new law does not become effective until implementing regulations are adopted." 2) Money laundering, which "is not primarily related to narcotics proceeds," continues.

"Illegal cross-border trade (the so-called 'suitcase trade') of commercial goods is also a major source of funds which are then laundered," the report said. "Some illicit funds are generally assumed to be laundered through casinos or the construction industry."

Greece and Cyprus

The report identified Greece and Cyprus as countries where "money laundering is occurring on an increasingly large scale. (The Greek government) has noted an increase in the number of illegal money couriers transiting Greece en route to Cyprus with large quantities of cash."

In Cyprus, the role of the "Russian mafia" was also emphasized, noting that the Russians have 2,000 registered offshore companies in Greek Cyprus.

Most of the funds laundered in the region do not come from the narcotics trade, the report claimed.

Turkish Daily News MONDAY, MARCH 3, 1997

HADEP protests imprisonment of former pro-Kurdish deputies

Ankara-Turkish Daily News

■ The pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP), former Democracy Party (DEP) deputies, and a group including relatives of the men imprisoned protested Sunday the arrest and continued detention of former DEP deputies who have been held since March, 1994.

Deputy chief of HADEP, Sedat Yurtdaş, the attorney in the DEP case, Yusuf Alataş, and former Deputies Mahmut Alınak and Mehmet Emin Sever addressed people gathered in front of the Ankara Central Closed Prison, where the former deputies, including the Kurdish activist Leyla Zana, are being held.

The group left flowers at the prison gate for those imprisoned. Plain-clothes and uniformed policemen were on duty in front of the prison when the protesters arrived. Addressing the group, Yurtdaş, Alataş and

Sever stressed the urgent need for a democratic approach to the Kurdish issue and emphasized the harm which "gangs" have brought to the region, referring to the many mysterious killings and political assassinations being committed in southeastern Anatolia.

"You have the right to establish murder gangs, and kill people using the power of the state. However, you do not have right to be involved in politics for the sake of the people," said Alınak.

Immediately following Parliament's March 2, 1994 decision to lift the immunity of the first pro-Kurdish parliamentarians, Şırnak Deputy Orhan Doğan and Diyarbakır Deputy Hatip Dicle were arrested. Later, all DEP deputies and independent Mahmut Alınak were arrested.

The men were interrogated by the Security Department and, after a long judicial process which sparked much discussion and criticism, four of the deputies — Leyla Zana, Hatip



Dicle, Selim Sadak and Orhan Doğan — were sentenced to 15 years behind bars. The DEP case is now in the European Court of Human Rights.

DEP was the first pro-Kurdish party which managed to work its way into Turkish Parliament. After the party was terminated with a Constitutional Court decision, HADEP was established. HADEP is now facing a trial regarding the party's closure is because of an



incident in which the Turkish flag was pulled down during the party's second congress, and replaced by a giant portrait of the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Murat Bozlak, the head of HADEP, remains in Ankara Elmadağ Prison with other leading party figures. The prosecutor is calling for a 20-year sentence for him under the Anti-terror Law "for running an illegal organization."

Turkish Daily News MONDAY, MARCH 3, 1997

GAP already helping to boost economy in Southeast

The \$32 billion project, which will be completed in 2010, comprises of 22 dams for irrigation, 19 of which have hydroelectric power plants, producing when completed over 27 billion KWH of energy

Ankara-Turkish Daily News

■ A total of \$ 12.5 billion has been spent up until now on the Southeastern Anatolia Project (GAP), the "biggest project in the history of the Turkish Republic," to use President Süleyman Demirel's words, the Anatolia news agency reported. The \$32 billion project, which will be completed in 2010, comprises of 22 dams for irrigation, 19 of which have hydroelectric power plants, producing when completed over 27 billion KWH of energy.

The Ataturk dam, which forms

the heart of the project, will also be used for fish farming. Gülabi Polat, regional director of the State Waterworks Authority (DSİ), said that the dam had the capacity to farm 20 million fish a year, and that residents, whose land was expropriated during the construction of the dam, would gain income from fishing.

The two irrigation tunnels of the project, each of which is 26.4 kilometers long, are the longest in the world, and will provide water to 1.7 million hectares of agricultural land. The network of irrigation has also led to an increase in the price of land. At present, an acre of land is sold for approximately \$2,000, in a place where no one was willing to buy land three years ago.

The 63 kinds of agricultural and animal produce of the region will be exported to 55 countries, primarily European and the Middle East

countries, through the international airport to be built in Şanlıurfa.

The project will also be influential on agriculture-based industrial activities in the region. Forty-four factories in Şanlıurfa have already started pro-

duction, while the construction of 43 others are currently underway. Twenty-two are on the drawing board.

Erkan Alemdaroğlu, regional development director of the project, said on Sunday that once GAP is implemented, the income of the region would increase 4.5 times.

Alemdaroglu explained that research they carried out entitled "The Economic Contribution of the GAP Irrigation Scheme to Agricultural Production in the Region," estimated regional income — \$ 800 million in 1985 and \$2.2 billion in 1995 — to reach \$3.1 billion by the year 2000, \$ 4.7 billion in 2005 and \$ 6.6 billion in 2010.

Alemdaroglu, noting that Turkey currently has agricultural production worth \$16 billion, underlined that the commissioning of GAP would contribute to a great extent.

Şanlıurfa Governor Şahabettin Harput said that 300,000 tons of cotton was produced in Şanlıurfa and Harran Plains in 1996. Noting that the cotton produced on these two plains constitutes one third of the total production in Turkey, the governor noted that it provides an income of approximately \$115 million.

Turkish Daily News MONDAY, MARCH 3, 1997

Iranian gas deal in full swing

The Tebriz-Erzurum leg will link the eastern city to the Iranian-Turkmenistani gas grid by mid-1998; Ankara to be connected by 1999

Ankara- Turkish Daily News

■ The state-owned pipeline company BOTAS is to announce the winning bid for the Turkish leg of the Iranian natural gas pipeline project by the end of this month, the Anatolia news agency reported. Actual construction will start by April of this year to be completed by mid-1998.

The pipeline project is part of a multi-billion dollar deal Turkey signed with Iran earlier in 1996 to meet increasing domestic energy demand. As part of a much grander scheme, Ankara aspires to become the re-export center for Middle Eastern and Central Asian natural gas and oil.

However, since Iran's production is only just enough to meet domestic demand, only Turkmenistani gas will reach Turkey until the year 2001 or 2002. There is an existing pipeline between Turkmenistan and Iran, and so up to 11 billion cubic meters of Turkmenistani gas can reach Turkey every year when the Iran-Turkey leg of the pipeline is completed.

Although Iranian natural gas reserves are second only to Russian reserves, Iran's production technology needs serious upgrading before it can begin exporting,

said BOTAS President Mustafa Murathan. Iran is currently pumping about half of its total gas production back into its oil wells to keep up its oil production.

The Tebriz-Erzurum leg of the pipeline, to be completed by mid-1998, will link the eastern city of Erzurum to the Iranian-Turkmenistani gas grid with Ankara being will be connected by 1999. Iran has already started the construction its own leg of the pipeline which will run from the northern town of Tebriz to the Turkish border.

Rapidly-growing domestic demand and lucrative re-export opportunities to Western markets provide strong incentives for Ankara to expand its natural gas imports. Geographic proximity to major producers of the commodity place Turkey at the cutting edge of the market.

Currently, Turkey imports around 10 billion cubic meters of gas every year from Russia and Algeria. An agreement has been reached with Russia to double the capacity of the existing pipeline passing through the Balkans and the construction of a new so-called "eastern" pipeline for Russian gas has also been agreed upon.

When the Balkan and eastern pipeline projects are completed, Turkey will have more than quadrupled its current imports from Russia.

However, Ankara does not want to rely completely on its northern neighbor for such a vital source of energy and is therefore searching for alternative suppliers. Therefore the Iranian deal is important for Ankara to keep its energy import options open.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, MARCH 3, 1997

Erbakan Plays Down Coup Danger in Turkey

Islamist Leader Denies Rift With Army

Agence France-Presse

ANKARA — Prime Minister Necmettin Erbakan of Turkey attempted Sunday to calm fears of a coup, denying any rift between the political leaders of his party and the military, which has ordered the government to crack down on Islamic militants.

Mr. Erbakan said there was no "divergence of views" between the governing coalition, led by his pro-Islamic Welfare Party, and the influential armed forces, the self-styled defenders of modern Turkey's secular tradition.

The prime minister's comments followed a marathon meeting of the National Security Council on Saturday at which the army is believed to have given Mr. Erbakan a last chance to rein in Islamists who have outraged secular opinion with a series of provocative rallies and pro-Islamic measures.

According to press reports Sunday, the military handed Mr. Erbakan a 20-point list of measures aimed at halting creeping Islamic influence in Turkey and thwarting alleged Iranian efforts to destabilize the Turkish government.

The plan included a ban on propaganda on pro-Islamic television and radio, tighter restrictions on religious dress and measures to prevent Muslim militants from entering the state administration.

The military also demanded a strict application of eight laws upholding the secular principles of Turkey's constitution and the closure of Koranic teaching institutions that are controlled by

fundamentalists.

But Mr. Erbakan, speaking before a party meeting, denied there was a split with the military: "The commanders in chief of the Turkish Army, the governing coalition partners and the president of the republic are in perfect harmony."

"If you read the statement carefully, you will see that there was a total convergence of views of all the members on the preservation of peace and calm in the country," Mr. Erbakan said, dismissing media reports of the meeting as "chattering."

President Suleyman Demirel warned Mr. Erbakan last week that he would accept no deviation from the country's secular tradition, fueling speculation that the military was losing patience.

■ Military Warns Prime Minister

Stephen Kinzer of *The New York Times* reported earlier:

A terse statement released Saturday after the National Security Council meeting, although issued in the name of all participants, constituted an extraordinary public warning by the military to Mr. Erbakan's government.

The statement said the council had decided that "no steps away from the contemporary values of the Turkish Republic" would be tolerated.

"It has been decided that destructive and separatist groups are seeking to weaken our democracy and legal system by blurring the distinction between the secular and the anti-secular," it said. "It has been decided that in Turkey, sec-

ularism is not only a form of government but a way of life and the guarantee of democracy and social peace.

"It has been decided that it is impossible to step back from our understanding of the social and legal principles which form the structural core of the state, and that out-of-date measures which are taken without regard for these principles do not coincide with our legal system."

The statement also said that since Turkey is campaigning to become a member of the European Union, "it is necessary to end all speculation which may lead to suspicions about our democracy and damage Turkey's image and prestige abroad."

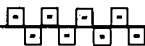
Since Mr. Erbakan took office in June, his government has taken steps that, while mainly symbolic, have conflicted with Turkey's image as a bastion of secularism.

Mr. Erbakan and some of his leading advisers have encouraged young people to attend religious academies, sought to permit religious observances in government buildings and military bases, and advocated the construction of large mosques in areas of Istanbul and Ankara that are known as centers of secularism.

After the National Security Council session, political leaders said they presumed that Mr. Erbakan would now take a more moderate line.

The meeting was held after several days of reports in the press quoting unnamed military officers expressing deep displeasure with the government. Speculation that the military would carry out a coup, as it has done three times since 1960, has been intense.

But military commanders have given no sign that they want to stage a coup. Such a move would probably devastate Turkey's image in the world and force the military to govern the country, a task for which it has no apparent appetite.



• Libération - lundi, 3 mars 1997 • Libération - lundi, 3 mars 1997

L'armée met le holà en Turquie

Une vingtaine de mesures pour contrer la poussée islamiste.

Gardiennne traditionnelle de la laïcité républicaine, l'armée turque a dicté à la coalition islamo-conservatrice au pou-

voir une vingtaine de mesures très strictes, destinées à mettre un coup d'arrêt à la montée de l'islamisme. Ces dispositions, rendues publiques hier dans la presse mais décidées vendredi lors de la réunion du Conseil national de sécurité, instance regroupant les hauts dirigeants civils et militaires du pays, représentent un ultime avertissement au Premier ministre et leader du Refah (Parti de la prospérité, islamiste), Necmettin Erbakan, bien que ce der-

nier en minimise la portée. Pour garantir une laïcité à leurs yeux en danger, les militaires exigent une application plus stricte de lois déjà existantes mais qui n'étaient plus entièrement respectées.

Parmi ces dernières figurent l'interdiction du port de costumes islamiques, la prééminence du mariage civil sur le mariage religieux et l'interdiction de toute politisation de la religion. Les militaires annoncent aussi la mise sous étroite

surveillance des chaînes de télévision et des radios islamistes — où toute propagande pro-charia (loi coranique) sera interdite —, et des organisations financières contrôlées par les confréries religieuses. D'autres mesures visent à prévenir l'infiltration de militants fondamentalistes dans l'appareil de l'Etat. Les militaires s'attaquent aussi aux écoles religieuses destinées à former des imams qui se sont multipliées depuis une décennie; une

partie d'entre elles seront transformées en écoles professionnelles. Enfin, les chefs de l'armée réclament un contrôle strict de la vente de fusils à pompe et l'établissement d'une liste des possesseurs de ces armes. La

vente de ces armes a enregistré une augmentation ces derniers mois. L'opposition y a vu une volonté de «s'armer» de la part des militants du Refah. «Nous sommes parvenus à notre objectif. Nous allons surveiller l'application de ces me-

sures. Nous avons fait ce que le Parlement aurait dû faire», a déclaré un chef militaire de haut rang cité par un éditorialiste du quotidien à grand tirage *Hürriyet*. Pour dédramatiser et sauver la face, Nec-

mettin Erbakan a pour sa part estimé dimanche que les commandants en chef de l'armée, les partenaires de son gouvernement de coalition et le président de la République se trouvaient «en toute harmonie» ● (D'après AFP)

Turkish Daily News TUESDAY, MARCH 4, 1997

Defiant Erbakan says government supreme

Ice: Leftist opposition parties embrace MGK roster on secularism, tell Islamist leader 'take it or leave it'

Ankara-TDN Parliament Bureau

■ Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan who was handed an ultimatum by the powerful National Security Council MGK to toe the line on secularism, on Monday refuted the military's right to impose legislation, saying that right belongs to the government.

But the leftist opposition leaders Erbakan visited in a publicized bid to defuse the heightened tensions, refused to provide the sought support, calling him to resign if he still had qualms about secularism.

In his confrontation with the military, the leader of the Welfare Party (RP) will apparently have also to guard his rear. For as Erbakan sought a way out of the terms the MGK wants him to sign, Defense Minister Turhan Tayan, a senior politician of the junior coalition partner True Path Party (DYP), pointedly told a delegation of visiting teachers that Turkey owed its progress to secularism and other (West-oriented) reforms introduced by Kemal Atatürk, the founder of the Turkish Republic.

Erbakan's meetings with opposition leaders, to be continued on Tuesday, was seen as an attempt to soften the controversies over his Islamist-led government's prac-

tices which culminated in a stern warning from the military.

In a marathon nine-hour meeting which lasted into early Saturday, the military-dominated MGK warned the Islamist leader about what it saw as a dangerous stray from the course set by Atatürk.

After an unaccustomedly-sharp communique, the top military brass requested Erbakan to sign a 20-point list of commitments,

mostly concerning measures to protect the state's secular system.

What came as seemingly most unpalatable for the Islamist leader was a required agreement to the limitation of the numbers of mushrooming clerical schools, the legislation of a substitute law for an abrogated ordinance banning the establishment of religion-based parties or associations, the banning of recently-proscribed Muslim sects and orders, limitation of financial support to the RP from Islamist associations abroad, and a close scrutiny of the burgeoning Islamist business empires rapidly becoming a solid prop for Erbakan's party.

Erbakan, who vainly tried to persuade the military in the MGK meeting to dilute the list of "recommendations to the government", refused to sign the terms he was presented with.

The Turkish government traditionally endorses the decisions taken by the MGK, a liaison platform for top state, government and military officials.

The MGK resolutions dimmed the recently escalating military anger over a series of remarks from Islamist politicians and mayors that challenged the country's deep-seated secularist traditions. Earlier this month the military paraded a column of tanks through an Ankara suburb after

an anti-Israeli rally turned into a fundamentalist demonstration. The Iranian ambassador and two consuls who backed the demo were expelled, triggering a response in kind from Tehran.

Following the two-hour meeting with the Democratic Left Party (DSP) leader Bülent Ecevit, Erbakan cautioned against attitudes "which cast doubt on Turkey's democratic system", arguing that "artificial crises can bring nothing but harm to the country."

"The MGK cannot issue orders and say 'legislate this and that'; it can only put forth its thoughts and the government has the say and power over them. The government takes that power from the Parliament. The nation is the source for that power. This is what democracy is. Acts which overshadow this mechanism serves nobody."

The Islamist leader repeated his arguments that secularism should not be interpreted as hostility towards religion and he said his party had identical views with all the other parties on that as well as the sanctity of human rights.

Erbakan also called against "exaggeration of certain isolated incidents and limitation of human rights on that pretext."

Vexed by the reporters focus on the MGK decisions, Erbakan called on them to "please the nation, not your bosses."

Contrary to the media reports of the 20-point set of recommendations, the Islamist leader said the government had not been submitted such a list.

Ecevit: 'Either come to terms with secularism or quit'

Following the meeting, which lasted nearly two hours, Ecevit reminded the press that Erbakan had said he was open to a dialogue and a compromise with the opposition, especially the DSP, on all issues. He said that Erbakan had not suggested a compromise on any specific issue and that this merely meant that Erbakan was seeking support.

Ecevit rejected Erbakan's contention that there were no big differences between them. He stressed that they had serious differences of view regarding the country's regime. Ecevit told the press that during the meeting he had told Erbakan that it was not possible to govern the country

while being at loggerheads with the state. He said that with the word "state" he definitely did not mean only the MGK. He said that "state" was a concept which also entailed the government, Parliament, the presidency, the judiciary and the opposition. He said, "The 'We are the government so we can do anything we like,' mentality would create very serious problems."

Ecevit said that what was expected of the country was taking serious steps. He stressed that the RP should, before anything else, change its mentality. He said, "Either you (Erbakan and the RP) must come to terms with this state, with all its fundamental elements starting with secularism and democracy, or if, at this stage, you are not capable of doing that, you must step down from the government."

Ecevit said that Erbakan seemed to believe that certain circles wanted no person left in Turkey who was a believer. He stressed that this was not true, that in no other Islamic country was the freedom of belief and worship as extensive as in Turkey. Referring to Erbakan's complaints about the "objections to mosque building," Ecevit stressed that this complaint did not reflect the reality either.

Ecevit said that the democratic regime went through restoration periods from time to time. Now it was in a similar period. In the past, restoration was achieved by suspending democracy. But this time, suspension of democracy was out of the question. Ecevit stressed that this opportunity should be put to good use. He said that the responsibility fell on the government, especially on the RP, to ensure that restoration is achieved without democracy being suspended. He said that the RP should fully come to terms with secularism. The RP's attitudes against that were causing uneasiness.

Ecevit said that the DSP's position regarding military coups was no secret and that there would be no change in that position. He said that they wanted the country to enter the restoration process without any shadow being cast on the regime. He noted that in the past they had put their proposals regarding alternatives to the RP-DYP coalition on the country's agenda. He stressed that they considered Parliament as the place where all these problems should be solved.

• Libération - mardi, 4 mars 1997 • Libération - mardi, 4 mars 1997

Livre. Ecartelés entre cinq pays, otages ou instruments de l'Occident et désunis.

Maudit comme un Kurde

Chris Kutschera: «Le défi kurde ou le rêve fou de l'Indépendance», Bayard Editions, 300 pp., 160F.

Les Kurdes n'ont jamais été évoqués par leurs ennemis iraniens, irakiens et turcs, qu'affublés des qualificatifs de «kofars» (infidèles), de «Kuyruklu Kurt», («Kurde à queue»), de «hors la loi», et de «terroristes»! Ces poncifs ont bien souvent accompagné des exécutions, voire des massacres. Depuis plus de

vingt ans, armés à la main, les Kurdes tentent de réparer ce déni et avoir droit de cité. C'est ce combat, ponctué d'exodes, de massacres et d'affrontements fratricides que retrace Chris Kutschera, à qui l'on doit un précédent travail intitulé *le Mouvement national kurde*. En l'absence de statistiques précises, on estime le nombre des Kurdes à un peu plus de 27 millions, répartis entre la Turquie (15 millions), l'Iran (6 millions), l'Irak (4 millions), la Syrie (1,5 millions) et

l'ex-URSS (500 000). Or, en dépit de leur nombre, relève l'auteur, les Kurdes «demeurent un peuple sans patrie, une nation sans Etat». L'auteur focalise son approche sur le Kurdistan d'Irak, d'Iran et de Turquie, les trois foyers politiques les plus chauds.

Dès le XIXe siècle, le souci majeur des Kurdes a été de transformer leur sentiment identitaire en conscience politique. Dans ces trois pays, à quelques nuances près, les féodaux et l'intelligentsia jouent, tant bien que mal, le rôle de leviers. L'émergence des partis politiques, coiffés par des figures tutélaires issues des clans Barzani, Talabani, etc., si elle dote la cause kurde d'une visibilité politique, finit toutefois par consacrer une culture politique féodale fondée sur l'esprit tribal; ce qui fait dire à Chris Kutschera que «la société kurde a été altérée par la dictature, il est vrai, mais ce n'est pas tout: les mouvements de lutte armée ne sont pas des pépinières de démocratie».

Ce n'est pas l'unique écueil: le jeu de bascule des obédiences et des alliances, qui a conduit certains chefs kurdes à se jeter dans les bras de leurs bourreaux, en offre un autre exemple. Ainsi, lors de l'invasion du Kurdistan irakien par l'armée de Saddam, le 28 mars

1991, «alors que des milliers de leurs meurent de froid dans la neige, on voit sur les écrans de télévision Jelial Talabani et trois autres chefs kurdes embrasser Saddam à Bagdad!» Il a fallu des tragédies comme Halabja, que l'aviation irakienne bombardait aux gaz mortels, ou les multiples battues de l'armée turque ou iranienne, pour que la communauté internationale découvre le calvaire du peuple kurde. La solidarité des Etats occidentaux, mâtinée de cynisme et affichée dans la foulée de leur propre expédition contre Saddam, si elle a réussi à arracher les Kurdes à la furie génocidaire de Saddam, n'a jamais pu les protéger de la main de fer des militaires en Turquie et des mollahs en Iran. Pour l'auteur, «chaque recul de la communauté internationale, chaque refus de prendre en considération le dossier kurde ne le rend que plus explosif: il est vrai que pour commencer à le résoudre, il faut au moins imposer aux Etats de la région, en commençant par la Turquie et l'Irak, une solution véritablement démocratique, dans le cadre d'un système fédéral. Sinon, il faut trancher... dans les frontières!» Cet ouvrage offre une bonne synthèse sur une question qualifiée par Danielle Mitterrand dans sa préface de «plaie ouverte».

MAATI KABBAL

• Libération - mardi, 4 mars 1997 • Libération - mardi, 4 mars 1997

ARTE, 21H45. Soirée thématique consacrée à l'écrivain turc d'origine kurde, avec un film et deux documentaires

Ode à Yachar Kemal, troubadour d'Anatolie

En Turquie, Yachar Kemal est immensément célèbre: une statue de lui orne la promenade du bord de mer à Istanbul et un monument a été érigé en son honneur dans son village natal, en Anatolie du sud. Le héros de ses premiers livres, *Memed le mince*, bandit au grand cœur et ennemi des despotes féodaux de la campagne, est un mythe national, certaines de ses histoires, puisées dans le réservoir des récits populaires, alimentent l'imaginaire collectif, et grâce à lui, la langue turque s'est étonnamment revivifiée.

En mars dernier toutefois, Yachar Kemal était condamné à vingt mois de prison avec sursis pour propagande séparatiste en faveur des Kurdes. Lui-même d'origine kurde, celui qui se dit «le plus kurde des écrivains turcs ou le plus turc des écrivains kurdes» est devenu le symbole de la défense d'un peuple opprimé par Ankara, mais sa renommée, nationale et internationale, n'a

Yachar Kemal se dit «le plus kurde des écrivains turcs ou le plus turc des écrivains kurdes».

pas suffi. Situation paradoxale: à la fois admiré et persécuté, plusieurs fois emprisonné, menacé de mort, Yachar Kemal, pour la deuxième fois de sa vie, s'est provisoirement exilé en Suède, où il a déjà vécu un temps après le putsch militaire de 1980.

Ce n'est pas un hasard si cette soirée Arte est une initiative allemande: les Turcs - et les Kurdes - ne forment-ils pas la plus forte minorité immigrée en Allemagne? Due à Ute Casper, elle s'organise autour de l'adaptation d'un des romans de Yachar Kemal, *Terre de fer, ciel de cuivre*, film germano-turc de Zülfü Livaneli qu'encadrent deux documentaires.

Le premier, signé Osman Okkan, cerne de manière efficace, grâce à des photos d'archives, des films d'amateur et des témoignages, la personnalité hors du commun de Yachar Kemal, fils de paysan ayant assisté à quatre ans à l'assassinat de son père par son demi-frère, barde nomade dès l'adolescence, faisant tous les métiers avant de débiter une carrière de journaliste à Istanbul.

Le film insiste sur les engagements politiques de l'écrivain, communiste dans sa jeunesse, puis porte-parole adulé du petit peuple des campagnes et des villes, militant écologiste farouche, appelant à la résistance contre tous les obscurantismes. Le second documentaire, de Merlyn Solakhan et Manfred Blank, s'attarde sur l'enracinement de Yachar Kemal dans la plaine de la Tchoukourova, en Anatolie, petite contrée filmée ici avec beaucoup d'amour et de nostalgie: c'est là qu'il vécut enfant et que se situent la plupart de ses épopées. Selon l'écrivain, toute la mémoire du monde gît là: certains récits populaires, qu'hommes et femmes chantent encore, ne reprennent-ils pas des fragments d'Homère et de la légende de Gilgamesh? Bien que pessimiste sur l'avenir, Kemal a trouvé dans cette tradition élogiaque une forme de résistance à la tyrannie et la source de sa propre énergie, véritablement impressionnante. Tant que l'homme a le pouvoir de créer du récit, dit-il, il survivra: c'est ce qu'il appelle l'«herbe de l'éternité».

ANTOINE DE GAUDEMAR

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, MARCH 4, 1997



Fatih Saribas/Reuters

Turkish women singing marching songs and chanting slogans against the Islamist-led ruling coalition in a demonstration in Istanbul's central Taksim Square on Monday.

Secularist Turks Take to Streets

Anti-Islamist Protests Put More Pressure on Erbakan

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Turkey's secularist majority joined ranks on Monday with the pro-Western army in an assault on Prime Minister Necmettin Erbakan's Islamist ambitions.

Several thousand anti-Islamist demonstrators took to the streets of Istanbul and a former prime minister and leftist leader, Bulent Ecevit, warned Mr. Erbakan to respect democracy and toe the official secularist line.

"I told him that if he can't do that, then he should leave the government," Mr. Ecevit said at a news conference following a meeting with Mr. Erbakan.

A recent increase in army criticism of the coalition has stirred memories of three military coups in the last 37 years.

But Mr. Erbakan brushed off the generals' latest efforts to influence the running of the country.

"In Turkey governments are formed in Parliament, not in the National Security Council. Laws are made in Parliament," he said.

The military-dominated council warned Mr. Erbakan on Saturday to end a recent surge in religious activism they fear could pave the way to turning Turkey, a member of the North Atlantic Treaty Organization, into an Islamist state.

The army action plan, published by newspapers, includes a ban on propaganda on pro-Islamic tele-

vision and radio, tighter restrictions on religious dress and measures to prevent Islamist radicals from entering the state administration.

The military is also demanding strict surveillance of financial organizations controlled by religious fraternities and firm controls on the purchase of pump-action shotguns, the sales of which have surged in recent months, allegedly to pro-Islamic radicals.

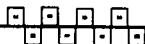
Turkish stocks dived 5.58 percent on Monday on the political uncertainty.

"An easing in political tension is needed," said Mustafa Yilmaz, a broker. "Newspapers full of pictures of army generals negatively affect the market." A prominent member of Mr. Erbakan's Welfare Party called for the government to heed the army warning.

"Welfare should take steps to smooth this out," the newspaper *Yeni Yuzyil* quoted Aydin Menderes, a member of Parliament, as saying. Mr. Menderes's father, Adnan, was executed after a 1960 coup that deposed him as prime minister.

Mr. Erbakan, 70, became modern Turkey's first Islamist leader last year in alliance with conservatives after narrowly winning general elections with 21 percent of the vote.

Many secularists say he has no mandate to raise the profile of Islam in public life, one of Turkey's most sensitive issues. (Reuters, AFP)



•Le Monde - mardi, 4 mars 1997 •Le Monde - mardi, 4 mars 1997

Yachar Kemal, conteur et imprécateur

Arte rend hommage au barde de Cilicie, romancier et défenseur des droits des Kurdes, à travers deux documentaires et un long-métrage adapté de l'un de ses romans

UNE FOIS ENCORE, à soixante-treize ans, le romancier Yachar Kemal a dû choisir l'exil. En novembre dernier, il s'est réfugié en Suède, après avoir été condamné à vingt-trois mois d'emprisonnement avec sursis par la Cour de sûreté de l'Etat turc pour avoir écrit un article dénonçant la répression contre les Kurdes. Comme à chaque exil, à chaque emprisonnement (il a connu la prison pour la première fois à l'âge de dix-sept ans), sa condamnation est devenue celle de ses juges. Chaque tentative de le faire taire n'a conduit qu'à donner plus de portée à une voix désormais intouchable, juchée sur une œuvre romanesque incontestée, qui lie, plus intimement que toute économie, la Turquie au monde.

Yachar Kemal est sans doute l'un des derniers grands écrivains combattants de notre continent. Figure littéraire et politique à qui les dénis répétés de démocratie en Turquie ont conféré vocation d'imprécateur, l'auteur de *Memed le Mince* enjambe d'un pas assuré le temps. Le romancier prend appui sur l'ère féodale, sur un monde paysan clos qu'arpentent les baladins porteurs d'un imaginaire immémorial et d'une actualité vagabonde. Le politique s'est installé dans la cité moderne, au cœur de la vie politique d'un pays qui ne s'est pas encore totalement décidé à changer de siècle.

Kurde de naissance, Turc de nationalité, Anatolien d'esprit, Yachar Kemal voit sa Cilicie natale



comme un lieu de circulation et d'échanges où, depuis les Hittites, se sont croisés et affrontés les peuples. Après avoir collecté leurs récits, il leur a donné sa voix, inimitable. Il s'est fait le barde des victimes de l'ignorance, de l'intolérance et de la cupidité. Puis il est parti à la recherche des causes réelles de l'oppression. En journaliste d'abord, qui pointe les effroyables conditions d'existence du petit peuple. En politique enfin, au Parti ouvrier de Turquie, dont il dirigera la propagande jusqu'à son interdiction en 1971. Il ne se départira jamais de ses convictions socialistes.

Yachar Kemal a mené une vie à la mesure de ses personnages. Emporté, parfois malgré lui, dans une suite d'actions extraordinaires que relate, fidèlement mais sans grande inspiration, le documentaire d'Osman Okkan, il lui a donné la forme d'une épopée contemporaine. Cet inventeur d'histoires est aussi sujet exemplaire de l'Histoire. Sans avoir jamais renoncé à tenter d'en modifier le cours, à en devenir l'auteur. D'où son influence, et la reconnaissance que lui vouent les Anatoliens. Eclairantes sont les images de la vénération qu'il inspire, comme l'enthousiasme que

déchaîne son retour dans sa ville natale pour son soixante-dixième anniversaire, le respect de ceux qui viennent le consulter comme un sage, et comme un politique à qui le littéraire a conféré une puissance qui échappe aux politiques.

On sera attentif à la voix de Yachar Kemal. Elle aussi parle. Généreuse et grave, égale, habituée à se poser au-dessus du tumulte quotidien ; forgée dans des luttes où la personne s'efface derrière le discours, elle exprime l'assurance d'un juste, d'un homme habitué, sans fausse modestie, à dire et prédire : « L'Homme en soi représente une énergie, une force. La vie est un acte de volonté, et la créativité de l'Homme est une force encore supérieure, sa plus grande force de résistance. De la même manière qu'il se bat sans cesse contre la nature et lutte avec sa conscience contre l'injustice sociale, il résiste à l'oppression et l'art est son arme capitale. Si ce système injuste, cette oppression par les forces réactionnaires, perdure en Turquie, tout le pays se révoltera contre cet état de choses. Les créateurs, les artistes et les intellectuels résisteront. Tout comme le peuple kurde se révolte aujourd'hui, le peuple turc entrera en résistance demain. »

Jean-Louis Perrier

★ « Théma » : Yachar Kemal, honneurs et persécution. Un écrivain turc et son pays. Arte, mardi 4 mars, de 21 h 40 à 0 h 50.

•Le Monde - mardi, 4 mars 1997 •Le Monde - mardi, 4 mars 1997

Les militaires turcs mettent le gouvernement islamiste sous surveillance

Vingt mesures pour garantir la laïcité de l'Etat

ISTANBUL

de notre correspondante

La réunion-marathon du Conseil national de sécurité (MGK) qui s'est tenue le 28 février, réaffirmant le ferme attachement de la République au principe de la laïcité, aurait dû mettre fin à la tension qui règne depuis plusieurs semaines en Turquie. En fait, le communiqué de cette institution toute-puissante, qui réunit les autorités civiles et

militaires du pays, et surtout les vingt mesures - révélées par la presse - qu'il préconise pour bloquer la montée de l'islamisme politique n'ont fait que relancer la controverse.

Le MGK exige des ajustements légaux pour lutter contre ceux qui menacent la laïcité, ainsi qu'une stricte interprétation des lois existantes, notamment celles qui interdisent le port de vêtements reli-

gieux ou du turban. Les confréries religieuses, la presse islamique seront mises sous surveillance ; les écoles coraniques devront être placées sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale. Des amendements légaux sont également prévus pour empêcher l'infiltration de cadres islamistes dans la fonction publique. La mise en place d'un mécanisme permettant de vérifier la bonne application de ces mesures, dans un délai de deux mois, est prévue dans le cadre du conseil national de sécurité.

Les recommandations du MGK sont généralement entérinées

presque automatiquement par le gouvernement, mais la presse turque affirme que le premier ministre, Necmettin Erbakan, hésite à apposer sa signature sur le document détaillant ces mesures, qui visent en fait son propre électorat et devraient être soumises au conseil des ministres, lors de sa prochaine réunion.

UNE « HARMONIE » CONTESTÉE

Le premier ministre et Tansu Ciller, sa partenaire au sein de la coalition, ont tenté de minimiser le sérieux de la situation. « *Que personne n'attende de coup d'Etat* »,

a déclaré M^{me} Ciller. De son côté, M. Erbakan a affirmé aux membres de son Parti de la prospérité que le gouvernement et l'armée étaient « en parfaite harmonie ».

Cette affirmation a été immédiatement contredite par un communiqué écrit du secrétaire général de l'état-major, le général Erol Ozkanak, qui, annonçant que « le conseil ne peut être en harmonie qu'avec ceux qui suivent la ligne d'Ataturk et croient du fond du cœur à ses principes », a révélé à la fois l'étendue de la méfiance des militaires à l'égard du premier ministre et l'emprise que l'armée a désormais re-

gagnée sur le processus politique en Turquie.

Nicole Pope

■ Le premier ministre Alain Juppé a souhaité, samedi 1^{er} mars, que « la Turquie poursuive son chemin vers l'Europe, car elle a toute sa place dans la famille européenne ». Lors d'une réunion à Matignon de l'Union démocratique européenne (UDE), il a encore souhaité que la Turquie « consolide la démocratie », mais il s'est refusé à commenter la situation politique actuelle à Ankara.

turkish daily news

Wednesday, March 5, 1997

Crisis with Iran

Turbulent but uninterrupted ties

SEMİH D. İDİZ

Ankara - Turkish Daily News

There is really one way to describe Turkey's relations with Iran since that country's Islamic revolution in 1979, and that is "turbulent but uninterrupted."

The latest crisis, which has now resulted in the ambassadors, along with consul generals, on both sides being expelled or withdrawn, clearly demonstrates the extent to which ties between Ankara and Tehran can sour.

But this latest crisis is not unique in that this proverbial film has been seen before in Turkish-Iranian ties.

The unchanging heart of the problem between the two countries remains the fact that while both are predominantly Islamic — albeit from radically different wings of Islam — one is religiously secular, while the other is unbendingly committed to the Islamic Shariah Law, which governs every aspect of its citizens' lives.

In this sense, even at the best of times in bilateral ties, there has been an undercurrent of tension between the two capitals, a sort of Cold War along the secular-Shariah fault line. In other words there is a "clash of civilizations" between the two countries, which inevitably works its way into their bilateral ties.

This does not mean that the two countries have not had problems based on non-religious considerations. There has in fact been no shortage of these also, mostly centered on the "security issue," with Ankara complaining bitterly that Tehran is aiding and abetting separatist Kurdish militants in Turkey

and using them as leverage against this country.

But the main bone of contention for Turkey's secular establishment has been the alleged undercover activities by Iran aimed at promoting Islam as a political order in Turkey. Activities which the Turkish side has claimed on numerous occasions go as far as accomplished or attempted political assassinations of Turkish champions of secularism.

This leads one to the main point which has complicated these ties between Ankara and Tehran. Namely, the fact that while Turkey is staunchly secular, it also has a resurgent political Islam, elements of which look to Iran as a model and for assistance.

Iran's Islamic system, however, has been enforced so firmly and with such rigid sanctions that there is no possibility for any advancement for those believing in a secular lifestyle, and therefore for anyone in that country to emulate Turkey or take it as a model.

In other words, Turkey is a working democracy which also has no means in the end of preventing the resurgence of some form of political Islam, while Iran is a theocracy which tolerates nothing except what is in the Holy Koran.

In this sense the direction of the influence that the two countries try to exert on each others' societies has basically been one way, with Iran having the capacity to make more headway in Turkey — due to the Islamists in this country — than Turkey has in Iran, where any outward appeal to secularism would not be tolerated.

In fact it can be argued that the loathing the secular establishment in Turkey has for Iran's system is more than matched by Iran's loathing, as well as deep-rooted fear, of the model that Turkey poses

as a predominantly Islamic yet secular country.

Hence the reason why one will never catch any visiting Iranian dignitary, be it a president, prime minister or otherwise, paying their respects to the founder of secular Turkey, Mustafa Kemal Atatürk, by visiting his Mausoleum in Ankara.

If they do, on the other hand, as some medium level officials have had to do on very rare occasions for the sake of appeasement, this is purely due to political "force majeure." As it is, this particular point has been a continuing bone of contention with secular elements in Turkey, whose powerful media organs have on numerous occasions blasted at their own successive governments for allowing such "impudence." It would not, under normal circumstances, be strange for Turkish high officials visiting Tehran to pay their respects and even to pray at the graveside of Ayatollah Khomeini, because the respect this signifies toward that nation would be understood generally as a "diplomatic necessity."

But if today Turkish officials do not visit Khomeini's grave, this is purely on the basis of "reciprocity," a kind of countering a sign of what is considered to be "disrespect" in similar fashion.

And when Turkish officials do visit Khomeini's grave it is a reflection of personal preference, and not of official policy, which is as clearly set as the Iranian refusal to visit Atatürk's Mausoleum.

It is in fact this "revolutionary commitment" to their world view by the Iranian side that has on more occasions than not been at the root of the problem, according to Turkish analysts. A clear example of this, they say, is the chain of events that lead to the undignified departure in April 1989 of Manuchehr Mottaki, the Iranian ambassador to Ankara. This was in fact almost similar to the way that Ambassador Mohammed Reza Bagheri was forced to leave Ankara just a few weeks ago.

A debate was raging in Turkey in 1989 as to whether girls wearing Islamic headscarves should be allowed into universities. The Higher Education Authority (YOK) had said no and Mottaki, although a foreign envoy, had spoken out against this. Already having attracted attention for his presence at pro-Islamic Welfare Party (RP) rallies around the country, it was not long before Turkish columnists were shouting out "Is this an ambassador or an Islamic militant?"

Eventually Turkey forced Mottaki to leave by a roundabout way, by recalling Ömer Akbel, its ambassador to Tehran at the time, for "consultations." This was a message to Iran to do the same with its own ambassador but with a view to not having him return.

It appeared at the time that relations had hit rock bottom. But just as there is the potential for such high tension between the two countries, there is also the almost tacit understanding on both sides that these ties should still remain "uninterrupted."

This understanding came into play only a few months after Mottaki left, when Ankara used the occasion of the death of Ayatollah Khomeini to "normalize" ties.

Thus it not only sent a state minister to Ayatollah Khomeini's funeral but got Ambassador Akbel to accompany him with a view to remaining in Tehran.

Shortly after this Turkey gave the necessary diplomatic agreement for Ambassador Mohammed Reza Bagheri to come to Ankara. He remained

Chronology of Turkish-Iranian ties

Part - 1 -

1989

APRIL

3- Turkey recalls its ambassador, Ömer Akbel, from Tehran for "consultations" after Iranian Ambassador Manuchehr Mottaki is accused of interfering in domestic affairs by supporting Turkish women who want to wear Islamic headscarves at university.

7- Ambassador Mottaki departs from Turkey in response to Ambassador Akbel's being recalled to Ankara.

JUNE

5- Turkey decides to send State Minister Cemil Çiçek to Iran for the funeral of Ayatollah Khomeini. It also decides that Ambassador Akbel will travel with Çiçek and stay in Tehran as a first step to normalization.

OCTOBER

23- New Iranian President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani says his country is eager to improve its relations with Turkey.

NOVEMBER

17- Ankara agrees to grant acceptance to new Iranian Ambassador: Muhammad Reza Bagheri.

1990

MARCH

1- Turkish Prime Minister Yıldırım Akbulut, on an official visit to Iran, meets with President Hashemi Rafsanjani.

APRIL

14- Ankara calls in Ambassador Mohammed Reza Bagheri and expresses its displeasure over anti-Turkish propaganda and sentiment in Iranian media.

JUNE

12- The Iranian Embassy in Ankara denies reports in a daily paper that the "turban (Islamic headscarf) movement" in eastern Anatolian universities was being backed by the Iranian Consulate in the region.

24- "The Naked Gun," a parody film is censored in Ankara movie theaters after Iran's official protest over a brief segment in the movie which lampoons Ayatollah Rohallah Khomeini.

1991

MARCH

10- Respect for the territorial integrity of states is the main focus of talks with Iranian First Vice-President Hassan Habibi in Ankara.

OCTOBER

22- A Greek Cypriot ship, the Cape Meleas, is seized by Turkey after it is discovered to be carrying rocket launchers, anti-aircraft guns, cannons ammunition, and acid anhydride, none of which are listed in the bill of lading.

26- The Iranian Foreign Ministry summons the Turkish ambassador to Iran to protest the seizing of the Cape Meleas, saying the ships consignment belongs to Iran.

31- Ali Reza Moayeri, an envoy of Iranian President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, meets President Turgut Özal to ask for the Cape Meleas's release. Turkey says it will release the shipload of arms if Tehran can prove it owns them.

1992

MARCH

15- The Iranian Foreign Ministry denies allegations Tehran is supporting the Hizbullah in Turkey.

Tehran's envoy in Ankara until his departure from this country last month in a cloud of controversy and a replication of Mottaki's departure.

The turbulence appeared to have been overcome for the time being as a new ambassador meant a new beginning and these ties were complimented by efforts aimed at increasing bilateral cooperation in areas such as commerce and energy.

Of course the perennial problem of border security, with Turkish accusations of Iranian assistance for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), continued to be a thorn in the side of bilateral ties during Ambassador Bagheri's tenure which ended in February.

Countless security commission meetings over these past seven years, countless promises at the highest levels for security cooperation, invitations by Iran to Turkey to send security officials so they can point to alleged PKK camps in that country, and even the occasional extradition of PKK militants by Teheran to Turkey, have not succeeded in settling this problem which still remains today.

But one can argue that this matter of border security is not the principal destabilizer in Turkish-Iranian ties. This is especially so if one takes the example of Turkey's relations with Syria, which over these past ten years have never come to the point where ambassadors are recalled even though it is common knowledge that the head of the PKK lives in Damascus and enjoys official protection.

The basic secular-Shariah divide was and remains the main stabilizer today. Therefore it was inevitable, given this division, that the "traditional" bones of contention between the two sides should emerge eventually.

Thus for example the Turkish Interior Minister at the time, İsmet Sezgin, did not hold back in February 1993 from saying that an Islamic fundamentalist murder ring with Iranian links had carried out political killings in Turkey.

Despite denials by Tehran this matter was brought up once again by the Turkish Foreign

Minister Hikmet Çetin on meeting with his Iranian counterpart Ali Akbar Velayati in Quetta, Pakistan, shortly after Sezgin's remarks.

With a visible increase in support for the pro-Islamic Welfare Party in Turkey, things again appeared set on a collision course, as the Iranian side did not refrain from displaying its pleasure over this development.

One example was provided when Ambassador Bagheri, accompanied by his consul general in the city, visited Erzurum's newly elected RP Mayor Ersan Gemalmaz in March 1994 as a sign of solidarity.

Then in December 1995 Iran's state-run radio welcomed the success of the Welfare Party in Turkey's general election, saying it was likely to shift secular Ankara toward a pro-Islamic stand.

The fact that Prime Minister Necmettin Erbakan chose Iran as his first major trip abroad in August 1996, shortly after coming to power, appeared to embolden Iran. Tehran took particular delight in the fact that Erbakan insisted on visiting Iran at a time of clear opposition both in Washington and among secular elements in Turkey to this visit.

The four-day visit by Iranian President Rafsanjani to Turkey in December 1996, on the other hand, appeared to indicate to secular ele-

JUNE

8- The Iranian Embassy in Ankara denies involvement in the disappearance of a member of the Iranian People's Mujahideen group in Turkey.

SEPTEMBER

1- Iran protests to Turkey over the reported violation of its airspace by Turkish helicopters chasing separatist rebel Kurds across the border.

11- Turkey's Interior Minister İsmet Sezgin, on a visit to Tehran, vows to rein in Iranian dissidents operating in Turkey and to release the Cape Meleas.

29- The Istanbul State Security Court endorses an appeals court order for the release of the Cape Meleas thus taking the last legal step necessary for the cargo to continue its way to Iran.

OCTOBER

27- Turkish Prime Minister Süleyman Demirel, on a visit to Tehran, meets Iranian President Akbar Hashemi Rafsanjani. The two leaders call for closer cooperation between their countries and say it is better to cooperate in central Asia than to compete for influence.

1993

JANUARY

9- Prime Minister Demirel, during an address to the True Path Party (DYP) parliamentary group, says he sent a personal message to Iranian President Rafsanjani asking Tehran to assist Ankara's efforts to uncover Iranian-linked terrorist activities.

FEBRUARY

4- Interior Minister İsmet Sezgin says an Islamic fundamentalist murder ring with Iranian links carried out three key political killings in Turkey.

5- Iran denies Turkish allegations that it was linked to political murders in Turkey.

6- Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin says in Quetta Pakistan, after meeting Ali Akbar Velayati on the sidelines of an ECO meeting that he had, handed the results of investigations into political killings in Turkey to his Iranian counterpart.

10- President Akbar Hashemi Rafsanjani, in words taken to be aimed at Turkey, denies Muslim radicals trained in Iran carried out political murders in other countries.

NOVEMBER

30- Turkish and Iranian security officials began talks in Ankara on securing their border against drugs, arms smugglers and Kurdish separatists.

DECEMBER

2- Turkey and Iran finish security talks in Ankara by concluding a memorandum of understanding laying down the guidelines for cooperation against terrorism by both countries.

21- Turkey's Deputy Prime Minister Murat Karayalçın refuses to meet visiting Iranian First Vice-President Hassan Habibi because he did not pay his respects to Kemal Atatürk. But Prime Minister Tansu Çiller and Habibi reportedly make progress in their talks on economic and security cooperation.

ments in Turkey that Iran was gloating over the rise of the Islamists in this country.

Anger rose among the secularists when even President Rafsanjani's daughter started referring during this visit to the "auspicious" developments in Turkey, namely the rise of Islamism.

Things came to a head when Ambassador Bagheri on January 31 addressed a "Jerusalem Night" ceremony in Ankara's Sincan district organized by its fundamentalist mayor from the Welfare Party.

Bagheri's laudatory remarks in praise of funda-

mentalism there were the last straw for the secular establishment.

This establishment had already been angered by RP attempts to introduce a blatantly Islamic flavor to public life in Turkey, and was therefore spoiling for a fight.

Bagheri and Bekir Yıldız, the fundamentalist mayor of Sincan, had provided the pretext and set in motion a chain of events that have led to the situation that is being lived through today.

In the meantime matters boiled over when General Çevik Bir, the second in charge of the Turkish armed forces, blasted Iran on Feb. 20 in a speech delivered in Washington, considered by Tehran to be "the den of the great Satan."

General Bir, using the strongest words possible, accused Iran of supporting terrorism in Turkey and of trying to export its Islamic revolution.

The events that followed all this included a show of force with tanks rolling through Sincan, the departure of Bagheri and his Istanbul consul after Ankara asked them to be recalled, the expulsion of Iran's Erzurum consul for remarks he made in this connection, and the retaliatory expulsion of the Turkish ambassador in Tehran, Osman Korutürk, and the Turkish consul in Orumiyeh.

At first glance things could not be worse

between the two countries. There are signs now, however, that the pendulum, having swung in the negative direction, will swing back to the side of normality once again, just as it did before.

President Süleyman Demirel sent a high level envoy to President Akbar Hashemi Rafsanjani over the weekend to explain the need for Iranian officials to be more "careful" of Turkish sensitivities, but also to underscore the importance that Turkey attaches to its relations with Iran.

Trying also to "cool" the crisis President Rafsanjani himself reportedly referred on Monday to "hidden and visible hands" which "try now and then to disturb the atmosphere of friendly cooperation between our two countries."

This development appears to suggest that the "uninterrupted continuity" formula in Turkish-Iranian ties will be maintained as before, and that the turbulence seems to be over. But it is more than apparent there is further turbulence down the road, given that the radically different and competing world views represented by the two countries are not something about to disappear easily.

• More on Iran Crisis Tomorrow

•Le Monde - mercredi, 5 mars 1997 •Le Monde - mercredi, 5 mars 1997

Le premier ministre turc défie les militaires

ANKARA. Le premier ministre turc, Necmettin Erbakan, a refusé, lundi 3 mars, d'appliquer les mesures qu'exigent les militaires pour mettre un frein aux activités islamistes extrémistes. Il a, d'autre part, rejeté les appels à sa démission qui se multiplient, accusant la presse et « certaines puissances étrangères » d'être responsables de la crise

actuelle. « Le gouvernement est formé par le Parlement, pas par le Conseil national de sécurité », a-t-il tenu à préciser. Le 28 février, lors d'une réunion du Conseil national de sécurité, qui regroupe les responsables politiques et l'état-major, les militaires avaient vivement critiqué M. Erbakan pour certaines atteintes à la laïcité et exigé la mise en œuvre d'une série de mesures pour bloquer toute dérive islamiste. Le premier ministre a présenté ces exigences comme autant d'atteintes aux droits de l'homme, reprenant ainsi un argument constant de son parti, le Refah, selon lequel les limitations imposées au port de vêtements islamiques, par exemple, constituent une violation de ces droits. - (AFP.)

Gamk / mercredi, 5 mars 1997

TURQUIE

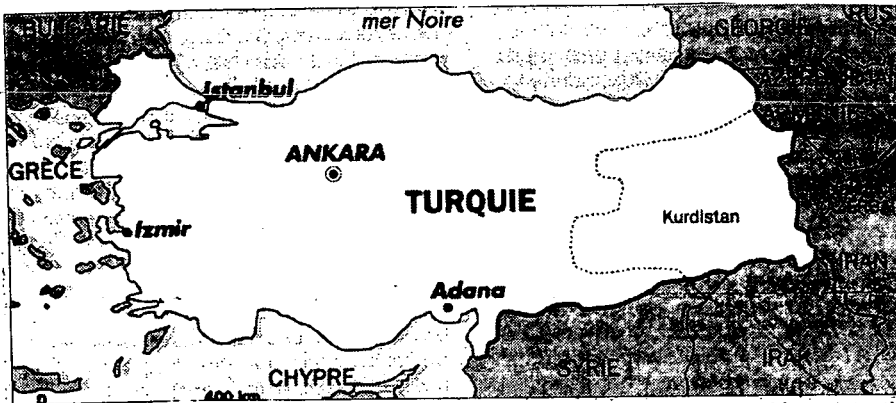
Bruits de bottes à Ankara

Les militaires qui donnent des leçons de démocratie au gouvernement, fût-il islamiste, avec le soutien quasi unanime de la classe politique et des media, cela pourrait prêter à sourire, s'il ne s'agissait de la Turquie, où depuis 1960, l'armée est intervenue à trois reprises, dans la vie politique. La diabolisation des islamistes dans un pays où l'armée passe pour être le garant du dogme kémaliste de la laïcité a pourtant permis ce consensus pour le moins inso-

lite entre la société civile et les militaires : vendredi, lors d'une réunion houleuse de neuf heures du Conseil de sécurité nationale, à laquelle assistaient le président Süleyman Demirel et le premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, ce dernier a été soumis à un feu nourri des généraux turcs, qui l'ont sommé de ne pas dévier de la voie de la démocratie et de la laïcité. Après des semaines de tension, cette mise en garde à peine voilée de la hiérarchie

militaire turque au gouvernement faisait peser la menace d'une intervention de l'armée, qui avait réussi à rompre le cycle décennal des coups d'État militaires depuis le retour à un pouvoir civil dirigé par M. Ozal, en 1986. En d'autres termes, les abus du Parti islamiste de la prospérité, le Refah, dans les mairies et les autres centres de pouvoir, où il cherche à grignoter la laïcité par un retour aux valeurs de l'islam, seraient les seuls responsables d'un retour en force de l'armée.

Ce rappel à l'ordre des généraux intervient après une série d'accrochages entre les militaires et M. Erbakan, qui était par ailleurs le des-



du fossé qui s'est creusé en huit mois entre le gouvernement de coalition dirigé par les islamistes, favorables à un ancrage de la Turquie dans le monde musulman et une normalisation avec l'Iran, et les militaires, qui défendent les options occidentales, comme en témoigne la poursuite de la coopération militaire avec Israël, dénoncée tant par les islamistes turcs que par Téhéran. Une tension qui n'est pas pour déplaire aux États-Unis, mais qui risque de compromettre l'accord conclu par M. Erdogan portant sur la livraison d'importantes quantités de gaz naturel iranien à la Turquie.

Les militaires turcs pour autant, ne sont pas les mieux à même de donner des leçons en matière de démocratie. Tandis que les diplomates occidentaux en poste à Ankara se faisaient l'écho de rumeurs de coups d'État, le premier ministre français Alain Juppé, à l'issue d'une réunion des dirigeants de l'Union démocratique européenne, appelait samedi la Turquie à ne pas se détourner de la démocratie, afin de se rapprocher de l'Europe.

tinataire d'une lettre valant mise en demeure du président Démirel quelques jours plus tôt. Il intervient surtout sur fond de tensions avec l'Iran, qui expulsait le même jour l'ambassadeur turc à Téhéran et le consul turc à Ouroumieh, dans l'Azerbaïdjan iranien. Il n'est d'ailleurs pas indifférent que la controverse ait éclaté en février à la faveur de la participation de l'ambassadeur iranien en Turquie, Mohammad Reza Baagheri, à une manifestation des islamistes dans le quartier de Sincan à Ankara, où il s'était prononcé en faveur de l'instauration de la loi islamique et contre le rapprochement de la Turquie avec Israël. Les blindés avaient quadrillé Sincan quelques

jours après, dans une démonstration de force évidemment destinée aux islamistes, tandis que l'ambassadeur iranien était rappelé à Téhéran; mais la polémique n'était pas close pour autant. Jeudi, c'était le consul iranien à Erzurum, Saedde Zare, qui était déclaré persona non grata par les autorités turques pour avoir ouvertement pris position sur un autre dossier épineux des relations turco-iraniennes, celui du soutien présumé de Téhéran aux rebelles kurdes du PKK : M. Zare avait taxé d'"irresponsabilité" le vice-chef d'état major turc Cavik Bir, pour avoir désigné l'Iran comme un pays "terroriste".

Ce chassé-croisé de diplomates turcs et iraniens illustre la profondeur

G.

EPP position on Turkey's EU bid generates strong reaction

EU envoys are summoned to Foreign Ministry to be told of Turkey's deep disappointment as a Turkish politician refers to a 'smell of racism' from Europe

Ankara-Turkish Daily News

■ Turkish officials and politicians were "dumbstruck" on Wednesday by the decision of leading European politicians to send a blunt message to Ankara, saying "Turkey is not a candidate to become a member of the European Union, short-term or long."

Senior European politicians were said to have arrived at a "consensus" during a meeting of the mainly Christian Democrat European People's Party (EPP) that there is no possibility for Turkey to become a European Union (EU) member in the foreseeable future.

Suggestions from EPP president Wilfred Martens that the EU was in the process of building a "civilization" which had no room for Turkey increased the disappointment felt by Ankara. Foreign Minister Tansu Çiller however tried to downplay the significance of the EPP statement.

"These are not decisions taken by governments or states. There are decisions taken by parties. Similar views had emerged during the negotiations with the

THURSDAY, MARCH 6, 1997

Turkish Daily News

customs union," Çiller said, answering questions for reporters on Wednesday.

Despite Çiller's remarks, Turkey reacted by calling EU ambassadors to the Foreign Ministry to formally lodge its complaint and express deep disappointment over the stance of the European leaders.

Meeting the ambassadors in the afternoon, Turkish Foreign Ministry Undersecretary Onur Öymen queried them about the stance now being taken against Turkey in Europe and indicated this was not in keeping with the agreements Ankara has with the EU. Öymen told reporters after the half-hour meeting that he had asked the ambassadors, one by one, if the EPP statement was the official view of their respective governments.

"Not one of them said that this was the official view of their government," Öymen said.

Öymen added that some ambassadors had told him that there was no consensus at the Brussels meeting.

"One of the state secretaries of these countries called me and told me that their prime minister was not in agreement with these ideas," Öymen said.

Pressed as to the identity of this country, Öymen said it was Italy.

Analysts noted, however, that Prime Minister Prodi himself had made no statement, following the announcement by EPP President Wilfred Martens after their meeting, to suggest that the a "consensus" decision had not been established. Main opposition Motherland Party (ANAP) leader Mesut Yılmaz, for his part, used the occasion of the EPP statement to slam the Welfare Party-True Path Party coalition.

He said that Turkey had ended up in this position for the first time and it was noteworthy that this had happened under this government.

Yılmaz maintained that the EPP decision was important because it codified a principle which he said would be endorsed in the EU's Madrid summit.

He said the Welfare Party had never been honest concerning Turkey's drive for EU membership and claimed that the present government had failed to protect Turkey's interests in the East and the West.

But ANAP Istanbul Deputy Bülent Akarcalı, co-chairman of the Turkey-EU Joint Parliamentary Commission and a front line politician in relations with the European Union, reflected the anger felt toward Europe by politicians over the EPP statement. Akarcalı said in a press release that the statement, apart from anything

else, "was far from diplomatic and political courtesy."

He expressed disappointment that "countries, organizations and personalities within the framework of the European Union should have placed their signatures on a decision that smells of racism."

What struck Ankara was the fact that German Chancellor Helmut Kohl, Spanish Prime Minister Jose Maria Aznar and Italian Prime Minister Romano Prodi were among the politicians who were said to have endorsed this view.

All three leaders have, to date, maintained a position of encouraging Turkey in terms of its ambitions for integration with Europe.

EU sources quoted by Reuters on Tuesday were reported saying the issue had been raised at the meeting because Turkey, which has threatened to block NATO enlargement unless it is allowed into the EU, had been putting major pressure on EU governments over the past week or so.

Portuguese opposition leader Marcelo Rebelo de Sousa, who attended the meeting, said the EPP "had refused to bow to Turkish threats."

"One idea that dominated this meeting was a commitment not to accept blackmail whatsoever," he told Portuguese reporters. He said the political leaders had doubts about Turkey's commitment to human rights. "Human rights are very far from being respected in Turkey. It doesn't make sense to accept a country that doesn't respect them," he said.

The EPP statement also follows an expression of determination by Ankara, after a crucial meeting of the National Security Council (MGK) last Friday, in terms of its drive for eventual EU membership.

"Turkey is not a candidate to become a member of the European Union, short-term or long," former Belgian Prime Minister and EPP President Wilfried Martens said on Tuesday after the meeting of the European politicians.

He said the meeting members had expressed a desire to have a close relationship with Ankara.

But membership in the EU was not in the cards. "We want the closest cooperation possible but we are building a European Union," Martens, whose remarks were carried by Reuters, said. He indicated that the next phase of expansion for the EU involved the Eastern and Central European

countries and Cyprus. Martens also suggested outright that Turkey's EU membership was unacceptable.

The remarks of the former Belgian prime minister appeared to be in line with a growing trend in Europe, first initiated by EU term President Dutch Foreign Minister Hans van Mierlo last month.

In an address to the European Parliament, van Mierlo referred to the need to be "honest with Turkey" by admitting openly whether or not Europe wants such a large Islamic country in its midst.

Others attending Tuesday's EPP meeting were less blunt, but still indicated that Ankara was a long way from seeing its dream of full integration into Europe fulfilled.

"Regarding Turkish membership in the EU, everybody is clearly very hesitant," Luxembourg Prime Minister Jean-Claude Juncker told reporters.

In his written statement, ANAP Deputy Akarcalı said that the EPP remarks to the effect that Cyprus would be included in the next phase of expansion by the EU meant, in effect, that a settlement to the Cyprus problem other than the current status quo would become impossible.

The Greek Cypriot administration has applied for EU membership on behalf of the whole island, a move that both Turkey and the Turkish Cypriots reject, arguing that the Greek side cannot represent them.

The Turkish side also points to stipulations in international agreements that say Cyprus cannot become a member of an international organization of which both Turkey and Greece are not members.

"To say, on the one hand, that Turkey will not be admitted and, on the other, that Cyprus will be included in an expanded European Union means endorsing the Turkish Republic of Northern Cyprus. Because it is clear that the Turkish Cypriots will not be left to the mercy of the Greeks in an international organization that Turkey is not a member."

Using strong language, Akarcalı said the EPP statement did not represent the end of the line for Turkey.

"The Turkish Republic was founded with the free will of Turkish people at a time when today's Europe did not exist and at a time when Europe was being fed Italian fascism," Akarcalı said.

"Turkish people do not owe their secular republican order to the Europe of yesterday or today," he added.

Has the EU been misleading us for 30 years?

Europe's Christian Democrat leaders including Kohl, Prodi and Anzar betrayed Ankara's confidence declaring Turkey is not a candidate to become a member of the European Union, 'short-term or long'

So at least some people who have long been claiming to be friends of Turkey are starting to show their true faces. The mainly Christian Democrat European People's Party (EPP) leaders have written off Turkey as a full member in the European Union, which is simply very hard to digest for anyone in this country...

It seems the German chancellor and the prime ministers of Italy and Portugal have joined forces to shut the doors of the EU firmly in our face. They must realize of course they are playing into the hands of those in Turkey who strongly object to Turkey's integration with the West and especially with Europe. The Islamists in Turkey have long been saying the EU is a Christian club and thus they will never allow our country into the EU. Now they are all telling us "didn't we say so?" The message from the EPP

to the same treatment as all the other potential EU member countries. What happened at the EPP seems to contradict all this...

If the Europeans start playing the cultural and religious card against us and talking about our civilization then this would drag us all into some dangerous avenues.

When Turkey entered the NATO alliance didn't it meet the civilized requirements like any other ally? If it hadn't we would not have been admitted.

Yes, we do have a human rights problem and we do have people who want to create authoritarian rule in this country. Yet, this is a passing phase and we can overcome it.

On the other hand we have more to boast about our civilized values than many Western European countries. Wasn't it the Ottomans who gave refuge to Jews escaping the Spanish inquisition? Wasn't it the Turkish Republic who again gave refuge to Jews and especially German democrats who escaped the Nazis...

Herr Kohl and his colleagues may well be the last people to preach to us about certain values.

The Europeans now have to answer these questions: Did you mislead us for more than 30 years with a written pledge that we would eventually become a full member in the EU? Has something changed in the past few months to force you into a policy change on Turkey?



Editorial

İlinur Çevik

is clear. We are being told we have no place in the new European architecture but the EU members still want to be friends with us. They say they are building a new European civilization and Turkish civilization is incompatible...

This is outrageous.

If these European states never wanted Turkey in the EU then why did they sign the 1963 association agreement with us which pledged full membership for Turkey? Is this how the EU shows loyalty to its treaty obligations?

In the recent meeting in Rome the European leaders pledged that Turkey would be subjected

US: 'We have excellent relations with Turkish military'

'We will not interfere with Turkey's internal affairs'

UĞUR AKINCI

Washington - Turkish Daily News

■ In the second day of commentary on the recent escalation of tensions between the Turkish National Security Council and the RP-DYP government led by Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan, the Clinton administration raised its level of public support for the pro-secular warning delivered by the Turkish military.

Still refraining from coming out openly with full public support of the communique delivered last Friday by the Turkish Armed Forces (TAF), the State Department nevertheless put on record the "excellent relationship" it has with the Turkish military. The Department clearly views the escalation of tensions between TAF and Erbakan as a purely internal affair.

Excellent relationship

"We have an excellent working relationship with the Turkish military and the Turkish general staff on a bilateral basis, on NATO issues, and on bilateral Turkish-U.S. issues," said State Department spokesman Nicholas Burns.

"So we're not going to interfere in internal

Turkish affairs, but we are going to continue to work with the various civilian and military officials in Turkey to improve our relationship," Burns said. "We have the greatest respect for many of the people who champion secular democracy in Turkey," Burns added. The Turkish General Staff has always maintained that it is the vigilant guardian of Turkish secular democracy.

Secularism

Burns reminded his listeners of the continuing importance of secularism in Turkey for America.

"Turkey is a great secular democracy and that secular democracy, we believe, will thrive. The secular foundation of modern Turkey since Ataturk is very important to the government of Turkey," he said.

Civilian rule

Burns expanded on his belief in civilian rule when an American journalist asked if "a secular democracy can be ruled by the military."

"Turkey has had a tradition of secular democracy since, I believe — correct me — 1923, as the Great Ataturk laid the foundation of the state," Burns said. "We believe that civilian rule is important.

It's an important part of democracy. We encourage civilian rule. And NATO, of course, 16 countries, all ruled by civilians with a subordinate relationship to the military. That's very clear."

THURSDAY, MARCH 6, 1997

Turkish Daily News

German parliamentarians speak out: 'Violence is no solution to the Kurdish problem'

Speaking about the Kurdish issue, one parliamentarian called the problem 'a thorn in the side for Turkey, both domestically and from the point of view of foreign policy'

Ankara - Turkish Daily News

■ German parliamentarians urged Turkey on Monday to find federal solutions to its Kurdish and Cyprus conflicts, saying these are intertwined problems which have a flow on effect in Germany, home to nearly three million Turks, at a conference organized by the Konrad Adenauer Foundation in Ankara. Karl Lamers, a parliamentarian from the Christian Democrat Union (CDU) — which has

nearly 242 seats in the German parliament — said, "We favor a federal solution for the Cyprus conflict," when discussing one of the thorniest issues for Turkey in either the domestic or the foreign arena. When asked about the latest deal by Greek Cyprus to purchase anti-aircraft S-300 missiles from Russia, the German parliamentarians assured the listeners, including a number of Turkish parliamentarians, that if the missile deployment takes place they "won't sit tight with their arms crossed."

Discussions on EU expansion inevitably turned to human rights violations in Turkey, with Lamers and his colleagues saying the number one problem in Turkey is the Kurdish issue, which also consistently generates a great deal of interest in Germany.

Lamers said Turkey would never find a solution using the currently

favoured military option, which in fact simply intensified the problem and resulted in the country spending enormous sums of money, equivalent to 3 percent of the gross national product. "This is a thorn in the side for Turkey, both domestically and from the point of view of foreign policy," he said to the listeners among whom there was also Kurdish originated politicians.

Dr. Heriberd Blenz, another German parliamentarian, spoke to the TDN about Kurdish militants and members of the Kurdistan Workers' Party (PKK) creating trouble in Germany and instigating demonstrations, disturbing the peace and launching bomb and arson attacks against Turkish citizens and businesses.

According to Blenz there are an estimated 400,000 Turkish

THURSDAY, MARCH 6, 1997

Turkish Daily News

citizens of Kurdish origin living in Germany.

Blenz also spoke to the TDN about the recent conflict between the army and the government in Turkey, saying "In a democratic environment, the military cannot preside over the elected system, but must be below it."

A recent German regulation requiring visas for foreign children living

in Germany below the age of 16 was also discussed, the law having aroused much criticism among the Turkish community in Germany. The number of Turkish children entering Germany has risen to 2000 this year from 300 three years ago, said the parliamentarians, and the law was intended to cover children living without their parents in Germany, who were often underage workers

and subject to mistreatment.

They also referred to problems Turks faced in integrating into German society.

Turks in Germany mostly read Turkish newspapers, watched Turkish television and lived and shopped in Turkish neighborhoods, all of which inevitably alienated them from local people and created long-term adjustment problems.

Solana: each member is fully committed to NATO enlargement

ORYA SULTAN HALISDEMİR

London-Turkish Daily News

■ NATO Secretary-General Javier Solana said in London on Wednesday that all 16 members of the Alliance were committed to enlargement, hinting that Turkey's jabs about using veto power if it is not allowed into the EU is not seen as a serious threat.

Speaking at a press conference after his meeting with British Defence Secretary Michael Portillo, Solana answered TDN's question on the view of Turkey's veto threat, saying he was sure that all member states were in full agreement on the decision to enlarge NATO.

Meanwhile, Portillo expressed Britain's full support for NATO enlargement. "We look forward to the process by which NATO will invite new members to join in July this year. We made it absolutely clear to the world that this process will proceed on that time table."

"I am glad to say that I think the Russians have now accepted that this enlargement will go ahead. I think the Russians are actively engaged in negotiating a NATO-Russian Charter, which brings me to my second point — that we have asked the secretary-general to conduct negotiations between NATO and Russia on behalf of the 16 members of the Alliance," Portillo said.

"I would like to pay my gratitude to Mr. Portillo and his country for cooperating with the Alliance," said Solana in his brief speech.

Asked whether NATO considered the situation in Albania a threat to the stability of Europe, Portillo said it was a political problem. "We look for Albania to fulfill its obligations as a member of the OSCE (Organization for Security and Cooperation in Europe). We look to a political settlement of that problem in democratic ways," he added.

Asked which countries would be included in the second wave to join NATO, Solana said they had not yet decided on the first wave, let alone the second.

"This is not an expansionist wish on the part of NATO," explained the defence secretary. "It is, rather, a response by NATO to the legitimate choice that has been made by sovereign nations who now want to enter Western institutions.

These are nations which would not have made such decisions had they remained communists. We are not hearing enough in the Western media about their viewpoint on how the membership of institutions such as NATO or the EU can make an important contribution to underpinning their democracy. Because, ultimately, the security of Europe depends on survival of democracy," Defence Secretary Portillo said.

Ankara-Turkish Daily News

■ The case of imprisoned pro-Kurdish Democracy Party (DEP) former deputies is to be discussed by a number of parties within the European Parliament at a joint meeting scheduled to take place on March 11 in Strasbourg. Following a decision of the Constitutional Court in June 1994 the DEP was banned, with parliamentary immunity being lifted for the

deputies. Four members of the outlawed party were tried and subsequently sentenced to 15 years imprisonment.

The European Parliament plans to consider the situation of imprisoned former DEP deputies Leyla Zana, Hatip Dicle, Selim Sadak and Orhan Doğan. Possible measures to put pressure on Turkey concerning the current political situation will also be debated.

A written invitation to

the meeting signed by Pauline Green, leader of the Socialist Group; Gijs De Vries, the Liberals' leader; Alonso Puerta, leader of the European Leftist Union; Magda Aelvoet and Claudia Roth, the Greens' leaders and Catherine Lalumiere, the Radicals' leader, all members of the European Parliament, has been sent to Ahmet Türk, acting chairman of the DEP and Yusuf Alataş, attorney at the DEP trial. Alataş said the real

European Parliament to focus on DEP case

TURSDAY, MARCH 6, 1997

Turkish Daily News

TURSDAY, MARCH 6, 1997

Turkish Daily News

message to be given to Turkey regarding the meeting was, "The EP is still

focusing on the DEP trial." The five European groups represent nearly 60 percent

of the parliament. The trial is now in the European Court of Human

Rights, and Alataş said he expected a ruling in one month's time.

turkish daily news

Thursday, March 6, 1997

Crisis with Iran

Border security a perennial problem in relations

Turkey also keeps close watch on Iran's efforts to strengthen its armed forces in line with its goals of having a say in the Middle East and in the Central Asian republics

Ankara - Turkish Daily News

Accusations by Turkey that Iran is aiding the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which is waging a separatist war in Southeast Anatolia, and may also be behind Islamic terrorism in this country, has been a perennial thorn in the side of bilateral ties between these two countries.

Tehran, of course, has vehemently denied these charges and has invited delegations to pinpoint alleged PKK camps on its soil.

Iran's Ambassador to Turkey, Mohammed Reza Bagheri, said in a recent interview that a Turkish military delegation on a visit to Iran last year, found nothing at all at the addresses it gave to the Iranian side where the PKK allegedly kept camps and safe houses.

In one case he said when the delegation went to an address indicated on their list they found nothing but a highway. The Turkish side however rejects this dismissive attitude saying that it has evidence that the convoy carrying its military delegation during its inspection of alleged PKK camps was slowed down on purpose on one occasion

to allow the Kurdish militants time to flee. Whatever the merit of these charges and counter charges, it is clear that the security problem between the two countries is not one that will blow away.

Of course, there exist a number of security and border security accords between Turkey and Iran, and the two countries have a "Joint Security Committee" which meets under the responsibility of the two countries' interior ministers with the participation of the relevant organizations. But at all these meetings the Iranian administration has rejected the claim that terrorist actions have been directed at Turkey from Iranian soil, maintaining that they take the necessary

measures along the border but that some PKK elements manage to cross the border because of the difficulty of physically controlling the border.

Besides, they bring the counter charge that Turkey has been accommodating and supporting persons opposed to the Iranian regime, mostly members of the Mujahideen Khalq. Despite the mutual accusations, Turco-Iranian security cooperation has attained a more stable level than in earlier years, and it has been possible to establish a constructive dialogue. Both countries consider it useful to continue this dialogue which is in itself a safety valve for a problem that will obviously be around for



A PKK militant manning a heavy machine gun somewhere in the Middle East. Turkish authorities have persistently accused Tehran of harboring similarly armed militants on its territory, saying they stage strikes against Turkey and flee back to camps in Iran.

some time.

The military situation

Iran is trying to strengthen its armed forces in line with its goals of having a say in the Middle East and in the Central Asian republics.

Since its Islamic Revolution this country has covered significant ground not only in its conventional armaments drive but also in the field of mass destruction weapons.

Efforts to create a nuclear infrastructure are continuing, especially to repair and render operational the Bushehr reactor in cooperation

with the Russian Federation over the objections of the West.

Though Iran claims that its nuclear facilities are subject to inspection by the International Atomic Energy Agency, and that these facilities are being used for peaceful aims, the country is expected to gain in the medium term the technology needed for nuclear weapons production. No substantive information exists as to the production of biological weapons in Iran, but it is believed that work in this area is still at the research stage. Chemical weapons production is being organized by

the Revolutionary Guards, and Iran is believed to have an estimated 400-500 tons of chemical weapons.

Along with short-range ballistic missile production, Iran is trying to expand the range of its SCUD-B/C missiles — obtained from the Russian Federation and North Korea — beyond the 100 kilometer range to gain the capacity to hit targets in Israel.

Although the Iranian armed forces are deployed primarily towards the Gulf Region, Iran has become a greater potential military threat for Turkey as a result of the intensified Iranian arms buildup.

Business as usual with Iran despite crises

ELİF SEMİHA KÜFLÜ

Ankara-Turkish Daily News

Though political controversy, border security and regime problems usually take center stage in the relations between Turkey and Iran, things do move forward when "mutual interests" are at stake.

On the whole, Turkish-Iranian links have been a mine field of crisis but in the realm of economic ties there have been more ups than downs over the past seven years.

Economic interests have been a conclusive factor during this period for both nations and, specifically, the huge natural gas supply scheme recently signed is the crowning deal. International business circles list Turkey and Iran as large "emerging markets" and attempts to capitalize on this opportunity are growing.

Iran is rich in resources, with human resource potential to meet the demands of the region as well as Western demands — and Turkey is not the only country with a geographical and strategic advantage...

Iran can be seen as a dome that covers and negotiates within a prospective area — Azerbaijan, Armenia, Turkmenistan, Pakistan and Afghanistan — with the major portion of the world's crude oil being exported through the Strait of Hormuz and, of course, the world's largest inland water basin, the Caspian Sea.

The 25-year natural gas deal

Iran has 21 trillion cubic meters of gas reserves, ranking it second to Russia in this commodity. The country is the world's third largest oil exporter behind Saudi Arabia and Norway, earning \$16 billion a year from such exports.

Turkey came to the brink of losing its long-time and most important ally, the United States, when it signed a multibillion dollar natural gas deal with Iran to buy Iranian and Central Asian natural gas, and announced the construction of a pipeline between Turkey and Iran.

Turkey, perhaps for the first time in its history, acted without bending to its strongest ally's views and openly signed the deal. This

Chronology of key events in Turkish-Iranian ties

Part - 2 -

1994

JANUARY

31- A three-man Turkish delegation leaves for Iran to investigate damage done by a Turkish air raid on a Kurdistan Workers' Party (PKK) camp the previous week and a claim that nine Iranians were killed. Iran demands an apology and compensation.

FEBRUARY

3- Turkey says an air raid aimed at PKK camps in Iraq had killed Iranians by mistake, and expresses "deep sorrow" over the incident, indicating it will do what it can to make reparations.

MARCH

20- Turkey says Iran has turned over 14 PKK members who had escaped over their joint border from a sweeping military operation in the East.

APRIL

1- Iran's Ambassador in Turkey Mohammed Reza Bagheri and Iranian Erzurum Consul General Mohammed Reza Rasit visit the newly elected Erzurum Mayor Eran Gemalmaz, who is from the pro-Islamic Welfare Party (RP).

JULY

25- Turkish President Demirel holds talks with Iranian President

Akbar Hashemi Rafsanjani in Tehran on security cooperation and economic and regional issues.

1995

APRIL

16- Turkish Foreign Minister Erdal Inonu tells a concerned Iran that Turkey plans to withdraw its troops from northern Iraq in the immediate future after completing a sweep against the PKK in the region.

MAY

3- Iranian Oil Minister Gholamreza Aghazadeh says in Ankara Iran would sell Turkey 4 million tons of crude oil in 1995, the same amount as in 1994.

5- Turkey and Iran sign an energy agreement worth around \$20 billion under which Tehran would supply Turkey with natural gas for 23 years.

JUNE

20- Iran backs a Turkish plan for joint military action against the PKK on their common border, but stopped short of letting Turkish troops enter its territory.

21- Turkey insists that PKK members driven away from their bases in northern Iraq are now installing themselves in Iranian territory.

AUGUST

3- Iran has handed over 34 terrorists to Turkey, Ali Reza Barati,

move came on the heels of U.S. President Clinton's August 5, 1996 signing of the controversial Iran-Libya Sanctions Act, which gave him power to penalize non-U.S. firms that invest \$40 million or more per year in either country's oil and natural gas sectors.

"The value of the deal — Tehran's largest gas export project to date — is \$23 billion over 23 years," Akbar Torkan, Iran's Roads and Transport Minister said in a press conference last year.

Currently, Turkey imports around 10 billion cubic meters of gas yearly from Russia and Algeria. Construction of the Tabriz-Erzurum pipeline, which will pump another 10 billion cubic meters from Iran and Turkmenistan is set to begin in a few months. The construction is forecast to be finished by the end of 1999.

Rapidly-growing domestic demand and lucrative reexport opportunities to Western markets provide strong incentives for Ankara to expand its natural gas imports.

Geographic proximity to major producers of the commodity place Turkey on the cutting edge of the market.

The agreement involves the sale of 4 billion cubic meters of gas annually, which will be increased gradually to hit 10 billion cubic meters by the year 2010. The plan is scheduled to take effect in 1999 after the construction of a 260-kilometer pipeline from the Iranian city of Tabriz to Turkey. Iran will also build a pipeline from Tabriz to the border town of Teba under the agreement.

Iran has had its sights set on a jewel deal such as the 23-year agreement gas supply project with Turkey since the Islamist Welfare Party came into power as the senior coalition partner. "Under Premier Erbakan Turkey is no longer a province of the United States of America," the English-language Tehran Times said in an editorial. Iran News commented, "The 'Friendship Pipeline' will block the way of hostile foreign influence and will allow the two countries to endure proper and friendly relations for generations to come."

But Ankara had been searching for possible ways of negotiating with its close neighbor since the late President Turgut Ozal's attempts for closer economic cooperation with the Islamic republic were initiated.

Commercial ties remain important

Two years ago, political and economic relations between Iran and Turkey witnessed an upward trend. High-ranking officials from both countries held meetings and contacts which were seen as "constructive" on both sides. Import and export figures rose considerably during 1995, state statistics indicated. Turkey also renewed its oil import agreement with Iran for at least 4.5 million tons annually, the amount which it currently imports from its neighbor.

During the recent official visit in December by Iranian President Hashemi Rafsanjani, deals on trade, mutual enterprise protection and promotion, marine trade, the environment, agriculture, joint industry and commerce chamber protocol, and many other plans were signed, bumping trade volume between Iran and Turkey upward by an estimated sum of \$2 bil-

chief of Iranian Security Forces says.

SEPTEMBER

8- The foreign ministers of Iran, Syria and Turkey hold talks in Tehran on the situation in neighboring Iraq and defend the territorial integrity of that country.

DECEMBER

25- Iran's state-run radio welcomes the success of the Welfare Party in Turkey's general elections, saying it was likely to shift secular Ankara toward a pro-Islamic stand.

1996

MARCH

11- Istanbul Police Chief Orhan Taşanlar says that Iran Çağırıcı, an Islamist hit man involved in a string of attacks on journalists, businessmen and Iranian dissidents, had been trained in Iran.

APRIL

9- Turkey reassures Iran that an accord it signed with Israel does not involve opening Turkish bases and airspace to the Israeli Air Force.

9- An Iranian security official says four Turkish diplomats have been arrested for spying in western Iran. Turkey denies the Iranian allegation.

11- Four Iranian diplomats, accused by Turkey of involvement in the killing of secular figures and ordered withdrawn by Ankara, say they are preparing to go home.

26- Iranian counterintelligence forces have uncovered five spy networks led by Turkish diplomats that threatened security in Iran, an Iranian official says in published remarks.

MAY

13- President Demirel travels to Iran for the opening of an Iran-Turkmenistan link which is meant to unite Europe and Asia and revive the Silk Road.

AUGUST

9- Prime Minister Necmettin Erbakan departs for Iran amid domestic and international controversy over the choice of his first trip abroad, as well as the timing of this trip.

11- Iran and Turkey sign a multibillion dollar gas supply agreement just a week after a new U.S. law penalizing foreign investment in Iran's oil and gas sector.

SEPTEMBER

15- Turkish Foreign Minister

Tansu Çiller says she has warned Iran to halt its support for the PKK.

17- Ankara criticizes Tehran for failing to prevent infiltrations of PKK separatist from Iran to Turkey.

OCTOBER

6- Iran says it has arrested a Turkish spy and implies that three Turkish diplomats at the embassy in Tehran knew of his operations.

7- Turkey rejects Iranian allegations that its diplomats had helped a spy.

DECEMBER

19- Iranian President Rafsanjani, accompanied by a large delegation, starts a four-day visit to Turkey.

20- The United States expresses disapproval of a visit by President Rafsanjani to Turkey and advised Ankara against improving ties with Tehran.

23- Turkish Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel says that cooperation with Iran in the defense industry field is out of the question for the time being.

1997

JANUARY

31- Iran's ambassador to Ankara Mohammed Reza Bagheri speaks during a "Jerusalem Night" ceremony organized by the fundamentalist mayor of Ankara's Sincan, and lauds the merits of fundamentalism.

FEBRUARY

3- Ambassador Bagheri is called to the Foreign Ministry to receive verbal protest.

4- Iran objects to a protest by Turkey over the participation of its ambassador in the event.

5- Iran's Istanbul Consul-General Mohammed Reza Rasid joins in the controversy created by the anti-Israeli rally in Sincan by saying that Turkey is a Muslim country and "no one can prevent the spread of Islam."

6- Iran's ambassador to Turkey will soon be leaving his post, according to Oğuzhan Asiltürk, a key Welfare Party deputy.

19- Iranian Ambassador Bagheri and Iran's Istanbul Consul General Rasit leave Turkey quietly.

23- Iran officially refutes remarks by General Çevik Bir alleging that it supports terrorism and says, "The remarks by the Turkish official in Washington were hostile and irresponsible and not compatible with the declared framework of bilateral ties."

26- Iran decides to expel the

lion from last year's \$950 million.

Turkish imports from Iran, mainly oil, rose to \$689.5 million in 1995 from \$80.5 million the previous year ... and this does not take into account the official and unofficial border trade between the two nations.

Looking at all the pros and cons, Iran is a neighboring country with ample potential and it is business as usual between Iran and Turkey as far as mutual interests go...

And who are we to judge? Even the late Ayatollah Khomeini said, "We would like to maintain ties with all countries, Islamic and non-Islamic, based on mutual respect."

Of course, the advantages of negotiating with Iran can't be denied. Neither can the hardships of doing business with this country — business circles fear that Iran won't be able to fulfill its commitments and cope with large

Turkish ambassador to Tehran, Osman Korutürk, and the Consul-General in Orumieh, western Iran, the daily newspaper Iran reports.
27- The Turkish Foreign

Ministry says it has expelled Iran's consul in the eastern town of Erzurum following his reported criticism of comments by a leading military official.

scale investment projects due to its poor infrastructure. But these negatives have not curbed the efforts various European countries, Japan and China.

In fact, imprisoning the aggressive regime of Iran within its borders can only bring harm to the peace and stability that has long been desired in the region.

• More on Iran Crisis Tomorrow

•Le Monde - jeudi, 6 mars 1997 •Le Monde - jeudi, 6 mars 1997

Le mécontentement social grandit en Iran

L'amélioration de la situation économique du pays n'a pas profité aux catégories les plus modestes

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

« Le sport favori des Iraniens est de se plaindre. » Hamid dit vrai. La plainte est, en privé, une seconde nature chez nombre d'Iraniens. Mais ceux qui semblent en avoir vraiment assez sont tous ceux qui n'arrivent pas à « joindre les deux bouts », qui triment comme des damnés en se demandant de quoi sera fait le lendemain.

A l'approche de Nowrouz, jour de l'An iranien, célébré le 21 mars avec le début du printemps, des milliers d'Iraniens hantent chaque jour, et plus encore le vendredi — jour saint pour les musulmans — les boutiques chics du nord de Téhéran, comme les avenues commerciales et le bazar du centre ville, ou les magasins et marchés populaires du sud pauvre de la capitale. Pour Nowrouz, la table doit être bien garnie, les enfants, et si possible les parents, habillés de neuf, les amuse-gueules abondants pour les échanges de visites entre parents et amis. Pour l'Iranien « moyen », c'est la ruine.

Même le très officiel *Tehran Times*, dans un sondage express sur l'élection présidentielle prévue en juin, a dû l'imprimer noir sur blanc. Un fonctionnaire du ministère de

l'éducation, Mohamad Tahouni, s'est plaint de la cherté de la vie : « Mon salaire mensuel est de 250 000 rials (moins de 600 francs), a-t-il dit. Je paie un loyer mensuel de 200 000 rials et il ne me reste plus que 50 000 rials pour subvenir aux besoins de ma famille. »

De l'enseignant au militaire, tout le monde fait deux à trois « petits boulots » pour améliorer l'ordinaire

A 1000 rials le kilo de clémentines dans les quartiers pauvres — trois fois plus dans les quartiers nord — et 2 500 rials le riz de qualité médiocre (le riz accompagne pratiquement tous les plats en Iran), il est difficile de s'offrir des « folies ». L'inflation variant autour de 25 %, le pouvoir d'achat des salariés a considérablement baissé. De l'en-

seignant, dont le salaire varie entre 400 000 et 500 000 rials, au militaire, tout le monde, fait deux à trois « petits boulots » — celui de chauffeur de taxi étant le plus rentable — pour améliorer l'ordinaire. Cette situation oblige les autorités à continuer de subventionner les denrées de base, une politique de vérité des prix risquant d'entraîner une véritable révolution sociale. « L'économie parallèle sauve aussi une grande partie des gens », observe un diplomate occidental.

Des ouvriers de la raffinerie de pétrole du sud de Téhéran ont organisé, le 16 février, une manifestation devant le ministère du pétrole pour réclamer notamment des augmentations de salaires, une convention collective et des prêts au logement. En deux temps trois mouvements, la police était sur les lieux et emmenait tout le monde. Il y a quelques mois, une manifestation du même genre, accompagnée de violences, avait eu lieu à Islamchah, un quartier sud de la capitale. La réaction de la police avait été tout aussi rapide.

Faute de pouvoir s'exprimer dans la rue, les Iraniens se plaignent, d'autant que le fossé grandit entre les plus ou moins nantis, patrons d'entreprises en tout genre ou employés du secteur privé et la masse des défavorisés. Sans discrimination, nombre d'entre eux imputent leurs difficultés au fait que le régime est islamiste. Leurs railleries les plus acerbes visent les *mollahs* qu'ils accusent, à tort ou à raison, de s'être tous enrichis.

Au passage d'un jeune religieux tout émacié dans une avenue de Téhéran, Yadollah, petit fonctionnaire commente : « Celui-ci vient de sortir tout juste de l'*usine* » de Qom,

[ville sainte à 150 kilomètres au sud de Téhéran]. *Zéro kilomètre au compteur. Attendez de voir à quoi il ressemblera dans quelque temps* » — rondures et confiance en soi étant des signes extérieurs de richesse.

La réalité est évidemment plus complexe. La situation économique du pays n'est pas aussi mauvaise qu'on l'imagine, explique un expert. Ce que les économistes appellent « les fondamentaux » se sont nettement améliorés et la crédibilité des données économiques officielles aussi, de l'aveu même du Fonds monétaire international, ajoute-t-il.

Les autorités, qui s'étaient endettées jusqu'au cou par des importations débridées en 1992-1993, ont restructuré leur dette extérieure et tiennent leurs engagements rubis sur l'ongle. Le prix soutenu du pétrole les a beaucoup aidées. Mais il a fallu aussi procéder à une réduction drastique des importations qui, malgré les stocks importants constitués, a pesé sur l'appareil productif et sur les prix. La banque centrale a reçu les pouvoirs nécessaires pour mettre de l'ordre.

Non sans quelques entorses parfois, comme pour satisfaire les marchands de tapis, membres de la caste des bazaris, historiquement piliers économiques et principaux alliés des religieux. Ainsi ont-ils été récemment autorisés, sur « avis » exécutoire du Parlement et contre l'avis de la banque centrale et du gouvernement, à conserver la totalité de leurs recettes en devises à l'étranger, à condition de les utiliser pour importer les matières premières nécessaires à l'industrie du tapis. Il faut dire que celle-ci fait vivre près de 9 millions de personnes, de la plus petite ouvrière au commerçant. Le gouvernement,

craignant une fuite de capitaux à l'étranger, obligeait les marchands de tapis à rapatrier la totalité de leurs devises.

Mais la crise des années passées a aussi eu un effet bénéfique puisqu'elle a encouragé le gouvernement à développer le secteur industriel, ce qui est contraire aux habitudes ancestrales de ce pays, foncièrement « bazaries ». « Cela

flatte aussi leur sentiment national, leur nationalisme à fleur de peau », commente un diplomate. Ils sont désormais autosuffisants en acier et viennent d'obtenir d'un consortium de banques d'Europe et du Japon un prêt de 561 millions de dollars (environ 3,2 milliards de francs), garanti par le gouvernement italien, pour financer des pro-

jets sidérurgiques. Ils développent aussi leurs industries pétrochimique et d'aluminium et tentent d'en faire autant pour les industries mécaniques et électromécaniques afin d'arrêter les importations.

Ce qui manque, c'est l'industrie manufacturière dans laquelle les investissements nationaux ne sont pas à la hauteur, à cause de ce qu'il est convenu d'appeler la « mentali-

té bazarie » et aussi de l'absence des législations nécessaires. Mais le vrai problème, c'est que l'avenir n'est absolument pas lisible, que nul ne peut prévoir qui gouvernera l'Iran demain, ni quelle politique économique et financière il suivra, en raison de la diversité des factions qui composent le régime.

Mouna Naim

ARRITTI

PER L'AUTUNUMIA

SETTIMANALE NAZIONALISTU CORSU

INTERNAZIONALE

Le courage du peuple kurde

Opprimé par les dictatures, le peuple kurde souffre du silence de l'Occident face à ce drame à nos portes, tu pour la raison d'Etat. Seules, s'élèvent les voix des associations humanitaires. L'Association France-Libertés que préside Madame Danielle Mitterrand a fait sienne la cause du peuple kurde. Un soutien médiatique de poids qui depuis quelques années a permis une brèche dans le mur du silence. A l'invite du Festival Transméditerranée, samedi 1er mars, France-Libertés et Danielle Mitterrand étaient donc présents à Bastia pour en parler, aux côtés de Kendal Nezan, président de l'Institut Kurde de Paris, que notre hebdomadaire connaît bien pour recevoir régulièrement les terribles nouvelles qui nous viennent du Kurdistan.



► Danielle Mitterrand, femme de cœur

« J'ai pris leur cause comme la mienne, parce qu'on ne pouvait continuer à tolérer qu'un peuple soit l'otage de son gouvernement et d'une conspiration du silence » confia Danielle Mitterrand lors du débat. Action courageuse, devenue presque « obsédante » confia l'épouse de l'ancien Président de la République qui est apparue comme une femme de cœur, parlant avec une grande simplicité mais des convictions de militante. Elle a sensibilisé aux plus hauts niveaux, au Parlement européen, à l'ONU, auprès du Conseil des Ministres européens...

Elle se révolte contre l'« hypocrisie » de « la raison d'Etat » qui laisse dire au gouvernement turc qu'il n'y a pas de « problème kurde, qu'il n'y a même pas de kurdes mais des turcs des montagnes ». Elle parle avec émotion de Leyla Zana, la « passionaria des kurdes » première femme députée kurde emprisonnée pour avoir voulu défendre démocratiquement son peuple : « Leyla a donné sa vie au peuple kurde, elle devrait être là, mais elle est en prison ».

Elle cite un célèbre poète assassiné, Musa Anter : « Moi, je ne suis qu'un kurde et ne sais exprimer mes sentiments qu'en kurde. Alors j'écris en kurde. Les policiers viennent, me tabassent et me jettent en prison, et je reste le temps qu'ils veulent. Et quand je sors de prison, je recommence à écrire mes poèmes, en kurde. » Quand on sait avec quelles atrocités se maintient le régime Turc, on est impressionné devant tant de courage et d'humanisme. Madame Mitterrand osera une grave interrogation au sujet du PKK (armée kurde de libération) : « Est-ce que c'est un terrorisme aveugle qui tue pour tuer ou est-ce une résistance ? » Elle parlera pour cela des villages rasés, des

maisons et des cultures brûlées, des familles déportées.. et " des hommes partis dans la montagne pour résister ". 15 millions de kurdes en Turquie, totalement exclus du pays et " qui ne demandent même pas l'indépendance, mais à vivre en toute dignité comme des citoyens à part entière ".

Elle parlera aussi des appels à la négociation auxquels le PKK a répondu présent et même déposé les armes pour qu'elle soit possible mais le gouvernement turc, lui, a répondu " non ". " D'où vient la violence ? " dira durement Danielle Mitterrand.

Elle dénoncera enfin le système de la mondialisation qui fait " de plus en plus de misère, de plus en plus de richesses pour de moins en moins de possédants. Une spirale qui nous mène au gouffre " dira-t-elle encore en lançant un appel à " résister " par " la mondialisation de la solidarité des peuples ".



Le courage du peuple kurde

► La poudrière kurde : historique

La conférence se poursuivait par l'exposé de Kendal Nezan de l'Institut kurde de Paris. " Le problème kurde est une poudrière potentielle des plus dévastatrices " dira-t-il en prélude. Contre lui l'absence des kurdes sur le terrain de l'information : " l'élite a été décimée ", mais, surtout que pendant longtemps le monde a été régi par des rapports Est-Ouest. Le Kurdistan divisé en quatre (Turquie, Iran Irak, Syrie) est au coeur d'une problématique d'équilibre dans ces rapports Est-Ouest. La chute du régime Soviétique a aidé à la décripation, mais trop de " raison d'Etat " pèse encore dans la balance : " La région est un lieu hautement stra-

tégique, partagé entre les riches réserves pétrolières du golfe et le Caucase ".

A la fin de la première guerre mondiale, les puissances mondiales jouèrent l'avenir du peuple kurde en le divisant pour préserver leurs intérêts coloniaux. Aujourd'hui " 30 millions de kurdes sont écartelés, dont au moins 15 millions en Turquie, 9 millions en Irak, 5 millions en Iran, 1 à 1,5 millions en Syrie. Environ 850.000 vivent par ailleurs dans les pays de l'Union européenne, et une diaspora existe aussi au Liban et dans les pays de l'ex-URSS ".

Les kurdes n'acceptèrent pas le morcellement. Révolte /répression, " la période de l'après guerre jusqu'en 1940 verra 1/3 de la population kurde massacrée ou

déportée ".

En 1960, la Turquie s'ouvre sur l'Occident en entrant dans l'OTAN. Les kurdes peuvent enfin participer à la vie politique, mais seulement dans des partis turcs.

" Ils n'ont pas le droit à leur langue, pas le droit de créer des syndicats, des partis ou même une équipe de football ! " Ils militent dans des mouvements de gauche où les élites sont également pourchassées. " Chaque fois qu'ils pèsent un peu dans la vie politique locale, les militaires interviennent " nous dit Kendal Nezan : " en 1960, puis en 1971, puis en 1980 où 140.000 kurdes sont arrêtés ".

En 1984, des kurdes fondent le PKK et une véritable guerre s'installe qui mobilise aujourd'hui 300.000 soldats turcs. " Depuis 1991, la guerre s'est généralisée :

4.000 intellectuels, syndicalistes, journalistes, universitaires.. sont éliminés, plus de 3.000 villages détruits, l'économie rurale est anéantie, 3 millions de personnes sont déportées et vivent dans des bidonvilles ".

" Les kurdes n'ont pas les moyens d'imposer militairement leurs aspirations, ils n'en ont même pas le souhait, ils ne sont pas xénophobes, ils ne contestent pas les frontières existantes, ils souhaitent une cohabitation qui permettent aux uns et aux autres d'exprimer leurs aspirations "...



A cette date, pourtant, on constate une accalmie politique : la Turquie a besoin de se rapprocher de l'Europe et les kurdes sont autorisés à participer aux élections. En 1991, sont ainsi élus une vingtaine de députés kurdes au parlement turc, dont Leyla Zana. Parallèlement, apparaissent les "escadrons de la mort" qui accomplissent les basses oeuvres pour le gouvernement turc. Tout ceci a aussi un coût, la guerre provoque la marginalisation d'une partie de la population turque qui connaît une grande misère. S'installe un système mafieux où les implications du pouvoir politique sont gravement en cause "pour financer la guerre que le budget de l'Etat ne peut plus assumer". "On estime aujourd'hui à 25 millions de dollars l'implication du trafic de drogue dans l'économie turque. La Turquie joue le rôle de pays de transit entre producteurs et marchés occidentaux" dira encore Kendal Nezan.

Et puis, il y a l'oppression des autres Etats : La guerre d'Irak qui oppose les kurdes au régime de Saddam Hussein a débuté dans les années 60. En 30 ans, "la quasi totalité des villages kurdes ont été détruits, gazés (4.500 villages sur 5.000 existants !) Le bétail, les cultures ont été détruits, les sources d'eau bétonnées, les paysans internés dans des camps". A la fin de la guerre du Golfe, les pays occidentaux "ont laissé suffisamment de forces à Saddam Hussein pour exercer sa

répression, les forces alliées n'étaient pas là pour défendre les kurdes" dénonce avec amertume Kendal Nezan.

C'est l'exode du printemps 91 : 2 millions de kurdes fuient les massacres et émeuvent l'opinion publique internationale. Les pays occidentaux décident une "zone de protection des kurdes qui n'est autre qu'une réserve pour indiens" dit Kendal Nezan, sur un territoire exsangue, "on a dit à 4 millions d'habitants dont 80% de chômeurs, débrouillez-vous !" Et les kurdes ont essayé : ils organisent des élections pluralistes en 1992 (les premières de leur histoire !) et crée un gouvernement d'union nationale, mais "sans le soutien financier et politique des démocraties occidentales, aucun pays n'aurait pu s'en sortir" ! Les kurdes d'Irak sont aujourd'hui abandonnés à leur sort, et à celui du dictateur Saddam Hussein. La pression turque aura probablement, encore une fois, pesé trop fort dans la balance...

En Iran, les kurdes ont contribué à la chute de la monarchie iranienne mais le nouveau régime ne leur a pas été plus favorable et a décrété la guerre sainte contre eux. Les partis politiques kurdes ont été interdits, leurs principaux dirigeants condamnés à mort et, depuis, là aussi, c'est une guerre de résistance qui est entamée.

"Les kurdes n'ont pas les moyens d'imposer militairement leurs aspirations, ils n'en ont même pas le souhait, conclura Kendal Nezan, ils ne sont pas xénophobes, ils ne contestent pas les frontières existantes, ils souhaitent une cohabitation qui permettent aux uns et aux autres d'exprimer leurs aspirations"...

C'est l'appel de toutes les minorités opprimées, et qui, paradoxalement en Turquie, malgré la dictature très dure, la torture, les assassinats, les exodes, ne révoltent pas les kurdes contre l'humanité. Il est impressionnant de voir au contraire avec quelle force morale ils continuent de croire et d'espérer en la démocratie pour répondre à la barbarie et au mépris complice dont ils sont victimes. Malheureusement leur combat sera encore long et douloureux. Les appuis extérieurs, bien que courageux, ne peseront jamais suffisamment contre "la raison d'Etat". C'est donc cette raison d'Etat qu'il faut faire évoluer. Et lorsqu'on voit toute

proportion gardée avec quels désinvolture et mépris certaines démocraties occidentales telles la France traitent le problème de leurs minorités, comment espérer qu'elles s'inquiètent réellement du problème kurde ? ●

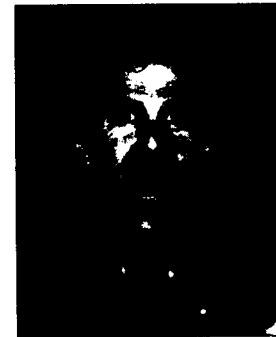
F.G.

"Moi, je ne suis qu'un kurde et ne sais exprimer mes sentiments qu'en kurde. Alors j'écris en kurde. Les policiers viennent, me tabassent et me jettent en prison, et je reste le temps qu'ils veulent. Et quand je sors de prison, je recommence à écrire mes poèmes, en kurde."
Musa Anter
(poète assassiné)

Morceaux choisis

► **Le Dr BENEDETTI** apportant son propre témoignage sur la dureté du régime turc et son courage "à prêcher dans le désert au compte du sang : "j'ai été témoin du procès de deux enfants mineurs, jugés par un tribunal militaire, sans avocat, condamnés à mort en l'espace de quelques minutes et pour lesquels on voulut sans doute nous rassurer en nous disant : nous ne sommes pas des sauvages, nous attendrons qu'ils aient 18 ans avant de les exécuter"...

► **Max SIMEOM** : "Le problème kurde doit révolter nos consciences. Il anesthésie toute logique de droits de L'Homme et des minorités. Je voudrais dire toute mon admiration à Madame Mitterrand pour son témoignage simple, son travail inlassable qui lui ont valu le titre de "Mère des Kurdes"... Le problème kurde, c'est la logique déshumanisante des grands Etats qui ont découpé la région avec des intérêts égoïstes pour faire valoir leurs intérêts financiers... Il faut aller vers un approfondissement de la démocratie pour construire l'Europe d'abord et, demain, le monde de la solidarité des régions".



► **Mme LECOMTE RAFFALLI** : "Je ne suis qu'une femme et les femmes prônent la paix. Que fait l'OTAN, que fait l'Europe, que fait Amnesty International, que font les Droits de l'Homme ?"

► **Danielle MITTERRAND** : "J'ai vécu longtemps aux côtés des décideurs. Chaque fois j'ai soulevé le problème, chaque fois ils invoquaient la "raison d'Etat". Mes convictions aujourd'hui, c'est qu'il n'y a qu'une seule dictature dans ce monde, c'est la dictature de l'argent".

► **Kendal NEZAN** : "L'intégration de la Turquie dans l'Union européenne comme première étape avant, des réformes démocratiques est une logique déjà initiée après la seconde guerre mondiale en intégrant la Turquie au sein du Conseil de l'Europe, institution qui a établi la Convention des Droits de l'Homme. La Turquie a signé tous les traités, mais elle ne les applique pas. Son entrée dans l'OTAN ne l'a pas amélioré non plus" !

"Un mouvement pour la paix se développe en Turquie qui a obtenu 1,5 millions de signatures dans un pays où on risque sa vie pour le moindre commentaire. Chaque jour, on éteint la lumière une minute : une minute d'obscurité pour une lumière permanente".

"Un puit ici, un orphelinat là, une école, peut-on changer le monde ? On peut changer les esprits, afin que ces réalisations soient des catalyseurs de l'espérance de ces peuples".

"L'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ne peut se faire sur des promesses. Le régime doit d'abord changer... On a invoqué l'intégration de la Turquie comme rempart à l'islamisme iranien. C'est un faux argument. C'est la pauvreté qui génère la montée islamiste, comme le vote Le Pen en France".

MAX SIMEONI

Cap'articulu

• NUMÉRO 1549 •



Ce samedi 1er mars, le IX^e Festival transméditerranéen a accueilli Madame Danielle Mitterrand et M. Kendal Nezan, président de l'Institut Kurde de Paris, pour débattre de la tragédie kurde.

Madame Mitterrand a témoigné en termes simples de la souffrance du peuple kurde soumis à une fausse démocratie et à une vraie dictature militaire. M. Kezan a rapporté les faits et donner les explications historiques comme celles relatives à l'actualité avec des propos calmes et précis : un constat accablant. Sa retenue, sa pudeur, témoignaient pour la dignité de son peuple.

Je suis de ceux qui connaît bien la question kurde et le martyr de ce peuple. Il subit une tentative d'intégration forcée au point d'être l'objet d'un véritable génocide

Peuple kurde et "nationalisme"

Les nations occidentales au temps joyeux des colonies, surtout la France et l'Angleterre, ont découpé le Moyen Orient suivant leurs intérêts et dépecé le peuple kurde. C'était l'ordre international ancien. Le nouveau ne vaut guère mieux. Il reste aux antipodes des Droits de l'Homme et des Peuples.

parce qu'il refuse d'abandonner son identité, sa culture, son destin de peuple. Pendant tout mon mandat européen de 1989 à 1994, avec mon assistant breton Christian Guyonvarc'h, nous avons mené le combat au Parlement européen, des droits de l'Homme, des droits des peuples et des minorités, malmenées par les Etats, qui pour nous ne sont qu'un même et indissociable combat. J'ai été surpris de voir combien ce problème kurde était encore méconnu par l'auditoire malgré les nombreuses communications que j'ai pu faire à la presse depuis Bruxelles ou Strasbourg.

Ce peuple est sur son territoire depuis la nuit des temps, bien avant les Turcs dont le régime d'aujourd'hui les oppresse ; il a une langue, une culture, une longue histoire et il reste en proie à la volonté destructrice des Etats les plus brutaux de cette région : la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie...

Les kurdes de Turquie ont été soumis des années durant à l'état de siège. Le dernier dure depuis 20 ans, c'est à dire que l'armée a les pleins pouvoirs et qu'il n'existe aucune garantie civile ou judiciaire. La loi d'airain du fer et du feu, s'abat depuis des décades sur des villages rasés par milliers, sur des kurdes y compris femmes et enfants exécutés sommairement, ou torturés avec entrain.

L'Irak de Saddam Hussein n'a pas hésité à gazer les populations civiles. Ces images atroces ont été trop vite oubliées. Le régime des Ayatollahs d'Iran n'a guère plus de douceur envers eux.

Ce scandale dure depuis trop longtemps. Il est la honte encore plus des Etats occidentaux que des Etats oppresseurs puisqu'il aurait suffi de leur désaccord nettement formulé pour que le calvaire de ce peuple cesse. La froide raison cynique des intérêts directs pétroliers commerciaux et géopolitiques expliquent l'indignité de l'Occident tout entier.

Rôle stratégique de la Turquie pour l'OTAN, richesse pétrolière sur le territoire kurde et dans le monde turcman en Asie centrale qui à travers la Turquie, avec l'effondrement de l'empire soviétique, s'ouvre en outre comme un énorme marché potentiel où les grandes puissances cherchent à prendre place. L'Occident ferme les yeux hypocritement et s'abrite derrière des faux principes : la non ingérence dans les affaires intérieures, " le terrorisme " du PKK ou son " marxisme "... L'Occident avance de faux arguments pseudoréalistes comme celui des échanges qui facilitent les avancées démocratiques de ces pays bien plus que les mises en quarantaine.

On a là l'étalage de tout le cynisme de la logique d'Etat, celui des peuples dominant d'autres peuples sous leur tutelle abusive ou dominant des Etats plus faibles qui servent de pions dans leur déshumanisantes parties d'échec pour toujours plus de profit et de puissance.

La réalité est que le Parlement européen vote des motions de rappel à l'ordre au gouvernement turc mais entérine des accords douaniers favorables à ce gouvernement, que la France livre des hélicoptères et l'Allemagne des engins blindés ce qui lui permettra d'écraser un plus le malheureux peuple kurde.

Les nations occidentales au temps joyeux des colonies, surtout la France et l'Angleterre, ont découpé le Moyen Orient suivant leurs intérêts et dépecé le peuple kurde. C'était l'ordre international ancien. Le nouveau ne vaut guère mieux. Il reste aux antipodes des Droits de l'Homme et des Peuples. On joue l'Irak contre l'Iran des Ayatollahs intégristes et anti-occidentaux (on les excuse-rait presque de l'être). On écrase ensuite l'Irak quand elle pointe son nez près des champs pétroliers d'Arabie Saoudite au Koweït. Mais Bush arrête les troupes américaines et sauve ainsi Saddam Hussein et son régime.

Il faut maintenir l'Irak face à l'Iran. Le prétexte est que c'est un Etat laïque, la réalité, c'est le pétrole. On encourage les Kurdes d'Irak à se soulever comme les Chiites musulmans du Sud. Ensuite on les laisse écraser par Saddam Hussein. Sacrées fondations pour un " nouvel ordre international " dont on s'est gargarisé alors ! Inutile d'épiloguer.

Samedi, ici, la presse a interrogé Madame Mitterrand sur la situation corse. Elle reconnaît qu'elle a du mal à comprendre. On la pousse un peu : " François Mitterrand a dit que le nationalisme c'est la guerre ! Etes-vous d'accord ? " " Oui ! " répond-t-elle...

Mais de quel nationalisme s'agit-il ? Du corse ou du kurde ? Les kurdes sont une nation. Ils luttent pour qu'elle soit reconnue. Ils se contentent de l'autonomie parce qu'ils savent que les grands Etats ne voulant pas trop inquiéter leur allié qui les torture, leur demande d'en rester là...

Je n'aurai pas l'indécence de comparer les souffrances du peuple kurde à celle du peuple corse, ni la France à la Turquie comme régime d'oppression.

Mais ces deux Etats avec un seul " Etat-Nation-Peuple " commettent les mêmes erreurs vis à vis des valeurs de l'humanisme, des droits individuels et des droits collectifs des peuples. Les Turcs me l'ont souvent dit lors de mes déplacements à Constantinople : " Nous sommes comme la France, un Etat moderne ! "

La logique des Etats dominants aujourd'hui, c'est un paradoxe, mais il n'est qu'apparent, dénonce et diabolise le " nationalisme " des petits peuples qui s'insurgent. Ils peuvent le faire car ils dominent de fait. La France des jacobins fait de même. ●

• Libération - vendredi, 7 mars 1997 • Libération - vendredi, 7 mars 1997

Erbakan coincé entre l'armée et les radicaux turcs

Malgré la pression de son parti, le Premier ministre islamiste a dû céder aux militaires sur la laïcité.

ANALYSE

Istanbul *interim*

Necmettin Erbakan, le Premier ministre turc, alterne l'attaque frontale et l'esquive face à un adversaire plus fort que lui: l'armée. Après avoir résisté six jours au Conseil national de sécurité, il s'est finalement incliné en signant hier les 22 «recommandations» des militaires visant à lutter contre la subversion islamiste. Comme il avait déjà dû parapher deux fois depuis qu'il est Premier ministre l'expulsion de plus d'une centaine d'officiers et de sous-officiers accusés de propagande islamiste. Il n'en renonce pas pour autant à dénoncer cette immixtion des militaires dans un jeu politique qu'ils contrôlent totalement depuis neuf mois. «Le gouvernement n'est responsable que devant le Parlement, et n'a pas de comptes à rendre au Conseil national de sécurité, qui n'est qu'une instance consultative», arguait-il. C'est pourquoi il a entrepris de soumettre les «suggestions» des généraux à l'Assemblée, où il conserve

**«Erbakan oublie qu'il a en face de lui des officiers d'état-major qui ont leur propre programme et leur propre calendrier.»
Un député de gauche**

une majorité étroite grâce au soutien de plus en plus fragile du parti de la Juste Voie de Tansu Ciller.

Deux lois clés. «C'est une manœuvre purement dilatoire», rétorque un député de gauche, puisqu'un vote parlementaire n'est pas obligatoire et ne changerait rien, quel que soit son résultat. D'autant que sur les 22 points de ce protocole de gouvernement issu de la dernière réunion du Conseil de sécurité, «20 sont des mesures purement exécutives, c'est-à-dire qu'elles consistent à appliquer des lois existantes mais tombées en désuétude». Seules deux nécessiteraient l'examen du Parlement pour modifier l'arsenal législatif en vigueur: l'une condamne l'utilisation de la religion à des fins politiques, l'autre est destinée à renforcer l'indépendance et l'efficacité de la justice et vise un ministre, Sevkettin Kazan, très critiqué.

Marge étroite. Sans grande marge de manœuvre, Erbakan joue donc le zélateur de la démocratie et tente tout ce qu'il peut pour à la fois satisfaire les militaires et ne pas donner l'impression de céder totalement. «Il oublie qu'il a en face de lui des officiers d'état-major qui ont leur propre programme et leur propre calendrier», commente encore ce parlementaire. La prochaine réunion «mensuelle» au cours de laquelle Necmettin

Erbakan devra rendre des comptes aux cinq plus hauts commandants en chef du pays est dans trois semaines, et c'est, de l'avis général, le répit maximal auquel peut compter le président du Parti de la prospérité (Refah). Des craquements apparaissent déjà au sein du parti de la Juste Voie de Tansu Ciller, où les critiques des vieux caciques s'accroissent contre son opportuniste leader. Entre-temps, les manœuvres d'Erbakan pourraient très bien aussi déplaire à la hiérarchie militaire.

Isolé, «le professeur» n'a en tout cas pas réussi à donner des leçons de démocratie aux représentants de l'opposition qu'il a successivement rencontrés en début de semaine pour tenter de les mettre de son côté: «Respectez la Constitution ou démissionnez!», lui ont-ils tous poliment répondu. De même, les trois grands syndicats – qui avaient appelé à éteindre les lumières dans tous le pays tous les soirs à 21 heures pendant un mois – et la rue, qui manifeste régulièrement, envoient le même message: défense inconditionnelle de la laïcité, voire de l'armée chargée de la protéger contre vents et marées...

Crédibilité. «Il est clair que Erbakan agit ainsi pour garder la confiance de son électeur, au cas où...», explique cet éditorialiste. Car le Premier ministre ne peut pas se permettre de capituler. «S'il reste et se soumet, les radicaux risquent de faire scission et de monter leur propre parti, comme dans les années 70; s'il quitte le gouvernement, c'est la frange centriste et libérale de sa formation, la plus importante et celle qui le soutient financièrement, qui risque de retourner vers des partis de centre droit.» C'est donc aussi une question de crédibilité et de survie que de ne pas accepter le diktat de l'armée, que personne pourtant ici ne fait mine d'ignorer.

En attendant, les militaires ne prennent pas de gants, avec le pouvoir en place. Un second maire-député étiqueté Refah vient d'être emprisonné et accusé d'aide à la rébellion séparatiste du PKK (un prétexte?), après que le maire de Sincan a déjà été traîné en justice pour avoir proféré des appels à la Charia. Et l'armée dévoilait il y a trois jours comment les jeunes étudiants des écoles coraniques non agréées par le ministère des Affaires religieuses et le ministère de l'Éducation récitaient qu'ils juraient de mettre fin à la république du «mécréant» Mustafa Kemal. Ce nettoyage que Necmettin Erbakan ne veut se résoudre à faire, les militaires l'ont déjà entrepris ●

JÉRÔME BASTION

• Libération - vendredi, 7 mars 1997 • Libération - vendredi, 7 mars 1997

Un écrivain turc condamné

Yilmaz Odabasi a été condamné hier par la Cour de sûreté de l'État d'Ankara à 18 mois de prison pour avoir fait de la

propagande séparatiste dans un de ses livres, *Le Rêve et la vie*. L'écrivain a été de surcroît inculpé et écroué pour avoir «insulté» le tribunal lors de la prononciation du verdict.

Turkey asks why it is excluded from a Europe it helped build

European source faults Turkey for refusing 'special relationship' which would bring eventual full membership as culmination of 'natural process'

Ankara-Turkish Daily News

■ Foreign Minister Tansu Çiller assembled European ambassadors on Thursday to explain why the bluntest ever rebuff Turkey has received from Europe over its European Union (EU) bid was unacceptable to Ankara.

Addressing the ambassadors over a working lunch, Tansu Çiller insisted that Turkey, by the very standards that the EU itself had set, was more eligible for membership today than the countries that are now being given precedence.

Meanwhile, a well-placed European source explained to the Turkish Daily News that, while EU ambassadors in Ankara were equally at a loss to explain the harsh snub issued Turkey on Tuesday, it was clear in retrospect that Ankara was also to blame for the present turn of events.

He also revealed that Ankara not so long ago had refused a special cooperation package which contained concrete elements and which would incrementally pave the way for eventual full membership as a result of a "natural process."

Former Belgian prime minister and president of the mainly Christian Democrat European People's Party (EPP), Wilfried Martens, said on Tuesday that Turkey was not a candidate to become a member of the European Union, "short-term or long." Martens spoke after a meeting of the EPP in Brussels also attended by German Chancellor Helmut Kohl, Spanish Prime Minister Jose Maria Aznar and Italian Prime Minister Romano Prodi.

Çiller explained to the EU Ambassadors on Friday that Turkey was proud to have played the role it did as a staunch NATO ally in the "great victory" which resulted in the end of the Cold War to the West's advantage.

Çiller pointed out that Turkey had not balked at any stage in this struggle and had even provided one of the largest troop contingents during the Korean War, of which 731 Turkish soldiers had sacrificed their lives.

"The design of the 'new Europe' through the enlargement of European institutions is really a celebration of this remarkable victory," Çiller said.

"But we are surprised to see that as Europe gathers for this historic celebration of democracy and freedom, only one ally — and one ally only — appears to be excluded," she said. "As we watch the con-

vening of a series of major meetings to plan the 'new Europe,' only Turkey is being kept outside the room. While each of our former Warsaw pact adversaries is warmly welcomed, Turkey is being asked to step aside," Çiller said. Çiller said that Turkey was confident that if it was to be judged by the same objective criteria, held to the exact same standards, put through the identical tests as the former Warsaw Pact appli-

cants for the EU, "it would score very high." "The facts are clear that, when measured by the EU's own criteria Turkey meets the tests for membership as applied to the other applicants," she said.

This is why, Çiller said, Turkey has "a very simple and eminently reasonable request" from Europe.

"We ask to be judged by exactly the same criteria as every other applicant," Çiller said.

"To do otherwise, could create a map of Europe with inconsistencies and aberrations. For example, if all the current applicants for EU membership and NATO membership were accepted except Turkey, there would only be one nation in Europe that belongs to NATO but was denied admission to the EU."

A view from the European side

A senior European source, talking to the Turkish Daily News on Friday, said that the EPP decision was not government policy in any of the countries involved.

The source, who wished to remain anonymous, nevertheless conceded that the presence of such key figures such as Chancellor Kohl, Prime Minister Aznar and Prime Minister Prodi, among the group made this a "very significant development." This source said that Ankara had played a significant role in the present turn of events.

He listed Turkey's threat to veto NATO expansion if it was not admitted to the list of candidates for the next expansion of the EU as one of the main reasons, saying this threat had clearly rebounded onto Ankara.

"Ankara was also asked after the conclusion of the customs union not to go so fervently after full membership and to let matters settle for a while, but this advice was not taken." Pointing out that European states do not like being pressurized or browbeaten on specific issues, the source revealed that Turkey had recently been offered a package which incorporated special and enhanced relations with the EU. He said that what was being proposed in this context was not only systematized and regular dialogue at the highest level between the sides.

"What was proposed was also concrete cooperation under aspects of the Maastricht Treaty, including in the areas of services, visa regulations, drug control, security cooperation and so on," he said.

This would have meant an open-door relationship and an incremental approach to Turkish-EU ties with full membership coming at the end of a natural process as Turkey gradually fulfilled the requirements for membership, he said. But, this source said, the Turkish side refused this offer of enhanced ties, seeing it merely as a "punctuation mark" in terms of what it really wanted from the EU.

Turkish Daily News FRIDAY, MARCH 7, 1997

Turkish Daily News FRIDAY, MARCH 7, 1997

More than 1,300 Turkish Kurds seek refuge in Iraq

Iraqi authorities remain silent over the presence of pro-PKK people in their territory but also officially organize tour for journalists to meet the refugees

Ain Sufni/Iraq - Reuters

■ More than 1,300 Turkish Kurdish refugees who left a troubled camp in northern Iraq appealed to Iraq to provide them with security and basic necessities.

The men, women and children arrived in the area last week and set up a camp along a muddy village road running from Dohuk, to Mosul in northern Iraq.

Ain Sufni village where they set up the camp is on the edge of a zone controlled by the Iraqi government just a few meters south of the area ruled by Iraqi Kurds, the Kurdistan Democratic Party led by Massoud

Barzani.

The Kurds left the Atrush camp in the Iraqi

Kurdish-controlled part of northern Iraq after the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) abandoned the camp in January, saying Kurdish separatists fighting against Turkey had settled there and were blocking aid work. Turkey had long sought the closure of the camp, claiming the Kurdistan Works Party (PKK) was using it as a base. The refugees said they moved to Ain Sufni, 100 km (60 miles) from the Turkish border and 43 km (27 miles) north of Mosul, to seek Iraqi protection from Turkish attacks.

"We appeal for the Iraqi government to supply us with a safe place as soon as possible," Ibrahim Jankiz, a refugee in charge of the camp told reporters.

"We are wanted in Turkey...Either we carry guns to fight for the Turkish government or we cannot live there," said Shafiqah Sadaq.

Jankiz, who spoke through an

interpreter, said more than 3,000 Turkish Kurds were still in Atrush camp, waiting for the Iraqi government to allow them to come to Ain Sufni. The UNHCR, which said it could only provide aid to the Kurds if they left Atrush, encouraged the refugees to move to two temporary transit sites — Muqibla and Balkus — set up to allow them to freely decide their destination in smaller groups. But 1,319 Turkish Kurd refugees from the camp showed up in Ain Sufni, the UNHCR has said.

Jankiz said they were not PKK fighters but they "are civilians who support the PKK."

There has not been any official Iraqi response so far to their appeal but Western reporters were taken to the camp by the Iraqi Ministry of Culture and Information.

UNHCR and the Iraqi authorities are distributing relief aid to the displaced, who lack electricity, medication and drinking water.

Jankiz said sanctions-hit Iraq was supplying them with available medical services and foodstuffs like rice, sugar, cooking oil, meat and other essentials but there were not sufficient supplies.

Atrush, 60 km (38 miles) from the Turkish border, was set up in 1994 for Kurds fleeing into northern Iraq from southeast Turkey, where villagers are caught in the middle of a terrorist campaign by the PKK. More than 21,000 people have died in the 12-year-old conflict.

German foundation aims to boost human rights in Turkey

Ankara - Turkish Daily News

■ The chairman of the Konrad Adenauer Foundation, Dr. Gerd Langguth, said on Thursday in Ankara that his group is aiming to bolster human rights and democracy, strengthen self-rule, fight poverty and expand dialogue between cultures in the world. The chairman commented on his group's vision of Turkey as an important country in this effort, the Anatolia news agency reported.

Speaking at a promotion for the foundation, Langguth said that the extra importance they place on

Turkey is due to its status as a relatively stable factor compared to its neighbors, Iraq, Iran, Syria.

Turkey is the only Muslim country in the region ruled by a democratic regime and the 2 million-plus Turks living in Germany link the two nations in trade and traditional relations as well. Langguth said that the foundation supports Turkey's attempts enter into the European Union (EU) through a process of political and economic reforms and added, "Relations between Germany and Turkey, the EU and Turkey, contain certain tensions. Thus, our foundation especially values the intensification of the thought and exchange of

dialogue in all fields." The new representative of the foundation, Dr. Wulf Schonbohm, said they moved to Ankara in order to promote the enhancement of Turkish-German relations, which are not always in top form. Indicating that the group only works in countries where it can find local partners, Schonbohm said they will be working with the Turkish Democracy Foundation, the Small and Medium-scale Management Professional Members' and Administrators' Foundation, and the Turkish Municipalities Foundation.

The foundation members also announced they will run 200 education events, 15 international seminars, 30 publications and 30 research studies throughout 1997 in Turkey and will cooperate with the secretariat of the Black Sea Economic Cooperation Conference as well.

Freitag, 7. März 1997 die tageszeitung

Ein Tag im Gefängnis für Leyla Zana:

Die kurdische Parlamentsabgeordnete Leyla Zana wurde im Dezember 1994 wegen ihres Engagements für Freiheit und Frieden zu 15 Jahren Haft verurteilt. Müdig hatte sie sich trotz Folter und Verfolgung für eine politische Lösung des Kurdistan-Konflikts, für die Anerkennung der kurdischen Identität und Sprache, für die Gleichstellung der Frau eingesetzt. Weltweite Proteste, Hungerstreiks, Demonstrationen und Appelle reichten bisher nicht aus, um die türkische Regierung zum Einlenken zu bewegen. Die Sacharow-Preisträgerin des Europaparlaments Leyla Zana ist weiter eingesperrt.

Wir fordern von den Verantwortlichen der Türkei: Freiheit für Leyla Zana.

Um Leyla Zana's Haftdauer abzukürzen (noch 4.745 Tage), erklären wir uns bereit, ins Gefängnis von Ankara zu gehen und dort je einen Tag ersatzweise als Austauschgeisel für Leyla Zana einzusetzen.

Unter den 4.745 UnterzeichnerInnen aus 15 europäischen Ländern und vier Kontinenten:

Aus Deutschland: Haniye Akbayir, Vors. AG-kurd. Ausländerbeirat/Mitgl. NRW; Dr. Helga Adler, Bund demokr. Wissensch.; Marti von Anfeld, Sprecherin der GRÜNEN im Kulturausschub, Dpa/Soldot; Ina Albowitz, MdB,FDP; Sigurd Arnade, Journalistin; Angelika Beer, MdB BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN; Esther Bejarano, Sängerin, Auschwitz-Überlebende; Halina Bendikowska, Soziologin, Berliner Frauenfraktion; Karin Bergdoll, Referentin für Frauenpolitik, Senatsh. verw. für Arbeit, berufliche Bildung und Frauen, Berlin; Petra Bläss, MdB,PDS; Eva Böller, Frauenbeauftragte; Inge von Boeninghausen, Fernseh-Redaktourin beim WDR; Marita Böttcher, MdB,PDS; Elke Boumans, Sozialarbeiterin; Heike Brandt, Schriftstellerin; Gisela Brandes-Stegewertz, Landesfrauensekretärin DGB-Landesbezirk Niedersachsen Bremen; Trameza von Brentano, Malerin; Prof. Dr. Heide Brock, Musikwiss.; Helga Brodersen, Bundessprecherin der Feministischen Partei Die FRAUEN; Ute Bruzski, HBV-Hauptverwaltung, Abt. Frauenpolitik; Dr. Wiebke Buchholz-Will, stell. Vors. DGB-Landesbezirk Niedersachsen Bremen; Anne Busow, Künstlerin; Daniela Dahn, Schriftstellerin; Dr. Barbara Degen, Rechtsanwältin, Feministisches Rechtsinstitut; Renan Damirkan, Schauspielerin; Ellen Diederich, Intern. Frauen-Friedensarchiv; Anke Dietrich-Scheuer, MdB BÜNDNIS 90/DIE GRÜ NEN; Brigitte Ebersbach, edition ebersbach; Gudrun Ecker, Abt.leiterin DGB-Landesbezirk Nöw/Br.; Susanne Eckerst, Dipl. päd.; Marilina Egon, Sachbearbeiterin, Senatsverw. für Arbeit u. Frauen Berlin; Brigitte Eichenbach, Referentin GEW-Hauptverwaltung; Andrea Fischer, MdB BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN; Uschi Flacke, Autorin, Kabarettistin; Kai Fölster, Autorin; Dr. Jutta von Freyberg, Prof. Dr. Birgit Gatzel; Hiltrud Kerin, Rosi Giese, Juristin der Fraktion Bündnis 90/GRÜNE, Berlin; Ety Gingold, Verfolgte des Naziregimes; Grit Goldberg, Redaktourin; Mona Grosche, DIE GRÜNEN; Martina Großhaus, Gleichstellungsbeauftragte; Dr. Katrin Grüber, Vizepräs. des Landtags NRW; Dr. Elisabeth Grund-Richter, ärztliche Psychotherapeutin; Barbara Habort, Frauenbeauftragte; Dr. Christel Hartinger, Literaturwiss.; Eva Hartings, Frauenbeauftragte; Prof. Dr. Frigga Haug, Argument-Verlag; Ulla Höpfe, Bildhauerin; Helga Hentschel, Abt. leiterin, Senatsverw. für Arbeit und Frauen, Berlin; Gitti Hentschel, Journalistin; Dr. Florance Hervé, Autorin; Marlies Heese, Journalistin, Gesch.führerin Journalistinnenbund e.V.; Prof. Dr. Erika Hökel; Dr. Heidi Hinz-Karadoniz, Wissenschafterin; Barbara Hoepner, Kirchenbeamtin; Monika Höhn, Autorin; Dr. Barbara Höll, MdB-PDS; Andrea Hoppe, Architektin; Fasia Janßen, Liedermacherin, Ulla Jopka, MdB,PDS; Sigrun Kaestner-Böke, Schauspielerin; Prof. Dr. Eva Kaufmann, Literaturwiss.; Dr. Sabina Kabir, Autorin; Margot Keckhachrad, Sachbearbeiterin, Senatsh. verw. für Arbeit u. Frauen, Berlin; Sonja Klebsauer, AK Feminismus PDS; Dr. Lara Kleinert, Regie Brcken; Heidi Knaack-Werner, MdB,PDS; Helga Korthease, Staatssekretärin, Senatsh. verw. für Arbeit, beruf. Bildung u. Frauen, Berlin; Gisela Kraft, Schriftstellerin; Heiko Krause, Rechtsanwältin; Ansgret Krauskopf, Mitgl. Landtag NRW (SPD); Angela Krauß, Schriftstellerin; C. Krummback-Dural, Vorstand Heeslecher Friedhofsrat; Martha Kuder, Pazifistin; Ingeborg Küster, Mitbegr. d. Westdeutschen Frauenfriedensbewegung; Prof. Dr. Annette Kuhn; Prof. Ingrid Kurz; Fatima Langner, Rechtsanwältin, Autorin; Brigitte Leisersdor Riebe, Schriftstellerin; Karin Leykfeld, Journalistin; Johanna Linz, Dipl. Pädagogin; Brit Lipold, Sachbearbeiterin, Senatsh. verw. für Arbeit und Frauen, Berlin; Barbara Lochbihler, Generalsekretärin der IFFF; Ingrid Lotzburger, MdB BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN Berlin; Helga Löw, 2.Vors. beim Weltfriedensdienst, Berlin; Johanna Ludwig, Vors. der Louise-Otto-Peters-Gesellschaft; Prof. Christa Luth, MdB PDS; Dr. Eva Melock-Lawry, Pädagogin; Dorothea Mendes, Abt.Leiterin, Senatsh. verw. für Arbeit, beruf. Bildung und Frauen, Berlin; Uteila Mendes, Rechtsanwältin, Vors. der Vereinigung demokr. Jurist.; Dr. Barbara Meyer, Christiane Möckler, Leiterin des Bildungswerks der Deutschen Friedensgesellschaft/ Vereinigte KriegsdienstgegnerInnen; Morlika Morris, Fraueninitiative Freiheit für Leyla Zana; Edith Müller, Europa-Abgeordnete; Gernud Müller, Vors. d. LG Ravensbrück/ Freundeskreise e.V., Vizepräs. des Intern. Ravensbrück-Komitees; Kerstin Müller, Fraktionssprecherin Bündnis 90/DIE GRÜNEN; Ulrike Müller, Journalistin; Dorothee Noserke de la Haya, Lyrikerin; Lisa Nangalies, Culturoperation Hamburg; Ingeborg Nöding, Journalistin, Win Frauen e.V.; Dr. Gisela Oechelhaeuser, Kabarettistin (Intendantin der DISTEL); Jutta Oesterle-Schwerin, Bundessprecherin Feministische Partei Die Frauen, Evelyn Opeta, Schauspielerin; Prof. Dr. Ute Osterkamp; Prof. Marlon Panitzer-Wiebe; Peggy Parnass, Reporterin, Autorin; Eva Paiff, Schauspielerin; Ulrike Poppe, Evangel. Akademie Berlin-Brandenburg; Gabriele Post, Dipl.Soz., Christel Priemer, Filmemacherin; Prof. Dr. Luise Pusch, Autorin; Isana von Puttkamer, Journalistin; Dodo van Randenborgh, Intern. Frauenliga für Frieden und Freiheit IFFF; Kerstin Reichelt, Sekretärin; Bergrun Richter, Frauen für den Frieden; Gabi Riedel, Bundessprecherin der kommunalen Frauenbüros; Anne Rieger, 2. Bevollmächtigte IG-Metall, Landesprecherin VVN-BDA Baden-Württemberg; Prof. Dr. Dorothee Roer; Prof. Eleonore Romberg, Intern. Exekutivkomitee der IFFF; Lea Rosh, MDR, Gunda Röbel, Sprecherin Bündnis 90/DIE GRÜNEN; Claudia Roth, Europaabgeordnete; Dr. Valentin Roth, Privatdozentin; Heide Röthe, Pol. Geschäftsführerin Bündnis 90/DIE GRÜNEN; Heidemarie Ruth, MdB PDS; Dr. Ursula Rütten, Autorinbüro Köln; Dr. Erika Runge, Schriftstellerin; Klaudia Ruschikowski, Dramaturgin; Irme Schaber, Kulturwissenschaftlerin; Krieta Seger, Landesvorsitzende Bündnis 90/DIE GRÜNEN Hamburg; Bantjohausen, Gleichstellungsbeauftragte; Heidi Schief, Gewerkschaftssekretärin IGM; Andrea Schatz, Netzwerk behinderter Frauen; Christina Schenk, MdB,PDS; Gertrud Scherer, Pax Christi; Dr. Bärbel Schindler-Seefkow, Historikerin; Monika Schindlerberg; Dr. Heide Schilberberger, Journalistin; Cornelia Schmalz-Jacobson, Ausländerbeauftragte der Bundesregierung; Regina Schmid-Zadel, MdB,SPD; Inge Schmitzke, Gleichstellungsbeauftragte; Annerose Schöninger, Theologin, Pfarrerin i.R.; Margot Schroeder, Schriftstellerin; Brigitte Schubert, Dipl. Pädagogin, ÖFG/IVK; Dr. Angela Schürmann, Ärztin i. Psychiatrie, Chefarztin Ratingen; Prof. Dr. Dagmar Schultz, Orlando-Frauenverlag; Prof. Dr. Ursula Schumm-Garling; Prof. Dr. Susanne Schunter-Kloemann; Hanna Schyffula, Schauspielerin; Gertrud Servus, SPD-Kreistagsabgeordnete, Vors. des Netzwerks behinderter Frauen; Dr. Heide Sothau, Journalistin; Gisela Steinecker, Schriftstellerin; Dr. Elisabeth Stelzel, Ökonomin, Journalistin; Thea Struchtemeier, Journalistin, Terre des Femmes; Gerda Szepansky, Schriftstellerin; Prof. Dr. Margarete Tjaden-Steinhilber; Margarete von Trotta, Regisseurin; Prof. Dr. Maria Veit; Bettina Wegner, Liedermacherin; Susanne Wilkens, Mitgl. des Präsid. d. Evangel. Kirchentags; Christiane Weinbömer, Bundessprecherin d. kom. Frauenbüros; Charlene Worzky, Schriftstellerin; Renate Wurms, Frauenbeauftragte; Uta Zapf, MdB,SPD; Erna Zmuda-Schäpfer, Rentnerin; Gerda Zorn, Schriftstellerin.

Aus anderen Ländern: Christina Adolfsen Mitglied der Ratsverwaltung Stockholm; Ulla-Louisa Alppi, Leitung der Linken Frauen Finnlands; Maria Alvarez, Stadtratsrätin in Barcelona; Susanna Anderson, finnische Journalistin; Aase Bang, Vors. Schwedischer Frauenverband, IDFF; Lili Beth-Kot, Vors. der Niederländischen Frauenbewegung; Dr. Rosalio Bertel, Azamwissenschaftlerin, Kanada; Ruth Bohman, schwed. Schriftstellerin; Victoria Britain, GB-Autorin, außenpolit. Redaktionsleiterin von The Guardian; Viki Burrows, US-amerikanische Schauspielerin, IDFF-Vertreterin bei der UNO; Marie-Thérèse Büsser, Kantonsrätin, Schweiz; Angela Davis, afro-amerikanische Bürgerrechtskämpferin; Anne Debae, Theaterregisseurin, Paris; Laurence Oconnor, Reporterin, Schweiz; Johanna Dohnal, österreichische Frauenministerin a.D.; Eva Luitse Erlandsson-Florack, Vors. der schwedischen sozialdemokr. Frauenorganisation; Alevisia Fedolova, Vors. der Russischen Frauenunion; Dr. Laura Finne-Clonen, Präsidentin des Nationalen Frauenrats Finnlands; Antoinette Fouque, Europa-Abgeordnete, Vizepräs. der Kommission für Frauenrechte; Maria Gerbel Wilmberger, Ethnologin, Wien; Lia Gorter, Redakt. von VROUWEN, Niederlande; Pauline Green, britische Europa-Abgeordnete, Vors. der sozialist. Gruppe; Benoite Groult, Schriftstellerin; Ulla-Majja Hämynen, finnische Journalistin; Satu Hassi, Parlamentsmitglied, Fraktionsvorsitzende der GRÜNEN in Finnland; Novin Harzan, Mitglied des Stadtrats, Stockholm; Soja Holtari, finnische Journalistin; Anne Hyvärinen, Vors. des Verbandes finnischer Journalistinnen; Margaret Jacob, Rabbi; Sylvia Jan, Vors. der Intern. Demokr. Frauenorganisation; Elfriede Jölnick, österreichische Schriftstellerin; Jonny Jones, Vors. d. britischen Grünen Partei; Sylvia Kamm, Kantonsrätin, Schweiz; Rakka Karleiko, finnische Journalistin; Lisa Kiiskilä, Finnische Journalistin; Marja Kärönen, finnische Journalistin; Dr. Helena Kekkonen, Vizepräsidentin des Instituts für Friedenserziehung/Finnland, UNESCO-Preis für Friedenserziehung (1981); Maria Kipraki, Vors. des Bundes demokr. Frauen Österreichs; Sheri Latzer, britische Schriftstellerin und Filmemacherin; Jenny Lindahl, Vors. der schwed. Jungen Linken; Britt Ling, schwed. Sängerin, Helena Lipponen, Trade Union Solidarity Centre, Finnland; Ellen A. Lohse, Chefredaktourin von Kvinne i Tiden, Norwegen; Ulrike Lunau, Bundessprecherin der Die GRÜNEN, Wien; Wangari Maathai, Umwelt- und Menschenrechtsaktivistin in Kenia; Lindy Mantonson, finnische Journalistin; Sirkka Metsälä, Leiterin der Erwachsenenbildung in der Evangelisch-Lutherischen Kirche Finnlands; Ossielle Mitterand, Association France-Liberte; Dr. Margit Niederhuber, österreichische Kulturmanagerin Dokumentarfilmemacherin; Eva Nikkila-Kipula, finnische Journalistin; Agneta Norberg, Frauen für den Frieden, Schweden; Lana Nyberg, Elisabeth Nordgren, Schriftstellerin, Präsidentin des finnischen PEN; zslw. Bürgermeisterin, Stockholm; Leena Paju, Leitung der Linken Frauen; Hannele Nyholm, Frauenorg. der Christlichen Union, Vors. Nationaler Frauenrat Finnland; Leena Paju, Leit Wing Women, Finnland; Wilka Pietila, Frauen für den Frieden, Finnland; Gordano Redic, Frauen in Schwarz, Belgrad; Eeva-Liisa Räsänen, Finnische Journalistin; Ingrid Rasch, Leiterin der Heimvolkshochschule Stockholm; Ernestina Ronal, Chefredaktourin von CLARA-Magazine, Ann Rießer, irische Schriftstellerin; Ségolène Royal, französ. Abgeordnete; Babette Rudloff-Müller, Vors. der Union Luxemburger Frauen Elina Saar, Sekr. Mitgl. des finnischen Forums "Peace for Kurds"; Margareta Schütte-Liotzky, österreichische Architektin, Widerstandskämpferin; Heidi Schütte, Frauenwerk für den Frieden; Irma Schwager, österreichische Widerstandskämpferin, Carole Tongue, EP-Abgeord., Sprecherin der EP-Sozialisten für Kultur, Jugend, Erziehung u. Medien; Bund demokr. Frauen Österreichs; Päivi Soeskorpi, finnische Journalistin; Vandana Shiva, Umweltschützerin, Indien; Gertrud Springer, österreichische Widerstandskämpferin; Nina Tarnoff, finnische Journalistin; Genevieve Vaughn, USA, Präz. Foundation for a compassionate Society; Miriam Viré-Tuomikon, frü here Abgeordnete des finnischen Parlaments; Angelika Zach, Historikerin, Österreich.

Koordination: Florence Hervé, c/o WIR FRAUEN e.V., Rochusstraße 43, 40479 Düsseldorf

•Le Monde - vendredi, 7 mars 1997 •Le Monde - vendredi, 7 mars 1997

Le premier ministre turc accepte d'enrayer l'islamisme militant

M. Erbakan cède à l'armée et sauve son gouvernement

Après avoir résisté durant trente-six heures, le premier ministre turc, l'islamiste Necmettin Erbakan, a cédé à la pression de l'armée et accep-

té de signer une liste de mesures destinées à combattre le fondamentalisme dans le pays. S'il sauve son gouvernement et la coalition

parlementaire qui l'appuie, il sort fragilisé de cette épreuve de force avec une armée qui se veut la gardienne de la laïcité du pays.

ISTANBUL

de notre correspondante

Le premier ministre, Necmettin Erbakan, cédant finalement à la pression des militaires, de l'opposition et du Parti de la juste voie, le partenaire minoritaire au sein de la coalition, a signé mercredi 5 mars une liste de mesures « conseillées » par le tout puissant Conseil national de sécurité (MGK), qui réunit les dirigeants militaires et civils du pays, pour enrayer la montée des radicaux islamistes. « La crise [entre l'armée et le premier ministre] a été complètement surmontée », a déclaré le secrétaire général du MGK, le général İlhan Kiliç. Il a précisé que le document avait été entériné sans que le premier ministre obtienne les modifications qu'il souhaitait.

Necmettin Erbakan avait approuvé le communiqué général publié par le Conseil national de sécurité à l'issue d'une réunion-marathon de neuf heures, le 28 février, qui réaffirmait l'engagement de la Turquie à l'égard de la laïcité et envisageait des sanctions contre ceux qui la menacent (*Le Monde* daté du 4 mars). Mais le dirigeant du Parti de la prospérité, craignant de perdre le soutien de ses électeurs islamistes, s'était, en revanche, opposé aux mesures précises préconisées par le MGK, qu'il jugeait trop strictes. Le Conseil prévoit la fermeture de certaines écoles religieuses, une application plus rigoureuse des lois existantes, notamment celle qui interdit le port de vêtements religieux, et l'introduction de législation supplé-



mentaire contre les fondamentalistes. « En Turquie, les gouvernements sont formés au Parlement, pas au Conseil national de sécurité. Les lois sont faites au Parlement », avait déclaré M. Erbakan à ses collègues du Parti de la prospérité.

ISOLEMENT

Techniquement, la signature du chef du gouvernement n'était pas indispensable, puisque les autres membres du Conseil avaient tous voté en faveur des mesures. Mais les militaires, qui ne cachent pas leur manque de confiance à l'égard de M. Erbakan, ne peuvent pas to-

lérer l'attitude défiante du premier ministre.

Le chef du gouvernement avait entrepris, au cours des derniers jours, une tournée de consultation auprès des dirigeants de l'opposition pour tenter de les convaincre de soutenir sa position contre l'armée qui, à trois reprises depuis 1960, est intervenue dans le processus démocratique. « Je lui ai dit que je n'étais pas d'accord. Je lui ai dit que c'était à lui de résoudre le problème », a indiqué Mesut Yılmaz, le dirigeant du Parti de la mère patrie, après sa rencontre avec le premier ministre mercredi. Bülent Ecevit, du Parti démocratique de gauche,

avait, pour sa part, demandé la démission du premier ministre. La grande presse, qui s'était élevée contre le gouvernement de M. Erbakan dès sa formation en juillet 1996, les syndicats et les autres partis politiques ont également pris parti pour les généraux, laissant M. Erbakan de plus en plus isolé.

Son refus initial de céder avait également causé de sérieuses tensions au sein de la coalition. Tout en affirmant que le gouvernement resterait en fonction, le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères Tansu Çiller, sous la pression de députés qui exprimaient ouvertement leur appui pour l'armée, avait laissé entendre que son parti pourrait se retirer si « les conditions le nécessitaient ».

L'obstacle de la signature désormais surmonté, la prochaine bataille politique se jouera lors de la réunion du cabinet des ministres, qui devrait avoir lieu jeudi. Le gouvernement devait examiner la liste des mesures proposées par le Conseil national de sécurité, l'adopter formellement et mettre en place le dispositif pour sa mise en application. Les militaires insisteront sur une application stricte, ne serait-ce que pour décourager à l'avenir les responsables politiques de défier leurs ordres. Ce volet, qui vise en grande partie des électeurs du Parti de la prospérité, constituera le véritable test pour M. Erbakan, dont le gouvernement semble avoir obtenu un sursis mais demeure sous surveillance.

Nicole Pope

The New York Times, 8 mars 1997

Delicate Relations With Turkey

A top Turkish official passing through New York recently studiously hinted that his Government, a member of NATO, might block the alliance's planned eastward expansion unless Turkey

was admitted to the European Union. The threat is probably a bluff, but it was a reminder that Turkey, now led by an Islamic Prime Minister, has its own international agenda and intends to demonstrate its

independence from the United States.

The change in Ankara does not mean that America and Turkey are destined to come into conflict, but careful handling of the relationship by both countries will be necessary to maintain productive ties. Turkey's pivotal importance to American foreign policy is dictated by history and geography. As a bridge between Europe and Asia and an important force in the Middle East and Persian Gulf region, Turkey can have a decisive impact on American interests in a large swath of the world. As the NATO veto threat suggests, Turkey can make itself felt in unexpected ways.

Turkey's new Government seems as insistent about joining Europe as were its secular predecessors. Ankara's application cannot and should not succeed so long as its military and police forces trample the rights of the Kurdish population in the name of a war against violent Kurdish separatists. But beyond that, Turkey's claim seems to be unfairly blocked by Greece's bitter hostility and the anti-Muslim prejudices of other European states.

Since Necmettin Erbakan, the Welfare Party leader, came to power last June as head of a coalition Government, Washington has worried that Turkey would shift from its traditional European orientation and seek new, anti-American alliances with radical Muslim countries in the Middle East.

The concerns seemed justified by the anti-NATO, anti-Israel rhetoric Mr. Erbakan habitually used before his party emerged as Turkey's top vote-getter last December and, later, by his early official

visits to Iran and Libya. But more recently he has hewed to a more pragmatic course, renewing Turkey's military cooperation agreement with Israel and continuing to provide bases for American air operations in northern Iraq.

Now the more pressing question is whether the Islamic Government will respect the rights of secular Turks and maintain its alliance with the United States. Mr. Erbakan recently stirred alarms at home by challenging the strict secularist guidelines designed by the founder of modern Turkey, Mustafa Kemal Atatürk. Unlike America's own secularist tradition, these leave little scope for individual displays of religious devotion. Mr. Erbakan proposed relaxing the prohibitions against women's wearing veils and head scarves in the civil service and public universities. He also called for graduates of religious academies to be allowed to serve as military officers and supported the construction of large mosques in the center of Istanbul and Ankara.

Many secular Turks, particularly women, fear that these steps could be a prelude to fundamentalist intimidation. After an inappropriately pointed warning from Turkey's politically powerful generals, Mr. Erbakan this week promised to respect existing secularist legislation.

Ankara should continue to encourage peace between Israel and its Arab neighbors, enforce United Nations sanctions against Iraq and show its willingness to thwart Iran's export of terrorism. If it does so, the United States should be able to work constructively with the Erbakan Government.

The New York Times, 8 mars 1997

Kurdish Rebels in Turkey Are Down but Not Out

By STEPHEN KINZER

BATMAN, Turkey, March 3 — Whether Turkey is winning its 12-year war against Kurdish separatists depends on which village you believe.

In Caliskan, a rugged outpost near the Iraqi border where 4,000 Kurds scratch out a living as shepherds and farmers, the war seems to be all but over.

Three or four years ago, guerrillas from the Kurdish Workers Party, known as the P.K.K., roamed freely in the area. But the Turkish Army has built a 500-soldier base on the edge of town, and squads are on constant patrol in the surrounding mountains. Things are quiet again.

On one recent afternoon, military officers convened a meeting of local men, who effusively thanked them for their work.

"Thanks to the soldiers, we're going to open the coal mine again, and maybe even get a paved road," said the village chief, Nadir Yaman, who has 2 wives and 18 children. "Maybe a few people from this area were tricked into joining the P.K.K., but no one supports them any more. The

P.K.K. is a terror and murder group."

But 120 miles northwest of Caliskan lies the village of Gumusorgu. Rumors have been circulating through the surrounding countryside to the effect that something awful may have happened here. Some say soldiers have burned the village, or forcibly evacuated it or committed some kind of atrocity there.

A reporter who tried to reach Gumusorgu this week was arrested, taken to a military prison in Batman, the provincial capital, and interrogated for seven hours by angry Government agents who accused him of spying for the Kurdish rebels.

Part of the proof they cited was a restaurant receipt they found in his pocket indicating that he had met with a representative of a group with the phrase "human rights" in its name. One agent described Gumusorgu and two other villages that the reporter had hoped to visit as "P.K.K. villages." Another said Batman Province and neighboring Siirt Province were infested by the rebels. "They're all over the place!" he shouted. "We can't go out at night.

The P.K.K. is everywhere around here."

Is the war proceeding as it looks from Caliskan, with the army in firm control and local Kurds grateful that life is returning to normal? Or is it the way it looks from around Gumusorgu, where soldiers seem far from victory and rumors of repression spread unchecked over the high hills?

A six-day tour of southeastern Turkey suggests that the army has dealt powerful blows to the rebel group, killing many guerrillas and forcing most of the rest across the border to sanctuaries in Iran, Iraq and Syria. Many villages once torn by conflict are now at peace.

Many Kurds Resent Suppression of Identity

But throughout the region, many Kurds still resent the Government's refusal to accept their ethnic identity. With Kurdish newspapers closed, Kurdish politicians in jail and hundreds of Kurdish civilians murdered by mysterious death squads, the Kurdish Workers Party is the only



Agence France-Presse

Many Kurds from Turkey have taken refuge in Iraq. One Kurdish family walked through a refugee camp northeast of Mosul Wednesday.

surviving organization that upholds the concept of Kurdish identity.

"People are not for the P.K.K., because the P.K.K. kills children and schoolteachers and commits all kinds of violence," said a university student in Diyarbakir, the largest city in the region. "But there is a certain sympathy, because we share the same blood.

"We want to be able to express ourselves as Kurds, with books and newspapers and radio and television stations. What the Government has done makes us think they are against any peaceful Kurdish movement. The P.K.K. is all we have left."

As many as one-fourth of the 60 million people in Turkey are fully or partly Kurdish, tracing their lineage back to tribes that have lived in this region for more than 2,000 years.

Despite repeated efforts, Kurds have never had a state of their own, and today not only the Turkish Gov-

ernment but also the Governments of Iran, Iraq and Syria, all of which have substantial Kurdish populations, strenuously oppose efforts to create one on their territory.

The group leading that effort is the Kurdish Workers Party, tapping a deep strain of Kurdish nationalism that has persisted since the founding of the Turkish Republic 73 years ago.

The first evidently organized Turkish response to the rebels was a campaign of murder and kidnapping that has taken the lives of hundreds or perhaps thousands of Kurdish nationalists since 1991.

This wave of killings effectively decapitated the Kurdish elite in southeastern Turkey. It may also have crippled the rebels' efforts to build an organized base among civilians.

The next blow against the rebels was struck by the army, which beginning in 1993 flooded southeastern provinces with hundreds of thou-

sands of soldiers. They have overwhelmed the rebels, who probably never had more than 10,000 guerrillas.

The number of attacks by the rebels in recent months and the area in which they operate are greatly reduced from the level of two or three years ago. Army intelligence officers say they believe that fewer than 3,000 guerrillas remain inside Turkey, with perhaps another 4,000 encamped in neighboring countries.

Published estimates suggest that the war against the Kurdish rebels costs Turkey \$7 billion to \$8 billion a year.

Turkey Fears Its Land Could Be Carved Up

Despite that cost, despite the social upheaval caused by the hundreds of thousands of Kurds who have abandoned their villages voluntarily or on orders from the army, and despite the political price that Turkey has had to pay for the accusations of human rights violations that have been lodged against it in Europe and the rest of the world, most Turks seem to believe that their leaders have no alternative.

"Turks have never forgotten how the West tried to dismantle the Ottoman Empire," said A. Ilter Turan, a political scientist at Koc University in Istanbul. "They see the P.K.K. as trying to cut away a part of Turkey to create a separate state, and they don't tolerate that. The view is: 'You've pushed us as far as you can. You've taken all you're going to be able to take. Turkey isn't going to get any smaller.'"

This intense fear of losing part of



The New York Times

Some of the Kurdish villagers near Batman still support the P.K.K.

the country has led many Turks to oppose granting Kurds a measure of cultural or political autonomy.

"First they ask for innocent-sounding cultural rights like being allowed to speak Kurdish, which is no problem for us," said Mecati Bilican,

the Governor of the nine southeastern provinces that are under emergency rule. "Then it is a Kurdish television station, then cultural autonomy, then political autonomy. The end goal is to create a Kurdish state, which is something we will never allow."

Army Tries to Win Hearts and Minds

With the tide running clearly in favor of the army, there is wide agreement that the Government should now make stronger efforts to win the sympathy of Kurds in the southeast. Some local army commanders are taking steps in that direction by assigning soldiers to civilian tasks ranging from digging irrigation canals to clearing pasture land for sheep and goats.

"If I can do something for these villages, I do it," said Gen. Ergin Saygun, the army commander in Kars Province and one of the pioneers of such civil action programs. "It works so well that now some of the villagers want us to stay forever."

Finding official spokesmen for the Kurdish Workers Party is all but impossible. Nonetheless, it is possible to make some guesses about the strategy that the party follows.

It evidently seeks to disrupt development projects, viewing them as efforts by the Government to tighten its hold on southeastern Turkey. By making schools and their teachers targets, it seeks to prevent what it views as indoctrination of Kurds by an educational system that denies their identity and seeks to turn them into Turks.

"You open up a school, and the next day the teachers are killed," said a diplomat who closely watches

the conflict. "You build roads, and the next day they are torn up. You can't plant anything, because the P.K.K. will kill the farm laborers and burn the crops. The Government has turned the corner militarily, but now what they need is a political and cultural de-escalation."

Only with great difficulty can some Turkish officers and politicians bring themselves to concede that the party may have any popular support. A few, gently testing the limits of debate, suggest that perhaps the Government should stop insisting that Kurds identify themselves first and foremost as Turks.

"In the days of the Ottoman Empire, we ruled places like Serbia and Hungary and Bulgaria," said Musa Okcu, who represents Batman in Parliament. "People there were never forced to abandon their cultural heritage. There was also respect between the Ottomans and the Kurdish people. We need to use this historical experience and look for a solution along these lines."

Such views are about as extreme as may be legally voiced in Turkey. Official sensitivity to the threat of Kurdish nationalism is so strong that journalists and writers are jailed for seeming to support it. Because many points of view are taboo, it is impossible to have a public debate that considers the range of possible solutions.

"If I criticize this war or demand peace talks or talk about the legitimate rights of the Kurdish people, this is high treason," said Haluk Gerger, a leftist intellectual in Ankara who lost his teaching job after the 1980 military coup and has been taken to court six times for expressing his views, serving a year in prison in 1995-96.

"If I ask the Turkish Government

to abide by the legal or moral rules of warfare, it is a serious crime. You cannot even talk about the most serious problem facing your country."

Rebels' New Tack: Role as Holy Fighters

Recently the Kurdish Workers Party has taken a new propaganda tack, seeking to portray itself as a devoutly religious organization fighting a godless state. The party-influenced television channel that operates in Europe has begun broadcasting religious programs and referring to the guerrillas as *fedayeen*, or holy fighters.

That is an odd turnaround in view of the Marxist-Leninist principles on which the organization was founded, but it could strike a responsive chord because many Kurds are more traditionally Islamic than Turks in the western part of the country. It may also be an indirect overture to the Islamic-based Government of Prime Minister Necmettin Erbakan.

The party has been all but wiped out in some eastern provinces, but the fact that emergency rule remains in place in much of the region suggests that peace is not yet near.

"The level of fighting is far lower than it was a few years ago, and the human rights situation is also better," said Mahmut Sakar, director of the Human Rights Association office in Diyarbakir. "But that doesn't mean the trouble is over."

"If the soldiers leave, everything will go back to the way it was. There have been Kurdish insurrections for as long as there has been a Turkish state, and the Government has given no response except guns. Somehow we have to break out of this cycle."

GAMK / Samedi-Dimanche, 8-9 mars 1997

DES KURDES SONT UTILISÉS COMME DES DÉTECTEURS HUMAINS DANS DES OPÉRATIONS DE DÉMINAGE

C'est ce qu'a déclaré, le 19 février, le député de Batman Musa Okcu au nom de la Commission parlementaire des droits de l'homme du Parlement turc appelée à mener une enquête sur cette affaire. L'affaire a eu lieu à la fin du mois de décembre dernier lorsque des soldats turcs ont contraint une cinquantaine d'hommes du village de Tekevler, dans le district de Sason, de les devancer dans leurs opérations de déminage dans cette région. Interrogé par Reuters, M. Okcu a déclaré que "les villageois m'ont expliqué que les forces de sécurité les ont forcés d'être leurs détecteurs humains". Les villageois ont porté plainte auprès du sous-préfet de Sason qui leur a déclaré "Je ne suis pas compétent pour intervenir dans les affaires des militaires". Selon le quotidien *Ozgur Politika* du 20 février, le 31 janvier des habitants des villages Gundê Nû et Kelhesna, toujours dans le district de Sason, ont subi le même sort. Ces paysans ont tous un point commun: leur refus de devenir des protecteurs de village, malgré la menace de destruction de leurs villages par l'armée. Celle-ci semble vouloir les punir en les utilisant comme des cobayes.

Euro-Mediterranean conference focuses on Turkey

London-Turkish Daily News

Turkey has been one of the major focuses of the Euro-Mediterranean conference held in London March 6-7. Speakers expressed that the country has a great capacity for foreign investment and added that political instability was holding back many investors and was causing hesitation.

Stanley Fisher, first deputy managing director of the International Monetary Fund (IMF) said high inflation and imbalances in budget deficits were creating problems for the country with a huge potential.

Sir William Ryrrie, vice chairman of the ING Baring Holdings Limited, UK, said Turkey's Islamists had discouraged investments recently. Sir William, after speaking of Turkey's huge potential, said that investors had started to consider Turkey as 'high risk' country due to political turmoil and high inflation.

Meanwhile Rahmi Koç, chairman of the Koç Holding, said the most dramatic impact of the customs union Turkey had signed with the EU was the fierce competition felt in the domestic market.

"This caused a drop in market share and profit margins. As a result, industry was unable to accumulate the required resources," he pointed out. After reminding that business and industry needed larger then ever investments to be able to compete in such a situation, Koç said this had caused imbalances of financial resources, which could be remedied by helping business and industry financially and by allowing them to export to compensate for the lost domestic market.

He then went on and criticized the EU for not being generous to Turkey regarding financial assistance:

"While Spain receives \$7 billion and Portugal and Greece receive \$3-4 billion per annum, Turkey was offered a meagre \$500 million per

annum over a period of five years, making (in total) \$2.5 billion. Moreover, even this negligible sum was not released due to political pressure."

According to Koç, there is no adoption of the necessary macro-economic policies due to political instability in Turkey.

"As a result of these reasons, Turkey's foreign trade deficit went up from \$14 billion to \$20 billion, reaching 10 percent of the GNP," Koç added.

He pointed out that the 7 percent growth rate experienced by the country was due to the dynamism of the private sector in Turkey.

"However unless some clear cut economic measures are taken to boost exports, I do not think that this growth rate can be sustained," Koç warned.

He expressed that Turkey's case should be an example for other Mediterranean countries. "As we see in the case of Turkey, other Mediterranean countries cannot really be integrated into the European Union if they do not take the necessary economic measures and if they are not financially assisted," he clarified. According to Koç, the EU can help Mediterranean countries to become more competitive and in turn benefit from the vast markets the Mediterranean area can offer. Currently, he said, the EU was doing \$190 billion worth of trade with the region already.

"Sixty-five percent of all EU exports to this region originate from three countries, Germany, France and Italy. Similarly three countries, too, account for 50 percent of EU's imports, namely Israel, Turkey and Algeria," Koç said, adding that there were serious obstacles that prevented the Mediterranean countries from expanding their trade.

"Currently they specialize in agriculture and agro-based industries. On the other hand, due to common agricultural policies, the EU is rather protective regarding imports of agro products,"

Koç stated.

Regarding the debate over the EU-Mediterranean free trade zone, Koç counted his own observations as: "The set date of 2010 is too late because the central Europeans are going to join the EU in the year 2000. According to Uruguay round agreement, 2005 is targeted for total liberalization of the world textile trade."

His second point was that agricultural and agro industry products should be incorporated into these agreements and that EU common agricultural policy requirements must be waived.

Koç called for sufficient financial assistance to be made available to offset the negative effects of free trading countries. "The necessary policies must be adopted to facilitate the transfer of technology to Mediterranean countries and some industries should be encouraged to relocate to this region," he emphasized.

Meanwhile, Turkey's ambassador to London, Özdemir Sanberk, said in an article in Euro-Mediterranean partnership magazine that there were a number of factors working in favor of Turkey.

"Among the most important of these is the high volume of unregistered trade with Russia and the countries of Eastern Europe. Some well-informed estimates say that this may now have reached \$22 billion. Receipts from trade of this sort are certainly high among the factors preventing the seemingly very high deficits from causing major problem," he wrote in the article.

Meanwhile Foreign Secretary Malcolm Rifkind praised the Barcelona Conference of November 1995 and said the Euro-Mediterranean partnership conference was aiming to attract more private sector investment to the Mediterranean countries.

There were delegates both at governmental levels as well as from the private sectors of the participating Mediterranean countries.

GAMK / Samedi-Dimanche, 8-9 mars 1997

LA REVUE DE FEMMES KURDES ROZA POURSUIVIE PAR LA JUSTICE TURQUE

La rédactrice en chef et propriétaire, Fatma Kayhan, ainsi qu'une éditorialiste, Aysegül Karatás, de la revue Roza, une revue publiée par des femmes kurdes dont le siège se trouve à Istanbul, ont comparu devant la Cour de Sûreté de l'État N° 3 Istanbul, le lundi 24 février. Cette revue, qui entre dans sa deuxième année de publication, a publié à ce jour six numéros dont les thèmes portent sur la société kurde et la place de la femme au sein de cette société. Trois numéros sur les six publiés ont été saisis. Déjà, le 28 septembre dernier, les responsables de cette revue se sont trouvés devant la Cour de Sûreté de l'État d'Istanbul qui les a condamnés à une amende de 666.666 000 de livres turques et la rédactrice en chef à 14 mois de prison. Ce nouveau procès concerne le troisième numéro de la revue accusée de "séparatisme". A l'issue de l'audience du 24 février, Mme. Kayhan a affirmé que "l'article visé par la Cour ne contient aucun élément criminel et qu'elle ne trouve aucun inconvénient à le publier et a récusé les accusations de séparatisme" et d'ajouter que "cette répression contre nous fait partie d'une répression générale contre la liberté d'expression dans tout le pays". Par ailleurs, le 4 mars, la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara a condamné à un an de prison l'éditrice turque Mme. Zarakoglu pour des propos "séparatistes" tenus lors du 5ème congrès de l'Association des droits de l'homme. Le président du Parti ouvrier, Dogu Perinçek a également été condamné à un an de prison pour "déclarations séparatistes".

Frankfurter Rundschau, 8 mars 1997

„Ein Tag für Leyla Zana“

4745 Frauen wollen für die Kurdin im Gefängnis einsitzen

Von Ines Stöckler

FRANKFURT A. M., 7. März. Aus 15 europäischen Ländern und vier Kontinenten sind 4745 Frauen bereit, im Rahmen der Aktion „Ein Tag für Leyla Zana“ je einen Tag ins Gefängnis zu gehen. Die ins türkische Parlament gewählte kurdische Abgeordnete wurde 1994 zu 15 Jahren Haft verurteilt. Dort hatte sie gewagt, in kurdischer Sprache für ein friedliches Zusammenleben von Menschen unterschiedlicher Kultur und Sprache zu werben.

Am 2. März jährte sich zum drittenmal der Tag, an dem Leyla Zana verhaftet wurde. Friedlich demonstrierten an diesem Tag Menschen vor den Gefängnistoren in Ankara; die Polizei schritt nicht ein. Blumen in den kurdischen Farben grün, gelb und rot, die die Demonstranten Zanas Rechtsanwalt übergaben, durfte die 35jährige nicht bekommen. Sie sollten eine Erinnerung an den Tag sein, an dem Zana ihren Amtseid leistete und ein Band in diesen Farben im Haar trug.

Zum heutigen Internationalen Frauentag hat die Politikerin einen Brief aus dem Gefängnis an die Fraueninitiative „Freiheit für Leyla Zana“ geschrieben. „Sie ist erstaunt, daß sich so viele Frauen, die sie gar nicht kennt, für sie einsetzen“, sagte Florence Hervé, Sprecherin der Initiative, der FR. Zana freue sich, daß diese mit ihr die Sehnsucht nach Frieden und Freiheit teilten. Augenblicklich ginge es ihr nicht sehr gut.

Die Übergabe der Unterschriften soll noch im März in Ankara erfolgen. Nicht nur namhafte Persönlichkeiten sind bereit, einen Tag als Austauschgeisel für Zana einzusitzen; Frauen aus allen Lebensbereichen, unter ihnen auch Schülerinnen, engagieren sich. „Ich bin sehr beeindruckt, wie sich die Frauen damit auseinandersetzen, ob sie es auch wirklich schaffen, ins Gefängnis zu gehen“, sagt Hervé. Enttäuschend sei, daß in Deutschland, anders als in Großbritannien, Frankreich und Finnland, nur wenige Politikerinnen und Gewerkschafterinnen mitmachten.

Turkish Daily News MONDAY, MARCH 10, 1997

US finds Turkey-Iran energy deal 'unrealistic'

Washington- Turkish Daily News

■ Hoping that enough repetition of the same message will start to make a dent in the current Welfare Party (RP)-True Path Party (DYP) coalition government's apparent appetite for Iran's natural gas, a senior U.S. Administration official said, "U.S.-Turkish commercial relations need to be based on the same principles that have served the United States and Turkey so well with regard to security." Security relations between the two NATO allies have been based on a thoroughly pro-Western orientation since President Truman declared his famous "Truman Doctrine" back in 1947, pledging to protect Turkey and Greece against "totalitarian aggression."

Turkey and Iran signed a \$23 billion 20-year natural gas deal in Tehran back in August 1996.

Unrealistic

What is needed concerning Turkey's energy needs is a "realistic" approach, said Alan Larson, Assistant Secretary of State for Economic and Business Affairs, implying that he found the current Turkish-Iranian energy arrangements "unrealistic." "A realistic approach is especially crucial in regard to energy," Larson told Voice of America. "Turkey must decide whether it dares to put its energy future in the hands of countries that do not share Turkey's respect for democ-

cratic traditions, that use the proceeds of energy sales to foster terrorism, that seek to acquire weapons of mass destruction and that foment regional instability."

Deputy Chief of Staff Gen. Çevik Bir accused Iran in Washington of supporting Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorism, an assertion which was later confirmed by the U.S. State Department.

Alternatives

Turning to a theme raised by all relevant Administration officials at every public or private opportunity for the last six months, Larson said there were "alternatives" to Iranian gas to meet Turkey's energy needs.

"There are alternatives that could meet Turkey's needs in a more secure and cost-effective fashion," Larson said. "One is the proposed pipeline for Caspian Sea oil from Baku in Azerbaijan to Ceyhan in Turkey. A companion line to carry natural gas from Azerbaijan, and eventually from Turkmenistan and Kazakhstan, would appear to be a natural adjunct to the oil line. The United States is prepared to work with Turkey on such projects to advance its energy security."

Although the United States first expressed in January 1995 its firm support for the Baku-Ceyhan pipeline as one of the "multiple routes" to carry Azeri crude to European markets, some U.S. experts like Frederick Starr of the Central Asia Institute in Washington cast doubts on the final

realization of that objective due to Russia's increasing aggressiveness to push its own Baku-Novorossiysk line as the only alternative.

Praising Progress

According to Larson, the Turkish private sector and the government is nevertheless doing a good job with the economy "despite high inflation."

"Thanks to the dynamism of Turkey's private sector, economic growth during the first three quarters of last year was more than seven percent, despite high inflation. The United States supports the Turkish government's commitment to tackling its economic problems, beginning with deficit reduction and an ambitious program to privatize state-owned enterprises and assets. As the December decline in interest rates shows, the reaction of financial markets has been positive. The United States encourages Turkish officials to continue to pursue economic reform," said Larson. "The success of the U.S.-Turkish economic partnership must be based on respect, realism and resolve," said Larson, spelling out what, in his judgment, is apparently missing from bilateral relations.

"Each side must respect the roles, capabilities and values of the other. Each side must base its participation in the partnership on a clear appreciation of the economic and political reality of the other. And each side must summon the resolve to make the partnership work, despite complications that are sure to arise," Larson concluded his Voice of America interview.

Strasbourg le 13 Mars 1997.

Intervention de Aline PAILLER
Pour la libération de Leyla ZANA

PARLEMENT EUROPEEN



documents de séance

EDITION EN LANGUE FRANÇAISE

Quatorze mois après avoir été lauréate du prix Sakharov du Parlement européen, Leyla Zana est toujours dans la prison d'Ankara, détenue avec trois autres députés Kurdes pour avoir en sa qualité de député revendiqué les droits des Kurdes à leur culture !

Leyla ne nous pardonnerait pas un simple rappel de son prix et de sa détention empreint de sensibilité !

J'ai le souvenir après notre rencontre dans la prison d'Ankara, et lors de son

10 mars 1997

procès, d'une jeune femme d'une force et d'une détermination incroyables. Son combat est aussi le nôtre : celui du respect de la démocratie et des droits universels.

Elle est emmurée. Mais nous au Parlement européen, nous sommes impuissants malgré la carotte de l'Union douanière.

Depuis la signature de l'Union douanière, que notre groupe n'a pas votée, ne pouvons même plus rendre visite à Leyla Zana et la situation des droits de l'homme s'est aggravé en Turquie. Elle est là aussi pour nous rappeler le combat pour la démocratie : "Je suis kurde et je défends mon identité Je crois très important le rôle des femmes. En tant que femme, en tant que kurde, je veux que ce bain de sang s'arrête. Oui que tout cela s'arrête ! Mon combat pour les droits de l'homme fera avancer la démocratie en Turquie. Je suis lucide et c'est aujourd'hui le prix à payer. Je suis là pour les Kurdes et pour les Turques".

B4-0252/97

B4-0252/97

Résolution sur la libération de Leyla Zana

Le Parlement européen,

- A. rappelant ses précédentes résolutions sur les violations des droits de l'homme en Turquie,**
- B. déplorant que Leyla ZANA, prix Sakharov du Parlement européen 1995, soit maintenue en prison pour avoir prôné la démocratie et la reconnaissance des droits du peuple kurde par des moyens pacifiques,**
 - 1. exige la libération immédiate de Mme Leyla Zana, Prix Sakharov 1995 du Parlement européen;**
 - 2. demande la libération de tous les autres prisonniers politiques et d'opinions en Turquie;**
 - 3. charge son président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, aux gouvernements des États membres ainsi qu'au gouvernement turc.**

DOC_FR\RE\322\322273.pic

PE 258.398

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, MARCH 11, 1997

Kurdish Fighters Wage War for Public Opinion

But Ankara Wins Some Hearts and Minds

By Stephen Kinzer
New York Times Service

BATMAN, Turkey — Whether Turkey is winning its 12-year war against Kurdish separatists depends on which village you believe.

In Caliskan, a rugged outpost near the Iraqi border where 4,000 Kurds scratch out a living as shepherds and farmers, the war seems to be all but over.

Three or four years ago, guerrillas from the Kurdish Workers Party, known as the PKK, roamed freely in the area. But the Turkish Army has built a 500-soldier base on the edge of town, and squads are on constant patrol in the surrounding mountains. Things are quiet again.

On one recent afternoon, military officers convened a meeting of local men who thanked them effusively for their

work.

"Thanks to the soldiers, we're going to open the coal mine again, and maybe even get a paved road," said the village chief, Nadir Yaman, who has two wives and 18 children. "Maybe a few people from this area were tricked into joining the PKK, but no one supports them any more. The PKK is a terror and murder group."

But about 200 kilometers (about 120 miles) northwest of Caliskan lies the village of Gumusorgu.

Rumors have been circulating through the surrounding countryside that something awful may have happened there. Some say soldiers burned the village or forcibly evacuated it or committed some kind of atrocity there.

A reporter who tried to reach Gumusorgu this week was arrested, taken to a military prison in Batman, the provincial capital, and interrogated for seven hours by angry government agents who accused him of spying for the Kurdish rebels.

Part of the proof they cited was a restaurant receipt they found in his pocket indicating that he had met with a representative of a group with the phrase "human rights" in its name.

One agent described Gumusorgu and two other villages that the reporter had hoped to visit as "PKK villages." Another said Batman Province and neighboring Siirt Province were infested by the rebels.

"They're all over the place!" he shouted. "We can't go out at night. The PKK is everywhere around here."

Is the war proceeding as it looks from Caliskan, with the army in firm control and local Kurds grateful that life is returning to normal? Or is it the way it looks from around Gumusorgu, where soldiers seem far from victory and rumors of repression spread unchecked

over the high hills?

A six-day tour of southeastern Turkey suggests that the army has dealt powerful blows to the rebel group, killing many guerrillas and forcing most of the rest across the border to sanctuaries in Iran, Iraq and Syria. Many villages once torn by conflict are now at peace.

But throughout the region, many Kurds still resent the government's refusal to accept their ethnic identity.

With Kurdish newspapers closed, Kurdish politicians in jail and hundreds of Kurdish civilians murdered by mysterious death squads, the Kurdish Workers Party is the only surviving organization that upholds the concept of Kurdish identity.

"People are not for the PKK, because the PKK kills children and schoolteachers and commits all kinds of violence," said a university student in Diyarbakir, the largest city in the region. "But there is a certain sympathy, because we share the same blood."

"We want to be able to express ourselves as Kurds, with books and newspapers and radio and television stations," the student said. "What the government has done makes us think they are against any peaceful Kurdish movement."

As many as one-fourth of the 60 million people in Turkey are fully or partly Kurdish, tracing their lineage back to tribes that have lived in this region for more than 2,000 years.

Kurds have never had a state of their own, and today not only the Turkish government but also the governments of Iran, Iraq and Syria, all of which have substantial Kurdish populations, strenuously oppose efforts to create one on their territory.

The group leading that effort is the Kurdish Workers Party, tapping a deep

strain of Kurdish nationalism that has persisted since the founding of the Turkish Republic 73 years ago.

The first evidently organized Turkish response to the rebels was a campaign of murder and kidnapping that has killed hundreds or perhaps thousands of Kurdish nationalists since 1991.

This wave of killings effectively decapitated the Kurdish elite in southeastern Turkey. It may also have crippled the rebels' efforts to build an organized base among civilians.

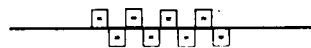
The next blow against the rebels was struck by the army, which beginning in 1993 flooded southeastern provinces with hundreds of thousands of soldiers. They have overwhelmed the rebels, who probably never had more than 10,000 guerrillas.

Army intelligence officers say they believe that fewer than 3,000 guerrillas remain inside Turkey, with perhaps an additional 4,000 encamped in neighboring countries.

Published estimates suggest that the war against the Kurdish rebels costs Turkey \$7 billion to \$8 billion a year.

Despite that cost, despite the social upheaval caused by the hundreds of thousands of Kurds who have abandoned their villages voluntarily or on orders from the army, and despite the political price that Turkey has had to pay for the accusations of human-rights violations that have been lodged against it in Europe and the rest of the world, most Turks seem to believe that their leaders have no alternative.

"Turks have never forgotten how the West tried to dismantle the Ottoman Empire," said Ilder Turan, a political scientist at Koc University in Istanbul. "They see the PKK as trying to cut away a part of Turkey to create a separate state, and they don't tolerate that."



Northern Iraqi peace committee to hold first session

The participants at Tuesday's meeting will attempt to take the necessary steps for building confidence between the parties and implementing the Ankara agreement, including the principles of sharing border revenues and coordination between the two administrations in the region

Ankara-Turkish Daily News

■ With tension in northern Iraq increasing rapidly, a high-level coordination committee will come together in Ankara on Tuesday to discuss the northern Iraqi peace movement.

The committee, made up of representatives of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the Kurdistan Democratic Party (KDP), and the Turkmen Front, will look at how exactly to implement the agreement

reached between the parties in Ankara on Jan. 15.

According to one source, the participants at Tuesday's meeting will attempt "to take the necessary steps for building confidence between the parties, for reconciliation and implementing the Ankara agreement, including the principles of sharing border revenues and coordination between the two administrations in the region."

The sponsors of the meeting, Britain, the United States and Turkey, are expected to urge for the establishment of a temporary united regional government which would be responsible for holding elections. At the moment the PUK and the KDP each have a separate Parliament.

The PUK will be represented by a delegation headed by Fouad Masoum and which includes Shazad

TUESDAY, MARCH 11, 1997

Turkish Daily News

Saib, PUK's representative to Ankara and Kadir Hacı Ali. The KDP will be represented at the meeting by Sami Abdurrahman, Arif Teyfur and Azad Mirani. While the Turkmen Front delegation will be fronted by Sinan Çelebi.

Friction between the PUK and the KDP has increased lately with both sides trading insults. Former U.S. Assistant Secretary of State Robert Pelletreau had invited the leaders of the two parties to come together and when this attempt failed, Kosrat Rasul and Nechirvan Barzani, second in charge of the PUK and KDP respectively, were invited to meet.

This attempt also failed. Rasul himself was accused of attempting to assassinate a high-level KDP official recently. The PUK deny the accusation, saying the KDP is just trying to blacken the name of the man who stood up to KDP and Iraqi forces when they attacked the town of Erbil last August.

Deutsch to visit Ankara

Meanwhile on Monday, the U.S. State Department director of the northern Gulf affairs, Robert Deutsch, arrived in Ankara Monday to have consultations with Turkish, British, PUK, KDP and Turkmen officials. Diplomatic sources talking

to the Turkish Daily News said Deutsch's aim would be to speed up the peace implementation process. Deutsch will leave Ankara on Wednesday.

Who will succeed Pelletreau

Since the retirement of Robert Pelletreau, the man who was seen as the prime pusher of the northern Iraqi peace process, implementation of the Ankara agreement has been seen as slowing down. As to who will take his place, the name Martin Indyk, currently U.S. ambassador to Tel Aviv, has been bandied about but, as official sources emphasize, he would first have to go through U.S. Senate confirmation hearings.

Turkish Daily News WEDNESDAY, MARCH 12, 1997

Erbakan: Hit PKK and fundamentalists but show Kurds and believers compassion

The prime minister says parties not represented in Parliament, excepting his own Welfare Party, had been upholding democracy but those in the Parliament had failed the democracy test

Ankara- TDN Parliament Bureau

■ Prime Minister Necmettin Erbakan said the political developments of the past weeks had been a test for democracy and that the opposition parties in Parliament had all failed the examination.

Erbakan pointed out that the affection shown toward the Kurdish population, while at the same time fighting separatist terrorism, should be extended to devout believers, while combating "reactionary" movements.

In his speech at a Welfare Party (RP) parliamentary group meeting, Erbakan said his party wanted peace, harmony and reconciliation to prevail in the country, and pointed out they were aware the greatest responsibility in this respect lay with the government.

"Secularism is to act in the light of science and rationality, whereas being reactionary is being dogmatic and ignorant. In our country there are also secularist reactionaries.

They will not allow anyone to talk and



PM Erbakan wants 'kid gloves' against Kurds and the devout.

they impose their will, Erbakan said. "We call these people fascist secularists but they are in fact anti-secularists. Secularism demands acting in the light of science and rationality and that laws be made in Parliament." He said the country had gone through political turmoil in the past weeks but pointed out that this turmoil had been useful to see who were truly democratic and who were not.

Erbakan said the parties not represented in Parliament had been upholding democracy but those in Parliament had failed the democracy test and remarked: "Turkey will definitely come out of this frenzy,"

Erbakan said there were also leftist reactionaries in the country and remarked that those who wanted to bring Stalinist rule should also be considered reactionaries. He said reactionary movements had to be combatted because those people forced their will on society and did not know religion. "But we must show the utmost respect to devout believers," the prime minister said.

Erbakan said the students who raised red flags during protests at universities wanted to stir trouble and they were preparing to abuse Newroz, the Kurdish spring festival. He added that devout and moral youth should be brought up against communism and that the importance of spirituality should not be disregarded.

Turkish Daily News WEDNESDAY, MARCH 12, 1997

KDP pulls out of peace process after assassination

KDP Representative: 'All indications and preliminary investigations show that the PUK was directly involved in this act of terror'

SAADET ORUÇ

Ankara-Turkish Daily News

■ The killing of a senior Kurdistan Democratic Party (KDP) figure in the northern Iraqi town of Erbil led to the KDP delegation to the High Level Coordination Committee, consisting of representatives from the PUK, KDP and the Turkmen Front, walking out of Tuesday's meeting in Ankara, and later announcing the party was pulling out completely from the Ankara peace process.

The sudden action by the KDP followed a telephone call which the head of the KDP delegation at the talks, Sami Abdurrahman, received in the early afternoon informing him that Muhiddin Rahim, a high-level

KDP official, had been allegedly been murdered by members of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

"While the meeting in Ankara was going on, one of the heads of the KDP was killed as result of terror," Abdurrahman later told reporters at his hotel. "All indications and preliminary investigations show that the PUK was directly involved in this act of terror."

"The car bombers are in custody and they admitted they were sent by Kosrat Resul," he claimed. Resul is a high-level PUK official Shazad Saib, PUK Ankara representative, told the TDN the PUK denies any involvement in the killing. "We are ready to cooperate in any neutral investigation," he said.

Abdurrahman said there had been other assassinations and bombings of KDP officials and accused the peace mediators, the United States, Turkey and Britain, of not carrying out investigations. "They neglect what they should not neglect," he said.

According to Abdurrahman, the KDP will not attend any more meetings until a proper investigation is

carried out by the peace mediators.

The Ankara process started after bitter clashes between the Massoud Barzani-led KDP and Jalal Talabani's PUK. The United States, Britain and Turkey, as sponsoring groups, chaired a series of multilateral meetings in Ankara to try and establish a peaceful solution to the problem. Tuesday's meeting was expected to attempt to take the necessary steps for building confidence between the parties, for reconciliation and implementing the Ankara agreement, including the principles of sharing border revenues and coordination between the two administrations in the region.

Nechirvan Barzani meets Deutsch

Before the dramatic events of the early afternoon, Nechirvan Barzani, a high-ranking KDP official, met with Robert Deutsch, US State Department director of northern Gulf affairs, in Ankara.

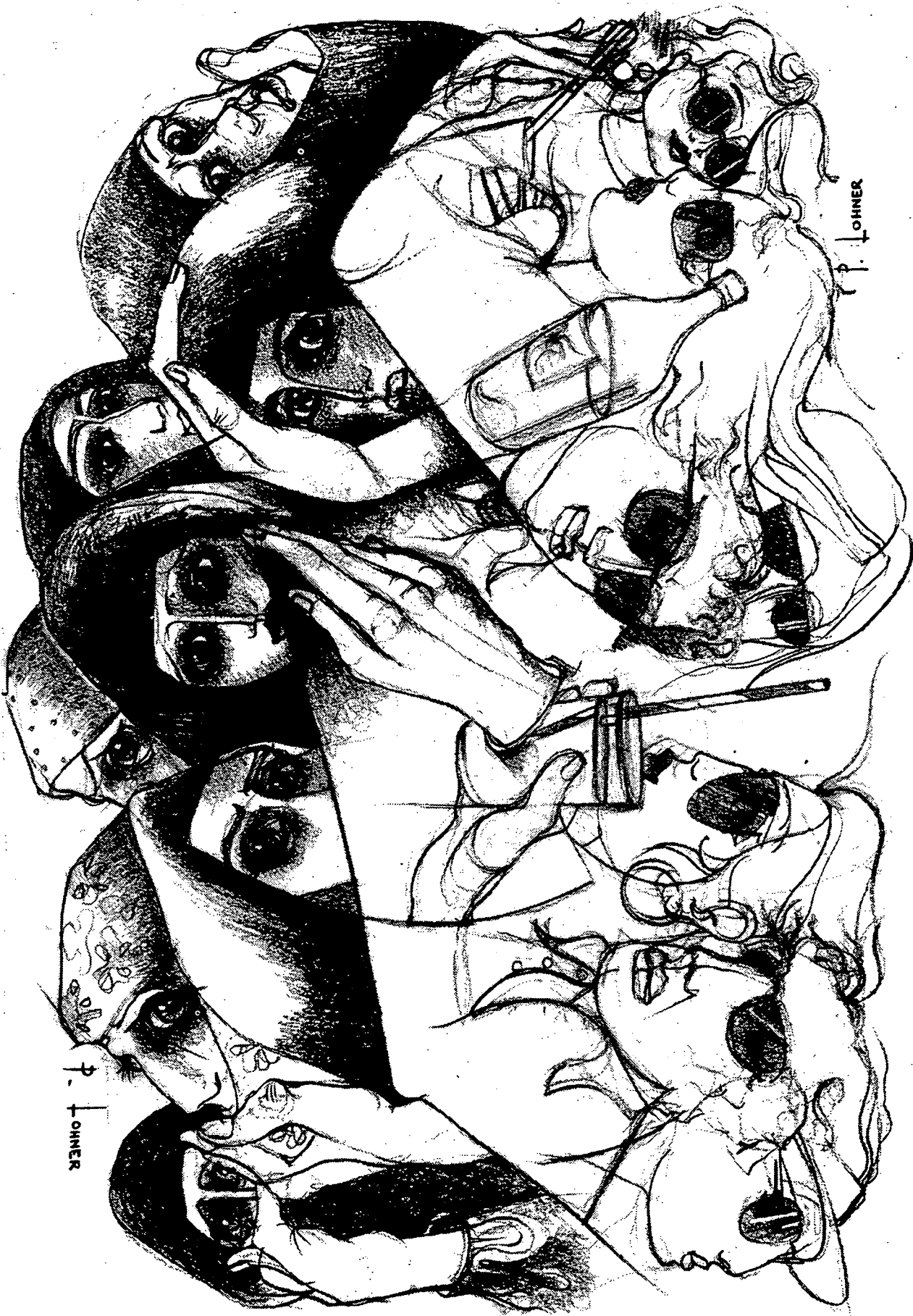
Barzani's visit to Ankara was not made public even though the High-Level Coordination Committee was to meet at the same time. When asked about the visit, the KDP representative to Ankara Safeen Dizayee confirmed the Barzani-Deutsch meeting. Nechirvan Barzani, who arrived in Ankara on Monday, left on Tuesday.

Turkish Daily News WEDNESDAY, MARCH 12, 1997

Security forces deal big blow to the PKK

■ Security forces are continuing to mop up in operations against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) near the southeastern town of Şırnak. On the weekend, 42 PKK rebels were killed just meters from the Iraqi border, the Anatolia news agency reported. During the operation, code-named ATAK-3, security forces seized anti-aircraft guns, huge amounts of ammunition, rifles, mortar shells and illegal documents in eight caves used by the PKK as dumps. Along with the military equipment, security forces also seized a bell, a wire mobile bridge, two television sets, a school desk, a sledgehammer, cotton, batteries, a water pump, six mules, 200 sheep, footballs, sleeping bags and medical equipment. The operation is backed by fighter jets and U.S.-made helicopters.

•Le Monde - mercredi, 12 mars 1997 •Le Monde - mercredi, 12 mars 1997



Jeunesse iranienne sous voiles

De la maternelle à l'université, le régime islamique de Téhéran impose le strict respect de ses principes religieux à coups de censure et d'interdits. Le domicile reste, parfois, le dernier espace de liberté pour les jeunes

A VENUE Shohada, au centre-sud de Téhéran, le lycée est un bâtiment blanc anonyme dans un quartier de villas petites-bourgeoises aux hauts murs d'enceinte totalement aveugles qui intriquent le visiteur. Etablissement privé, le Lycée Refah pour filles est supposé accueillir une partie de la future élite qui gèrera l'Iran demain, puisque 75 % de la population a moins de vingt-cinq ans.

Fatemeh, Zeinab, Mariam et bon nombre d'autres parlent un anglais quasi parfait et se proposent de jouer les interprètes pour celles qui le connaissent moins bien. Elles ont la répartie facile et la réponse toute prête : le fondement de toute leur vision du monde, du présent comme de l'avenir, voire de leurs loisirs, est l'islam. Du moins le disent-elles. L'unique régime au monde où les religieux sont au pouvoir prépare sa relève dans un double souci : concilier développement scientifique et technique, et rigorisme musulman.

S'il en fallait une preuve, les activités du Centre de recherches pour les affaires de la jeunesse, relevant de la présidence de la République, est là pour l'administrer. En coordination avec tous les ministères concernés, ce centre est chargé d'encadrer la jeunesse dans « quatorze domaines essentiels », précise Seyed Hamid Kalantari, son directeur. Cela va des études proprement dites, à « la foi et la connaissance », « la morale et la spiritualité », les questions du mariage et de la famille, « les arts et la littérature », « les sciences et tech-

niques », mais aussi « les sports et l'éducation physique », « les voyages et le tourisme ».

Car le Centre, sur la base d'un sondage mené auprès de 25 000 jeunes, a dressé la liste des goûts et préférences de la jeune génération, pour répondre à certains besoins et exclure tout ce qui n'est pas conforme « à la culture et aux valeurs islamiques ». Les comités d'information, les centres culturels et sportifs, les activités sociales, ont été multipliés, mais ils demeurent strictement encadrés, dirigés et dirigistes.

Fatemeh, Zeinab, Mariam et les autres, avec leurs mots d'adolescentes de quinze à dix-sept ans, tiennent sur le fond exactement le même discours que leurs aînées de trente-cinq à quarante ans, membres du très officiel Conseil culturel et social des femmes, qui relève directement du guide Ali Khamenei, l'autorité suprême politique et religieuse. Le voile que les fillettes doivent porter dès l'âge de neuf ans ? « C'est la dignité des femmes d'en porter », disent-elles. Et toutes les croyantes du monde musulman qui ne se voilent pas sont « des musulmanes, certes, mais pas parfaites ». Pourquoi ? « Parce que c'est le prophète Mohammed qui l'a dit. (...) Parce que nos mères et nos parentes nous ont montré la voie. (...) Parce que nous avons étudié et découvert la vérité par nous-mêmes. »

Elles affirment sans sourciller que « la plupart des problèmes des autres sociétés sont dus au sexe », qu'elles l'ont appris « en lisant des articles, y compris dans des revues occidentales ». L'une d'elles dit avoir même « entendu à la BBC que les Etats-Unis veulent maintenant

séparer les garçons des filles dans les écoles, pour qu'ils se consacrent à leur travail et obtiennent de meilleurs résultats ».

QUE pensent-elles du régime et du gouvernement ? « Nulle part au monde, les gouvernements ne sont parfaits, et le nôtre ne fait pas exception à la règle. Mais nous lui faisons confiance et nous l'aiderons à améliorer les choses en nous éduquant et en demandant l'aide d'Allah ». Que font-elles de leurs moments de loisirs ? « J'étudie mes leçons, lis le Coran et d'autres ouvrages, j'aide ma mère à la maison et je regarde la télé », répond Zeinab. Les programmes télévisés sont, dit-elle, « bons et variés. Certains films étrangers sont censurés, mais ça n'a pas d'importance parce que ce qui est coupé ne correspond ni à notre culture, ni à nos valeurs ».

Celles d'entre elles qui sont allées à l'étranger, qu'elles soient filles de diplomates ou qu'elles aient pris des vacances, trouvent que les autres pays « c'est bien, mais leur savoir religieux ne nous convient pas ». Demandez leur si elles n'ont pas envie d'autre chose, d'aller danser par exemple, et c'est un « non » offusqué qui fuse de toutes les lèvres. « Vous ne savez pas poser les questions essentielles », lance l'une d'elles. Et quelles sont les questions essentielles ? « Demandez-moi quel est mon but dans la vie et je vous dirai que c'est d'appréhender à avoir confiance en moi. Je crois en Dieu, en son prophète et en nos imams, et c'est pour cela que je considère, par exemple, que danser c'est futile. (...) La vie doit être consacrée à Dieu et les loisirs aussi ».

Ces adolescentes qui veulent être dentiste, mathématicienne, généticienne ou suivre des études religieuses, disent-elles vraiment ce qu'elles pensent, ou répètent-elles un discours stéréotypé qu'on leur a appris dès la maternelle ? « Vous savez, quand vous vivez dans une pièce fermée et que l'on vous délivre constamment le même message, vous ne pouvez que croire ce qu'on vous dit », commente une jeune étudiante en médecine. « C'est inévitable. L'endoctrinement est tel que les gens ordinaires deviennent, sans même s'en douter, de plus en plus fanatiques. Je me surpris moi-même dans la rue, et Dieu seul sait si j'en ai marre de ce régime, en train de regarder d'un œil presque noir une femme qui n'aurait pas de chaussettes ou d'épais bas sombres. »

Et de raconter comment les étudiants islamistes exercent de fortes pressions à l'Université, dont nombre de facultés ne sont pas mixtes et où un professeur, pour peu qu'il soit jeune et célibataire, ne peut pas donner de cours aux

jeunes filles. Si, pour les matières scientifiques et les sciences exactes, la censure ne sévit pas, nombre d'universitaires ont renoncé à donner des cours dans les facultés des sciences humaines, tant il est vrai que les sujets interdits dans ces matières et les rappels à l'ordre sont nombreux.

« Dans ce pays méfiez-vous de la triche, prévient Néguine, une jeune bourgeoise occidentalisée. Pour avoir la paix chez soi, on nous force à mentir. Nous sommes un peuple d'hypocrites, je dirai même de schizophrènes, surtout les jeunes, qui vivent souvent une contradiction entre leur mode de vie chez eux et ce qu'ils doivent afficher en public. Tous les jeunes suivent le même enseignement religieux puisqu'il est obligatoire. Et pourtant, voyez le nombre de ceux qui réclament plus de libertés. » « Oui, mais ces libertés, beaucoup de jeunes ne savent pas très bien ce qu'elles veulent dire, puisqu'ils ne les ont jamais vécues, dit Mohamad, vingt-neuf ans. Au point que certains de ceux qui ont l'occasion d'aller dans un pays occidental en reviennent en traitant les Européennes de « salopes ». C'est la même chose lorsqu'ils rêvent d'Amérique : ils fantasment plus qu'autre chose. »

Vivre chez soi et faire semblant dehors, c'est-à-dire, respecter la séparation entre hommes et femmes dans les cinémas, les bus, les files d'attente, le port - à défaut du tchador proprement dit - du voile et du manteau très long, pour les femmes, etc. Et encore, l'intimité n'est-elle pas garantie puisque le risque est permanent de voir intervenir chez soi une escouade de « gardiens de la révolution » ou de membres de la police, pour conduire au poste tous ceux qui auront été pris en flagrant délit de simple soirée dansante, ou de consommation de quelques verres d'alcool fabriqué à domicile. Mais il arrive aussi que ces gardiens de l'ordre se laissent « convaincre » de fermer les yeux en échange de sommes d'argent plus ou moins importantes.

DEVANT l'une des permanences de l'organisme chargé d'appliquer les « interdits » (mounkerat), avenue Motahari, dans le centre de Téhéran, des dizaines de personnes attendent tous les jours, pratiquement à toute heure. Ce sont des Téhéranais venus s'enquérir de l'un des leurs interpellé pour un « interdit », ou pour son allure, surtout si elle est jugée « rap ». Le « rap » dont parlent les cerbères des bonnes mœurs ne concerne même pas la musique, mais désigne une tenue jugée débraillée, une coupe de cheveux pas tout à fait réglementaire ou un type de

lunettes solaires estimées ostentatoires. Le samedi, le nombre des interpellés est plus grand encore, après le congé hebdomadaire musulman.

Par rapport à la population de la capitale, les centaines d'interpellations quotidiennes peuvent paraître dérisoires. Mais c'est le principe même de l'ingérence chez soi, et dans les choix les plus privés, qui est insupportable pour les habitants de Téhéran. Selon un intellectuel islamiste, l'intolérance est encore plus grande dans d'autres villes du pays. Dites aux Iraniens qu'après tout, c'est la même chose qu'en Arabie saoudite, où les mouttawain, la police des mœurs, veillent eux aussi au grain, et ils vous répondront, indignés, que l'Iran n'a jamais été l'Arabie saoudite !

« Je crois en Dieu, en son prophète et en nos imams, et c'est pour cela que je considère, par exemple,

**que danser c'est futile. (...)
La vie doit être consacrée à Dieu et les loisirs aussi »**

« Cela dit, ne vous y trompez pas, commente Nazanin. Le régime représente, à des degrés divers, la majorité de la population, soit parce qu'elle est convaincue, soit parce qu'elle y trouve son intérêt. » Nazanin et ses amis vivent, comme ils le disent eux-mêmes, « en marge », ne se trouvant bien que chez eux et entre eux, écoutant de la musique occidentale interdite, ou visionnant des films vidéo entrés clandestinement dans le pays via Dubaï (Emirats arabes unis) ou la Turquie.

« Socialement et culturellement, il y a un fossé entre eux et nous. J'aurais souhaité qu'ils comprennent mon mode de vie de la même manière que je respecte le leur. Mais ils ne me feront jamais croire que, parce qu'ils sont islamistes, jeunes gens et jeunes filles n'éprouvent pas les mêmes envies et attirances, ni

n'ont envie de contester ou de découvrir autre chose que ce qu'on veut bien leur apprendre, comme n'importe quels jeunes de leur âge partout dans le monde. »

Le régime islamique aujourd'hui – la précision est importante tant il est vrai que le comportement des autorités est imprévisible – donne l'impression de s'accommoder dans une certaine mesure de ceux qui refusent de se laisser convaincre par ses grands principes, tout en donnant des tours de vis à l'occasion, qui sont autant de gages aux purs et durs de l'idéologie rigoriste. Après tout, nombre de ces « marginaux » appartiennent à une catégorie sociale dont les ressources financières et les compétences professionnelles sont utiles à la reconstruction et au développement du pays, en attendant que soient formés ses futurs cadres. Le régime n'a-t-il pas, dès 1994, invité tous ceux qui étaient partis après la révolution à revenir, voire à récupérer leurs biens confisqués ?

Pour que la relève ne soit pas « contaminée » par une culture « venue d'ailleurs », mieux vaut cibler les intellectuels par qui la « subversion » pourrait arriver, tout en comptant sur la masse des conservateurs traditionnalistes qui, sans soutenir le régime des reli-

gieux, n'en sont pas moins dans le ton. Ainsi va la société iranienne, truffée de contradictions et roulant à plusieurs vitesses – économique, sociale et culturelle.

Toute la question est de savoir si, comme le pense un jeune homme d'affaires, les choses ne peuvent qu'aller vers une plus grande tolérance forcée et non voulue, ou si le régime réussira son pari de faire de l'Iran, à l'orée du XXI^e siècle, le « modèle » d'une société réellement islamiste.

« A côté de chez moi, dit Mohamad, il y a une pizzeria où les jeunes viennent surtout le jeudi soir, premier jour du week-end musulman, parce que c'est bon, et aussi parce que c'est un lieu de rencontres entre jeunes gens et jeunes filles. Le propriétaire verse un tribut à la police des mœurs du quartier pour avoir la paix. Un « comité » d'un quartier voisin n'ayant pas réussi à avoir sa propre part du gâteau, des descentes sont organisées de temps en temps à la pizzeria. Les jeunes sont emmenés au poste. Que croyez-vous qu'il arrive ? Tous les jeudis, ils font à nouveau la queue devant la pizzeria. Il faudra bien qu'un jour ou l'autre les autorités baissent les bras... »

Mouna Naïm
Dessin : Pierre Lohner

European envoys satisfied with human rights trends

Rapporteurs, planning to visit Southeast Anatolia, say the biggest issue for Turkey is the Kurdish problem

Ankara- Turkish Daily News

■ Andreas Barsony and Walter Schwimmer, the rapporteurs of the Council of Europe Parliamentary Assembly, said they found that the biggest problem facing Turkey was the Kurdish issue.

Speaking to the press after their meeting with Justice Minister Şevket Kazan, Barsony and Schwimmer expressed their satisfaction with the positive trends in human rights and democratization in Turkey.

The two said they had asked to visit several prisons but were advised not to by the ministry

because of the recent incidents in Turkish prisons. "But next time, we will certainly go," they said. The envoys will prepare a report on their findings here to be presented to Council of Europe.

Kurdish issue

The rapporteurs are to be scheduled to visit officials of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) and to visit southeastern Anatolia region.

When asked about these contacts, the envoys commented that the biggest problem in Turkey was the Kurdish issue. "But separatists and ordinary people must not be put in the same basket," they added. Emphasizing that their mission was just one of observation, they pointed out that such "extraordinary" problems harmed the country and the people as well.

Turkish Daily News THURSDAY, MARCH 13, 1997

Final turning point in political crisis

The meeting where MGK decisions will be assessed with a one-week delay, marks a new phase for the RP-DYP coalition. Prior to the meeting, bilateral meetings take place between Çiller, Erbakan and Demirel, and former Chief of General Staff Güreş meets with Yılmaz, Baykal, Türkeş and Ecevit to express his concerns

KEMAL BALCI

Ankara-TDN Parliament Bureau

■ The Welfare Party (RP)-True Path Party (DYP) government meets today for the first time since the National Security Council (MGK) informed the government of the need to take a number of anti-fundamentalist measures, triggering a political crisis. This meeting constitutes the last stage in the efforts aimed at overcoming that crisis. It will also be a new test for the government, giving an idea of the coalition's chances for survival.

Though two weeks have passed since the MGK took these decisions at its critical Feb. 28 meeting, the coalition partners have yet to reach full agreement on the measures to be adopted against "religious reactionism." RP leader and Prime Minister Necmettin Erbakan says they would act with due care and concern "within the boundaries of the Constitution, human rights and the laws which created the MGK" when dealing with this measures package. His coalition partner, Deputy Prime Minister Tansu Çiller, on the other hand, says the MGK decisions will be implemented "without any concessions."

Prior to the government meeting, Erbakan and Çiller met in an effort to find common ground. Following his one-hour meeting with Çiller, Erbakan had a talk with President Suleyman Demirel at the presidential palace. The two exchanged views in a meeting which lasted one-and-a-half hours.

As talks were taking place between Çiller, Erbakan and Demirel on Tuesday, an unexpected drive was launched in Parliament. DYP Kilis Deputy Doğan Güreş, former chief of general staff, had separate "private talks" with main opposition Motherland Party (ANAP) leader Mesut Yılmaz and

center-left Republican People's Party (CHP) leader Deniz Baykal. Güreş stressed that this was a strictly personal initiative which should not be linked to the DYP or its leader Tansu Çiller.

Güreş continued his efforts on Wednesday, meeting with Nationalist Movement Party (MHP) leader Alparslan Türkeş and Democratic Left Party (DSP) leader Bülent Ecevit. In reply to questions from the press, he maintained that just as he was not acting on behalf of the DYP, he was not representing the armed forces either — that he was merely visiting the political leaders to hear their views on the latest political developments, to stress that the MGK decisions should definitely be complied with, and to warn the

armed forces should not be "exploited." Ecevit said that, as a deputy, Güreş had certain worries which he articulated sincerely. According to the party leaders, Güreş sought their opinions as to how the country could leave behind the current political crisis, as well as opposition's proposals for a new government which would not include the RP.

The 12 conditions

While the coalition partners remain divided on the recommended measures against "religious reactionism," some deputies expressed the conviction that the crisis was not abating, that on the contrary it was drifting towards a critical point. ANAP's Kamuran İnan, a veteran politician, said that the politicians and the government had been bogged down. He said, "Still, Parliament will get out of this quagmire. We must achieve that." Meanwhile, one day before the key government meeting, speculation abounded in Parliament about a communique listing the "12 conditions which any government in Turkey would be compelled to comply with," an issue brought up in the March 11 issue of daily Milliyet by Talat Halman, a former culture minister currently living in the United States. There has been speculation to the effect that the "12 conditions" reflect the armed forces' views. In his article, Halman listed the "12 conditions," maintaining that any government which did not fulfill these would be ousted:

- 1) The Turkish Republic is a secular democracy.
- 2) Political parties will be in the service of the people.
- 3) Integrity will become a feature in politics (ie. the current plundering can not continue).

4) There should be no lack in showing Atatürk due respect.

5) Foreign policy will be conducted in an independent, multifaceted and dignified manner.

6) Whether it joins the European Union or not, Turkey will organize its economy as a free, Western, orderly, honest world state in a way benefiting the people.

7) At all levels, education will retain its function of training secular-minded, constructive citizens open to the world who respect human rights.

8) People of the Turkish Republic are devoted to their religion. They see religion as a "spiritual experience" and not as the "foundation of the state." Religion and state will not merge.

9) Though the freedom of attire is a democratic right, it is a duty to comply with the dress codes of certain establishments.

10) The armed forces is an institution which has become identified with society. It defends democracy just as it defends the country.

11) The Turkish culture is a synthesis. It can not be reduced to a single dimension.

12) The fight against poverty and for liberties, human rights, development, and a healthy and educated society, are all "national priorities." Governments who fail to serve these will fall down.

What happens at the government meeting?

The government will discuss the "measures against (religious) reactionism" prepared in the light of the official MGK communique — and undersigned by Prime Minister Necmettin Erbakan after three days of resistance.

The measures sought by the MGK include steps Erbakan's RP is definitely against, such as the reinsertion into the Turkish Penal Code of the provisions envisaging sanctions for "crimes of anti-secularism" which dropped from the Penal Code in 1989; cutting down the number of imam-training schools which the RP evidently considers a potential source of RP voters and RP members; abolishment of the junior parts of the imam-training schools by integrating these into the regular elementary schools under a plan in which children will have an eight-year mandatory education instead of the current five-year system. The MGK has also recommended that government put a stop to the RP-held municipalities' and certain state departments' practice of recruiting officers expelled from the armed forces for engaging in fundamentalist activities; bring the religious communities' Koran courses under the control of the Education Ministry and the Religious Affairs

Directorate, implement the dress code strictly so that certain types of religious attire will not be worn outside mosques; bring under control certain Islamist "terrorist organizations such as Hizbollah and IBDA-C"; put an end to the wave of "fundamentalist" appointments at state departments; initiate new legislation under which

political parties would be held responsible for the statements and actions of mayors associated with them; and close down immediately the illegally-religious cloisters and retreats.

The government's future may be plunged into jeopardy unless the coalition partners manage to reach a compromise. If the partners do reach a compromise on the

majority of the "measures" to be adopted, the relevant bills will be presented to Parliament and executive action will be taken immediately on some issues. But if this process turns into a foot-dragging activity to gain time, the uneasiness of the military and the intensity of the political crisis will keep feeding one another.

Northern Iraq peace process at stalemate

Fuad Masum: 'Iraq is responsible for the assassinations'

'KDP and Baghdad agree on the basis and fundamentals of the autonomy agreement'

SAADET ORUÇ

Ankara- Turkish Daily News

■ Following the breakdown of the "Ankara process" which had attempted to establish peace between the rival Iraqi Kurdish groups, the United States, Britain and Turkey intensified their efforts to mediate and save the process on Wednesday. After last year's bitter clashes between the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani and Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) the U.K., Turkey and the United States launched the Ankara process with the aim of organizing a cease-fire. On Tuesday, while the High Level Coordination Committee meeting was going on, one of the leading figures of the KDP was assassinated. The KDP delegation then declared that they would not participate in any more meetings until the peace mediators had carried out an investigation.

Western diplomatic sources told the Turkish Daily News that they had made several attempts to convince the KDP not to pull out of the process. Robert Deusch, the U.S. State Department Director of Northern Gulf Affairs, had bilateral consultations with his Turkish counterparts in the Foreign Ministry Wednesday.

KDP prefers Baghdad?

Meanwhile, a senior diplomat monitoring the region closely commented to the TDN that the latest statements made by Sami Abdurrahman regarding the KDP's withdrawal from the process showed that the Kurdish group was distancing itself from the US initiative and getting closer to

Baghdad.

Fuad Masum, a member of PUK leadership told the TDN that an agreement between the KDP and Baghdad would soon come on the agenda. According to Masum, the principles and basis of the agreement reached its final stage. "The basis and fundamentals of the agreement are just like the framework of the autonomy talks in 1991 between Baghdad and the Kurds. However there is a very important difference between the two agreements: the Kurdish controlled area will be less than previously given in the 1991 agreement," he said. Masum also emphasized that the Turkish and Syrian governments have been encouraging the KDP to reach an agreement with Baghdad. Masum added that the KDP had discussed the same issue during the last trip of Nechirvan Barzani to the Iranian capital.

'Iraq is responsible for the assassinations'

When asked about the series of assassinations, Masum claimed that Iraq might have the responsibility. "In Erbil, Iraqi security officials have influence. They will try to make the situation more complicated. Their involvement is really a big possibility," he said. There had been an unsuccessful assassination attempt against Francois Hariri, a leading KDP figure, after which the KDP accused the PUK. The recent assassination of Muhiddin Rahim, a high-level KDP official, led to the breakdown of the Ankara talks to provide a peaceful solution to the problems in northern Iraq.

Meanwhile, Turkish Foreign Ministry deputy spokesman Sermet Atacanli at the weekly press conference on Wednesday said Turkey hoped the Ankara peace process would continue. Atacanli said the assassination of a leading KDP figure was a sad event. The Supervisory Peace Monitoring Committee (SPMC) would meet in the next few days to investigate the matter, he added, saying the reason for the existence of the SPMC was a precaution against acts which might lead to a breakdown in the peace.

Responding to a question, Atacanli said

THURSDAY, MARCH 13, 1997

Turkish Daily News

the KDP had not informed the foreign ministry of their withdrawal from the Ankara talks.

The U.S co-chairman of the talks Robert

Deutch visited the foreign ministry and told reporters they were investigating the assassination but the Ankara peace process would continue.

Turkish Daily News THURSDAY, MARCH 13, 1997

France urges Turkey to continue human rights reforms

NAZLAN ERTAN

Paris - Turkish Daily News

■ France, which has previously detached itself from the remarks made by Christian Democrats that excluded Turkey from Europe, urged Turkey to continue its democratic and human rights reforms so this country's image in Europe will not be clouded.

French Foreign Ministry deputy spokesman Yves Doutriaux told reporters that the question of rapprochement between Turkey and the European Union was a process that was in the interest of both parties and one that was supported by France.

The spokesman said that the recent vote to reduce the amount of time police can detain people for questioning had been welcomed by France as a concrete step forward following the promises given by Foreign Minister Tansu Çiller during the Rome meeting.

However, Doutriaux added that Turkey should continue on this path,

particularly on the question of measures that would guarantee freedom of expression "which would put an end to some judicial questions that cloud the image of Turkey in Europe."

"The question of human rights reform is a process that must continue along with the rapprochement between Turkey and Europe which we deeply want," he said.

France has detached itself from the remarks of the Christian Democrats and some German circles that Turkey was not a candidate for Europe.

Not directly coming out in favor of full membership, French circles, from Prime Minister Alain Juppe to European Affairs Minister Michel Barnier have said that Turkey should continue its path toward Europe.

Quai d'Orsay, the lieu of the French foreign ministry, said last week that they continued to support the rapprochement between Turkey and the Union but hoped for some steps from Turkey on democratization and human rights.

Turkish Daily News THURSDAY, MARCH 13, 1997

Kinkel meets with İHD's Keskin

Ankara - Turkish Daily News

■ German Foreign Minister Klaus Kinkel met with Deputy Chairman of the Human Rights Association (İHD) Eren Keskin and the Secretary General of the German branch of Amnesty International Volkmar Deile on Monday, according to a statement issued by İHD.

At the meeting Keskin and Deile informed Kinkel the human rights

situation in Turkey was still unsatisfactory. Kinkel emphasized the role of nongovernmental organizations such as Amnesty International in Turkey, and referred to his personal interest in human rights, saying they would continue to follow up confirmed instances of human rights abuses in Turkey. They were in constant contact with Turkey on fulfilling responsibilities emerging from international agreements, he added.

Turkish Daily News THURSDAY, MARCH 13, 1997

Silent protest in Istanbul by 10,000 people

HAKAN ASLANELI

Istanbul - Turkish Daily News

■ More than 10,000 protestors staged peaceful demonstrations in Istanbul Wednesday to protest clashes two years ago in which 17 people were killed, witnesses said. The demonstrators marched through the Gazi district of the city, the scene of violent clashes between security forces and mainly Alevite Turks

two years ago, chanting slogans. They visited the cemetery where the victims are buried.

The Alevites are members of a local Shiite sect with liberal political and religious views.

In the only reported incident, demonstrators stoned a building, believed to be owned by supporters of the Islamist Welfare Party, senior partner of the ruling coalition government. No one was hurt.

Security was tight as helmeted policemen formed rings around buildings in the district to prevent a new confrontation. Witnesses said several outlawed groups took part in the demonstrations, waving huge red banners. Mehmet Sevigen, a deputy with the opposition Republican People Party (CHP) also took part in the meeting.

The crowd dispersed quietly in the afternoon.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MARCH 14, 1997

Heeding Military, Turkey Accepts Secular Priorities

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Turkey's government, which is led by an Islamic party, bowed to the military Thursday and pledged to enact measures protecting the country's secular traditions.

"We will implement all council decisions in a serious manner," Foreign Minister Tansu Ciller said after a 3 1/2-hour cabinet meeting.

State Minister Lutfu Esengul said the government would put the directives into effect quickly.

"Our government is determined to fight against the threat of religious fundamentalism," said Mr. Esengul, a deputy from the Welfare Party, an Islamic grouping. Demands from the National Security Council, which is dominated by the military and is known from its initials in Turkish as the MGK, to carry out a list of anti-Islamist steps had caused friction in Prime Minister Necmettin Erbakan's ruling alliance.

"The prime minister and I both gave clear orders to the relevant ministries to

implement the MGK decisions in the short term, medium term and long term," said Mrs. Ciller, the head of the government coalition's pro-Western wing.

Political analysts say Mr. Erbakan should have little difficulty in granting concessions to the army on issues he does not see as directly affecting his grassroots support, such as getting tough on the country's religious extremists.

But, the analysts continued, he will have problems consenting to the generals' demands that the coalition legislate against peaceful Islamist dissent and restrict the number of religious secondary schools.

Many supporters of the Welfare Party and some of Mr. Erbakan's ministers were educated at religious schools.

Mrs. Ciller's True Path Party has also encouraged religious education.

The Welfare Party upset the army in recent months with plans to increase the role of Islam in public life.

The generals replied with orders for a

return to the rigid secularism of the 1920s, when republican Turkey replaced the religion-based Ottoman Empire.

Other army demands include enforcing a ban on Islamic dress and halting the recent growth in Islamic brotherhoods.

The demands led to speculation that the military would stage its fourth coup since 1960 and have distracted from Mr. Erbakan's initial success in an ambitious privatization program. Mr. Erbakan, modern Turkey's first Islamist leader, came to power last year.

The secularist majority complain that he has no mandate to change the country's system.

After the cabinet met, the Istanbul stock market's general index closed 67 points, or 4.66 percent, higher at 1,504.

"There was an overall buying activity on positive news about the cabinet meeting," said Serdar Karatepe from Polen securities.

(AP, Reuters)

Turkish Daily News FRIDAY, MARCH 14, 1997

Cabinet pledges to fight fundamentalist movements, agrees to MGK concerns

Coalition partners agree to implement the MGK 'recommendations,' and to

entrust the ministers of education and the interior as well as the state minister

responsible for religious affairs with the task of formulating measures
KEMAL BALCI

Ankara-TDN Parliament Bureau

■ The government discussed on Thursday the steps sought by the National Security Council (MGK) against fundamentalist movements, and decided to "formulate measures in line with the MGK decisions." At the end of the meeting a government spokesman announced that the government was strictly determined to fight the threat of "religious extremism," obviously indicating that the two coalition partners have managed to overcome their dispute on this issue.

The Cabinet meeting, which lasted nearly four hours, were almost solely devoted to the MGK issue. Prior to the meeting, Prime Minister Necmettin Erbakan said that in line with the relevant constitutional provisions, the MGK decisions would be

given the first place on the agenda.

At the end of the meeting, Erbakan's coalition partner, True Path Party (DYP) leader Tansu Çiller said, in brief, "We are in agreement with the prime minister. The relevant ministers have been assigned tasks. They will use their powers. It was not this government which caused the adoption of the MGK decisions. These measures will be treated with strictness. No one should doubt that. Let no one speculate anymore."

Speaking on behalf of the government, State Minister Lütfü Esengün stressed that the government was strictly determined to fight "extremism." "From now on responsibility belongs to the government," he said. "The MGK has fulfilled its constitutional duty and relayed its recommendations to the government."

The Constitution holds the government responsible for the safety of the country. From now on it is the government's responsibility."

Esengun said the government would follow up carefully the work on these measures. "The ministers concerned will start working with alacrity," he said. "They will determine and put into practice the measures to be taken in the short run, in the medium run, and in the long run. The legal amendments needed will be quickly presented to Parliament. If new laws are needed these too will be passed quickly."

Meanwhile, Industry Ministry Yalim Erez

said "agreement has been reached within the government regarding the threat of extremism, and that no concession should be made to extremism." Defense Minister Turhan Tayan also said the requirements of the MGK decisions would be fulfilled. He stressed that the decision had been made to put the measures into practice immediately. Education Minister Mehmet Sağlam said agreement had been reached to introduce eight-year mandatory education, but refrained from giving detailed information on this subject.

He did not specify whether this will be a system under which the junior part of the clerical schools would be incorporated into regular elementary schools, or a system under which there will be a five-year elementary school education plus three years of secondary clerical education for the students of imam-training schools, as the RP wants. Sağlam merely said, "The decisions taken at the 5th National Education Council will be implemented." The council had recommended "eight-year mandatory education" for children.

Transport and Communications Minister Ömer Barutçu said the ministers for education and the interior, Mehmet Sağlam and Meral Akşener, along with Nevzat Ercan, state minister responsible for religious affairs, had been entrusted with the task of implementing the relevant decisions. Significantly, all three ministers are from the DYP wing of the coalition.

• Libération - vendredi, 14 mars 1997 • Libération - vendredi, 14 mars 1997

Irak : aide d'urgence de la Croix-Rouge

La Fédération internationale de la Croix-Rouge a annoncé hier l'octroi d'une aide

d'urgence de 10 millions de dollars (environ 57 millions de francs) en vivres et médicaments à Bagdad. Les retards dans l'application de l'accord «pétrole contre

nourriture», première convention signée avec l'ONU à l'embargo imposé à l'Irak depuis 1990, ont entraîné une sévère malnutrition pour 50 000 enfants irakiens, estime la Croix-Rouge.

Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

SATURDAY-SUNDAY, MARCH 15-16, 1997

Tensions in Turkey

The ferment in Turkey is commonly depicted as a struggle between secular Western elements and Islamic ones. But this is a thin explanation of the tensions that are pushing this NATO ally toward the brink. The immediate problem is that a coalition government led by an Islamic party (Welfare) representing barely 20 percent of the electorate was promoting a program of Islamicization that most of the Turkish people appeared to reject.

Ordinarily, the coalition's secular members might have headed off this dangerous minority turn, but instead they have placed their own mean political purposes over the national interest. So the burden of confronting the Islamists was thrust upon the military, traditional patrons of the country's modern secularist heritage.

In late January, the Welfare, mayor

of an Ankara suburb staged a provocative "Jerusalem night" with the Iranian ambassador. The Turkish Army deployed tanks in what was a clear warning that the armed forces, which since 1960 have conducted three coups, would let Welfare go only so far. Subsequently, the military-dominated National Security Council demanded that the government accept its program to keep Turkey secular.

The drama has yet to be played out. It is certain, however, that another coup is not the answer for Turkey, notwithstanding the premature enthusiasm being shown for one in some quarters. Such an intervention in the name of preserving secularism might be popular, but it would be undemocratic. The right remedy is not to give more authority to the armed forces

but to demand better from the politicians, specifically from the secular parties.

Turkey's ills, however, go beyond the failings of its politicians. Its foreign friends have a crucial role. Turkey should be put on a sure track to the European Union. Nothing would help more to stabilize the country and seal it into the West. Europe has its own work to do in showing the Turks that the European Union has a place for a Muslim member — that is, for a Muslim member respectful of human rights. Meanwhile, serious diplomacy needs to be mobilized to block a nightmare scenario in which Turkey hangs up the enlargement of NATO while Athens frustrates a European Union opening to Ankara. Accommodation between Turks and Greeks is too important to be left to them alone.

—THE WASHINGTON POST.



Turkish Daily News SATURDAY, MARCH 15, 1997

Turkey to buy IHAWK missiles from France instead of Belgium

The purchase was determined to have been made during the Turkish and French Defense Industries Cooperation Meeting held last month in Paris

METEHAN DEMİR

Ankara/ Turkish Daily News

■ Turkey is to buy middle-range IHAWK missiles from the French Land Forces in a direct procurement through the French firm Thomson-CSF. Under the deal, 8 IHAWK batteries will be delivered to Turkey from French's surplus arms, the Turkish Daily News has learned.

The purchase was determined to have been made during the Turkish and French Defense Industries Cooperation Meeting

held last month in Paris. The decision came just after an announcement from the Belgium Defense Ministry to freeze its plans to sell the HAWK missiles, known as surface-to-air missiles, through the commercial defense intermediary Thomson-CSF to Turkey, partly due to increased tension over Cyprus. The IHAWKS are manufactured by the U.S. firm Raytheon. The defense firm Thomson-CSF has long been trying to provide the missiles from surplus arms of Belgium and the Netherlands to sell to Turkey. The

Belgian and the Dutch Defense Ministries had not been in direct negotiations for the deal with Turkey. The Belgium Defense Ministry earlier confirmed some media reports that the negotiations were continuing over the sale of the HAWKS to Turkey but later, the ministry cancelled its plans. Earlier, there were reports that Belgium previously sold other surplus defense equipment through commercial intermediaries. In 1995, Belgium defense firm Sabca upgraded and sold to Chile 20 Mirage jet fighters it bought from the air force.

The talks relating to Belgium selling some of its missiles had started two years ago, under the previous government.

Turkish Daily News SATURDAY, MARCH 15, 1997

'Freedom of expression' on the streets

Istanbul - Turkish Daily News

ISTANBUL- The Istanbul Branch of the Human Rights Association (IHD) has inaugurated a campaign to secure the release of 140 political prisoners who have been prosecuted for their "thoughts."

There has been increasing criticism and irritation among the Turkish society against the prosecution of the writers, intellectuals, journalists and students, who, normally, would be expected to be the driving force of a civilized society. Writers have been dragged from one State Security Court to another for decades in rapidly increasing numbers every year. The prosecution of the intellectuals has reached a level that the society can not tolerate anymore.

As a protest against the violation of freedom of thought by prosecuting books, writers and journalists, over one thousand intellectuals have signed the book

"Freedom to Thought" to be prosecuted within the same file in case of prosecution. A group from PEN (International Writers Associations) from various parts of the world have also gathered in Istanbul early this week to express their support for the signers of the book "Freedom for Thought."

Writers such as Vice Presidents of Sweden's PEN Lars Erik Blomqvist, USA's PEN Joanne Leedom and the President of Russia's PEN Alexander Tkachenko and many other writers and PEN members from Scotland, England, Germany, Palestine, Finland, Netherlands, Israel, Canada and Mexico were present in Istanbul to file suits against themselves to be prosecuted along with their Turkish counterparts who have signed the book.

The application of guest writers have been rejected by the State Security Courts. The writers wanted to attend the panel discussions organized by the lecturers

and the students of the Istanbul University, but they were stopped by the police and they were rejected admission by the president of the university. The Israeli writer Avraham Heffner, commenting on the police existence at the university, said, "Let them enter the university. Let them in your lectures, so they can learn about the atmosphere of knowledge, they will definitely learn something."

As the first activity of the campaign, IHD Istanbul Branch put up posters around Taksim Square on Friday. The group included volunteer human rights activists and the board members of IHD. The group put out posters of writer Ismail Besikci, who has been sentenced to 103 years for his articles and books.

The campaign started with visiting Ismail Besikci in Bursa Prison on March 6. The campaign also includes panels, discussions and a signature campaign to be submitted to the Speaker of the Parliament Mustafa Kalemli.

•Le Monde - samedi, 15 mars 1997 •Le Monde - samedi, 15 mars 1997

Téhéran envoie des « signaux » de détente à Washington

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

L'Hôtel Laleh n'accueille plus les clients d'un agressif « *Mort à l'Amérique* ». Le trompe-l'œil qui portait cette inscription sur le mur du salon d'entrée a disparu. La pièce s'est agrandie d'un jardin intérieur.

Chose exceptionnelle en Iran : le soir tombé, un pianiste berce les clients de mélodies d'hôtel surannées. Les portraits de l'imam Khomeiny et du « *Guide de la République islamique* », Ali Khamenei, ornent désormais en simples médaillons l'une des arcades. Les ineffables cerbères des bonnes mœurs et des va-et-vient des clients sont certes toujours là, mais le souci principal des propriétaires, la célèbre Fondation des déshérités, l'un des piliers historiques du régime, semble être désormais de faire primer les affaires sur la propagande.

« NOUS SAVONS ÊTRE POSITIFS »

L'ancienne ambassade des Etats-Unis est à quelques kilomètres de là, avenue Taleghani, transformée en lycée pour les « gardiens de la révolution », les hérauts de la voie tracée par l'imam Khomeiny. L'Iran et les Etats-Unis ont rompu tout contact il y a dix-huit ans et se vouent réciproquement aux gémonies.

Toutefois, de légers frémissements sont perceptibles, d'où la rumeur, dont fait état Ibrahim Yazdi, secrétaire général du Mouvement de libération de l'Iran, principal parti d'opposition intérieure interdit mais toléré, selon laquelle la coalition des conservateurs au sein du pouvoir aurait déjà établi des contacts avec les Bri-

tanniques pour tenter de jeter des ponts en direction de Washington. Invérifiable, cette rumeur atteste en tout cas d'un certain climat en Iran.

Dans le discours destiné à tenir lieu de ligne de conduite, le principal représentant des conservateurs, Ali Akbar Nategh Nouri, président du Parlement – et présumé futur président de la République –, comme l'actuel chef de l'Etat, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, posent une condition rationnelle pour la reprise du dialogue avec Washington : la libération des avoirs iraniens bloqués aux Etats-Unis depuis 1979, après la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran. « *Nous ne pouvons pas faire plus*, explique un membre de l'administration. *C'est aux Etats-Unis de faire le premier pas et ils verront que nous savons être positifs*. Le président Rafsandjani, ajoute-t-il, *se voit reprocher encore aujourd'hui d'avoir œuvré à la remise en liberté des otages américains du Liban sans avoir rien obtenu en retour. La libération des avoirs est un droit*. »

Mais, pour la consommation intérieure, la rhétorique antiaméricaine continue, notamment aux grandes occasions. En janvier déjà, le Parlement avait décidé pour la deuxième année consécutive de consacrer plus de 15 millions de dollars (environ 85 millions de francs) à « *déjouer les complots américains* ». Ce n'était néanmoins qu'une réponse du berger à la bergère, après que Washington eut publiquement annoncé, en 1995, que la CIA consacrerait 20 millions de dollars à des actions visant à « *modérer* » le régime iranien.

Les signaux contradictoires qui émanent de Téhéran n'étonnent plus personne. Ici, c'est un mode de gouvernement. Un esprit cartésien aurait aussi du mal à comprendre comment, après avoir mobilisé le peuple pendant dix-huit années contre le « *Grand Satan* » américain, les autorités pourraient justifier une éventuelle volte-face. « *Ils n'auront pas à se justifier*, estime M. Yazdi. *Il leur suffira de dire qu'un tel dialogue vise à préserver et défendre les intérêts de l'Iran*. »

PERSPECTIVES DE L'OR NOIR

La classe politique de Téhéran a pris connaissance avec intérêt d'articles publiés par certains journaux américains invitant les Etats-Unis à reprendre langue avec Téhéran. L'un d'eux était signé par un ancien otage de l'ambassade des Etats-Unis en Iran, Bruce Laignen, alors chargé d'affaires.

Hamid Zaheri, directeur des relations internationales de l'Institut iranien pour les études énergétiques internationales, est convaincu que les compagnies pétrolières américaines poussent à la reprise du dialogue parce que, dit-il, l'Iran est devenu « *le centre énergétique mondial* », du fait de sa situation géographique entre le Golfe et la Caspienne – tous deux zones pétrolières –, de son rôle de pont entre le Golfe et l'Asie centrale et, surtout, de l'importance croissante que va prendre le pétrole des pays de la région du Golfe au cours des prochaines années, une nouvelle crise du brut devant, selon lui, se profiler à l'horizon 2000-2005. Sans oublier, ajoute-t-il, le rôle que le gaz va être amené à jouer. Or l'Iran par-

tage avec le Qatar le gisement offshore de gaz le plus grand du monde.

Pour l'heure, la loi américaine dite D'Amato – du nom du sénateur qui en est à l'origine –, menaçant de sanctions toute compagnie qui investirait pour plus de 40 millions de dollars dans le secteur pétrolier iranien, pèse sur les sociétés pétrolières, notamment celles qui ont des intérêts aux Etats-Unis, telles la française Elf et la néerlandaise Shell. Malaisiens et Australiens sont plus entreprenants.

Quatre compagnies américaines, affirme M. Zahedi, auraient dû être représentées à une conférence internationale sur le gaz qui s'est tenue les 16 et 17 février sur l'île iranienne de Kish. Elles ont renoncé pratiquement à la dernière minute, indique M. Zaheri, qui ne veut pas nommer ces compagnies « *parce que ce n'est pas convenable* » et qui est convaincu qu'Israël fait pression sur les Etats-Unis pour empêcher une normalisation avec l'Iran. « *Le pétrole et le gaz, au moins, devraient être laissés à l'écart de la politique* », s'indigne-t-il.

Deux développements devraient peser dans la décision que prendrait éventuellement Washington : le premier est le verdict, attendu en mars, du procès des meurtriers de quatre dirigeants kurdes iraniens, en 1992 à Berlin, et dans lequel les plus hautes autorités de l'Etat iranien sont mises en accusation. L'autre est le résultat de l'enquête sur l'attentat antiaméricain de Khobar, en Arabie saoudite, dans lequel Washington voit la main de l'Iran.

Mouna Naïm

•Le Monde - dimanche 16, lundi 17 mars 1997 •Le Monde - dimanche 16, lundi 17 mars 1997

Un journaliste turc a été condamné à dix mois de prison avec sursis

ISTANBUL. Le journaliste turc Ertugrul Kurkcü a été condamné, vendredi 14 mars à Istanbul, à dix mois de prison avec sursis pour avoir « *diffamé et insulté les forces de l'ordre* » en traduisant un rapport de Human Rights Watch sur la répression de la rébellion kurde en Turquie. La cour a également ordonné la saisie du rapport et condamné

l'éditeur turc, M^{me} Ayse Zarakoglu, à une amende symbolique de 12 dollars. Le rapport affirme que les armes de l'OTAN, notamment celles fournies par les Etats-Unis, jouent un rôle-clé dans des violations des règles de guerre par les forces de sécurité turques, notamment contre les civils dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde. Une « *qualification générale* » des membres du département des opérations spéciales de la police de « *chiens brutaux* » dans le rapport constituait l'« *insulte* » aux forces de l'ordre incriminées, selon le juge. Ces propos avaient été attribués à un diplomate américain basé en Turquie et cité sous le couvert de l'anonymat. – (AFP)

Turquie: prison

Le journaliste Ertugrul Kurkcu a été condamné vendredi à Istanbul à dix mois de prison

avec sursis pour avoir «diffamé et insulté les forces de l'ordre»... en traduisant un rapport de Human Rights Watch sur la

répression de la rébellion kurde. La Cour d'assises d'Istanbul a également ordonné la saisie du rapport

Turkish Daily News MONDAY, MARCH 17, 1997

Sarajevo becomes staging post for Kurdish migrants

Sarajevo - Reuters

■ Sarajevo is being used as a smuggling post for Kurdish refugees trying to reach Germany illegally, the daily *Oslobodjenje* said on Sunday.

It said several hundred Kurds with Turkish passports arrived in the Bosnian capital recently on civilian planes from Turkey. *Oslobodjenje* said it had been told of an "organized Bosnian mafia scam to send Kurds by planes from Turkey to Sarajevo and then illegally to Germany".

An informant told the daily that one of the Bosnian leaders of the operation fled recently with 700,000 German marks (\$400,000) he collected from Kurds who were charged 2,500 marks each.

A local tourist agency confirmed to *Oslobodjenje* that it was providing accommodation for 240 Turkish tourists, but did not know where they

were heading to after Sarajevo.

The agency's records showed the tourists stayed only a night or two in Sarajevo.

Eyewitnesses saw Bosnian police rounding up dark-skinned foreigners in Sarajevo's old town on Saturday and checking their papers.

The police said they were aware of Kurds in Sarajevo who had entered the country legally and were investigating.

Oslobodjenje published pictures of poorly dressed men, apparently Kurds, huddled in groups which dispersed when reporters approached them.

Croatian police said on Friday that 65 Kurds detained on the Dalmatian coast would be deported to Turkey. They had reached Croatia via Sarajevo.

Thirty foreigners, mainly Iraqi Kurds, arrived in Sarajevo five months ago on a Jordanian military aircraft were immediately arrested by the Bosnian police and deported.

Turkish Daily News MONDAY, MARCH 17, 1997

Secret papers reveal state's 1997 anti-PKK measures

'Administrative and local measures should be taken against those attempting to propagate the Kurdish language'

SAADET ORUÇ

Ankara-Turkish Daily News

■ Secret papers from the Interior Ministry that reveal the steps authorities plan against the military, political and the cultural presence of the Kurdistan Worker's Party (PKK) in 1997, have been made available to the *Turkish Daily News*. The papers, originally circulated on Jan. 3, 1997 to the State of Emergency Regional Directorate, to all provincial governors, the General Gendarmerie Command, the General Security Directorate, and the National Security Council General Secretariat, include suggestions that anti-terrorist protests be organized, that High school and university stu-

dents who are likely to join the organization be kept under surveillance, and that MED TV be prevented from making programs in Turkey.

The classified four-page document lists the measures to be taken against PKK activities under two titles:

- "Measures to be applied at specific times"
- "Measures to be applied continuously"

Measures to be applied at specific times

"In response to the PKK separatist terrorist organization's steering of men of thinking and art and other influential people who may impress the public at home and abroad to serve its aims: "People who may be qualified as thinkers and are currently being used by the organization should be identified and their past histories and intelligence information relating to them be secured.

"People the organization may use should be presented to the public at home and abroad in such a manner as to remove any influence they may have.

"International institutions and organizations should be correctly informed regarding people the organization presents as thinkers, and files prepared with this aim should be sent to international institutions and organizations.

The document says the above measures should take place between January and May 1997.

In other actions that are to take place during the first five months of the year, the document proves that the village guard system will not be abandoned, at least not in the short term. "In response to the possibility that the organization will target people taking the side of the state and put psychological pressure on them with accusations of spying and banditry, or carry out massacres and various armed actions; practices should be applied which will secure the raising of the morale of citizens supporting the state, in particular temporary village guards, and the public should be informed in a suitable manner in the matter of the malintentioned

reports in the press that the temporary village guard system is to be abolished."

Special Project for Newroz

The celebration of Newroz, March 21 — a festival for the coming of spring — is especially mentioned for action during March. The festival is celebrated by many Middle Eastern peoples, but in recent years it has taken on political connotations.

"With the aim of preventing the organization from exploiting Newroz, the functions required by the special project to be prepared in this matter should be carried out."

The "special project" mentioned in the document was not elaborated on.

Measures to be applied continuously

Those activities which are to take place throughout the year are mainly aimed at the PKK's recruitment strategies, its propaganda — both at home and abroad — and the supporting of anti-PKK groups and people.

"In response to the setting up of so-called front headquarters in so-called provinces defined by the organization and activities of the creation of institutions of logistics, education, finance, health, military branches, people's courts and the like, collaborators should be speedily exposed, persuasion should be applied to them, a spectacle should be made of them, and if necessary they should be penalized." The Interior Ministry document also orders that special enlightenment programs are to be organized, visits made, in the presence of international visitors (representatives of nongovernmental organizations, human rights activists and international institutions which the ministry says are used by the PKK) to regional people who have suffered from terrorism. The paper also says that those who have suffered from terrorism should be "made" to apply for recognition "to organizations like the Helsinki Watch Committee and the International Human Rights with documentation and information, and protests should be made at the biased attitudes of these institutions."

Stopping PKK cooperation

In regards to the PKK cooperating

with other legal organizations in Turkey, such as extreme left-wing groups, the Yezidis — a religious group — Alawites and radical Islamic groups the document puts forward two plans.

"Possible leaders in thought of the left-wing organizations will be enlightened and those who can not be directed will have their influence over the public rocked as professional degenerates."

The Interior Ministry also laid out the plans to keep the Kurdish language at the fringes of society.

"Administrative and local measures should be taken against those attempting to propagate the Kurdish language, form institutions conducting research to make it a language of literacy and to start education and Kurdish literacy courses directed at front activities."

For the pro-PKK MED TV, which broadcasts mainly in Kurdish, the Interior Ministry ordered new campaigns by letter, fax and telegrams addressed to the governments concerned. MED-TV will also be prevented from making programs in Turkey.

Red, yellow, and green are Turkish colors

It was also ordered that academic meetings should display the colors yellow, red, and green as if they were traditional Turkish colors.

In order to prevent the PKK searching for new fields of activity, Street trading will be prevented in the provinces of Adana, İçel, Antalya, Sivas, Konya, Nevşehir, Kırşehir, Tokat, Ankara, Istanbul and İzmir. Kurdish migrants from the Southeast often earn their living in the big cities of the west through street trading.

Kuran courses which are considered as a possible field of PKK activity, and which are likely to be "steered" by the Kurdistan Islamic Movement, will be closely monitored.

In conclusion, the classified document states that at the end of March, June, September and December, working reports of the above orders will be sent to the Interior Ministry State of Emergency Coordination Committee General Secretariat.

EU Confirms Turkey's Right to Join, but Not Now

By Tom Buerkle
International Herald Tribune

APELDOORN, the Netherlands European Union foreign ministers sought to reassure Turkey on Sunday that it had a future in the West, saying they were ready to deepen economic and political cooperation and were leaving the door open to eventual EU membership for Ankara.

"It is very important that we establish a line, a language, that is both positive and comprehensive," Herve de Charette, the French foreign minister, said after a meeting of EU foreign ministers here Sunday. EU membership was not on the table today, he said, but "Turkey has the right to join the EU, and that right has to be confirmed forcefully."

The closer ties could include giving Turkey a seat at a permanent European conference, which the ministers agreed should be begun next year, alongside the 10 countries of Central and Eastern Europe and Cyprus, which have been promised eventual EU membership.

The agreement on the conference, which French officials have proposed for months but which ministers discussed for the first time here, provided the clearest signal to date that the Union will mimic the North Atlantic Treaty Organization and open membership negotiations with only a handful of the most advanced Central European countries next year.

The conference "allows us to give those who aren't in the first wave the feeling that they are not being ignored," said the German foreign minister, Klaus Kinkel.

Mr. de Charette, who proposed the conference, said it would bring together leaders and foreign ministers of the Union and candidate countries at least once a year for talks on issues ranging from economic and political reform to combating international crime and drug trafficking. France and Britain support Turkey's inclusion in the conference, but Mr. Kinkel and several other ministers were more ambivalent.

The ministers' overture to Ankara was aimed at halting a recent deterioration in EU-Turkish relations, which has threatened to interfere with the planned expansion of NATO and the Union into Central Europe. But those relations continue to be clouded by the attitude of Europe's own leaders, as well as Greece's continued refusal to lift its

'The EU wants Turkey to remain on the track to Europe and not to be pushed into a siding,' but 'it is clear that Turkey does not now fulfill conditions for membership.'

veto on 375 million Ecus (\$417 million) of promised EU aid to Turkey.

Ankara was dismayed last month when Europe's Christian Democratic leaders, including Chancellor Helmut Kohl of Germany and Prime Ministers Romano Prodi of Italy and Jose-Maria Aznar of Spain, appeared to rule out EU membership

for Turkey because of the country's overwhelmingly Muslim population.

Foreign Minister Tansu Ciller has threatened that Turkey, a NATO member, would block the alliance from offering membership to some Central European nations this summer unless the Union accords it the same status of EU candidate as Poland, Hungary and other former Soviet-bloc states.

Mr. de Charette and Malcolm Rifkind, the British foreign minister, insisted that Turkey's EU ambitions must be judged on the same objective criteria as Central European states. "The EU is not a Christian club," said Abel Matutes, the Spanish minister.

The EU move followed strong lobbying from Washington, which has urged Europe not to close any doors to Turkey.

"What's best is a clear signal that Turkey has a future relationship with Europe that goes beyond what it has today," said Carey Cavanaugh, a senior State Department official who has pressed Washington's case in European capitals last week.

Europe's dilemma is felt most clearly in Germany. Bonn recognizes Turkey's strategic importance to the West and does not want a

rebuff to push it into deepening ties with Islamic countries, but the government is sensitive about Germany's large Turkish minority population and is wary of endorsing EU membership for Ankara.

"The EU wants Turkey to remain on the track to Europe and not to be pushed into a siding," Mr. Kinkel said. But, he added, "it is clear that Turkey does not now fulfill the conditions for membership." He and other ministers cited concerns about human rights and Turkey's handling of its Kurdish minority.

In the short run, ministers stepped up pressure on Greece to drop its veto of EU aid to Turkey in time to allow a planned meeting between Mrs. Ciller and EU foreign ministers to take place April 29.

Foreign Minister Theodoros Pangalos rejected the idea here, reiterating Greek demands that Turkey renounce any claims to Greek territory. The aid was promised as part of a customs union signed between the Union and Turkey in 1995, a tariff-lifting deal that has bolstered EU exports to Turkey sharply.

Hans van Mierlo, the Dutch minister who chaired the meeting, also called on Turkey to make further progress on human rights and show flexibility toward a political settlement on Cyprus.

«L'UE, qui elle avait vocation à adhérer à l'UE, a été reconnue comme ayant une vocation européenne», a déclaré Hans Van Mierlo, ministre néerlandais et président tournant de l'UE, à l'issue du conseil informel d'Apeldoorn aux Pays-Bas, Tou-

tes, les ministres ont soigneusement évité d'inviter formellement la Turquie à participer à une conférence pour continuer le dialogue avec les pays candidats. Ces déclarations ont pour but d'apaiser Ankara, qui, après plusieurs prises de po-

sition hostiles à la Turquie de la part d'hommes politiques européens de premier plan, a récemment menacé de bloquer l'élargissement de l'Otan (dont la Turquie est membre) à l'Est. (AFP)

•Liberation - lundi 17 mars 1997 •Liberation - lundi 17 mars 1997 •Liberation - lundi 17 mars 1997

Les Européens rassurent la Turquie

Les ministres européens des Affaires étrangères ont cherché hier à rassurer la Turquie en l'assurant, sans plus de garan-

Turkey's rights activists see little to cheer about

Human rights activists say that while the number of torture cases reported has dropped, 'disappearances' and extrajudicial killings remain high despite repeated government promises of reform

JONATHAN LYONS
Istanbul-Reuters

■ Rights campaigners and political analysts have dismissed assertions by Turkey and its close ally the United States that the country is at last tackling its poor human rights record.

Rights workers at home and abroad say the most recent reforms, announced by the Foreign Ministry last week, are little more than another sop to Western Europe, where concern for abuses has limited integration with its big eastern neighbour. And they say that while the number of torture cases reported has dropped, "disappearances" and extrajudicial killings remain high despite repeated government promises of reform. Turkey also leads the world, for the third year running, in the number of journalists behind bars, according to the U.S.-based Committee to Protect Journalists.

"There has been no improvement in the human rights situation in Turkey," Akın Birdal, chairman of the independent Human Rights Association, told Reuters at the weekend.

"Whenever the European Union puts pressure on Turkey over human rights, (Foreign Minister) Tansu Çiller mentions a package of reforms and then nothing happens," said Birdal, mirroring the comments of a number of rights workers and Western diplomats. The Association says 114 people "disappeared" in the second half of 1996. Police say many were "terrorists" who went underground.

The European Parliament has blocked millions of dollars in aid to Turkey, largely as a result of its rights record. Earlier this month, EU centrist and Christian Democratic leaders said Turkey did not have the requisite "cultural" values to join the Union. Overwhelmingly Moslem Turkey charged that the EU was a "Christian club" intent on staying that way. Nonetheless, Foreign Minister Çiller effectively admitted that abuse of prisoners was common but said she would tour police stations and personally put a stop to it.

"Any act that we consider inhuman, be it the 'Palestinian hook', electrical shocks, or any other form of torture, cannot be perpetrated in our police stations," Çiller said. The president's office also announced final approval of a change in the detention laws, reducing the time a prisoner can be held in custody without charges — a time, rights experts say, when a suspect is most at risk of torture or even death. The moves won quick praise from Paris, which said human rights improvements should bring Turkey closer to its goal of eventual membership in the European Union.

The United States, Turkey's steadfast patron and ally, said last week the reforms

deserved "high marks" from Europe and it urged the EU not to close the door to Turkish membership. On the ground, however, the picture is not so clear cut. Amnesty International called the new measures, which still allow authorities to hold prisoners incommunicado for days, unlikely to deter torture. Turkish political analysts ridiculed the renewed rights push as lacking in credibility.

"Çiller saying she is going to investigate police stations in order to remove torture devices is unbelievable," said commentator Bilal Çetin.

"She has been in power since 1991 — as prime minister or in the cabinet — so she is now admitting there was torture during her tenure," Çetin told Reuters. "Which democracy package is this, what number? How many more will there be?"

In the autumn of 1995, Turkey amended its Anti-Terror Law to ease restrictions on freedom of expression. However, the country's jails today hold 78 journalists, tops in the world for the third consecutive year.

A year later, Çiller promised the Europeans to introduce human rights "of the highest international standards". However, major rights reports, including the latest from the U.S. State Department, show no improvement and even some deterioration. "I cannot see any evidence things have changed for the better," said Vincent McGee, vice chairman of the Human Rights Watch Arms Project's advisory committee.

"In reality, there has not been any continuity of positive results," he said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, MARCH 19, 1997

Turkish General Keeps The (Secular) Faith

A Blunt Opponent of Religious Power

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ANKARA — Upsetting stereotypes is not the normal way to advance in the Turkish Army, but General Cevic Bir has risen to the top ranks as much by challenging dogma as by accepting it.

With the army now playing an increasingly public role in Turkish politics, new attention is being focused on General Bir. He is already one of the most influential figures in Turkey, and defenders of secularism here fervently hope that his influence will continue to grow.

During a trip to Washington last month, the general delivered a series of speeches whose frankness amazed many listeners. He not only condemned the rise of religious power in Turkey, but also defied diplomatic protocol by directly accusing Iran of sponsoring anti-Turkish terrorism and trying to destroy the secular Turkish state.

When an Iranian consul in Turkey differed with the general, he was immediately expelled from the country. The incident was a sign of General Bir's power and his willingness to use it.

Among his most startling innovations has been a drive to erode the obsessive secrecy that has traditionally shrouded the Turkish Army.

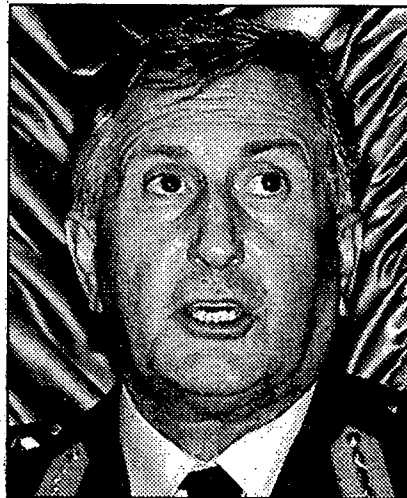
For years, even officials of the Foreign Ministry and other government agencies were unwelcome inside the sprawling military headquarters in central Ankara. Now they drop in regularly, and officers have gone so far as to invite reporters in for lunch.

General Bir would not have been able to take such steps without the support of his boss, General Ismail Hakkı Karadayı, chief of the general staff.

But many outsiders view General Bir, 58, as a driving force within the military, and he has gathered a remarkable group of highly loyal officers around him. In the years ahead, these officers are likely to take control of a military that, as a North Atlantic Treaty Organization ally and one of the world's

10 largest, is considered the only truly effective fighting force in the Middle East other than Israel's.

Last week, General Bir agreed to answer a few questions during a brief



General Cevic Bir defies protocol.

session in his office. His close-cropped gray hair and chiseled face, dominated by a sharply pointed nose, give him the air of a man completely comfortable with command. When answering questions, he is brief and blunt.

"We are military," he explained. "We have to be outspoken."

Radical as he may be in army terms, he does not live up to the hopes of some civilian intellectuals, who dream of the day when a top Turkish officer will take a fresh look at the conflict with Kurdish separatists, probably the country's greatest single problem.

He has, however, gone further than any other senior officer in publicly demanding that economic development accompany military action in the Kurdish region.

"We have marginalized the terrorists," he said, referring to the Kurdish separatists, "but if the government

doesn't make social and economic improvements out there, we are always going to have more of them. Let's eliminate the conditions that push people to become terrorists. Let the government do its part."

General Bir is undoubtedly Turkey's best-known military leader. This is due partly to his command of English, partly to General Karadayı's practice of using him as a foreign emissary and partly to his service in 1993 and 1994 as commander of the UN force in Somalia. He is the only Turkish officer ever to hold such a command.

"You should have seen the look on the journalists in Somalia when I first arrived," he said with a broad smile. "They were expecting a Turk with a big black mustache and a fat belly."

Asked about his vision of Turkey's future, he answered quickly and unequivocally. "I want it to be a modern country with values like those of any European country or the United States," he said.

"Everything I do is aimed at integrating with the West."

The Turkish Army has a constitutional duty to defend the secular system. In recent months this obligation has led it to issue several strict warnings to the Islam-based government, which has been in power since June.

"Of course I worry," General Bir said about the rise of fundamentalism, stressing that he was expressing his personal views. "As a citizen of this country, I worry about it. It's important for me that as we enter the 21st century, we go forward and not backward."

His outspoken defense of secularism and ill-disguised distaste for the governing Welfare Party have led some Islamists to complain about him. They view his brand of secularism as an implicit attack on religion.

■ Koranic Schools Closed

Following directives from the military, Turkey's Islamic-led government has begun shutting down unauthorized Koranic schools. The Associated Press reported Tuesday.

Three establishments providing Koranic study courses in the capital were closed Monday, the Ankara governor's office said.

"Others will be closed as soon as they are detected," Governor Erdogan Sahinoglu was quoted in the daily Milliyet as saying.



•Le Monde - mardi, 18 mars 1997 •Le Monde - mardi, 18 mars 1997

La France défend la vocation de la Turquie à adhérer à l'Union

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

En rappelant, samedi 15 mars, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Quinze à Apeldoorn, que la Turquie avait vocation d'adhérer à l'Union européenne, la France a pris une initiative qui aurait connu sans doute plus de retentissement si, en raison de l'actualité, l'attention lors de cette réunion n'avait pas essentiellement porté sur les événements d'Albanie. La position exprimée avec beaucoup de netteté par Hervé de Charette, le chef de la diplomatie française étrangère, a apparemment été bien accueillie ; Théodore Pangalos, son col-

lègue grec, a rappelé les griefs d'Athènes à l'égard des autorités turques, mais il s'est exprimé avec modération, ce qui permet peut-être d'espérer des résultats constructifs lors de la prochaine session du Conseil d'association de l'UE avec la Turquie le 29 avril prochain. Tel serait le cas si la Grèce levait son veto à la reprise de la coopération financière avec Ankara.

Tançu Ciller, le ministre turc des affaires étrangères, a adressé ces derniers temps plusieurs lettres à la présidence de l'Union, qui apparaissent comme autant de mises en garde que d'appels à la solidarité. La Turquie n'en peut plus de se sentir négligée, rejetée par

l'Union, alors qu'elle est associée à la Communauté depuis 1964, qu'elle est supposée être en union douanière avec elle depuis le 1^{er} janvier 1996. Inquiétant les Etats-Unis, les Turcs sont allés jusqu'à menacer de mettre leur veto à l'élargissement de l'OTAN, si la porte de l'Europe leur restait fermée. C'est cette situation de blocage psychologique que l'intervention de M. de Charette tend à dépasser : « La Turquie a bien vocation à l'adhésion ; ce qui a été indiqué en 1964 doit être confirmé avec force dans l'intérêt de l'Union, de la Turquie, de la stabilité internationale et de celle de cette région. La France pense que le moment est venu de confirmer cette vocation. »

Comment procéder ? Fin 1997 ou début 1998 seront lancées les négociations d'élargissement avec les pays d'Europe centrale, ainsi qu'avec Chypre. Tous ne feront

pas partie de la première vague d'adhérents. Mais la Turquie souhaite au moins figurer sur la ligne de départ. « Nous trouvons légitime que la Turquie souhaite y être incluse », a déclaré M. de Charette, en soulignant que l'adhésion ne devra pas se décider « sur des critères ethniques et religieux ».

L'Union attend cependant des gestes d'Ankara, notamment une réponse à sa déclaration de juillet 1996, où elle suggérait que le litige opposant la Turquie à la Grèce à propos des flots contestés de la mer Egée soit soumis à la Cour internationale de justice de La Haye ; ou davantage de souplesse pour faire progresser une solution politique à Chypre. Il est souhaitable que les premiers signaux positifs arrivent d'ici à la réunion du Conseil d'association du 29 avril.

Philippe Lemaître

Turkish Daily News WEDNESDAY, MARCH 19, 1997

HR Watch protests sentencing

Istanbul - Turkish Daily News

■ Human Rights Watch, a New York-based organization, criticized the sentencing of journalist-writer Ertuğrul Kürkçü and publisher Ayşenur Zarakolu in an Istanbul State Security Court (DGM) on March 14.

Translator and publisher in Turkish of the 1995 Human Rights Watch Arms project report, Weapons Transfers and Violations of the Laws of War in Turkey, they had been charged under Article 159/1 of the Turkish Penal Code for "defaming and belittling the state military and security forces." Ertuğrul Kürkçü, the translator of the report, was given a ten-month prison sentence, suspended for two years. If Kürkçü is seen to violate once more the same article of the Turkish Penal Code during this two-year period, he will automatically be sent to jail for ten months, in addition to being prosecuted for the new infraction.

Ayşenur Zarakolu, the owner of

Belge Publishing House that published the translation, was fined TL 1.5 million, or about \$12. The court also ordered the confiscation of the report. Both defendants have said they will appeal the verdicts in Turkey's Supreme Court.

A HRW press release states that in the case of the translator, in particular, the verdict has effectively muzzled his activities as a translator, journalist and intellectual for two years. And while Zarakolu's sentence is largely symbolic, state prosecutors have more than compensated with an unprecedented intensification of other legal proceedings against the publisher.

In the week directly following January hearing of the trial, three additional charges were brought against her for publishing texts dealing with minority issues in Turkey. She now has a total of 21 cases pending against her.

The 1995 HRW report highlighted 27 case studies of violations of the

laws of armed conflicts committed by Turkish Security Forces fighting against the PKK, an armed opposition group, in which American and European-produced weapons were used. The report also documented serious abuses by the PKK, which has deliberately targeted civilians, including teachers and village guards and their families during the conflict.

The HRW says the verdicts violate Turkey's obligations under Article 10 of the European Convention of Human Rights, which grants citizens of signatory states the right to freedom of expression. In what the HRW calls a particularly shocking travesty of justice, Kürkçü was convicted not for his own words but for having translated the words of others, including both Human Rights Watch and a U.S. diplomat who was quoted "not for attribution" in the report.

The organization has reiterated its call for NATO and OSCE governments to link their supply of military assistance to Turkey contingent on Turkey's compliance with international standards of human rights.

Turkish Daily News WEDNESDAY, MARCH 19, 1997

Kurdish Women's Foundation opened in Istanbul

SEVİNÇ KARACA

Istanbul - Turkish Daily News

■ The Foundation for Solidarity with Kurdish Women and Research for Women's Questions (K. Ka-Dav) opened on March 16 in Istanbul. The opening party was attended by Kurdish women from almost every class.

Located in a working class district of Istanbul, an unexpected number of Kurdish and Turkish women attended the opening, dancing, singing and chanting the famous Kurdish women scream "zilgit."

Most of the women at the party were migrant Kurdish women from the shanty towns of Istanbul. They brought their children along, some of them brought their husbands. The opening ceremony started with the president of the foundation, Zeynep Baran, a Kurdish women movement activist herself.

Speaking at the ceremony, Baran stated that the Kurdish women are subject to oppression and violence, especially the Kurdish women living in the rural areas of the Southeast.

Baran also stated that the foundation aims to help Kurdish women solve their problems and struggle against oppression.

"The migrant Kurdish women face additional problems in the city. Many of them are not sent to school, they face the language problem in the city beside the economic situation, unemployment and oppression of their families and their husbands" says Zeynep Baran.

The foundation was established to help Kurdish women develop consciousness for their identity and for being a woman and to find scientific and practical solutions for the problems of Kurdish women and children.



President of K. Ka-Dav Zeynep Baran

Why an organization?

Despite that this is a scientific age, the exploitation of women continues in parts of the world.

The present condition in Turkey, especially in the Southeast, the ongoing armed conflict between the Turkish state and the PKK guerrillas, human rights violations and poverty increase the oppression on Kurdish women. Kurdish women were forced to migrate to western cities due to these conditions. They are confronted with a new survival struggle as a result of not being able to speak Turkish. The language problem keeps them from finding solutions for sometimes the simplest of problems such as reaching medical centers, social activities.

It also forces them to stay home and be dependent on their family or their husbands. Already imprisoned without any fundamental rights, Kurdish women live within the boundaries of their

fathers' "honor" until they marry. The "honor" changes hand after marriage.

Kurdish Women, valuable for "bride charge", a tradition still alive among Kurds, are viewed as a way of income for the families. They have to be a hard working and "son bearing" bride in their new families where they are sold. They have to keep bearing children until the family has enough numbers of sons. Living in an extreme feudal society, Kurdish women are treated as the sexual property of their fathers or their husbands. Rape and sexual harassment cases against Kurdish women by the Village Guards and the security forces have been reported by the Human Rights Association. There are increasing numbers of rape and sexual harassment cases tried in the Turkish Criminal Courts. They also face the problems of being a member of Kurdish society in the western cities by being treated as the second class citizens, by being subject to cheap labor and living under extremely poor conditions.

Projects of K. Ka-Dav

- Organize scientific studies in the field of women problems.
- To establish archives including the developments and the publishing of the women movement and women problems.
- Establish day care centers for working women.
- Establish a legal advisory office to help women and children with their legal problems.
- Cooperate and exchange information with other national and international women organizations.
- Establish medical and women and child care centers.
- Establish a women library.
- Organizing social and cultural activities to help Kurdish women to build up consciousness for their identity as a Kurd and a woman.

Turkish Daily News WEDNESDAY, MARCH 19, 1997

iHD: Human rights changes still go slow

Referring to Turkey's quest to become a European Union member, iHD Chairman Akın Birdal said the important thing was that Turkey had failed to fulfill its duties with respect to human rights and democratization

Ankara- Turkish Daily News

■ Turkey was slammed on Tuesday by Human Rights Association (iHD) Chairman Akın Birdal for dragging its feet with regard to human rights and democratization.

Referring to the Christian Democrats' recent statement that Turkey was not a part of Europe, Birdal said Turkey was still searching for an identity.

"Depending on the government in power and the day, Turkey draws closer to Europe or the Middle East. This creates a continuous problem of distrust toward Turkey," Birdal said. Recalling that Turkey, a member of the Council of Europe, had endorsed several conventions, primarily the European Convention on Human Rights, Birdal stressed that it had failed to amend its domestic law to comply even though the Constitution stipulates that it has.

"What is important is that Turkey has failed to fulfill its duties with respect to human rights and democratization," Birdal said.

Referring to Foreign Minister Tansu Çiller's remarks that torture and disappearances will come to an end in the country, Birdal said it was a per-

No improvement yet

The following statistics were taken from the iHD's February report.

- Seven died in unsolved murders.
- Sixteen people lost their lives by execution without trial, after torture or while in custody.
- Forty-three people died in armed clashes.
- Attacks on civilians left eight dead and eight injured.
- Seven people "disappeared" while in custody.
- Twenty-five people were tortured or claimed to have been tortured.
- 964 people were taken into custody, 32 of whom were from the press.
- Forty-four people were arrested.
- Two villages and hamlets were evacuated.
- Four places were bombed.
- Nineteen associations, trade unions and press agencies were closed.
- Seventeen associations, trade unions and press agencies were raided.
- Fifteen publications were confiscated.
- At present there are 157 prisoners of conscience in jail.
- Courts have approved of prison terms exceeding 23 years and fines of over TL 544,000,000.

Turkish Daily News THURSDAY, MARCH 20, 1997

LETTER TO THE EDITOR

Torture of juveniles

Despite the fact that the Turkish Government ratified the United Nations Convention on the Rights of the Child in May 1995, and that torture is forbidden in Turkish law, there is reli-

able evidence that children and juveniles have been tortured in police stations. My indignation has led me to write a letter to the Officer in Charge at Çınarlı Police Station. The text of my letter is as follows:

"Dear Sir,

I have been informed that İbrahim Okkalı was arrested on Nov. 27, 1995 and taken to Çınarlı Police Station. At the time he was 12 years old and suspected of stealing. When his father fetched him in the evening he was covered in bruises and his arm was seriously injured. He was admitted to hospital

where he was put into intensive care for three days. I hereby ask that a full enquiry be made to ascertain who tortured this juvenile and that the guilty police personnel be charged."

I do not believe the public in Turkey is unaware of what happens to both children and juveniles, as well as adults, in police stations. It would be interesting to know whether the general opinion of the people is in favour of legal proceedings against police personnel in cases such as the one mentioned in the above letter

Ulla Rex
Denmark

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MARCH 21, 1997

Plot to Kill Palme and King Recounted by Swedish Lawyer

Reuters

STOCKHOLM — The unsolved 1986 murder of Prime Minister Olof Palme returned to the spotlight Thursday after a lawyer disclosed that a former client had told him about a conspiracy to kill Mr. Palme and Sweden's king.

The lawyer, Pelle Svensson, said his client, Lars Tingstrom, known as the Bomb Man after being convicted twice on explosives charges, disclosed on his deathbed in 1993 that he was part of a gang of four people involved in the murder.

The lawyer said Mr. Tingstrom had told him in a confession, part of it written and part of it oral, that he had planned the murder from his prison cell to take revenge on a society he hated.

"It was Lars Tingstrom who ordered the murder," Mr. Svensson told the daily newspaper Dagens Nyheter. "In total, there were four people, of whom two still are alive."

Mr. Svensson told Swedish media the gang consisted of Mr. Tingstrom, Chris-

ter Pettersson — who was convicted of Mr. Palme's murder in 1988 but later acquitted — a former bank robber and an explosives expert, now dead.

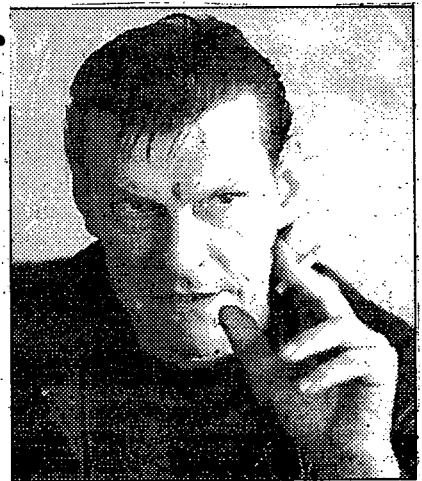
But Mr. Svensson said the primary target for the group was Sweden's king, Carl XVI Gustaf, not Mr. Palme.

He said it was only by chance that Mr. Palme was killed first, shot in a Stockholm street in February 1986 after leaving a movie theater with his wife.

Mr. Svensson said Mr. Tingstrom's hatred of society was the motive for the murder. Mr. Tingstrom, he said, claimed he had been wrongly convicted when he was sent to prison for five years in 1979 for sending a letter bomb to a former business partner.

While the court was dealing with the case, Mr. Tingstrom reportedly said, the prosecutor started a relationship with Mr. Tingstrom's fiancée and persuaded her to be a witness against him.

In 1982, the prosecutor's house was blown up by a bomb, killing one person, and Mr. Tingstrom was imprisoned for



Afri-Luostarinien/The Associated Press

Christer Pettersson, who was freed.

life. Mr. Svensson said Mr. Tingstrom knew his three alleged accomplices through the jail system.

The police have said new evidence would be needed, such as the murder weapon itself, if new charges were to be brought against Mr. Pettersson.

Mr. Svensson has said he knows where to find the gun.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MARCH 21, 1997

U.S. Is Said to Be Reviewing Its 'Containment' Policy on Iran

By Joseph Fitchett
International Herald Tribune

Makers of foreign policy in the Clinton administration are engaged in discussions about future stability in the Gulf and specifically on possible changes in U.S. policy toward Iran, according to former U.S. officials and cabinet-level figures in Arab governments.

This top-level discussion about long-term options concerning Tehran appears to have put a new policy overlay on a question that until recently dominated U.S. thinking about Iran: whether the United States will respond militarily if Tehran turns out to be implicated in the Khobar Tower bombing last June in Saudi Arabia that killed 19 U.S. Air Force personnel.

Declining detailed comment on the subject as "too sensitive for discussion," a White House source said that the stakes in the Gulf were "so high for U.S. policy that we are going to manage that situation at our own pace and on our own cue."

Any hint of reopening U.S. policy toward Iran, traditionally the dominant power in the Gulf, is controversial in Washington, where the regime remains a pariah 18 years after the ayatollahs seized power.

U.S. attitudes toward Iran preoccupy not only neighboring Saudi Arabia but also European governments because of the Gulf's strategic importance.

While academics have suggested in recent months that Iran may be losing its zeal to destabilize its neighbors, it is only now that the Clinton administration's inner circle on strategic issues seems to be re-examining U.S. options to see if there is an alternative to its Gulf policy of "dual containment" — in effect, treating both Iraq and Iran as pariah states.

"It's a posture, not a policy," Zbigniew Brzezinski, a former national se-

curity adviser, said about the U.S. position, adding that it did not allow for any evolution in Tehran's attitudes or behavior.

Now there is "deliberation" about Iran in Washington among a small circle of officials, Mr. Brzezinski said this week in Paris. He said he assumed the U.S. goal was to see if there were grounds for a gradual convergence of views, perhaps over a decade, about the need for regional stability in the Gulf.

A possible new horizon for relations, several officials said, could take the form of a common Western position offering Tehran the prospect of slowly expanding economic ties, if Iran were willing to respect a general code of peaceful co-existence, especially with its oil-rich Arab neighbors in the Gulf.

To forge a common Western front, the United States would have to pledge not to escalate its economic pressure into an all-out attempt to isolate Iran, while Germany, France and Italy would agree not to expand their business dealings with Tehran.

That Western line could then be adjusted over the years in conjunction with Iranian actions, diplomats said.

This approach would fit a widely noticed comment by Secretary of State Madeleine Albright during her recent visit to Paris when she suggested that the United States and Europe together try to find a joint approach to Iran.

She said that Europe and the United States had failed with their respective policies of critical dialogue and critical silence toward Iran.

Economically, Iran has been crippled by the U.S. trade embargo, which was recently strengthened by a controversial law calling for U.S. sanctions against foreign oil companies that make major investments in Iranian energy development.

Enough countries, including Russia, trade with Iran to keep the economy functioning.

But the time may be approaching when the Tehran regime, faced with a credible Western array of carrots and sticks, might be ready to explore formulas for co-existence with its neighbors and the West, according to U.S. and Arab officials.

To allow time for Washington to explore these possibilities, the Saudi authorities appear to have put off again their report on the Khobar bombing.

The report could create political pressures by absolving Iran or offering conclusions that called for swift U.S. actions.

Already, Iran has threatened violent reprisals against Saudi Arabia and Bahrain if the United States strikes Iranian targets, according to officials from both Arab countries.

But U.S. officials recently denied any preparations for punitive air strikes, calling the reports Iranian disinformation designed to unsettle Arab governments.

After consultations in Washington and European capitals, Saudi Arabia's defense minister, Prince Sultan ibn Abdulaziz, said last week that the investigation needed to be extended.

At the time of his visit, a White House official said that Washington had no intention of being stampeded into action "by a single report written by a third government" — a reference to the Saudi Arabian report.

With the Khobar bombing now nearly a year old, the possibility of military reprisals, reportedly under consideration last fall, seems to have been folded into a larger effort by the Clinton administration to find a way around the dual-containment impasse.

Mr. Brzezinski said U.S. policymakers have scant room for maneuver because of congressional concerns about Iran's interest in nuclear weapons and terrorism and because of the apparent lack of unified political authority in Iran.



Turkish Daily News FRIDAY, MARCH 21, 1997

European Parliamentary delegation visits Turkey

M. AKİF BEKİ

Istanbul- Turkish Daily News

■ A European Parliament delegation, led by Socialist Group Chairman Pauline Green, is paying a visit to Turkey to increase the dialogue between Western European states and Ankara. "We aim to observe developments in Turkish-European Parliament relations," Green told reporters in Istanbul on Thursday. The delegation met with representatives of many

nongovernmental organizations, including human rights groups, in Istanbul. Prime Minister Necmettin Erbakan and other ministers will receive the delegation on Friday.

The same delegation last year visited the South East to investigate the ongoing bloody conflict between

Turkish armed forces and the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK). "We are making periodic visits to closely observe developments in the human rights issue, and the democratization process. This year we are visiting only the western cities, such as Istanbul and Ankara," said a member of delegation.

The delegation later visited the Turkish Industrialists' and Businessmen's Association (TÜSIAD), and the left-wing Progressive Labor Unions Confederation (DİSK). Then it met with editors of many media establishments.

The delegation leaves Turkey on Saturday after holding meetings with representatives of civic initiatives and political circles through three days in Istanbul and Ankara.

Turkish Daily News FRIDAY, MARCH 21, 1997

Dutch parliamentarians: Turkey an important EU partner

Ankara-Turkish Daily News

■ Apparently supporting Turkey's continuing bid to gain full membership in the European Union (EU), Dutch parliamentarian Gijs De Vries affirmed on Thursday, "Turkey is a very important partner of the EU."

Chairman of the European Parliament's Liberal Group de Vries and another member of that group, Alexander Beels, arrived in the capital on Wednesday to evaluate the customs union situation and said they were pleased with the positive outcome of the recent EU ministers' meeting in Apeldoorn, the Anatolia news agency reported.

The Dutch parliamentarians also pointed out Turkey's importance as

a stable factor in the Middle East, along with Israel. De Vries met in Ankara Thursday with the Foreign Ministry Undersecretary Onur Öymen, İnal Batu, who is responsible for Greek Cyprus department, and leftist party parliamentarians Murat Karayalçın and İsmail Cem.

He will also be meeting main opposition Motherland Party leader Mesut Yılmaz, the much-discussed Deputy Chief of General Staff Gen. Çevik Bir and Gökhan Çapoğlu, who faces disciplinary questions in his Democratic Left Party (DSP).

De Vries and Beels will continue talks in Istanbul following an official welcome by Prime minister Necmettin Erbakan and Foreign Minister Tansu Çiller in Ankara.

'Nevruz is Turkish and will remain so!'

GÜL DEMİR

Istanbul-Turkish Daily News

■ This year, it looks likely that our Newroz, thanks to the "Nevruz" which emerged as its rival, will be even more entertaining than last year's.

The Newroz tension which has occupied the whole country and even Europe has suddenly vanished. The "I will celebrate", "you cannot celebrate" arguments, which would normally begin days before the Newroz day of 21 March, and which would become the major interest of the media, look as if they have become history. Foreign delegations that come to monitor Newroz do not attract the attention of anyone, not even those security forces who would normally lie in wait for an opportunity to arrest them. Another surprising development is the fact that the obstacles created for the previous celebrations have not been on the agenda for People's Democracy Party (HADEP) this year. HADEP will celebrate Newroz in open air and sports hall rallies in many cities. Party officials have obtained permission for the celebrations from the governors with a few exceptional refusals. It is understood that the rulers of the country have chosen to play "puss in the Nevruz" rather than the usual Newroz tension. Have you not heard of the "puss in the Nevruz" game? If you have not, then let us explore together the rules of this game. Only a few years ago, the practice in Turkey was to issue one order after the other to prevent the Newroz celebrations through military and police measures. This year, though, the government has rolled up their sleeves for active Nevruz celebrations. This holiday, that has become a mutual show of strength throughout the years of war in the south-east, which the country's rulers admit although they call it "low density war," is now becoming the scene of sometimes laughably interesting developments. A holiday, which has been celebrated for millennia by many people of the world is being Turkified in front of everybody's eyes.

The Kurds have celebrated Newroz as the day when the ironmonger Kawa set up a fire on the mountains to declare to his people that he had smashed the head of the notorious tyrant Dahaq with his hammer. Although not with the same mythological content, Newroz, which means "the new day" has also been celebrated by many

people around the world, particularly by the peoples of the Middle East, as the turn of the season festival, a celebration of the coming spring, the rebirth of nature. The mentality which forbade such a holiday for many years is now pursuing one discovery after the other.

Newroz has been changed to "Nevruz" to be reduced to an instrument of chauvinistic nationalism. Nevruz is now claimed to be a holiday of the Turks to celebrate the day when they came out of their imaginary homeland "Ergenekon" behind the guiding female wolf Asena. But those who place this claim do so without thinking about a satisfactory answer to the question as to why should they suddenly remember such an important day after so many thousands of years, and not before.

What would they say in reply if someone asks to them, "what kind of Turks are you, learning the date of coming out of Ergenekon from the Kurds?" But they must have understood the fact that nobody took them seriously enough to raise such

questions, as an indication of common acceptance of their discovery, since they continue their way with brand new discoveries.

This year's discovery is in a pamphlet published by the Ministry of Foreign Affairs Turkish Cooperation and Development Agency (TIKA) entitled "Nevruz Yenigun" in which a picture of Atatürk taken at a Nevruz celebration on 21 March 1922 is printed. By referring to Atatürk, they must be thinking that nobody could dare to counter their claims anymore.

In fact, it is impossible not to take off our hat before this practice of the government. Those who suspect the Kemalism of this government should be ashamed of themselves. Who can suspect the loyalty of this government to Atatürk's principles after witnessing their great discovery of another Turkish national holiday with strong references like a picture of Atatürk? Of course, in the meantime, those who would raise the questions like "if you were



so loyal to Atatürk, how come you prohibited a holiday the celebrations of which he participated as early as 1922", or "how come you forgot for so long to celebrate such a significant nationalist occasion," could only be those enemies of Atatürk or those who conspire against our national unity and integrity!

If only this unprecedented nationalization operation by a government who declared itself the champion of privatization were limited to Newroz... there are some colors to it. Yes, colors; with Newroz, some colors too have been nationalized.

As if the tricolor yellow-red-green has not been forbidden in this country for many years, as if the Kurdish deputy Leyla Zana was not imprisoned with her colleagues for wearing a hair band in these

colors, as if in some Kurdish cities, the traffic lamps were not changed for this reason, these three colors have also been Turkified.

Look up to the posters prepared by the Ministry of Culture which dress the streets recently, stating "Nevruz is Love, Nevruz is Unity, Nevruz is Fertility." The only thing possibly missing in this Nevruz mentality could be a Mehter (the Ottoman Army Band ubiquitously employed recently in pro-Islamic occasions) show, but thanks to the Minister of Culture who ordered Mehter Band shows in the Nevruz celebrations we will not miss anything. It is officially declared that Tansu Çiller, who staunchly forbade Newroz celebrations in her time at the office as the Prime Minister, saying "I shall not tolerate losing a pebble of Turkey," will go to Iğdir to

participate in the celebrations there. I can foresee what Çiller will be doing in Iğdir. She probably will take with her the Minister of Interior Meral Akşener who is nicknamed "Asena" among Ülkücü circles, to the celebrations. If she had not thought of this I strongly advise her to take Akşener there since Akşener would fit in very well with the Ergenekon legend. And I can foresee this couple (Çiller and Akşener) jumping over the Nevruz fire, for it is the tradition, and chanting at the same time "Nevruz is Turkish and will remain Turkish." As I warn the two lady ministers, "do be careful; do not let your skirts catch fire," I hereby declare that, personally, I shall participate in the Newroz celebrations in Istanbul. Happy Newroz (or Nevruz) to you all.

Turkish Daily News SATURDAY, MARCH 22, 1997

Russia to develop big Iraqi oilfields

Moscow supports lifting all curbs on Iraqi oil exports and hopes Baghdad would be able to repay debts worth billions of dollars

Baghdad-Reuters

■ Russia will sign a deal with Iraq in a few weeks to develop a big Iraqi oilfield west of al-Qurana in southern Iraq, visiting Russian Fuel and Energy Minister Pyotr Rodionov said. He was speaking during the signing a protocol of cooperation with Iraqi Oil Minister Amir Muhammad Rasheed.

Rasheed said the most important item in the protocol was the oilfield project which could produce up to 600,000 barrels per

day (bpd).

He said Russia would also develop an oilfield north of Rumala near the southern Iraqi port of Basra.

Both ministers said they had agreed to set up a joint oil drilling company to undertake oil excavation in various parts of Iraq.

"We have agreed to set up long-term oil, industrial and agricultural projects," said Rodionov, who arrived in Baghdad on Monday along with six

Russian ministry undersecretaries. He said after three days of meetings they had prepared several project contracts that would be signed in the near future.

An agreement to boost cultural and scientific cooperation was also signed by Iraq's foreign ministry undersecretary, Abdul-Jabbar al-Douri, and Russian deputy foreign minister Victor Posuvalyuk.

Roidonov said many ways were discussed about how to finance these projects, but he gave no figures on their cost or when they might begin.

Iraq is under stringent U.N. trade sanctions imposed after its 1990 invasion of Kuwait. The curbs include a ban on oil exports but the U.N. has allowed Iraq to pump \$2 billion worth of oil over six months to international markets on humanitarian

Turkish Daily News SATURDAY, MARCH 22, 1997

Newroz celebrated in peace

Ankara-Turkish Daily News

■ Newroz 1997 was celebrated throughout the country with no outbreaks of violence that has marred previous years. Some of the cities in southeast witnessed two sorts of celebrations: state-

sponsored and state-controlled. In official celebrations which were initiated by the state, the officials emphasized the meaning of the day for the "great Turkish world." In addition to these officially sponsored events, others celebrated Newroz under tight

security. In Diyarbakır, nearly 20,000 people attended state-controlled celebrations. The neighboring city of Batman was another city which witnessed the two styles of celebrations.

Officials celebrate "Nevruz"
Most politicians, including Prime Minister Necmettin Erbakan, issued statements on the occasion of "Nevruz."

Erbakan, in his message, said that Nevruz had deep historical

that Nevruz had deep historical roots and is a day which unifies all humanity.

The prime minister pointed out that only the nations which had managed to protect their unity and solidarity, had the right to survive.

Erbakan also said the Nevruz festival was a celebration for all of the Turkish world. State Ministers Gürcan Dağdaş, Bekir Aksoy, Bahattin Şeker also released statements which emphasized the meaning of Nevruz for the Turkish world.

The local people of Diyarbakır celebrated Newroz by lighting fires and dancing, while the Democratic Mass Party (DKP) disturbed flowers in the streets.

Sedat Yurtdaş, deputy chairman of pro-Kurdish People's Democracy Party, who was in Diyarbakır told the TDN that nearly 100,000 people celebrated the day in Diyarbakır by dancing around fires and singing songs.

Nobody was arrested in the city where tight security measures were taken, Yurtdaş said.

Police interrupt the march

Other sources, however, told the TDN that the police interrupted a march organized by the people in Diyarbakır in the late hours of Friday afternoon. Those involved in the march were apparently carrying banners colored red, green, yellow and shouting slogans in support of the Kurdistan Worker's Party (PKK) for nearly four hours. The security forces, having called in extra support, charged those marching and arrested many people. During

the whole day, security helicopters flew over the city looking out for any disturbances.

Other cities in the region

Meanwhile, Yurtdaş said in the southeastern city of Siirt, more than 100 people were arrested in the celebrations. Batman also had a high turnout for the celebrations, Yurtdaş said. In Şırnak the streets were decked out in flags and in Batman the governor's office organized a march. In Malatya, the People's Democracy Party (HADEP) celebrated Newroz in the town's stadium. In Berlin, 12 demonstrators who fought with German police were detained during a Newroz demonstration.

RP deputies celebrate Newroz

In Ankara, some Welfare Party (RP) deputies in Çankaya celebrated Newroz by lighting fires in a field adjoining to a restaurant where they had lunch.

RP Diyarbakır deputy Ferit Bora and Seyyid Haşim Haşimi and Bitlis deputy Abdülhaluk Mutlu jumped over the fire in the traditional manner.



A view of the state-sponsored celebrations (small photo) and the Newroz fire.

Turkish Daily News SATURDAY, MARCH 22, 1997

DOMESTIC SCENE

Liberal Group: Turkey and the EU need 'creativity' in their relations

EU Liberals think that the Christian Democrats' suggestion that Turkey be excluded from the EU because of its religion was 'unhelpful,' but that statements about a possible blocking of NATO expansion are equally 'unhelpful'

AYŞE KARABAT

Ankara - Turkish Daily News

■ The leader of the Liberal Group in the European Parliament, Gijs De Vries, who is in Ankara for talks told a group of Turkish reporters that his group hoped that the EU and Turkey could inject some creativity in their bilateral relations over the next few months.

De Vries, whose group voted in favor of Turkey's customs union agreement, tried to meet with Foreign Minister Tansu Çiller but she did not accept the request. Their scheduled meeting with True Path Party (DYP) deputy and Parliament's Foreign Relations

in 1996 compared to the previous year. But he indicated that the most recent laws relating to human rights showed a clear step in the right direction, which could lead to other initiatives.

Recently, Parliament passed a law limiting the jurisdiction of the State Security Courts and reducing the amount of time that someone can be detained while awaiting to appear before the State Security Courts.

Liberals of the EU think that the Christian Democrats' suggestion that Turkey be excluded from the EU because of its religion was "unhelpful," but that statements about a possible blocking of NATO expansion were equally "unhelpful." Turkey has been saying that the extension of NATO and the enlargement of the EU are directly linked and it is giving signals that the Turkish Parliament may veto the extension of NATO if Turkey is barred from becoming a member of the EU. While discussing EU-Turkey relations, De

Vries said that at the last meeting of foreign ministers in the Netherlands the EU's decision that Turkey should be treated equally to other candidates was a creative one.

He added that the arms build up by both sides in Cyprus was not helping the two sides reach a solution and that direct negotiations were needed. The Liberal Group was the first of any in the European Parliament to hold talks with the president of the Turkish Republic of Northern Cyprus (TRNC). De Vries met on Friday with State Minister Abdullah Gul from the Welfare Party (RP). Gul told De Vries that the customs union was not enough and Turkey was aiming for full membership in the EU.

De Vries also met with Republican People's Party (CHP) leader Deniz Baykal. After the meeting Baykal told reporters that the Liberal group was a very important influence in Turkey-EU relations.

Commission Chairman Sedat Aloglu was also canceled. Instead, they were met by DYP deputy Jefi Kamhi. ANAP leader Mesut Yilmaz also canceled his meeting with the group. The Liberal delegation were scheduled to meet with Democratic Left Party (DSP) deputy İsmail Cem but met instead with Gökhan Çapoğlu whose party has begun an inquiry in order to expel him. De Vries and Çapoğlu talked about the difficulties of maintaining a democratic party. The EU Liberal Group leader on Thursday met with Deputy Chief of General Staff Gen. Çevik Bir and Foreign Ministry Undersecretary Onur Öymen.

De Vries told reporters that Turkey's human rights situation had deteriorated

Deutschland

AUSSENPOLITIK

Wurst vor der Nase

Die Bundesregierung sträubt sich gegen die Aufnahme der Türkei in die Europäische Union – und bekommt deswegen Ärger mit den USA.

Nun habe sich das „wahre Gesicht Kohls“ offenbart, zürnt die türkische Tageszeitung MILLIYET. Und das Massenblatt TÜRKIYE sieht den Bonner Kanzler schon als Inkarnation Karls des Großen, der „Europa in ein einiges, christliches Reich“ verwandeln wolle.

Die türkischen Medien zeigen sich geschockt. Anfang März in Brüssel hatten christdemokratische Partei- und Regierungschefs – unter ihnen der deutsche – der Türkei unmißverständlich bedeutet: Dem Land wird der Zutritt zur Europäischen Union wohl auf alle Zeiten versperrt.

Seither ist Bundeskanzler Helmut Kohl, bislang stets als Förderer türkischer Europa-Hoffnungen geschätzt, am Bosphorus zum politischen Gegner mutiert.

Bonn habe sich als „falscher Freund“ entpuppt, erklärt der Außenstaatssekretär Onur Öymen, ehemals türkischer Botschafter am Rhein. Verärgert bestellte er die Chefs großer deutscher Firmen wie Siemens und Mercedes ein und schloß als Vergeltung einen Boykott deutscher Waren nicht aus.

Unter solchen Umständen wird die für diese Woche angesetzte Ankara-Reise des Bonner Außenministers Klaus Kinkel zu einer heiklen Mission. Die Visite gilt dem Amt inzwischen „als einer der schwierig-

sten Besuche, die ein deutscher Außenminister machen mußte“. Einige Berater rieten Kinkel sogar zu einer Absage.

Der AA-Chef will die deutsche Position erklären. Doch die Bonner Türkeipolitik ist alles andere als eindeutig. Klar ist allein der Dissens zwischen Kohl und Kinkel.

„Europa ist kein christlicher Klub“, hatte Bundespräsident Roman Herzog – ganz auf Linie mit dem Außenamt – erst vor einem Vierteljahr dem türkischen Staatspräsidenten Süleyman Demirel versichert, Bonn stehe fest auf dem Boden des Assoziierungsabkommens von 1963, einschließlich der damals von der Europäischen Gemeinschaft eröffneten Beitrittsperspektive. Herzog: „Die Türkei gehört zu Europa!“

Im trauten Kreis mit seinen europäischen Parteifreunden sprach der Kanzler ganz anders. Ihm sei „aus dem Erdkundeunterricht nicht bekannt, daß Anatolien ein Teil Europas ist“, spottete Kohl. Man müsse den Türken sagen, daß die Türkei nicht zu Europa gehöre.

Nur gut eine Woche später bekräftigte des Kanzlers Außenminister mit seinen EU-Kollegen in Apeldoorn das Gegenteil. Die Europäische Union wolle, so Kinkel, daß die Türkei „nicht auf ein Abstellgleis geschoben wird“.

Immer wenn es zur Sache geht, schwenkt der Außenminister allerdings auf den Kohl-Kurs um. Für die elf Staaten, mit denen die EU vom kommenden Jahr an konkret über einen Beitritt verhandeln will, wird die Gemeinschaft voraussichtlich eine ständige „Europa-Konferenz“ einrichten. Die Türkei möchte Kinkel dort nicht dabei haben. Jeder Anschein, Ankara könne in absehbarer Zeit EU-Mitglied werden, soll vermieden werden.



Erbakan

Auch auf dem „Familienfoto“ (AA-Jargon), das beim Juni-Gipfel in Amsterdam von allen alten und zukünftigen EU-Partnern geschossen werden soll, will Kinkel keinen türkischen Vertreter sehen.

Die scheinbar nebensächliche Foto-Frage, von Ankaras Außenministerin Tansu Çiller gezielt hochgespielt, befördert die Empörung der Türken. Wer in diesem Jahr nicht auf die Liste der EU-Kandidaten

kommt, so ihr zutreffender Verdacht, bleibt auf Jahrzehnte ausgeschlossen.

Aber während Polen, Ungarn oder Slowenen ihre Gesellschaften in hohem Tempo auf westeuropäischen Standard zu trimmen versuchen, driftet die Türkei täglich weiter weg von Europa. Die Zahl der Menschenrechtsverletzungen nimmt eher zu denn ab. Der islamistische Ministerpräsident Necmettin Erbakan brachte das Land in nur achtmonatiger Amtszeit bis kurz vor einen Militärputsch.

Um die EU-Aufnahme dennoch zu erzwingen, bedient sich Ankaras Führung eines starken Hebels: Sie droht unverhohlen mit der Blockade der Nato-Ost-Erweiterung. Zumindest die Bündnisvormacht Amerika wurde damit beeindruckt. Stärker als die Europäer setzen die USA auf die strategische Bedeutung der Türkei als laizistischer Vorposten des Westens gegenüber der islamischen Welt.

Öffentlich mahnte die neue US-Außenministerin Madelaine Albright im Februar ihre Bündnis Kollegen, den Türken einen Weg in die Europäische Gemeinschaft zu ebneten. Wenig später bekannte Carey Cavanaugh, Zypern-Beauftragter der amerikanischen Regierung, offen Washingtons „Sorge über die Art, wie die EU die Türkei behandelt“.

So ist Ankara im Begriff, Washington und die Europäer auseinanderzubringen. „Die USA können nicht verlangen, daß wir den europäischen Suizid begehen“, beschwert sich ein hochrangiger AA-Mann. Mit Türken und Griechen in einer Gemeinschaft – das würde die EU „total blockieren“.

Die EU sei „auf dem Weg zur Weltmacht“, schimpft auch Ingo Friedrich, Chef der CSU-Gruppe im Europäischen Parlament. „Wir lassen uns von den USA nicht vorführen wie ein Nasenbär.“

Der Christsoziale gehört – ähnlich wie der CDU/CSU-Fraktionschef Wolfgang Schäuble – zu den schärfsten Türkei-Kritikern in der Union. Die fordern eine neue Ehrlichkeit. „Ist es nicht extrem unfair, der Türkei über 20 Jahre die Wurst vor die Nase zu hängen?“ fragt Friedrich. „Wo doch alle wissen: Sie kriegen sie nicht!“

Daß Europa mit einer brüskten Abwendung den Islamisten in der Türkei neuen Auftrieb beschert, ficht Friedrich nicht an. Das müsse man „eben in Kauf nehmen“. ♦



Außenminister Çiller, Kinkel: Streit ums „Familienfoto“

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, MARCH 24, 1997

Furor Over Turkish Report

Business Group Urges Faster Steps to Democracy

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — The leading Turkish business federation has urged quicker progress toward full democracy here, but political and military leaders have strongly rejected its suggestions.

With its free elections, open economy and an outspoken press, Turkey is in many ways a paragon of freedom compared with most of its Middle Eastern neighbors. But it falls short of Western democratic norms in some important respects.

Several weeks ago, the Turkish Industrialists' and Businessmen's Association issued a report analyzing Turkish democracy and suggesting ways it could be improved.

The report urges that the power of party leaders be curbed. The leaders now dictate party policies and nominate candidates without consulting anyone outside their own tight circles, making it all but impossible for outsiders to break into politics.

Moving into more dangerous territory, the report pro-

poses that Kurds be given the right to education in their own language.

Perhaps most significant, it recommends the abolition of the National Security Council, the principal instrument through which the military influences government policy, suggests that military commanders be subordinated to the Defense Ministry and that laws that limit public debate on sensitive issues be repealed.

In making these recommendations, the group, whose members include many of the country's largest domestic and international companies, was asserting its right to take part in national debates.

But business leaders also fear that political frustration is hurting the country's chances for long-term growth.

"There cannot be two Turkeys, a private sector which is an integral part of the world and a state apparatus which is detached from it," said Halis Kömili, the head of the business group.

But even Mr. Kömili probably did not expect the reaction that greeted his report.

Many Turkish leaders rejected its recommendations and challenged the right of private groups to be involved in public policy at all.

Top military commanders summoned Mr. Kömili, telling him that his report was ill-timed and potentially destabilizing.

Civilian politicians were equally scornful. "I cannot understand how an institution which itself lacks democracy and is controlled by capitalist forces can give us lessons on democracy," Trade Minister Yalim Erez complained. He said the business group should remember that its role in society is not to criticize, but "to draw foreign capital into Turkey and to advertise the country abroad."

Perhaps most devastating was an offhand endorsement of the report from Abdullah Ocalan, leader of the outlawed Kurdish Workers Party, which is waging a separatist war in the southeast that has cost more than 20,000 lives in the past 12 years.

"At this point," he said in an interview televised in

Europe, "the capitalist sector is fighting for democracy more strongly than leftist parties."

■ No 'Disappearances'

Foreign Minister Tansu Çiller said Sunday that there would be no more "disappearances" of detainees as part of an improvement in her country's record on human rights, Agence France-Presse reported from Ankara, citing official sources.

"The struggle of the forces of order against terrorism continues with the same determination as before, but in a way that respects human rights," Mrs. Çiller said after discussions with Interior Minister Meral Aksener.

A group of visiting members of the European Parliament called Friday on Turkey to improve its human-rights record for better ties with the European Union.

Earlier this month, however, Amnesty International accused the European Union of turning a blind eye to human rights abuses in order to maintain good relations with Ankara.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, MARCH 24, 1997

Iranians Gear Up for a Strange Experience: The Presidential Race

By Elaine Sciolino
New York Times Service

WASHINGTON — It is not what one might expect from Iran.

On May 23, all Iranian citizens over the age of 15 — both male and female — are eligible to vote in the most significant contest for the presidency in Iran's 18-year-old revolution.

Officially, none of the candidates has

been approved and the campaign is still struggling to be heard.

But the front-runner, using his power base as speaker of Parliament, is making promises to improve the economy, keep away from the United States and enforce stricter Islamic law. The leading underdog, wooing women and teenagers, is pledging more personal freedom, more jobs and no more male supremacy. And eight other would-be candidates are

struggling to be heard. This is presidential politics, Iranian style: tough, nasty, confusing and full of alliance-building, horse-trading and mud-slinging. Is it democracy? Not by Western standards. But it is not the dictatorial system that the State Department has called it either.

Rather, Iran is at the same time a country of brutal repression, and one with flashes of surprisingly open debate.

It is a combination designed to keep an elite acceptable to the Islamic Republic in power, and the population in check.

"There is space — but only restricted space — for political competition in Iran," said Shaul Bakhash, a historian. "The competition is limited to candidates and groups acceptable to the regime, and outsiders are not allowed to seriously participate in elections or the political process. I call it the politics of the ruling elite."

The reason there is a presidential election at all is that President Hashemi Rafsanjani has already served the maximum two four-year terms allowed under the Iranian Constitution.

For months now, the leading candidate has been Ali Akbar Nateq-Noori, speaker of Parliament and a midlevel clergyman with unimpressive religious credentials. Just a few months ago, he seemed a shoo-in.

But at least one other candidate has emerged as a serious contender: Mohammed Khatami, a cleric who served as minister of Islamic guidance for a decade until he was forced to resign for allowing too much freedom in the press, publishing and the arts.

Still, it isn't just anyone who can run for president. The council of guardians, a body that is dominated by the clerics and supervises elections, must approve all candidates. In last year's parliamentary election, it disqualified about 40 percent of the 5,000 would-be candidates.

In the last presidential election, in 1993, more than 100 candidates tried to run; only three did. And although Iran's spiritual leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, has declared himself neutral in this one, no candidate who did not meet with his approval could run.

Still, as the balloting draws near, what

looks like a campaign of genuine issues and candidates is playing out.

Officially, political parties are banned in Iran, but clearly identifiable factions with clearly identifiable views are not.

Mr. Nateq-Noori has the endorsement of the Society of Combatant Clergy, a political grouping he heads that is dominated by socially conservative clerics and supported by bazaar merchants who care about free foreign trade but not necessarily about foreign investment.

That support brings with it the power of a well-organized political machine with the resources to get out the vote: the nationwide network of mosques.

There are no reliable opinion polls in Iran, but a three-week tour of interviews around the country in December suggested that there is a widely held view that Mr. Nateq-Noori would only make Iran's economic problems worse and that he by no means enjoys the popular support that Mr. Rafsanjani does.

Enter Mr. Khatami. He has the backing of two strong groups on opposite ends of the political spectrum: the left-leaning Coalition of the Imam's Line, which supports state control of the economy and more equal distribution of wealth; and, if some newspapers are to be believed, all but one member of the Servants of Construction, which opposes state control of the economy, favors more foreign investment and better relations with the West. It is aligned with Mr. Rafsanjani, but he has vowed not to endorse any candidate.

Mr. Khatami is also popular among university students and intellectuals. Teenagers are important, since about half the population has been born since the revolution.

Even though the campaign does not officially start for weeks, Mr. Nateq-

Noori is crisscrossing the country in an effort to bolster his strong lead. He traveled recently from town to town in his native Mazandaran Province, visiting hospitals and schools, inaugurating factories, bakeries and even buildings — trailed all the way by crews from the state television, which extensively aired his pronouncements every night.

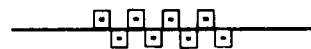
In their speeches, the candidates say little about the cultural onslaught of the West or confronting world arrogance, and much, much more about corruption, inflation, inequality and jobs.

Some subjects are too hot for debate — the Arab-Israeli peace process or the death warrant on the author Salman Rushdie, for example. But there have been hints that there is even room for some discussion of Iran's relationship with the United States.

On a campaign stop in Urumiyeh last month, Mohammed Mohammadi Rey-shahri, a former intelligence minister, did not even mention "death to America" on his list of priorities. And Ibrahim Yazdi, an English-speaking former foreign minister who once lived in Texas, announced a week ago that he favors "normal relations with America" and the creation of "a democratic atmosphere" in Iran.

But, then, Mr. Yazdi's group, the Liberation Movement of Iran, has never been allowed to run in any Iranian election. It is just not considered Islamic enough by Iran's theocrats.

"In a true democracy, the people give legitimacy to their government," said Stephen Fairbanks, a visiting scholar at the Woodrow Wilson International Center for Scholars who is writing a study of Iran's political system. "But Iran's system claims its legitimacy comes from God."



Turkish Daily News Monday, March 24, 1997

Çiller has lost European Parliament confidence

European Parliament deputies aim to force the implementation of the Turkish government's announced human rights amendments

ELİF SEMİHA KUFLU

Ankara-Turkish Daily News

■ The volume of high-powered European traffic currently in Ankara is an indicator of Europe's depreciation of confidence in Deputy Prime Minister and Foreign Minister Tansu Çiller. According to diplomatic observers, European representatives want to hear, for themselves, assur-

ances from Turkey's high-ranking officials, top military brass and nongovernmental organizations (NGOs) and put to rest doubts about Turkish policy.

European Parliament's Socialist Group, led by Labour Party parliamentarian Pauline Green, held closed sessions with the Turkey's Human Rights Association (IHD) and the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) in order to be sheltered from media attention.

The only media representative present at the close of these sessions, TDN was told that Green reassured the activists that the Socialist Group would push the issue on implementation of the

recent legal changes in human rights.

"We will not pay attention to what Çiller wrote and signed — from now on we will only look at the implementation of these things," Green said, emphasizing her point by allowing a piece of paper she was holding to drop to the ground.

IHD Chairman Akin Birdal said the European Parliament had lost all confidence in Deputy Prime Minister and Foreign Minister Tansu Çiller who, in intense lobbying efforts prior to the customs union, had asked the European Parliament's socialist wing to back her during the process, reportedly threatening that "the fundamentalists will take over" otherwise.

European Parliament feels betrayed and has lost trust in Çiller, reports from Green's Friday visit with Turkey's foreign minister implied.

Constantly pressured on the human rights issue, Turkish government announced human rights legal reform, the deputy prime minister stating specifically that "torture such as 'Palestine Hanging'" was out of question, now and forever.

Green said she interpreted these words, which indicated explicit knowledge of such torture techniques, "as a confession" and was very specific

about the role of the military, reportedly empha-

sizing the importance of civil conscience over any organization, including the military.

Also mentioned by Green and her colleagues were the handicaps created from lack of a democratic resolution to the Kurdish issue. In this vein, the Socialist Group leader reiterated, "We will force the implementation of human rights."

Birdal reportedly stressed in the meeting that laws regarding this implementation should be passed related to the recent government human rights reforms. Green was pleased that ties with the Turkish military were strengthened during her visit in Ankara with Deputy Chief of General Staff Gen. Çevik Bir. The importance of civil action in problem-solving, as opposed to military force, was tabled in their meeting. According to reports, however, when Green said, "The military is not above the civil initiative," Gen. Bir countered with his view that NGOs overexaggerate human rights violations in Turkey.

During her talk with Gen. Bir, Green also reportedly affirmed certain Turkish government policies, such as the preservation of secularism and efforts against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), and urged that Turkey "not distance itself from the principles of democracy."

WEDNESDAY, MARCH 26, 199

Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Civilian Rule for Turkey

The Turkish general staff in recent weeks has all but put the country's Islamic-led government on notice that the military will seize power if Turkey continues to drift away from its secular political traditions. While the generals' defense of secularism appeals to many Americans, the United States should recognize that another period of military rule in Turkey would do more harm than good. Washington needs to make clear that it favors civilian governance and would be obliged to distance itself from any military-dominated regime.

Prime Minister Necmettin Erbakan's Welfare Party, representing one-fifth of the electorate, has rashly challenged the rigidly secular ground rules decreed by Mustafa Kemal Atatürk, the founder of modern Turkey seven decades ago. The party's initiatives, such as relaxing restrictions on religious displays in public places, have made many secular Turks uneasy. These policies have particularly alarmed the military, which Turkey's constitution entrusts with defending the secular system. In response, Turkey's generals have warned the government that it must aggressively enforce secular laws, including some that have long been ignored.

In a country where the generals have

staged three coups since 1960, the threat of military rule must be taken seriously. Those concerned with defending secularism ought to consider the contribution that those coups have made to shaping the unappealing political choices Turkey now confronts. The secular parties favored by the military have failed to establish deep popular roots. They are increasingly perceived as aloof from the problems of ordinary Turks and consumed by personal vendettas and corruption. In contrast, Mr. Erbakan's Welfare Party has increased its base of support by providing relatively clean and effective municipal government in many of Turkey's largest cities.

The Welfare Party now rules in coalition with the True Path Party, led by Tansu Çiller, a former prime minister who represents some of the least attractive features of the old secular political order. After worrisome early overtures toward Iran and Libya, the coalition has pursued pragmatic foreign policies, including close military cooperation with Israel and the United States. But internally it has been a tense alliance, with each side looking for chances to shove the other aside.

A military intervention would presumably evict Welfare from power in favor of True Path or its secular rival, the Motherland Party. While this might

look superficially reassuring to Washington, it would in many ways make matters worse.

Washington's goal is to keep Turkey oriented to the West, including NATO, to which it belongs, and the European Union, which it has long hoped to join. But the powerful army, militantly nationalistic and prone to wholesale human rights abuses, is itself a major obstacle to closer Turkish integration with Europe. Army leaders have resisted compromise with Greece over Turkey's 20-year occupation of northern Cyprus and have managed Turkey's brutal suppression of the Kurds.

Pushing aside Islamic politicians like Mr. Erbakan who are willing to play by democratic rules would probably radicalize Turkish Islamic politics. It would also send the wrong message to the secular parties, which need to overcome their petty rivalries and rebuild popular support.

Turkey's location at the crossroads of Europe, the Mideast and Central Asia — and its huge army, the largest among NATO's European members — make it a pivotal factor in American foreign policy. Washington would understandably prefer a solidly secularist government. But for practical as well as principled reasons, the United States should support democratic solutions to Turkey's problems rather than those imposed by force.

— THE NEW YORK TIMES.

Ensarioğlu proposes Southeast undersecretariat be formed

Salim Ensarioğlu, state minister responsible for the Southeast, is pressing for organizational changes which will affect the region

SAADET ORUÇ

Ankara- Turkish Daily News

TDN- Everyone is still discussing the National Security Council (MGK) meeting which was held Feb. 28. Will you comment on the MGK "suggestions?"

ENSARIOĞLU- The decisions are very important regarding the system and security. They were not against the Welfare Party (RP). However, I have some doubts about the implementation of the MGK recommendations. There will probably be some problems with the implementation process. Implementation will take time so we must be patient. The realization of the recommendations must not be execution of a party.

TDN- Do you think the MGK executed a party?

ENSARIOĞLU- Not me — the media described the scene like that. The media executed the RP. I am not in a position to defend the RP. The threat of Shariah is not something new. Its foundation was laid nearly 30 years ago. Of course, some statements given by Welfare deputies may encourage Islamic fundamentalists but the citizens should not be obligated to live according to their beliefs. The number of extreme fundamentalists is not so large. Because of this, (the push by the military) those condemning the ordinary citizens for their religious beliefs should be very careful. Otherwise, this might push more citizens to join the RP. The fight against Islamic fundamentalists such as Aczmendis, Cemalettin Kaplan or IBDA-C (Islamic Great East Raiders Front), must not make the people think the army is "atheist." The army belongs to our own society. They are our sons.

TDN- Speaking of this tension between the RP and the army, which peaked after the statement by Secretary-General of the Turkish General Staff Erol Özkasnak who said, "We are not in harmony with anybody" in response to Prime Minister Necmettin Erbakan's statement that the RP was in harmony with the army...

ENSARIOĞLU- The press depicted the situation from that point of view. The army is part of the system. It has a 50 percent influence on MGK decisions. The soldiers had started to make statements a few years ago.

TDN- Do you think this is normal in democratic administrations?

ENSARIOĞLU- I do not want to discuss that. But until the last two years they had not done so. Although it is not democratic, I want the soldiers to say what they think. I cannot accept the tank parade in Sincan or this "fine-tuning the democracy (engine)" — Gen. Çevik Bir's words in Washington explaining the tank parade. If the army has an 80 percent influence on all decisions, then it must explain its views. Is it normal? Later, we can discuss this. When it comes to your former question, Erbakan accepted everything the MGK suggested at the Cabinet meeting.

TDN- Your coalition partner has a different view regarding the presence of the MGK. What's your opinion about the role of the MGK?

ENSARIOĞLU- The removal of the MGK is being discussed in various circles of society. During the democratization process it will undoubtedly be abolished.

TDN- It is said that during the hours the MGK decisions were discussed by the Cabinet on March 5, you met with parliamentarians from the southeastern cities. It was also rumored that most of the parliamentarians were in a tense mood because of the threat of a coup d'etat. They were even said to have prepared to leave the country.

ENSARIOĞLU- The media projected that view. The media and Mesut Yılmaz (Motherland Party (ANAP) leader) called on the soldiers to take the control. Yes, it is true. I witnessed some discussions among many parliamentarians from different parties. They were afraid of being arrested because of a possible coup d'etat. I was really ashamed hearing those words from parliamentarians elected by the people.

TDN- Will you brief us on this meeting with the deputies from the Southeast?

ENSARIOĞLU- At the Gap Otel, nearly 17 deputies met at the invitation of the Diyarbakır Democracy Platform. We discussed the unemployment problem in the region as well as mysterious political killings. We were invited to meet in Diyarbakır on May 6 but I feel that such meetings must be organized in Ankara or Istanbul in order to avoid the threat of any provocation. The people whose goal is the welfare of the country must attend such meetings. The country has suffered a lot from those who profit from the fighting in the Southeast.

TDN- What should the topics of such a meeting be?

ENSARIOĞLU- Firstly, economy. The biggest problem is certainly the economy in the region. Then come education, health and mysterious killings. A commission should be established to investigate these killings.

TDN- What about the village guard system?

ENSARIOĞLU- The village guard system is connected with OHAL (Emergency Rule). Once OHAL is eradicated, the village guard system will surely be abolished.

TDN- It is not likely that Emergency Rule will be completely abolished in the near future. How much longer will the system last?

ENSARIOĞLU- Elazığ and Mardin were taken out of OHAL after some improvements. I think that OHAL will be completely abolished. OHAL is useful from one point of view but it and the village guard system must be abolished when world standards are considered. It has turned into a psychological matter. The so-called "Vietnam Syndrome" is the illness of our country. There are people from the PKK (Kurdistan Workers' Party) as well as police and soldiers who are consumed with single-minded aggression. We have to cure this illness first.

TDN- Will you brief us about your proposal for partial amnesty?

ENSARIOĞLU. I have two different proposals, one of which is related to the crime of helping and harboring terrorists. The other proposal is for members of the PKK who have not yet committed any crime. We will give amnesty to the first group but for the second group a constitutional change is necessary. Articles 87 and 14 of the Constitution, which exclude PKK members from amnesty, must be changed. For that change, unity among the leaders of party groups must be achieved.

TDN. Is this amnesty only for PKK members?

ENSARIOĞLU. Yes, but I have received many letters asking for the expansion of the amnesty framework. We can discuss this later. **Şevket Kazan**, the minister of justice, expressed his appreciation of my proposals and asked that

we work together as well. Amnesty is an urgent matter in order to make peace with the citizens in the Southeast, not with the PKK. The security forces have already been fighting against the PKK. In order to normalize the situation in the region, we must find ways to rebuild relations with the citizens. To forbid the use of satellite dishes in order to prevent them from watching MED TV (the Europe-based TV station of the separatist PKK) will make no sense because they do not know Turkish. Men older than 45 years cannot speak Turkish. Sixty percent of the women cannot speak Turkish. A state-owned channel broadcasting in Kurdish must be permitted. For example, I proposed a new ministry be established to deal with the problems of the Southeast. But since it is difficult to establish a ministry, I changed my proposal to aim for a new undersecretariat.

•Le Monde - mercredi, 26 mars 1997 •Le Monde - mercredi, 26 mars 1997

L'ONU dénonce les violations des droits de l'homme en Irak

GENÈVE. Le pouvoir en Irak « est, pour l'essentiel, aux mains d'un dictateur cruel », aucune opposition n'y est tolérée, et les droits de l'homme y sont systématiquement bafoués, indique un rapport destiné à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, rendu public lundi 24 mars à Genève. Le rapporteur spécial, Max van der Stoep, y

regrette néanmoins que les lenteurs de la bureaucratie onusienne contribuent à retarder l'arrivée en Irak des aides à la population prévues par l'accord « pétrole contre nourriture ». M. van der Stoep fait état, entre autres, d'informations selon lesquelles les arrestations consécutives à l'attentat contre le fils aîné du président Saddam Hussein, en décembre 1996, « se seraient chiffrées par milliers ». Il reste 16 199 cas non réglés de disparitions, le gouvernement de Bagdad n'ayant répondu au groupe de travail de l'ONU chargé de ces disparitions que pour quelques centaines de cas, indique le rapporteur spécial de l'ONU. - (AFP)

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● Sud-est: l'état d'urgence reconduit pour quatre mois

ANKARA, 26 mars (AFP) - Le parlement turc a renouvelé mercredi pour quatre mois l'état d'urgence en vigueur dans le sud-est anatolien, théâtre principal de la rébellion du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a-t-on annoncé de source parlementaire.

Ce régime d'exception est en vigueur depuis juillet 1987 dans des régions administratives du sud-est à majorité kurde, où le PKK mène une rébellion armée contre Ankara pour créer un Etat indépendant kurde.

La décision du parlement sera effective à partir du 30 mars dans les neuf régions administratives de Batman, Bingol, Bitlis, Diyarbakir, Hakkari, Tunceli, Siirt, Sirnak et Van.

Le parlement avait aboli, en novembre dernier, le régime d'état d'urgence dans une 10ème province, celle de Mardin, située à la frontière avec la Syrie.

CE/hc/jj t

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **M. Kinkel: l'adhésion à l'UE de la Turquie pas prévisible dans un proche avenir**

ANKARA, 26 mars (AFP) - L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne n'est pas prévisible dans un proche avenir, a déclaré mercredi à Ankara le chef de la diplomatie allemande Klaus Kinkel.

"La Turquie ne peut pas adhérer à l'UE dans un proche avenir", a dit M. Kinkel dans une conférence de presse conjointe avec son homologue turque Tansu Ciller. "Mais je dis définitivement que la Turquie appartient à l'Europe", a-t-il ajouté.

Selon M. Kinkel, pour une adhésion à l'UE, la question des droits de l'Homme et la question kurde doivent être réglées en Turquie et le problème de Chypre doit être résolu. Il a indiqué que la Turquie et la Grèce "devaient régler leur différend", ajoutant qu'il "ne voulait pas s'ingérer dans les affaires intérieures turques et grecques".

"La Turquie doit avancer vers son objectif" d'adhérer à l'UE, a ajouté le ministre allemand. Selon lui, les engagements pris par l'accord de 1963, qui lie la Turquie à l'UE, "sont valables". "Nous nous sommes mis d'accord pour encourager la Turquie sur la voie de l'UE lors de la réunion d'Apeldoorn. Nous avons décidé de développer le dialogue politique et la coopération institutionnelle", a poursuivi M. Kinkel. "Personne ne doit avancer des conditions que les autres ne peuvent pas supporter", a dit M. Kinkel, à propos de l'élargissement de l'OTAN. La Turquie n'est pas contre cet élargissement en principe, mais établit un lien entre son adhésion à l'UE et la participation d'autres pays à l'Alliance Atlantique, dont elle est membre.

"La Turquie doit adopter une position positive pour l'élargissement de l'OTAN", a indiqué M. Kinkel, ajoutant qu'il faut "réduire au minimum les approches sentimentales".

"Je suis arrivé en Turquie la tête haute", a ajouté M. Kinkel, rejetant ainsi de nouveau les propos tenus la veille par le premier ministre turc Necmettin Erbakan qui avait déclaré que les Européens devaient "avoir la tête basse" parce que "l'Europe n'a pas tenu ses promesses envers la Turquie", et que M. Kinkel "le sentirait" lors de sa visite en Turquie.

"La Turquie doit être traitée de façon juste, selon les mêmes critères que les autres pays" candidats à l'UE, a pour sa part déclaré Mme Ciller. "L'accord d'association de 1963 comprend l'adhésion de la Turquie à l'UE", a-t-elle estimé.

"Le peuple turc est sur la voie de l'UE depuis longtemps et aucune évaluation différente de la situation ne doit être faite. Ce serait une discrimination (...) envers la vocation européenne de la Turquie. Il ne faut pas créer de nouveaux murs de Berlin sur la différence de culture

et de religion", selon Mme Ciller.

"Tous les citoyens sont des citoyens de première classe en Turquie (...) S'il y avait une question kurde, cela devrait exister sur tout le territoire turc (...) Il n'existe aucune différence entre les citoyens en Turquie", a ajouté Mme Ciller, rejetant ainsi l'existence d'un problème kurde en Turquie.

La position officielle d'Ankara est qu'il n'y a pas de "problème kurde", mais un "problème de terrorisme" (le Parti séparatiste des Travailleurs du Kurdistan - PKK) dans le sud-est du pays.

A propos de Chypre, elle a indiqué que la Turquie "ne pouvait pas régler ce problème en quelques mois", car "c'est un problème bilatéral".

"La Turquie réclame un dialogue sincère et est prête à faire les initiatives nécessaires" pour un règlement des différends turco-grecs, a ajouté Mme Ciller sans autre précision. "Nous ne minimisons pas, mais n'exagérons pas non plus" le sens de la prise de position grecque à Apeldoorn en faveur de la Turquie, a indiqué Mme Ciller.

"Je dis, en confirmant les propos de M. Kinkel, que quand je vais en Europe, j'y vais avec la tête haute", a déclaré le ministre turc en réaction aux propos de son homologue.

CE/hc/fa tf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **M. Erbakan espère que les 15 ne prendront pas une décision "erronée"**

ANKARA, 26 mars (AFP) - Le premier ministre turc Necmettin Erbakan a exprimé mercredi l'espoir que "l'Allemagne et l'Europe ne prendront pas une décision erronée" en ce qui concerne l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

"J'espère que l'Allemagne et nos amis européens ne prendront pas une décision erronée pour eux-mêmes en 1997, année d'une décision très importante, concernant l'adhésion de la Turquie à l'UE", a dit M. Erbakan en recevant le ministre des Affaires étrangères allemand Klaus Kinkel.

La Turquie, qui avait posé sa candidature en 1987 à l'UE, espère figurer sur la liste des pays candidats à l'adhésion qui devrait être dressée cette année.

Le développement des relations entre la Turquie et l'Allemagne, qui,

selon M. Erbakan, sont les deux pays les plus grands d'Europe si on excepte la Russie, (...) est "important à la fois pour l'Europe et pour la paix mondiale", a ajouté le premier ministre turc, dont des propos peu amènes la veille avaient failli créer un incident diplomatique, retardant de plus de deux heures l'arrivée de M. Kinkel à Ankara.

M. Erbakan avait déclaré que les Européens devaient "avoir la tête basse" parce que "l'Europe n'a pas tenu ses promesses envers la Turquie", et que M. Kinkel "le sentirait" lors de sa visite en Turquie.

M. Kinkel a pour sa part indiqué que l'UE "se trouvait à la veille d'une série de décisions qui intéressaient de près la Turquie", sans autre précision.

La Turquie est "un important partenaire pour l'Allemagne" et réciproquement, a estimé le chef de la diplomatie allemande.

La présence d'un groupe d'hommes d'affaires allemand "montre l'intérêt que l'économie allemande porte à la Turquie", a ajouté M. Kinkel.

Le ministre allemand devait se rendre jeudi à Istanbul, où il devait visiter le lycée allemand et participer à un déjeuner offert par la chambre de commerce turco-allemande, avant de quitter la Turquie dans l'après-midi.

CE/hc/sg ef

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MARCH 27, 1997

Kinkel Tells Turkey It's Not Ready for EU

He Cites Rights, Greece and Economy

By Stephen Kinzeer
New York Times Service

ANKARA — Turkey's campaign to join the European Union within the next few years was dealt what appeared to be a fatal blow Wednesday when Foreign Minister Klaus Kinkel of Germany asserted here that Turkey is far from the standard expected of new members.

"It is clear that Turkey will not become a member of the European Union in the foreseeable future," Mr. Kinkel said at a news conference after meeting with Turkish leaders. He said Turkey did not qualify because of its record on "human rights, the Kurdish question, relations with Greece, and, of course, very clear economic questions."

In recent months, senior Turkish leaders had declared that early membership in the European Union was the country's

principal foreign policy goal. They hoped it would provide a guarantee of prosperity and political stability.

From the moment the Turkish campaign began in earnest last year, European leaders sought to signal Turkey that it was setting its sights too high. Turkish negotiators continued to press their case, however, and at one point they threatened to veto the expansion of NATO, of which Turkey is a member, if the European Union did not consider their application favorably.

They also suggested that Western prejudice against Muslims was a hidden reason behind the European reluctance to accept their application.

These gambits appear to have backfired. European leaders appear to have decided that since Turkey was pressing so hard for a definitive answer to its application, they should respond with a clear no.

Their rejection was first expressed publicly two weeks ago at a meeting in Brussels of senior European leaders from center-right political parties. After that meeting, the spokesman for the lead-

ers, Wildred Maartens, a former Belgian prime minister, said that Turkey "is not a candidate to become a member of the European Union, short-term or long."

Turkish diplomats sought to downplay the results of the Brussels meeting by pointing out that it did not officially reflect the views of either the European Union or any member government. The statement Wednesday by Mr. Kinkel, however, was an official declaration by one of the Union's most important member states.

While rejecting Turkish hopes for quick membership in the European Union, Mr. Kinkel assured his hosts that Turkey "belongs to Europe" and is "an important country with great responsibilities." Foreign Minister Tansu Ciller of Turkey seized on those assurances in an effort to extract something positive from a strikingly negative message.

"We are on the main track to Europe, not on some outside track," Mrs. Ciller asserted. "Naturally there are obstacles and problems which Europe has brought up repeatedly."

"The Cyprus problem cannot be solved quickly because we need flexibility on both sides," she continued. "As for human rights, we take these problems very seriously in Turkey. We have taken very important steps. In the interest of the Turkish people, Turkey is determined to improve this situation."

Supporters of Turkey's application to join the European Union have warned that a clear European rejection like that which Mr. Kinkel delivered would strengthen anti-Western factions here, some of which are influential in the



Mr. Kinkel being escorted by an honor guard in Ankara after a wreath-laying ceremony Wednesday at the mausoleum of Kemal Ataturk, the founder of modern Turkey.

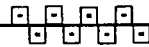
Islamist government of Prime Minister Necmettin Erbakan.

Mr. Erbakan has publicly supported his country's drive for membership in the EU, but he has appeared enthusiastic about improving relations with Libya, Iran and other Muslim countries.

The statements by Mr. Kinkel could be used by Islamists here who believe

that Turkey is fundamentally incompatible with Europe and should look for friends elsewhere.

Perhaps the strongest supporter of Turkey's bid to join the European Union has been the United States, which views Turkey as a vital pillar of European and Middle Eastern security. Nicholas Burns, the chief State Department spokesman, recently said that Turkey's future "ought to be grounded in Europe."



Turkish Daily News THURSDAY, MARCH 27, 1997

Turkish-German ties come to the boil

Bonn angry: Kinkel says he has no intention of bowing his head as PM Erbakan suggested he should do

Ankara- Turkish Daily News

■ Tensions between Ankara and Bonn that have been silently simmering in recent weeks came to the boil on Wednesday during the visit of German Foreign Minister Klaus Kinkel to Turkey.

"I came to Turkey as the German Foreign Minister. At the same time, I represent the EU. I have no intention of apologizing or bowing my head," Kinkel said after meeting members of the Foreign Affairs Commission in Parliament in the morning. These harsh words from the visiting Foreign Minister were in response to remarks by Prime Minister Necmettin Erbakan on Wednesday.

Speaking to his Parliamentary group, Erbakan had called for "respect towards Turkey" and suggested that Kinkel would have to "bow his head in shame" during his visit to Ankara. Receiving

Kinkel in the afternoon, Prime Minister Erbakan was asked by a reporter before the talks what he had meant by his remarks the day before.

Resorting to his traditional "getaway tactic" when confronted by such difficult questions Erbakan merely said, "Don't believe everything you read in the press."

He did, however, have indirect words of caution for the German Foreign Minister when he said that Turkey's friends in Europe "should not arrive at decisions that are detrimental for themselves."

Both Erbakan and Kinkel were visibly uncomfortable during the meeting. At one stage the German Foreign Minister asked if "they were going to conduct their talks in front of the press." Kinkel came close to calling off his visit to Turkey after Erbakan's remarks of the day before were reported by the German press agency, DPA.

Following a flurry of diplomatic activity the

Turkish Foreign Ministry had to satisfy the German demand that Ankara deny that Erbakan had made these remarks in order for Kinkel to continue with his trip.

But the German Foreign Minister was visibly ruffled by these remarks which he knew had been made and told reporters in the Turkish Parliament that he would take up the matter of this "megaphone diplomacy" when he met with Prime Minister Erbakan later in the day.

"I don't feel that to be a friendly welcome. I will say that calmly and clearly," he said.

Kinkel said that he had arrived in Turkey to try and sort out the problems that exist between the two countries. "There is a need for honest dialogue between friends. But this must be conducted within the framework of a certain tone." Referring to the remarks attributed by DPA to Erbakan, Kinkel put the matter in plain terms.

"If these remarks had not been denied then I was going to return to Germany from Rome where I was attending a meeting of EU foreign Ministers ... Among ourselves we can say what we want, but we have to weigh our words when we are talking in public," Kinkel said in what was a blunt chastisement of the Turkish prime minister.

Pointing out that there were serious problems in Turkish-EU ties, Kinkel said these ties nevertheless had to be maintained in "calm waters."

Turkish-German relations have been on the decline since Bonn reacted to Deputy Prime Minister and Foreign Minister Tansu Çiller's threat that Ankara would veto NATO expansion if the EU took in former Warsaw Pact members before Turkey.

While the German side interpreted this as "attempted blackmail," Europe's Christian Democrat led by German Chancellor Helmut Kohl had subsequently sent an equally blunt message to Ankara saying it could not join the EU for "civilizational" and "cultural" reasons.

This blunt message was said by diplomats to have been spurred by Çiller's remarks about NATO expansion.

Addressing a joint press conference with Çiller after their talks in the afternoon Kinkel referred to the question of NATO expansion

and said every country had to act responsibly with regard to this issue.

"No one should demand of others what they can not do," Kinkel said.

He repeated that he had arrived in Turkey with his head held high and that no German official would arrive here with feelings of shame.

Referring to the fact that Greece was blocking EU funds allocated to Turkey under the customs union, Kinkel said he too was not satisfied with this situation.

Kinkel recalled that he had personally been making great efforts to have this obstacle removed.

The German Foreign Minister also declared that while it was not in the cards that Turkey should join the EU in the near future, Ankara was nevertheless on the track to eventual membership.

He dispelled any notions that Turkey would be pushed aside from this track.

Kinkel also called on Turkey and Greece to improve their relations.

"I don't want to interfere in the domestic affairs of Greece and Turkey but the two countries have to come closer on a solution to the Cyprus problem."

Kinkel that the human rights issues and the "Kurdish problem" in Turkey were also among the issues that were obstructing Ankara's path to the EU.

Foreign Minister Çiller for her part, said that there was discrimination against Turkey in Europe, adding that this should not be the case.

"Our expectation is that we are treated justly," Çiller said reminding listeners that Turkey was a longstanding member of NATO.

She also denied that there was a "Kurdish problem" in Turkey. Çiller said that every person in this country was a "first class citizen."

During his talks with Çiller, Kinkel is said to have proposed a "new plan of action" for enhancing Turkish-EU ties. The principal components of this plan are said to incorporate further development of the customs union, creating new financial resources in this context, cooperating against organized crime, particularly against drug smuggling, and increasing political and cultural contacts.

EU traffic to continue

Ankara-Turkish Daily News

■ High level diplomatic traffic to Turkey from Europe is seen to be increasing. French Foreign Minister Herve de Charette and Dutch Foreign Minister Hans Van

Mierlo are set to arrive in Ankara in early April for talks on Turkish-EU ties. These visits will take place on the heels of the ongoing visit by German Foreign Minister Klaus Kinkel to Turkey

The French minister's visit is to take up all issues of interest between the two countries — from the Middle East to the Caucasus — but the agenda will no doubt be topped by Turkey's relations with the European Union.

De Charette, who has planned to visit Turkey since last autumn,

Turkish Daily News THURSDAY, MARCH 27, 1997

is to be in Ankara April 2-3.

France, which has distanced itself from the remarks made by the Christian Democrats that Turkey was not a European Union candidate, said in the last EU minister's informal meeting in Apeldoorn that the EU's commitments to Ankara should be kept.

Herve de Charette said in that meeting Turkey's candidacy should be judged in a "non-discriminatory fashion" and "in the same way" as the other European Union candidates.

France, along with the Dutch presiden-

cy, has also been given the task of working on the modalities and goals — as well as the guest list — of a conference that will bring the fifteen member countries together with aspiring members. French Foreign Ministry spokesman Jacques Rummelhardt has said that Turkey should

participate in the conference, which the French hope will become a permanent institution.

A statement from the Foreign Ministry on Wednesday said that Dutch Foreign Minister and EU term president van Mierlo would be arriving in Turkey on April 3.

It said the talks with van Mierlo would take place within the context of the EU's dialogue with Mediterranean countries. The statement said these talks would also concentrate on Turkish-EU ties and the issue of the expansion of the Union.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● La visite de M. Kinkel s'est déroulée dans une atmosphère de crise (presse)

ANKARA, 27 mars (AFP) - La visite en Turquie du chef de la diplomatie allemande, Klaus Kinkel, qui se termine jeudi, s'est déroulée dans une "atmosphère de crise" illustrée par un duel de déclarations mutuelles, a estimé la presse turque jeudi.

"Une crise s'est déclarée lorsque le Premier ministre turc, Necmettin Erbakan, a dit publiquement ce qu'il aurait dû dire en privé", a estimé l'éditorialiste du quotidien populaire Sabah.

Il faisait allusion aux propos de M. Erbakan qui avait déclaré mardi que les Européens devaient "avoir la tête basse" parce que "l'Europe n'a pas tenu ses promesses envers la Turquie", et que M. Kinkel "le sentirait" lors de sa visite.

Une version plus dure de ces propos, diffusée par certains organes de presse, a alarmé le chef de la diplomatie allemande, qui a retardé de deux heures son arrivée en Turquie, attendant la publication d'un démenti par le ministère turc des Affaires étrangères pour apaiser l'atmosphère.

M. Kinkel a riposté à Ankara en déclarant au moins à deux reprises qu'aucun Européen, et sûrement pas lui-même, n'allait "baisser la tête", rejetant ainsi les propos de M. Erbakan.

Selon le quotidien populaire Hurriyet, MM. Erbakan et Kinkel sont tous deux "blâmables" car ils ont fait des déclarations "incompatibles avec le langage diplomatique susceptibles de porter préjudice aux relations turco-allemandes.

Pour l'éditorialiste de Hurriyet, il s'agit en fait "d'un duel de paroles monté" car, selon lui, M. Erbakan, un islamiste qui veut réorienter son pays vers l'est et l'islam plutôt que vers l'Occident, ne souhaite pas que la Turquie adhère à l'UE, et l'Allemagne, qui ne le souhaite pas non plus, "est à la recherche de prétextes pour ne pas ouvrir à la Turquie la porte de l'UE".

Pour le quotidien Radikal (libéral), M. Erbakan "a fait honte" à la Turquie car il a "dû démentir les propos qu'il avait tenus en rejetant la responsabilité de son inattention sur la presse".

Selon Cumhuriyet (centre-gauche), M. Erbakan "a dû démentir ses

propres propos" et en rejeter la responsabilité sur la presse en déclarant "qu'il ne fallait pas croire ce qu'écrit la presse".

"Nous disons depuis longtemps une chose: il ne faut pas croire ce que la presse écrit", a en effet déclaré M. Erbakan en recevant mercredi soir M. Kinkel.

Selon Yeni Yuzyil (libéral), l'entretien de M. Kinkel avec son homologue Tansu Ciller a été "difficile" et cette atmosphère a "pesé" sur la conférence de presse conjointe qui a été transformée en "guerre des nerfs" et où ils ont "fait des déclarations par allusion".

En effet, Mme Ciller a riposté contre M. Kinkel en déclarant "qu'elle aussi tenait la tête haute lorsqu'elle se rendait en Europe", en réaction aux propos de son homologue allemand.

Autre signe de la tension lors de cette visite: ni Mme Ciller ni M. Erbakan n'ont participé à la réception offerte mercredi soir par l'ambassadeur d'Allemagne à Ankara à l'occasion de la visite de M. Kinkel.

CE/hc/gic t.f

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MARCH 28, 1997

Kurds and Turks

Regarding "Kurdish Fighters Wage War for Public Opinion, but Ankara Wins Some Hearts and Minds" (March 11):

Neither the Turkish Army nor the Kurdish Workers Party is known for its subtlety and both use terror as a means of keeping those they wish to control in

check. How could anyone have expected the villagers of Caliskan, where the army has set up a base, to say anything derogatory about its armed neighbors?

The Kurdish issue cannot be seen in isolation from the many problems faced by Turkey. The army's scorched-earth policy and the forced relocation of the Kurds

of southeastern Turkey to the cities of western and central Turkey have served to spread the Kurdish problem throughout the country. The young Kurds now living in the slums of Ankara and other major cities are joining with other disaffected ethnic and religious groups under the banner of Muslim fundamentalism.

If the activities of the Turkish

Army are not curtailed and true social and democratic reforms not introduced, Turkey will eventually break apart. The West may rely on the fallback plan of a military coup to keep its ally in check, but a more realistic policy on Turkey is required.

ANDREAS E. ALEXANDROU.
London.

Turkish Daily News

FRIDAY, MARCH 28, 1997

Kinkel reassures: 'We want Turkey in Europe'

GÜL DEMİR

Istanbul-Turkish Daily News

"Turkey is a great country. It should take the first step towards establishing dialogue with Greece"

■ "We want to see Turkey in Europe," said German Foreign Minister Klaus Kinkel yesterday at a luncheon given in his honor at the Çırağan Palace. "Germany and Europe

have to understand Islam much better in order to better evaluate the situation. And I would like to see you have more self-confidence in yourself."

Kinkel was on the last leg of a two-day visit to Turkey which included talks with Prime Minister Necmettin Erbakan, Deputy Prime Minister and Foreign Tansu Ciller and other Turkish leaders. The German-Turkish Chamber of Commerce and

Industry hosted the Thursday luncheon, which was attended by prominent businessmen such as Sakıp Sabancı, Bülent Eczacıbaşı, İshak Alaton, Üzeyir Garih, Feyyaz Berker and Sarik Tara. During the course of his remarks, the German foreign minister stressed the need for Turkey, as a big country, to take the first step in approaching Greece in an effort to solve the problems between the two countries. "I know it is complicated and difficult, but Turkey should take the first step," stressed Kinkel, noting that as a country Turkey was important and strong and from a strategic point of view even more important. He said that he had met Wednesday evening with a member of the Turkish opposition and had broached the topic. The latter had been in agreement with him that this was a good way to open a dialogue and solve their problems.

Warning against tying the Cyprus problem to the European Union, Kinkel pointed out that the subject of Cyprus' membership in the EU would be discussed at a later date. He also said "We are 15 countries and we have more problems. Turkish- Greek problems cannot be solved in the EU. The EU would be placing itself in a difficult position. The problems cannot be solved there." Enka Board Chairman Sarik Tara asked whether Germany could help Turkey solve the Cyprus problem and Greek-Turkish relations. Kinkel replied, "Personally I want to do my best. I know it is difficult. It might be a good idea if the Greek and Turkish prime ministers were to meet each other. I'm not greatly hopeful but Greece and Turkey have to have dialogue between them."

The German foreign minister stressed that Turkey should consider how important a year 1997-98 will be for Europe and for Germany. If the EU countries were unable to set up the single monetary system and Turkey would like to get close to Europe, then this year was important for Turkey. He advised Turkey to take measures to solve the Kurdish and human rights problems and at the same time examine political, cultural and social matters. Pointing out that he himself had worked in the German Justice Ministry for 8.5 years, Kinkel said that he had the impression that what initiatives were taken by Turkey were often late. He suggested that instead of complaining to other people, the Turks should do something about their internal problems. As for the minister's meeting with Turkish Prime Minister Necmettin Erbakan, he noted that the latter seemed to be a very polite person. One subject which was discussed was Turkey's contacts with a number of Islamic countries. Kinkel however said that when he compared the economic relations between Turkey and the eight Islamic countries with which the Erbakan government had established relations, he saw that trade between among them

only amounted to 10 percent of the trade being conducted between Turkey and Germany.

The foreign minister as well reminded the audience that Germany had her own problems with high unemployment and a large number of retirees. These problems had grown after the two Germanys were reunited. Problems within Germany with its coalition government and in the government itself and a heavy foreign policy commitment were facing his country. He also said that they had some problems with Turkey as well. In Germany people had attacked him over Turkey's poor human rights record and the Kurdish problems. "I know the Turks like us and I know they may be disappointed. I first came here in 1992 and I followed some of the events in the southeast. I too get ashamed when I consider the Sollingen events (where Turkish property was firebombed)."

The luncheon was opened by Horst Kaiser, the German-Turkish Chamber board chairman, who said, "We want Turkey to enter the EU and we are supporting Turkey."

During his visit to Istanbul, the minister held meetings with representatives of human rights organizations in Turkey according to officials. He held a closed meeting with Eren Keskin, vice president of the Human Rights Association (IHD) and with Esber Yağmurdereli, a IHD lawyer. Talking with reporters after the meeting, Yağmurdereli said that he and Keskin gave Kinkel evidence of the use of police brutality and torture against people held on political charges.

Before leaving Ankara for Istanbul on Thursday morning Kinkel met Akin Birdal, the head of the Turkish Human Rights Association (IHD) over breakfast.

Birdal told reporters after the meeting that he provided the German Foreign Minister with a "photograph of the state of human rights in Turkey."

Birdal said the request for the meeting had come from the German side. He said that with this meeting the German Foreign Minister aimed to highlight the importance of nongovernmental (NGO) organizations and human rights groups in a democracy. "He said he knows that NGOs are in a difficult situation in Turkey and said he supported our work," Birdal said. Kinkel made no statement after meeting Birdal.

Kinkel toured Istanbul's 17th century Blue Mosque and the 6th century Aya Sofia Museum in the Sultanahmet district in the morning and chatted with German tourists whom he met. Due to his busy schedule, he had to cancel a visit to the German high school in Istanbul. Kinkel left Istanbul in the late afternoon.

US press opts for civilian rule in Turkey

Turkish military portrayed as "oppressor" of Kurds

Ankara-Turkish Daily News

■As if trying to preempt a possible coup in making, two major American dailies have published strongly-worded editorials in support of the continuation of the civilian rule in Turkey. The Washington Post and New York Times editorials containing serious accusations directed at the Turkish military, criticized the center-right parties for their constant bickering and failure to present an alternative to the rule of the current RP-DYP coalition government led by the Islamist Welfare Party (RP) and its leader, prime minister Necmettin Erbakan.

The Washington Post editorial titled "Turkey's Overblown 'Islamic Threat,'" penned by John Tirman, director of Wilson Foundation for International Peace, said the real struggle in Turkey was not between Islamists and the secular front but between democrats and militaristic thinking.

Accusing the Turkish armed forces with "occupying" the Southeast, Tirman said the military embarrassed the government in the eyes of the public opinion. Turkish National Security Council (MGK) has issued an 18-article warning to the government on February 28 in defense of the secular regime as instituted by Ataturk over seven decades ago. Turkish military always regarded itself as the guarantor of secular republican regime in Turkey and have staged three coups

since 1960 to prevent destabilization of the republic.

Referring to State Department spokesman Nicholas Burns' repeated support for the secular democracy in Turkey, Tirman said the real defender of the secular regime was not the Turkish army, but Necmettin Erbakan who was elected prime minister via due democratic procedures.

Confusion

Tirman said such a confusion gives rise to three misconceptions: 1) The threat of Islamic politics is overblown. 2) The role of the Turkish army is misunderstood. 3) Such discussion centering on secularism diverts the attention from real problem which stems from the conflict between the Turkish military and the Turkish Kurds, Tirman said.

NYT

The New York Times editorial titled "Civilian Rule for Turkey" was equally harsh in condemning the Turkish army for its "militantly nationalistic" outlook.

"Superficially reassuring"

NYT said while a military intervention may look "superficially reassuring" to Washington, it would in many ways make matters worse" since the military is "prone to whole sale human rights abuses [and] is itself a major obstacle to closer Turkish integration with Europe." German Foreign Minister Klaus Kinkel, who just visited Turkey, was clear in his belief that Turkey did not belong to European Union. According to unconfirmed reports Kinkel's

attempt to visit Turkish General Staff headquarters in Ankara could not be realized for unknown reasons.

Accusing the leaders of the Turkish Army with "brutal suppression of the Kurds," NYT editorial said "Army leaders have resisted compromise with Greece over Turkey's 20-year occupation of northern Cyprus." Turkish Chief of General Staff Gen. Ismail Hakkı Karadayı has signalled a new and softer approach to the Turkish-Greek disputes by paying a historically unprecedented visit to the celebration of Greek National Day in Ankara on March 25. Turkey is fighting the PKK terrorism in the Southeast since 1984, with increasing success acknowledged by such internationally respected authorities in the subject as Jane's Defense Weekly.

"While the generals' defense of secularism appeals to many Americans, the United States should recognize that another period of military rule in Turkey would do more harm than good," NYT said. It is now a well-known fact that the growth of Islamist organizations in Turkey was actively supported by the generals who staged the 1980 coup with hopes of counterbalancing the communists. Washington is not remembered by Turkish intellectuals for putting up any resistance to the 1980 coup. Concerning an earlier coup, Dewey Clarridge, CIA's Istanbul station chief and Ankara deputy chief of the time, has admitted in his recently published autobiography that he had known in advance about the 1971 intervention.

Albright firm on Iraq's territorial integrity

Ankara-Turkish Daily News

■ The United States has given yet another clear indication that, when it comes to Iraq, it'll simply be more of the same — that is, "respect" for Iraq's "territorial integrity" while keeping the U.S. pressure and U.N. monitoring regime tight in place. Among the conditions that Washington demands Baghdad satisfy are returning all the valuables stolen by Iraqi soldiers from Kuwait, accounting for all the missing Kuwaitis, and quitting support for terrorism.

U.S. Secretary of State Madeleine K. Albright, during a speech she delivered at Georgetown University repeated Washington's support for Iraq's "territorial integrity" while warning that the only way Washington's squeeze on Iraq would relax is if the regime in Baghdad would be replaced with a more democratic and pluralistic one. Since the Gulf War of 1991, the United States has applied a policy of "containment" on Iraq, supported by one of the most stringent monitoring programs in history to flush out Iraq's secret weapons of mass destruction program.

Albright said the United States, as well as the Kurdish groups in northern Iraq were in close cooperation with Turkey, and Britain to bring about a stable and pluralistic order to northern Iraq.

She said the American policy, which aims at removal of Iraqi President Saddam Hussein from power in Baghdad, will never change no matter how long it takes to get rid of Saddam. Turkey, which participates with America and



U.S. Secretary of State Albright

Britain in Operation Northern Watch over northern Iraq, does not share Washington's zeal to remove Saddam and has expressed many times in the past its willingness to work for closer ties with the current Baghdad regime.

Responding to a question, Albright said Washington was applying a "pincer" tactic against Iran as well. She added that Washington has the correct policy against both Iraq and Iran. The "dual containment" policy on Iraq and Iran was devised by the current U.S. Ambassador to Israel, Martin Indyk, who after the Gulf War worked at the White House as President Clinton's special coordinator for Middle Eastern affairs.

Central Goals
During the "Jesse Helms Lecture"

she delivered at Wingate University in North Carolina, Albright listed the three "central goals" American foreign policy as follows:

"First, we strive to keep our people safe by defending against threats to our security and that of our allies and fiends."

"Second, we work to keep our people prosperous by creating an ever-expanding global economy, in which American genius and productivity receive their due."

"And third, we are determined to keep our people free by promoting the principles and values upon which America's democracy and identity are based." Albright claimed the American people "are safer than at any time in memory."

Trapped in a "box"

Again referring to Saddam Hussein, Albright said Saddam was "trapped in a strategic box, unable to threaten Iraq's neighbors — or us." Saddam has driven north of 36th parallel in September 1996 with hundreds of tanks to support the Kurdish Democratic Party forces of Massoud Barzani capture the regional administrative center of Erbil from Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan.

Clinton Administration officials since then have denied that Saddam Hussein has gained anything from his successful military drive into northern Iraq under the passive watch of "Operation Provide Comfort." CIA's former director John Deutch, however, has paid the price of admitting Saddam's enhanced political profile as a result by losing his post during President Clinton's second term.

Turkey and Germany purring quietly after their heated diplomatic blow-up

But Kinkel, Çiller have only papered over the conflict

WOLFGANG KOYDL
Munich-Sueddeutsche Zeitung - GNNS

■ The prelude to Klaus Kinkel's trip to Turkey contained all the essential ingredients of a farce. It is hard to take it seriously when the German foreign minister, on the basis of a simple news agency report, loses his head and delays an already long-overdue

visit.

The only consolation is that the Turks also lost their cool: Prime Minister Necmettin Erbakan by suggesting that Kinkel should "bow his head in shame" over Germany's opposition to admitting Turkey to the European Union (EU), and Foreign Minister Tansu Çiller for pointedly downgrading the protocol of the visit.

Kinkel's welcome at the airport was so cool and low-key that Çiller might just as well have told a messenger to wait in the arrivals hall with a cardboard sign saying "Mr. Kinkel." Well, perhaps things have to

FRIDAY, MARCH 28, 1997

Turkish Daily News

FRIDAY, MARCH 28, 1997

Turkish Daily News

get better, and the two foreign ministers did manage to smile briefly at each other during their joint press conference.

Even their joint declaration had suddenly been denuded of any bite or suggestion of discord: the Germans said thanks for the friendly reception, and the Turks purred like kittens - in their own way.

What about the threatened Turkish veto of NATO expansion? Not a word of it, at least not directly. Threats that Turkey would cancel the common customs union with the EU? Not a syllable. All in all, not nearly as bad as expected. Station master Kinkel could wave

the flag for the Oriental Express straight through to EU headquarters in Brussels.

If only it were so. In truth, the two foreign ministers have only papered over the conflict, and Çiller has made it clear that it will soon bust out into the open again. The threat over NATO may pass, but the Turks have discovered a new lever: Cyprus.

Without Turkey's approval, there cannot be EU membership for the island, and the Turks will know how to use the leverage that gives them. This farce could easily become a tragi-comedy.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, MARCH 29-30, 1997

In Dealing With Iraq, the West Has to Find a Middle Way

By Stephen S. Rosenfeld

WASHINGTON — "Think strategically, not emotionally," say the foreign-policy realists for whom the current American policy of isolating the Islamic Republic of Iran is a dead end denying Washington the very access, company and influence it could use to alter the Iranian policies it abhor.

But wait a minute. Thinking strategically means taking into account Iran's weight and sensitive geography, Russia's geopolitical overhang and the great coming prize of Caspian oil. Fine. It also means in some measure accommodating a regime that after 18 years still engages in terrorism, violence and subversion and secretly pursues weapons of mass destruction. Not so fine.

Besides, the country that most needs strategic thinking is Iran. Tehran's feud with the United States is for a risky and expensive national distraction for Iran. The principal reason for Iran's isolation is not American hostility but its own contempt for the international rules.

"Thinking emotionally" is a loaded way to describe a concern for human rights and

democracy. It suggests they are frills. In the case of Iran, however, the two ways of thinking are not inconsistent. Arguably, the United States has strategic reasons to stand off from Tehran. Without doubt, there are "emotional" reasons, too.

Take the case of the Iranian writer Faraj Sarkuhi, imprisoned eight years under the shah, arrested for the fourth time in five months by the mullahs' police last Nov. 3. His open letter appears in *The New York Review of Books* dated April 10. He wrote it on Jan. 3, in a state of extreme agitation, expecting that he would soon be arrested again, tortured again and murdered.

His police tormentors apparently were using him as an instrument of their crackdown on writers and intellectuals. They also intended to use his coerced confessions to paint him as a French and German spy in order to deflate the uproar over what is known as Mykonos affair. In a trial that has sobered much of European opinion, an Iranian and four Lebanese stand accused in Berlin of assassinating an Iranian opposition leader and three companions at the Mykonos restaurant in that city

in 1992.

Well, yes, I did feel a bit "emotional" reading what may well have been Mr. Sarkuhi's last public word: "I don't know how long I have. I await imminent arrest or an incident whereby I will be murdered and my death will be presented as a suicide. Torture, prison and death await me." But what is one supposed to do with the emotion generated by the spectacle of a decent man in possibly terminal distress? Be tough and ignore it? Be sentimental and declare war?

The Europeans and Japan have their own, flabby response. They agree that the Americans are right to view the Iranian regime as an outlaw. But, without asking for moderation in Iranian conduct, they ignore the unilateral American trade boycott and decry the U.S. sanctions penalizing foreign companies that do major energy business with Iran. Better, they say, to work quietly on the inside and conduct a "constructive dialogue" on human rights with Iran.

But the case of Mr. Sarkuhi, which is not an isolated case and which has unfolded just in the past few months, seems to constitute a telling comment on

what can be expected from "constructive dialogue."

There's an antidote in a policy paper of the Washington Institute for Near East Policy: to press our principal allies and trading partners, who now ask nothing from Iran, to join America in setting concrete standards for judging the actual efficacy of "critical dialogue" and in adopting a common policy based on the results.

Both Washington and Tehran pronounce themselves prepared for some kind of dialogue of their own. But the Americans want to discuss first Iran's terrorism and weapons programs, while the Iranians bring up the political and economic consolidation of their regime. The makings of a common agenda are not yet in sight.

In the interim, someone should figure out how to restore a permanent American diplomatic presence in Iran. Formal relations, broken off in Iran's Carter-era hijacking of the American Embassy, have never been restored. To listen and to follow up whatever leads develop over time, America should be back in Tehran.

The Washington Post.



Turkey under world spotlight

Germany's Klaus Kinkel leaves EU question hanging

SEMİH D. İDİZ

Ankara-Turkish Daily News

■ German Foreign Minister Klaus Kinkel ended his controversial visit to Turkey on Thursday by trying to assure Turks that their country's place is in Europe, and that Ankara is on the "main track" in terms of its bid for European Union membership.

But it was noteworthy that what he gave with his right hand was all too readily taken back with the left, an approach that appears to have become a "characteristic" of Bonn's position vis-a-vis Turkey.

"Turkey will not be able to become a member of the European Union in the near term...because of human rights, the Kurdish question, relations with Greece and certain economic matters," he told a press conference on Wednesday after talks with Tansu Çiller.

German officials are quick to point out that there is no "malice" in these remarks which after all represent a mere "statement of fact."

The Turkish side appears in actual fact to be indeed satisfied with what Kinkel said during his talks in Ankara, and especially his message that Chancellor Kohl has no intention of blocking Turkey's EU path.

Senior officials say the discussions with Kinkel were "useful" and "contributed to better mutual understanding." But Turkish officials still note the absence of the same tone on the German side when these reassurances are made in public. "The public German tone does seem wanting when contrasted with the tone of other EU countries which are more forward in terms of their words of reassurance for Turkey," according to one Turkish official.

He concedes that there are specific reasons for this that have to do with the "domestic situation in Germany." On the German side, the bottom line appears to be that "friends must talk frankly" as Germany is doing, and refrain from "vacuous heroics" as other EU members are doing with their openly supportive remarks on Turkey.

It is also noteworthy that while "not exactly happy" with France and Great Britain on this score, the real anger in Bonn is directed at Athens which has come out unexpectedly in support of Ankara in the recent debate on whether Turkey has a place in Europe or not.

While acknowledging that "friends must indeed be frank" the Turkish side is, nevertheless, of the opinion that frankness "must not be debilitating but must be useful."

Although Turkish officials understand that Kinkel is "stating facts," as German officials argue, when he says EU membership for Ankara is far off, they are nevertheless unhappy about the fallout from these remarks.

They point, as an example, at a New York Times article on Thursday on Kinkel's visit, which maintained that the German foreign minister had effectively "dealt a fatal blow" to Turkey's EU bid when he said Turkey was far from membership in the Union.

"What stays in the public's mind is not the 'friends are frank' aspect but comments such as the New York Times one," an official on the Turkish side bemoaned.

This is where the "debilitating" aspect of Germany's "friendly frankness" comes in, he complained.

It is interesting to note, that the displeasure with this approach of the German side is also shared by other western countries, which believe that there is a "high stakes" game going on inside Turkey since the Islamists came to power. While there are key EU countries in this grouping, the main "annoyance" appears to be on the part of a non-EU country, namely the United States. For Washington, which insists that Turkey's importance has increased for the West in past years and not diminished, the rise of Turkish Islamist power is very unwelcome.

Anything that "gives wind to the sails of islamists" in Turkey is therefore automatically unwelcome for the Americans, and hence their view that Bonn's attempts to "deflate Ankara's EU appetite" are "not helpful."

Germany is itself highly sensitized to the U.S. "intervention" on behalf of Turkey, and Germany's officials and politicians make no secret of their own annoyance with Secretary of State Madeleine Albright in particular for "meddling in Europe" in this way.

But there are EU members who share Washington's view that the morale of Turkey's Islamists should not be "boosted" with "unhelpful signals."

"France and Britain, in particular, are fully



aware as Kinkel keeps insisting, that there is no early EU membership for Ankara. But they question the wisdom of continually rubbing this in," one European diplomat told the Turkish Daily News. Other EU diplomats caution Turkey against "overreacting" to what is perceived as German blocking of Ankara's EU path. They recall that France for years vetoed Great Britain's membership in the European Economic Community, and that Germany and France were less than keen on Spanish, Portuguese and Greek membership initially only to change their minds radically in time.

Another senior EU source concedes that the principle German concern is that of "free circulation of Turkish labor." "No German government can appear to be keen on Turkish EU membership at a time of growing unemployment and social unrest at home," he said.

"The argument that by the time Turkey is

eligible for membership, its economy will be sound enough to attract Turks back from Europe and not release Turks to Europe is too sophisticated for the average German who feels insecure due to immediate social conditions," he added.

"This is why Germany is not in a position to come up with unequivocally enthusiastic remarks about Turkey in Europe at the present time," he said.

This, in turn, is what leads many on the Turkish side to believe that Germany's raising of the human rights, Kurdish and Cyprus issues vis-a-vis Turkey's EU bid, is in fact an exercise in "distracting attention from its real concern." "If these problems did not exist for Turkey today, it is very likely that Bonn would still be equally unenthusiastic about Ankara's EU membership, with the only exception that it would have to be more honest about its reasons," one official said.

Dust and storm over MGK decisions persist

Turkish Daily News SATURDAY, MARCH 29, 1997

Çiller visits Karadayı as Erez challenges RP, vows that the DYP is determined to implement the decisions 'at the risk of bringing the government to an end'

AYLA GANIÖĞLU

Ankara-Turkish Daily News

■ The crisis caused by the Welfare Party's (RP) reluctance to implement the anti-fundamentalist measures adopted at the Feb. 28 meeting of the National Security Council (MGK) is continuing.

Deputy Prime Minister and Foreign Minister Tansu Çiller on Friday visited Chief of General Staff Gen. İsmail Hakkı Karadayı and later plunged into talks with Prime Minister Necmettin Erbakan, while Industry Minister Yalım Erez (DYP) issued an open challenge saying the DYP wanted implementation of the decisions of the MGK.

"The MGK decisions will be implemented without any change as long as the DYP remains a partner in this government, even at the risk of

bringing the government to an end," Erez said. DYP Deputy Chairman Hayri Kozakioğlu,



Industry Minister Yalım Erez

on the other hand, said the government would continue.

Democratic Left Party (DSP) leader Bülent Ecevit said the RP did not intend to implement the MGK decisions, deliberately escalating the tension.

The RP's coalition partner, the True Path Party (DYP), held the key for formation of an alternative government before

the developments turn into a serious crisis of the regime, he warned. It is upset by the failure to implement the MGK decisions.

Opposition Republican People's Party (CHP) leader Deniz Baykal called for an early election. A spokesman for the main opposition Motherland Party (ANAP) said the government would "go" because of the public wave of reaction against it. DSP leader Ecevit urged all parties, other than the RP, to come together for a "solution government" before it was too late, that is, before the country is faced with a serious "regime crisis." He told a press conference the senior partner of the coalition was deliberately escalating the tension, and an alternative to the present government should be found before developments turned into a serious regime crisis.

Stressing that the junior partner of the coalition, the DYP, held the key to the formation of an alternative government, Ecevit said: "If the DYP executives and deputies act with determination, the door which (DYP leader Tansu) Çiller keeps closed for the time being, can be opened. They can thus contribute effectively to the country's leaving behind this regime crisis." He stressed that if the DYP deputies fail to achieve that, they will be doing great harm not only to their own party but also to the country. Noting that the RP wing of the coalition obviously does not intend to implement the MGK decisions, Ecevit said it was a scandal unprecedented in world political history that Erbakan is now denying that he signed the MGK decisions.

Ecevit noted that until recently the RP had been ruling out a general election "until the year 2000." But now it seems

to be inclined to stage an early election to keep the MGK decisions in limbo, he stressed. Ecevit also said the RP was inciting its grassroots and calling for a jihad, a holy war. He said the RP obviously assumed it would emerge stronger from an early election and would thus return to Parliament in a position which would enable it to resist the MGK decisions more easily. But that plan may not work, and, in the meanwhile, the country may be plunged into a serious crisis. Ecevit continued to say, "With such a strategy the RP may be desiring to plunge Turkey into a climate similar to the one in Algeria. But Turkey is not Algeria. The Turkish nation is mature enough to solve its problems within the rules of the democratic state which upholds the rule of law."

Ecevit said the RP could make Çiller agree to an early election by putting pressure on her. "But then they would be causing their own downfall and contributing to a serious regime crisis," he said. "Turkey may be faced with the biggest danger in the history of the republic unless the strategy the RP has adopted in recent days is not rendered ineffective as soon as possible." He said the main condition of preventing that danger was that the DYP group should be able to overcome the "Çiller obstacle" and make Çiller start acting in a respon-

sible manner. Ecevit also urged ANAP to use a milder tone towards the DYP so as not to block the path towards an alternative government. He said some DYP figures were supporting the three-party or four-party government models proposed by the DSP. Industry Minister Erez, speaking at a meeting in Çankırı staged by the Turkish Union of Chambers and Exchanges (TOBB), said, "As long as the DYP is a partner in this government, the MGK decisions will be implemented without a change. If there are those who would not have these implemented, I am challenging them. Let them come up and prevent these from being implemented." Erez stressed that the DYP was determined to implement the decisions even at the risk of causing the coalition government coming to an end. He noted that article one of the coalition protocol said no concessions would be made from Atatürk's principles and reforms on which the republic was built.

DYP Deputy Chairman Hayri Kozakioğlu, on the other hand, said that the relevant party bodies had not taken a decision to withdraw from the coalition. "We do not want to create a government vacuum or an instability in the administration. The MGK decisions will be implemented and the government will continue," he said.

Zeki Çakan, Deputy Chairman of the ANAP group in Parliament, said, "If, in a country, the military are uneasy, that means that society is uneasy since the military are part of the society. This government will be swept away by the public wave of reaction against it. The government has been virtually finished off. Soon it will be finished legally too. The government is upset by the failure to implement the MGK decisions."

CHP Chairman Baykal said if the Welfare Party (RP) does not adopt the MGK decisions it had already signed, Turkey would find serious problems ahead. Referring to RP Secretary-General Oğuzhan Asiltürk's statement in the press that the MGK decisions would not be implemented, Baykal noted that all the items had been considered and signed by MGK members. "However, now the RP says the prime minister signed the decisions due to protocol," he said. "A situation which I have been telling the public about for some time has occurred. Constitutional bodies no longer trust each other. A government who lies to the constitutional bodies and denies its own signature does not deserve to stay in office. A prime minister cannot deceive the public so openly and so rudely." Baykal said that one way to solve the crisis was through an early election.

Parliamentary Commission plans another visit to Lice

The head of the commission was called by the Emergency Rule Regional governor and 'asked' not to release the report because it 'criticised' the state, sources said
SAADET ORUÇ

Ankara-Turkish Daily News

■ The Emergency Rule Region Governorate is reportedly setting up obstacles for the Lice commission, the Turkish Daily News learned.

The commission was set up by Parliament to investigate allegations that residents of Lice were forced to become village guards. It visited the town more than a month ago, but its report has not yet been released. Members of the commission include Musa Okçu, Demir Berberoğlu, Hakan Tartan, Suha Tanık and Sabri Ergül.

The parliamentary sources briefing the TDN said that the commission's remarks in its report about Lice have catalyzed many disagreements among the members of the commission. Demir Berberoğlu, the head of the commission was called by the Emergency Rule Regional governor and "asked" not to release the report because it "criticised" the state, according to the same sources. Although the commission's report on Lice was expected to be released immediately upon its completion, the request by the governor has resulted in more than a month's delay, sources added.

The commission will be visiting Lice again in the very near future to gather information to prepare another report.

Türk: 'The commission is not independent'

Ahmet Türk, the former chairman of the Parliament's human rights commission and the head of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP), which has been following the incidents in Lice, told the TDN that it was nearly impossible for the commission to be independent. "I came across the members of the commission in Diyarbakır while they were returning from Lice. They told me it was clear that the people had been forced to become village guards. But it means that if they put this in their report, there would be official denials of its content. (Based on the governor's demand) it shows that even a governor can affect the Parliament, which is a scandal considering the situation of democracy in the country," said Türk.

Lice is a town which played an important role during the establishment of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) and was the site of many secret meetings of its founders.

Thus it has strategic significance both for the PKK and the state. According to data published by the Human Rights Association, since 1992 most of the people living in the region of Lice have been forced to migrate because their villages have been burnt down.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, MARCH 31, 1997

Greek-Turkish Frigidity Showing Signs of Thaw

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ANKARA — Diplomats and other guests nearly choked on their cocktails and stuffed grape leaves about halfway through a reception at the Greek Embassy in Ankara.

A reception held in honor of Greek independence day, which celebrates Greece's liberation from the Turks in 1821, attracted a few mid-ranking Turkish officials last week, but in keeping with the decades-old tension between the two countries, no senior leaders were expected.

Suddenly there was a commotion at the front door, and in walked the commander of the Turkish general staff, General Ismail Hakki Karadayi.

It was the first time in memory that such a senior Turkish officer had visited the Greek Embassy here, and as if his presence were not enough, he asked to deliver a toast. In it, he said the Turkish Army was determined to end "the deep mistrust that exists between our two countries."

"I am going to force that door open," General Karadayi said. "It would be unfair to leave these problems to future

generations. I am convinced that millions of Turks and Greeks agree with me. On the occasion of Greece's national day, I offer my most sincere congratulations."

The Greek ambassador, Demitrios Nezeritis, replied that he was deeply pleased by the general's words and called him "truly our guest of honor."

This extraordinary exchange was not the first sign of what may be a gentle thaw in the frigid relations between the two NATO allies.

This month Foreign Minister Theodoros Pangalos of Greece strongly criticized suggestions from some European leaders that Turkey could not join the European Union because it did not share the values of Western European civilization. "Greece considers unacceptable the view that Turkey lacks the cultural characteristics to be in Europe," Mr. Pangalos said at a Balkan economic conference in Salonika. "This is a tactic that we reject and we will fight."

As the only Eastern Orthodox nation in the European Union, Greece has long feared attempts to divide the continent along cultural lines. It now finds itself in the unaccustomed role of defending Turkey out of fear that an anti-Turkish argument could, with slight adjustments,

become an anti-Greek argument.

The statements by General Karadayi and Mr. Pangalos, coupled with new strategic developments in the eastern Mediterranean, have led some analysts to believe that the climate for reconciliation between Greece and Turkey may be improving.

Turkey's forces have all but eliminated the military threat posed by the insurgent Kurdish Workers Party and have signed important military agreements with Israel. Feeling strengthened by these developments and recognizing that civilian leaders are almost completely focused on domestic politics, military commanders here apparently feel prepared to press for serious negotiations with Greece.

The announcement this month by Foreign Minister Klaus Kinkel of Germany that Turkey will not become a member of the European Union "in the foreseeable future" may also improve prospects for some form of reconciliation between Greece and Turkey.

"It was always in Greece's interest to keep Turkey at the door of the European Union, because they could say, 'If you want to get in, you'll have to give us everything we want,'" said Hasan Unal, a specialist in Greek-Turkish relations at Bilkent University in Ankara.

"Now that it's clear Turkey won't be getting in, the Greeks have suddenly lost that leverage."

Large-scale operations against PKK in Tunceli

Turkish Daily News Monday, March 31, 1997

Ankara- TDN with wire dispatches

■ Turkish security forces backed by air power have launched a large-scale operation against outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) positions in the mountainous eastern province of Tunceli, reported Reuters news agency on Sunday.

Villagers said two air force planes bombed remote ravines on Saturday and Sunday to hit PKK militants. U.S.-made Cobra helicopter gunships also fired rockets at rebel positions. Soldiers were airlifted by helicopter onto nearby

mountain tops to follow up on the air raids, the villagers told Reuters by telephone.

There was no clear word on military or rebel casualties and the army could not confirm details of the push. Security officials say tens of thousands of troops have gathered in Tunceli for a possible spring offensive against the PKK, fighting a bloody separatist war in the Turkish East and Southeast for the last 12 years.

More than 30,000 troops have taken part in similar operations in

previous years. But the rebels, aided by rugged terrain, have managed to maintain a fighting capability in the area. Seventeen militants were killed in clashes between security forces and the PKK near the southeastern towns of Diyarbakır, Mardin and Siirt, the semiofficial Anatolia news agency reported on Sunday. Six people were arrested for collaborating with the terrorist organization.

More than a 21,000 people have died in the 12-year-old conflict between government troops and separatist rebels.

State Minister Tunç in Iraq to boost trade

'The purpose of the visit is to develop economic ties and increase the trade figures to pre-war levels'

Ankara-Turkish Daily News

■ State Minister Ahmet Cemil Tunç said Turkey's financial loss because of the United Nations' embargo on Iraq exceeded the estimated figure of \$35 billion and called for the immediate lifting of the sanctions, the Anatolia news agency reported

on Sunday. Before departing for Iraq on an official visit upon the invitation of Iraqi Petroleum Minister Mohammed Rashid, Tunç said Turkey's loss was closer to \$60 billion.

Underlining that Turkey had always been careful not to violate the embargo he added: "The embargo did not only hurt the Iraqi people, but it also hit Turkey. The compensation of our loss is not possible by border trade alone."

State Minister Tunç announced that the construction of a second border gate to supplement the existing one was being planned and he hoped it would be built within two years.

"The biggest success of this government was the reopening of the Kirkuk-Yumurtalik oil pipeline. We shall be meeting to expand the capacity of this pipeline. The purpose of our visit is to develop economic ties and increase the trade figures to the pre-war levels," said Tunç.

Tunç will also meet with President Saddam Hussein, Vice President Taha Yasin Ramazan and Deputy Prime Minister Tarik Aziz during his visit to Iraq, which will end on April 4.

Turkish Daily News Monday, March 31, 1997

Debate in Washington: Accepting 'process of inclusion' of Islamists into the system

İLNUR ÇEVİK

Ankara/Boston - Turkish Daily News

■ Officials in Washington are debating the pros and cons of "process of inclusion" of Islamists in the political system in the Muslim world and there is a strong feeling that pro-religious groups should be involved in the political process, a view strongly opposed by the American Jewish lobby. The ideas about process of inclusion have been floated among American circles for some time but the debate has been going on in earnest since the pro-Islamic Welfare Party (Refah) emerged as the leading party in the December 1995 elections. The debate started first among academic circles, but soon found its way into the think tanks and the corridors of the U.S. administration.

Observers feel the rise of pro-Islamic feelings in the Middle East and North Africa has created the urge to look into the question.

Leading academicians feel even the Shah of Iran may have benefited from

the ongoing debate had he realized power was slipping out of his hands.

"He would have been well advised to include the religious groups in the political process and thus opened the way of sharing power with them. He did not do this and today Iran has become an Islamic republic," a leading Boston academic, who asked not to be named, told the Turkish Daily News. A Harvard professor who also wanted to remain anonymous felt Egypt was making the same mistake. "At the start President Hosni Mubarak allowed the Islamists some political flexibility, but when he (Mubarak) realized that power was slipping out of his hands he reversed his position and today he is at odds with the Islamists. A similar adverse situation exists in Tunisia which we feel is not healthy."

Similar views were aired by other academicians who serve in the think tanks which advise the American administration and Congress.

The professor also said Jordan has been much more flexible and has allowed political participation of the Islamic groups. "What is interesting is that despite his iron grip on Syria even President Hafez Assad has seen the need to relax restrictions against the

Islamists and this has produced positive results." All the academicians agree however, that the real test is now in Turkey, the only real functioning parliamentary democracy in the Muslim world.

They feel the inclusion of the pro-Islamic Refah in the democratic process has been unique and offers to become a model. They say Refah has already moved to the center after being accepted as a major player in the political scene and this proves the success of the model.

Academicians also say their studies show that Islamic movements have nothing to do with religion but they have more to do with social justice.

They also agree that there is a sharp change of mood in Turkey that coups are not a solution for the problems of the country and say "the country has left the period of coups behind."

The academicians agree that Turkey has deep differences from the Arab world. "Turks have established political values and traditions. In Turkey everybody knows that their votes count. This is not the case in the Arab world. People are aware that elections are a mere formality and that their vote will not make much difference on who governs the

country," a leading foreign relations expert at Boston University told the Turkish Daily News.

Observers say the U.S. administration is trying to make up its mind about the "process of inclusion." While the academicians urge the government to look warmly to the issue, the strong American Jewish lobby is staunchly against it and is trying to influence the administration not to take a positive stand on the issue.

The observers say the new U.S. Assistant Secretary of State Martin Indyk for Near Eastern and Asian Affairs and a former ambassador in Israel, feels Islamists should not be allowed in the political process. They say he is close to President Bill Clinton and may well be influential.

However, there are others like former U.S. Assistant Secretary of State Robert Pelletreau, who is still influential in Washington who feels the Islamists should be given a chance. So experts say the battle lines are being drawn up in the United States as the "process of inclusion" debate heats up. Meanwhile the TDN learnt the U.S. administration has ordered an extensive study of American policy on the Muslim world.

Turkish Daily News Monday, March 31, 1997

Pauline Green: 'I am raising these issues to improve Turkey's EU chances'

We are totally opposed to terrorism and we are absolutely against the activities of the PKK, but the Turkish government must do more on the civil rights of the people of the Kurdish areas

Turkey has every right to join the EU. The fact that it has already applied and the application was considered shows that Turkey has a right to apply for membership

The European Parliament does have great concerns about four areas in particular, that is democratization, the respect of human rights, the

Kurdish problem and the Cypriot question

You would not believe the hate mail I receive from Turks and Turkish Cypriots, and so much of it is particularly offensive to me as a woman

ANTHONY PEARCE (*)
London - Turkish Daily News

■ Pauline Green, the leader of the Socialists in the European Parliament, was in Turkey recently with three other Members of the European Parliament Socialist Group for an intensive round of talks with leading politicians and ministers. A Surveillance Group was set up by the European Parliament, when it approved the customs union agreement, and as a result Pauline Green has been in Turkey on official visits

around once every nine months. A week after her visit — with time for her to reflect her findings, Anthony Pearce interviewed Pauline Green for the Turkish Daily News in her North London constituency office.

TDN- You travelled to Turkey at a time when the local political atmosphere was highly charged, not the least as a result of the "coup" allegedly staged by the National Security Council. Did you find this affected the discussions you had with ministers and officials?

GREEN: It did. Suddenly people were talking about the relationship between the Government and the military. Now I know that the military has a role as the guardian of the secular state and it is for that reason that on every one of my previous visits to Turkey, we have asked to see the military, and permission has always been refused. But on this occasion it was granted and the deputy head of the chiefs of staff, General Çevik Bir kept his diary open for us for a whole 24 hours. We had a long discussion with General

We feel strongly that religion isn't an issue. Unfortunately, the statement of the Christian Democrats bears the stamp of Chancellor Kohl. However, the Socialists... are adamant that religion is not an issue

Now I would accept that western Europe is not perfect either, but by and large there is no comparison to the situation on human rights between Turkey and western Europe

Bir on the issue of human rights and the relationship between the military and the government. General Bir pointed out their constitutional role, and said that the National Security Council has both military appointees and civilians. But I did tell him that we had difficulties with a system where an unelected military could apparently dictate terms to an elected government.

TDN- In recent months the Turkish government claims to have made major strides on the subject of human rights. In fact, following the meeting with you, Foreign Ministry Undersecretary Onur Oymen said that by the end of this year, human rights issues would no longer be on the agenda of the Turkey-European Union. Does this reflect the position as you see it?

GREEN: No. They have made a start with the formal adoption of a number of measures to improve human rights. They claim that now their laws are absolutely in line with western Europe. But it is absolutely essential to demonstrate it on the ground. The crucial question is one of enforcement. Now I would accept that western Europe is not perfect either, but by and large there is no comparison in the situation on human rights between Turkey and western Europe. So I am afraid I think it is very unlikely that this will be off the agenda by the end of the year. General Bir said that every soldier carries a small book which stresses the importance of human rights. But it is a matter of training being carried through into what they

actually do. I told General Bir that I had been a London Metropolitan police officer for four years and the London police have a reputation for fairness and respect for human rights. Some abuses do occur, but these are the exception rather than the norm.

TDN- In the field of human rights are there any specific measures which you believe should be tackled as a matter of priority?

GREEN: We have not seen a detailed list of the measures adopted by the Turkish Parliament, so I am not yet able to comment.

TDN- Were you able to visit Leyla Zana and other political prisoners?

GREEN: No. Permission was refused on the grounds that the new regulations restricted access to the prisons to immediate family and lawyers. Yet only half an hour before, Tansu Çiller had said that the prisons were open and that anyone could visit them.

TDN- To my mind, one of the biggest areas of misunderstanding between the Turks and the EU is the question of the Kurdish areas. Few people in Brussels understand that the majority of the population of southeastern Turkey wish to live in peace and that they are suffering some of the worst terrorism the world has ever seen. Instead of being seen as the oppressor, Turkey should be praised for helping to protect the citizens of the region. From your close observation of Turkey, how do you see the Kurdish question, and what do you believe needs to be done by the Turkish government to satisfy the European Parliament?

GREEN: This issue comes down to a discussion on human rights. The thing that needs to be done is a recognition of the rights of minorities — they want to be allowed to speak their own language in much the same way as the Welsh or the Bretons or the Catalans are free to do so. They want to be free to maintain their distinct culture. Now we are totally opposed to terrorism and we are absolutely against the activities of the PKK, but the Turkish government must do more on the civil rights of the people of the Kurdish areas.

TDN- There is an impression of Turks as being "too poor, too numerous and too Muslim." On the other hand Turkish industry and business believe that Turkey is a modern, industrial (or at least industrializing) country. Do you think that this impression in western Europe can be dispelled?

GREEN: Turkey has every right to

join the EU. The fact that it has already applied and the application was considered shows that Turkey has a right to apply for membership. One of the most exciting things in this visit was the real bubbling up from the people of a real need for human rights and democracy. In this sense I think that the political elite is out of touch with its own people. We had meetings with TÜSIAD, the two trades unions and the Turkish Foundation For Small And Medium Business and I am much encouraged by what I heard. I do think these organizations have a role to play in dispelling this impression of Turkey being backward.

TDN- There have been some unfortunate references in the recent past about the religion of the majority of the Turkish population, which you countered by saying that if the EU were to be regarded as a Judaeo-Christian bloc you would not wish to be part of it. Do you feel that your visit helped to dispel the feeling in Turkey that religion was an issue for the EU?

GREEN: We feel strongly that religion isn't an issue. Unfortunately the statement of the Christian Democrats bears the stamp of Chancellor Kohl. However, the Socialists as the largest political family in Europe, are adamant that religion is not an issue and I went out of my way during my visit to get this message across.

TDN- Following the informal meeting of the EU Foreign Ministers in the Netherlands on 15/16 March 1997, Deputy Prime Minister Tansu Çiller gave a news conference in Ankara on 17 March at which she explained that, "the actual work and the real trial is only just starting." From the perspective of the European Parliament what do you believe this work should include?

GREEN: If they are serious about membership, then we must see the implementation of proper democratization and human rights. Tansu Çiller told us that the Parliament had brought in the three reforms which she had promised — the reform of Article 8 of the Constitution, the freedom of thought and decentralization. Now progress has been made on the implementation of decentralization. But there has been no progress on the implementation of other issues. There has been no extension of the franchise, no inclusion of trades unions and other groups in the political process. no extension of voting rights to Turks living abroad. For example, as a result of the changes to Article 8 of the Constitution, 142 people were let

out of prison. Almost the next day, people were being arrested under another article. In short the Turkish Government has a singular lack of credibility on these issues.

TDN- Are you optimistic that Turkey will be able to eventually achieve this goal of membership of the EU?

GREEN: Yes.

TDN- There is a fear in Ankara that beyond the European Parliament's immediate demands there will not be successive layers of further demands covering some underlying reason or prejudice against Turkish membership of the European Union — rather like removing layers of an onion. Can you do or say anything which would calm these fears?

GREEN: For us, there are no other criteria other than those which apply to all applicant states. The European Parliament does have great concerns about four areas in particular, that is democratization, the respect of human rights, the Kurdish problem and the Cypriot question.

TDN- There is frustration in Ankara at the lack of collaboration from the European Parliament. Parliament has prevented the proper completion of the customs union agreement, and is blocking funds under the financial protocol and the MEDA program. What more does Turkey need to do to restore a proper balance to relations with the Parliament, and what do you believe are its chances of doing so?

GREEN: What Turkey needs to do is to carry through its promises especially in the area of human rights. We offered to help Turkey in this process by agreeing to the customs union, but

we feel as if we have been conned. What we get is promises, but the fulfilment of those promises is lacking.

TDN- Your constituency has a large number of Greek and Turkish Cypriot residents who, as communities, live in harmony and peace. I am sure you are following with keen interest the attempts of Sir David Hannay and others to find a similar harmony on the island of Cyprus. What do you think are the chances of success?

GREEN: I am always an optimist on that question. In recent years we have seen what has happened in South Africa as a result of goodwill. We have seen progress until recently in that apparently implacable conflict between the Palestinians and Jews. What I have been doing is to ask Turkey to be proactive on the question of Cyprus. There is a matter of some 35,000 troops in northern Cyprus. They should not underestimate the kudos and goodwill they would gain by actively trying to help solve the Cyprus problem. Turkey should be visionary over Cyprus.

TDN- In recent weeks Turkey has been making considerable progress in that area, and Onur Öymen has made great strides in improving the relations with Greece. Theodoros Pangalos has recently said he backs Turkish membership of the EU. How is this rapprochement going down in your constituency London North?

GREEN: Very well indeed. This rapprochement is being greatly welcomed and we would love to have a situation where Greece actually proposed Turkish membership to the Union. This would be a very clear indication that the problems have been resolved.

TDN- In the Turkish press you are pretty high in the popular demonology. How do you feel about this?

GREEN: It is very sad to be frank. It seems to me that the Turkish media can't understand where I am coming from. My clear political position demands that I defend to the end Turkey's right to be a member of the European Union on the same basis as every other applicant state. But I must also make clear the Parliament's current objections, as I would for any other applicant for EU membership.

You would not believe the hate mail I receive from Turks and Turkish Cypriots, and so much of it is particularly offensive to me as a woman. I know some Turkish people don't like my criticisms over Cyprus, but my role as leader of the largest political group in the European Parliament demands that I say these things even if some people are offended. The European Parliament, the directly elected democratic institution representing some 375 million Europeans, has an obligation to ensure that all member states and all applicant countries if their application is to succeed, have certain standards. The people of Cyprus and of Turkey should understand that it is very much in their interests that I raise these issues in order to improve their chances of getting into the European Union.

() Anthony Pearce is an occasional contributor to the Turkish Daily News*

washingtonpost.com

Turkey Puts Directives on Hold

By ZEYNEP ALEMDAR

Associated Press Writer

Monday, March 31, 1997 12:50 pm EST

ANKARA, Turkey (AP) -- Turkey's military-dominated security council on Monday gave Premier Necmettin Erbakan another month to revoke moves the secular establishment sees as an attempt to Islamicize the country.

The National Security Council last month had asked Erbakan to reduce religious school curriculums from

six years to three, restrict radical Islamic publications and broadcasts, ban Islamic-style clothing and head coverings at state offices and universities and curb the sale of shotguns.

The council gave him more time after a four-hour meeting Monday, according to television reports.

Erbakan has blown hot and cold on obeying, most recently showing a defiant attitude. "Religiously faithful people ... founded this republic," he said last week. "They have no obligations to make compromises to anyone."

The council is made up of five top generals and its leader, President Suleyman Demirel. Turkey's powerful military considers itself the defender of the country's secular and Western traditions. Erbakan was present at the meeting.

Erbakan is the first Islamic prime minister of this NATO country, which is seeking to join the European Union.

Among his Islamization moves have been the rearranging of working hours to fit fasting times during the Muslim month of Ramadan, a proposal to allow female civil servants to wear Islamic head covers and plans to build a mosque in Istanbul's main square.

© Copyright 1997 The Associated Press



ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE

WORLD ORGANIZATION AGAINST TORTURE

Director Eric Sottas

CASE POSTALE 119 · 37-39, RUE DE VERMONT
CH 1211 GENÈVE 20 CIC

TÉLÉPHONE +4122-733 31 40
FAX +4122-733 10 51

ELECTRONIC MAIL OMCT@GEONET.POPTEL.ORG.UK
OMCT@PROLINK.CH

HUMAN RIGHTS DEFENDERS

Case SYR 210193.1

Follow-up of Case SYR 210193

Recent reports received by the International Secretariat of OMCT indicate that the following lawyers and human rights defenders **Riad TURK**, **Abdallah QABARA** and **Naif Al-HAMOUI** are still imprisoned in Syria.

Brief reminder of the situation :

In our appeal SYR 210193 of 21st January 1993 circulated at the request of Antenna International and the CDF (Committee for the Defence of Democratic Freedoms and Human rights in Syria, members of the network, we reported the detention and imprisonment of various persons, among them lawyers and human rights defenders **Riad Turk**, detained in 1980, **Abdallah Qabara**, detained in 1987 and **Naif**

Al-Hamoui, detained in 1991.

New information :

Recent reports received from the CDF state that **Riad Turk, Abdallah Qabara and Naif Al-Hamoui** continue to be detained, the second being detained in the Palmyra prison and the latter in the Sedanya prison.

The same reports indicate that **Riad Turk** is still subjected to ill-treatment.

Observations :

The International Secretariat requests you to continue urging the Syrian authorities to :

- i. guarantee the respect of the physical and psychological integrity of **Riad Turk, Abdallah Qabara and Naif Al-Hamoui**;
- ii. order the immediate release of these persons as well as any other persons detained or condemned without valid judicial cause or by reason of declarations obtained under illegal pressure;
- iii. ensure the effective respect of human rights and fundamental liberties in accordance with international standards and national legislation.

Addresses :

His Excellency President Hafez al-Assad, Presidential Palace, Abu Rummaneh, Al-Rashid Street, Damascus, Syrian Arab Republic. Telex : 419160 PRESPL SY

His Excellency Dr. Muhammad Harba, Minister of Interior, Ministry of Interior, Damascus, Syrian Arab Republic. Telex : 411018 AFIRS SY

His Excellency Hussain Hassun, Minister of Justice, Ministry of Justice, Al-Nasr Street, Damascus, Syrian Arab Republic.

Syrian embassies in your respective countries.

Geneva, 31 March 1997

Kindly inform us of any action undertaken quoting the code of this appeal in your reply.



ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE
WORLD ORGANIZATION AGAINST TORTURE
Director Eric Sottas

CASE POSTALE 119 - 37-39, RUE DE VERMONT
CH 1211 GENÈVE 20 CH
TÉLÉPHONE +4122-733 31 40
FAX +4122-733 10 51

ELECTRONIC MAIL OMCT@GEONET.POPEL.ORG.UK
OMCT@PROLINK.CH

**Human Rights Defenders
Case SYR 130195 . 2
follow-up of Case SYR 130195 1 and Case SYR 130195**

The International Secretariat of OMCT has received new information in the following situation in Syria.

Brief reminder of the situation:

The International Secretariat was informed of the alleged detention in Syria of ten human rights defenders. The people detained were reported to be members of the Committee for the Defence of Democratic Freedoms and Human Rights in Syria (CDF), which is a member of the network. These persons were **Aktham Nouaisseh, Nizar Nayouf, Afif Mizher, Muhammed Ali Habib, Bassam al-Shaykh, Thabet Murad, Jadi' Nawfal, Ya'qub Musa, Hassan Ali and Hussam Salama.**

The International Secretariat had also been informed that they were sentenced to prison for periods ranging between 5 years and 10 years.

New information

The International Secretariat has received new information from the CDF, that **Thabed Murad, Jadi' Nawfal, Ya'qub Musa, Hassan Ali and Hussam Salama** were released in February 1997.

According to the same reports, **Aktham Nouaissch, Nizar Nayouf, Afif Mizher, Muhammed Ali Habib, and Bassam al-Shaykh** are still detained.

Observations

While expressing gratitude for the actions undertaken by members of the network, other organisations and individuals, the International Secretariat requests you to continue writing to the Syrian authorities urging them to:

- i. guarantee respect of the physical and psychological integrity of **Aktham Nouaissch, Nizar Nayouf, Afif Mizher, Muhammed Ali Habib and Bassam al-Shaykh**.
- ii. order the speedy release of these persons as well as all other persons detained or condemned without valid judicial cause or by reason of declarations obtained through illegal pressure;
- iii. ensure the effective respect of human rights and fundamental liberties in accordance with national legislation and international standards.

Addresses

His Excellency President Hafez al-Assad, Presidential Palace, Damascus, Syrian Arab Republic. Telex : 419160
PRESPL SY

H.E. Dr. Muhammad Harba, Minister of Interior, Ministry of Interior, Damascus, Syrian Arab Republic. Telex :
411018 AFIRS SY

H.E. Hasin Hassun, Minister of Justice, Ministry of Justice, Al-Nasr Street, Damascus, Syrian Arab Republic.

The Syrian embassy in your respective countries.

Geneva 31 March 1997

Kindly inform us of any action undertaken quoting the code number of this appeal in your reply.

COLLUSION ENTRE FORCES DE SÉCURITÉ, LOUPS GRIS ET MAFIA

Les liaisons dangereuses de la police turque

SUR tous les fronts, le gouvernement turc, dominé par les islamistes, connaît de sérieuses difficultés : inflation persistante, tiraillements autour de la question de la laïcité, tensions avec la Grèce au sujet de Chypre... Au Kurdistan, comme ses prédécesseurs, le premier ministre, M. Necmettin Erbakan, se révèle incapable de trouver des solutions à une guerre qui se poursuit depuis de longues années et qui coûte de plus en plus cher à l'Etat. Un récent accident de voiture a révélé à une population stupéfaite l'ampleur de la collusion entre les forces de sécurité, l'extrême droite, la Mafia et les milices gouvernementales qui luttent contre la guérilla.

Par MARTIN A. LEE*

Chaque soir, le mois dernier, les familles turques ont éteint lumières et postes de télévision à 21 heures pile et sont restées dans le noir en signe de protestation contre la connivence entre les forces de sécurité gouvernementales et des éléments criminels. A l'origine de cette manifestation inhabituelle : les révélations stupéfiantes qui ont suivi un accident de voiture survenu le 3 novembre 1996, à quelque 150 kilomètres au sud-ouest d'Istanbul.

De l'épave de la Mercedes on a dégagé les corps de Huseyin Kocadag, un haut responsable de la police qui commandait des unités antiguérilla, Abdullah Catli, un homme en fuite, recherché pour trafic de drogue et meurtre, et sa compagne, Gonca Us, une ancienne reine de beauté devenue femme à tout faire de la Mafia. Le quatrième passager a survécu : M. Sedat Bucak, un chef de guerre kurde, dont la milice était financée par le gouvernement turc pour lutter contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Dans un premier temps, la police a affirmé que, au moment de l'accident, elle procédait au transfert de deux malfrats. Mais des documents recueillis sur les lieux ont révélé qu'Abdullah Catli, le gangster en fuite, était porteur de papiers diplomatiques spéciaux, qui lui avaient été délivrés par les autorités et qu'il avait en sa possession plusieurs pistolets, des permis de port d'armes, sans oublier six cartes d'identité, chacune établie sous un nom différent.

Quand il devint évident qu'Abdullah Catli était de mèche avec la police, et non traité comme un malfaiteur, le ministre de l'intérieur dut démissionner et plusieurs hauts responsables, dont le chef de la police d'Istanbul, furent suspendus de leurs fonctions. Abdullah Catli était connu pour être une figure de premier plan des Loups gris, une organisation terroriste et néofasciste, née à la fin des années 60. Il avait fait son apprentissage dans des gangs de rue, avant de venir renforcer les rangs des Loups gris, dont il était devenu le numéro deux en 1978. La même année, il dut plonger dans la clandestinité, quand il se retrouva mêlé au meurtre de sept militants syndicalistes.

C'est le 13 mai 1981 que les Loups gris se firent connaître dans le monde entier. Ce jour-là, Mehmet Ali Agça, l'un des plus proches collaborateurs d'Abdullah

Catli, tira sur le pape Jean Paul II. Quelques mois plus tard, quand Catli témoigna lors du procès de trois Bulgares et quatre Turcs inculpés dans cette affaire, il avoua avoir donné au tueur le pistolet utilisé contre le souverain pontife. Catli avait auparavant aidé Ali Agça à s'échapper d'une prison, où celui-ci purgeait une peine d'emprisonnement pour avoir tué le rédacteur en chef d'un grand journal.

Abdullah Catli entretenait également des liens étroits avec la Mafia turque de la drogue. Plongés jusqu'au cou dans le commerce des stupéfiants, les Loups gris servaient d'intermédiaires au patron de la Mafia, M. Abuzer Ugurlu.

Alors qu'il enquêtait au début des années 80, sur un trafic d'armes et de drogue entre l'Europe de l'Est et la Sicile, le juge Carlo Palermo, un magistrat italien basé à Trente, découvrit qu'une quantité importante d'armes de haute précision de l'OTAN passaient en contrebande d'Europe de l'Ouest vers le Proche-Orient. Les livraisons étaient souvent faites en échange de cargaisons d'héroïne qui, avec l'aide des Loups gris et d'autres trafiquants, pénétraient ensuite en Italie du Nord, où elles étaient récupérées par des hommes de main de la Mafia, puis envoyées en Amérique du Nord. La morphine turque a ainsi alimenté l'essentiel de la filière sicilienne, qui inondait alors les Etats-Unis et l'Europe avec de l'héroïne pure.

Ce vaste trafic attirait comme un aimant les agents des services secrets des deux bords. Kintex, une entreprise d'Etat d'import-export, basée à Sofia et spécialisée dans le commerce des armes, jouait un rôle primordial. Elle était truffée d'espions bulgares et soviétiques, ce qui accrédita la thèse selon laquelle le KGB et ses acolytes bulgares, étant donné leurs relations étroites avec la Mafia turque, avaient téléguidé le complot contre le pape (1). Mais les services de renseignement occidentaux misaient également sur Kintex ; la CIA utilisa cette entreprise pour acheminer des armes aux « contras » du Nicaragua.

Dans sa déposition devant la justice à Rome, en septembre 1985, Abdullah Catli affirma qu'il avait été contacté par le service d'espionnage ouest-allemand (BND), lequel lui aurait promis une somme d'argent rondelette s'il impliquait les services russes et bulgares dans l'attentat contre le pape. Six ans plus tard, l'ancien analyste de la CIA, M. Melvin A. Goodman, révéla que ses collègues, à la demande de leurs supé-

* Auteur de *The Beast Reawakens*, un livre sur la résurgence du fascisme, à paraître en juin chez Little Brown, New York, Londres.

rieurs, avaient falsifié leurs comptes-rendus pour donner de la crédibilité à l'accusation. « *La CIA n'avait pas de preuve à ce sujet* », déclara-t-il le 25 septembre 1991 devant le comité sur le renseignement du Sénat américain. La thèse de la « filière bulgare » n'en renforça pas moins l'image de l'URSS comme empire du mal, tout en détournant l'attention des liens entre les services de renseignement américains et l'extrême droite turque.

Le responsable de l'antenne de la CIA à Rome au moment de la fusillade contre le pape, M. Duane Dewey Clarridge, avait été en poste à Ankara. Il s'y trouvait dans les années 70, quand les Loups gris commirent une vague d'attentats qui coûtèrent la vie à des milliers de démocrates et de Kurdes. A cette époque, les Loups gris opéraient avec la bénédiction et la protection de l'Organisation de la contre-guérilla, une section du département des opérations spéciales de l'armée turque. Ce département – installé dans le bâtiment de la mission d'assistance militaire américaine à Ankara – recevait des

La Réalpolitik de l'époque de la guerre froide obligea les Loups gris et leur parrain turc, le Parti d'action nationale, d'accepter une alliance discrète avec l'OTAN et la CIA. Avec à sa tête le colonel Alparslan Türkeş, cette organisation défendait une idéologie panturque, réclamant le retour de territoires de l'URSS sous la bannière d'un empire turc ressuscité.

Pendant plus de quatre décennies, l'importance stratégique de la Turquie a tenu au fait qu'elle était pour l'Occident le rempart le plus à l'est contre le bloc soviétique. La CIA utilisait des partisans de la Grande Turquie pour attiser les passions antisoviétiques au sein des minorités turques musulmanes en URSS. Bien que cette politique soit devenue caduque en 1991, elle avait permis l'implantation des Loups gris en Asie centrale. Si bien qu'après, les croisés de la Grande Turquie se répandirent dans les territoires de l'ancienne Union soviétique. Certains devinrent conseillers des gouvernements dans la région.

comme organisateur d'un escadron de la mort destiné à mener la sale guerre contre les Kurdes (4.) En échange de la coopération d'Ankara durant la guerre du Golfe, Washington fermait les yeux sur les bombardements de l'aviation turque contre les bases kurdes en territoire irakien. De même, les escadrons de la mort antikurdes purent assassiner en toute impunité plus d'un millier de civils dans le sud-est de la Turquie. Des violations évidentes des droits de l'homme perpétrées par les forces de sécurité turques furent dénoncées par Human Rights Watch, Amnesty International et le Parlement européen.

L'accident du 3 novembre 1996 devait révéler le rôle de Catli dans la persécution des Kurdes. Dans les débris de la voiture se trouvait la preuve de ce que de nombreux journalistes et militants des droits de l'homme soupçonnaient depuis longtemps : les gouvernements successifs turcs avaient protégé des narcotrafiquants, abrité des terroristes et financé des gangs de tueurs pour éliminer dissidents turcs et rebelles kurdes.

Le colonel Alparslan Türkeş le confirma d'ailleurs : « *Catli a coopéré dans le cadre d'un service secret travaillant pour le bien de l'Etat* (5). » Quant à M^{me} Tansu Ciller, l'actuel ministre des affaires étrangères, elle prit également sa défense : « *Je ne sais pas s'il est coupable ou non, mais je me souviendrai toujours avec respect de ceux qui ont fait feu ou ont été blessés, au nom de ce peuple, de cette nation et de cet Etat* (6). »

Réclamant une enquête poussée, 80 membres du Parlement turc ont pressé le procureur fédéral de poursuivre M^{me} Ciller pour activités criminelles et de sanctionner les opérations illicites. L'accident de voiture de Susurluk, firent-ils valoir, offrait une occasion historique de tirer au clair des affaires de meurtres, de trafic de drogue et d'armes longtemps étouffées.

Ce scandale a stimulé la presse turque. Mais nombre de journalistes qui enquêtaient sur les liaisons dangereuses entre trafiquants d'héroïne et de hauts responsables de la police ont été assassinés par des escadrons de la mort au cours de ces dernières années. Quant aux procureurs, ils ont toutes les peines du monde à résister aux pressions de leurs supérieurs. Interrogé, le département d'Etat américain déclare n'avoir aucun commentaire à faire sur l'affaire de Susurluk. Une affaire purement intérieure turque, rien d'autre...



SELÇUK

fonds et bénéficiait d'entraînement de conseillers américains. Il s'agissait de créer des escadrons clandestins, formés de civils supposés rester en retrait et mener des actes de sabotage dans l'hypothèse d'une invasion soviétique, sur le modèle répandu dans tous les pays de l'OTAN (2). Mais, en fait, ces agents se concentrèrent sur des cibles intérieures.

Ancien procureur militaire et membre de la Cour de justice suprême turque, M. Emir Deger a établi la preuve de la collaboration entre les Loups gris et les forces antiguérilla du gouvernement ainsi que les liens très étroits entre ces dernières et la CIA. Ces unités paramilitaires clandestines étaient chargées de la traque et de la torture de l'extrême gauche, si l'on en croit M. Talat Turkan, un haut responsable militaire en retraite, auteur de trois livres sur leurs activités (3). Les Loups gris furent ainsi à l'origine d'une partie de la violence politique qui culmina par le coup d'Etat militaire de 1980.

Autorisé à reprendre ses activités politiques, malgré la peine de prison (écourtée) purgée dans les années 80, le colonel Türkeş se rendit ainsi en 1992 dans l'Azerbaïdjan indépendant, où il fut accueilli en héros. A Bakou, il appuya la candidature du sympathisant des Loups gris, M. Abulfaz Elchibey, qui fut ensuite élu président. Ce dernier choisit comme ministre de l'intérieur M. Iskender Gamidov, un extrémiste incontrôlable affichant son appartenance aux Loups gris et plaidant ouvertement pour la création d'une Grande Turquie qui comprendrait le nord de l'Iran et s'étendrait jusqu'à la Sibérie, l'Inde et la Chine. Il fut forcé de démissionner en avril 1993 après avoir menacé l'Arménie d'une attaque nucléaire.

Abdullah Catli sortait alors de plusieurs années d'emprisonnement. Evadé en 1990 d'une prison suisse, il rejoignit le maquis néofasciste en Turquie. En dépit de son implication dans la tentative d'assassinat du pape, il fut recruté

(1) Lire Gilles Perrault, « La grotesque et pitoyable fable de la filière bulgare », *Le Monde diplomatique*, mai 1987.

(2) Lire François Vitrani, « L'Italie, un Etat de "souveraineté limitée" », *Le Monde diplomatique*, décembre 1990.

(3) *Info-Turk Bulletin*, Bruxelles, février 1993.

(4) *Info-Turk Bulletin*, décembre 1990.

(5) *The New York Times*, 19 décembre 1996.

(6) *Ibidem*.

Réfugiés

1996

HCR

Haut Commissariat
des Nations Unies
pour les réfugiés

Le drame continue au Kurdistan iraquien

Septembre a été un mois tumultueux dans le nord de l'Iraq. La population de la région administrée par les Kurdes s'est réveillée un beau matin de la fin du mois d'août en apprenant que la ville d'Erbil venait de tomber aux mains du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) grâce, entre autres, au soutien de l'armée iraquienne. L'attaque surprise est intervenue alors que le PDK et son organisation rivale, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) négociaient à Londres dans le cadre d'un processus initié par les Américains. Le PDK a justifié son action en disant qu'il répondait ainsi à une escalade des forces iraniennes dans la région.

mois auparavant, l'UPK s'est très vite rapprochée d'Erbil, et semblait à deux doigts de reprendre tout le terrain qu'elle avait dû céder. Début novembre, la situation semblait malgré tout s'être plus ou moins stabilisée. Le PDK tenait toujours Erbil, et l'UPK avait repris Souleimanieh (autrement dit, les belligérants étaient pratiquement revenus aux positions qu'ils occupaient avant que le PUK n'enlève Erbil au PDK en mai 1994).

Le PDK et l'UPK semblaient bien décidés à enterrer la hache de guerre. Mais le bilan de leurs luttes fratricides était lourd : 65 000 réfugiés kurdes supplémentaires en Iran, l'opération *Provide Comfort* – la cou-

trueux exode de 1991 qui avait vu près de 2 millions de personnes fuir le Kurdistan iraquien.

Heureusement, quand ils ont réalisé que pas un seul coup de feu n'avait été tiré à Souleimanieh, les habitants qui n'avaient aucune raison particulière de redouter le nouveau régime ont commencé à regagner leurs foyers, écartant par là le risque d'une crise humanitaire majeure. Il y a eu tout de même 42 000 personnes qui se sont réfugiées en Iran en une semaine, et seuls quelques milliers de déplacés ont tenu à rester près de la frontière. Ceux qui s'étaient repliés dans leur village natal sont rentrés au bout de deux ou trois jours.

La reprise des hostilités a déclenché un autre exode massif vers l'Iran : 65 000 personnes au total. Une fois de plus, Souleimanieh a été relativement épargnée par les violences, mais d'autres localités plus petites n'ont pas eu cette chance.

Les nouveaux réfugiés étaient totalement démunis. Les autorités de Téhéran, et en particulier le Croissant-Rouge iranien, ont ouvert des camps et essayé de prodiguer les premiers secours humanitaires, avec l'assistance du HCR et de Médecins Sans Frontières. Mais ce bel élan s'est assez vite heurté à l'éloignement géographique et à l'insécurité de la frontière. Des incidents graves ont éclaté dans certains camps trop proches du théâtre des hostilités. Celui de Tileh Kooh, situé à 2 kilomètres à peine d'un poste-frontière pris et repris tour à tour par l'UPK et le PDK, a été frappé à au moins deux reprises par des balles perdues et des tirs de roquettes.

Le HCR a dépêché du personnel sur place afin de s'assurer que les

La reprise des hostilités
a déclenché un autre exode massif vers l'Iran :
65 000 personnes au total.

L'Iran, tout comme le UPK, ont nié ces accusations.

Au cours de la semaine qui a suivi, le PDK a renforcé ses positions et le 9 septembre prenait Souleimanieh, bastion du UPK, situé près de la frontière iranienne – cette fois sans l'aide des forces iraquiennes.

L'UPK, que beaucoup croyaient définitivement hors jeu après son repli désordonné vers la frontière iranienne, a resurgi de nulle part pour reprendre Souleimanieh le 12 octobre sans tirer un coup de feu. Selon un scénario qui rappelait la foudroyante progression du PDK un

verture aérienne pour protéger les Kurdes – compromise, et les programmes internationaux d'aide humanitaire et de développement sérieusement mis à mal.

Les événements de cet automne ont surtout vidé de ses habitants l'une des principales villes du nord de l'Iraq. Car alors que la prise d'Erbil n'avait pas particulièrement provoqué de mouvement de panique, il en a été tout autrement à Souleimanieh. A l'approche des forces du PDK, 75 000 personnes se sont précipitées vers la frontière iranienne, en une tragique répétition du mons-

1996

réfugiés étaient bien traités et a fourni 1000 tentes familiales et 9000 bâches en plastique. Il a versé un premier don de 3,1 millions de dollars pour soutenir l'action humanitaire de l'Iran. En contrepartie, il a exigé que le personnel du HCR ait accès aux réfugiés et que les camps soient éloignés de la zone frontalière, trop dangereuse, et aussi trop en altitude pour des camps de tentes. En effet, l'hiver approchait à grands pas. Fin septembre, les températures nocturnes frôlaient déjà le zéro, et début novembre la neige faisait son apparition sur les sommets. Mais les camps n'avaient toujours pas bougé. Un immobilisme généralisé qui faisait monter l'inquiétude et la frustration à la délégation du HCR à Téhéran. A la fin novembre, des températures glaciales poussaient presque tous les Kurdes irakiens à rentrer chez eux. Le HCR ainsi que certaines ONG engagées dans l'opération d'aide humanitaire ont également dénoncé les pressions exercées par les autorités iraniennes sur les réfugiés pour les inciter à retourner dans leur pays. Un peu plus de 1000 réfugiés du centre de réception frontalier de Ghamtareh étaient réinstallés dans le camp de Zarean-e-Khoy dans la province de l'Azerbaïdjan de l'Ouest à la mi-décembre. Fin 1996, seuls quelques centaines de réfugiés se trouvaient toujours dans les camps de Seyranband, dans la province du Kurdistan.

Du côté iraquien de la frontière, les événements de septembre ont eu des conséquences encore plus tragiques. Les tirs de missiles américains contre les sites militaires de l'Iraq dans le sud du pays ont contraint de nombreuses ONG présentes dans la région – et notamment des ONG américaines – à se retirer en toute hâte, de même que l'unité terrestre de l'opération *Provide Comfort*, jusqu'alors basée à Zakho, près de la frontière turque. Plus grave encore a été la perte du personnel local des ONG étrangères et des agences des Nations Unies – des dizaines d'hommes et de femmes qualifiés contraints de démissionner de peur de faire les frais des opérations de représailles des Etats-Unis ou d'être accusés d'ap-



© R. BETZEL

partenir aux réseaux d'espionnage.

Les tragiques événements de septembre ont exacerbé les tensions internationales et le nord de l'Iraq a à nouveau fait les gros titres de la presse internationale. Le conflit entre les deux factions rivales avait, en effet, provoqué un vacuum politique – plus personne n'était en charge – ouvrant ainsi la porte à d'autres forces qui auraient pu être tentées de profiter de la situation pour leurs propres besoins.

La situation particulière du Kurdistan iraquien par rapport aux pays limitrophes a toujours causé d'énormes problèmes aux organisations hu-

Des incidents graves ont éclaté dans certains camps trop proches du théâtre des hostilités. La population du camp d'Atrouche, au nord de l'Iraq, est composée à 90% de femmes, d'enfants et de vieillards.

IV – 1996, Réfugiés

1996



▶ manitaires. Les événements de l'automne dernier ont d'ailleurs contraint nombre d'entre elles à évacuer leur personnel, y compris leurs collaborateurs locaux, qui craignaient pour leur vie. Les bureaux des agences de l'ONU sont installés à Bagdad, et pour aller dans le nord leur personnel doit obtenir un visa des autorités iraqiennes. Une entente spéciale autorise les agents de l'ONU à se rendre librement dans la zone de protection. Dans l'ensemble, elle est respectée. Mais en temps de crise, il est parfois difficile de dépêcher rapidement du personnel supplémentaire dans le nord de l'Iraq.

Les plans d'évacuation et les procédures de sécurité sont extrêmement complexes. Les secours d'urgence arrivent difficilement – en raison des effets cumulés de l'embargo international contre l'Iraq et du blocus interne décrété par Bagdad contre le Kurdistan iraqien.

A l'heure actuelle, le HCR mène une double action dans le nord de l'Iraq. La première consiste à rapatrier et à réintégrer les réfugiés iraqiens qui se trouvent encore en Iran, et qui continuent à revenir au rythme de quelques milliers par an. La deuxième est de protéger et d'aider deux populations de réfugiés : les 14 000 civils kurdes de Turquie naufragés dans un camp des environs de Dohouk (dans l'ouest du pays) et environ 4000 civils kurdes iraniens éparpillés autour d'Erbil et de Souleimanieh, dans l'est.

Les autres comme les autres ont eu terriblement peur d'être pris pour des rebelles lorsque leurs pays respectifs ont pénétré dans la zone de protection, et ils en sont restés traumatisés. Quand ils ont pénétré dans le Kurdistan iraqien en 1994, les Kurdes de Turquie sont restés agglutinés le long de la frontière. Le HCR a bien essayé de les attirer dans des camps plus éloignés, mais en vain. Jusqu'au jour où les raids de l'aviation turque les ont fait changer d'avis. En mars 1995, la moitié environ s'étaient installés dans deux petits camps proches d'Atrouche, à quelque 60 kilomètres de Dohouk. Les autres réfugiés campaient tou-

jours près de la frontière quand 35 000 soldats turcs ont déferlé sur la région pour tenter de mettre un terme aux incursions du groupe séparatiste du Parti des Travailleurs kurdes (PKK). Un an après, les derniers réfugiés rejoignaient Atrouche.

Mais désormais un climat de suspicion pesait sur les réfugiés. Ne murmurait-on pas que les camps abritaient des rebelles ? Ces rumeurs visaient principalement le camp d'Atrouche A, situé à proximité de collines où le PKK se battait parfois. Pour y couper court, le HCR décidait en octobre et novembre 1995 de regrouper tous les réfugiés à Atrouche B, plus éloigné des zones de combat et par conséquent plus facile à contrôler.

Mais malgré ces précautions, il devenait de plus en plus difficile pour le HCR de mener sa mission humanitaire dans le camp. En sep-

La situation
particulière du
Kurdistan iraqien
par rapport
aux pays limitrophes
a toujours causé
d'énormes problèmes
aux organisations
humanitaires.

tembre 1995, les réfugiés prenaient en otage un employé du HCR comme bouclier humain au cours de combats opposant un groupe local de kurdes iraqiens et le PKK. Fin 1996, il devenait clair qu'un petit nombre d'activistes contrôlaient la majorité de la population composée essentiellement de femmes, d'enfants et de personnes âgées. C'était dans l'intérêt politique de ces activistes d'empêcher les réfugiés de rentrer en Turquie. En raison de l'hostilité manifesté par ce groupe, l'accès à ce camp devenait de plus en plus difficile pour le HCR. Le 1^{er} décem-

bre dernier, les employés du HCR, qui se sont rendus au camp pour distribuer des brochures sur les possibilités de rapatriement volontaire en Turquie pour ceux qui le souhaiteraient, ont été accueillis par des jets de pierres lancés par quelque 2000 réfugiés en colère qui s'en sont pris également aux véhicules. Les réfugiés ont aussi tenté de bloquer la sortie du camp.

Le HCR a annoncé le 21 décembre qu'il se retirait parce qu'il ne pouvait plus y travailler. Le HCR a prévenu les réfugiés, qui venaient de recevoir l'équivalent d'un mois de vivres et de kérosène une semaine auparavant – qu'il n'y aurait plus de distribution de rations. Ils ont été informés que les autorités locales kurdes iraqiennes aideraient les réfugiés à se rendre aux centres de transit de Muqibla et de Balkus où on mettrait ceux qui désirent rentrer chez eux au courant des assurances données par le gouvernement turc. Il leur a été de plus précisé que c'était à eux, et à eux seuls, de prendre cette décision. Si, néanmoins, ils décidaient de rester dans le nord de l'Iraq, le HCR continuerait de les aider sur le plan individuel. Toutefois, fin 1996, les réfugiés n'avaient toujours pas quitté le camp d'Atrouche.

Les réfugiés kurdes iraniens ont eu la même frayeur – mais pendant moins longtemps en juillet, quand Téhéran a lancé un raid contre ses opposants kurdes. Résultat ? Plus d'un millier de personnes ont pris d'assaut les bureaux du HCR à Erbil pour se mettre à l'abri. Bien que l'intervention iranienne n'ait duré que quelques jours et que les civils n'aient jamais été inquiétés, des réfugiés campaient encore dans une école jouxtant le HCR quand la ville est tombée aux mains du PDK. Les quelque 400 réfugiés qui avaient squatté un entrepôt en juillet dans la ville de Rania n'avaient eux non plus toujours pas bougé.

On l'aura compris, le nord de l'Iraq n'est pas un endroit de tout repos. C'est même l'une des régions d'opérations les plus difficiles du HCR à l'heure actuelle.

RUPERT COLVILLE

Par Jean-Noël Kouyoumdjian

Turquie

La Turquie veut forcer les portes de l'Europe

La Turquie frappe avec insistance aux portes de l'Europe. Liée par un accord d'association depuis 1963, et par l'Union douanière depuis 1995, Ankara espère aujourd'hui voir accepter son adhésion à l'Union Européenne, et va officiellement présenter sa candidature au Sommet d'Amsterdam en juin prochain. Pour ce faire, elle compte sur l'appui de la France, son plus fidèle allié en Europe. Paradoxalement, l'Allemagne avec 2 millions de Turcs sur son territoire s'y oppose.

La France à la tête du lobby turc

Les "affinités particulières" entre la France et la Turquie, que naguère, en mars 1994, le ministre des affaires étrangères Alain Juppé, avaient mises en évidence, au cours d'une mémorable visite à Ankara (voir FA n° 133 d'avril 1994), sont plus que jamais à l'ordre du jour. "Paris", disait alors Juppé, souhaite appuyer le choix qu'a fait la Turquie de s'ancrer à l'Europe", Hervé de Charette, concluant à Ankara sa tournée au Caucase, les 2 et 3 avril, y réaffirme "la vocation européenne de la Turquie". La France appuie notamment l'inclusion de la Turquie parmi les prochains pays admissibles dans l'Union européenne*. C'est elle qui a ainsi proposé, en mars à Apeldoorn, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Quinze, l'ouverture d'une conférence européenne permanente "qui réunisse les pays qui ont vocation à adhérer", avec la participation des "onze pays d'Europe centrale et de l'Est, mais aussi de la Turquie". Pour Hervé de Charette, "la France pense que le moment est venu" de satisfaire les ambitions européennes d'Ankara, frustrées depuis le rejet de la candidature turque en 1989. Au cours d'une série

d'entretiens avec son homologue Tansu Ciller, le président Demirel, et aussi le chef d'Etat-major, le général Ismail Hakkî Karadayî (cherchait-il à être rassuré sur la volonté anti-islamiste de l'Armée ?), le ministre s'est efforcé de tranquilliser ses interlocuteurs, après les déclarations allemandes et chrétiennes-démocrates. "Il n'y a pas de critères religieux, a-t-il indiqué, il ne faut pas nécessairement être chrétien pour adhérer à l'UE". Il a cependant rappelé que l'adhésion nécessitait de remplir certains "critères", en matière de respect des droits de l'homme et des minorités, et de démocratie, tous critères qui ont été cependant éludés lors de la conclusion de l'Accord d'union douanière, en mars 1995. Enfourchant le cheval de bataille du lobby turc pour l'Europe, M. de Charette et le gouvernement français vont convaincre leurs collègues européens. Vers quels commissions et quels reniements ?

* C'est fin 1997 ou début 1998, six mois après la fin de Conférence intergouvernementale, que débuteront les négociations d'élargissement avec des pays d'Europe, mais aussi Chypre.

L'Allemagne fait de la résistance

C'est non, l'Allemagne s'oppose à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne. En visite à Ankara le 26 mars, le ministre des affaires étrangères allemand, Klaus Kinkel, l'a affirmé au principal intéressé : "La Turquie n'a aucune chance de devenir membre de l'Union européenne avant une période assez longue". Avant d'entrer dans l'Union, Ankara devra, selon lui, "améliorer sa situation concernant les droits de l'homme, le problème kurde et ses relations avec la Grèce". Emaillée d'un incident diplomatique - le premier ministre N. Erbakan a déclaré que "les Européens devraient venir (en Turquie) en baissant la tête de honte" à propos des retards de l'Union douanière - la visite de M. Kinkel et ses propos sur l'Europe faisaient suite au sommet du Parti Populaire Européen (PPE) à Bruxelles, le 4 mars dernier.

Réunissant les chefs de gouvernement chrétiens-démocrates et conservateurs européens, dont le chancelier Helmut Kohl, ce sommet a clairement indiqué que l'adhésion turque n'était pas acceptable actuellement, tout en reconnaissant que des relations spéciales devaient être établies avec la Turquie. Pour Wilfried Martens, ancien premier ministre belge et président du PPE, c'est le caractère "autoritaire", hérité de l'Empire Ottoman, et islamiste de la Turquie, qui exclut celle-ci de l'"ensemble culturel" européen et du "projet de civilisation" que constitue l'Europe des Quinze. Les motivations de l'Allemagne à rejeter l'adhésion turque sont sans doute aussi plus terre à terre et renvoient à l'importante communauté turque (2,2 millions) qui réside en terre allemande, et qu'elle ne souhaite pas voir augmenter.

La mort du Loup Gris

L'ex-colonel Alpaslan Turkes, président du Parti d'Action Nationaliste et fondateur du mouvement des Loups Gris, est décédé dans la nuit du 4 au 5 avril, à Ankara, des suites d'une crise cardiaque. Né en 1917 à Nicosie (Chypre), Turkes a porté le combat du panturquisme, à partir de son entrée en politique, dans les années 60, réclamant le retour des territoires turcs d'Union Soviétique dans le giron

de la Turquie. A Berlin, devant 2 000 militants, il déclarait : "Nous devons exterminer les Kurdes, les Arméniens, les Arabes, les juifs". Il avait été accueilli en héros en 1992 en Azerbaïdjan, où les Loups Gris avaient pu s'implanter.

La Guerre dans le Sud-Est

Le Sud-Est de la Turquie est le théâtre depuis treize ans d'une véritable guerre conduite par l'Armée turque contre les combattants kurdes du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan). Ceux-ci veulent une reconnaissance de l'identité kurde et une autonomie, les militaires refusent toute remise en question de "l'intégrité de l'Etat" et répriment ferocelement le mouvement kurde, en s'attaquant non seulement aux maquisards mais aussi à la population, censée les aider. La destruction des villages et la déportation des habitants ont pris des proportions intolérables ces dernières années. Le Sud-Est, soumis à l'état d'urgence, est la chasse gardée des militaires, un pays où les principes républicains et démocratiques n'ont plus cours.

La répression de la presse

Un journaliste assassiné, un blessé, cinq battus, treize en détention provisoire, deux sociétés éditrices fermées, onze bureaux de presse perquisitionnés et quatorze saisies de journaux, tel est le bilan que dressait le Syndicat des journalistes de Turquie pour le seul mois de septembre 1996. Malgré la liberté affichée et la profusion des titres, le métier de journaliste est très risqué, et les atteintes à la liberté d'expression sont régulièrement dénoncées par les ONG des droits de l'homme occidentales. Sous le motif d'"incitation à la haine", ou de "propagande séparatiste", on arrête, on emprisonne, on torture, on tue des hommes de presse ou des écrivains en Turquie.

newsletter of the refugee council

march/april 97 no.97

NO TURKISH DELIGHT

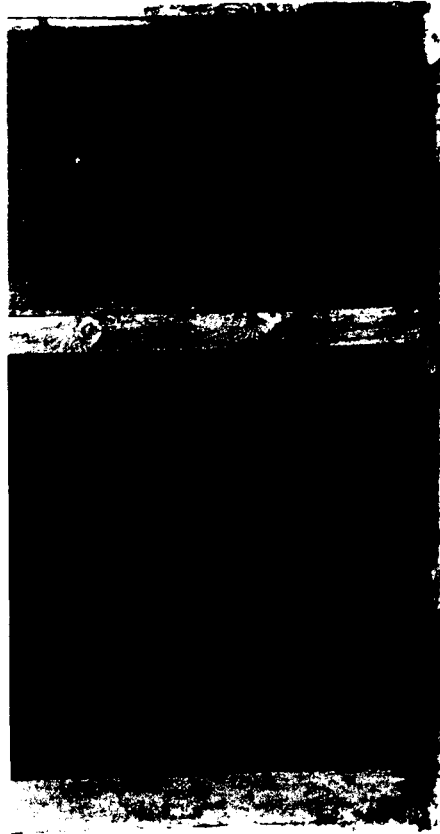
exile



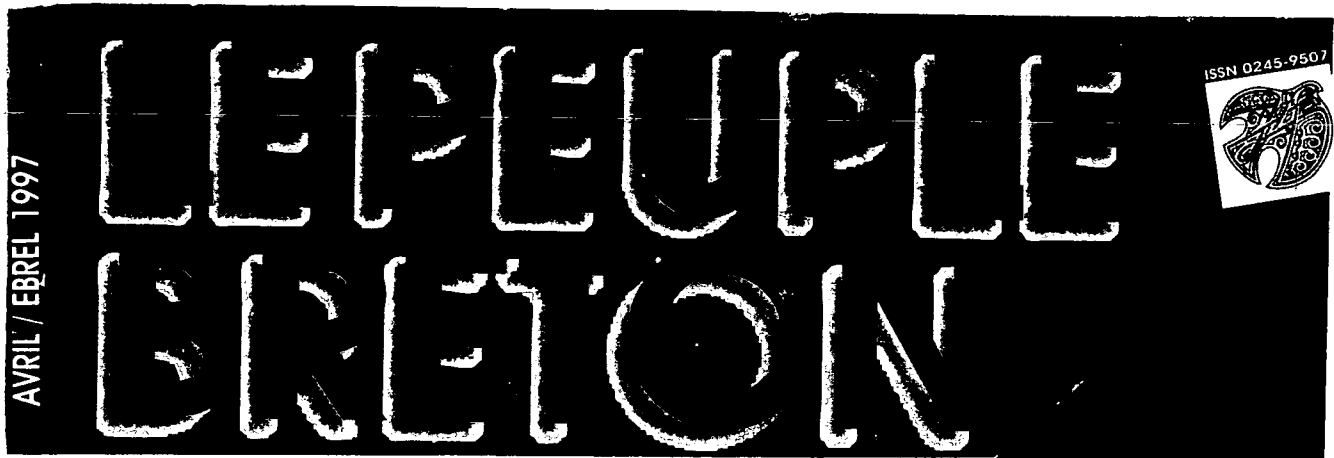
the refugee council

in a surprising development, a group of 3,000 Turkish Kurdish refugees in the safe haven have opted to move into Iraq and seek protection from Saddam Hussein, rather than return to Turkey. This follows the closure of Atroush camp by the UNHCR, following allegations that the base was being used by the PKK guerrilla organisation.

The refugees fled from Turkey following the destruction of their villages - over 3,000 are estimated to have been destroyed by the Turkish military, and over two million people internally displaced, in the course of the ten year civil war. The Refugee Council will be launching a report examining the reasons for flight of Turkish Kurds later this year.



● Kurdish refugees in the safe haven area in northern Iraq.



Peuples du Monde

Turquie : Madame le Ministre protège les trafiquants de drogue

A l'issue du procès de trois trafiquants de drogue, commencé en octobre devant le Tribunal de Francfort, le président de la Cour a déclaré en annonçant le verdict : "Le trafic de drogue de Turquie vers l'Allemagne et vers les autres pays européens est organisé par les familles Senoglu et Baybasin et ces familles, (...) sont protégées par le gouvernement turc et cela rend difficile de faire apparaître toute l'étendue du trafic. On affirme que ces deux familles de trafiquants ont des relations étroites avec un ministre turc féminin." A la question de savoir qui est cette dame, le juge allemand a répondu Tansu Çiller (actuel ministre des Affaires Etrangères dans un gouvernement dirigé par un membre du parti islamiste Refan, après avoir été elle-même Premier ministre). Une dépêche de l'agence allemande D.P.A. indique que selon la Cour, ce réseau a introduit au moins 100 kg d'héroïne en Allemagne et en

Belgique et que l'enquête se poursuit sur les ramifications du réseau.

En Turquie, la mise en cause de Mme Çiller ne semble pas surprendre particulièrement les journaux. Dans son éditorial du 23 janvier, le directeur de "Hurriyet" rappelle que déjà l'année dernière deux tribunaux allemands avaient accusé le gouvernement turc de "soutenir les trafiquants de drogue. Cette fois-ci la nouveauté est que le juge met en cause nommément Tansu Çiller (...). Quand on voit le lendemain sur la chaîne de télévision privée Kanal D l'étrange photo d'un extrémiste de droite, recherché pour meurtre par l'Etat et pour trafic de drogue par la communauté internationale, en compagnie de policiers officiels de l'Etat (...), quand on voit un certain Yasar Oz, porteur d'un passeport vert (de service) fourni par l'Etat, négociant aux Etats-Unis la vente d'héroïne avec des limiers du Bureau des narcotiques, quelles explications pourrions-nous donner ? (...) Désormais le nom de

notre pays figure d'une part aux côtés des Etats terroristes comme l'Iran, la Syrie et la Libye, et d'autre part aux côtés des narco-Etats comme l'Equateur, le Pérou et le Guatemala. Le pire est qu'il n'y a pas un autre Etat impliqué à la fois dans le trafic de stupéfiants et dans la terreur."

Un éditorialiste turc a fait état d'autre part d'une information selon laquelle un certain Hüseyin Duman, recherché pour trafic de matériaux nucléaires, a rencontré en Allemagne Ozer Çiller (époux du ministre). "Voilà pourquoi, écrit-il, le Chancelier Kohl refuse avec insistance tout rendez-vous avec Çiller." Mais cela n'empêche pas cependant la firme franco-allemande Eurocopter, filiale d'Aérospatiale, d'avoir signé, le 13 février dernier, un contrat avec la Turquie de 430 millions de dollars pour la vente et la coproduction de 30 hélicoptères Cougar. Les affaires sont les affaires !

Y.J.

(d'après le bulletin du C.I.L.D.K.E.T.)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, APRIL 1, 1997

Saddam Has to Go

The flaw in U.S. policy toward Iraq has been the gap between the goal of undoing Saddam Hussein and the means to make it happen. Part of that gap now has been narrowed by a policy statement of Secretary of State Madeleine Albright. She has said for the first time that the U.S. intent is to see Mr. Saddam out and that America will not give up on the economic sanctions binding him until he is replaced. This has been implicit, or at least hoped

for, in anti-Saddam circles. Now it is explicit. It makes a difference.

Sanctions that the United Nations voted against Iraq for its aggression against Kuwait have been tested for five years and have failed to bring about his ouster by internal armed rebellion or by any other route. The failure has fed a "sanctions fatigue" that gnaws on countries especially hurt by sanctions (Turkey, Jordan) and helps trade-hungry Europeans argue that sanctions

have no good effect. Many people have been troubled to see the heavy impact that sanctions have had on hapless civilians — thanks to Mr. Saddam's own choices. He has arranged to have pictures of suffering children reach the television screen regularly.

Something was necessary to keep sanctions as a useful lever. Mr. Saddam finally supplied it, under pressure, when he agreed to avail himself of a humanitarian loophole that the United

Nations had offered all along and that he had disdained. It provides for the export of \$2 billion of oil over six months and the monitored import of \$1.3 billion in food and emergency supplies; the rest of the money is to go for Iraq's victims and the United Nations' costs. The first food now is arriving. It should help nourish hungry Iraqis, blunt the suspicion that the

United States has it in for the Iraqi people, allay the sanctions fatigue and thereby extend their political life.

To suggest that the United States is pursuing not just Iraq's compliance with UN resolutions but also Saddam Hussein's departure is a bold step in a world of fragile states. But the United States is not careening around the

world looking for independent-minded regimes to topple. Saddam Hussein is an unrepentant and dangerous aggressor. Others have suggested indicting him for war crimes and encouraging his lieutenants to move against him by offering them plea bargains. Another good idea.

— THE WASHINGTON POST.



U.S. Meets With Kurdish Factions

Wednesday, April 2, 1997 5:04 pm EST

ANKARA, Turkey (AP) -- Trying to help rival Kurdish factions in northern Iraq reconcile their differences, a U.S. delegation will leave for the region shortly, a foreign ministry official said Wednesday.

The delegation is being led by David Welch, a top official of the State Department's Middle East bureau, said the Turkish foreign ministry spokesman Omer Akbel.

Citing security concerns, neither Akbel nor U.S. Embassy officials would say just when the Americans would meet with the Kurdish leaders.

Officials from the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan met separately with Welch last week in Washington.

The two groups had been meeting in Ankara to discuss ways to build on an October cease-fire, but the talks were stalled by the murder of a top KDP official.

The delegation will stop in Ankara for consultations with Turkish officials on its return, Akbel said.

In August, the KDP drove the PUK out of portions of northern Iraq with help from Iraq.

© Copyright 1997 The Associated Press

washingtonpost.com

France-Turkey Discuss EU

Wednesday, April 2, 1997 5:40 pm EST

ANKARA, Turkey (AP) -- France's foreign minister, Herve de Charette, arrived here on Wednesday to discuss Turkey's request to join the European Union.

"France is clearly of the opinion that Turkey has a vocation to participate in the construction of Europe," De Charette said before meeting his Turkish counterpart, Tansu Ciller. "We shall renew this at every occasion with our European partners."

Turkey's Kurdish problem, poor human rights record and tense relations with neighboring Greece are complicating its bid for EU membership.

De Charette's visit followed a trip here by German Foreign Minister Klaus Kinkel regarding the same subject a week ago.

Dutch Foreign Minister Hans van Mierlo is also scheduled to arrive on Thursday.

De Charette and van Mierlo have recently stated that they were keen on bringing Turkey closer to EU ranks, in an apparent attempt to repair damage done by a March 4 statement from EU Christian democrat leaders who called Turkey's membership application "not acceptable."

De Charette is expected to leave Turkey on Thursday.

(sh-sf/djw)

© Copyright 1997 The Associated Press

washingtonpost.com

France has confidence in Turkey

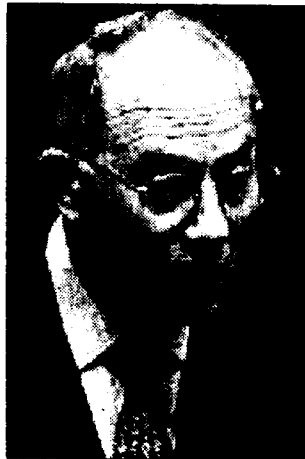
Special article by Herve de Charette, French Minister of Foreign Affairs, on the eve of his visit to Turkey

Turkish Daily News

WEDNESDAY, APRIL 2, 1997

My visit to Turkey illustrates, once more, the old and deep friendship between our two countries. Even without going back to the Ottoman past, our relations were firmly established at the birth of modern Turkey. Turkey and France have just celebrated the 75th anniversary of the Ankara Agreement, which was signed by France and made it the first foreign country to recognize the Turkish state. Despite the turns of contemporary history our bonds, which were established on a vision of long-term interests, have developed steadily.

All of this demonstrates that for France, the European vocation of Turkey is undoubted. The French government has been the tireless defender of the Turkish cause within all the institutions of the European Union. This was demonstrated in 1995 during all stages including the final ratification of the



Opinion

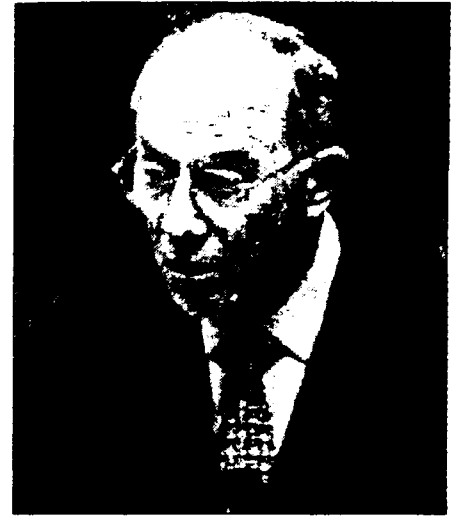
Herve de Charette

Guest Writer

customs union and it is still true today, when Turkey is concerned with the evolution of its relations with the European Union. The road to Europe is paved with difficult and profound changes for your country in its economic and social policies, but I believe that all European partners, including France, are ready to help in this enormous effort by Turkey.

Moreover, Turkey is a regional power at the crossroads of many regions and, unfortunately, many areas of conflict. Between our two countries there are vast fields of dialogue and cooperation because, as you know, France has a presence in this part of the world, from Bosnia to Nagorno-Karabakh and the Middle East. The shared concern to promote lasting peace and stability must also find a strong expression in the Mediterranean framework to which France is particularly attached and I

EXCLUSIVE



De Charette writes: Turkey's European vocation undoubted

Ankara-Turkish Daily News

■ French Foreign Minister Herve de Charette, on the eve of his visit to the Turkish capital, wrote to the Turkish Daily News in a special article that Turkey's "European vocation is undoubted."

The French official said his government has been the tireless defender of the Turkish cause within all the institutions of the European Union.

"As allies, associates and partners, France and Turkey have a common past and will have an even better future," he declared.

hope that we will work together on the success of the Euro-Mediterranean conference which will be opened in La Valette in two weeks.

As allies, associates and partners, France and Turkey have a common past and will have an even better future. France clearly demonstrates its faith in the capacity and the future of Turkey. This is demonstrated by the energy of our businessmen, who are first among the foreign investors in Turkey, and by the increase in our trade relations which makes France the fourth largest of Turkey's foreign suppliers. The aim is

not simply to sell or to produce in the domestic market but to integrate Turkey into the European one.

The same faith in our common future has led us, in the domain of cultural relations, to engage in the unique experience of the francophone university of Galatasaray, which was opened in 1993 and boasts of great promise for the year 2000. This model cooperation, which

aims at creating francophone elites in the administration and the economy, is another facet of Turkey's European perspective, as is the current creation of a Center of European Studies for documentation and research that will form close ties with the European Studies Center in Strasbourg.

From November 1997 on, this center will train the first Turkish experts for the newly-established National

Competitiveness Institute that was founded in Istanbul.

Our relations are already very extensive but I will add, with pleasure, that they will grow even more so and the great friendship we have will be the cement of our common ambitions — particularly that of constructing a "Grand Europe" which is free, prosperous, democratic and ready to face the 21st Century.

Turkish Daily News WEDNESDAY, APRIL 2, 1997

Kinkel leaves the match with head held high

The German foreign minister's aim was to make Germany's position clearer and he passed along messages, both through whom he chose to speak with and through his words

Even supposing that the Europeans really think of the EU as a Christian club and block or delay Turkey's entry, isn't it obvious what Turkey's leaders have to do?

GÜL DEMİR

Istanbul-Turkish Daily News

German Foreign Minister Klaus Kinkel has returned to his country following an interesting two-day visit to Turkey. The visit came during a month-long intense debate on the subject of Turkey's full membership in the European Union (EU) with tension rising higher and higher as each new development unfolded. It reminded one of the crucial moments in a wrestling match when opponents are trying to apply a strangling neck hold — four fingers behind the neck, the thumb over the larynx. Prime Minister Necmettin Erbakan, who is one of the experienced heroes of our traditional sport of wrestling, wanted to establish his superiority over his opponent with such a neck hold from the very beginning.

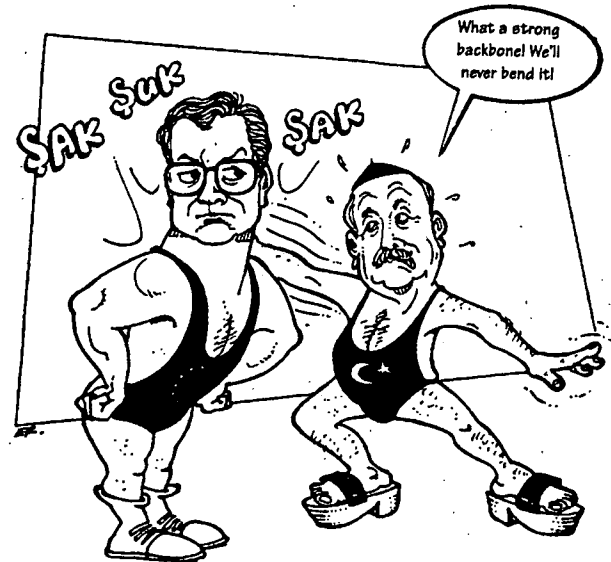
Just prior to Kinkel's arrival, Erbakan indicated that he wanted to wrestle with an opponent who was "ashamed" so he sent along the message, "They didn't keep their promise to us. They're coming but they will have to hang their heads when speaking

with Turkey."

However, it soon became clear that Erbakan was not facing an easily embarrassed rival. The message was understood and transmitted correctly by

the German News Agency's (DPA) Turkish Representative Baha Gungor, a journalist noted for his careful, objective and accurate reporting of the news. There was and is no reason to doubt that what he reported was true. Kinkel was informed of the situation. It was already expected that the visit was going to be a difficult one, and this even endangered the possibility of its occurring.

Immediately taking the situation into consideration, the German side requested clarification of whether the remarks were or were not true. And so our "wrestling hero" Erbakan understood that his rival had a very stout neck and strong backbone, and he pre-



The sharpening of German-US competition in a number of markets is forcing Turkey to a parting of ways over which of the two countries will be of greater benefit to it in future

The Turkish press on the Kinkel visit

The Turkish press gave extensive coverage to German Foreign Minister Klaus Kinkel's visit. At the beginning, the newspapers were preoccupied with headlines emphasizing the crisis that could emerge from Erbakan's comments on "being ashamed" and "bowing the head."

The daily Radikal reported in an article entitled, "Critical guest in Ankara" that "The most important aspect of Kinkel's visit is that German opinion would be revealed officially and clearly. The German government, led by Christian Democrat leader Helmut Kohl, has caused some confusion as to its position on Turkey's membership in the EU by sometimes 'objecting to' and sometimes 'supporting' the idea."

Sabah columnist Mehmet Ali Birand outlined, in "We cannot get anywhere in spite of Germany," the positions of Turkey and Germany prior to the visit as follows:

"Turkey's proposal: Ankara demands clarification of the promise of full membership and, to allay the European fear of extensive migration of unemployed Turks, the government proposes the suspension of the free circulation of labor and the use of funds.

"The technical phrase for this formula is Full Membership (-), meaning 'Give us full membership without all of its benefits.' Germany's proposal: The technical name for the German proposals is customs union (+). Instead of full EU membership, Germany proposes the improvement of the customs union by lifting the vetoes on customs union funds and through the inclusion of Turkey in various institutions and activities of the EU, but not on the list of 11."

Hürriyet columnist Sedat Sertoğlu wrote: "Ankara is waiting with its swords unsheathed. I think Çiller will use very harsh phrases. But our criticism should not extend to cutting our ties."

Birand's article in the wake of the talks was, "The expected disaster did not take place." "Çiller was very cooperative," wrote Birand. "She did not insist on the tough woman impres-

sion she gives to the public. She was expected to smash the table; such an incident did not happen."

Birand also reported on the German delegation's comments on the talks with Prime Minister Erbakan. "The Erbakan-Kinkel talks were a total disappointment according to the German delegation," Birand wrote. "In two thirds of the session, Erbakan spoke, painting an extraordinary picture of how the Muslims invented algebra and concluding that the government plans \$120 billion in investments, from motorways to hundreds of bridges and giant projects."

According to Birand, a high official in the German delegation said, "At one stage, I asked myself if Erbakan came from another world. He himself should have difficulty in believing what he told us." The same official described the talks with Erbakan to Birand as 'wasted time.'

Birand's overall conclusion was that although the four-point German proposal did not bring anything new, each of these points could potentially be filled in productively. "The real negotiations for Turkey's full membership in the EU have now begun," concluded Birand.

Daily YeniYüzyıl reported on Kinkel's meeting with the Turkish prime minister and the foreign minister with a headline advising Kinkel, "Don't be emotional." The headline of daily Radikal read, "Kinkel spoke bitterly on European Union." Kinkel's words that "Turkey knows well that it is not within the first group to enter an enlarged EU," were highlighted in the article's spots. The daily Zaman reported that Kinkel found Erbakan, "a very polite man, in contrast to his statement prior to the visit." Kinkel also reportedly stressed the fact that Erbakan had received a German education.

Zaman reported too that Kinkel paid a three-hour visit to Bulgaria on his way home from Turkey and said at a press conference, "I am extremely glad to have arrived in Bulgaria after a distressing and difficult visit to Turkey."

ferred evasive tactics.

The Turkish Ministry of Foreign Affairs resorted to the usual tactic of charging the press with false reporting. Since Kinkel is a wrestler who studies his opponents carefully, he decided that the explanation could be accepted and stepped onto the wrestling mat in Turkey.

However, he did feel that he had to remind people of the international wrestling rules before getting into the ring. He pointed out the problem of over-exciting the viewers through megaphone diplomacy, and how the heroic wrestlers in these types of contests held their tongues. "I have not come here to bow my head or beg pardon," said he, demonstrating just how stout a neck he presented to those who thought to attack him this way.

The preliminary maneuvering ended and the actual match got under way.

Sparring for holds

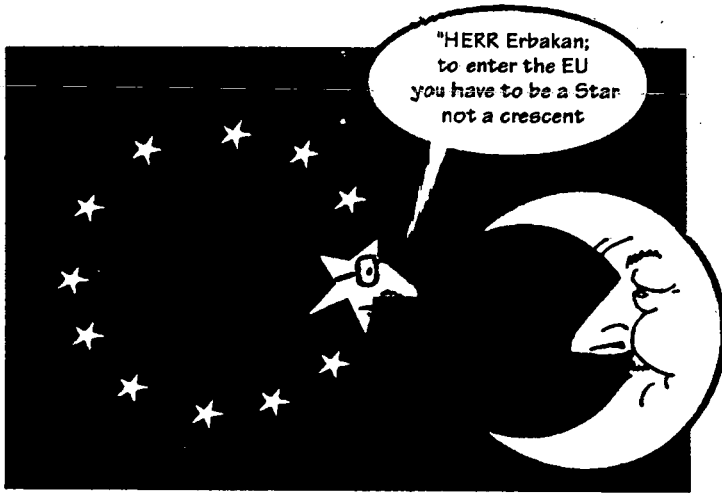
For federal Germany, the goal of this contest was to clarify the situation once again. Kinkel held talks with Prime Minister Erbakan and Deputy Prime Minister and Foreign Minister Tansu Çiller, as well as with the leaders of human rights organizations and businessmen. The German Foreign Minister passed along clear messages, both through the choice of groups with which he held talks and during the talks themselves. He made sure that the facts, which Turkish authorities are well

aware of but pretend not to understand, were conveyed. Turkey cannot become a full member of the EU unless the boss of the EU, Germany, says "ya," even if the country were to achieve the impossible and persuade all the other EU members that it should win its bid.

German authorities know that Turkey belongs to Europe; they stand against its isolation from Europe and advise Turkey to continue on its journey to Europe. They reminded people that they had said all these things in the past and were repeating them again.

But the road to Europe is a long and arduous one. It does not seem that Turkey will be able to travel it quickly, and without accident, given its present burdens. For Turkey to proceed rapidly along this road, it must rid itself of these — human rights violations, the "Kurdish" problem and disputes with Greece over the Aegean Sea and Cyprus.

Kinkel pointed out the way in which Turkey can overcome these problems. He presented a report he brought from Germany which had been prepared by international organizations on the current human rights situation in the Turkey. He stressed the necessity of ending human rights violations, preventing torture and



removing restrictions on freedom of expression. Emphasizing that Turkey was a great country like Germany, he admonished it, "Show how great you are. Take the first step in solving the problems with Greece." Thus, he stressed the tie between the solution of the two countries' problems and Turkey's full membership with the EU — if they couldn't be solved, no membership.

No new holds applied

Actually, Kinkel didn't say anything new. He merely repeated what German officials have been saying about Turkey's full membership in the EU for years. But if that's the case, then why have relations between Germany and Turkey hardened in recent months, and statements on both sides become tougher? Before looking for an answer to this, one must consider the claim that Germany's objection to Turkey's full membership is because the latter is a Muslim country. The report that German Chancellor Helmut Kohl had made such a statement, words which he subsequently denied, looks like unfounded propaganda from those trying to increase tension between the two countries and shape public opinion in Turkey against Germany.

However, Kinkel admitted during his visit that his school geography lessons taught him that Turkey was not in Europe and that Christianity makes Asia Minor (Anatolia) an extension of the Holy Land.

So what does that make us, Eurasian? When high-level delegations visit countries like Pakistan, suddenly Turkey is a brother Asian country. But when Kohl says we're Asian, we go crazy. And if we're Eurasian, can't we even be citizens of the world? Didn't Atatürk say, "One Turk has the value of a world?" But let us assume that the objection to Turkey's entry on the grounds that it is Muslim, voiced in other EU countries as well as Germany, is real — though other excuses have been suggested for preventing or at least delaying full membership. If Turkey is determined to continue its pursuit of the

elusive membership, isn't it clear what must be done? Turkey has to institute, through legislation and institutions, at the very least, European standards for human rights and democratization. It must solve the "Kurdish" problem peacefully and negotiate the solutions to the problems with Greece within the principles of justice framed in international law. What else could be expected other than these?

Expectations are that certain facts will be ignored, that Turkey is a country in which criminal gangs within the state can only be revealed by traffic accidents such as that at Susurluk. And that after this exposure, the investigations into such activities will be slowed down or even obstructed, gang members officially protected, and public attention diverted by artificial means despite unprecedented extensive protests against official attempts to cover up what has happened. Europe is supposed to ignore the facts that a "dirty war" is being conducted within Turkey's

borders and an ample number of criminal organizations similar to that exposed by Susurluk are being actively employed. It is further expected that Europe should agree with the blind obstinacy of the Turkish government as expressed by Çiller during her meeting with Kinkel that, "There is no Kurdish problem in Turkey." It is expected that Turkey's response to the recent gestures from Greece, which are important for Turkey's EU membership and for the peaceful solution of the problems between the two countries, should be to reject them as insincere and acts of political maneuvering. And, on top of all this, German authorities are to be ashamed of opposing Turkey's full EU membership.

The present state of Turkey-EU relations cannot be fully understood without taking into consideration that only two months ago the European media was preoccupied with the news that 80 percent of all heroin comes to Europe via Turkey, that drug smugglers are protected by high Turkish officials, that Turkey finances its war against the Kurdish Workers' Party (PKK) through drug smuggling revenues, that Turkey has become the Colombia of the Middle East, and that Çiller's name was being mentioned in smuggling cases being tried in German courts. It would be a grave mistake to think that all these items have been forgotten, or never occurred.

Let us come back to the subject of the recent rise in tension, looking at the style in which Turkish-German relations are discussed as opposed to the contents. One can-

not put this down to Germany's having recently discovered that Turkey is a Muslim country, or to the policies which the Welfare Party (RP) is pursuing for these don't affect Germany. What does interest Germany is not Turkey's move towards an increasingly pro-Islamist position but its move towards an increasingly pro-American stance.

In many areas of the world, Germany has been offering America some keen competition which has intensified with time, and today, just as in the past, it has extensive, deeply rooted and multilateral relations with Islamic countries. So, for this reason for example, Germany and other European countries under its leadership have shielded countries against the appeal by the United States to bring an embargo against countries with radical Islamist governments, such as Libya and Iran. In this context, Erbakan's attempts, after the formation of the Refahiyol government, to improve Turkey's relations with Islamic countries, beginning with Iran, have been evaluated by Germany as normal, despite fierce criticism from the Americans, and something which Turkey has the right to decide on.

To be more precise, Germany has been concerned with Turkey's falling into line with the U.S.-Israeli position in the Middle East ever since the formation of the Refahiyol coalition. What should be pursued is why Chancellor Kohl tenses his face every time Çiller's name is mentioned, and why he showed great sympathy for Mesut Yılmaz during the latter's visit to Germany as prime minister during the Anayol coalition. It should be realized that Germany is now a superpower, and is growing stronger every day. It is seeking a greater share in the markets in the Caucasus, the Balkans, the Middle East and eastern Europe and its competition with the United States is expected to grow sharper in all these regions. Germany is unhappy with Turkey's coming in completely on the American side since the country occupies an undeniably strategic position and will play an important role. It is particularly angry at Turkey's belief that it can be transported into the EU, of which it is the patron on the tow rope of the good ship U.S. Hence, Germany has raised its voice against Turkey recently, bringing speaking of some realities harshly and frequently.

As time passes, the U.S.-German contest grows sharper and Turkey is being drawn

rapidly towards a parting of ways. Of course, this can't possibly be seen by those who have declared Tansu Çiller the decisive warrior in Turkey's struggle for full EU membership.

It is ironic that the military members of the National Security Council (MGK), which has no counterpart in any of the EU countries, have shown signs in recent days of recognizing this reality. For example, it is meaningful that General Chief of Staff İsmail Hakkı Karadayı attended the Greek national day reception in Ankara where he passed along messages of peace and fraternity.

Also, in the declaration issued after the "historical meeting" of the MGK a month ago, wasn't it stated that "Turkey would continue to pursue as a target of priority inclusion in the list of countries which were candidates for full membership in the EU in 1997 and that all official and civil institutions must contribute to this process?" Or would you say that this desire was unimportant compared with eight years of compulsory education?

Hasn't Çiller also rolled up her sleeves on this subject, stating "Torture should and will be eliminated?" Has she not listed how and with what instruments torture has been carried out in Turkey and said that these would be terminated? Didn't she, despite the fact that she is the foreign minister, raid an Ankara police station in which nothing was found to suggest that torture had been carried out on the premises? Or do you see this as another one of the "Çiller Shows," produced to send a message to the EU countries?

Okay, okay you're right, but one may speak the truth even if you are Tansu Çiller. Didn't she speak the truth by saying torture existed in Turkey, whether or not torture will be eliminated in Turkey? One shouldn't forget that even a stopped clock shows the true time twice a day. What Çiller said is, in itself, enough to block Turkey's becoming a full member of the EU. But even in this situation, Turkey has not exhausted its chances for an EU visa. Çiller, who has been declared a person "whose word is not to be trusted," by EU country officials and primarily Germany, is taken seriously when she admits to the existence of torture in Turkey!..

Isn't that a great piece of luck?

Note: Cartoons By Erdoğan Karayel

Bülent Ecevit: Government's Southeast policy positive but late

Turkish Daily News WEDNESDAY, APRIL 2, 1997

Ankara- Turkish Daily News

■ Prominent center-left politician Bülent Ecevit said economic, social and cultural development had to be given priority in the drive to resolve

the Kurdish question and added that the government had been late in adopting this approach, the Anatolia news agency reported.

At a press conference on Tuesday, Ecevit said the feudal structure in southeastern Turkey needed to be

eradicated in order for a solution on the issue and rejected the idea that there were ethnic factors involved.

The Democratic Left Party chairman said he did not know the contents of the "Southeast Report" discussed at the National Security Council meeting but noted there had been certain changes in the govern-

ment's approach since the meeting. Recalling that his party had been emphasizing the failure of military action alone in solving the issue,

Ecevit said, "Security and development must be pursued simultaneously." He proposed immediate imple-

mentation of land reform in order to uproot the feudal system still prevailing in Turkey's southeastern region.

washingtonpost.com

Dutch, French Eye Turkey-EU Bid

Thursday, April 3, 1997 5:32 pm EST

ANKARA, Turkey (AP) -- The Dutch and French foreign ministers were in Ankara Thursday to discuss Turkey's so-far frustrated bid to join the European Union.

Both French Foreign Minister Herve de Charette and the Netherlands' Hans van Mierlo recently declared their intentions of bringing Turkey closer to EU ranks.

"There was concern in Turkey towards Europe's attitude (to Turkey's EU membership)," De Charette told reporters.

Last month, some EU Christian Democrat leaders called Turkey's membership application "not acceptable."

"We are here to confirm, for the Turkish people, that France considers, very clearly and firmly, that Turkey's calling is to join the EU," the French minister said.

De Charette stressed that potential EU members must have democratic institutions, a developed economy, minority rights and no problems with neighboring countries.

"But these criteria are valid for all candidates, including the countries of central and eastern Europe," he said.

Turkey's Kurdish problem, poor human rights record and tense relations with neighboring Greece are issues complicating its bid for EU membership.

An associate member of the EU since 1963, Turkey feels it is being pushed aside in Europe in favor of former Eastern-bloc countries.

Van Mierlo's country currently holds the EU

president.

For his arrival, a small group of protesters held banners at the airport denouncing racism. Last week, a Turkish woman and her five children were killed in an arson attack in the Hague.

(sh-sf-fd)

© Copyright 1997 The Associated Press

washingtonpost.com

Report: Turkey Ordered Crimes

By ZEYNEP ALEMDAR

Associated Press Writer

Thursday, April 3, 1997 5:30 pm EST

ANKARA, Turkey (AP) -- Terrorists employed by the Turkish government for covert operations engaged in crimes ranging from drug-smuggling to murder, a parliamentary commission concluded, according to Turkish newspapers.

The head of the commission, Mehmet Elkatmis, said the panel's 80,000-page report on the burgeoning scandal would be handed over to Parliament later Thursday.

Turkish newspapers reported Thursday that a state prosecutor hopes to put on trial two prominent politicians at the center of the scandal -- former Interior Minister Mehmet Agar and a Kurdish warlord who is also a member of Parliament, Sedat Bucak.

Both have immunity from prosecution, which Parliament must lift before they can be tried.

The scandal broke in November after a traffic accident revealed the ties between Turkey's underworld and politics.

Bucak, a deputy from the junior, center-right True Path party of ex-Premier Tansu Ciller, was the sole survivor. Killed in his car were a fugitive terrorist, Abdullah

Catli, and a police chief.

The scandal forced the resignation of Agar, a top True Path figure. The special parliamentary commission has been investigating for five months.

According to Turkish newspapers, the commission said the government recruited right-wing terrorists for covert operations and gave them money, official passports and arms licenses that the operatives then used in criminal enterprises.

Newspapers had earlier reported that such terrorists carried out operations against Kurds and Armenian terrorists on behalf of the government.

The prosecutor accuses Agar of authorizing false identity documents and an arms permit for Catli, who reportedly has links to the Turk who shot Pope John Paul II in 1981. Bucak is accused of helping Catli remain in hiding.

The parliamentary commission said Bucak used his government position to solidify his power as a warlord in southeastern Turkey.

It said Bucak and other local warlords used a village guard system created by the government to smuggle drugs and weapons and to murder Kurdish rebels.

Bucak commands an army of about 2,000 village guards.

(sh-yo-cph-fd/djw)

© Copyright 1997 The Associated Press

Turkish Daily News
THURSDAY, APRIL 3, 1997

Ankara condemns Die Welt cartoon

Ankara - Turkish Daily News

■ Turkish Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel condemned the German Die Welt newspaper because of a cartoon depicting Turkey in a humiliating way at the weekly press conference on Wednesday.

Akbel said the attitude revealed by the newspaper was ugly, insen-

sitive and disrespectful of the feelings of Turkish citizens, and the ministry shared the same view.

On 29 March, just after the German Foreign Minister Klaus Kinkel's visit to Turkey, Die Welt published a cartoon showing a dog draped with the Turkish flag biting the hands of the German Foreign Minister.

US to Turkey: Don't intensify relations with Iran

UĞUR AKINCI

Washington-Turkish Daily News

■ The United States, for the umpteenth, time voiced its desire that Ankara stay away from Tehran in the context of the reported intention of Turkish state pipeline company BOTAS to invest \$117 million in a Turkish-Iranian natural gas pipeline.

State Department spokesman Nicholas Burns repeated the same warning while replying to a question on the visit of the Iranian foreign minister to Damascus. "We're disappointed that Turkey is going in this direction," Burns told a group of Turkish journalists on Tuesday.

It is not clear if such signals have any effect on the pro-Iranian sentiments of the current coalition government led by the Islamist Welfare Party.

The Iran Libya Sanctions Act (ILSA) threatens to apply sanctions to any third parties who invest over \$40 million in the two countries' petrochemicals sectors. Turkey signed a \$23 billion 20-year natural gas contract with Iran in August, 1996. "We do not encourage any country to increase its trade with Iraq or Iran, and that has been our

consistent message to the Turkish government," Burns said.

Iraq

When asked what Washington's response was to the visit of a Turkish minister to Baghdad, Burns said Washington was against lifting the sanctions against Iraq. "We are against it. It'll never happen as long as we're around and we're going to be around for a long time," he said.

Secretary of State Madeleine Albright last week put on record what has been an unvoiced U.S. policy for a long time — that, the Iraqi sanctions won't end unless and until Iraqi President Saddam Hussein leaves power. Previously, U.S. officials had pretended they did not have anything against Saddam as such.

Need facts

On whether or not the BOTAS decision to invest more in the Turkish-Iranian pipeline would trigger any sanctions, Burns said, "We need more facts. ILSA has been very specific about the violations in question. Until we have more facts we cannot be put in a position of saying whether it triggers sanctions or not."

"We've seen the Turkish government statement," he said, referring to the \$117 million investment in the

Turkish-Iranian pipeline. "Our advice to the Turkish government is don't improve your relationship with Iran. Don't intensify your economic relationship with Iran. We're disappointed that Turkey is going in this direction."

Syria

When asked to confirm if the Iranian defense minister recently visited Damascus for a new military supply arrangement between Iran and Syria, Burns said he was not in a position to confirm the report. The Turkish National Security Council discussed Syrian designs on the Turkish province of Hatay at its March 31 meeting. Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan lives in Damascus with the full knowledge and blessing of Syrian President Hafez al-Assad. "In any case, we would strongly encourage the Syrians not to have a military relationship with Iran," Burns said.

"We've been disappointed, I think, in the past. We encourage all countries in the region to avoid a close relationship with the Iranians because our policy of containment we think, again, is centered on the right values, and that's containing the military power of Iran, which is a negative power in the Middle East."

•Le Monde - jeudi, 3 avril 1997 •Le Monde - jeudi, 3 avril 1997

France-Iran : Paris est concerné par l'« affaire Sarkouhi »

FARIDEH SARKOUI est convaincue qu'une « pression internationale » sur le gouvernement de Téhéran aboutira à la libération de son époux, le journaliste et écrivain contestataire iranien Faraj Sarkouhi, arrêté le 27 janvier par les autorités, pour la troisième fois en cinq mois.

Dans des déclarations au Monde, M^{me} Sarkouhi, la semaine dernière à Paris, à l'invitation de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), estime que l'intervention de l'Allemagne et de la France pourraient être décisives, dans la

mesure où les autorités iraniennes ont accusé son époux d'espionnage pour ces deux pays. Accusation forgée de toutes pièces, affirme-t-elle.

M. Sarkouhi est en prison pour avoir tenté de quitter clandestinement le territoire iranien, d'après les autorités. Mais avant sa dernière arrestation, il avait « disparu », du 3 novembre au 20 décembre. Dans une lettre qu'il avait fait parvenir secrètement à sa femme, il précisait que, pendant cette période, il avait été mis en prison sous de multiples accusations, dont celle d'espionnage. Les autorités « m'ont forcé à

mentir, en disant que j'avais des relations d'espionnage avec l'attaché culturel de l'ambassade de France en Iran, M. Manville, ainsi qu'avec son homologue allemand, M. Gotz, qu'ils me donnaient de l'argent, que le gouvernement allemand rémunère ma femme et que Manville et Gotz déterminaient la ligne politique de l'hebdomadaire Adineh », écrivait notamment M. Sarkouhi, rédacteur en chef de cet hebdomadaire.

M^{me} Sarkouhi déplore ce qu'elle appelle le « silence de Paris », alors que, dit-elle, le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a écrit au sujet de son époux à son homologue iranien et que les autorités allemandes lui ont affirmé qu'elles « feront tout leur possible et iront jusqu'au bout » pour obtenir la libération de son mari, tout en ne

souhaitant pas « rendre publiques leurs démarches pour ne pas aggraver la situation de M. Sarkouhi ».

Au ministère français des affaires étrangères, avec lequel M^{me} Sarkouhi indique n'avoir pas pris contact, on conteste que Paris soit resté muet sur le sujet. Des démarches ont été faites auprès de Téhéran, en particulier à l'occasion d'une visite dans la capitale iranienne, fin janvier, du directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, Jean-Claude Cousserand, ajoute-t-on de même source.

Ce ne sont pas seulement l'Allemagne et la France qui ont soulevé l'affaire auprès des autorités iraniennes, mais l'Union européenne en tant que telle, puisque la troika européenne a fait début février une démarche auprès de

Téhéran pour s'enquérir du sort de M. Sarkouhi, des conditions de son arrestation et de son éventuel procès.

Accusé d'espionnage le journaliste et écrivain Faraj Sarkouhi est toujours détenu

Pour l'heure, M^{me} Sarkouhi doit

se contenter des rares communications téléphoniques qu'elle peut avoir avec son mari, dont elle ignore le lieu de détention. Ce sont, précise-t-elle, les autorités iraniennes qui décident du jour et de l'heure à laquelle son époux peut l'appeler et qui la font prévenir à Berlin, où elle réside depuis un an et demi. « Ces appels, pense-t-elle, sont le résultat du tollé qu'a suscité en Occident l'arrestation [de son époux et] visent à donner la preuve que Faraj est toujours en vie. Il ne connaît toujours pas la date de son procès. La dernière fois que je lui ai parlé, ajoute-t-elle, il m'a d'abord indiqué qu'il n'avait pas droit à un avocat, puis il

s'est ravisé pour me dire le contraire. Sans doute me parlait-il en présence d'un surveillant, qui lui a fait rectifier son affirmation. »

Elle est convaincue que l'accusation de tentative de fuite de l'Iran est fautive elle aussi, tout simplement, explique-t-elle, parce que « [son] époux est constamment surveillé, même lorsqu'il se déplace d'une ville à l'autre en Iran ». « J'ai moi-même essayé de le faire sortir. J'ai même contacté des réseaux qui auraient pu l'aider, mais je me suis heurtée à un refus de leur part parce qu'ils affirmaient qu'ils ne pouvaient pas l'approcher. » « Et puis, dit-elle encore, je crois que Faraj n'aurait pu ni physiquement ni moralement supporter une telle

épreuve, parce que ceux qui l'ont vu en été m'ont dit qu'il était très amaigri et très affaibli. »

Pour elle, cette affaire est une « monnaie d'échange que les autorités iraniennes veulent utiliser dans le procès » dit du Mykonos, du nom d'un restaurant de Berlin où quatre responsables kurdes iraniens ont été assassinés en 1992. Le procureur fédéral a accusé les plus hautes autorités de l'Etat iranien d'avoir commandité le meurtre. Le verdict, plusieurs fois reporté, et attendu le 10 avril, « aura certainement un impact sur l'affaire de mon mari », dit-elle.

Mouna Naïm

•Le Monde - jeudi, 3 avril 1997 •Le Monde - jeudi, 3 avril 1997

La prolifération des écoles religieuses inquiète les partisans de la laïcité en Turquie

La réforme de la scolarité divise la coalition gouvernementale

Le débat sur la durée de la scolarité obligatoire que le Conseil de sécurité turc, dominé par les militaires, veut porter de cinq à huit ans pour

enrayer la prolifération des écoles religieuses, révèle une fois de plus la fragilité de la coalition gouvernementale entre les islamistes du Parti

de la prospérité de Necmettin Erbakan et les conservateurs laïques du Parti de la juste voie de Tansu Ciller.

ISTANBUL

de notre correspondante

Alors que la presse turque annonçait une confrontation entre les dirigeants militaires et le premier ministre, Necmettin Erbakan, la réunion mensuelle du Conseil national de sécurité (CNS) s'est déroulée sans incident, lundi 31 mars. En fait, la mise en application des « recommandations » préparées lors de sa réunion précédente par cette puissante institution dominée par les militaires pour enrayer la montée de l'islam politique n'a même pas été mentionnée à l'ordre du jour.

Cette accalmie ne va cependant pas durer. M. Erbakan, qui avait apposé sa signature au bas de la liste des dix-huit mesures à prendre pour lutter contre les « forces de la réaction » sous la pression, ne montre guère d'empressement à les mettre en œuvre, et sa réticence provoque des tensions au sein du gouvernement. Tansu Ciller, la dirigeante du Parti de la juste voie (DYP), partenaire minoritaire au sein de la coalition, a clairement pris position en faveur des directives des généraux et des membres du DYP parlent désormais ouvertement de se retirer de la coalition si les décisions ne sont pas appliquées à la lettre.

Le débat se concentre actuellement sur la durée de la scolarité obligatoire, que le CNS veut porter à huit ans sans interruption. Le système actuel ne prévoit que cinq ans d'éducation obligatoire, après quoi les écoliers peuvent choisir de poursuivre leurs études dans des cours moyens puis des lycées, dans des écoles professionnelles ou dans les très controversées *imam hatip*, des écoles religieuses.

« UNIFIER L'ÉDUCATION »

Ces établissements, placés sous la tutelle du ministère de l'éducation, avaient initialement été fondés dans les années 50 pour former les imams employés par le directeur des affaires religieuses. Au fil des années, les gouvernements successifs cédant à la demande du public, ils se sont multipliés. Le nombre des élèves qui étudient actuellement dans 474 *imam hatip* - près d'un demi-million - n'a désormais plus aucun rapport avec la demande en imams.

Bien que l'enseignement du Coran et de l'arabe y soit limité à quelques heures par semaine - les autres matières étant les mêmes que celles enseignées dans les écoles professionnelles -, cette

prolifération inquiète les laïques. « La décision du CNS est une chance historique », affirme Zekai Baloglu, ancien président du Conseil supérieur de l'éducation nationale. « Les huit ans visent à unifier l'éducation et éviter la formation de deux canaux, l'un laïque, l'autre religieux après l'école primaire. »

Au-delà du débat idéologique, l'ajustement du système scolaire, s'il est considéré comme une nécessité par tous, pose d'importants problèmes logistiques. Une loi prévoyant huit ans de scolarité obligatoire avait été votée en 1973, mais la volonté politique a manqué pour l'appliquer. D'autre part, si la Constitution prévoit une éducation égalitaire, la réalité est différente. Les écoles publiques souffrent cruellement des difficultés financières de l'Etat. Le contenu des programmes officiels est aussi remis en question par beaucoup d'intellectuels qui s'opposent au fervent nationalisme qui domine l'enseignement de certaines matières, notamment l'histoire, la géographie ou la « sécurité nationale ».

L'introduction d'un nouveau système ne sera pas aisée : les écoles primaires, publiques et privées, devront trouver la place et

les moyens pour intégrer trois degrés supplémentaires. « Ce ne sera pas possible d'un jour à l'autre », explique Sibel Cetingöz, en charge de l'éducation dans une école primaire privée.

Aux yeux des défenseurs de la laïcité, le Parti de la prospérité est l'unique responsable de cette évolution. Toutefois, la division du système d'éducation et le développement des *imam hatip* sont bien antérieurs à l'arrivée au pouvoir des islamistes. La plupart de ces écoles ont été ouvertes par des chefs de gouvernement conservateurs, de Adnan Menderes dans les années 50 à Tansu Ciller plus récemment, en passant par Suleyman Demirel, l'actuel président. Les militaires eux-mêmes, qui avaient réintroduit l'éducation religieuse obligatoire dans les écoles primaires après le coup d'Etat de 1980, dans l'espoir de dépolitiser une population polarisée par les violents combats entre la gauche et la droite durant les années 70, ont également une part de responsabilité. Un réexamen sérieux du système d'éducation apparaît nécessaire, mais le débat actuel se résume à l'habituelle dispute idéologique.

Nicole Pope

•Le Monde - jeudi, 3 avril 1997 •Le Monde - jeudi, 3 avril 1997

PROCHE-ORIENT

■ **IRAK** : le tribunal correctionnel de Paris a jugé irrecevable, mardi 1^{er} avril, l'action en diffamation intentée par le président de la République irakienne, Saddam Hussein, contre le journaliste Jean Daniel, pour un article paru dans le *Nouvel Observateur* du 5 septembre 1996. Le tribunal a estimé que M. Hussein aurait dû attaquer sur le fondement de l'article 36 de la loi sur la presse de 1881, qui réprime « l'offense commise publiquement envers les chefs d'Etat étrangers », et non, comme il l'a fait, pour « diffamation envers un particulier ».

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **Rencontre entre des responsables américains et kurdes dans le nord de l'Irak**

WASHINGTON, 3 avr (AFP) - Deux hauts responsables américains sont actuellement dans le nord de l'Irak pour rencontrer les factions kurdes rivales, a indiqué jeudi le département d'Etat.

Le secrétaire d'Etat adjoint par interim pour le Proche-Orient, David Welch, et le chef du bureau du département d'Etat pour l'Irak, Robert Deutsch, doivent rencontrer notamment des dirigeants du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) et du Groupe de supervision de la paix.

Les entretiens porteront sur le processus de paix engagé entre factions kurdes rivales d'Irak sous le patronnage de Washington et d'Ankara.

Washington "continue de penser que la réconciliation et la stabilité dans la nord de l'Irak sont dans l'intérêt de l'ensemble des habitants" de la région, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns.

Le PDK avait suspendu le mois dernier sa participation à ce processus en raison de l'assassinat d'un haut dirigeant du PDK à Erbil.

Le PDK a accusé l'UPK d'être à l'origine de cet assassinat, ce qui a été démenti par l'UPK.

Le Groupe de supervision de la paix est composé de représentants des six participants aux négociations d'Ankara (Etats-Unis, Turquie, Grande-Bretagne, PDK, UPK et Turcomans).

Près de 2.500 personnes ont été tuées depuis mai 1994 dans les combats sporadiques entre le PDK et l'UPK, qui luttent pour le contrôle du nord de l'Irak. Cette zone échappe à l'autorité de Bagdad depuis le printemps 1991.

Le processus de paix d'Ankara avait été lancé après la reprise des combats en septembre dernier entre l'UPK et le PDK, appuyés par les troupes de Bagdad.

avz/uh/gic t

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

U.S. Plans Talks for Kurdish Groups

By SLOBODAN LEKIC

Associated Press Writer

Friday, April 4, 1997 5:37 pm EST

WASHINGTON (AP) -- U.S. mediators have arranged for rival Kurdish factions to meet this month in effort to end their yearlong conflict in northern Iraq, the State Department said Friday.

Acting Assistant Secretary of State David Walsh and Bob Deutsch, the department's regional office director, held talks Thursday and Friday with leaders of the principal factions in the area, spokesman Nicholas Burns said.

The leaders included Massoud Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party, which has maintained sporadic ties with Iraqi leader Saddam Hussein, and Jalal Talabani of the Iran-backed Patriotic Union of Kurdistan.

"All sides agreed on the need for early and rapid preparation for a next high-level meeting in Ankara in the ... next couple of weeks," Burns said. The spokesman said he could not predict who would attend the meeting.

Iraq on Thursday denounced the diplomats' visit as an act of aggression and interference in its affairs.

Baghdad accuses Washington of pressuring the two parties to stay outside of the central government's control as part of what it sees as a conspiracy against Saddam Hussein's regime.

With the help of Iraq's army, the KDP drove the PUK out of portions of northern Iraq in August.

The two sides signed a U.S.-brokered cease-fire in October. But the subsequent talks in Ankara, Turkey, were stalled by the killing of a top KDP official.

The United States, Turkey, and Britain have been mediating between the groups since the yearlong hostilities ended.

A de-facto Kurdish state was formed in northern Iraq after the Gulf War, protected by U.S., British and French war planes.

washingtonpost.com

© Copyright 1997 The Associated Press

Turkish Daily News Friday, April 4, 1997

Iraq to sign gas deal with Turkey

Iraqi Oil Minister Rasheed :
'We aim either in June or July to sign a contract to sell gas to Turkey...over 20 years'

HASSAN HAFIDH
Baghdad- Reuters

■ Iraqi Oil Minister Amir Muhammad Rasheed said on Wednesday his government hoped to sign with Turkey a large gas deal either in June or July.

"We aim either in June or July to sign a contract to sell gas to Turkey...over 20 years," said Rasheed at the conclusion of talks with Turkish State Minister Ahmet Cemil Tunç. Rasheed said the contract also included building a gas pipeline between the countries with annual capacity of 10 billion cubic meters and costing \$2.5 billion.

He said feasibility studies of the project were expected to be laid down this month as both countries would exchange technical delegations.

The oil minister said he would discuss the project, which was agreed on in Ankara in December, with Turkish energy minister during his visit to Baghdad in May. Iraq is under stringent U.N. sanctions imposed after its 1990 invasion of Kuwait. The curbs include a ban on Iraq's oil exports. But the



Iraqi Oil Minister Amir Muhammad Rasheed

U.N. has allowed Baghdad to sell limited oil since last December to pay for Iraqis' urgent needs.

Tunç said he met with Iraqi President Saddam Hussein and discussed with him "all spheres of cooperation between Iraq and Turkey." "We have noticed that there is a joint will...to improve and enhance existing ties...in all fields," he added.

Tunç said he discussed with Rasheed sev-

Turkey plans to build third pipeline from Iraq - Botaş

Ankara- Reuters

■ Turkey is planning to build another oil pipeline to raise the capacity of the existing twin pipeline from Iraq's Kirkuk oilfields to the Mediterranean port of Ceyhan, a senior pipeline official said.

"A third pipeline which will run parallel to the existing ones will be built to increase the overall capacity to 120 million tons a year," said Mustafa Murathan, general manager of the state pipeline concern Botaş.

"But the plan is yet at a preliminary stage," he told reporters late on

Wednesday. He did not give other details. The existing 986-km (613-mile) twin pipeline, which had remained shut until December because of a U.N. trade embargo placed on Iraq after its invasion of Kuwait in 1990, has an annual capacity of 80 million tons, or 1.6 million barrels per day.

Iraq, which pumped out about one-third of its oil exports through the line before the embargo, resumed limited oil exports worth \$2 billion in December for six months under a U.N.-monitored scheme to buy food and medicine for its people.

eral projects which aimed at increasing trade with Iraq, such as Turkey's effort to try to obtain a permission from the U.N. Security Council to allow it to buy Iraqi oil and sell food to Iraq apart from the oil-for-food deal.

Under the deal, Turkey has a contract to lift 75,000 barrels per day of Iraqi crude. Ankara is also selling to Baghdad under the pact, pulses and vegetable oil.

The Turkish minister said he agreed with

Iraqi officials to open an new border point in addition to the existing one to ease cross-border truck traffic between the two countries. Tunç said on Tuesday his country wanted to raise volume of trade between the two countries to their pre-Gulf War levels which were four to five billion dollars.

Iraq was Turkey's top crude oil supplier and third largest trade partner before the 1990-91 Gulf crisis over Kuwait.

Turkish Daily News Friday, April 4, 1997

US delegation visits N. Iraq

Ankara- Turkish Daily News

■ A delegation consisting of top officials from the U.S. State Department has visited northern

Iraq for talks with the leaders of the two rival Kurdish groups, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

The delegation headed by David Welch of the State Department, a leading figure in the Middle East Division, met with Onur Öymen, undersecretary of the Foreign Ministry on Wednesday. Following the talks in northern Iraq, the delegation is expected to hold further discussions in Ankara a few days later.

Whose report is this?

Turkish Daily News Friday, April 4, 1997

M. AKİF BEKİ

Istanbul- Turkish Daily News

■ A debate has been raging over the controversial report by the parliamentary investigation commission, which disappointed many social and political circles while satisfying others. Delivered to the parliament speaker's office on Thursday, the so-called "Susurluk" investigation commission's report confirms the existence of gangs backed by state security officials and many politicians, but at the same time rejects allegations that many crime organizations were founded by the state itself. The commission completed its report after a four-month investigation into the road accident in Susurluk province on Nov. 3 last year, which revealed links between the underground world, politicians, and the state security organizations including the special operations team, police, National Intelligence Service (MIT), and the Gendarmerie Intelligence Service (JITEM).

Summarizing more than 100,000 documents and interviews with 57 people involved in the case, the most critical part of the commission report is its section on results and proposals. Critiques have also been concentrated on the same part due to expectations that the commission finally should suggest to the Parliament to start a process on restructuring the state, which is allegedly involved in the illegal activities. The Parliament also should purify itself of the existence of those who used their parliamentary identity to cooperate with and secure the gang members.

But the report shows that eventually neither the political extensions of gangs — 13 have been officially revealed throughout the process since the Susurluk accident — nor the "black connections" between the underground world and the state establishments will completely be able to be determined and clarified.

This is why a publishing house has opened a reactionary campaign under the name "You Write Your Report," while many magazines also are printing alternative reports inspired by the ANAP deputies represented on the investigation commission, who declared that they will prepare an alternative one. The Scala Publishing House has gathered the most important minutes of the commission meeting within a book titled "Susurluk Documents" which was published just one day before the commission report was released. Synchronous with this unprecedented book publishing, the Scala publishing house called on the public to write their own reports by themselves, considering the original documents presented by the book.

The 625 page book was prepared for publication by journalist Veli Özdemir, who didn't reveal how he was able to provide all the texts of the original documents. "But we still think we might print the story of this book in another study," said the editor of the publishing house to the TDN.

In short, it is seen that the gang storm will continue to cause outrage in domestic balances for the next term even after the report which was expected to end the debates.

Turkish Daily News Friday, April 4, 1997

French FM brings fresh EU breeze to Ankara

Foreign Minister de Charette says his country has no doubts about Turkey's place in Europe but lists criteria that have to be satisfied first

Ankara- Turkish Daily News

■ French Foreign Minister Herve de Charette swept through the Turkish capital on Thursday spreading political largesse by assuring Turks of

their place in the European sun and drawing a soothing perspective for Ankara in terms of its bid for eventual EU membership.

Meeting with a large list of Turkish dignitaries from President Süleyman Demirel and the Chief of General Staff to Democratic Left Party

leader Bülent Ecevit, de Charette was keen to repeatedly underline the great importance Turkey held for his country and for Europe.

De Charette's remarks were music to the ears of Turkish officials and politicians who are still smarting from being

bluntly rebuffed by Europe's Christian Democrats — lead by Germany's Chancellor — and from Bonn's efforts to deflate Turkish EU expectations.

"There is a distinct difference in approach between the German and French foreign ministers," one senior official told the Turkish Daily News. "The former puts his position in a nutshell and is not prepared to say anything more, whereas the latter is ready to discuss and elaborate on issues with a much more positive approach" he added.

Another official added that de Charette was not saying anything different from German Foreign Minister Klaus Kinkel, whose position was that there are major hurdles ahead of Turkey on its EU path.

"But the manner in which this is put by the two men is discernibly different," he said.

Received by President Demirel hours after he arrived in Ankara on Wednesday evening, the Presidential Press Office cited de Charette as saying that Turkey was the central pillar of regional balances and as such a country that always made its weight felt. De Charette was reported as telling President Süleyman Demirel that France's position was absolutely clear on the subject of the kind of new and larger Europe that should be established.

"As France we have no doubts whatsoever when we say that Turkey's place is in this grand European project," de Charette was reported as saying.

In stark response to the position taken by European Christian Democrats, de Charette said their vision of Europe was not one based on religious or cultural criteria but on purely secular criteria.

De Charette was reported by the Presidential Press Office as also underlining the great importance given by France to its bilateral relations with Turkey and to the developing of these ties in every field possible.

These sentiments were repeated by the French foreign minister when he met his Turkish counterpart Tansu Çiller on Wednesday evening and other Turkish officials and politicians on Thursday. During their meeting Çiller told de Charette that "France had gained a special place in Turkish hearts because of its support for Turkey in Europe."

"President Jacques Chirac has seen the unit-

ing of all cultures in the growing Europe, and under the umbrella of democracy, as a process of peace for Europe," Çiller said. Foreign Minister de Charette said that Turkey's place in Europe had been discussed by EU ministers during their recent informal meeting in Apeldoorn.

He said they believed that Turkey was in a position to contribute to the reconstruction of Europe, adding that France would work to convince those in the EU who may have doubts on this score.

De Charette started his contacts on Thursday morning by having breakfast with the Chief of General Staff General İsmail Hakkı Karadayı.

After paying his respects at Atatürk's Mausoleum, de Charette was received by the Speaker of the Turkish Parliament Mustafa Kalemli.

While in the Turkish Parliament de Charette also had talks with main opposition Motherland Party (ANAP) leader Mesut Yılmaz and the leader of the Democratic Left Party Bülent Ecevit. De Charette also met with members of the Turkish Parliament's Foreign Relations Committee.

De Charette was received by Prime Minister Necmettin Erbakan late in the afternoon shortly before he departed from Ankara. Holding a press conference before meeting with Erbakan, de Charette once again dismissed religion as a criterion for EU membership.

He said the objective criteria within this framework were political and economic. Among these he included the rights of ethnic minorities and relations with neighboring nations. De Charette said, "To become a European there are specific conditions that should be followed and these conditions apply the same for everyone."

Noting that there are four million Muslims living in France, de Charette pointed out that France greatly values its statutes as a secular country.

De Charette responded to a reporter's question on the reason for his visit to the Chief of General Staff by saying that he always meets with a country's "personalities that have taken on political and institutional responsibility" during official visits.

Libération / vendredi, 4 avril 1997

Charette salue la vocation européenne de la Turquie

La Turquie a une «vocation européenne», ce qui ne signifie pas une prochaine adhésion à l'Union européenne, a déclaré en substance, hier à Ankara, le chef de la diplomatie françai-

se, Hervé de Charette. Chaque pays candidat à l'UE, a-t-il rappelé, devra satisfaire à un certain nombre de critères «qui sont les mêmes pour tous», selon le ministre, qui a précisé: «Il n'y a pas de critères religieux. Il ne faut pas nécessairement être chrétien pour adhérer à l'UE.»

Anti-Secularism Eclipses Kurdish Insurgency as Turkish Army's No. 1 Concern

By Kelly Couturier

Special to The Washington Post

Saturday, April 5 1997; Page A22

The Washington Post

A senior Turkish general said today that combating anti-secular Islamic forces has become the military's top priority, more pressing even than the fight against Kurdish separatists.

The comments from the deputy chief of general staff, Gen. Cevik Bir, strongly indicated that the army -- the traditional guarantor of the secular state founded by Mustafa Kemal Atatürk 73 years ago -- has no intention of backing down in its current standoff with the Islamic leaders who head Turkey's government.

"As the military, we have given first priority to getting rid of anti-secular movements, which are even trying to infiltrate the army," Bir, one of the military's most outspoken and influential leaders, said in an interview at general staff headquarters.

In identifying the "anti-secular threat" as more serious than a Kurdish separatist insurgency that has preoccupied the armed forces for more than 12 years, Bir gave voice to the anxiety felt by many in the secular establishment here that the rise of the pro-Islamic Welfare Party has eroded the country's secular laws, traditions and identity.

Prime Minister Necmettin Erbakan, the party's leader, came to office as head of a coalition government last June, becoming modern Turkey's first conservative Islamic prime minister and shocking the ardently secular politicians who, with army backing, have run the country for decades.

Against that background, the military-dominated National Security Council last month handed Erbakan a series of measures it said the government should carry out to thwart what many see as the spread of

Islamic radicalism and a growing number of inroads against Turkey's secular tradition.

"These measures were agreed to by all members of the Security Council," and must be carried out, he said. "Otherwise, it will negatively affect the future of this country."

The directives included a ban on broadcast propaganda for sharia, the Islamic legal code; continued restrictions on religious dress such as head scarves, and steps to stem the growth of religious-training junior high and high schools. Other measures sought by the council were tighter surveillance of religion-based financial organizations and firmer controls on the purchase of pump-action shotguns that reportedly were being stockpiled by Islamic radicals. The directives were issued after the Welfare Party, which came to power in a coalition with the pro-secular True Path Party, began pushing a more Islamic-oriented agenda early this year. It advocated, for example, relaxing of the dress code that prohibits women from wearing Islamic head scarves in public buildings.

Bir laid down no deadline for implementation of the anti-fundamentalist measures. But he added, "The later it gets, the more trouble there is for us."

Erbakan signed the list of directives after they were issued, but he has since dragged his feet on implementation. Other party members have voiced heated opposition to some of the measures, particularly one designed to reduce the number of junior and senior high schools geared toward Islamic training.

Analysts have depicted Erbakan, a 30-year veteran in Turkish politics, as walking a tightrope, not wanting to raise the wrath of the military on the one hand, and not wanting to alienate his grass-roots support by implementing the anti-fundamentalist measures.

But the military is determined to see the measures implemented and expects action on the directives by the time the Security Council meets later this month, a senior government adviser said.

Bir ruled out an armed intervention by the military, which has assumed power three times since 1960. "We know that military coups have brought negative results," he said.

"We do believe that with pressure from democratic

institutions, including our parliament and political parties," the Security Council decisions will be expedited, he added.

© Copyright 1997 The Washington Post Company

Turkish Daily News SATURDAY, APRIL 5, 1997

Only 12 persons were involved?

■ The parliamentary investigative commission looking into "state gangs" or the so-called "mafia-police-politician triangle" exposed by a traffic accident which occurred in Susurluk on Nov. 3, 1996, referred, in its report — the work of four months — to only 12 names connected to former Interior Minister Mehmet Ağar.

The report has failed even to reflect fully upon incidents in which that gang had been implicated. For example, the kidnapping of the owner of the Yaprak TV station has been completely omitted by the report, though this incident has received considerable public attention.

The report gives no detailed information on issues such as money laundering, the serial killings of Kurdish-origin businessmen in a crime wave which was believed to have political connections, and Turkish intelligence officials' role in massacre suspect Abdullah Çatlı's escape from a Swiss prison and his secret transfer to Turkey.

Under the circumstances it is not surprising that the report is largely unsatisfactory. The 310-page "supplements" appended to the 22-page commission report, on the other hand, contained some highly significant information. Meanwhile, thousands of documents gathered by the commission from various sources and the transcripts of testimony given by the 57 persons heard by the commission, could not be attached to the commission report and have been delivered to the parliament speaker's office.

Specific accusations made by the commission

The report makes pointed accusations against a number of persons which can be summed up in the following manner:

It has been determined that some of the weapons and bullets found in the car which crashed in Susurluk — of a

The commission, created to look into relations between the 'state' and 'gangs,' gathered thousands of documents but failed to refer in its report to either the 'Yüksekova Gang' or the 'Sakarya Gang,' leaving out even the kidnapping of Mehmet Ali Yaprak, owner of Yaprak TV

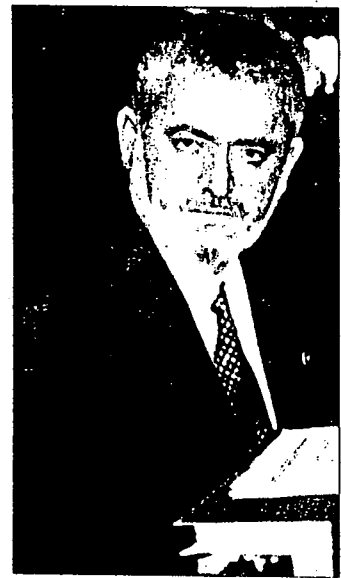
KEMAL BALCI
Ankara-TIN Parliament Bureau

serious quality and quantity and of the kind that could be used for assassinations and discreet murder — were registered as General Directorate of Security issue. The general directorate failed to give a satisfactory explanation when the commission asked how and why these weapons and bullets found their way into the car.

The commission believes that the persons traveling in the Mercedes had received the weapons and the documents — which said that the bearers were authorized to carry weapons and that the police force should try to facilitate their work — thanks to instructions from Mehmet Ağar, who was director general of security at the time and by İbrahim Şahin, then the acting head of the Special Operations Department.

It is understood that the gun permits and the green (privileged) passports in the name of Yaşar Öz and Mehmet Özbay (whose real name was Abdullah Çatlı) were also issued in line with instructions given by Ağar during his post as director general of security. These documents enabled many fugitives who were known to have taken part in numerous illegal acts to carry weapons and to leave and return to the country easily. In other words, these persons were granted many privileges with these documents.

When Special Team members implicated in the assassination of casino king Ömer Lütfü Topal — namely, A.



DEJECTED: Mehmet Elkatmış, the head of the Parliamentary Commission on the "Susurluk Scandal" looking sullen during his press conference on Friday.

Çarkın, E. Ersoy and O. Yorulmaz — were detained as suspects, True Path Party (DYP) Şanlıurfa Deputy Sedat Bucak attempted to have these persons released and tried to prevent the expansion of the inquiry. In line with instructions from Ağar (currently a DYP deputy), Şahin, the acting head of the Special Operations Department who is responsible for the Special Team, went from Ankara to Istanbul, and the three were swiftly transferred from the Istanbul Security Directorate to the Ankara Security Directorate where they were interrogated and released illegally after only a superficial investigation.

Persons who in the state's security reports are referred to as having links with the mafia, have been appointed at times to most important posts, and even to ministerial positions. (In the unedited original version of the commission report this sentence ended in the follow-

ing manner: "... even made interior minister.") According to information received from Resurrection Party (YDP) leader Hasan Celal Güzel, a former Prime Ministry undersecretary, these appointments were made deliberately and in some cases ministers implicated in irregularities were switched to other ministerial positions. (In the unedited draft Sudi Türel's name was mentioned as one of these ministers).

The 12 names

Abdullah Çatlı, whose involvement in the assassination of Topal has been determined on the basis of substantial evidence, the casino king's business partners Sami Hoştan and Ali Fevzi Bir (who were, along with the above-mentioned Special Team members, detained as suspects following Topal's death) and Deputy Sedat Bucak and his guards all had known one another for quite some time. They used to meet frequently. All of these individuals were familiar with, and in fact had links with, Ağar and Şahin.

Around the time the Topal murder was committed, Çatlı, Bucak, Hoştan, Bir and Bucak's guards (Mustafa Altınok, Enver Ulu, Ömer Kaplan, Ayhan Çarkın, E. Ersoy and Ögüz Yorulmaz) came together at Bucak's house in Siverek-Şanlıurfa — as they had done during the days which preceded the murder and again after the murder. Their having such an intense round of talks, displaying togetherness and solidarity around that event leads to the conclusion that they must have acted with a specific purpose in mind. Mehmet Eymür, head of the anti-terrorism department of the National Intelligence Organization

(MIT), who was convinced that "MIT informer" Tank Ümit had been abducted and interrogated by Çatlı and his men, expressed his conviction to Ağar (then director general of security) and to Şahin (then acting director of the Special Operations Department) citing names. Ağar's and Şahin's reaction to Eymür's words indicated they had information about Çatlı's involvement in Ümit's disappearance, and Çatlı's activities with the other people named.

Considering all these testimonies and documents, the persons (Ağar and Bucak) against whom the Istanbul State Security Court prosecutor's office has drawn a report (in an effort to have their legislative immunity lifted) and the persons against whom an indictment has been drafted and charges have been brought, have been implicated together in all of these incidents. The commission believes that this unity and togetherness was not a coincidence, that the policemen in question were not assigned (to Bucak) only as guards, that those in question had been gathered together deliberately for a specific purpose, that persons wanted by the police for various crimes (gambling house operators, certain administrators, politicians and some policemen who are members of the Special Team) came together to form an organization to commit crimes, or joined an organization of that type which had already existed.

Elkatmış: 'PM of the time responsible'

Chairman of the Susurluk Commission Mehmet Elkatmış of the Welfare Party (RP) held a press con-

ference to disclose the commission report, saying that the "prime minister of the time" had been responsible for the gang relationships extending from Ağar to Çatlı.

Saying, "There should be no state secret hidden from Parliament," Elkatmış complained that the commission was denied access to a significant amount of information on the grounds that these were "state secrets" or "commercial secrets." Elkatmış said that six of the nine commission members opposed the assessments made in the conclusion portion of the report, that opposition members were expressing reservations while two DYP members approved on the whole of the report.

Elkatmış noted that the crimes committed by the gang had taken place in 1995, therefore Tansu Çiller had a political responsibility as the prime minister of the time. He said that Ağar, on the other hand, had shifted responsibility to the National Security Council (MGK) as well by telling the commission, "I did everything in the framework of the MGK decisions."

The commission chairman said that in the report they referred to the "political responsibility" issue by saying, "Persons who been the subject of an MIT report have been given the highest posts," and that these specific individuals and the particular posts should be investigated. The RP did not owe anything to anyone, he said, and the commission had decided against hearing Deputy Prime Minister Tansu Çiller and her husband Özer Çiller due to being pressed for time. He said they had done their duty and that he had a clear conscience.

Gamk / 5-6 avril 1997

M. de Charette rassure la Turquie

Le ministre français des affaires étrangères, M. Hervé de Charette, a tenu à assurer les autorités turques, jeudi lors de sa visite à Ankara, qu'elles pouvaient trouver en la France un partisan de leur entrée dans l'Union européenne. Des engagements rassurants pour son homologue turque, Mme Tansu Çiller, comme pour le président Suleyman Demirel, à qui il a affirmé que la "vocation européenne de la Turquie ne fait aucun doute"; il rectifiait ainsi le tir après le congrès de l'Union des

chrétiens démocrates européens, le mois dernier, au cours duquel plusieurs responsables européens avaient manifesté leur intention de renvoyer aux calendes grecques l'adhésion de la Turquie. Autant dire que M. de Charette a eu droit à un accueil nettement plus chaleureux que quelques jours plus tôt son homologue allemand, Klaus Kinkel (voir page 4), dont les conditions posées à l'entrée de la Turquie en Europe ont quelque peu refroidi les relations entre Bonn et Ankara. M. de Charette

a cependant tenu à souligner qu'il était "temps que les candidats à l'Union européenne, comme la Turquie, prennent les mesures qui s'imposent pour mériter l'adhésion". La Turquie devrait présenter sa nouvelle demande d'adhésion en juin à Amsterdam, mais il est peu probable qu'elle ait réussi d'ici là à se mettre en conformité avec les normes démocratiques exigées par les Européens. Du moins M. de Charette, dans un souci de désamorcer les menaces de veto d'Ankara dans le cadre de l'OTAN, a-



M. de Charette

(Photo : Krikor Djirdjirian)

Il est tenu à dissiper certains "malentendus" quant à l'identité résolument non-européenne de la Turquie, suscités notamment par cer-

taines déclarations du chancelier allemand Helmut Kohl; il a affirmé en effet que pour la France, l'élargissement de l'Union européenne ne s'arrêtera en aucune manière à des considérations d'ordre religieux ou culturel.

Avant de visiter Ankara, le chef de la diplomatie française se trouvait à Bakou et à Erévan, dans le cadre des efforts français en vue du règlement du conflit du Haut Karabagh. Le problème aurait été évoqué par M. de Charette lors de ses entretiens avec ses interlocuteurs turcs, auxquels il aurait fait part d'un certain optimisme concernant le règlement du conflit. Même si le couplage des étapes transcaucasiennes et turque par M;

de Charette ne saurait présumer d'une volonté française d'associer plus étroitement la Turquie au règlement du conflit, il est intéressant de souligner qu'au même moment, un porte-parole du ministère arménien des affaires étrangères dénonçait les efforts de Bakou en vue de réduire le rôle de la Russie dans le règlement du conflit du Haut Karabagh. Concernant la visite de M. de Charette, le porte-parole du ministère arménien avait indiqué que la France était favorable à des contacts directs entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, associant à un "niveau approprié" le Haut Karabagh, auquel elle suggérerait par ailleurs que soit accordé un statut de large autonomie.

•Le Monde - 6 avril 1997 •Le Monde - 6 avril 1997

Alpaslan Turkes, le « Führer du panturquisme », est mort

LE CHEF du Parti turc d'action nationaliste (MHP, ultra-nationaliste), Alpaslan Turkes, est décédé dans la nuit du vendredi 4 au samedi 5 avril, au centre médical de Bayindir à Ankara, où il avait été admis après une crise cardiaque, selon la direction de son parti. Agé de quatre-vingts ans, Alpaslan Turkes était arrivé à Ankara vendredi soir, après avoir pris part à un congrès régional de son parti à Amasya (nord). Hospitalisé à 22 h 15, il est décédé dans la salle de réanimation une demi-heure plus tard. « C'est une personnalité historique », a déclaré le vice-premier ministre et ministre turc des affaires étrangères Tansu Ciller, qui s'est rendue au centre médical de Bayindir.

Né à Nicosie en 1917, Alpaslan Turkes entre dans l'armée turque en

1938 après des études à l'école de guerre. Jeune officier chargé de la propagande, il comparait en 1944 devant la justice pour « activités racistes », tandis qu'un rapport établi par la Gestapo le décrit comme « le Führer du panturquisme ». Il fait son entrée en politique dans les années 60, avec pour thème favori la lutte contre le communisme et la libération des turcophones vivant sous le régime soviétique. Il prend part au coup d'Etat militaire de 1960 qui voit la pendaison du premier ministre de l'époque, Adnan Menderes, et de ses deux adjoints. Elu député en 1965 sur les listes du petit Parti républicain paysan (droite), il en devient le président un peu plus tard et le rebaptise Parti d'action nationaliste (MHP). En 1975, lorsque Suleyman Demirel constitue son gouverne-

ment, il doit composer avec le MHP. Alpaslan Turkes est alors nommé vice-premier ministre en charge de la police, l'éducation et l'administration.

COMBATS DE RUE

« Nous devons exterminer les Kurdes, les Arméniens, les Arabes, les juifs », profère-t-il à Berlin devant 2 000 militants galvanisés par sa présence. Les partisans de son parti – les « idéalistes » ou « Loups gris » – sont alors engagés dans de violents combats de rue avec les militants d'extrême gauche. Le bain de sang (environ 5 000 morts) qui en résulte contraint les militaires au coup d'Etat de 1980. Le *Basbug* (le chef) du MHP est alors arrêté. « Je ne comprend pas, dit-il lors de son arrestation, notre idéologie est arri-

vée au pouvoir et on me jette en prison. » Il y passe quatre ans et demi mais ne reprendra ses activités politiques qu'en 1987, après la levée de l'interdiction d'une quinzaine de partis.

Si sa formation connaît un regain d'activité après la dissolution de l'URSS en 1991, les Loups gris s'étant bien implantés en Transcaucasie, notamment en Azerbaïdjan, le MHP ne remporte aucun siège à l'Assemblée nationale issue des élections de décembre 1995. La mort du *Basbug* intervient au moment où l'existence de liens entre l'extrême droite et les partis conservateurs laïques – notamment avec le parti de la juste voie (DYP) de Tansu Ciller – sont de plus en plus souvent évoqués.

Marie Jégo

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, APRIL 7, 1997

Turkey's Ciller Sees Her Political Capital Vanish

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — When Tansu Ciller became prime minister of Turkey in 1993, millions of Turks joined Western leaders in rejoicing.

She seemed the ideal figure to lead her country toward the next century; an

English-speaking economist, a woman in a Muslim country, and a dedicated secularist in a region where fundamentalism was making steady gains.

Much has changed in four years. Today, Mrs. Ciller is foreign minister and a leading member of a coalition government headed by a Muslim-

based party. Many Turkish political leaders accuse her of forging the alliance to shield herself from inquiries into her personal finances.

"They haven't formed a government partnership but a partnership in crime," asserted Mesut Yilmaz, the main opposition leader. Mr. Yilmaz was prime minister in a short-lived

coalition with Mrs. Ciller that fell apart last spring after he indicated he would support an investigation of the charges against her.

Parliamentary investigators, leading political figures, and Turkish newspapers have been examining how Mrs. Ciller and her husband, Ozer Ciller, became multimillionaires. They have raised questions about her statement that she inherited more than \$1 million in cash and gold from her mother, a woman whose former neighbors have described as a penniless pensioner.

Mrs. Ciller's critics have also examined the purchase of \$1.5 million in properties in New Hampshire by an American company headed by her husband. They assert that Mr. and Mrs. Ciller enriched themselves through illicit use of government funds in her years as prime minister from 1993 to 1996.

Some opposition figures have even suggested that Mrs. Ciller once held American citizenship, which if true could complicate her political position here. They have sued in federal court in New York to obtain her passport records.

Mrs. Ciller has denied any wrongdoing. Tim Platt, her New Hampshire lawyer, said she has never held an American passport or been an American citizen. Mr. Platt also said that her

investments in the United States comply fully with American law.

Some aspects of Mrs. Ciller's rise to the status of a multimillionaire, however, remain unclear. She has said, for example, that some of her wealth stems from wise investment of the \$1.1 million inheritance from her mother, who died in 1995.

But neighbors of Muazzez Ciller said last week that she had lived near poverty in a shabby Istanbul apartment, and doubted that she could have left such a substantial sum.

Questions about the finances of Mrs. Ciller were of little interest outside Turkey until June, when she astonished many world leaders by agreeing to join in a coalition government with the Islamic-oriented Welfare Party. Until then, she had bitterly attacked Welfare calling it a fundamentalist threat and vowing never to cooperate with it.

Under the coalition agreement, the Welfare Party leader, Necmettin Erbakan, became prime minister and Mrs. Ciller became deputy prime minister and foreign minister.

After the alliance was sealed, Mr. Erbakan's supporters in Parliament helped Mrs. Ciller defeat a series of proposals, some of which they themselves had filed while in opposition, that would have referred questions about her wealth to the Supreme Court.

This angered critics to assert that a

deal has been struck under which Mrs. Ciller keeps the Welfare Party in power and, in exchange, it protects her against judicial investigation.

Charges of corruption and abuse of power began to swirl around Mrs. Ciller as she ended her term as prime minister. In recent months, the charges have become a major topic of public discussion. This year, Mrs. Ciller has faced a series of parliamentary votes on charges that she illicitly diverted funds from several government-owned companies, including an electric utility, an auto manufacturer, and a hotel chain.

Mrs. Ciller agreed to an interview in February to discuss the charges against her, but canceled it moments after Parliament voted, 270-263, not to send charges against her to the Supreme Court. Afterward, her office provided a statement that said:

"The parliamentary commission conducted an extensive inquiry into Mrs. Ciller's finances, releasing publicly numerous confidential tax returns and financial documents which she provided voluntarily. The commission issued a report of over 300 pages and cleared her of any improprieties. The Parliament has confirmed that finding and the matter is now closed."

Under Turkish law, Parliament cannot reopen any investigation within one year after it has been closed.



washingtonpost.com

Tiny Island a Haven for Some Kurds

By ERIC TALMADGE
Associated Press Writer
Monday, April 7, 1997 3:10 am EDT

ANDERSEN AIR FORCE BASE, Guam (AP) -- Jamil Khalil Samin sat outside a sun-bleached concrete building that until recently housed U.S. military officers. He smiled at a group of Kurdish children playing in the street.

Before coming to Guam from Iraq, he saw a lot of suffering, Samin said. He tried to do something about it, using his skills as a civil engineer to rebuild what Saddam Hussein's forces ruined.

That, however, put him in a delicate political position. By helping strengthen the Kurds, Samin also was helping the United States weaken Saddam's hold in

northern Iraq.

As far as Saddam was concerned, he was a spy -- a charge Samin denies, although he makes no secret of his dislike for Saddam. So when Saddam's troops regained strength in the north last year, Samin's life was in danger.

But like 6,600 other asylum-seekers, Samin and his family made it to the Turkish border and then to this military outpost in the western Pacific in one of the biggest evacuations of threatened U.S. allies in recent years.

Now they wait -- in transit to a new life in America -- on a tightly secured corner of this tropical island, away from the beaches and swarms of sunbathing Japanese tourists at its far end. Many still wear the baggy clothes of their homeland. Men sit chatting under palm trees, rubbing prayer beads between their fingers.

The asylum-seekers are mostly Kurds who worked directly for U.S. interests and international humanitarian groups in Iraq or were members of dissident groups, including the CIA-aided Iraqi National Congress.

"They're being granted asylum because if Saddam got his hands on them, he would kill them, no doubt about it," said Col. Frank Hicks, who came to Guam with nearly 400 U.S. Marines from Okinawa to run a temporary overflow camp.

Along with shelter, the Kurds have been provided with food, medical care, English lessons for those who want them and a weekly newspaper with articles in Arabic introducing American culture and history.

Five times a day, their makeshift mosque -- half of which is just a camouflage-colored tent over a dusty plank floor -- fills to overflowing. A wooden signpost outside points to Mecca.

Though safe, the Kurds are by no means free.

Fences surround their complex and all gates are watched round the clock by military guards.

Guam, which has a population of about 150,000, was chosen in part because of its isolated location -- 1,580

miles east of Tokyo and 3,790 miles west of Hawaii. The island, one-third of which is covered by U.S. bases, was a major staging area for the evacuation of Americans after the Vietnam War.

Rear Adm. Martin Janczak, head of the U.S. naval forces in the Marianas Islands, said that before being flown here, all Kurds were checked by FBI and immigration officials at the initial evacuation camp in Turkey to make sure their need for asylum was valid. More than half have already been sent on to the United States, many to sponsors awaiting them in Tennessee or Virginia, where there are established Kurd communities. Janczak expects the last batch to be gone in a few weeks.

Many of the Kurds are in Guam with their families, and many are young married couples. Since the first wave arrived in September, 58 babies have been born in the compound. All babies born on Guam are automatically U.S. citizens.

Ron Munia, field director with the Department of Health and Human Services' Office of Refugee Resettlement, said the outlook for the Kurds in America is good because they have a high education level and include a large number of technicians and other specialists with marketable skills.

He added that it is America's obligation to give them the chance.

"If we go in and do our Desert Storm and get their assistance but don't help them when the Iraqi army comes, the message will be clear," Munia said.

"Getting people to help us will be extremely difficult in the future."

Some older men, however, expressed fear of what might lie ahead in America -- a country whose culture and mores they often find confusing and frightening.

"We must just try to maintain our ways," said an old man who asked that his name not be used for fear of reprisals against his family in Iraq. "There are things about America we might not like, but we must get used to it."

For the younger Kurds, such concerns are secondary.

"I have never felt so safe before," said Bayan Surdashy, a 21-year-old interpreter who is heading for Alexandria, Va. "I hear it is very beautiful there."

Iraqi Kurdish groups concerned about implementation of Ankara process

Disagreement over specification of key Kurdish areas overshadows discussions between KDP and Baghdad.

SAADET ORUÇ

Ankara - Turkish Daily News

■ As the United States tries to bring the representatives of the two rival Kurdish groups, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) together in Ankara, the groups are reportedly worried about the ability of the U.S., British and Turkish-sponsored process to bring peace and stability to northern Iraq. Local Kurdish sources, speaking to the Turkish Daily News, criticised both the United States and Britain for doing nothing to speed up the peace process. At the weekly meeting of the Supervisory Peace Monitoring Group (SPMG) to be held on Monday the parties will reportedly express their concerns. The release of prisoners and the working of the Peace Monitoring Force will also be under discussion.

Specification of Kurdish areas

Sources have informed the TDN that discussions between the KDP and the central Iraqi government are full of disagreements. "The specification of Kurdish areas in the region is the main problem, with the key areas of Sinjar, Kirkuk and Haneqin prominent in the discussions," said the local source, adding that KDP delegations visiting the Egyptian, Iranian and Syrian capitals over the last few weeks had emphasized their commitment to the integration of Iraq.

Concrete steps

The recent visit by Acting Assistant Secretary for

Near Eastern Affairs David Welch and Director of the Office of Northern Gulf Affairs Robert Deutsch to northern Iraq reportedly took place to persuade the KDP to stick with the Ankara process. "This is the highest level visit by the United States to the region. But I do not think it's a good idea to put pressure on the KDP. The Ankara peace process needs concrete steps," the Ankara PUK representative Shazad Saib said on Sunday. After a series of mysterious assassinations of senior KDP officials, the KDP announced they would not attend any further meetings until investigations into the incidents have been completed.

Although the KDP is still attending the SPMG meetings, they have avoided other gatherings. Massoud Barzani, the leader of the KDP, refuses to meet with his PUK counterpart Jalal Talabani. An alternative high-level meeting in the absence of the two leaders has been suggested between Kosrad Rasul of the PUK and the KDP's Nechirvan Barzani. However, Rasul is seen by the KDP as the figure behind the assassinations. According to local sources close to the KDP, "the Supreme Court, which is known to be under the control of the PUK, approved Rasul's involvement in the bombing in Zakho which resulted in the deaths of 95 people two years ago."

It has also been discovered that the Iraqi government condemned the recent U.S. visit, claiming it was "an interference in the internal affairs of the region." The delegation, which returned to Ankara on Friday, met with Safeen Dizayee and officials from the Foreign Ministry on Saturday.

'Saddam's presence is the fault of the US'

Kurdish sources close to both the KDP and the PUK criticized U.S. policy on northern Iraq fol-

lowing the recent "strict" statement on Iraq by Madeleine Albright, the U.S. Secretary of State. "The United States has had no clear position since 1991. The main gathering of the Iraqi opposition, the Iraqi National Congress (INC) got no clear backing from the United States," said one Iraqi Kurdish politician. Another expert commented "the embargo must continue for the sake of the oil markets," adding that the United States was avoiding making any commitment to the Iraqi people. "If the United States encouraged the Iraqi people to remove Saddam by promising to lift the embargo, it would confirm its commitment. But I do not think the embargo will be lifted, even if Saddam goes. Saddam's presence is the fault of the United States," he said.

On March 25, Albright gave a speech on U.S. policy toward Iraq at Georgetown University. "While Iraq's lawless policies are failing, our policies of law and firmness are working. As long as the apparatus of sanctions, enforcement, inspections and monitoring is in place, Iraq will remain trapped within a strategic box, unable to successfully threaten its neighbors and unable to realize the grandiose ambitions of its ignoble leader... until Iraq becomes a pillar of peace and stability in the region, we must and will maintain our watch," said Albright summarizing the future of Iraq.

Saddam to remain in power

Sources discussing the possible removal of Saddam say, "Even though the former British military discipline of the Iraqi army has changed and become similar to the Iranian Republican guards, the authority and power of Saddam still continue, despite all the demoralizations and weaknesses." According to news reports from Iraq, some circles in the Iraqi army are very disturbed by Saddam's one-man rule.

Turkish Daily News Monday, April 7, 1997

Anti-secularism replaced PKK as Turkish Army's top worry: Post

Gen. Bir: "Military coups have brought negative results"

Washington-Turkish Daily News

■ Anti-secularism has become a worse problem for the Turkish military than "Kurdish insurgency," according to a Washington Post story filed by Kelly Couturier filed from Ankara.

Gen. Cevik Bir, deputy chief of general staff, is quoted saying "as the military, we have given first priority to getting rid of anti-secular movements, which are even trying to infiltrate the army." Concerning the dragged on implementation of the 18 articles presented to Prime Minister Necmettin Erbakan by National Security Council (MGK) on February 28, Bir said "the later it gets, the more trouble there is for us."

Although the military seemed determined to see the 18 measures implemented by Erbakan, Couturier noted that "Bir ruled out an armed intervention by the military, which has assumed power three times since 1960. 'We know that military coups have brought negative results,'" Bir reportedly said. "We do believe that with pressure from democratic institutions, including our parliament and political parties," the Security Council decisions will be expedited, Bir reportedly said.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● Le PDKI accuse Téhéran de vouloir empoisonner ses militants

BAGDAD, 7 avr (AFP) - Une formation kurde iranienne d'opposition a accusé lundi Téhéran de vouloir éliminer ses militants en les empoisonnant.

Dans un communiqué parvenu à l'AFP à Bagdad, le Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a affirmé que "plus de 60 de ses militants sont soignés dans les hôpitaux de Bagdad après avoir consommé des produits contenant du thallium".

Ce poison a été introduit dans un camp du PDKI à Souleimaniyeh, dans le nord-est de l'Irak, par des "agents iraniens", a affirmé le communiqué.

Le directeur de l'hôpital de Bagdad, le docteur Fawzi al Ani, a indiqué à la presse que les analyses avaient "confirmé l'existence de thallium".

Le PDKI, créé en 1945, est le plus ancien parti kurde. Il constitue avec le Komaleh (communiste) et les Moudjahidine du peuple, les principales formations d'opposition iranienne armée contre le régime de Téhéran depuis le territoire irakien.

En juillet dernier, plus deux mille soldats iraniens avaient pénétré dans le nord de l'Irak pour pourchasser les combattants du PDKI.

fch-hj/vr/hel

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

The New York Times / 8 avril 1997

Turkish Panel Links Killings To Authorities

It Says 2 Legislators Should Face Trial

By STEPHEN KINZER

ISTANBUL, Turkey, April 7 — A parliamentary commission investigating charges that the Turkish Government sponsored death squads and allowed gunmen to smuggle drugs and commit other crimes has recommended that two members of Parliament be stripped of their immunity and brought to trial.

The report said both men may have been leaders of a shadowy gang used by the Government in recent years to assassinate perceived enemies of the state.

One of them, Sedat Bucak, is chief of a pro-Government Kurdish militia that has been helping the army fight Kurdish rebels. The other, Mehmet Agar, was Interior Minister until shortly after the November car crash that brought the scandal to public light.

In the crash, a senior police official and a convicted heroin smuggler were both killed. Mr. Bucak, who was riding with them, was seriously injured. Pistols, silencers and other weapons were found in the wrecked car's trunk.

The new report said some of the weapons have been traced back to police agencies. It concluded that the men in the car were on their way to carry out "an illegal mission."

Prosecutors in Istanbul have been trying to bring Mr. Bucak and Mr. Agar to trial for two months, but say efforts to remove their immunity have been hindered by senior Government officials.

Mr. Bucak has denied any wrongdoing. Mr. Agar has asserted, "Those who work for the state have secrets they carry to their graves." Both men are members of the True Path Party and have maintained close ties to its leader, Foreign Minister Tansu Ciller. Mrs. Ciller was Prime Minister from 1993 to 1996, when many "mystery killings" took place.

At a news conference Friday at which the commission report was made public, the commission chairman, Mehmet Elkatmis, said Mrs. Ciller had to bear some responsibility for the crimes.

"There is dirty money, smuggling, terror and an international dimension," Mr. Elkatmis said. "People mentioned in security reports as having links to the mafia have been promoted to the most important positions. These people have even become ministers."

In presenting the report, Mr. Elkatmis said his commission, which deliberated for more than four months, had been denied access to many Government documents on the grounds that they contained state secrets or "commercial secrets."

"We could not prepare the report as we wished, because our authority was restricted," Mr. Elkatmis said.

Opposition members of the investigating commission refused to take part in its final meetings to protest what they said were gaping failures in its agenda. They were especially angered that the commission voted not to summon Mrs. Ciller or her husband, Ozer Ciller. Mrs. Ciller has in the past denied any wrongdoing.

Five of the nine commission mem-

bers were from Mrs. Ciller's party and its coalition partner, the Welfare Party, headed by Prime Minister Necmettin Erbakan.

The commission's investigation ground to an effective halt last month after it summoned the commander of the powerful rural police force known as the Gendarmerie. The commander, Gen. Teoman Koman, refused to appear. His refusal was taken as a sign that the military did not want the possible involvement of top officers in the scandal to be investigated.

A former Interior Minister, Mehmet Saglam, told the commission that the National Security Council, which is made up of top military and civilian leaders, had approved the use of extra-legal measures. "I took initiatives under decisions made by the Council," Mr. Saglam said.

The report said that the use of rightist gunmen to carry out killings on behalf of the Government began after the 1980 military coup, and that Kurdish nationalists were among the victims. It said the gunmen used their official connections to cover drug smuggling, money laundering and the killing of business rivals.

According to the report, the convicted smuggler killed in the November car crash, Abdullah Catli, held 13 passports in various names, all issued on orders from senior Government officials. Warrants for his arrest had been issued by Interpol and by the Turkish police, which suspected him of carrying out a 1978 massacre of seven leftist students in Ankara.

The report also said that village guards, who are used by the military as an auxiliary to help fight Kurdish rebels, have been involved in many crimes.

"The state's relations with village guards, dirty money and the drug trade should be thoroughly investigated," Mr. Elkatmis said.

Turkish Daily News Tuesday, April 8, 1997

KDPI claims: Iran poisons Kurdish refugees

Ankara- Turkish Daily News

■ The Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI) has claimed in a written statement that 60 Iranian Kurdish refugees in northern Iraq have been poisoned.

According to the statement, Iranian agents poisoned the Bazian camp in Sulaymaniah province. The KDPI said that Iranian authorities had threatened that if the KDPI failed to renounce its position in the Mykonos trial, the Iranians would strike at party bases in north-

ern Iraq.

The Mykonos trial, in which the top leadership of the Iranian Islamic Republic has been implicated in the alleged murder of KDPI leaders in 1992, has been going on in Germany for three years.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **Des centaines de milliers de personnes aux obsèques du leader ultra-nationaliste turc**

ANKARA, 8 avr (AFP) - Plusieurs centaines de milliers de personnes ont défilé mardi à Ankara derrière le cercueil du chef du Parti d'Action Nationaliste (MHP), Alpaslan Turkes, décédé vendredi soir d'une crise cardiaque, à l'âge de 80 ans.

D'importantes mesures de sécurité ont été mises en place, avec près de 8.000 policiers, dans Ankara pour ces obsèques retransmises en directes par des chaînes de télévision. Des rues de la ville avaient été interdites à la circulation pour le passage du cortège, surveillé également par des hélicoptères de la police.

Des milliers de militants et sympathisants du MHP étaient venus dès lundi à Ankara, en provenance d'autres villes du pays et d'Europe, en vue d'assister aux obsèques qui se sont déroulées sous une chute de neige et sans incident signalé en début d'après-midi.

Le président du parlement Mustafa Kalemli, le premier ministre Necmettin Erbakan, le ministre des Affaires étrangères Tansu Ciller ainsi que d'autres ministres et chef de partis politiques et députés ont assisté à cette cérémonie.

Le cercueil, enveloppé d'un drapeau turc, a été pris par des militants du MHP au centre médical de Bayindir, où le chef ultra-nationaliste est mort, pour le transporter au parlement pour une cérémonie officielle. Le cortège a mis près de deux heures pour parcourir les quatre kilomètres séparant Bayindir et le parlement.

Alpaslan Turkes avait été élu député en 1965, mais son parti n'était plus représenté au parlement depuis les législatives de décembre 1995, n'ayant pas dépassé la barre des 10% nécessaire pour entrer au parlement. Il jouissait toutefois d'un prestige politique significatif.

Des représentants de communautés et de pays turcophones d'Asie centrale et du Caucase étaient également présents aux obsèques de Turkes, qui prônait la création d'une union entre les Etats et communautés turcophones.

Le cercueil a été parfois porté à bout de bras par des militants de son parti, et slogans en l'honneur de Turkes et chants de lamentation accompagnaient la progression du cortège funéraire.

Une autre cérémonie a eu lieu devant le siège du MHP, où ses militants ont rendu un dernier hommage à Alpaslan Turkes, avant le service religieux à la mosquée de Kocatepe, dans le centre-ville.

Après la cérémonie religieuse, à laquelle a également assisté le chef de l'Etat Suleyman Demirel, le cercueil a été transporté en début

d'après-midi pour être inhumé dans un endroit spécialement préparé sous l'autorisation du Conseil des Ministres dans le quartier de Bestepe, à l'ouest d'Ankara, où il sera plus tard érigé un tombeau monumental.

Egalement leader de l'organisation de jeunesse "Loups Gris" de son parti, le chef du MHP était né à Nicosie (Chypre) en 1917. Diplômé de l'école de guerre en 1938, il avait comparu devant la justice pour "activités racistes" en 1944 alors qu'il était capitaine de l'armée de terre turque.

Les "Loups Gris" étaient impliqués dans le règlement de compte entre étudiants d'extrême-gauche et d'extrême-droite aux universités dans les années 70. Turkes leur avait cependant prôné la modération ces dernières années.

Vice-premier ministre de 1975 à 1978 des gouvernements de coalition de droite fondées par le premier ministre de l'époque Suleyman Demirel, aujourd'hui chef de l'Etat, Alpaslan Turkes avait été emprisonné pendant quatre ans et demi après le dernier coup d'Etat de 1980.

Auteur de plusieurs livres sur le nationalisme turc, Alpaslan Turkes figurait parmi les politiciens "faucons" face au Parti séparatiste des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui lutte pour un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie.

CE/AFP/ia tf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● Téhéran fait monter la pression sur Bonn à la veille d'un verdict crucial

par Christophe de ROQUEFEUIL

TEHERAN, 8 avr (AFP) - L'Iran a fait monter la pression sur l'Allemagne en annonçant des poursuites contre des firmes allemandes accusées d'avoir vendu des armes chimiques à l'Irak, à la veille d'un verdict crucial à Berlin pour l'avenir des relations entre les deux pays,

L'annonce d'un procès contre 24 sociétés allemandes soupçonnées d'avoir permis à Bagdad d'utiliser des gaz toxiques dans la guerre contre l'Iran (1980/88) faisait mardi les gros titres de la plupart des journaux iraniens.

Jomhuri-Islami (proche des intégristes) titre "Vingt-quatre firmes allemandes prochainement jugées à Téhéran", tout comme Hamchahri (proche des modérés) qui annonce "le jugement des

reponsables de 24 entreprises allemandes".

"L'Occident et l'Allemagne devront payer un lourd prix pour leurs offenses aux valeurs sacrées du peuple musulman d'Iran", écrit Keyhan, proche des milieux durs du régime, dans son éditorial.

Les diplomates à Téhéran observent toutefois qu'aucune date précise n'est donnée pour ce procès. Ils s'interrogent aussi sur la consistance d'un dossier d'accusation échaffaudé neuf ans après la fin de la guerre et sans liste précise des entreprises incriminées.

L'Iran a menacé à plusieurs reprises au cours des derniers mois de poursuivre en justice des firmes allemandes, laissant clairement entendre qu'il préparait des représailles au cas où le régime serait nommément mis en cause dans le verdict d'un procès pour terrorisme à Berlin.

Ce procès, dont le verdict doit être rendu jeudi, vise un iranien et quatre libanais, meurtiers présumés de quatre opposants kurdes iraniens dans le restaurant berlinois "Mykonos" en 1992.

Le parquet fédéral allemand a provoqué la colère de Téhéran en dénonçant le "terrorisme d'Etat" iranien et en mettant en cause le guide de la république islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, premier personnage du régime.

Cette affaire est critique pour l'Iran, qui risque une crise majeure avec son premier partenaire économique, alors que les Etats-Unis ne ménagent aucun effort pour isoler le régime islamique.

Bonn, considéré jusqu'à peu comme le meilleur avocat de Téhéran au sein de l'Union européenne, a d'ailleurs annoncé lundi un possible réexamen de ses relations avec Téhéran à la lumière du jugement du procès "Mykonos".

"Un jugement condamnant, même de manière symbolique, l'Iran pour terrorisme d'Etat, serait une véritable providence pour les Américains qui ne cessent d'appeler la communauté internationale à boycotter Téhéran", souligne un diplomate occidental.

En toile de fond, ce sont également les relations de l'Iran avec l'ensemble de l'Union européenne, déjà fragilisées depuis huit ans par l'affaire Rushdie, qui sont en jeu.

L'écrivain britannique, d'origine indienne Salman Rushdie, a été condamné à mort en février 1989 par l'ancien guide de la révolution islamique l'ayatollah Khomeiny, pour son livre "les Versets sataniques" jugé "blasphématoire".

Toutes les capitales de l'UE, ainsi que de la dizaine de pays d'Europe

centrale et orientale associés à l'UE, ont fait savoir à Téhéran qu'ils se montreraient solidaires de l'Allemagne en cas de coup dur.

"Entre nos relations avec l'Iran et celles avec l'Allemagne, il est clair que nous privilégions l'Allemagne", selon l'ambassadeur d'un pays européen.

On estime généralement dans les milieux diplomatiques que si le tribunal de Berlin condamne les inculpés, mais sans montrer du doigt le guide Ali Khamenei ni d'autres hauts dirigeants iraniens, Téhéran pourrait se contenter d'une réaction modérée.

"En revanche, si Khamenei, successeur de l'ayatollah Khomeiny, est cité nommément, la situation risque d'être plus difficile à gérer", prédit un diplomate à Téhéran.

cro/mh/hel

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 9, 1997

Panel Urges Trial For 2 Top Turks

Pair Linked to Death Squads

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — A parliamentary commission investigating charges that the Turkish government sponsored death squads and allowed gunmen to smuggle drugs and commit other crimes has recommended that two members of Parliament be stripped of their immunity and brought to trial.

The report said both men may have been leaders of a shadowy gang used by the government in recent years to assassinate perceived enemies of the state.

One of them, Sedat Bucak, is chief of a pro-government Kurdish militia that has been helping the army fight Kurdish rebels. The other, Mehmet Agar, was interior minister until shortly after the November car crash that brought the scandal to light.

In the crash, a senior police official and a convicted heroin smuggler were both killed. Mr. Bucak, who was riding with them, was seriously injured. Pistols, silencers and other weapons were

found in the wrecked car's trunk.

The new report said some of the weapons have been traced back to police agencies. It concluded that the men in the car were on their way to carry out "an illegal mission."

Prosecutors in Istanbul have been trying to bring Mr. Bucak and Mr. Agar to trial for two months, but say efforts to remove their immunity have been hindered by senior government officials.

Mr. Bucak has denied any wrongdoing. Mr. Agar has asserted: "Those who work for the state have secrets they carry to their graves." Both men are members of the True Path Party and have maintained close ties to its leader, Foreign Minister Tansu Ciller. Mrs. Ciller was prime minister from 1993 to 1996, when many "mystery killings" took place.

At a news conference Friday at which the commission report was made public, the commission chairman, Mehmet Elkatmis, said Mrs. Ciller had to bear some re-

sponsibility for the crimes.

"There is dirty money, smuggling, terror, and an international dimension," Mr. Elkatmis said. "People mentioned in security reports as having links to the mafia have been promoted to the most important positions. These people have even become ministers."

In presenting the report, Mr. Elkatmis said his commission, which deliberated for more than four months, had been denied access to many government documents on the ground that they included state secrets or "commercial secrets."

"We could not prepare the report as we wished, because our authority was restricted," Mr. Elkatmis said.

Opposition members of the investigating commission refused to take part in its final meetings to protest what they said were gaping failures in its agenda. They were especially angered that the commission voted not to summon Mrs. Ciller or her husband, Ozer Ciller. Mrs. Ciller has denied any wrongdoing.

Five of the nine commission members were from Mrs. Ciller's party and its coalition partner, the Welfare Party, headed by Prime Minister Necmettin Erbakan.

The investigation ground to an effective halt last month after the panel summoned the commander of the powerful rural police force known as

the Gendarmerie. The commander, General Teoman Koman, refused to appear. His refusal was taken as a sign that the military did not want the possible involvement of top officers in the scandal to be investigated.

A former interior minister, Mehmet Saglam, told the commission that the National Security Council, which is made up of top military and civilian leaders, had approved the use of extralegal measures. "I took initiatives under decisions made by the council," Mr. Saglam said.

The report said that the use of gunmen to carry out killings on behalf of the government began after the 1980 military coup, and that Kurdish nationalists were among the victims. It said the gunmen used their official connections to cover drug smuggling, money laundering and the killing of business rivals.

According to the report, the convicted smuggler killed in the November car crash, Abdullah Catli, held 13 passports in various names, all issued on orders from senior government officials. Warrants for his arrest had been issued by Interpol and by the Turkish police, which suspected him of carrying out a 1978 killing of seven leftist students in Ankara.

The report also said that village guards, who are used by the military as an auxiliary to help fight Kurdish rebels, have been involved in crimes.

Turkish leaders stole national thunder from 'grey wolves' founder

Right-winger Alparslan Türkeş dead, but influence lives on

GERD HOEHLER

Frankfurter Rundschau/GNNS

■ The leader of the 'Grey Wolves' may be dead, but the sentiments stirred up by that ultra-nationalist organisation remain a force to be reckoned with in Turkey.

The powerful appeal of Alparslan Türkeş could be seen in the crowd of thousands which gathered quickly around the Bayındır Hospital in Ankara on Friday, after word spread like wildfire that he had been rushed there following a heart attack. "Leaders never die!" the crowd shouted. Many of them - like countless Turks elsewhere - fell to their knees, turned to Mecca and prayed aloud for his recovery.

In fact, the 80-year-old "Başbuğ" (leader) was already dead, but the announcement was delayed five hours to allow for nationwide security measures to be put in place against possible disturbances by fanatical followers.

All the country's top leaders paid tribute to Türkeş. President Süleyman Demirel described his death as a "great loss" to the nation. Prime Minister Necmettin Erbakan said he had played an important role in the country's political development, while Foreign Minister Tansu Çiller called him an "historic individual."

Despite the accolades, Türkeş, who was born in Nicosia, Cyprus in 1917, had been one of the most controversial figures in Turkish political life for the past four decades. Even in the 1940s he had made no secret of his admiration for Adolf Hitler, and several times was charged with making Fascist declarations.

Then, in 1960, the army colonel was one of the leaders of a military putsch.

By the late 1960s, having become leader of



to Mongolia.

At the same time, Türkeş flatly rejected efforts by the Kurds of southeastern Turkey to establish a distinct cultural or ethnic identity for themselves.

Türkeş and his associates won huge influence beginning in the mid-1970s, when they helped secure a parliamentary majority for Demirel, then a right-conservative prime minister. In return, Demirel named Türkeş vice-premier.

As a result, followers moved into key positions in the bureaucracy and police, enabling the Grey Wolves to take their struggle into schools and universities, factories and government ministries. The Grey Wolves have been blamed for more than 1,000 politically motivated murders in the last half of the 1970s.

Türkeş was also closely associated with the chaos and bloody terror which led to another military putsch in September 1980. In 1987, he was convicted of complicity in several murders and sentenced to eleven years in prison.

The sentence, however, was later suspended, and Türkeş returned to politics. In last December's parliamentary elections the NMP failed to reach the 10-per cent hurdle for representation, though that was not because the extreme right-wing ideas he had championed were no longer popular in Turkey.

Rather, he was to a large extent a victim of his own success in helping make such ideas so popular. Other politicians like Erbakan, Çiller and even the "social-democratic" opposition leader Bülent Ecevit stole Türkeş' super-patriotic rhetoric and used it to carve away some of the nationalist vote for themselves.

Even his opponents paid tribute to Türkeş' great political experience, and to the end he was sought out for his advice. Only a few weeks ago he warned of the danger of a coup: everyone understood that a warning from someone so adept at plotting against elected governments was not to be taken lightly.

the Nationalist Movement Party (NMP), he began building a combat unit on the Nazi model. He called it "Bozkurtlar" (the Grey Wolves), drawing on a fable in which those animals led the Turkish people from their original home in Central Asia to Anatolia.

Impulsive by temperament, Türkeş was inclined toward radical, simplistic solutions, preaching to his followers a "national socialism" - which he saw as the third way between capitalism and communism - combined with an aggressive nationalism.

He wanted to unite Turkish peoples from the Balkans and the former Soviet Union with their ethnic brothers of Turkey proper to create a "great empire" reaching from the Adriatic Sea

US: We work with Demirel and Çiller

'We work with Erbakan whenever we can' says State Department spokesman Nicholas Burns

Çiller safe from federal investigation in USA

UĞUR AKINCI

Washington - Turkish Daily News

■ Some lieutenants of the senior coalition partner Welfare Party (RP) may repeat all they want that all is fine between Prime Minister Necmettin Erbakan and the Clinton Administration. But it is clear that some senior members of the Administration prefer to deal directly with president Süleyman Demirel or Foreign Minister and Deputy Prime Minister Tansu Çiller.

"When we can"

State Department spokesman Nicholas Burns said "when we can, we work with [Erbakan]," implying that there are those occasions when Washington can not work with Turkey's Islamist prime minister. Burns described Demirel and Çiller as "good allies."

"We continue to work closely with President Demirel and Deputy Prime Minister and Foreign Minister Çiller," he said.

As to Erbakan, "when we can meet him, and we do meet him that hasn't happened many times over the course of the last eight or nine months of course, we work with Prime Minister Erbakan," Burns said.

Iran

PM Erbakan's sympathy towards Iran was another factor that made contacts with Çiller more attractive for Washington.

"Mr. Erbakan is not someone with whom we've met very often," Burns told a group of Turkish journalists on Monday. "But when we do meet with him we do appreciate that opportunity.

But we mainly meet with Mrs. Çiller because she is the direct counterpart of Secretary Albright."

"Because we do value our relationship with people who support Turkey's secular democracy and who support NATO, and who do not support an undue Turkish relationships with governments like Iran."

Why Çiller?

New York Times just published an extensive front-page story on corruption charges leveled at Mrs. Çiller. Answering a question on those corruption charges, Burns said "I'm

not aware that anybody in the United States Government is investigating anybody in the Turkish Government, nor should we." Burns explained Washington's reliance on Çiller as

follows: "I mentioned Deputy Prime Minister and Foreign Minister Çiller because she has tended to take the lead on relations with the United States. She and Secretary Albright saw each other at NATO just a month or so ago. I know she's in contact with our Embassy. Of course, President Demirel is the head of state. Of course, we'll work with Prime Minister Erbakan."

Second reason

But there was a second and perhaps more important reason why Washington continued to deal with Çiller rather than Erbakan despite the cloud of corruption allegations surrounding Çiller — and that reason is secularism.

"Of course, it's important, obviously, that the United States work from a foundation. The foundation that we have is that Turkey is a secular democracy and that those secular traditions are very important to continue. There are a big part of the relationship with the United States," Burns said.

Turkish matter

Çiller's business corruption allegations that made it all the way to the front page of the New York Times was Turkey's domestic matter, Burns said. Çiller admits she and her husband transferred one million dollars to the United States in order to purchase a hotel in New Hampshire. Her critics claim she could not give a satisfactory explanation of the origin of the million dollars in question.

"There have been many allegations made against Mrs. Çiller in Turkey by Turkish politicians; mainly, the opposition party... We're going to leave this to the Turkish political system to sort out," Burns said.

"I see no reason why the United States should initiate any kind of investigation whatsoever because we're not aware that anything untoward has occurred in our own country."

Çiller is safe

State Department spokesman said, as far as the Clinton Administration is concerned, there would be no investigation of any kind into the alleged activities and business deals of Çiller within the United States.

"There is no inclination on the part of anybody in our government to look into the activities of Mrs. Çiller or her family here in the United States. That kind of thing is generally left up to local authorities here in the United States, when it does occur, and there is no reason for us to get into that right now."

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **Washington déplore la violation de l'embargo aérien par l'Irak**

WASHINGTON, 9 avr (AFP) - Le département d'Etat a critiqué mercredi l'Irak pour avoir "violé" l'embargo aérien imposé par l'ONU en faisant décoller un avion chargé de pèlerins pour l'Arabie saoudite.

Les Etats-Unis, a souligné le porte-parole du département Nicholas Burns, "respectent l'Islam" et considèrent que les musulmans irakiens ont le droit de se rendre au pèlerinage mais qu'ils "ont un moyen de le faire en passant par la voie terrestre".

Il a indiqué que les Etats-Unis allaient se plaindre de cette violation "de manière très vigoureuse" dans le cadre de l'ONU.

avz/lb/plh tf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **La presse iranienne met en garde contre un verdict "tendancieux"**

TEHERAN, 9 avr (AFP) - La presse iranienne a mis en garde mercredi l'Allemagne contre le risque d'un verdict "tendancieux" dans le procès de Berlin où l'Iran est mis en cause dans un quadruple assassinat d'opposants, et dont le jugement doit être rendu jeudi.

Selon le quotidien anglophone Tehran Times (conservateur), "il n'est ni dans l'intérêt de l'Iran ni dans celui de l'Allemagne de laisser le tribunal nuire aux relations bilatérales en rendant un verdict tendancieux", qui ne "donnera satisfaction qu'à Israël et Washington".

Le journal estime que ce procès a été engagé "sous la pression des Verts et des Sociaux-Démocrates", les partis d'opposition au gouvernement du chancelier Kohl.

Il rappelle également qu'un échange de lettres en novembre dernier entre M. Kohl et le président iranien Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani avait permis de calmer le jeu entre les deux pays.

Pour le journal Kar-o-Kargar (gauche radicale, proche des syndicats officiels), "l'ensemble des ouvriers iraniens suit avec une sensibilité particulière le déroulement du procès, et en cas d'un verdict tendancieux ils ne resteront pas silencieux devant la poursuite des relations économiques avec l'Allemagne".

Jomhourî-Islami, proche des milieux intégristes, déplore que les relations entre Bonn et Téhéran se soient "fragilisées en raison des

chantages des milieux sionistes sur le pouvoir judiciaire allemand".

Les relations entre Bonn et Téhéran se sont très nettement dégradées après que le parquet fédéral allemand eut, à l'automne dernier, accusé les plus hauts dirigeants iraniens, dont le guide de la république islamique Ali Khamenei, d'avoir commandité l'assassinat de quatre opposants kurdes dans un restaurant berlinois, le Mykonos, en 1992.

Le verdict qui sera rendu jeudi vise les cinq auteurs présumés de ces meurtres -un Iranien et quatre Libanais- mais pourrait également mettre en cause de manière plus large la responsabilité de Téhéran.

La presse iranienne rapporte par ailleurs que la commission de politique étrangère du parlement iranien (Majlis) a procédé mardi à l'audition de responsables des ministères des Affaires étrangères et de la Justice sur ce dossier.

Les députés ont toutefois décidé de reporter à une prochaine réunion une décision sur les relations irano-allemandes.

L'Allemagne est le premier partenaire économique de l'Iran, et l'un des opposants les plus fermes à la politique américaine de boycott du régime de Téhéran.

Bonn a toutefois annoncé une possible révision de sa politique iranienne à la lumière du verdict du procès "Mykonos".

pour sa part, Téhéran a annoncé l'ouverture "proche" d'un procès pour 24 firmes allemandes soupçonnées d'avoir vendu des armes chimiques à l'Irak pendant la guerre contre l'Iran, sans toutefois donner de date ni de liste précise des entreprises visées.

cro/hel/ezz

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● L'Arabie saoudite accueille l'avion irakien qui a violé l'embargo

LA MECQUE (Arabie saoudite), 9 avr (AFP) - Le ministre saoudien de l'Intérieur, le prince Nayef ben Abdel Aziz, a annoncé mercredi l'arrivée dans le royaume d'un avion irakien chargé de pèlerins, en violation de l'embargo.

Lors d'une conférence de presse à la Mecque (ouest du royaume), le prince Nayef a précisé que l'avion, transportant 104 pèlerins irakiens, était arrivé à l'aéroport de Djeddah (sur la mer Rouge) et ajouté que "les autorités saoudiennes lui ont permis d'entrer dans l'espace aérien saoudien".

Il a indiqué que l'Ilyouchine 76 des Iraqi Airways venait de Jordanie et

qu'il avait été escorté dès son arrivée dans l'espace aérien de son pays par deux chasseurs saoudiens.

Auparavant, l'agence officielle irakienne INA avait annoncé depuis Bagdad que "l'avion irakien transportant les pèlerins vers les lieux saints" avait atterri.

Il s'agit de la première violation par l'Irak de l'embargo aérien qui lui est imposé depuis septembre 1990.

Les relations sont rompues entre l'Arabie saoudite et l'Irak depuis le 6 février 1991, en pleine guerre du Golfe, à l'initiative de Bagdad.

Les autorités irakiennes avaient organisé une cérémonie mercredi matin pour le départ surprise de l'avion d'un aéroport de Bagdad. Le ministre des Waqf (biens religieux) Abdel Moneem Ahmad Saleh avait indiqué que les 104 pèlerins, dont 40 femmes, qui avaient pris place dans l'avion étaient "des personnes trop âgées ou malades pour faire le trajet par voie terrestre, long de 2.000 km" jusqu'à la Mecque.

L'Irak dispose d'une frontière commune avec l'Arabie saoudite mais ses avions ne peuvent s'en approcher à cause d'une zone d'exclusion aérienne imposée par l'ONU et surveillée par des avions de combat américains, français et britanniques. L'existence de cette zone, mise en place en 1992, semble avoir dicté le passage de l'avion irakien par la Jordanie.

sn-mch/at/hel/ezz

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

washingtonpost.com

China Likely To Continue Iran Sales

By WILLIAM C. MANN
Associated Press Writer
Thursday, April 10, 1997 7:45 pm EDT

WASHINGTON (AP) -- China is likely to ignore U.S. complaints and continue selling conventional weapons to Iran, the Clinton administration said Thursday. But administration experts say the sales, which include cruise missiles, so far do not violate U.S. law.

Even material that can be used for chemical weapons do not violate U.S. bans against Iran unless the United States can prove the exporter knew it was to be put to military use, the State Department's top official for preventing spread of mass-destruction weapons told a Senate subcommittee.

Chinese officials say such so-called dual-use materials, which

include missile components sold to Pakistan and Iran, are exported for civilian applications.

Both Democratic and Republican senators saw in Robert J. Einhorn's testimony evidence of a misguided and naive interpretation of China's actions.

"If the government in Beijing doesn't know, then Chinese officials must be wearing huge blinders," said Sen. Ted Stevens, R-Alaska. "It seems these dangerous missiles are going to Iran, but we're doing nothing about it."

"Yes, these materials are getting to Iran. But no, we are doing something about it," Einhorn, a deputy assistant secretary of state, responded.

Asked by Sen. Max Cleland, D-Ga., whether U.S. pressure would slow down future shipments, Einhorn said: "It's hard to predict the future, but China has become the largest seller of conventional arms to Iran. ... We have information of discussions between Iran and China about additional conventional weapons sales. We expect there will be more."

"There just has to be better enforcement," panel member Sen. Carl Levin, D-Mich., told a reporter after sharp questioning of Einhorn about why sanctions have not been imposed for Chinese shipment of dual-use chemicals to Iran.

Shipments to Iran, one of seven countries on the State Department's list of terror-exporting countries, were the main theme of the hearing by the Senate Governmental Affairs subcommittee dealing with weapons proliferation.

Einhorn said a major consideration on the dual-use question is that China's controls over many exports are surprisingly lax. "The more I learn about the Chinese system," he said, "the more plausible it becomes that they didn't know" about shipments last year of \$70,000 worth of ring magnets that could be used in missile development.

But Einhorn said proof of intent is but one criterion among several in U.S. law that make the decision to invoke punitive sanctions extremely sensitive and difficult. China's supplying of cruise missiles to Iran, for instance, does not meet the requirement that such sales be of such numbers and types of weapons as to be destabilizing to the region.

"It's one thing to make policy judgments or even intelligence judgments on a preponderance of evidence," Einhorn said. "But we think the evidence leading to a sanctions judgment must be compelling indeed."

And under those standards, he said, the cruise shipments "as of

today don't cross this threshold."

The administration has confronted suspected Chinese violations ``regularly and forcefully," Einhorn testified. ``They don't like it, because they are a proud country, but (in response) they are taking concrete steps that we see as a good sign."

© Copyright 1997 The Associated Press

U.S. To Europe: Cut Iran Biz Ties

By *BARRY SCHWEID*

AP Diplomatic Writer

Thursday, April 10, 1997 12:09 pm EDT

WASHINGTON (AP) -- The Clinton administration is calling on Germany and other European governments to cut their economic ties to Iran in light of a German court ruling that the ``highest state levels" in Tehran ordered the assassination of an Iranian opposition figure.

Germany responded to the decision by recalling its ambassador and ordering four Iranian diplomats to leave Germany.

The judges convicted two men of murder and two others of complicity in the 1992 killing of Iranian-Kurdish leader Sadiq Sarafkindi and three colleagues. State Department spokesman Nicholas Burns called the action courageous.

The Clinton administration has been trying to isolate Iran on grounds it sponsored such acts of terror, which Tehran has angrily denied.

Germany and other European Union countries have pursued a policy of ``critical dialogue" with Tehran the past 4 1/2 years, raising issues of terrorism and human rights while continuing relations and profitable trade.

Burns said the German court decision confirmed a long-held U.S. view that terrorism is directed from Tehran. He said German authorities should draw ``their own conclusions" and that the United States would take up the verdict with other European governments, as well.

``The `critical dialogue' has not succeeded in moderating Iran's behavior," Burns said. ``There is no evidence that the `critical dialogue' has made a difference."

``We would be very pleased if the European governments

washingtonpost.com

moved to choke off trade with Iran," he said.

The Clinton administration has been waging a mostly lonely campaign to restrain ties to both Iran and Iraq as sponsors of terrorism. The two countries are rich in oil, and the Europeans, with the notable exception of Britain, want to maintain flourishing trade with Tehran and Baghdad.

© Copyright 1997 The Associated Press

German Court: Iran Ordered Killing

By PAUL GEITNER

Associated Press Writer

Thursday, April 10, 1997 3:36 pm EDT

BERLIN (AP) -- A German court convicted four men Thursday in the 1992 assassination of Iranian opposition figures in Berlin, concluding that Iran's top leaders ordered the killings.

The ruling shook German-Iranian relations: Within hours, each country withdrew its ambassador and expelled four of the other's diplomats. Germany warned its citizens not to travel to Iran, for security reasons.

European Union officials meeting in the Netherlands ``invited'' other member countries to recall their ambassadors and said they were breaking off their two-track policy of doing business with Iran while discussing issues of terrorism and human rights.

The court convicted two men of murder and two of being accessories to murder in the Sept. 17, 1992, killing of Iranian Kurdish leader Sadiq Sarafkandi and three colleagues in the Mykonos restaurant in Berlin.

Presiding Judge Frithjof Kubsch said the men acted on orders from Tehran. ``The Iranian political leadership is responsible," he said, adding that its goal was to eliminate political dissidents.

The Foreign Ministry said the verdict indicated ``a flagrant breach of international law'' by Iran.

Iranian Foreign Ministry spokesman Mahmoud Mohammadi denied that Iran's leadership was behind the killings and said Tehran was recalling its ambassador to Bonn for consultations, Iranian television reported.

Some 300 riot police with water cannons surrounded the German Embassy in Tehran late Thursday to prevent any anti-German demonstrations. Most of the police were

washingtonpost.com

withdrawn by nightfall.

While Washington has sought to isolate Iran for allegedly sponsoring terrorism, Germany and other European Union countries have for years pursued a "critical dialogue" policy of doing profitable business with Iran while pressing it on terrorism and human rights.

U.S. State Department spokesman Nicholas Burns called on European governments to "choke off trade with Iran."

"The 'critical dialogue' has not succeeded in moderating Iran's behavior," Burns said.

Germany is Iran's biggest Western trade partner, with trade exceeding \$1.8 billion last year.

The EU said in a statement condemning Iranian involvement in the killings that the policy was designed to create a "constructive relationship" with Iran. "However no progress can be possible while Iran flouts international norms," it said.

After the verdict, Iranian dissidents in Europe and some German lawmakers called for action against Iran, including freezing Iranian credits.

"We must make unmistakably clear to Iran that Europe will not put up with Iranian killer commandos without taking action," said Rupert Polenz, a leading member of parliament's foreign affairs committee.

Prosecutors contended that Iran's powerful spiritual leader, Ayatollah Ali Khamenei, and Iranian President Hashemi Rafsanjani had personally ordered the killings.

Kubsch, the presiding judge, said the order for the killing was given by the "highest state levels" and was implemented by Iran's intelligence chief, Ali Fallahiyan.

Bernd Schmidbauer, Chancellor Helmut Kohl's intelligence adviser, testified that Fallahiyan sought to block the trial during a 1993 visit to Kohl's office in Bonn. Prosecutors issued an arrest warrant for him in March 1996.

The judges found Fallahiyan hired Kazem Darabi, an Iranian who worked as a grocer in Berlin and was known to German authorities as a secret agent. Darabi and a Lebanese man, Abbas Rhayel, were found guilty of murder and sentenced to life in prison.

Two other Lebanese, Youssef Amin and Mohamed Atris, were convicted of being accessories to murder. Amin was given 11 years and Atris five years and three months. A fifth defendant, Atallah Ayad, also Lebanese, was acquitted.

About 600 Iranian dissidents cheered and danced outside the

courtroom when they heard the verdict. They called for an end to trade with Iran, carrying signs such as: "Stop the murderous regime in Iran."

Prosecutors repeated the accusation in their closing statements last fall, setting off spirited anti-German protests in Iran by religious students who felt Islam and their leaders had been insulted.

© Copyright 1997 The Associated Press



News Service 61/97

AI INDEX: MDE 13/15/97
10 APRIL 1997

IRAN: "MYKONOS" TRIAL PROVIDES FURTHER EVIDENCE OF IRANIAN POLICY OF UNLAWFUL STATE KILLINGS

Today's verdict from a German court in the trial of five men for the September 1992 killings of three leaders of the Kurdistan Democratic Party of Iran and an interpreter in Berlin yet again indicates a coordinated policy by the Iranian state to kill Iranian dissidents, Amnesty International said today.

The five men -- four Lebanese and one Iranian -- had been charged with carrying out the killing in the Mykonos Restaurant, in Berlin. Four were convicted of the killings, while the fifth -- a Lebanese -- was acquitted. Kazem Darabi, an Iranian said to have organized the killings for the Iranian secret service, and Abbas Rhayel, accused of firing the fatal shots, were given life sentences. The two other Lebanese were given prison sentences of 11 years and five years, three months.

"We welcome the fact that four people have been brought to justice for these killings. However, for years, Iranian dissidents have been dying in circumstances suggesting that they were killed by Iranian Government agents. This trial has shed some further light on the mechanisms by which such killings occur," Amnesty International said.

"It is time for the Iranian authorities to live up to their international obligations to protect the right to life, and to end any such policy of extrajudicial execution."

Amnesty International noted, however, that the case could not yet be considered closed since a German arrest warrant issued in March 1996 for the Iranian Minister of Information and

Security (in charge of Iran's secret service), Hojjatoleslam Ali Fallahian -- also allegedly implicated in the killing -- remained outstanding.

The court found that the killings had been ordered by Iran's political leadership through a "Committee for Special Operations", whose members it reportedly said include the Leader of the Islamic Republic, the President, the Minister of Information and Security and other security officials.

The Iranian authorities have consistently denied involvement, and have stated that the trial has been "*turned into a political case*". The Foreign Minister has also reportedly been quoted as saying that the "*Islamic Republic of Iran under no circumstances permits others to dictate to it or damage its reputation or interests*".

BACKGROUND

The existence of such a policy of extrajudicial executions is given further weight by the numerous cases of possible extrajudicial executions of Iranians, both inside and outside the Iran, which have continued to occur in recent years. Of those inside the country, most were either writers or members of religious minorities. For example, Molavi Ahmad Sayyad, a Sunni leader of Baluchi origin, died in unclear circumstances after being arrested at Bandar Abbas airport in January 1997 on his return from the United Arab Emirates. His body was found outside the city five days later. He had previously been arrested in 1990 and apparently detained without trial for five years on account of his religious beliefs and perceived close relationship with Saudi Arabia.

Mohammad Bagher Yusefi (also known as Mohammad Ravanbakhsh), a Protestant Christian pastor, was found dead in September 1996. The Iranian authorities said he had committed suicide, but gave no indication that an independent and impartial investigation had been carried out into his death. Ebrahim Zalzadeh, an editor, "disappeared" in February 1997. His body was found later with stab wounds.

Those killed outside the country included Zahra Rajabi and Abdolali Moradi -- both connected to the National Council of Resistance of Iran -- killed in Turkey in February 1996. In January 1997 an Iranian, Reza Massoumi, was sentenced to 33 years and four months' imprisonment for the killings. He was reported as saying, "*I did not take part in this action of my own will. This is an Iranian secret service plot*". Other victims included Reza Mazlouman, a former Deputy Minister of Education under the Shah, who was killed at his home in France in May 1996 and two Baluchis, Abdolmalek Mollazadeh and Abdolnasser Jamshid Zahi, who were killed in Pakistan in March 1996.

The threat of extrajudicial execution continues to extend to many Iranian nationals abroad, as well as to non-Iranians such as the British writer Salman Rushdie, whose killing had been called for in a *fatwa* (religious edict) in 1989. The Iranian Government has never issued written confirmation that it would not send anyone to kill him. In February 1997, an Iranian foundation raised the bounty payable for the killing of Salman Rushdie; senior members of the clergy made provocative statements; and the Revolutionary Guards published a statement saying that Muslims would not rest until he had been killed. The government failed to condemn or put an end to such threats, indicating official acquiescence in a threat of extrajudicial execution.

Other evidence of state involvement in such killings has been given by statements by Iranian officials. For example, the Minister of Information and Security, Hojjatoleslam Ali Fallahian, was reported as saying in a television interview on 30 August 1992: "*We have been able to deal blows to many of the mini-groups outside the country and on the borders... one of the*

AMNESTY
INTERNATIONAL

AMNISTIA
INTERNACIONAL

AMNISTIE
INTERNATIONALE

МЕЖДУНАРОДНАЯ
АМНИСТИЯ

منظمة العفو الدولية



國際
特赦
組織

URGENT ACTION

EXTERNAL

AI Index: MDE 13/12/97

EXTRA 46/97

Fear of imminent execution

2 April 1997

IRAN

Mohammad Assadi, lawyer, aged 68

Amnesty International fears that Mohammad Assadi may be at risk of imminent execution. He was reportedly arrested in September 1993 and held in secret detention in a military prison for a year. In March 1997 it was reported that he had been sentenced to death and to confiscation of his property. He is said to be currently held in Evin Prison in Tehran.

The exact charges brought against Mohammad Assadi are unknown to Amnesty International, but they appear to be political. Reports suggest that the reason for his arrest may be related to his previous business partnership with Hedayatollah Zendehehdel who was executed at the end of 1996 on mainly political charges (see EXTRA 115/96, MDE 13/26/96, 25 July 1996, and follow-ups), or to his having defended an army officer accused of involvement in an attempted coup in 1980, whom he had met during an earlier detention. Other possible charges are reported to be an alleged

trip to Israel before the establishment of the Islamic Republic of Iran in 1979, alleged membership of the Freemasons, and alleged purchases of American agricultural material before 1979.

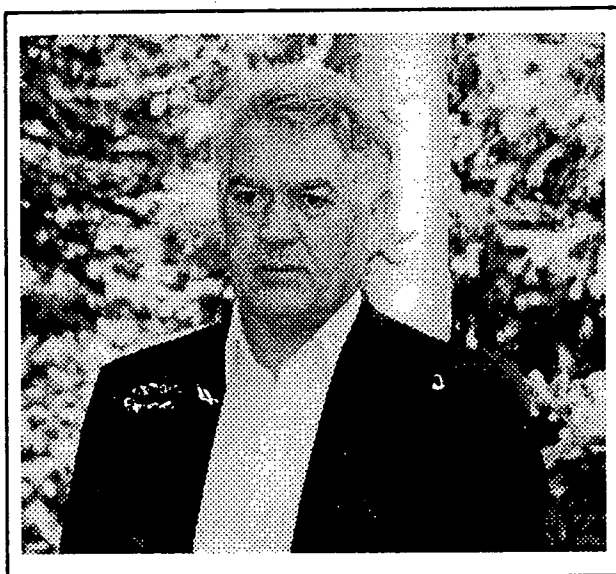
Amnesty International is also concerned that Mohammad Assadi's trial may have been unfair. According to reports, his choice of lawyer was rejected by the court, which appointed another lawyer for him. He is said to have appealed against his conviction and sentence to the Supreme Court, and is now awaiting the result.

Mohammad Assadi has been arrested on five previous occasions since 1979.

BACKGROUND INFORMATION

At least 110 people were executed in Iran during 1996, over twice as many as in 1995. The true figure may be much higher, as Amnesty International believes many executions are never publicly reported. Among those executed were political prisoners, sentenced after apparently unfair trials.

Amnesty International has serious concerns about the fairness of trials of political prisoners in Iran. The organization has repeatedly called on the Iranian Government to ensure that political prisoners in Iran are afforded a fair trial, as laid down in Article 14 of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), to which Iran is a state party. In addition, the 1984 Economic and Social Council (ECOSOC) Safeguards guaranteeing the protection of the rights of those facing the death penalty make clear that the death penalty should only be implemented after trials which *at least* meet the standards of Article 14 of the ICCPR.



Amnesty International, International Secretariat, 1 Easton Street, London WC1X 8DJ, United Kingdom

Tel: (44)(171) 413 5500 Fax: 956 1157 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502 E-mail: uateam@amnesty.org

AMNESTY
INTERNATIONAL

AMNISTÍA
INTERNACIONAL

AMNISTIE
INTERNATIONALE

МЕЖДУНАРОДНАЯ
АМНИСТИЯ

منظمة العفو الدولية



國際
特赦
組織

URGENT ACTION

EXTERNAL

AI Index: MDE 13/13/97

UA 92/97

Possible extrajudicial execution/Fear for
safety

3 April 1997

IRAN

Ebrahim Zalzadeh, journalist - killed
Other writers and journalists in Iran

Amnesty International is concerned about the death of Iranian journalist, Ebrahim Zalzadeh. His death is the latest in a series of deaths of writers and journalists, reportedly in suspicious circumstances, in recent years. The organization is calling on the Iranian authorities to launch an immediate and impartial investigation into his death consistent with the UN Principles on the Effective Prevention and Investigation of Extra-Legal, Arbitrary and Summary Executions, the methods and findings of which should be made public.

Ebrahim Zalzadeh reportedly "disappeared" on or around 23 February 1997. His family later discovered that his body had been found and was in a mortuary, reportedly with stab wounds. So far, the family has not been allowed to bury his body.

Ebrahim Zalzadeh was the editor of the monthly magazine *Me'yar*, which was said to have been forced to close after it published an article criticizing the government, and is said to have run a publishing house called *Ebtekar*.

Amnesty International is concerned at the pattern of human rights violations against writers and journalists in Iran, and is urging the Iranian authorities to guarantee the safety of all other writers in Iran, including those who may be perceived to have criticized the government.

BACKGROUND INFORMATION

Several writers and journalists have been found dead in suspicious circumstances in recent years. Ahmad Mirala'i was found dead on 24 October 1995 in an alley in Isfahan, reportedly after having been questioned by security officials. Ghaffar Hosseini was found dead in his apartment on 11 November 1996. Officials are reported to have stated that he died of a heart attack, but other sources have claimed that he had no history of heart disease. Amnesty International has urged the Iranian authorities to conduct investigations into these deaths, but so far has received no response.

Writers and journalists in Iran have suffered other kinds of human rights violations in recent years. Mohammad Sadeq Javadi Hessari and Abbas Maroufi, both editors, were sentenced to prison terms and flogging in connection with their journalistic activities in separate cases in November 1995 and January 1996 respectively. Faraj Sarkouhi, also an editor, "disappeared" for about seven weeks in November 1996 (see UA 269/96 and follow-ups). After his reappearance, a letter reportedly written by him and sent from Iran stated that he had been arrested and tortured during his "disappearance" and that, had it not been for unexpected developments in his case, he too might have been found dead in suspicious circumstances. Faraj Sarkouhi was arrested in late January 1997. According to Iranian officials he was suspected of attempting to leave the country illegally. He remains in detention, so far apparently without charge.

Amnesty International, International Secretariat, 1 Easton Street, London WC1X 8DJ, United Kingdom

Tel: (44)(171) 413 5500 Fax: 956 1157 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502 E-mail: uateam@amnesty.org

active mini-groups is the Kurdistan Democratic Party... We were able to deal vital blows to their cadres last year... and their activities were reduced."

Amnesty International opposes extrajudicial executions as a violation of the right to life, guaranteed by Article 6 of the International Covenant of Civil and Political Rights, to which Iran is a state party.

ENDS\

AMNESTY INTERNATIONAL
INTERNATIONAL SECRETARIAT

1 Easton Street, London WC1X 8DJ, United Kingdom

Tel: Int. Code: (44) (171) 413 5500. UK Code: (0171) 413 5500. Fax: Int. Code: (44) (171) 956 1157. UK Code: (0171) 956 1157.

E-mail: (GreenNet) amnestyis@gn.apc.org, (GeoNet) amnesty-is@mcr1.geonet.de

Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502 AMNSTY G



URGENT ACTION

EXTERNAL

AI Index: MDE 13/14/97
7 April 1997

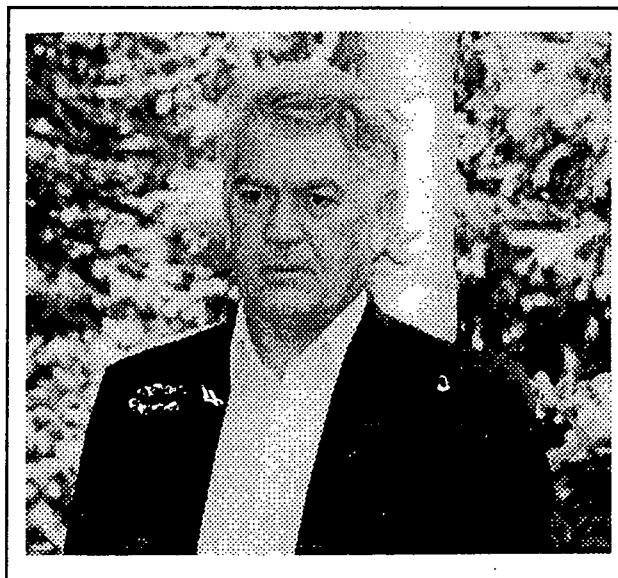
Further information (1) on EXTRA 46/97 (MDE 13/12/97, 2 April 1997) - Fear of imminent execution

IRAN **Mohammad Assadi, lawyer, aged 68**

According to information received by Amnesty International, the appeal of Mohammad Assadi against his conviction and sentence has been rejected by Iran's Supreme Court which reportedly upheld the death sentence against him. Amnesty International is not aware of the exact charges brought against Mohammad Assadi, but believes them to be political. There are also fears that Mohammad Assadi's trial may have been unfair.

FURTHER RECOMMENDED ACTION: Please send telegrams/faxes/express/airmail letters in English or in your own language:

- expressing concern at the confirmation of the death sentence passed against Mohammad Assadi;
- calling for the commutation of this and all other pending death sentences;
- urging the Iranian authorities to ensure that all political prisoners in Iran are afforded a fair trial, safeguards which are all the more important where the defendant may be facing execution, the most serious and irreversible of penalties.



Amnesty International, International Secretariat, 1 Easton Street, London WC1X 8DJ, United Kingdom

Tel: (44)(171) 413 5500 Fax: 956 1157 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502 E-mail: uateam@amnesty.org

Helsinki Commission: Prosecution can nix torture in Turkey

Washington- Turkish Daily News

■ A sparsely-attended Congressional hearing on torture in Turkey concluded that there were enough laws on the books to prevent torture if only those who are responsible were prosecuted and the existing laws were implemented.

At the hearing organized by the Helsinki Commission, the Congressional arm of the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), Holly Cartner, executive director of Human Rights Watch/Helsinki; Erik Holst, president of the Rehabilitation and Research Center for Torture Victims; and Douglas Johnson, executive director of the Center for Victims of Torture, testified.

The hearing highlighted the trial of rehabilitation center workers in Adana.

Johnson said if Turkey prosecuted the perpetrators "torture would stop overnight." He said the roots of torture could be traced back to a culture and tolerance of domestic violence in Turkey. Referring to a survey of 30 forensic doctors in Turkey, Johnson said 75 percent of the doctors did not recognize beating as a form of torture.

"In a country of sixty million, only one million Turks are members of civic associations because of fear of involvement," Johnson said.

Dr. Holst said "continued international pressure is necessary to convince Turkish authorities that the world cannot tolerate or excuse the use of torture for any reason by law enforcement agents in a member country of the Council of Europe and a member country of NATO."

Holst also added that, although torture was continuing in Turkey, it was not exclusive to Turkey. Mentioning countries like South Africa, Greece and Russia, Holst said torture was a problem in these countries as well.

But in Greece "these episodes of torture were rapidly put behind." In general he called torture "a challenge with which we have no good way of dealing."

Holly Cartner, after giving graphic examples of torture methods she claimed still applied in Turkey, said one factor which complicated the picture even further was the "increased politicization of police." She mentioned the Susurluk incident of Nov. 1996 as corroborating evidence of the links between security forces and underground elements.

She mentioned the recent legal amendments Turkey adopted, including reduction in detention periods, as good but not totally sufficient steps in the right direction.

No questions

Perhaps the most interesting part of the hearing arrived when the floor was opened to questions after the panel members completed their presentations. When no one had any questions to ask the panelists, the hearing adjourned 45 minutes earlier than scheduled.

A Congressional observer suggested that the total absence of questions, despite the fact that there were representatives from various Greek, Kurdish and Armenian organizations in the audience, could be a telling sign that the issue of "human rights violations in Turkey" has been "overexposed" in the U.S. Congress.

Turkish Daily News Thursday, April 10, 1997

Turkish Daily News Thursday, April 10, 1997

Turkey's Human Rights Association says abuses continue despite the new law

IHD report: After this legal change, there has not been any decrease in the use of torture

Istanbul - Reuters

■ A Turkish rights group said on Wednesday human rights abuses were continuing in Turkey despite a new law enacted to improve the country's rights record.

Turkey last month passed a law cut-

ting the maximum period a suspect can be held without charges to 10 from 30 days in the nine emergency rule provinces and to seven from 14 days in the rest of the country.

"After this legal change, there has not been any decrease in the use of torture," according to the March report of the Human Rights Association (IHD).

The IHD report said 12 people had applied to the group in March claiming they had been tortured, up from three

in February.

"This clearly shows the direction which things are taking," IHD spokesman Mehmet Ekinçi said.

Turkey has touted the new detention law as proof that it is taking European concerns over its human rights record seriously.

The March report also said one person had died as a result of police gunfire, 23 prisoners had been beaten in prison or in court, 14 journalists arrested and 29 publications confiscated.

Turkish Daily News Thursday, April 10, 1997

ANAP member of Susurluk Commission charges Çillers

Ankara- TDN Parliament Bureau

■ Motherland Party (ANAP) Deputy Yaşar Topçu, who opposed the official report prepared by the Parliamentary Susurluk Commission, has raised charges against Deputy Prime Minister and True Path Party (DYP) Chairwoman Tansu Çiller and her husband Özer Çiller in an alternative report which he prepared on the controversial incident.

Following submission of the report to the Office of the Parliament Speaker, Topçu briefed his colleagues at the ANAP parliamentary group meeting. He said the background to the Susurluk incident began in 1993 after Çiller became prime minister, adding that the Susurluk gang was not an ordinary gang and the political dimension of the incident could not only comprise former interior minister and current DYP deputy Mehmet Agar and DYP Sanliurfa Deputy Sedat Edip Bucak.

Pointing out that Agar had been the general director of police before 1995, Topçu said

it was impossible to think a bureaucrat could have carried out such activities without the knowledge, backing and protection of the prime minister.

It was clear the entire blame could not be put on Bucak, continued Topçu. He said Ekrem Marakoğlu, the attorney and family friend of Ömer Lütfü Topal who was known as the king of casinos, had given an important clue during his testimony at the Parliamentary Susurluk Commission. Topçu quoted Marakoğlu as saying he had gone to the house of Topal's wife for dinner three days after the traffic accident which occurred in Susurluk on Nov. 3, 1996. He said Marakoğlu had cited Safiye Topal (the wife of Ömer Lütfü Topal) as saying her husband's revenge had been taken while watching scenes from the accident on TV. Topçu said he had asked Marakoğlu whether anyone was suspected of causing the incident. He said Marakoğlu had quoted Safiye Topal as saying the hand of Özer Çiller was involved in the killing of her husband.

Topçu said Safiye Topal

would not have uttered such words by herself, and she might have learned something from her husband. He said the commission had wanted to hear from Safiye Topal, although it had not proceeded with questioning her.

He described the stance of the Welfare Party (RP) members of the commission, who later refrained from hearing Tansu and Özer Çiller, as "the commission's extending its hand to the commission." He said the government had cut off the upper links of the incident with two deputies (Agar and Bucak) and prevented the issue from further investigation.

The rule not to rehire those who had been dismissed from the National Intelligence Organization (MIT) as of 1993 had been breached with the recruiting of Mehmet Eymür, claimed Topçu, adding that this was when developments regarding the Susurluk issue began. He said during that time, 650 personnel were retired and the organization had been directed toward special intelligence led by unofficial people.

Turkish Daily News Thursday, April 10, 1997

Çiller tells Israeli FM: Region needs stronger Iraq against Iran

Ankara - Turkish Daily News

■ Despite the strong statement made by U.S. Secretary of State Madeleine Albright concerning the continuation of the current U.S. policy towards Iraq, Foreign Minister Tansu Çiller told her Israeli counterpart that a stronger Iraq must be promoted against Iran in the region.

Commenting on the current political situation in the Middle East during her meeting with Israeli Foreign Minister David Levy on Tuesday, Çiller pointed out

that a stronger Iraq would act as a "brake" for Iran in the region. "But the Turks and Kurds in Iraq have to gain their rights. Either with or without Saddam, Iraq must be included in the international community.

The countries must clarify their policies

regarding that," she said. A senior Turkish Foreign Ministry official as well as foreign diplomatic sources confirmed the discussion about Iran and Iraq between Çiller and Levy. While U.S. diplomats in Ankara did not comment on Çiller's statement, they stated that a reaction may be forthcoming from Washington.

Albright had made a statement on March 25 at Georgetown University regarding U.S. policies towards Iraq, emphasizing that the sanctions against that country would continue. Speaking about the present political situation, Albright concluded by saying, "The path for Iraq's re-entry into the community of nations is clearly laid out." Academics specializing in the region commented that the United States and Turkey have different approaches to policies towards Iraq.

CONTROVERSE

Membre de l'OTAN, associée à la CEE depuis 1963 et candidate à l'UE, la Turquie laïcisée a toujours voulu se rapprocher de l'Europe occidentale. Estimant qu'elle reste un pays musulman, les chrétiens-démocrates européens cherchent au contraire à la maintenir en dehors.

La Turquie fait-elle partie de l'Europe ?

OUI "L'UNION EUROPÉENNE N'EST PAS UN CLUB RÉSERVÉ AUX SEULS CHRÉTIENS"

DIE ZEIT

Hambourg

Il y a trois mois environ, le président allemand Roman Herzog s'adressait en ces termes au président turc Süleyman Demirel : "La Turquie appartient à l'Europe !" L'Allemagne la soutiendrait de toutes ses forces sur la voie menant à l'UE. "Nous nous en tenons toujours à l'accord d'association de 1963, y compris pour ce qui est des perspectives d'adhésion à l'Union européenne. C'est un élément inébranlable de la politique allemande. L'Europe n'est pas un club réservé aux chrétiens." Des mots clairs et sans équivoque.

Mais, récemment, à l'occasion d'une conférence des partis chrétiens-démocrates européens à Bruxelles, le ton a brusquement

changé. Accord d'association, oui ; promesses d'entrée, non : la Turquie, tant aujourd'hui qu'à l'avenir, n'appartiendrait pas à l'Europe. On dit qu'Helmut Kohl lui-même aurait parlé d'insurmontables obstacles culturels et religieux. L'ancien Premier ministre belge Wilfried Martens s'est exprimé sans détour : "Nous construisons une Union européenne. C'est un projet européen." En d'autres termes : l'Europe reste un club réservé aux chrétiens. Et six chefs de gouvernement européens de hocher la tête en signe d'approbation.

Une Turquie laïque pourrait très bien trouver sa place dans l'UE

Personne n'a fait grand cas de la réaction furieuse du ministre des Affaires étrangères turc Tansu Çiller. A la fin de 1995, en un geste théâtral, elle avait conjuré le Parlement européen d'accepter la Turquie dans l'union douanière - mesure qui était censée empêcher l'entrée au gouvernement des islamistes et consolider les forces démocratiques laïques. Six mois plus tard, elle contribuait elle-même à donner la majorité gouvernementale au parti fondamentaliste de Neçmettin Erbakan [Premier ministre islamiste] : c'était pour elle la seule façon d'échapper à une enquête parlementaire pour corruption. Reste que l'on peut se demander s'il était juste et nécessaire de claquer la porte européenne au nez de la Turquie.

La réponse ne peut être que négative, pour trois raisons. Tout d'abord, il est certes vrai que l'Europe a, en deux mille ans, été profondément imprégnée de christianisme. Mais, à l'exception du Vatican, la Constitution de ses Etats est partout laïque. Une Turquie laïque pourrait donc parfaitement trouver sa place dans l'UE. Si les Européens choisissent d'adopter une attitude fondamentaliste chrétienne, il ne faut pas qu'ils s'étonnent que, de ce fait, ils apportent de



Neçmettin Erbakan, Premier ministre turc, islamiste, et Tansu Çiller, son alliée laïque, ministre des Affaires étrangères.

Dessin de Klaus Böhle paru dans Die Welt - BERLIN

l'eau au moulin des islamistes turcs. Les fondamentalismes s'entretiennent mutuellement. Ensuite, nous courons le danger de voir un choc culturel se produire en Allemagne : faut-il rappeler que 2,5 millions de Turcs y vivent ? Ceux qui crient aujourd'hui "Pas de Turquie dans l'Europe !" doivent comprendre qu'aussitôt les populistes de droite vont répondre par cet autre cri : "Les Turcs hors d'Allemagne !" L'exclusion diplomatique des Turcs pourrait mener directement à leur expulsion physique. Enfin, l'importance stratégique de la Turquie n'est pas moins grande à l'aube du XXI^e siècle que pendant la guerre froide. Elle est peut-être même encore plus grande. Mieux vaut de toute façon voir la Turquie servir de bastion oriental européen plutôt que d'avant-poste occidental d'un islam culturellement adverse. Si elle se repliait sur

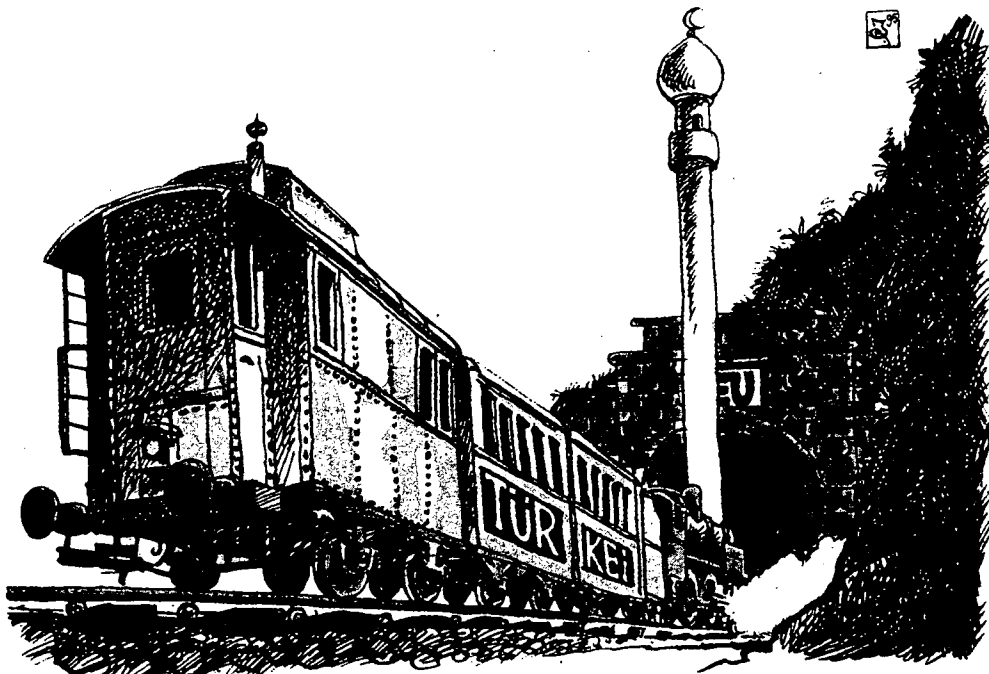
la région, elle pourrait facilement être entraînée dans le sillage des problèmes locaux – alors que, au sein de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne, elle constituerait un facteur de stabilisation dans un environnement troublé.

Refuser à la Turquie sa place sur la photo de famille des Occidentaux constitue une maladresse diplomatique dont les conséquences pourraient se révéler néfastes. Tant qu'il reste une chance, même infime, que les Turcs empruntent une voie les rapprochant de l'Europe, cette dernière serait folle de leur barrer la route. Toutefois, il ne faut pas se bercer d'illusions : Ankara a encore beaucoup de chemin à faire. Car il faut bien reconnaître que la Turquie kémaliste – où il revient aux militaires de décider du degré admissible de démocratie et de liberté – est aussi éloignée

de l'Europe qu'une éventuelle Turquie coranique. Le fait que l'armée soit opposée aux fondamentalistes n'en fait pas pour autant une force démocratique. Les Pinochet turcs n'ont rien à faire dans une UE qui met en avant le principe du contrôle civil sur les forces armées.

C'est en fonction de ces critères qu'il faut mesurer la Turquie, et non pas en fonction de l'appartenance religieuse de ses citoyens. Une Turquie qui se démocratise, qui garantit l'Etat de droit, respecte les minorités et trace une frontière interdisant toute intervention de l'armée dans la vie politique doit pouvoir compter sur l'attention et même la sympathie des Européens. Une telle Turquie mériterait en fin de compte de devenir membre de l'Union européenne.

Theo Sommer



Dessin de Jean Veenenbos paru dans Der Standard - VIENNE

OUI ET NON ELLE POURRAIT AUSSI SE TOURNER VERS L'ASIE ET LE MOYEN-ORIENT

CUMHURİYET

Istanbul

On accepte généralement l'affirmation suivante : leur géographie détermine le destin des pays. Vu sous cet angle, nous pouvons nous poser deux questions : à quelle région du monde appartient la Turquie ? Et est-elle un "pont" ou un "centre" ? La première question en comprend plusieurs autres : sommes-nous un pays européen ? Sommes-nous un pays méditerranéen ? Sommes-nous un pays de la région mer Noire-Caucase ? Sommes-nous un pays du Moyen-Orient ? Sommes-nous un pays asiatique ? Sommes-nous un pays des Balkans ?

La Turquie est membre de près de 200 institutions européennes. De ce point de vue, nous pouvons être considérés comme un pays

européen. Nous sommes présents dans toutes les organisations concernant la Méditerranée – de l'écologie jusqu'au sport. Le Moyen-Orient fait partie intégrante de notre géopolitique, avec ses problèmes et son potentiel. Nous avons pris l'initiative de regrouper les pays riverains de la mer Noire. Dans les Balkans, l'Histoire s'accroche à nos jupes, et ce qui s'y passe à présent touche notre conscience. Enfin, vu d'Asie, nous constituons l'extrémité occidentale des Républiques turques... Toutes ces appartenances qui paraissent compliquées comportent en fait de très larges possibilités.

Avant de chercher une réponse à la seconde question, il serait utile de rappeler une autre affirmation connue : si vous n'avez pas un projet qui vous soit propre, vous ferez partie des projets des autres. Voyons maintenant la question de savoir si nous sommes un

pont ou un centre. La plupart du temps, nous nous définissons comme un pont entre l'Europe et l'Asie. Si l'on prend le mot pont dans son sens littéral, cela veut dire que les autres passent sur vous pour se rendre ailleurs... Chaque continent se voit en fait au centre du monde. Sur les cartes chinoises, par exemple, l'Asie se trouve juste au milieu, l'Europe à l'ouest et l'Amérique à l'est. Et, dans les cartes utilisées en Amérique, c'est ce continent qui se trouve au milieu, avec l'Asie à gauche et l'Europe à droite. Bref, tout le monde se voit au centre. Mais nous, pourquoi disons-nous en permanence que la Turquie est un pont ?

Pour revenir aux problèmes plus concrets, il faut dire que le mois de mars n'a pas été très bon pour la Turquie. Les leaders des partis chrétiens-démocrates européens se sont réunis à Bruxelles le 4 mars. Ils ont tranché :

"La Turquie n'est pas un pays européen !" Ils ont ainsi réduit à néant les liens qui existent entre l'UE et la Turquie depuis trente-quatre ans ! Que la Turquie ait des faiblesses ou des atouts, c'est l'objet d'une autre discussion. Mais il n'y a qu'un seul mot pour qualifier l'attitude des chrétiens-démocrates européens : il s'agit de racisme. La chose a provoqué des réactions au sein des pays membres de l'Union européenne. A tel point que même le ministre des Affaires étrangères grec, Théodore Pangalos [connu pour ses propos très hostiles à l'égard de la Turquie], a dû intervenir : "Non, la Tur-

quie fait partie de l'Europe."

"On lui a dit des mensonges, on l'a trompée", titrait le journal munichois *Süddeutsche Zeitung*, qui pourtant n'a jamais hésité à critiquer la Turquie de la manière la plus sévère, quand c'était nécessaire. "C'est un pays d'importance stratégique à la croisée de la Russie, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. L'Europe doit faire une proposition en conséquence. Sinon, la Turquie se retournera vers ses autres voisins", ajoutait-il.

Alors que ces discussions avaient lieu à Bruxelles, Ankara accueillait un hôte venu du

Kazakhstan : le Premier ministre Akejan Kajegeldin. Au banquet offert par Neçmettin Erbakan, M. Kajegeldin a fait la déclaration suivante, en regardant M. Erbakan droit dans les yeux : "Notre père commun, c'est Atatürk. Nous ne devons jamais l'oublier et nous devons prendre exemple sur ses principes." Voilà la Turquie, elle est entre ces deux tableaux. Nous n'avons ni à nous énerver quand l'Europe nous insulte, ni à nous voir dans un miroir magnifiant en regardant vers l'Asie. Il faut simplement savoir où nous sommes et où nous allons. **Mustafa Balbay**

NON LA LIBRE CIRCULATION DE MILLIONS DE MUSULMANS MENACERAIT NOTRE IDENTITÉ

DIE WELT

Berlin

Il y a longtemps déjà qu'au sein de l'Union européenne on débat pour savoir si, dans un avenir proche, la candidature de la Turquie pourrait être considérée comme acceptable. L'UE, jusqu'à présent, s'est toujours abstenue de donner une réponse claire. Mais on a le sentiment plus ou moins net que, si la question des droits de l'homme était traitée par Ankara de façon plus satisfaisante, la voie en direction de l'adhésion serait ouverte.

En Turquie, la question de l'entrée dans l'union douanière et maintenant celle du sta-

tut de membre à part entière sont présentées comme des conditions permettant au pays d'éviter de glisser vers le fondamentalisme, l'islamisme, qui l'éloignerait de l'Europe. Les Etats-Unis faisant désormais pression sur l'UE pour qu'elle accepte la Turquie en tant que pays membre, il semble que cet argument ait trouvé à Washington un terreau fertile. Ce qui est excessivement regrettable et démontre que les Etats-Unis ne comprennent visiblement pas la signification de cette affaire pour l'Europe. Ils ne saisissent visiblement pas le danger que représente pour l'identité européenne un apport massif d'immigrés musulmans.

L'UE se verrait grevée du poids des conflits entre Ankara et Athènes

Il est en tout cas temps de dire clairement que la Turquie, dans un avenir proche, n'a pas sa place en Europe. Les raisons en sont évidentes :

- La Turquie est un pays islamique. Les réformes d'Atatürk n'y changent rien. A plus ou moins long terme, son entrée dans l'UE conduirait à la libre circulation et à l'immigration de millions de musulmans en Europe.

Ce qui n'est souhaitable ni en termes d'emploi, ni en ce qui concerne la conservation de l'identité européenne. Les dangers qu'un développement multiculturel fait peser sur la paix sociale et intérieure de l'Europe croîtraient également.

- Pour l'heure, et pour une durée encore indéterminée, la situation économique de la Turquie est si catastrophique que son entrée dans l'UE ne ferait qu'affaiblir la communauté.

- Le non-respect des droits de l'homme, la corruption, la question kurde – qui n'a toujours pas trouvé de solution – sont autant de sujets qui font que la Turquie ne peut être considérée comme apte à devenir membre de l'UE. Quant à la stabilité politique du pays, il faut admettre qu'elle reste fragile.

- En outre, en acceptant l'adhésion turque, l'UE se verrait grevée du poids des conflits entre Ankara et Athènes, entre mer Egée et à Chypre. Ces deux capitales ont jusqu'à présent montré qu'elles n'avaient ni la force ni la capacité de résoudre ces litiges.

Heinrich Lummer*

* Député chrétien-démocrate au Bundestag.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● L'assassinat d'opposants kurdes iraniens à Berlin : "les plus hautes autorités de l'Etat iranien" mises en cause

BERLIN, 10 avr (AFP) - "Les plus hautes autorités de l'Etat iranien" ont été mises en cause jeudi par un Tribunal de Berlin dans l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens à l'arme automatique à Berlin en 1992.

Le tribunal a condamné un Iranien, organisateur de l'attenta, et un Libanais, qui avait été le tueur, à la prison à perpétuité.

vl/pfe/dfg eaf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

TURQUIE Politique

Debout sur un char, Mme Çiller ferait un tabac !

Le Premier ministre Neçmettin Erbakan pousse à l'islamisation de la société. Sa partenaire laïque au gouvernement laisse faire. Si l'armée organisait un putsch anti-islamiste, Mme Çiller, écrit avec ironie le quotidien *Hürriyet*, devrait suivre l'exemple de Boris Eltsine : grimper sur un char et haranguer la foule.

HÜRRIYET
Istanbul

Peut-être attendons-nous en vain... Alors que nous espérons la dégringolade définitive de Tansu Çiller [ministre des Affaires étrangères dans le cabinet de coalition dirigé par Neçmettin Erbakan, chef du parti islamiste Refah], les membres de son parti [Parti de la justice] semblent avoir trouvé une astuce pour qu'elle remporte tous les suffrages aux prochaines élections générales : elle doit monter sur un char d'assaut ! C'est ce qu'aurait suggéré le vice-président de son parti lors de la

récente réunion de leur conseil général de concertation. Il aurait fait la proposition suivante : *"Madame la présidente, ne craignons pas un éventuel coup d'Etat ! [L'armée a mis le gouvernement Erbakan sous une quasi-tutelle, lui reprochant sa dérive islamiste.] Suivons l'exemple de Boris Eltsine. Si jamais il y a une tentative de putsch, vous monterez comme lui sur un char, vous vous dresserez contre les putschistes et vous deviendrez une héroïne... Et, dans ce cas, nous rafferons évidemment tous les votes aux élections..."* Quel génie ! Mme Çiller a été ravie de cette trouvaille.

Ce qu'il reste à faire, maintenant, c'est de trouver un char sur lequel monter. Sans oublier, bien sûr, de surveiller *"Madame la présidente"* pour éviter qu'elle ne se jette, à l'approche des élections, sur un bulldozer de la municipalité qu'elle aurait confondu avec un char. Il y aurait aussi autre chose à surveiller : que l'opposition ne prenne pas connaissance de cette magnifique idée. Car si tous les leaders politiques en campagne se précipitaient sur le même engin

(qui prendrait alors l'allure de ces camions d'Adana transportant des grappes d'ouvriers vers les champs de coton), en quoi le misérable char pourrait-il être utile à l'image héroïque de Mme Çiller ? Mais admettons qu'elle ait réussi son coup et qu'elle se soit hissée seule sur un char. Il est sûr que le petit soldat qui conduit le blindé serait ravi de contempler, par la petite trappe, le joli spectacle au-dessus de sa tête. Mais pourrait-on en dire autant du peuple ? Les électeurs seraient-ils portés à voter pour Mme Çiller ?

Au moment où certains adversaires de la démocratie espéraient voir cette bande [au gouvernement] disparaître définitivement, écrasée par les chars, il est remarquable que celle-ci fasse des projets d'avenir précisément en montant sur ces engins ! Après avoir été blanchie par son partenaire de la coalition, c'est au tour de Mme Çiller de prendre la défense du Refah afin de dissimuler les objectifs intégristes de celui-ci visant à l'instauration d'un régime fondé sur la charia. D'un côté,

la "belle des chars" fait semblant de critiquer le parti islamiste avec ses discours pseudo-laïcs ; de l'autre, elle nous annonce la joyeuse nouvelle (!) du maintien de la coalition au pouvoir. Ainsi, elle sert de paravent au Refah.

En fait, il s'agit là d'un couple très harmonieux. Neçmettin Erbakan n'aurait jamais pu trouver un aussi bon partenaire que Tansu Çiller, et celle-ci n'aurait jamais pu tomber sur quelqu'un d'aussi compréhensif que lui. Leurs divergences et leurs discussions font partie d'un jeu de rôle auquel nous assistons. Et si le spectacle se terminait vraiment par la sortie des chars de leurs casernes ? Eh bien, il suffirait alors de sauter sur le premier d'entre eux. Saluons une telle intelligence !

Bekir Coskun

* La commission créée au sein du Parlement pour enquêter sur les détournements de fonds dont est accusée Mme Çiller a finalement classé le dossier grâce au vote des députés du Refah, qui voulaient éviter l'envoi de leur partenaire au gouvernement devant la Cour suprême.

EU hits death penalty in China, torture in Turkey

Geneva - Reuters

■ The European Union, in a speech to the U.N. Human Rights Commission, said it was stepping up its fight against racism at home, but blasted states including China for "excessive use of the death penalty."

Peter Van Wulfften Palthe, head of the Dutch delegation which currently holds the EU presidency, also expressed concern at alleged torture and other violations in Turkey, which is seeking entry to the 15-member bloc.

It urged Ankara to bring about a "substantial improvement" in its human rights situation. Abuses in Algeria, North Korea, Saudi Arabia, Sudan, Syria and the states of former Yugoslavia were also of concern to the EU, according to Palthe, a respected rights expert who has served as chairman of the 53-member forum.

In his late-night speech to the Commission, Palthe made no reference to the EU backing away from sponsoring a resolution expressing concern about China at this year's talks.

After EU discord, Denmark has announced it will present a motion. The European Union noted progress in Beijing's legal practice such as the amended criminal procedure law which entered into force on January 1, according to Palthe. "However, this is not sufficient. We express the hope that other steps will be taken to align the Chinese judicial process with international human rights standards," he said. "The system of re-education through labour and the excessive use of the death penalty in China constitute some of

our major concerns.

"The continued and increased prosecution of those with dissenting views is a worrying development, as well as the number of people detained arbitrarily or detained simply because of their views," Palthe added. The EU remained concerned about prison conditions in China.

In the EU's name, Palthe called upon China to cease all activities that threatened the distinct cultural, ethnic and religious identity of Tibetans.

He said the EU accepted scrutiny into the practices of its members and had a legitimate interest in those of other states. "For instance, in the face of racism, intolerance and xenophobia raising their ugly heads in our region as well, 1997 has been designated the European year against racism. "The Union will step up its efforts to combat racism and intolerance and will do its utmost to foster understanding between different groups in society," he added.

About Turkey

Palthe said the EU was concerned about Turkey — where human rights groups including Amnesty International have alleged systematic torture by police and the army that they say goes unpunished.

"The Turkish government is aware of our concern about the incidence of torture, involuntary disappearance and extrajudicial execution and the government shares our concern." "The EU welcomes recent initiatives by the Turkish government to amend criminal legislation so as to diminish the risk of torture by reducing the period of detention, registering detainees and by inspection of detention centres," he added.

Turkish Daily News Thursday, April 10, 1997

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● Affaire "Mykonos": l'Etat iranien mis en cause, perpétuité pour un Iranien et un Libanais

BERLIN, 10 avr (AFP) - Pour la première fois dans le monde, l'Iran a été directement mis en cause jeudi par un Tribunal de Berlin dans l'assassinat d'opposants, celui de quatre opposants kurdes iraniens à l'arme automatique à Berlin en 1992.

"Les ramifications du crime vont jusqu'au plus haut sommet de l'Etat iranien", a déclaré le Tribunal criminel de Berlin dans les attendus de son verdict, conformément aux réquisitions du Parquet fédéral.

Le tribunal a condamné un Iranien, organisateur de l'attentat, et un Libanais, qui avait été le tueur, à la prison à perpétuité. L'Iranien Kassem Darabi, considéré comme un agent des services secrets iraniens, a été jugé comme étant l'organisateur de l'attentat, le Libanais

Abbas Rhayel comme étant le tueur qui opéra le 17 septembre 1992 dans le restaurant "Mykonos".

Deux de leurs complices, les Libanais Youssef Amin et Mohamed Atris, ont été condamnés respectivement à 11 et 5 ans et trois mois de prison.

Un cinquième accusé, le Libanais Atallah Ayad a été acquitté.

Mais, plus que le verdict, ce sont surtout les attendus du jugement qui suscitent un immense intérêt.

Conformément aux réquisitions du Parquet fédéral, qui avait mis en cause "les plus hautes autorités iraniennes" comme ayant été les commanditaires de l'assassinat, la justice d'un pays occidental vient ainsi, pour la première fois, de mettre officiellement en cause Téhéran dans un attentat terroriste contre des opposants iraniens.

Reste maintenant à savoir si le Tribunal criminel va aller aussi loin que le Parquet fédéral qui avait nommé et explicitement accusé le Guide spirituel de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, d'avoir ordonné l'assassinat.

La lecture des attendus va durer plusieurs heures.

Quoi qu'il en soit, la mise en cause par la justice du "plus haut sommet de l'Etat iranien" devrait mettre un terme au "dialogue critique" entre Bonn et Téhéran, qui suscitait une vive irritation à Washington.

Depuis le renversement du Chah d'Iran, en 1979, et la prise du pouvoir par le régime des ayatollahs, plus de 220 attentats ont été commis dans le monde contre des opposants iraniens, selon les organisations de défense des Droits de l'Homme. Et seulement 14 d'entre eux ont fait l'objet d'un procès.

vl/pfe/dfg eaf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **Bonn expulse 4 Iraniens, rappelle son ambassadeur, suspend le "dialogue critique"**

BONN, 10 avr (AFP) - Le gouvernement allemand a décidé l'expulsion de quatre collaborateurs d'organismes officiels iraniens en Allemagne, rappelé à Bonn son ambassadeur à Téhéran et suspendu sa participation au "dialogue critique", a annoncé jeudi le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Ces décisions ont été prises après la mise en cause jeudi par un tribunal de Berlin "du plus haut sommet de l'Etat iranien" dans l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens à Berlin en 1992.

L'ambassadeur allemand en Iran, Horst Baechmann, "sera rappelé

aujourd'hui même", et l'ambassadeur iranien à Bonn, Hossein Moussavian -- lui-même rappelé jeudi à Téhéran par le gouvernement iranien -- a été convoqué à la demande du ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, par un secrétaire d'Etat, Peter Hartmann.

Ce dernier a fait savoir à l'ambassadeur que le gouvernement allemand estimait "qu'il est dans l'intérêt des deux États que la situation ne s'aggrave pas" et que c'est l'Etat iranien, en tant que responsable des Droits de l'Homme, qui est mis en cause et non pas les institutions religieuses, ajoute le ministère.

"Le gouvernement fédéral fait confiance au gouvernement iranien, qui a promis de garantir la sécurité des ressortissants allemands et des intérêts allemands en Iran. Parallèlement, le gouvernement allemand s'est engagé de la même manière vis-à-vis des ressortissants iraniens et des intérêts iraniens en Allemagne", indique le ministère.

Au plan européen, Bonn est en "contact étroit avec ses partenaires de l'Union européenne" qui ont "depuis le début affirmé leur solidarité", selon le communiqué. "L'UE débat actuellement à Bruxelles de mesures communes à prendre contre l'Iran, des mesures qui pourraient être le rappel de l'ensemble des ambassadeurs des pays de l'UE à Téhéran et la suspension du dialogue critique décidé en 1992 à Edimbourg par l'UE".

"Pour le gouvernement, il est clair qu'il ne participera plus, à moyen terme, au dialogue critique", déclare le ministère.

"Le gouvernement fédéral regrette cette évolution, d'autant que depuis plus de 100 ans, des relations amicales existent entre les peuples iranien et allemand", conclut le ministère.

jd/pfe/plh tf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **Bonn renouvelle sa mise en garde aux Allemands qui veulent aller en Iran**

BONN, 10 avr (AFP) - Le ministère allemand des Affaires étrangères a réitéré jeudi ses conseils aux Allemands de ne pas se rendre en Iran, après la mise en cause par la justice des plus hauts dirigeants iraniens dans l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens à Berlin en 1992.

Dans un avis officiel aux voyageurs, le ministère fait état de "possibles risques pour la sécurité des ressortissants allemands voyageant en Iran" et demande de ne pas entreprendre de voyage vers ce pays "dans les jours à venir".

Le ministère communique dans cet avis, un numéro de téléphone à

l'ambassade d'Allemagne à Téhéran, tout en précisant que cette dernière est "fermée pour le moment" et ne pourra être contactée "qu'après le 13 avril".

Dans un communiqué publié jeudi après-midi, le ministère des Affaires étrangères avait toutefois déclaré que Bonn faisait "confiance au gouvernement iranien qui a promis de garantir la sécurité des ressortissants allemands et des intérêts allemands en Iran".

Mardi, un porte-parole du ministère avait déjà invité les hommes d'affaires et les touristes à n'entreprendre de voyage vers l'Iran qu'en cas d'absolue nécessité et, dans tous les cas, à prendre contact avec l'ambassade d'Allemagne à Téhéran.

Le porte-parole avait cependant ajouté que Bonn ne disposait d'aucune information faisant état d'un danger particulier pour les Allemands en Iran.

Mercredi, le ministre iranien des Affaires étrangères, Velayati, avait déclaré que la sécurité des ressortissants allemands en Iran et celle des intérêts de la RFA ne subirait pas de conséquence du fait du verdict, quel qu'il soit.

jd/pfe/plh tf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **Londres soutient "sans réserve" la déclaration de l'UE sur l'Iran**

LONDRES, 10 avr (AFP) - Le gouvernement britannique "soutient sans réserve" la déclaration de la présidence de l'Union européenne qui a annoncé jeudi le rappel des ambassadeurs de l'UE en poste à Téhéran et la suspension du "dialogue critique", a indiqué le Foreign Office dans un communiqué.

"Nous soutenons sans réserve le communiqué de l'UE. Nous apporterons notre soutien total à l'Allemagne pour les suites du jugement (de Berlin) et nous travaillerons activement avec la présidence néerlandaise et nos partenaires européens pour trouver un accord sur une réponse ferme" face à l'Iran, a affirmé le porte-parole dans un communiqué.

Un tribunal de Berlin a condamné jeudi un Iranien et un Libanais à la prison à perpétuité dans le cadre de ces quatre meurtres d'opposants kurdes iraniens à Berlin en 1992. Dans leur verdict les juges ont mis mettant en cause les plus hauts dirigeants iraniens.

Bonn, suivi de quelques heures par ses quatorze partenaires de l'Union européenne (UE), a annoncé dans la foulée du verdict le rappel de son ambassadeur et la suspension du "dialogue critique" avec Téhéran, dont l'Allemagne était jusqu'à présent le plus chaud partisan. Téhéran et Bonn ont également annoncé quasi simultanément des expulsions croisées de diplomates.

hb/bir tf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

•Le Monde - jeudi, 10 avril 1997 •Le Monde - jeudi, 10 avril 1997

Une foule impressionnante a suivi les obsèques du dirigeant de l'extrême droite turque

Alpaslan Türkeş était la figure de proue des ultranationalistes

Les obsèques du chef du Parti d'action nationaliste turc (MHP), Alpaslan Türkeş, se sont déroulées, mardi 8 avril à Ankara, en présence d'une

foule impressionnante. La cérémonie, à laquelle ont participé le président Suleyman Demirel, ainsi que le premier ministre islamiste, Necmet-

tin Erbakan et le ministre des affaires étrangères, Tansu Ciller, a été retransmise en direct par les chaînes de télévision.

ISTANBUL

de notre correspondante

Bravant le froid et la neige, inhabituels à cette saison en Turquie, des dizaines de milliers de nationalistes turcs ont rendu, mardi 8 avril à Ankara, un dernier hommage au dirigeant de l'extrême droite, Alpaslan Türkeş, décédé, samedi, d'une crise cardiaque à l'âge de quatre-vingts ans. Dix mille policiers avaient été déployés dans la ville pour contrôler un cortège impressionnant qui s'étendait sur plus de 4 kilomètres. Alpaslan Türkeş, le *basbug* (chef) des ultranationalistes, a eu droit à des funérailles dignes d'un chef d'Etat, en présence des dignitaires du gouvernement. Des représentants des communautés et des pays turcophones d'Asie centrale et du Caucase ont également participé aux funérailles.

Né à Chypre en 1917, Alpaslan Türkeş avait fait une première apparition sur la scène politique en 1944 et a été arrêté avec d'autres militants d'extrême droite qui sympathisaient avec le régime nazi. Mais c'est en 1960 qu'il avait fait

sa véritable entrée : le 27 mai, la voix rauque du colonel Türkeş avait annoncé à la population turque la prise du pouvoir par les militaires.

Rapidement écarté du groupe au pouvoir par les autres putschistes, il avait été « exilé » en poste diplomatique à l'étranger, avant de revenir pour fonder son premier parti politique.

MILICES ET COUP D'ETAT

Exploitant le fervent nationalisme des Turcs, les « foyers d'idéalistes », fondés pour défendre son idéologie, étaient devenus dans les années 70 de véritables milices armées, acharnées à combattre une gauche perçue comme un danger communiste. Les combats entre les « loups gris » (organisation de jeunesse) de l'extrême droite et la gauche avaient coûté la vie à plusieurs milliers de personnes et provoqué le coup d'Etat de 1980.

Arrêté à nouveau en compagnie des autres dirigeants politiques après l'intervention militaire et emprisonné, Alpaslan Türkeş avait repris sa carrière politique à

la tête d'un nouveau parti, dont le nom actuel est le Parti de l'action nationaliste (MHP), après la levée, en 1987, de la loi qui interdisait la participation à la vie politique des anciens chefs de partis. Lors des dernières élections générales, en décembre 1995, le MHP n'avait pas obtenu les 10 % de voix nécessaires pour siéger à l'Assemblée nationale.

Même tenu à l'écart du Parlement, l'influence du *basbug*, qui dépassait largement les limites de son parti, demeurait considérable. De nombreux députés de la droite conservatrice sont d'anciens membres de ces fameux « foyers idéalistes ». Les « loups gris » sont également bien implantés dans l'administration, notamment au sein de la police. Le mafieux d'extrême droite, Abdullah Catli, au centre du « scandale de Susurluk », qui avait révélé les liens entre la police, la mafia et la politique, était lui aussi un ancien « idéaliste ».

Sa vision simple d'une grande Turquie, invulnérable, avait clairement touché une corde sensible au

sein de la population turque, comme le démontrait la foule immense présente mardi à Ankara. Son inflexibilité, notamment sur le problème kurde, lui avait valu un regain de popularité. En politique intérieure, il avait également tenté, sans succès, de convaincre les partis de droite de s'unir.

Les cérémonies terminées, la question de la succession politique difficile d'Alpaslan Türkeş est désormais à l'ordre du jour. Son fils Tugrul tentera de reprendre le flambeau.

Parmi les autres candidats, figure Mehmet Agar, l'ancien ministre de l'intérieur du Parti de la juste voie (DYP) contraint à la démission pour son rôle dans le « scandale de Susurluk ». Mais la bataille se déroulera aussi au niveau de la droite conservatrice - le Parti de la mère patrie (ANAP), le Parti de la juste voie et le Parti de la grande Turquie (BBP, extrême droite islamiste) - qui vont s'efforcer de récupérer les électeurs d'Alpaslan Türkeş.

Nicole Pope

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● Communauté turque aux Pays-Bas: remous autour d'une piscine

ROTTERDAM (Pays-Bas), 10 avr (AFP) - Le tribunal des référés de Rotterdam (ouest) a accordé jeudi, le droit à la direction d'une piscine de la ville d'annuler une fête à laquelle étaient invités cinq à six cents Turcs, prétextant qu'elle pourrait être l'occasion d'affrontements turco-kurdes.

Deux jeunes filles turques avaient en effet retenu depuis quelque temps la salle attenante à la piscine Tropicana pour organiser une fête d'étudiants vendredi soir. Mercredi, elles ont reçu de la direction une lettre les informant que la salle ne voulait plus accueillir la fête, en raison des récents heurts entre Turcs et Kurdes à Schiedam (banlieue de

Rotterdam) qui avaient fait 5 blessés.

Les deux jeunes filles ont alors attaqué en justice la direction de la piscine, demandant au juge des référés de se prononcer sur l'attitude de Tropicana qu'elles estiment injustifiée et qu'elles assimile à de la discrimination puisque la décision a été prise en tenant compte du seul critère de la nationalité.

Jeudi, le juge des référés a été d'un avis contraire et a indiqué que compte tenu de ce qui s'était passé il y a deux semaines, tant à Rotterdam qu'à La Haye (où un incendie, probablement criminel, avait coûté la vie à six membres d'une famille turque d'origine kurde), compte tenu également de la tension qui en était résultée au sein de la communauté turque des Pays-Bas, le moment lui paraissait inopportun pour organiser une fête turque de grande envergure.

"Il est clair que quelque chose couve dans la communauté turque", a conclu le juge.

Les organisatrices ne se le sont pas tenu pour dit, indiquant que, selon elles, une interdiction pareille, "simplement parce qu'une poignée de Kurdes du PKK a fait des siennes à Schiedam", n'aurait pas d'autre résultat "que de faire monter encore un peu plus la tension" au sein de la communauté turque des Pays-Bas.

gil/jj e

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● L'opposition réclame un gouvernement d'unité nationale

ANKARA, 10 avril (AFP) - Mesut Yilmaz, chef du principal parti d'opposition, le parti de la Mère patrie, a demandé jeudi la formation d'un gouvernement d'unité nationale qui remplacerait l'actuel gouvernement islamiste.

"J'appelle tous les partis à se donner la main et à former un gouvernement ayant une base élargie", a déclaré l'ancien premier ministre lors d'une conférence. "La seule voie possible dans l'impasse actuelle est la formation d'un gouvernement d'unité nationale", a-t-il expliqué.

Le gouvernement du Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan et les militaires pro-laïques s'opposent autour d'un plan visant à freiner l'islamisation du pays. Ce plan, proposé le 28 février dernier par le Conseil national de sécurité (MGK) dirigé par les militaires, n'a pas été repris par le gouvernement. Bien qu'il s'agisse d'une institution consultative, ses résolutions sont traditionnellement appliquées au mot près.

La querelle fait craindre une intervention des militaires, déjà auteurs

de trois coups d'Etat dans les 37 dernières années.

Par ailleurs, Tansu Ciller, dirigeante du parti conservateur de La Juste voie, membre de la coalition au pouvoir et ministre des Affaires étrangères, a abordé, jeudi, la question des critiques émises par deux ministres de la formation à l'intention du gouvernement. Le comité administratif du parti a prié les deux ministres pro-laïques de mettre fin à leur attitude. Selon la presse locale, les deux hommes ont refusé de transiger.

Yildirin Aktuma, ministre de l'Education, et Yalim Erez, ministre de l'Industrie, avaient plusieurs fois publiquement accusé M.Erbakan et son parti, le Parti de la Prospérité (Refah) de chercher à introduire des pratiques islamiques dans la société laïque.

Tansu Ciller souhaite pour sa part continuer sa collaboration avec M.Erbakan.

ue/jj e

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● Un organisme officiel dénonce les atteintes aux droits de l'homme en Turquie

PARIS, 10 avr (AFP) - Un organisme indépendant chargé de conseiller le gouvernement français sur la question des droits de l'homme, la CNCDH, dénonce jeudi "l'utilisation quasi-systématique de la torture dans les commissariats" en Turquie, la progression continue du nombre des "extraditions extrajudiciaires" et des "disparitions", et "l'impunité" des tortionnaires.

Dans un avis adopté le 1er avril, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) demande "de façon urgente" au gouvernement "de tout mettre en oeuvre pour obtenir des autorités turques que leurs engagements répétés en matière de protection des droits de l'homme soient enfin respectés".

Elle voudrait également que la France intervienne auprès de la Turquie pour qu'elle ratifie la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciales, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels.

Cet avis, précise la CNCDH, sera transmis au Conseil de l'Europe et à l'Union européenne. Il comporte aussi, selon la CNCDH, d'autres demandes au gouvernement français, et notamment celle de "tout mettre en oeuvre, avec ses partenaires de l'Union européenne, pour qu'une résolution sur la question des droits de l'homme soit inscrite à l'ordre du jour de la 53ème session de la Commission des droits de

l'homme de l'ONU".

Enfin, ajoute la CNCDH, la France doit agir avec ses partenaires européens pour "que la Turquie assume pleinement ses obligations d'Etat-membre du Conseil de l'Europe" et notamment qu'elle "veille au plein respect des arrêts" de la Cour européenne des droits de l'homme (Strasbourg) rendus à son encontre et à diffuser cette jurisprudence en Turquie.

dv/chr/amc eua

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Wer die Mordnacht überstand, fürchtet nun um sein Leben

Vor dem Mykonos-Urteil: In Berlin endet heute unter schärfsten Sicherheitsvorkehrungen ein Prozeß, in dem es um mehr ging als um einen Kriminalfall

Von M. MIELKE

Der Strafantrag lautet auf lebenslange Haft für einen Iraner und einen Libanesen sowie fünf bis elf Jahre für drei weitere Libanesen wegen Mordes beziehungsweise Beihilfe zum Mord an vier Exil-Iranern. Im Hintergrund sehen die Ankläger allerdings staatsterroristische Aktivitäten Irans. Teheran kündigt nach früheren Morddrohungen nun "Selbstbeherrschung" an - egal wie das Urteil des Kammergerichts heute ausfällt. In Iran halten sich nach Angaben des Auswärtigen Amtes derzeit etwa 500 Deutsche auf.

Berlin - Ein Alptraum läßt den Exiliraner Parviz Dastmalchi nachts immer wieder schweißgebadet hochschrecken: Er rast mit einem Auto mit mehr als 250 Stundenkilometern die Autobahn entlang. Plötzlich türmt sich vor ihm ein Hindernis auf. Er kann nicht bremsen. Der Wagen prallt auf. Kein Psychoanalytiker ist nötig, um diesen Traum zu deuten.

Dastmalchi saß am 17. September 1992 im Restaurant "Mykonos" in Berlin-Wilmersdorf, als gegen 22.50 Uhr zwei bewaffnete Männer in den Raum stürzten und das Feuer eröffneten. "Ich hatte mich gerade nach rechts gebeugt und mit meinem Nachbarn gesprochen", erinnert sich der kleine, schwarzhaarige Mann. "Plötzlich sah ich unmittelbar neben mir zwei kräftige Beine und blickte nach oben in ein mit einem Tuch verhülltes Gesicht. Dann fielen auch schon die Schüsse, und ich bin instinktiv nach hinten gesprungen."

Das war seine Rettung - Sekundenbruchteile später wäre er getroffen worden. So wie der 54jährige Sadegh Charafkandi, Generalsekretär der Demokratischen Partei Kurdistan-Iran (DPK-I), dem der blutige Anschlag mit hoher Wahrscheinlichkeit galt. Und wie Fattah Abdoli und Homayoun Ardalani, die Europa- und Deutschlandvertreter der DPK-I, die in jener Nacht im "Mykonos" ebenfalls ihr Leben lassen mußten. Nacheinander bekamen sie von einem der maskierten Täter den sogenannten Fangschuß. Auch Dastmalchi, der als oppositioneller Iraner zu diesem Treffen geladen wurde und die Füße des Mörders immer näher kommen sah, erwartete den Tod. Ganz plötzlich ergriffen die Täter jedoch die Flucht. Dastmalchi, der sich totgestellt hatte, lag immer noch wie erstarrt da. Nicht ahnend, daß er sich schon bald würde rechtfertigen müssen, warum er an diesem Abend überlebte.

Das Restaurant "Mykonos", zur Tatzeit bekannt als Treffpunkt iranischer Oppositioneller, gibt es inzwischen nicht mehr. Der Name der griechischen Insel indes wird in Deutschland noch lange eine zweite Bedeutung haben. "Mykonos" hieß ein im

DIE WELT

Copyright: DIE WELT, 10.4.1997

Frühjahr 1993 ins Leben gerufener Untersuchungsausschuß des Berliner Abgeordnetenhauses, der fast zweieinhalb Jahr lang zu klären versuchte, warum der spätere Hauptangeklagte Kazem Darabi vom Berliner Verfassungsschutz vor dem blutigen Anschlag nicht überwacht worden war - obwohl das die Kollegen vom Bundesamt für Verfassungsschutz dringend empfohlen hatten. "Mykonos" hieß ebenso die 69köpfige Ermittlergruppe, die nach dem Attentat die Untersuchungen übernahm. Und schließlich bekam - zumindest in den Medien - auch jener 247 Tage währende Prozeß vor dem Berliner Kammergericht diesen Namen, der heute mit Urteilen enden wird.

Der Prozeß wird als Lehrstück in Sachen "Gewaltenteilung in einer bürgerlichen Demokratie" in die Gerichtsannalen eingehen. Geprägt von Bundesanwalt Bruno Jost, der, unbeirrt von Einmischungsversuchen anderer Bundesbehörden, die Drahtzieher des Attentats in Teheran suchte; gelenkt vom Vorsitzenden des Ersten Strafsenats, Frithjof Kubsch, der mit schier unerschütterlicher Ruhe und präzisen Nachfragen wenig Arbeit für die anderen Prozeßbeteiligten ließ. Dem 61jährigen Richter und seinen vier Kollegen im Strafsenat war nicht anzumerken, daß sie dreieinhalb Jahre lang, immer donnerstags und freitags, im zur Festung verwandelten Moabiter Kriminalgericht mehr als einen ganz gewöhnlichen Kriminalfall verhandelten.

Da gab es zahlreiche unverblünte Einmischungsversuche der iranischen Führung und politische Querelen, an denen Geheimdienstchefs und Außenminister beteiligt waren. Da wurden die am Prozeß beteiligten Bundesanwälte, die in ihren Plädoyers die mutmaßlichen Drahtzieher des Attentats couragiert beim Namen nannten, in der den Moslems heiligen Stadt Ghom von religiösen Führern als "Söldner-Staatsanwälte" geschmäht und mit dem Todesbann belegt. Da sah sich der Bundeskanzler im Dezember 1996 sogar genötigt, dem iranischen Staatspräsidenten Akbar Haschemi Rafsandschani einen Brief zu schreiben, in dem er zur Vernunft mahnte und auf die eigenständige Rolle deutscher Richter verwies. Was Teheran nicht davon abhielt, den Kronzeugen Abolghasem Mesbahi alias "Quelle C" mit einem falschen Dossier zu diskreditieren. Der abtrünnige, ehemals leitende iranische Geheimdienstmitarbeiter hatte vor Gericht Interna preisgegeben und damit die iranische Führung als mutmaßlichen Drahtzieher des Attentats erheblich belastet.

Parviz Dastmalchi, der an jenem 14. September 1992 mit im "Mykonos" saß, war an fast allen Prozeßtagen dabei - erst als Zeuge, später als Zuhörer. Mit ihm kamen immer wieder eine ganze Reihe Exil-Iraner, die an die Journalisten Handzettel und Artikelsammlungen über den jeweils neuesten Prozeßstand verteilten oder auch - wie nach der Zeugenaussage des ehemaligen iranischen Präsidenten Abol Hassan Bani Sadr - Pressekonferenzen organisierten.

Einige der oppositionellen Exiliraner nennen Dastmalchi einen Verräter. "Warum lebt er noch?" fragt zum Beispiel Shahin Gobadi, Vertreter des Nationalen Widerstandsrates Iran, und rechnet vor: "Vier sind erschossen worden, aber vier blieben unverletzt." Einer müsse der Verräter gewesen sein. Einer müsse die Terroristen in ihrer konspirativen Wohnung angerufen und die Aktion mit den Losungsworten "Borzog Allawi" (Verlangen des schiitischen Führers) losgetreten haben.

Auch das gehört in die Rubrik "Mykonos" - der von den in Deutschland zahlreich vertretenen iranischen Geheimdienstleuten vermutlich lancierte Zwist, das gegenseitige Mißtrauen unter den Oppositionellen. Da hilft Shahin Gobadi gegenüber nicht einmal der Hinweis, daß es doch Parviz Dastmalchi war, der mehrere Stunden nach dem Terroranschlag, noch halb besinnungslos, zum "Mykonos" lief und den Reportern gebetsmühlenartig das Motiv des Anschlags in die Blöcke diktierte: "Ein politischer

Mord! Die Auftraggeber sitzen in Teheran!"

Damals häuften sich die Drohungen: Wenn er als Zeuge aussagen würde, so wurde Dastmalchi telefonisch und per Brief mitgeteilt, werde man ihn töten und seine Familie mißhandeln. Heute kommen die Drohungen zwar seltener, aber immer noch regelmäßig. Vor kurzem hörte er seinen Bruder auf dem Anrufbeantworter: "Bitte ruf sofort zurück!" Später erzählte der, eine Frau habe angerufen und nüchtern mitgeteilt, Parviz sei zwei Stunden zuvor vor seinem Haus zu Tode gefahren worden. Der Exil-Iraner versucht sehr gelassen zu erzählen, so, als informiere er über einen Dritten. Doch es will nicht gelingen.

Seine guten Deutschkenntnisse - vielleicht sind ja auch sie verdächtig? - hat Parviz Dastmalchi Anfang der siebziger Jahre erworben, bei einem Maschinenbaustudium an der Technischen Universität Berlin, das er nicht beendete. Ein ungeplanter "längerer Aufenthalt" in Iran kam dazwischen: Der junge Mann, energischer Befürworter einer pluralistischen Gesellschaft schon unter dem Regime des Schahs, wurde eingesperrt und gefoltert. 1975 gelang erneut die Ausreise nach Deutschland; ein Studium der Politikwissenschaft an der Freien Universität Berlin konnte der Iraner beenden. Nach dem Diplom im Jahre 1981 - zwei Jahre zuvor waren in Iran die Ajatollahs an die Macht gekommen - verweigerte ihm das Konsulat die Rückkehr - es sei denn, der "Feind des iranischen Staates" schreibe als Zeichen seiner Loyalität eine Art Entschuldigungsbrief. Dastmalchi schrieb ihn nicht. "Das wäre einer Anerkennung dieses Regimes gleichgekommen", sagt er.

Parviz Dastmalchi leitet ein Flüchtlingslager des Roten Kreuzes in Berlin; nebenbei publiziert er in persischer Sprache Bücher, die auch in Iran kursieren, mit Titeln wie "Staatsterrorismus der islamischen Republik Iran" oder "Die Grundzüge der Demokratie". Er weiß, daß er mit diesen roten Tüchern den ohnehin zornigen Stier zur Raserei bringen kann. "Man muß mit der Gefahr leben lernen", kommentiert er lakonisch.

Die Familie des Exil-Iraners hat die Wohnung in Berlin-Steglitz längst verlassen und lebt nun in einer anderen deutschen Stadt; nur Dastmalchi und das Foto eines kleinen Mädchens an der Wohnzimmerwand sind geblieben. Es gibt vermutlich keinen, der ihn nach seinen Alpträumen beruhigen kann. Als Antwort auf die Frage, ob er sich denn heute, viereinhalb Jahre nach dem Attentat, sicherer fühlt, gibt es nur ein schmerzliches Lächeln. "In vielen afrikanischen Staaten", sagt Parviz Dastmalchi, "liegt das Durchschnittsalter bei 40 Jahren. Ich bin 48. Das ist doch schon 'ne ganze Menge."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, APRIL 11, 1997

CIA Failed To Warn of Iraq Nerve Gas

By Philip Shenon
New York Times Service

LANGLEY, Virginia — The Central Intelligence Agency's own errors may have led to the demolition after the 1991 Gulf War of an Iraqi ammunition bunker that was filled with chemical weapons — an event that may have

exposed tens of thousands of American soldiers to nerve gas.

At an unusual televised news conference at its headquarters here Wednesday, the agency apologized to the veterans for failing to notify the Pentagon about the contents of the depot.

A report released by the agency revealed that the CIA had solid intelligence in 1986 that thousands of weapons filled with mustard gas had been stored at the Kamisiyah ammunition depot in southern Iraq.

Despite that evidence, the agency failed to include the depot on a list of suspected chemical-weapons sites provided to the Pentagon before the 1991 Gulf War, an intelligence failure that led American troops to assume that

it was safe to blow up the depot in the weeks after the war.

The Pentagon announced last year that more than 20,000 American troops might have been exposed to nerve gas and other chemical weapons as a result of the explosions.

"I'll give that apology — we should have gotten that information out sooner," said Robert Walpole, the agency official who is overseeing the CIA's investigation of possible chemical exposures during the Gulf War.

In detailing the history of intelligence-gathering during the Gulf War, Mr. Walpole said, "This is the chapter that lays out some not-so-pretty news."

The report offered no new evidence to support or refute the claims of the Gulf War veterans who believe they were

made sick by exposure to Iraqi chemical weapons during the conflict.

There were no reports of American troops' falling ill at the time of the explosions at Kamisiyah in March 1991, and scientists are divided on whether exposure to low levels of nerve gas can indeed lead to any chronic health difficulties.

But the CIA report — and dozens of declassified intelligence reports that were released along with it — show there was detailed evidence before and during the war about the presence of chemical weapons at Kamisiyah.

Mr. Walpole said the information was never properly analyzed or shared within the government in part because of the "tunnel vision" of intelligence analysts who convinced themselves that chemical weapons were not at Kamisiyah during the Gulf War, even though chemical munitions were stored there in large numbers during the Iran-Iraq war in the

1980s.

In an introduction to the report, the acting director of central intelligence, George Tenet, said the documents proved that "intelligence support associated with operations Desert Shield and Desert Storm, particularly in the areas of information distribution and analysis, should have been better."

The release of the documents raised new questions about the credibility of CIA officials who insisted repeatedly last year that the government was withholding no information about the incident at Kamisiyah or about the possibility that American troops had been exposed to chemical weapons elsewhere in the Gulf.

The issue is certain to be raised when Mr. Tenet testifies before the Senate Intelligence Committee at his confirmation hearings, which have not yet been scheduled. Veterans groups said they thought Wednesday's report was an ef-

fort to head off some of the criticism of the CIA that could be expected at the Senate hearings.

"This is evidence either of an unraveling cover-up or of an unprecedented intelligence failure," said James Tuite, who led a 1993-1994 investigation of Gulf War illnesses for the Senate Banking Committee.

The documents also provided dramatic support to the assertions of two former agency analysts, Patrick and Robin Edgington, who resigned from the CIA last year and who went public with their allegations that the agency was withholding evidence about chemical exposures during the Gulf War.

Mr. Walpole, who said the documents had resurfaced in recent weeks only after an intensive search of the agency's files and computer banks, acknowledged at the news conference that the "CIA's credibility has suffered in this effort."



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, APRIL 11, 1997

EU Recalls Envoys as Iran Is Found Guilty of Terror 4 Murders in Germany Laid to Tehran Regime

By William Drozdiak
Washington Post Service

BERLIN — A German court ruled Thursday that the highest levels of the Iranian government ordered the gangland-style slaying of three Kurdish dissidents and their translator in Berlin nearly five years ago.

As Iran's biggest trading partner and closest friend in the West, Bonn has pursued business dealings with Tehran while treating such controversial issues as human rights and terrorism in a low-key manner. After the court ruling, though, Germany recalled its ambassador — a move echoed hours later by the European Union.

"The participation of Iranian state agencies, as found in the court verdict, represents a flagrant violation of international law," the Foreign Ministry said in a statement in Bonn.

A three-judge tribunal sentenced an Iranian grocer and a Lebanese accomplice to life in prison for their role in gunning down the Kurdish exiles and the translator at the Mykonos restaurant in 1992. Two accessories were given prison terms of five and 11 years.

The presiding judge, Frithjof Kubsch, said the four men had harbored no personal motives but were fulfilling an assassination decree issued by Tehran's Committee for Special Operations. The court did not cite names but said that the committee consists of Iran's president, its top religious authority, the minister

of intelligence and other senior security officials.

It was the first time that a Western court directly implicated Iran's fundamentalist leaders in the killing of Iranian dissidents in Europe. Iranian opposition figures say that at least 20 people in Europe have been killed by hit squads operating on Tehran's instructions since the Islamic theocracy took power in 1979.

The United States has often exhorted its European allies to isolate Iran for its alleged role in sponsoring terrorism abroad. But Chancellor Helmut Kohl's government has balked at jeopardizing the interests of corporations that do nearly \$2 billion in annual trade and hold \$5 billion in debts from Tehran.

Judge Kubsch insisted that the three judges were not seeking to indict the Iranian government. But he said they reached an inescapable conclusion after months of sifting through evidence that the slaying of the Kurdish exiles was part of a terror campaign to eliminate dissidents abroad that could only be orchestrated by Tehran.

"The Iranian political leadership is responsible," the judge declared. "It is proved that there was an official liquidation order."

Iran's foreign minister, Ali Akbar Velayati, had warned that "a negative verdict in the Mykonos trial will have a negative impact on political and economic ties between Tehran and Bonn." But he dismissed the possibility of re-

prisals and said, "German nationals will have full security."

Last fall, when prosecutors first charged that Iran's spiritual leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, and its president, Hashemi Rafsanjani, were personally involved in ordering the killings, a wave of anti-German street protests erupted in Tehran.

As the verdict was read Thursday, hundreds of Iranian exiles who had gathered in and around the courthouse cheered, clapped and danced in exultation.

Iran is particularly incensed that the prosecution based its case on testimony by such exiles as Abol-Hassan Banisadr, a former president, and Abol-Hassem Mesbahi, a former security official. Both defectors drew on their intimate knowledge of the Iranian hierarchy to assert in court that assassinations could be approved only at the highest levels of the government.

Delivering the court opinion, Judge Kubsch said the court was struck by boasts from Iran's leaders whenever they wanted "to silence an uncomfortable voice." He cited a television interview given by Iran's intelligence minister, Ali Fallahiyan, in August 1992 — a month before the Mykonos killings — in which he bragged about Iran's ability to launch "decisive strikes" against its opponents abroad.

According to court documents, Mr. Fallahiyan was delegated by the special operations council to carry out the plan. He contacted Kazem Darabi, an Iranian

grocer in Berlin known to the German police as an Iranian agent.

Mr. Darabi recruited Lebanese accomplices. They targeted three leaders of the Democratic Party of Iranian Kurdistan, an important opponent of the Iranian regime, who were attending a Socialist International convention here.

The Kurds were tracked by Mr. Darabi and his group to the Mykonos restaurant, where they were said to be plotting anti-Tehran strategy in a back room over dinner. Two masked gunmen burst into the room, shot the Kurds and fled.

The police immediately focused their attention on Mr. Darabi, who had previously come under suspicion for attacks on Iranian dissidents. He and his accomplices were arrested weeks after the shooting and the police seized guns used in the murders that were identified as coming from Iranian Army arsenals.

Mr. Darabi and his chief accomplice, Abbas Rhayel, were found guilty of murder and sentenced to life in prison. Two other men, Youssef Amin and Mohammed Atris, were given terms of 11 years and 5 years and three months. A

fifth man, Atallah Ayad, was acquitted.

■ Washington Hails Verdict

The United States hailed the court finding and said that Germany should draw its own conclusion about ties with Iran, Reuters reported from Washington.

"The United States commends the courage of the German prosecutor, the German judges and the witnesses," said the State Department spokesman, Nicholas Burns. "We are confident that the verdict was based on the court's objective evaluation of the evidence."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, APRIL 11, 1997

No Break in Ties Expected Despite Policy Shift

By Tom Buerkle

International Herald Tribune

BRUSSELS — The European Union decided on a mass recall of ambassadors from Tehran on Thursday and suspended its so-called critical dialogue with Iran after a German court ruled that the Islamic regime had ordered the assassinations of four people in Berlin in 1992.

The decision was an embarrassing and abrupt policy reversal for the 15-nation EU, which has maintained its dialogue with Iran since 1992 despite vigorous pressure from the United States.

The immediate impact of the decision will be to cancel a meeting between EU and Iranian officials scheduled for May 13. The Union's foreign ministers will consider further action at their regular

monthly meeting on April 29 in Luxembourg, but officials said there were no immediate proposals for tougher measures and no expectation that the EU would break off relations with Iran.

The move, which was agreed on at a meeting of senior officials in Brussels late Thursday — although Italy and Greece did not immediately go along with the recall — came at the request of Germany. It has been the main advocate of EU contacts with Iran and is Tehran's biggest European trading partner.

Bonn persuaded most of its partners that the EU had no choice but to toughen its stance after the ruling Thursday by the Berlin court.

"Proof has been found of the implication of the Iranian authorities in that terrorist attack," a Dutch official explained.

A statement issued by the Dutch presidency of the EU added: "The European Union condemns this involvement of the Iranian authorities and regards such behavior as totally unacceptable in the conduct of international affairs."

Germany also recalled its ambassador from Tehran and expelled four Iranian diplomats. Iran, denying any responsibility for the murders, said it would withdraw its envoy from Bonn.

Iran also plans to start court proceedings against 24 German companies that it contends helped Iraq acquire chemical weapons that were used against Iran during their long war in the 1980s.

Although the Union has always wanted a constructive relationship with Iran, it said "no progress can be possible while Iran flouts international norms and indulges in acts of terrorism."

German Trade With Iran Hits Bumpy Patch

Reuters

BONN — Germany is a key trading partner of Iran's, but even before tensions flared between the two countries Thursday, the German Chambers of Industry and Commerce said high debts and political differences had begun to strain economic ties.

German companies exported 2.2 billion Deutsche marks (\$1.3 billion) worth

of goods to Iran last year, while Germany imported 1.1 billion DM in goods from Iran.

Of total exports from Germany to Iran, about 31 percent was machinery, 19 percent electrical equipment and 11 percent chemicals. Other items included food and fine mechanical goods.

German exports to Iran are down from about 8 billion DM five years ago, but despite the increased political tensions, there are still 169 German corporations with offices in Iran.

The German chamber said exports to Iran had fallen sharply because of the country's huge foreign debt, which it said was about \$22 billion at the end of 1996. Germany has provided Iran with about 5.2 billion DM in export credits.

Iran's main export goods are oil, which account for 82 percent of goods sold abroad. Iran has the world's fourth largest oil reserves, and in 1995-96 produced 3.6 million barrels of oil per day.

Iran had a trade surplus of \$1 billion with the European Union in 1995, according to data provided by the German Economics Ministry.

The EU exported \$5.1 billion worth of goods to Iran and imported \$6.1 billion worth.

Iran was ranked 42 among importers of German goods and 49 among exporters to Germany.

The German Foreign Ministry said about 500 German citizens live in Iran, which has an inflation rate of 50 percent and 50 percent unemployment.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

By Daren Butler

ANKARA, April 11 (Reuter) - Turkey announced on Friday a \$31-billion modernisation programme for its armed forces, the second largest in NATO, in a move designed to build the domestic arms industry.

"Thirty-one billion U.S. dollars has been programmed for the Turkish armed forces modernisation," Defence Minister Turhan Tayan told a news conference.

Turkey is seeking greater self-reliance in the defence industry because attempts to buy arms from the West have often been hindered by human rights concerns.

The programme includes plans to buy more than 100 helicopters and more than 600 armoured vehicles and to construct five frigates. There are also plans for the modernisation of over 100 F-4 and F-16 planes, as well as the manufacture and modernisation of tanks.

Tayan said it was the first time such a detailed defence programme, aimed at local makers, had been presented.

"It is expected that the 10-year acquisition programme will have a positive influence on the development of industrial groups and their future plans," he said.

The plan was conceived as a way to regenerate the domestic defence industry, born out of an embargo against Turkey following its invasion of northern Cyprus in 1974.

Turkey has struggled with embargos and arms procurement delays in recent years because of its human rights record in its fight with Kurdistan Workers Party (PKK) rebels.

The U.S. Congress halted the sale of 10 Cobra attack helicopters to Turkey last year in concern over their possible use against the guerrillas. A planned purchase of three navy frigates from Washington was also blocked.

Turkey's defence activities include considerable foreign involvement and Tayan said the programme would involve international companies with the necessary technology.

"In order for the future investment to be economic it is a necessity to address not only the domestic market, but the foreign market as well," he said.

Among cooperation proposals under consideration since Islamist Necmettin Erbakan became prime minister was development of a joint aircraft assembly industry with Indonesia.

Ankara already has a defence industry cooperation deal with Israel, which includes a \$600 million accord under which an Israeli company is upgrading Turkey's F-4 Phantom fighters.

Turkish Islamists, including Erbakan, have criticised the deal, which has also drawn protests from Iran and many in the Arab world.

In February, Turkey signed \$543 million worth of deals with the French-German group Eurocopter to build 30 Cougar helicopters and with the U.S. firm Sikorsky to buy Sea Hawk helicopters.

Turkey's state defence company Turkish Aerospace Industries (TAI) and other Turkish firms will account for 30 percent of the \$430 million deal with Eurocopter.

The Turkish armed forces number 639,000, with more than 4,000 tanks and more than 400 combat aircraft, according to data published by the Institute for Strategic Studies.

Western governments are concerned about an arms race between Turkey and Greece for military dominance in the eastern Mediterranean.

REUTER

Reuter, 11 April 1997

• Libération - vendredi, 11 avril 1997 • Libération - vendredi, 11 avril 1997 • Libération - vendredi, 11 avril 1997

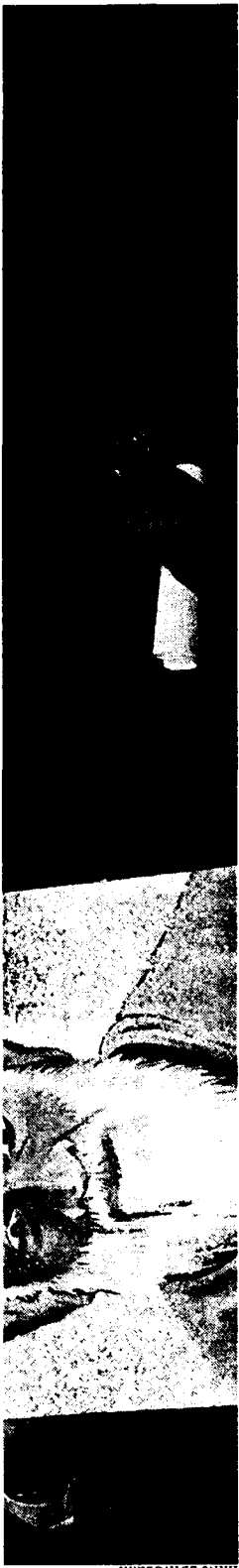
EUROPE-IRAN: LA FIN DU «DIALOGUE CRITIQUE»

La justice allemande accuse Téhéran d'être derrière un attentat.

Bonn de notre correspondante
Les dirigeants politiques iraniens ont ordonné le crime.»

Cette phrase, prononcée hier par un juge de Berlin, Frithjoh Kubsch, est une première, tant dans l'histoire de la justice occidentale que pour l'avenir des relations de l'Allemagne et de l'Union européenne avec le régime islamiste de Téhéran. Pour la première fois, un tribunal européen a osé identifier et dénoncer la main de l'Etat iranien dans un attentat terroriste, l'assassinat de trois opposants kurdes iraniens et de leur interprète, le 17 septembre 1992 au restaurant Mykonos, à Berlin. Les conséquences diplomatiques ont été immédiates: le gouvernement allemand, principal partisan jusqu'alors du «dialogue critique» instauré par l'UE avec l'Iran en 1992, a annoncé qu'il mettait fin, «dans l'immédiat», à ce «dialogue critique».





Manifestation d'opposants iraniens, hier à Berlin devant le tribunal. Ils sont déguisés en dirigeants iraniens, dont l'ayatollah Ali Khamenei, mis en cause lors de l'enquête.

Dès hier après-midi, le ministre allemand des Affaires étrangères a rappelé son ambassadeur en Iran, convoqué l'ambassadeur iranien à Bonn pour lui exprimer ses protestations contre «la violation flagrante du droit des peuples», mise en lumière par le procès, et expulsé quatre représentants iraniens en Allemagne. Téhéran a rappelé son ambassadeur, expulsé quatre diplomates allemands et dénoncé ce qu'il appelle un «jugement biaisé». Bonn a toutefois aussi signalé à l'ambassadeur iranien qu'il souhaite éviter «toute escalade» de la crise. Une rapide coordination à quinzaine à Bruxelles a amené les pays de l'Union européenne à rappeler leurs ambassadeurs en poste en Iran et à suspendre leur «dialogue critique» avec Téhéran. Les Etats-Unis poussaient depuis longtemps l'Europe à changer de politique vis-à-vis de Téhéran. Un Iranien et quatre Libanais étaient jugés à Berlin pour l'assassinat le 17 septembre 1992 de trois opposants iraniens et de leur interprète.

Un iranien et quatre Libanais étaient jugés hier à Berlin pour l'assassinat le 17 septembre 1992 de trois opposants iraniens et de leur interprète.

Services secrets et d'autres hauts responsables des services secrets iraniens. Le parquet fédéral allemand, qui a vaillamment poussé l'enquête jusqu'à, était allé plus loin encore, en nommant le Président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, le

«guide» de la révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, et faisant même délivrer un mandat d'arrêt contre le ministre de l'Information iranien, Ali Fallahian, en mars 1996. Le tribunal a confirmé hier que Fallahian avait planifié la tuerie, de même que l'assassinat d'Abderrahman Ghassemloou, le précédent leader du Parti démocratique kurde iranien, exécuté à Vienne en 1989, a ajouté le juge Kubsch. Dans son jugement, le tribunal s'est abstenu de citer les noms de Rafsandjani et de Khamenei, mais les a précisément désignés et a longuement dénoncé le «terrorisme d'Etat iranien».

L'explosion de joie des opposants iraniens en exil, qui ont salué le verdict par des chants

Lachasse aux opposants

Depuis la prise de pouvoir des islamistes en 1979, l'Iran traque ses opposants à l'étranger.

1980. Attention manquée en France contre Chapour Bakhtiar, dernier des Premiers ministres du shah.

1989. Le 14 février, l'ayatollah Khomeiny prononce une fatwa, sentence religieuse, condamnant à mort Salman Rushdie pour son livre *Les Versets sataniques*.

1989. Le 13 juillet, assassinat à Vienne, en Autriche, d'Abderrahman Ghassemloou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran.

1991. Le 6 août, assassinat à Suresnes de Chapour Bakhtiar.

1992. Le 17 septembre, assassinat à Berlin, de Sharafkandi, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, et de trois de ses collaborateurs.

1993. Le 27 mai, pour la première fois, le parquet fédéral d'Allemagne accuse les services secrets iraniens d'avoir commandité les assassinats de Berlin.

et des danses, en dit assez, à elle seule, de l'humiliation que représente ce jugement pour Téhéran. Tout au long du procès, le régime iranien a multiplié les menaces contre l'Allemagne pour tenter de dissuader la justice de mettre ses dirigeants en cause. Les deux procureurs qui ont mené l'enquête ont été menacés de subir le même sort que Salman Rusdhie. «Un verdict négatif aura un impact négatif sur les liens politiques et économiques entre Téhéran et Bonn», menaçait mercredi encore le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati. Le gouvernement allemand, principal apôtre jusqu'alors du «dialogue critique» avec l'Iran, n'a pas caché qu'il se serait volontiers passé d'une telle mise en accusation. Jusqu'à ces derniers mois, il a défendu ce «dialogue» avec l'Iran, envers et contre les protestations des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne qui l'imploreraient de rompre le contact avec un régime criminel. L'ancien procureur

Stahl a confié avoir été soumis «à de fortes pressions» de la part du gouvernement allemand «pour ne pas mentionner publiquement la participation d'officiels iraniens». Totale dépendance du gouvernement, la justice allemande a pourtant résisté à ces pressions et poursuivi son enquête. Jeté malgré lui au centre de cette crise diplomatique, Bonn était avant tout préoccupé hier de réagir fermement, tout en limitant les dégâts. Le «dialogue critique» avec Téhéran n'a de toute façon plus aucun sens d'ici à l'élection présidentielle en Iran, en mai, analysons-t-on à Bonn. Mais le gouvernement est aussi très soucieux d'éviter une aggravation de la crise. Redoutant ce verdict et de possibles réactions violentes de Téhéran, le ministère des Affaires étrangères a d'avance recommandé à ses ressortissants de ne pas entreprendre que des voyages absolument «nécessaires» en Iran.

LORRAINE MILLOT

Turkish Daily News Friday, April 11, 1997

Erbakan still seeks support for Southeast eco-package

Ankara- TDN Parliament Bureau

■ Prime Minister Necmettin Erbakan continued his visits with opposition party leaders in order to seek their support for an economic package that will help Turkey's eastern and southeastern regional economies recover. Erbakan says the plan called, "Affection for the East" will contain around 600 new projects.

According to Erbakan, the basis of the package is healing the economic wounds of the people of those areas. Turks who have already been disadvantaged by a 13-year bloody conflict with terrorists, by boosting investment there. He says the projects in the package will be implemented by 31 ministries.

Among the projects of the prime minister's scheme are free land distribution to the private sector which invests in the region, five-years tax exemption and the attraction of investors by building organized industrial zones.

The package also contains provisions for building airports, opening of new training courses that will create employment, supporting livestock breeding, encouraging the rural migrant population in urban areas to move back to their villages, and providing loans for settlement and livestock breeding.

Party visits continued Thursday

Erbakan, who met with the main opposition Motherland Party (ANAP) leader Mesut Yilmaz and Democratic Left Party (DSP) chief Bülent Ecevit on Wednesday, continued visiting other party officials on Thursday to seek backing for his economic plan. He visited Republican People's Party (CHP) leader Deniz Baykal, Grand Unity Party (BBP) chairman Muhsin Yazıcıoğlu and Democratic Turkey Party (DTP) chief Hüsamettin Cindoruk on Thursday. The prime minister also reportedly informed the leaders about the government's budgetary practices and complained to them about the difficulty of controlling spending in the treasury.

On Wednesday, ANAP Deputy Eyüp Aşık said Erbakan had drawn a rosy economic picture of the country during his talks with Yilmaz and said his government was in conformity with the economic figures



TDN Ali Fiat Ulay Prime Minister Erbakan and main opposition leader Yilmaz met earlier to discuss the government's economic revival plan for the eastern and southeastern regions. But ANAP officials said Erbakan also complained of his inability to control the Treasury.

which it earlier announced.

Aşık said that Erbakan also requested help from the main opposition leader for support of his project on restructuring the local and regional administrations.

Aşık said ANAP agreed to support the restructuring of the local and regional administrations but that Erbakan did not come up with a concrete plan on that matter.

Further, Aşık said that Erbakan had complained to Yilmaz that he had virtually no control over the allocations and transfers from the treasury and that he was not happy with the current system.

"But Yilmaz advised Erbakan to talk to his coalition partner about that matter," Aşık added.

DSP leader Bülent Ecevit, who spoke after his meeting with Erbakan, said he and the prime minister

had "different assessments" of the issue of proposing an economic recovery package for Turkey's eastern and southeastern regions.

"For ten years, we have been stressing the treatment of security and economic issues in the Southeast together, but the government had refrained from pronouncing the economic dimensions of its policy in the region until recently," he added.

Ecevit also said he urged Erbakan to immediately implement a previously-approved \$250 million aid package to the Turkish Republic of Northern Cyprus.

On the same day, Erbakan was quoted by the Anatolia news agency at a press conference after his meetings with Yilmaz and Ecevit as saying that the government will launch a "\$107 billion project in 1997" for the eastern and southeastern regions.

11 Avril 97 - INTERNATIONAL

Procès du Mykonos à Berlin

Les autorités iraniennes

accusées du crime

LE tribunal criminel de Berlin a rendu hier un jugement qui fera date et qui a déjà provoqué une tempête diplomatique entre Bonn et Téhéran: il met directement en cause les plus hautes autorités iraniennes dans l'assassinat, en septembre 1992, dans un restaurant de la ville, le Mykonos, de trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran et de leur interprète.

L'Iranien Kassem Darabi, aujourd'hui âgé de trente-huit ans, chef présumé de l'opération et considéré comme un agent des services secrets de son pays, et l'exécuteur du crime, le Libanais Abbas Rhayel, vingt-neuf ans, ancien militant du Hezbollah libanais, ont été condamnés à la prison à perpétuité assortie d'une peine de sûreté de quinze ans. Deux de leurs complices, les Libanais Youssef Amin et Mohamed Atris, ont été condamnés respectivement à onze et cinq ans et trois mois de prison. Un cinquième accusé, le Libanais Atallah Ayad, a été acquitté.

Mais le plus intéressant réside dans les attendus du jugement, qui accusent directement du crime les plus hautes autorités iraniennes. 'Les ramifications du crime vont jusqu'au plus haut sommet de l'Etat iranien. La direction politique de l'Iran est responsable de l'attentat', déclare le tribunal. Il précise que l'assassinat a été décidé par un 'comité des affaires spéciales', dans lequel siègent le président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani et le 'guide' de l'Iran, Ali Khamenei. Le ministre iranien des Renseignements, Ali Fallahian, contre lequel le parquet fédéral avait lancé un mandat d'arrêt international pour meurtre en 1996, est nommément cité comme le donneur d'ordre de l'attentat.

Le président du tribunal, Frithjof Kubsch, a mis les points sur les 'i' en caractérisant ce crime comme purement politique. Il a estimé que les victimes ont assassinées en tant que 'porte-parole d'une minorité politiquement gênante'. Ils 'représentaient un danger pour le maintien du pouvoir' à Téhéran, a-t-il dit.

Crise entre.

Téhéran et Bonn

La réaction de l'Iran ne s'est pas fait attendre. Sitôt le verdict connu, le président du Parlement, Ali Akbar Nateq Nouri, représentant de l'aile la plus dure du régime, a affirmé, depuis Moscou où il est en visite, que ces accusations 'ne correspondaient pas à la réalité'. 'Nous avons demandé plusieurs fois aux autorités allemandes de nous transmettre les pièces et les preuves si elles en avaient. Cela n'a pas été fait jusqu'ici', a-t-il ajouté.

Peu après, l'Iran annonçait le rappel 'pour consultations' de son ambassadeur à Bonn. L'Allemagne réagissait aussitôt en rappelant son ambassadeur à Téhéran et annonçait l'expulsion de quatre collaborateurs d'organismes officiels iraniens en Allemagne.

Selon l'hebdomadaire allemand 'Der Spiegel', les services de renseignements allemands s'attendent à des manifestations devant les locaux diplomatiques allemands en Iran, voire à des actions terroristes contre des

intérêts allemands. Le ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a déconseillé aux ressortissants allemands de se rendre en Iran.

Le verdict de Berlin tranche dans une série de procès et d'enquêtes dans lesquels pouvoir politique et justice avaient pris soin de ménager l'Iran. Depuis l'instauration de la République islamique, plus de deux cent vingt attentats ont été commis dans le monde contre des opposants iraniens, selon les organisations de défense des droits de l'homme. Seuls quatorze d'entre eux ont fait l'objet d'un procès en Europe. Dans la plupart des cas, les terroristes ont disparu sans être identifiés, les suspects ont bénéficié de l'immunité diplomatique ou ont été relâchés, faute de preuves.

A plusieurs reprises, les pays concernés ont cédé à la 'raison d'Etat', soit pour préserver les relations avec l'Iran, soit par crainte d'attentats. Ce fut notamment le cas en France après l'assassinat de l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar en 1991. Dans le procès des meurtriers présumés, en 1994 à Paris, le parquet avait bien mis en cause le terrorisme d'Etat iranien.

Mais le tribunal est resté muet sur ce point dans son jugement. Et Abedin Sarhadi, celui des accusés qui entretenait les liens les plus étroits avec Téhéran, fut acquitté, 'faute de preuves'... La France s'est également distinguée en renvoyant dans leur pays, fin 1993, deux Iraniens recherchés par la justice suisse pour le meurtre d'un ancien ambassadeur iranien à Genève. Mais elle ne fut pas la seule: en 1989, les meurtriers présumés du chef kurde Gassemlou, assassiné à Vienne, ont aussi pu quitter l'Autriche dans des conditions controversées et rejoindre Téhéran.

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

Iran : du banc des accusés au ban des nations

L'Iran, « au plus haut sommet de l'Etat », a été accusé hier de terrorisme par un tribunal allemand. Ce verdict dans une affaire d'attentat, une première mondiale, a déjà causé des expulsions croisées. L'Union européenne rappelle ses ambassadeurs et suspend le dialogue critique.

Le verdict du tribunal criminel de Berlin dans le procès pour l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens en 1992 est tombé hier matin comme un couperet pour le régime islamique : « Les ramifications du crime vont jusqu'au plus haut sommet de l'Etat iranien », « la direction politique de l'Iran est responsable de l'attentat ». Le gouvernement iranien avait pourtant fait pression d'abord pour empêcher le procès, puis pour en influencer le cours pendant les trois ans et demi de délibérations.

L'attentat, perpétré le 17 septembre 1992 dans un restaurant berlinois, « Le Mykonos », avait coûté la vie à trois membres du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI). Il avait été décidé par un « Comité des affaires spéciales », dans lequel siègent le chef de l'Etat iranien, Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, et le Guide spirituel, Ali Khamenei, a souligné le tribunal sans toutefois citer les noms, à la différence du Parquet fédéral. Le ministre iranien des Renseignements, Ali Fallahian, contre lequel le Parquet fédéral avait lancé un mandat d'arrêt pour meurtre, est en revanche nommément cité.

Le tribunal a condamné à la prison à vie l'Iranien Kassem Darabi, chef présumé de l'opération et considéré comme un agent des services secrets de son pays, ainsi que le Libanais Abbas Rhayel, soupçonné d'avoir été le tueur. Deux complices, les Libanais Youssef Amin et Mohamed Atris, ont été condamnés respectivement à 11 et 5 ans et trois mois de prison. Un cinquième accusé a été acquitté.

Le « dialogue critique » suspendu

L'Allemagne a décidé de surcroît l'expulsion de quatre collaborateurs d'organismes iraniens. Aussitôt, la télévision d'Etat iranienne a annoncé la même mesure pour quatre diplomates allemands. Les deux pays ont décidé en outre de rappeler leurs ambassadeurs respectifs et Bonn a suspendu le « dialogue critique » dont l'Allemagne était le principal avocat au sein de l'Union européenne, et qui fut décidé en 1992 au sommet d'Edimbourg. La ministère des affaires étrangères a réitéré son appel déconseillant tout voyage en

Iran aux ressortissants allemands.

C'est dans les rangs des fondamentalistes que les réactions les plus violentes sont à craindre. Selon Der Spiegel, les services de renseignements s'attendent à des manifestations devant les locaux diplomatiques allemands en Iran, voire à des actions terroristes contre des intérêts germaniques.

Mais l'Allemagne n'est pas isolée. Les autres pays de l'Union européenne ont décidé de rappeler leurs ambassadeurs en poste en Iran -Athènes et Rome menant encore des consultations sur ce point- et de suspendre à leur tour le « dialogue critique ». Avant l'annonce de cette décision, le gouvernement américain, en saluant le courage du tribunal de Berlin, du procureur et des témoins, avait appelé les Européens à « suivre l'exemple » des Etats-Unis en coupant les ponts avec l'Iran.

Aubaine commerciale

L'Iran se trouve plongée dans sa plus grave crise avec les Européens depuis la fatwa lancée en 1989 contre l'écrivain britannique Salman Rushdie, qui avait déjà provoqué à l'époque un rappel de tous les ambassadeurs européens en poste à Téhéran.

Le « dialogue critique » instauré depuis gèle sans les proscrire vraiment les visites politiques de haut niveau à Téhéran, mais n'interdit pas de continuer à commercer. Cette politique a été constamment critiquée par Washington. L'an dernier, les Européens se sont, Allemands et Français en tête, farouchement opposés à la loi dite « d'Amato », par laquelle les Etats-Unis se sont donné les moyens de décréter des représailles contre toute entreprise investissant dans le secteur des hydrocarbures iraniens.

L'absence américaine d'Iran a permis aux Européens de rafler -avec les Japonais et les Coréens- les premières places de partenaires commerciaux, l'Allemagne se situant en tête devant l'Italie, la Grande-Bretagne et la France.

Campagne électorale à Téhéran

Cette nouvelle crise survient alors que l'affaire Rushdie n'a pas progressé. Téhéran continue d'envoyer des signaux contradictoires, faisant savoir qu'il n'enverrait pas de tueurs traquer l'écrivain tandis qu'une fondation religieuse promet 2,5 millions de dollars à qui le tuera. L'Iran a également aggravé le contentieux avec la détention de l'écrivain contestataire Faraj Sarkhoui qui avait disparu l'an dernier alors qu'il devait s'envoler pour l'Allemagne.

Le jugement de Berlin est d'autant plus embarrassant pour l'Iran qu'il survient à quelques semaines de l'élection présidentielle du 23 mai, dans un climat politique propice à tous les excès.

© Dernières Nouvelles D'Alsace, Vendredi 11 Avril 1997.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● Le procès de Berlin sans valeur juridique, selon un ministre iranien

TEHERAN, 11 avr (AFP) - Le verdict du tribunal de Berlin qui a mis en cause jeudi le régime iranien dans un meurtre d'opposants politiques n'a "aucune valeur juridique", a affirmé vendredi le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif.

M. Zarif, chargé des affaires juridiques et internationales, a déclaré à l'agence officielle IRNA que le jugement était basé sur des déclarations de "terroristes, membres de groupes contre-révolutionnaires, tous poursuivis par la justice

iranienne".

"Dans chaque procès, le tribunal doit donner une possibilité de défense à la partie accusée, c'est pourquoi ce procès n'a aucune valeur juridique et n'était qu'un simple spectacle politique", a ajouté le responsable iranien.

Le tribunal de Berlin a condamné à des peines allant de la réclusion à perpétuité à cinq ans et trois mois de prison un Iranien et trois Libanais responsables du meurtre de quatre opposants kurdes iraniens en 1992 dans le restaurant berlinois "Mykonos".

Il a également estimé que les plus hauts responsables iraniens étaient impliqués dans cette affaire. Ces déclarations ont entraîné l'annonce du rappel des ambassadeurs de l'Union européenne à Téhéran, et la suspension du "dialogue critique" de l'UE avec l'Iran.

Téhéran a également rappelé son ambassadeur à Bonn, et les deux pays ont annoncé des expulsions croisées de diplomates et responsables d'organismes officiels.

De nouvelles déclarations sur ce sujet sont attendues vendredi en milieu de journée lors de la traditionnelle prière musulmane à l'université de Téhéran, au cours de laquelle intervient chaque semaine une haute personnalité désignée par le guide de la République islamique et premier dignitaire iranien, l'ayatollah Ali Khamenei.

cro/Kar

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● L'Australie rappelle son ambassadeur en Iran

SYDNEY, 11 avr (AFP) - L'Australie a annoncé vendredi le rappel de son ambassadeur en poste à Téhéran, suite aux attendus du tribunal criminel de Berlin qui a mis en cause les plus hautes instances iraniennes dans l'assassinat de quatre opposants kurdes à Berlin.

L'Australie suit ainsi l'exemple des 15 pays de l'UE qui avaient décidé jeudi de rappeler leurs ambassadeurs en poste en Iran et de suspendre leur "dialogue critique" avec Téhéran du fait de son implication dans l'assassinat de quatre Kurdes à Berlin.

Cette action européenne suivait une décision du tribunal de Berlin qui a estimé que l'attentat qui avait coûté en 1992 la vie à quatre membres de l'opposition kurde au régime iranien dans un restaurant berlinois, avait été commandité par "le plus haut sommet de l'Etat iranien".

jt/bm/nev eaf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● L'Autriche contre toute rupture des relations diplomatiques avec Téhéran

VIENNE, 11 avr (AFP) - Le ministre autrichien des Affaires étrangères, Wolfgang Schuessel, s'est prononcé vendredi contre toute rupture des relations diplomatiques entre les pays de l'Union européenne et l'Iran et contre l'imposition de sanctions économiques à ce pays.

"Je ne pense pas qu'on devrait rompre les relations diplomatiques (avec Téhéran), ce serait erroné, (...). De même des sanctions économiques touchent la population et non les dirigeants d'un pays", a déclaré le ministre autrichien dans une interview à la radio nationale (ORF).

Il réagissait au verdict rendu jeudi par le Tribunal criminel de Berlin dans le procès pour l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens dans cette ville en 1992.

Le tribunal de Berlin a jugé que "les ramifications du crime" de 1992 allaient "jusqu'au plus haut sommet de l'Etat iranien" et que "la direction politique de l'Iran" était "responsable de l'attentat".

M. Schuessel a jugé "inacceptable" que "des liens" aient pu être établis entre "des crimes et les cercles les plus élevés de la direction iranienne".

Il a dit que Vienne était entièrement solidaire de ses partenaires européens dans cette affaire et que l'Autriche aurait décidé "seule" de rappeler son ambassadeur à Téhéran si une attitude commune des pays de l'UE n'avait pu être adoptée.

"Le dialogue critique que l'Autriche et d'autres pays européens comme l'Allemagne ont mené avec l'Iran est fini", a martelé M. Schuessel.

Les pays de l'Union européenne ont décidé jeudi soir après le verdict de Berlin de rappeler leurs ambassadeurs en poste à Téhéran et de suspendre leur "dialogue critique" avec l'Iran.

MO/bm t.f

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Harte Urteile im Berliner «Mykonos»-Prozess Die iranische Führung als Urheberin der Morde bezeichnet

Neue Zürcher Zeitung

Freitag, 11. April 1997 · Nr. 83

Ein Berliner Gericht hat trotz allen Drohungen, Störversuchen und diplomatischen Rücksichtnahmen die iranische Führung als Urheberin der Ermordung von vier Exiliranern in Berlin im Jahre 1992 identifiziert. Vier Angeklagte erhielten harte Strafen. Wichtiger dürfte das Nachspiel dieses Prozesses sein, der die Machenschaften des von Teheran ausgehenden Staatsterrorismus überzeugend dokumentiert hat.

hau. Berlin, 10. April

Nach dreieinhalbjähriger Prozessdauer ist am Donnerstag der sogenannte Mykonos-Prozess in Berlin mit harten Urteilen für vier der fünf Angeklagten zu Ende gegangen. Der Iraner Kazem Darabi als Organisator des Attentats auf vier Exiliraner im September 1992 und der libanesische Todesschütze Abbas Rhyael erhielten lebenslange Freiheitsstrafen. Der Libanese Yousef Amin, der vor dem Restaurant Mykonos in Berlin

Wache gestanden hatte, bekam elf Jahre Haft diktiert, während der Angeklagte Mohammed Atris wegen Besorgung falscher Papiere auf fünf Jahre und drei Monate hinter Gitter muss. Der fünfte Angeklagte wurde mangels Beweisen freigesprochen. In seiner Urteilsbegründung legte das hiesige Kammergericht die Ermordung der vier kurdischen Oppositionspolitiker eindeutig der politischen Führung Iran zur Last. Der Teheraner Geheimdienstminister Fallahian, gegen den schon der Bundesgerichtshof am 14. März 1996 Haft-



Exiliraner demonstrieren vor dem Gerichtsgebäude gegen das Regime in Teheran. (Bild Reuter)

befehl erlassen hatte, wurde mit Namen genannt. Präsident Rafsanjani, Aussenminister Velayati und der religiöse Führer Khamenei hingegen wurden lediglich mit ihren Funktionen als Mitglieder des für die Billigung von Terroranschlägen zuständigen «Komitees für Sonderangelegenheiten» identifiziert.

«Kein religiöser Hintergrund»

Der Vorsitzende Richter Frithjof Kubsch stellte in seiner vierstündigen Urteilsbegründung die Notwendigkeit für einen Rechtsstaat heraus, nicht nur Schuldige zur Rechenschaft zu ziehen, sondern auch Drahtzieher und Hintermänner zu benennen. Ausführlich schilderte er die Funktion des staatsterroristischen Apparates in Iran, der von der politischen Führung den Auftrag erhalten hatte, die kurdische Opposition des Landes zu liquidieren. Von einem blutigen Attentat 1989 in Wien bis zu den Berliner Morden führe ein roter Faden, der innerkurdische Auseinandersetzungen ausschliesse. Es gebe auch keinen religiösen Hintergrund für die Tat, die auf reine Machtpolitik zurückgehe. Der iranischen Führung sei es einzig darum gegangen, die vom Ausland wirkende Opposition vernichtend zu schlagen.

Trotz dem Verzicht auf die namentliche Brandmarkung der iranischen Führungsspitze entwarf die Urteilsbegründung noch einmal das abschreckende Bild des Terrors, das an 247 Verhandlungstagen durch die Aussagen von 166 Zeugen entstanden war. Sie zog einen Strich unter den mühsamen Prozess der Wahrheitsfindung, den Teheran bis zum Schluss mit diplomatischem Druck, wirtschaftlichen Pressionen und Morddrohungen zu vereiteln suchte. Lange Zeit waren auch in Bonn das Justizministerium und das Auswärtige Amt, ganz zu schweigen von dem Geheimdienstkoordinator Schmidbauer im Bundeskanzleramt, auffällig schwach am Fortgang des Prozesses

interessiert. Von gefährdeten nationalen Interessen wurde gemunkelt, und die Staatsanwälte fühlten sich mehr als einmal allein gelassen. Es spricht für den Mut von Anklägern wie Richtern in Berlin, dass trotz allen Einflüsterungen von Bonner Stellen ein deutsches Gericht zum erstmal die Führung eines fremden Staates für eine Bluttat verantwortlich machte.

Forderung nach einem neuen Kurs der EU

In ersten Stellungnahmen haben Sprecher der Bonner Parteien den Abbruch der diplomatischen Beziehungen als Konsequenz aus dem Urteil abgelehnt, wohl aber eine Neubewertung des «kritischen Dialogs» mit Teheran befürwortet. Karl Lamers, aussenpolitischer Sprecher der CDU/CSU Fraktion im Bundestag, plädierte für die Rückberufung aller Botschafter der EU-Staaten aus Teheran, um eine neue, gemeinsame Linie zu beschliessen. Im übrigen solle man die dortige Reaktion und den Ausgang der iranischen Wahlen Ende Mai abwarten. Für die SPD forderte Karsten Voigt die formelle Beendigung des bisherigen Dialogs, während sein Parteifreund Günter Verheugen einen Tiefpunkt der Beziehungen für gekommen sah. Wichtig sei jetzt eine gemeinsame Politik der EU-Staaten, damit Teheran nicht die Möglichkeit habe, die Profitsucht mancher Staaten auszunutzen. Aus diesem Grunde seien auch die USA in die kommenden Überlegungen einzubeziehen. Zur Äusserung des FDP-Politikers Möllemann, die deutsche Aussenpolitik dürfe nicht von einem Berliner Richter bestimmt werden, sagte Verheugen, ebensowenig könne man zögern, wenn ein Gericht feststelle, dass ein fremder Staat auf deutschem Boden morde.

Bonn will den «kritischen Dialog» stoppen

Bonn, 10. April. (ap) Mit einer Reihe von diplomatischen Massnahmen bei grundsätzlicher Auf-

rechterhaltung der offiziellen Beziehungen zu Iran hat die deutsche Bundesregierung auf die von den Berliner Richtern festgestellte Auftragsgeberrolle der Teheraner Führung reagiert. Sechs Stunden nach Beginn der Urteilsverkündung teilte Aussenminister Kinkel am Donnerstag den vorläufigen Rückzug aus dem «kritischen Dialog» mit Iran mit, rief den Teheraner Botschafter Horst Bächmann zur Berichterstattung nach Bonn zurück und kündigte die Ausweisung von vier iranischen Diplomaten aus Deutschland an. Zugleich warnte die Bundesregierung vor Reisen nach Iran in den nächsten Tagen und begründete dies mit möglichen Sicherheitsrisiken für deutsche Staatsbürger. Wie das Auswärtige Amt weiter mitteilte, wurde der iranische Botschafter in Bonn, Hussein Moussavian, zitiert und ihm die politische Bewertung der jetzt entstandenen Lage mitgeteilt. Ihm sei zugleich erklärt worden, dass es im Interesse beider Staaten liege, wenn die Lage nicht weiter eskaliere.

Bonn verwies auch darauf, dass sie Iran als Staat und nicht dessen religiöse Institutionen völkerrechtlich verantwortlich mache. Die in der Urteilsbegründung festgestellte Beteiligung staatlicher iranischer Stellen an den Morden in Berlin stelle einen eklatanten Verstoß gegen das Völkerrecht dar, erklärte das Auswärtige Amt. Ein derartiges Vorgehen im Bereich der internationalen Beziehungen könne nicht hingenommen werden. In der Mitteilung wurde weiter auf Beratungen der Europäischen Union über eine gemeinsame Reaktion auf das Urteil verwiesen. Zu den ins Auge gefassten Massnahmen gehörten die Rückberufung aller Botschafter zur Berichterstattung und die Aussetzung des «kritischen Dialogs».

Zögern der EU-Kommission

Aus der EU-Kommission in Brüssel hiess es allerdings, das Urteil werde den «kritischen Dialog» voraussichtlich nicht beeinflussen. «Der Dialog besteht seit langer Zeit. Nun hat die Justiz eines Mitgliedstaates ein Element in der Landschaft verändert. Dem müssen wir Rechnung tra-

gen; doch da unser Dialog schon kritisch ist, sehen wir keinen Grund, unsere Haltung zu verändern», sagte ein Kommissionssprecher.

Verhaltene Reaktion Teherans

Abberufung des Botschafters aus Bonn

vk. Limassol, 10. April

Die iranischen Behörden haben am Donnerstag ihre Antwort auf das Berliner Urteil wohl erwohnen. Das Radio berichtete zunächst gar nicht über die Sache, und die Agentur Irna lieferte kein Wort des Kommentars. Somit blieben auch die gefürchteten Strassenproteste von Hizbullah-Aktivisten in der Hauptstadt fürs erste aus. Am Abend erklärte dann der Sprecher des Aussenministeriums, der iranische Botschafter in Bonn, Hussein Moussavian, werde zu Konsultationen abberufen. Das iranische Fernsehen hielt sich dann an eine Äusserung des Parlamentspräsidenten, Natek Nuri, welcher den Urteilsspruch als politischen Beschluss darstellte. Nuri wiederholte frühere Kritik, es fehlten sichere Beweise für die Verurteilung, ganz besonders, was die höchsten Vertreter der Islamischen Republik betreffe.

Es bedeutet eine Niederlage für die iranische Diplomatie, dass trotz ihren zähen Bemühungen in Bonn das Berliner Gericht spezifisch den Staatspräsidenten und den Revolutionsführer als Hintermänner der Mordaktion von 1992 nennt. Mildernd fällt einzig ins Gewicht, dass ihre Namen nicht genannt sind. Die Teheraner Regierung setzt – nebst den nun wohl unumgänglichen Gestikulationen mit der Abschiebung von Diplomaten – vieles daran, die nicht nur wirtschaftlich bedeutenden Beziehungen zu Deutschland zu retten. Die Zusammenarbeit mit Bonn und anderen EU-Ländern ist das einzige westliche Gegengewicht zur Politik Amerikas, welche auf Isolation der Islamischen Republik abzielt. Falls die USA die Schwächung Teherans nun für einen Vorstoss im Uno-Sicherheitsrat ausnutzen sollten, so wäre Iran auf europäische Hilfe angewiesen.

Neue Zürcher Zeitung

Freitag, 11. April 1997 · Nr. 83

«Mykonos» – ein Urteil auch gegen Bonn

In Berlin ist ein unschöner Prozess zu Ende gegangen. Unschön war die Ausgangslage des Verfahrens, unschön auch die Verquickung eines ruchlosen Verbrechens mit finsterner Politik, unschön waren ferner die permanenten Drohungen jener Kreise in Teheran, die fürchteten, durch den Fall blossgestellt zu werden, und unschön war schliesslich die Tatsache, dass man damit rechnen musste, der deutsche Rechtsstaat würde sich der seltsamen Bonner Staatsräson gegenüber den Ayatollahs fügen und den Prozess zu einer Farce verkommen lassen. Das ist nicht geschehen. Wenn etwas an dem Berliner «Mykonos»-Prozess um die Ermordung iranischer Oppositioneller nicht unschön ist, dann die Geradlinigkeit und Unbeirrbarkeit der deutschen Justiz, namentlich der Ankläger, die sich nicht scheuten, schonungslos auf die Täter zu zeigen

und diese beim Namen zu nennen.

Wenn Teheran durch seinen Aussenminister nun grosszügig verlauten lässt, die Deutschen in Iran hätten nichts zu befürchten, dann mag das nach dem Zittern der Bonner Amtsstellen in den letzten Wochen recht tröstlich sein. Aber solche Zusicherungen sind keinen Pfifferling wert. Der «Mykonos»-Prozess hat mit brutaler Offenheit die Mechanik eines Terrorregimes entblösst, das nicht nur mordet, wie und wo es ihm beliebt, sondern dieses Tun auch noch mit göttlichem Willen rechtfertigt. Nicht bloss vier Kurden in einem Berliner Restaurant, sondern zahlreiche andere Exiliraner haben diese zynische Blasphemie mit ihrem Leben bezahlt. Auch die beiden deutschen Staatsanwälte, die demaskierten, wer in Teheran letztlich die Attentate befiehlt, spürten diesen göttlichen Willen. Teheran liess nichts

unversucht, sie einzuschüchtern. Dass die Richter sich ihren Darstellungen nicht verschlossen und keine Beschönigung oder Verharmlosung in ihr Urteil einfließen liessen, ist ihnen hoch anzurechnen.

Was wird man in Bonn, vor allem im Aussenministerium, nun tun? So oft die Mullahs ihre Reisenden in Sachen «Sonderangelegenheiten» aussandten, so oft versuchte die deutsche Regierung, sie mit einem «kritischen Dialog» zu bekehren. Selbst als die Anklagen im Fall «Mykonos» schon ergangen waren, weilte der iranische Geheimdienstminister Fallahian noch als Gast in Bonn und wurde dort, vom entsprechenden Funktionskollegen, gleichsam als geheim-

dienstlicher Kumpel gehätschelt. Das war notabene über ein Jahr nachdem er öffentlich erklärt hatte, Iran werde die Opposition auch weiterhin im In- und Ausland verfolgen. Dass der «kritische Dialog» den Verantwortlichen am Rhein stets wichtiger war als die Erkenntnisse aus dem Prozess in Berlin, ja dass der Gang des Verfahrens von Bonn aus behindert wurde, ist ebenfalls kein Geheimnis. So kann man nur hoffen, dass jetzt, wo Teherans Terror quasi urkundlich beglaubigt ist, dem «Dialog» endlich ein Ende gesetzt werde. Ansätze zu einer härteren – und glaubwürdigeren – Gangart gegenüber Iran sind immerhin zu erkennen.

de.

DIE WELT
Freitag, 11. April 1997

Mykonos-Urteil: Irans Führung ordnete Morde an

Berliner Richter werfen der Regierung in Teheran Staatsterrorismus vor – Lebenslang für Attentäter – Bonn zieht Botschafter ab

WELT-NACHRICHTENDIENST
Berlin – Das Attentat auf vier kurdisch-iranische Oppositionspolitiker in dem Berliner Lokal „Mykonos“ ist nach dem Urteil des Berliner Kammergerichts von Mitgliedern der Teheraner Führung angeordnet worden. Über solche Liquidierungsaktionen werde im sogenannten Komitee für Sonderangelegenheiten entschieden, urteilte gestern der 1. Strafsenat nach insgesamt 246 Sitzungstagen. Zwei

der fünf Angeklagten erhielten wegen des Terroranschlags vom 17. September 1992 lebenslange Freiheitsstrafen wegen Mordes. Einer der Hauptangeklagten kündigte einen Revisionsantrag an.

Deutschland zieht als Konsequenz aus dem Urteil seinen Botschafter aus Teheran ab. Der Diplomat Horst Bächmann sei noch gestern nach Bonn zurückgerufen worden, teilte das Auswärtige Amt mit. Vier Mitarbeiter iranischer

Vertretungen in der Bundesrepublik wurden aufgefordert, das Land zu verlassen.

Auch die iranische Regierung rief ihren Botschafter in Bonn „zu Konsultationen“ nach Teheran zurück. Die Rückrufung von Hossein Mousavian wurde mit dem „politischen“ Urteil des Berliner Kammergerichts begründet. Die amtliche iranische Nachrichtenagentur Irna meldete den Urteilspruch und nannte dabei auch das Straf-

Die Auftraggeber des Anschlags

DW Berlin – Nach dem Urteil des Berliner Kammergerichts sind die wichtigsten Mitglieder der iranischen Führung für das Mykonos-Attentat verantwortlich. Die Richter stellten fest: „Die Beschlussfassung über entsprechende Operationen liegt in den Händen des geheimen und außerhalb der Verfassung stehenden ‚Komitees für Sonderangelegenheiten‘, dem der Staatspräsident, der Minister des Geheimdienstes Vevak, der für die Außenpolitik zuständige Chef, Vertreter des Sicherheitsapparates und anderer Organisationen sowie der ‚religiöse Führer‘ angehören.“



Präsident Ali Akbar Haschemi Rafsandschani FOTO: GAMMA



Ali Khamenei, der religiöse Führer Irans FOTO: M. DARCHINGER

maß für die Angeklagten. Dagegen vermied sie es, den vom Gericht festgestellten Zusammenhang des Attentats mit der iranischen Führungsspitze zu berichten. Der iranische Parlamentspräsident Ali Akbar Nategh-Nuri äußerte sich am Rande eines Moskau-Besuchs. Er sagte, die Vorwürfe des Gerichts hätten nichts mit der Wirklichkeit zu tun.

Der Vorsitzende Richter Frithjof Kubsch nannte in der Begründung

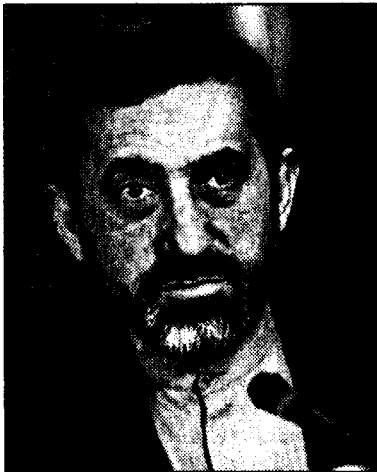
des Urteils lediglich Geheimdienstminister Ali Fallahian beim Namen. Gegen Fallahian hatte der Bundesgerichtshof bereits am 14. März vergangenen Jahres Haftbefehl erlassen. Die übrigen Mitglieder des Komitees nannte der Richter nur in ihrer Funktion an der Staatsspitze. Laut Plädoyer der Bundesanwaltschaft sind in dem Gremium neben dem Geheimdienstchef auch Staatspräsident Ali Akbar Haschemi Rafsandscha-

ni, Außenminister Ali Akbar Welajati und der religiöse Führer Ali Khamenei vertreten.

Das Gericht äußerte sich überraschend klar zu dem von der Bundesanwaltschaft erhobenen Vorwurf des Staatsterrorismus. Die Gründe für die Verfolgung der Oppositionellen durch Teheran seien rein machtpolitischer Art und hätten keinen religiösen Hintergrund, sagte Kubsch in der Urteilsbegründung. Ziel sei die Vernichtung der kurdischen Oppositionspartei gewesen. Dazu habe die Führung Irans den Entschluß gefaßt, die Führung der Oppositionspartei nicht nur politisch zu bekämpfen, sondern sie zu liquidieren.

Das nach mehr als dreieinhalb Jahren Prozeßdauer gefällte Urteil könnte weitreichende Konsequenzen für die Beziehungen zwischen Deutschland und Iran haben. Bereits nach dem Plädoyer der Bundesanwaltschaft im November hatte es tagelang antideutsche Demonstrationen in Teheran gegeben.

Als Reaktion auf das Urteil sprachen sich die Bonner Parteien für eine Beendigung des „kritischen Dialogs“ der Europäischen Union (EU) mit Teheran aus.



Teherans Außenminister Ali Akbar Welajati FOTO: AP



Ali Fallahian ist Minister für den Geheimdienst FOTO: AP

DIE WELT

Freitag, 11. April 1997

DER KOMMENTAR

Lehren aus Mykonos

MARTIN S. LAMBECK

Nach dem Mykonos-Urteil des Berliner Kammergerichts gilt es für die Bundesregierung, kühlen Kopf zu bewahren und zusammen mit den europäischen Partnern die Beziehungen zu Iran neu zu definieren. Das Gericht hat der iranischen Führung die Verantwortung für den Mordfall zugewiesen. Damit hat die Justiz im demokratischen Rechtsstaat ihre Unabhängigkeit bewiesen. Und sie hat dadurch die künftige europäi-

sche Politik gegenüber Teheran beeinflußt. Niemand kann zur Tagesordnung übergehen, wenn ein ordentliches Gericht befindet, ein fremder Staat habe auf europäischem Boden morden lassen.

Regierung und Opposition sind sich darin einig, daß die europäischen Beziehungen zu Iran nicht mehr im Sinne des bisherigen „kritischen Dialogs“ fortgesetzt werden können. Sie sollten jedoch auch keinesfalls abgebrochen oder eingefroren werden. Wer hinter solcher Behutsamkeit wirtschaftliche Interessen wittert, der irrt gerade im Falle Irans. Derzeit ist das Land für die europäischen Wirtschaftsbeziehungen nur von sehr relativem Interesse. Aber

es geht um eine wichtige Nation im Mittleren Osten. Die Erklärung von Außenminister Welajati, die rund 500 Deutschen in Iran seien sicher, signalisiert auch das Interesse Teherans an einer Fortsetzung der Beziehungen.

Dazu bedarf es freilich weiterer Signale aus Teheran. Viel wird davon abhängen, wie sich die politischen und religiösen Führer dieses keineswegs demokratischen Staatswesens nach dem Urteil verhalten. Bislang gelten in Bonn die iranischen Beteuerungen als glaubhaft, es werde keine Terrorakte als Antwort auf das Mykonos-Urteil geben. Unklar ist freilich, ob das Regime und die religiösen Führer die Lage wirklich im Griff haben. Anschläge in

Deutschland könnten die schwierige Situation zwischen der EU und Iran dramatisch verschärfen. Jede weitere iranische Mordaktion in Europa macht eine Schadenbegrenzung unmöglich.

Am Beispiel Iran können die Europäer nun ihre Fähigkeit zu einer eng abgestimmten, gemeinsamen Außenpolitik der Vernunft unter Beweis stellen. Es ist sicher kein Fehler, zu diesem Zweck alle Teheraner Botschafter von EU-Staaten zur Abstimmung einer solchen Politik zusammenzurufen. Sie sollten freilich nach einer entsprechenden Konferenz nach Teheran zurückkehren. Iran muß von nun an lernen, zivilisiert mit den mitteleuropäischen Demokratien umzugehen.

DIE WELT
Freitag, 11. April 1997

Erster Unmut über Urteil kam aus Moskau

AFP Moskau - Der iranische Parlamentspräsident Ali Akbar Nategh-Nuri hat das Mykonos-Urteil des Berliner Kammergerichts als unbegründet zurückgewiesen. Nategh-Nuri sagte gestern in Moskau, die Vorwürfe des Gerichts hätten „nichts mit der Wirklichkeit zu tun“. Aus Teheran gab es bis zum Nachmittag allerdings keinerlei Reaktion auf das Urteil. Auch in

der iranischen Botschaft in Bonn hieß es, vorerst sei keine Reaktion zu erwarten. Der staatliche Teheraner Rundfunk, der bislang regelmäßig über den Prozeß berichtet hatte, erwähnte das Urteil in seiner Nachrichtensendung gestern nachmittag zunächst nicht. Die offizielle Nachrichtenagentur Irna berichtete in ihrem Inlandsdienst zwar über die Entscheidung, erwähnte aber die Vorwürfe des Gerichts gegen die iranische Führung mit keinem Wort.

In Deutschland begrüßten oppositionelle Iraner das Urteil und forderten Europa zum Abbruch der Beziehungen mit Teheran auf. Der Richterspruch unterstreiche „die Notwendigkeit eines wirtschaftli-

chen und diplomatischen Boykottes des Mullah-Regimes“, erklärte der Vorsitzende des Nationalen Widerstandsrats, Massud Radschawi. Demonstranten vor dem Gerichtsgebäude nahmen das Urteil mit Jubel auf. Der Auslandvertreter der Demokratischen Partei Kurdistan-Iran, Schaho Hosseini, bezeichnete das Urteil als „äußersten und großen Schritt gegen den Staatsterrorismus Irans“.

Teheran hatte über Jahre hinweg versucht, zunächst den Prozeß und dann das Urteil zu verhindern. Für den Fall, daß im Urteilspruch die iranische Führung des Staatsterrorismus bezichtigt werde, hatte die iranische Führung schwere Konsequenzen angedroht.

DIE WELT

Freitag, 11. April 1997

„Stoppt das Mörder-Regime in Iran“

Der Tag der Urteilsverkündung im Mykonos-Prozeß:
Ein ungerührter Angeklagter und Freudentänze auf der Straße

Von MICHAEL MIELKE
und TIMM SCHÜMANN

Berlin - Abbas Hussein Rhyael ist seiner Linie treu geblieben. Während der Urteilsverkündung im Mykonos-Prozeß sitzt der 28jährige, eben wegen Mordes verurteilte Libanese scheinbar unberührt auf seinem Platz der Anklagebank hinter einer Panzerscheibe - und liest. Ostentativ, als würde ihn der Trubel nicht interessieren.

Schon bei der Zeugenaussage von Irans Ex-Präsident Abol Hasan Bani Sadr wimmelte es im abgeschotteten Saal 700 des Moabiter Justizpalastes von Sicherheitsleuten. Das wird bei der gestrigen Urteilsverkündung noch übertraffen: Der Proporz zwischen Zuschauern und Sicherheitspersonal ist fast eins zu eins. Rekordverdächtig auch die Zahl der akkreditierten Journalisten. Sogar die jahrelang geschlossene, an eine Theaterloge erinnernde Empore mußte des Andranges wegen geöffnet werden. Und dennoch geht alles im Vergleich zum Prozeßauftakt vor drei einhalb Jahren beeindruckend schnell - trotz Eingangskontrolle am Haupttor, einer zweiten in einer verglasten Schleuse (sogar der Füllfederhalter muß auseinandergeschraubt werden) und einer dritten direkt an der Saaltür.

Für neun Uhr ist das Urteil an-

gesetzt. Nur wenige Minuten später beginnt Frithjof Kubsch mit der Verkündung. Auch der Vorsitzende Richter am Kammergericht bleibt seiner Linie treu: Der 61jährige verkündet lebenslängliche Haftstrafen - und bewahrt auch dabei seinen beruhigenden Ton. Er bittet das Publikum, von Beifall oder lauter Kritik abzusehen - und überhört es trotzdem, als die Zuschauer bei der Nennung der Drahtzieher in Teheran begeistert applaudieren.

Minuten später erneuter Jubel - von der Straße. Eine Bote, so scheint es, hat die Nachricht eilig überbracht. Auch von außen ist das Gerichtsgebäude wie eine Festung bewacht. Eine Armada von Polizisten mit kugelsicheren Westen und Maschinenpistolen sichert das Gebiet weiträumig ab. Unterstützt von Präzisionsschützen und Spezialeinsatzkommandos, die sich sogar auf den Dächern verschanzt haben. Es sind die schärfsten Sicherheitsmaßnahmen der Berliner Justizgeschichte. Gut 300 Meter entfernt demonstrieren rund 2000 iranische Oppositionelle - hinter rotweißen Absperrgittern.

Schon zwei Stunden, bevor Kubsch mit der Urteilsverkündung begann, wurde hier auf „die Tendenz des Urteils“ gelauert. Bis dahin galt es, die Protestierer bei

Laune zu halten. Vertreter des Nationalen Widerstandsrats des Iran haben eine provisorische Bühne errichtet. Auf ihr stehen vier Oppositionelle, die verkleidet sind als der religiöse Führer des Iran, Ayatollah Khamenei, Staatspräsident Akbar Haschemi Rafsandschani, der iranische Botschafter in Deutschland - Mousavian - und zwei Pasdaran von den revolutionären Gardien. Sie alle sollen das „Böse in Iran“ symbolisieren. Daneben ist notdürftig ein Holzpult aufgebaut, an jeder Seite steht die iranische Flagge - in den Farben Grün, Weiß und Rot, verziert mit einem Symbol aus Löwe, Sonne und Schwert. Vom Holzpult spricht der Einpeitscher zu den glutäugigen Demonstranten, die Fahnen schwenken mit der Aufschrift „Stoppt das Mörderregime im Iran!“ Mit donnerndem Pathos, das von großen Lautsprechern noch verstärkt wird, schreit er: „Rafsandschani ist ein Terrorist!“ Die Menge skandiert zurück, reckt die Fäuste gen Himmel, klatscht im Stakkato. Plötzlich brüllt der Einpeitscher „Radjavi, Radjavi“, und meint die im französischen Exil lebende Maryam Radjavi, die das selbsternannte Parlament des Widerstandsrates 1993 als seine Staatspräsidentin auserkoren hatte. Wieder jubeln die Demonstren-

ten - schwenken Plakate, die eine lächelnde Radjavi zeigen. „Mit ihr wollen wir die Zukunft Irans bestreiten“, sagt Shahin Gobadi vom Widerstandsrat.

Und während die friedlichen Protestierer lauthals die vier Minuten lange Nationalhymne anstimmen, steht 20 Meter weiter eine kleine Gruppe von iranischen Monarchisten, die ihr Heil in Iran nur mit Resa Cyrus Pahlawi, dem Sohn des 1979 gestürzten Schah,

an der Spitze sehen. „Nur Pahlawi kann unsere verschiedenen Völker zusammenhalten“, glaubt Mahin Arjomand, deren Vater und Ehemann unter dem Mullah-Regime im Gefängnis saßen.

100 Meter weiter steht etwas verloren Manouchehr Ganji, der bis 1979 Erziehungsminister im Schah-Regime war. Heute ist er Generalsekretär der Widerstandsbewegung Flagge der iranischen Freiheitsorganisation. „Der Um-

sturz der Mullahs muß von innen kommen“, meint er, „doch diese Gerichtsentscheidung wird den Prozeß beschleunigen.“

Als ein Demonstrant per Mikrofon weitere Details des Urteils verkündet - „er hat den Staatspräsidenten und den religiösen Führer als Auftraggeber benannt“ -, tanzen die Oppositionellen nach iranischen Liedern. Jetzt scheinen die verschiedenen Widerstandsbewegungen plötzlich vereint.

Vom Attentat bis zum Richterspruch

„Fall Mykonos“ nach viereinhalb Jahren beendet?

DIE WELT

Freitag, 11. April 1997

DW Berlin - Der „Fall Mykonos“ zog sich viereinhalb Jahre hin. Hier die wichtigsten Stationen vom Attentat bis zum Urteil:

- **17. September 1992:** Im griechischen Restaurant „Mykonos“ in Berlin-Wilmersdorf werden vier iranisch-kurdische Oppositionelle erschossen - Sadegh Charafkandi, Generalsekretär der Demokratischen Partei Kurdistan-Iran, die Funktionäre Fattah Abdoli und Homayoun Ardalan sowie Dolmetscher Mohammadpour Dehkordi;
- **Oktober:** Nach Hinweisen des Bundesnachrichtendienstes (BND) werden der Iraner Kazem Darabi als mutmaßlicher Planer des Attentats, die Libanesen Abbas Rhayel als Schütze und Joussef Amin als Helfer gefaßt;
- **Dezember:** Der Libanese Atallah Ayad wird festgenommen;
- **Mai 1993:** Die Bundesanwaltschaft klagt Darabi, Amin und Rhayel des Mordes an, Ayad und einen vierten Libanesen - Mohamed Atris - wegen Beihilfe. Sie nennt den Iran-Geheimdienst Vevak als Auftraggeber der Morde;
- **Oktober:** Irans Geheimdienstminister Ali Fallahian besucht in Bonn Geheimdienstkoordinator Bernd Schmidbauer und versucht, den Prozeß zu verhindern;
- **28. Oktober:** Prozeßbeginn vor dem Kammergericht. Amin widerruft sein Geständnis, das Darabi und Rhayel schwer belastet hatte;
- **März 1994:** Schmidbauer bestätigt Fallahians Einflußnahme;
- **Januar 1996:** Der Verfassungsschutz erklärt, Irans Geheimdienst habe den Anschlag geplant, ein Killerkommando entsandt;
- **März:** Der Bundesgerichtshof

erläßt Haftbefehl gegen Fallahian. Iran droht mit Konsequenzen im Fall eines Darabi-Schuldspruchs;

- **Juni:** Das Gericht schließt erstmals die Beweisaufnahme. Überraschend erlaubt Teheran aber die Befragung zweier Zeugen in Iran. Neue Beweisaufnahme;
- **August:** Irans Ex-Präsident Bani Sadr beschuldigt als Zeuge die Teheraner Regierungsspitze des Staatsterrorismus;
- **Oktober:** Bani Sadr Informant „Quelle C“, der Ex-Geheimdienstler Abolghasem Mesbahi, bestätigt dessen Anschuldigungen;
- **November:** Die Bundesanwaltschaft beschuldigt im Plädoyer Ajatollah Ali Khamenei und Staatspräsident Akbar Haschemi Rafsandschani als Auftraggeber. Teheran droht. Demonstranten bewerfen die deutsche Botschaft mit Eiern und Tomaten und drohen den Bundesanwälten mit dem Tod. Ein Briefwechsel zwischen Kanzler Helmut Kohl und Rafsandschani entschärft die Krise. Iran übermittelt Akten, wonach Mesbahi ein Betrüger sei. Das Gericht tritt wieder in die Beweisaufnahme ein;
- **Februar 1997:** „Quelle C“ wird erneut befragt, wieder Plädoyers;
- **März:** Beweisaufnahme wird wieder eröffnet, um Islamwissenschaftler zu hören. Danach werden die Plädoyers abgeschlossen;
- **April:** Rhayels Schlußwort wirft neue auf. Neue Beweisaufnahme. Binnen eines Tages wird sie wieder abgeschlossen, die Plädoyers werden in Kurzform wiederholt;
- **10. April:** Das Gericht spricht vier Angeklagte schuldig und macht Irans Führung für den Mordbefehl verantwortlich.

Friert Bonn kritischen Dialog mit Teheran ein?

Unionspolitiker fordern europaweite Konsequenzen

DW Bonn - Nach dem Urteil im Berliner Mykonos-Prozess und der damit verbundenen Schuldzuweisung an die iranische Führung dringt die Union auf eine deutliche Beschränkung der Beziehungen zu Teheran. Noch vor einer offiziellen Reaktion der Bundesregierung verlangten Außen- und Innenpolitiker der Bundestagsfraktion am Donnerstag in Bonn, Konsequenzen zu ziehen, den „kritischen Dialog“ mit Iran vorerst auszusetzen und die europäische Iran-Politik grundlegend zu überprüfen.

Der außenpolitische Sprecher der CDU/CSU-Bundestagsfraktion, Karl Lamers, wertete die Urteilsbegründung als „Beleg für den Staatsterrorismus des iranischen Regimes, der von der internationalen Gemeinschaft nicht hingenommen werden kann“. Bonn müsse sich nicht nur für eine internationale Verurteilung einsetzen, sondern auch den iranischen Botschafter in Bonn einbestellen und den deutschen Botschafter aus Teheran zurückzurufen. Alle europäischen Staaten müssten den „kritischen Dialog“ suspendieren, auf den sie sich verständigt haben.

Der christdemokratische Bundestagsabgeordnete Ruprecht Polenz, Mitglied des Auswärtigen Ausschusses und einer der Iran-Berichterstatte seiner Fraktion, verlangte die Ausweisung von Botschaftspersonal und das Einfrieren von Kreditbürgschaften. „Wir müssen Iran unmißverständlich klarmachen, daß Europa-iranische Killerkommandos nicht tatenlos hinnehmen.“ Neben der Reduzierung der Diplomaten beider Seiten sei es er-

forderlich, die bereits verminderten Hermes-Bürgschaften für Geschäfte mit Iran vollständig einzufrieren, „bis Iran unter Beweis gestellt hat, daß es vom Staatsterrorismus abläßt“. Auch der Unions-Innenpolitiker Erwin Marschewski kündigte an, Bonn werde jetzt erst recht verdeutlichen, daß „fehlende Distanz zum Terrorismus nicht zuletzt den eigenen Interessen schadet“.

Die FDP hielt sich zunächst mit Reaktionen zurück. Lediglich ihr Bundestagsabgeordneter Jürgen Möllemann, Präsident der Deutsch-Arabischen Gesellschaft, mahnte in Radiointerviews, Bonn und Teheran dürften ihr künftiges Verhältnis nicht an einem einzigen Urteil ausrichten. „Wenn es Probleme gibt, muß man eigentlich den Dialog verstärken“, meinte er und verwies auf die Beziehungen zur Sowjetunion im Kalten Krieg.

Iran habe eine Schlüsselrolle in der islamischen Welt. Für die deutsche Wirtschaft sehe er gute Perspektiven, vor allem beim Ausbau der Infrastruktur. Der SPD-Außenpolitiker Karsten Voigt verlangte eine Neudefinition der Beziehungen zwischen Europäischer Union und Iran. Dafür sollten alle EU-Staaten ihre Botschafter aus Teheran zurückrufen. Ein Abbruch der diplomatischen Beziehungen sei aber nicht sinnvoll, sagte Voigt im Hessischen Rundfunk. Der stellvertretende SPD-Fraktionsvorsitzende Otto Schily, der in dem Berliner Verfahren die Nebenklage vertrat, forderte Außenminister Klaus Kinkel auf, politische Konsequenzen zu ziehen.

Gericht: Tat hatte keinen religiösen Hintergrund

Auszüge aus dem Berliner Urteil

DW Berlin - In dem vom Vorsitzenden Richter Frithjof Kubsch verkündeten Mykonos-Urteil heißt es auszugsweise: „Die Beweisaufnahme hat einen Einblick in Entscheidungsabläufe der iranischen staatlichen Führungsspitzen gegeben, an deren Ende die Liquidierung von Regegennern im Ausland steht. Die Beschlussfassung über entsprechende Operationen liegt in den Händen des geheimen und außerhalb der Verfassung stehenden Komitees für Sonderangelegenheiten, dem der Staatspräsident, der Minister des Geheimdienstes VEVAK, der für die Außenpolitik zuständige Chef, Vertreter des Sicherheitsapparates und anderer Führer angehören. Dieser ‚religiöse Führer‘ ist ... nicht das geistliche Oberhaupt der Muslime. Die religiös-geistliche Führung liegt nach wie vor allein in den Händen von Grobajatollahs, die nicht dem ‚Komitee für Sonderangelegenheiten‘ angehören. Bei dem diesem Komitee angehörenden ‚religiösen Führer‘, der auch als ‚Revolutionenführer‘ bezeichnet wird, handelt es sich um ein nach der Revolution von 1979 geschaffenes politisches Amt, dessen Inhaber allerdings ein hochrangiger Kleriker sein muß.“

... warteten die Täter am Abend des folgenden Tages auf das Signal zum Losschlagen. Gegen 21.00 Uhr klingelte in der Wohnung Senftenberger Ring das Telefon. Das war das mit dem Verräter verabredete Signal, daß sich die Opfer in dem Lokal aufhielten ... Gegen 22.50 Uhr betraten Sharif und Rhyael das Lokal und begaben sich direkt in den hinteren Gastraum. Amin sicherte das Geschlo-

ßen ab, indem er vor der Lokaltür Posten bezog. Bevor Dr. Charafkandi oder sonst einer der Teilnehmer die Situation erfassen konnten, rief Sharif auf persisch das Schimpfwort ‚Ihr Hurensöhne‘. Unmittelbar danach eröffnete Sharif das Feuer. Mit der MP schob er durch die Sporttasche ... hinter durch auf Dr. Charafkandi, Dehkordi, Abdoli und Ardalan. Dabei gab er 26 Schüsse in mindestens zwei kurzen Feuerstößen ab. Rhyael ... gab seinerseits aus der Pistole vier Schüsse ab. Auf den in sich zusammengesunkenen Ardalan gab Rhyael einen Fangschuß in den Hinterkopf ab, der augenblicklich zum Tode führte. Zwei Schüsse trafen Dr. Charafkandi von rechts nach links in den Kopf ... Einen weiteren Schuß feuerte Rhyael ... auf den Bauch von Dr. Charafkandi ab.“

... Dr. Charafkandi war sofort tot. Abdoli verstarb auch am Tatort. Nouri Dehkordi, der in das Klinikum Steglitz gebracht worden war, konnte nicht mehr gerettet werden ... Tabib Ghaffari überlebte schwerverletzt.“

... Die Tat hatte keinen religiösen Hintergrund ... Die Gründe, die zu ihrer erbarmungslosen Verfolgung geführt hatten, waren rein machtpolitischer Art. Daß die Regierung eines ‚Gottesstaates‘ wie Iran sich nennt, die Tötung veranlaßt hat, ändert daran nichts. Die religiöse Verbrämung verdeckt nicht, daß es dem herrschenden Regime ... allein darauf ankam, die vom Ausland aus wirkende Opposition vernichtend zu schlagen.“

DIE WELT

Freitag, 11. April 1997

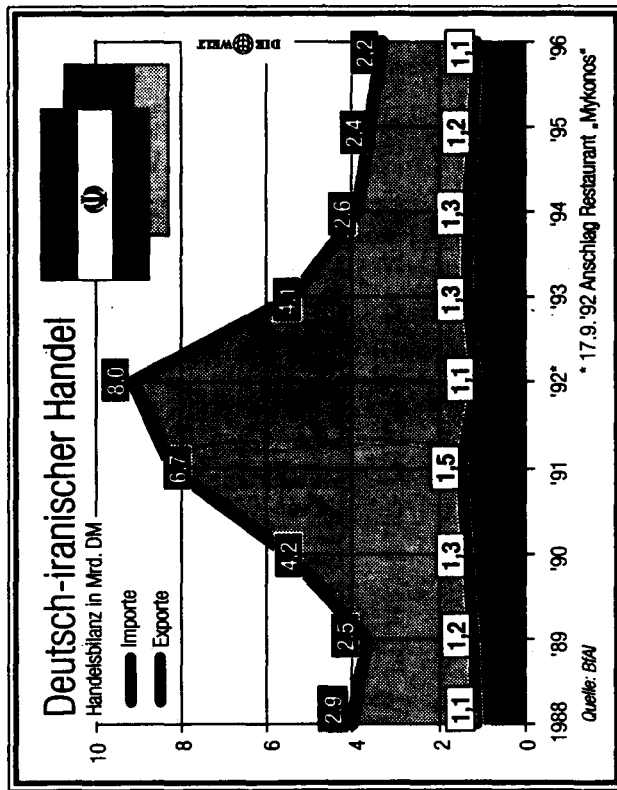
Mykonos-Urteil: Wirtschaft reagiert gelassen

Richterspruch tangiert Handels-Kontakte zum Iran kaum – Möllemann: Großaufträge winken

Von ERNST AUGUST GINTEN
 Berlin - Abwarten und Kontakte pflegen - gelassen und pragmatisch hat gestern die deutsche Wirtschaft auf den Richterspruch im Berliner Mykonos-Prozess reagiert. Zwar rechnet neben anderen auch die Deutsch-Iranische Handelskammer in Hamburg damit, daß es zu lautstarken Demonstrationen gegen das Urteil vor der deutschen Botschaft und Firmenbüros in Teheran kommen wird. Aber spätestens Ende des Monats werden die Proteste wieder abflauen, glaubt Kammer-Geschäftsführer Herbert Riedel. Der bevorstehende Präsidentschaftswahlkampf um die Macht in Teheran werde dann ganz sicher das Straßenbild bestimmen.

Die pragmatischen iranischen Politiker seien eher am Ausbau der wirtschaftlichen Beziehungen interessiert. Das zeige auch der bevorstehende Besuch einer hochrangigen Wirtschaftsdelegation, der trotz der drohenden Urteilsverkündung von iranischer Seite vorangetrieben worden sei, sagte Riedel. Das Auswärtige Amt (AA) hat unterdessen Touristen und Geschäftsreisende aufgerufen, nur notwendige Reisen in das Land zu unternehmen. Laut AA halten sich derzeit etwa 500 Bundesbürger im Iran auf.

Trotz aller politischen Spannungen bestehen mit dem Iran nach Angaben des Deutschen Industrie- und Handelstages (DIHT) rege Wirtschaftskontakte. Deutschland ist immer noch Hauptlieferant und Hauptabnehmer des arabischen Landes. Aus dem Iran kommen in erster Linie Teppiche, Erdöl und



Stüdrüchte. Hauptsächlich exportierten deutsche Firmen elektrotechnische und chemische Erzeugnisse sowie Maschinen. Derzeit sind im Iran laut DIHT 169 Unternehmen vertreten.

Allerdings hat sich das Handelsvolumen in den vergangenen Jahren stark reduziert. Anfang der 90er Jahre brachte ein ungezügelter Einfuhrboom dem 60-Millionen-Volk einen Scheinwohlstand und war der Beginn eines Teufelskreises. Der Staat häufte trotz der Öleinnahmen Auslandsschulden in Höhe von schätzungsweise zehn Mrd. US-Dollar an. Anfang 1994 war der Iran nach Ansicht vieler Beobachter zahlungsunfähig.

Umschuldungsabkommen wie mit dem Bundesverband der deut-

tionen der Erwerbstätigen sind arbeitslos, Millionen sind unterbeschäftigt.

Das will die Regierung jetzt ändern. Unerwartet steigende Deviseneinnahmen aus dem Ölgeschäft sollen in den Ausbau der Infrastruktur investiert werden. Da liegen auch „große Chancen“ für die deutsche Industrie, sagte gestern der FDP-Politiker Jürgen Möllemann, der auch Präsident der Deutsch-Arabischen Gesellschaft ist. Möllemann plädierte deshalb für eine Verstärkung des deutsch-iranischen Dialogs: „Es kann nicht sein, daß ein Berliner Amtsrichter darüber entscheidet, wie wir unsere Außenpolitik zu den Staaten dieser Welt gestalten.“ Vor allem auch weiterhin stark am Ausbau der Wirtschaftskontakte interessiert. Zur Klimaverbesserung beitragen könne auch, wenn die 1997 auslaufende Hermes-Garantie für das Iran-Geschäft erneuert werde. Grundbedingung dafür ist, daß Altschulden pünktlich bedient werden. Das ist beim Iran der Fall, heißt es beim BDI.

Der Iran-Experte der CDU/CSU Bundestagsfraktion, Ruprecht Polenz, lehnt es dagegen zum gegenwärtigen Zeitpunkt strikt ab, daß die Hermes-Garantie erneuert wird. Die Führung in Teheran müsse erst vom Staatsterrorismus ablassen. Einen völligen Wirtschaftsboykott lehnte allerdings auch Polenz ab. Denn dann würden andere sofort in die gewinnbringende Bresche springen - so wie jüngst geschehen bei der Fertigstellung eines Atomkraftwerkes durch die Russen.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, APRIL 12-13, 1997

EU Unlikely to Hit Iran With Sanctions

Tehran Aide Key Witness In Germany

By William Drozdiak
Washington Post Service

BERLIN — Last October, nearly three years into the extraordinary trial that would prove that Iran's most powerful leaders gave orders to assassinate Kurdish dissidents abroad, the German prosecutor, Bruno Jost, decided the time was ripe to play his trump card.

Mr. Jost introduced into the Berlin courtroom a 39-year-old Iranian exile who was called "Witness C." His real name was Abol-Hassem Mesbahi, a recent defector from Tehran who was brought to the prosecution's attention by former president Abol-Hassan Banisadr, who himself had fled to exile in France in 1981.

Until Mr. Mesbahi was interrogated, even Mr. Jost did not realize what a trove of evidence he would uncover for the case.

Mr. Mesbahi served until 1995 as an aide to President Hashemi Rafsanjani. He also was one of Iran's most senior intelligence officials, who supervised key foreign intelligence networks among Iranians scattered in Europe.

"He may prove to be the most valuable and well-informed defector from Iran in the past decade or more," said a Western diplomat who has monitored the case closely. "Nobody else has provided that kind of insight into how the top levels of Iran's leadership really function."

Mr. Mesbahi's testimony was nothing short of explosive. He described in detail how targets for assassination

abroad were approved by a powerful elite council known as the Committee for Secret Operations and how the orders for hit squads required the personal signatures of Mr. Rafsanjani and Ayatollah Sayed Ali Khamenei, Iran's paramount religious leader.

Mr. Mesbahi also supplied personal accounts of discussions that heralded the attack against three leading Iranian Kurdish opposition figures, who were gunned down at the Mykonos restaurant in Berlin in September 1992. His testimony was checked by Germany's foreign intelligence service, the Bundesnachrichtendienst, or BND.

To the amazed delight of the prosecution, Mr. Mesbahi's bona fides were verified every step of the way. A photograph of Mr. Rafsanjani signing a security treaty with President Edouard Shevardnadze of Georgia showed Mr. Mesbahi standing behind them.

He also offered unimpeachable details about secret negotiations with German politicians that proved he played a prominent role in securing the release of Rudolf Cordes, a German business executive who was taken hostage in Lebanon in 1987.

Even more important, perhaps, was the emotional reaction in Tehran that greeted the news that Mr. Mesbahi had defected to turn state's evidence in the Mykonos trial.

Tehran's government-controlled press sought to discredit him. He was described as a washed-up intelligence agent who had been rejected for a job at the Foreign Ministry when he returned home.

The newspaper Tehran Times said he became embroiled in several financial

scams and ran up \$30 million in fraudulent debt. When an arrest warrant was issued against him in 1995, he purportedly fled to Europe.

Mohammed Javad Zarif, Iran's deputy foreign minister, on Friday criticized the German court for reaching a verdict that "solely relied on remarks of terrorists and hijackers, whose arrest warrants have been issued by the Iranian judiciary."

"These elements are members of counterrevolutionary groups whose aim is to mar the prestige of Iran," he said.

But the three-judge tribunal that heard Mr. Mesbahi's testimony — some of it in secret — found it persuasive enough to implicate Iran's leadership for the first time in terrorist actions abroad.

During several hours of reading the court opinion, the presiding judge, Frithjof Kubsch, referred repeatedly to details furnished by Mr. Mesbahi that left no doubt that the highest levels of Iran's leadership ordered the killings.

Many of the supporting documents in the court's verdict — which sentenced an Iranian grocer and a Lebanese accomplice to life in prison, with two other Lebanese men getting jail terms of five to 11 years — were not made public. German officials said there was much sensitive intelligence material in the trial that required an embargo.

Sources close to Chancellor Helmut Kohl said, meanwhile, that the United States did not convey any useful intelligence data despite Washington's eagerness to prove that Iran's leaders engage in terrorism.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, APRIL 12-13, 1997

U.S. Happy With Recall Of Envoys

By Tom Buerkle

International Herald Tribune

BRUSSELS — European governments struggled Friday to define a new policy toward Iran, beginning the formal recall of ambassadors from Tehran but resisting suggestions that Europe mimic the U.S. effort to isolate the Islamic regime diplomatically and economically.

That reticence, including a rejection by France of economic sanctions, indicated that the 15-nation European Union was unlikely to go beyond the suspension of its so-called critical dialogue with Iran, which was decided late Thursday, officials said.

But the European response to a German court ruling that Iran engaged in state-sponsored terrorism by slaying three Kurdish dissidents and their translator in Berlin in 1992 was firm enough to win praise from the White House and condemnation from Iran.

In a scene that recalled images of the siege of the U.S. Embassy in 1979, about 3,000 demonstrators marched on the German Embassy in Tehran, pelting it with tomatoes and chanting "Death to Germany!" and "Fascist Germany, servant of Zionism!"

President Hashemi Rafsanjani dismissed the German ruling and the European reaction to it as a passing storm instigated by the United States and Israel.

He predicted that European countries would return their ambassadors to Tehran shortly, as they did after protesting the death edict against Salman Rushdie, the British author, in 1989. He added that Iran was stronger economically than eight years ago and could stand up to foreign pressure.

"We should expect them to keep up the noise in the West," Mr. Rafsanjani told worshippers gathered at Tehran Uni-

versity for Friday prayers. "But this will bring them nothing."

In Washington, the White House spokesman, Michael McCurry, hailed the German court ruling as a confirmation of U.S. charges that Iran sponsors international terrorism.

"The European Union and the German government responded appropriately to that court decision," Mr. McCurry said. "We'll continue our very close consultations with our European allies about the activities that we deem reprehensible by the government of Iran."

In contrast with the Western condemnation, President Boris Yeltsin of Russia promised to strengthen ties with Iran. He made the pledge during a meeting in Moscow with the leader of the Iranian Parliament, Ali Akbar Nateq-Nouri.

"We have good, positive cooperation with Iran, which shows a tendency to grow," Mr. Yeltsin said.

The leader of the Communists in the Russian Parliament, Gennadi Seleznyov, criticized the German verdict, saying, "There is no court in the world which has the authority to pass sentence on a whole nation."

The overture from Russia, which is seeking allies as a counterweight to NATO's planned expansion into eastern Europe, highlighted one of the problems facing European policymakers as they ponder what, if any, additional steps to take against Iran. The Europeans know that many countries, including Russia and Turkey, are eager to step into any commercial and diplomatic gap left by a European withdrawal.

"Of course it's an unpleasant regime," said Michael Stuermer, director of the Stiftung Wissenschaft und Politik in Cologne. "But in the real world, to ignore a country in this geopolitical situation — with 65 million people, controlling a very important piece of real estate, with oil and gas — is not very

realistic."

Greece underscored the limits of European unity, meanwhile, saying that it was not convinced of the need to recall its ambassador. A spokesman for the German Foreign Ministry expressed "astonishment and surprise" at the lack of solidarity from Athens.

European officials also showed no signs of shedding their traditional disdain for U.S.-style economic sanctions or diplomatic isolation, especially given the lack of results from Washington's hard-line stance.

Jacques Rummelhardt, a spokesman for the French Foreign Ministry, indicated that France would oppose any attempt to impose economic sanctions on Iran. "In general, embargoes do not seem to us to be an appropriate measure," he said.

Still, a senior EU official said that some sanctions, perhaps including a ban on visas for Iranian officials and restrictions on loans to Tehran, would be among the options put to EU foreign ministers when they meet April 19 in Luxembourg.

This official also thought European governments might agree to closer scrutiny of Iranian diplomats stationed in their countries. On Friday, Britain noted its expulsion of suspected Iranian intelligence officials in 1992 and 1994, and suggested that France and Germany had failed to crack down on Iranian operatives working from embassies in Paris and Bonn.

European oil companies, meanwhile, said they would not refrain from new investments in Iran.

Total, a French company, said it would continue with its \$600 million project to develop the Sirri oil and gas fields, while the British-Dutch oil giant Royal Dutch/Shell said it would continue to talk to Iran about developing its huge gas reserves.



Expressing his reservations about the commission report, Sağlar says a complaint must be filed against Özer Çiller and Prime Minister Erbakan too

AYLA GANİOĞLU

Ankara- TDN Parliament Bureau

■ The parliamentary commission looking into "state gang" claims triggered by a mysterious road accident which occurred in Susurluk on Nov. 3, 1996, completed its work and published its report. But now the opposition representatives in the commission are expressing their reservations to the report adopted with the votes of the ruling party representatives. On Friday, Republican People's Party (CHP) representative in the commission Fikri Sağlar said in Turkey there existed "illegally founded gangs supported morally and materially by certain segments of the state."

Sağlar said, in his 20-page "reservations," that a parliamentary investigation should be started into True Path Party (DYP) leader Tansu Çiller, a former prime minister currently serving as Deputy Prime Minister and Foreign Minister. He recalled that Çiller had declared, "Those who fire bullets and who get hit by bullets for the sake of the state are honorable persons," referring to Abdullah Çath, the former Ülkücü (member of an ultranationalist movement) chief who was wanted by the Interpol for a variety of crimes. He said, "A motion for a parliamentary investigation of Çiller must be tabled with the conviction that she must have known about all the relevant incidents, as can be deduced from these words, and has failed to act with the wisdom administrators should have in a state upholding the rule of law."

Sağlar maintained that Çiller carried a bigger "political and criminal responsibility" than anyone else in the "politics and economy becoming Mafia-like." He noted that DYP Deputy Mehmet Açar, who resigned as interior minister due to the pressure he came under following the Susurluk accident, is "one of the names at the peak of these incidents." He said that a parliamentary investigation should be started against Açar too.

Referring to the DYP Deputy and clan leader Sedat Bucak, the sole survivor of the Susurluk incident, Sağlar said that Bucak too should be investigated because of the claims about his "illegal activities in the Southeast," and about his role as a village guards chief.

Sağlar said that an independent investigation is needed also into Tansu Çiller letting her husband, Özer Çiller, in on state secrets and involving him in many state activities despite the fact that he is not a public official. He stressed that the commission should have filed a complaint against Özer Çiller with the relevant prosecutor's

office. He noted that Nuri Gündeş, a former National Intelligence Organization (MIT) official, had told the commission that during the time he served as the chief adviser for security affairs at the Prime Ministry, he could not gain access to then-Prime Minister Tansu Çiller, and, as a result, he used to present to Özer Çiller the reports he drafted.

Another issue on which Sağlar expressed reservations about the commission report involved the Istanbul State Security Court prosecutor's bid to have DYP deputies Mehmet Açar and Sedat Bucak stripped of their legislative immunity so that criminal charges could be brought against them. Sağlar noted that the prosecutor's reports to this effect have been kept at the Prime Ministry since end of January, effectively blocking this process. He said, "This has been the latest and most substantial example of the behind-the-scenes political protection behind the Susurluk phenomenon. Looking at the positions of Açar and Bucak, one observes that political protection has been at force in all these incidents. For its own future the government is resisting the legal requirement."

Sağlar stressed that the commission should file a complaint with the prosecutor's office against RP leader and Prime Minister Erbakan too for keeping the reports against Açar and Bucak in his possession without doing anything about them, and without giving any legal reason for his failure to duly relay these to Parliament.

Sağlar pointed out that when investigating the "gang relationships within the state," one should start from "Gladio" the organization said to have been established in NATO countries. Noting that in Turkey these relationships have not been "solved," Sağlar said, "In light of the information presented to our commission, we have come to hear, to our great surprise, that in the early 1990s, a decision had been made to resort to illegal means in the fight against terrorism, which was escalating in the Southeast and in the wake of the Newroz incidents." Sağlar stressed that after Çiller, prime minister at that time, said, "We know about the businessmen supporting the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) and we will do what is required," came a series of suspicious deaths.

Maintaining that the bloodshed in the Southeast was continuing due to the gangs which have infiltrated the state, Sağlar said, "The instability in that region facilitates such activities as narcotics and arms smuggling, robbery and abduction for ransom, that is, the main sources of the hot money generated in the region." He noted that due largely to the authority vacuum in the region, narcotics base materials coming from Afghanistan and Pakistan can be brought into Turkey and processed in the country. He claimed that there were illicit narcotics labs in many parts of the region. As a result of these activities, hot money amounting to some \$ 50 billion is circulating in Turkey, he stressed.

Sağlar: 'Çiller and Açar must be investigated'

Les ponts ne sont pas coupés avec le gouvernement des mollahs

BONN

de notre correspondant

Les plus hautes autorités de Téhéran sont directement impliquées dans certaines actions terroristes commises hors du territoire iranien. C'est sur cette conclusion que la justice allemande a décidé de clore, jeudi 10 avril à Berlin, le « procès Mykonos » - du nom du restaurant berlinois où furent assassinés quatre opposants au régime iranien en septembre 1992.

Ce verdict confirme le réquisitoire du procureur fédéral de novembre 1996 : il existe bien un « terrorisme d'Etat » à Téhéran, dont l'objectif est de « liquider » des opposants politiques. C'est la première fois que la justice d'un pays occidental dénonce aussi clairement les agissements de la République islamique.

En septembre 1992, les tueurs avaient été chargés de supprimer les dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan iranien, qui se trouvaient à Berlin à l'occasion d'un congrès. Un commerçant iranien et un Libanais ont été condamnés à la détention à perpétuité, et deux de leurs complices libanais à de lourdes peines de prison (cinq et onze ans).

VERDICT EXEMPLAIRE

Sans citer le nom des commanditaires, la justice allemande a mis en cause un « comité des opérations spéciales », dont font partie le président de la République iranienne, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, et le Guide de la République, Ali Khameneï, la plus haute autorité religieuse et politique.

Rendu sous surveillance policière renforcée, le verdict est exemplaire à plus d'un titre : outre qu'il illustre de manière spectaculaire l'indépendance de la justice allemande, il permet de mettre en lumière les méthodes de gouvernement de la République islamique et renforce son isolement international.

Dès l'annonce du verdict, les autorités allemandes ont annoncé qu'elles mettaient un terme, « pour

l'instant », au « dialogue critique » avec Téhéran. Parallèlement, la présidence néerlandaise de l'Union européenne (UE) invitait les quatorze autres Etats membres à suspendre ledit dialogue et à rappeler leurs ambassadeurs pour des « consultations coordonnées ». L'Allemagne a par ailleurs prié quatre membres d'organismes iraniens à quitter le pays.

A Téhéran, le verdict était attendu avec nervosité : depuis l'automne 1996, des pressions plus ou moins directes ont été tentées pour dissuader la justice allemande de suivre son cours. A Bonn, Bernd Schmidbauer - l'homme chargé de

Berlin de « politique, tendancieux et sans fondement », en soulignant qu'il avait été délivré sur la foi de témoignages d'origine suspecte (on se souvient notamment de l'importance dans toute cette affaire de la déposition faite par un fameux « témoin C », ancien collaborateur des services secrets iraniens).

Toujours d'après le ministère des affaires étrangères iranien, des « explications » ont été demandées à Bonn, assorties de dénonciations habituelles visant « les forces contre-révolutionnaires et sionistes » supposées être à l'œuvre derrière ce jugement.

auquel on avait assisté à Téhéran en 1979 avec la prise d'assaut de l'ambassade des Etats-Unis, ne semble pas se dessiner pour l'instant.

Des deux côtés, on s'efforce manifestement de minimiser la portée de l'événement. Certes, la suspension du « dialogue critique » marque un net refroidissement entre l'UE et la République islamique. Mais ce geste était quasi annoncé. Déjà, en novembre, le ministre des affaires étrangères allemand avait fait savoir que ledit dialogue ferait place à une politique plus prudente d'« influence active » auprès de Téhéran.

Washington demande des sanctions

Le gouvernement américain s'est félicité, jeudi 10 avril, du verdict du tribunal de Berlin et a invité l'Allemagne et l'Union européenne à en tirer les conclusions qui s'imposent. Les Etats-Unis « saluent le courage du procureur allemand, des juges allemands et des témoins ». « Nous sommes convaincus que le verdict est basé sur l'évaluation objective des faits », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns. « Le verdict du tribunal corrobore la conviction que nous avons de longue date que le parrainage du terrorisme par l'Iran a reçu l'assentiment des niveaux supérieurs du gouvernement iranien », a-t-il ajouté. « Les autorités allemandes, estime le département d'Etat, devront maintenant tirer leurs conclusions quant à la manière dont elles souhaitent traiter avec l'Iran après ce verdict sans ambiguïté ». « Les Etats-Unis maintiendront leurs propres sanctions contre l'Iran et nous encourageons vivement nos partenaires européens à faire de même », a encore dit M. Burns.

la coordination des services de renseignement auprès du chancelier Kohl - a récemment reconnu que le ministre iranien des renseignements, Ali Fallahian, était intervenu auprès de lui pour tenter d'empêcher la tenue du procès.

Le parquet fédéral avait déjà délivré un mandat d'arrêt international contre le même Fallahian, en 1996, à propos du « procès Mykonos ». Accusé d'activités d'espionnage au profit de l'Allemagne, un écrivain iranien indépendant, Faraj Sarkouhi, est toujours séquestré dans son pays.

Un porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien a qualifié le jugement du tribunal de

Pas de représailles spectaculaires cependant : Téhéran n'a pas décidé pour l'instant d'aller plus loin que ne l'exigent les conventions diplomatiques. L'ambassadeur d'Iran en Allemagne a été rappelé « pour consultation » et quatre diplomates allemands ont été priés de quitter Téhéran.

Pour éviter d'éventuels débordements, d'importantes forces de l'ordre ont pris place autour de l'ambassade d'Allemagne à Téhéran. En novembre 1996, le réquisitoire du procureur fédéral avait provoqué de vives émeutes anti-allemandes à Téhéran et dans la ville de Qom. Malgré les craintes de Bonn, un scénario du type de celui

CONTACTS PRÉSERVÉS

L'Allemagne et l'UE n'ont pas l'intention de couper les ponts avec l'Iran. A l'approche de l'élection présidentielle en Iran, prévue fin mai, elles gardent un espoir de démocratisation lente du régime iranien.

Le gouvernement de Bonn n'a pas empêché la justice de suivre son cours. Mais des contacts ont eu lieu entre le gouvernement et le procureur fédéral. Ces contacts ont sans doute permis que le nom de hautes personnalités iraniennes ne soit pas cité dans le jugement final : si la justice allemande avait directement cité le nom du Guide, la crise aurait sans doute été bien plus grave. En novembre, le chancelier Helmut Kohl avait adressé une lettre au président iranien pour préciser que l'Allemagne ne cherchait pas à « blesser les sentiments religieux et la direction spirituelle » du peuple iranien.

Tout indique que le maintien de contacts officiels avec l'Iran est important pour l'Allemagne, dont les intérêts ne sont pas tant économiques que politiques. Alors que les exportations vers l'Iran ne représentent qu'un très faible volume de son commerce extérieur, Bonn tient à avoir la possibilité de jouer un certain rôle dans les affaires du Proche-Orient.

Lucas Delattre

L'Europe suspend le « dialogue critique » avec le régime de Téhéran

Le « sommet de l'Etat » iranien a été jugé coupable de terrorisme par un tribunal allemand

L'Iran, « au plus haut sommet de l'Etat », a été jugé, jeudi 10 avril, coupable de terrorisme par un tribunal allemand dans le procès du meurtre

de quatre opposants kurdes iraniens à Berlin en 1992. L'Union européenne a aussitôt invité les Etats membres à rappeler « pour des consulta-

tions coordonnées » leurs ambassadeurs à Téhéran et à suspendre le « dialogue critique » euro-iranien. Les Etats-Unis réclament des sanctions.

LE CAS est assez exceptionnel pour poser un problème. Quelle attitude avoir envers un Etat - en l'occurrence l'Iran - dont « le plus haut sommet » est accusé par la

ANALYSE

Un durcissement envers Téhéran renforcerait les tenants de l'isolationnisme en Iran

justice d'un autre Etat - de droit celui-là -, l'Allemagne, d'acte terroriste ? Que faire lorsque les sanctions économiques contre Téhéran, pas davantage que le maintien d'un « dialogue critique », n'ont donné de résultats convaincants ?

Le verdict prononcé jeudi 10 avril par un tribunal de Berlin, dans le procès du meurtre de quatre dirigeants de l'opposition kurde iranienne dans cette même ville, en 1992, est clair : comme le procureur, le tribunal a suffisamment de preuves pour estimer que c'est un « comité [officiel] des affaires spéciales » qui a commandité le meurtre, et c'est le ministre des renseignements, Ali Fallahian, qui a donné l'ordre de l'exécuter.

Dès l'annonce du verdict, Bonn a décidé d'expulser quatre collaborateurs d'organismes officiels iraniens en Allemagne, de rappeler son ambassadeur à Téhéran et de ne plus participer, « à moyen terme », au « dialogue critique » que l'Union européenne (UE) entretient avec le régime des mollahs. L'UE ayant opté, depuis 1992, pour une politique commune envers l'Iran, la présidence néerlandaise, après une réunion des directeurs politiques, jeudi, à Bruxelles, a « invité les pays membres à rappeler leurs ambassadeurs pour des consultations coordonnées sur le futur des relations de l'UE avec

l'Iran ». « Dans les circonstances actuelles, indique un communiqué de la présidence, il n'y a pas de base pour la poursuite du dialogue critique » avec Téhéran. L'UE « condamne » l'implication du « plus haut sommet de l'Etat » iranien qu'elle juge « inacceptable », de la même manière qu'elle juge qu'« aucun progrès ne peut être accompli » grâce au « dialogue critique » aussi longtemps que l'Iran foulera aux pieds les règles internationales et soutiendra le terrorisme.

CONSULTATIONS

Bien que les termes soient nuancés, les représentants de la Grèce et de l'Italie ont souhaité consulter leurs gouvernements. La présidence elle-même, tout en faisant preuve de fermeté, ménage l'avenir, en attendant que les gouvernements des quinze Etats membres se prononcent lors du conseil des ministres des affaires étrangères du 29 avril sur les « mesures appropriées qu'il convient de prendre ».

Les Quinze ont le choix. Ils peuvent décider de rompre définitivement le « dialogue critique » et leurs relations diplomatiques. Ils peuvent aussi, à l'instar des Etats-Unis, opter pour des sanctions économiques contre Téhéran. Washington les a encore invités jeudi soir, après le verdict, à « suivre son exemple » et à « endiguer » conjointement un régime qui, comme l'Irak, constitue aux yeux de Washington une « menace » pour la région. Les Britanniques, exaspérés par l'attitude de l'Iran sur l'affaire Salman Rushdie, souhaitent vivement aller dans cette voie.

Mais les Quinze, qui se sont régulièrement consultés en prévision du verdict, ont pour le moment opté pour un moyen terme. Les intérêts économiques et commerciaux ne sont sans doute pas

étrangers à leur décision - l'Iran est après tout un marché de 60 millions d'habitants, les infrastructures iraniennes ont besoin d'importants travaux de réfection et les réserves pétrolières et gazières sont loin d'être négligeables. Mais le profit n'est pas la seule motivation.

L'UE est d'autant moins convaincue de l'efficacité de sanctions que Madeleine Albright, le secrétaire d'Etat américain, a elle-même récemment admis que la mise en quarantaine économique et commerciale de l'Iran n'avait pas donné davantage de résultats que le « dialogue critique ». Au reste, les conséquences pour l'Iran de la suspension dudit « dialogue » et les distances prises par l'UE avec lui ne sont pas négligeables : les Quinze étaient la soupape de sécurité occidentale à laquelle s'accrochait Téhéran face à l'ostracisme des Etats-Unis. Cette soupape a sauté désormais, fût-ce pour un certain temps, et on voit mal comment Téhéran peut faire amende honorable pour rétablir les ponts.

DILEMME

Le dialogue de l'UE avec l'Iran était supposé demeurer « critique » aussi longtemps que Téhéran n'aurait pas donné satisfaction sur quatre points : renoncer au terrorisme, respecter les droits de l'homme, cesser de s'opposer au processus de paix au Proche-Orient et s'engager à ne pas mettre en application la fatwa (décret religieux) de l'imam Khomeiny, condamnant à mort, en 1989, pour « blasphème », Salman Rushdie, l'écrivain britannique auteur des *Versets sataniques*. Sur l'ensemble de ces questions, on est loin du compte.

L'attitude à adopter envers l'Iran est d'autant plus un dilemme qu'il s'agit, tant pour les Etats-Unis que

pour l'UE, de favoriser les modérés au sein du régime et non d'en entraîner la chute. Paradoxalement, un durcissement envers Téhéran favorise les tenants de l'isolationnisme pour qui l'Occident est, par définition, un « ennemi ». Et puis, comme le dit l'ancien président iranien Abolhassan Banisadr, « la politique des sanctions punit en définitive le peuple iranien ».

Dans des déclarations au Monde, M. Banisadr, qui fut le premier témoin appelé à la barre du procès à révéler la chaîne de commandement qui mène au « plus haut sommet de l'Etat iranien », estime que « la rupture des relations diplomatiques ne donnerait pas non plus les résultats escomptés, parce que, une fois de plus, ce seraient les Iraniens qui en paieraient le prix ; et parce que, comme en Irak, le régime s'en servirait pour rejeter la responsabilité des problèmes sur l'Occident ».

« Les Etats européens et occidentaux, souligne-t-il, doivent réduire au minimum leurs relations avec un régime illégitime. » Il faut, précise-t-il, limiter les relations économiques à leur niveau commercial le plus élémentaire, « ne pas accorder des prêts au régime iranien, ne pas investir dans des projets dont il serait partenaire » et opter pour la transparence en « n'entretenant pas de relations secrètes avec lui ».

Selon M. Banisadr, tant Hans Dietrich Gensher que Klaus Kinkel, l'ancien et l'actuel ministre allemand des affaires étrangères, ont entretenu de telles relations. Il pense aussi « à M. Pasqua », l'ancien ministre français de l'intérieur, dont nul n'a jamais compris pourquoi, en janvier 1994, il avait fait renvoyer en Iran, en invoquant la raison d'Etat, deux Iraniens réclamés par la justice suisse pour le meurtre d'un opposant iranien.

Mouna Naïm

•Le Monde - samedi, 12 avril 1997 •Le Monde - samedi, 12 avril 1997

Les scandales révélant des liens entre politiciens, mafia et services de sécurité éclaboussent la droite turque

DE PLUS EN PLUS contestée, le vice-premier ministre turc, Tansu Ciller et son mari Özer, sont au centre d'un « Watergate » à la turque qui éclabousse depuis six mois la classe politique, fragilise la coalition gouvernementale et fait abondamment gloser la presse.

L'affaire commence dans la nuit du 3 novembre 1996, lorsque, sur une route, non loin de la paisible bourgade de Susurluk, à l'ouest de la Turquie, une Mercedes roulant à vive allure percute de plein fouet un camion. Dans la voiture accidentée gisent les corps d'Abdullah Catli, un mafieux, « centurion » des « loups gris » (l'organisation de jeunesse du Parti de l'action nationaliste ou MHP), celui d'Hüseyin Kocadag, adjoint de la sûreté d'Istanbul et celui d'une ancienne « reine de beauté », Gonca Uz - dont un juge révélera, début avril à la revue *Tempo*, qu'ayant survécu à l'accident, elle aurait été « liquidée ensuite dans la voiture ». Assis à l'arrière, à côté de la femme, le propriétaire de la Mercedes, Sedat Bucak, député du Parti de la juste voie (DYP) de Tansu Ciller, s'en tire, lui, avec une jambe cassée et des contusions. Dans le coffre, on trouve des faux papiers, des armes, des munitions, des silencieux « enregistrés comme propriété du département général de la sécurité », lequel n'a pu, ensuite selon la commission d'en-

quête parlementaire, « fournir des explications satisfaisantes à leur présence dans ce véhicule ».

Après quatre mois d'investigations, la commission - dite « commission d'enquête de Susurluk » - a récemment rendu publiques ses conclusions. Celles-ci, qualifiées de « décevantes » par la presse, font état de « pressions » exercées « par le gouvernement » pour « empêcher les auditions de M^{me} Ciller et son mari ». Pourtant, révèle le *Turkish Daily News* du 5 avril « plusieurs membres du MIT (les services secrets turcs), auditionnés par la commission, ont cité avec insistance les noms » du vice-premier ministre et de son époux.

« L'ÉTAT INFILTRÉ »

Dans ses attendus, la commission stipule que « des organisations illégales ont infiltré l'Etat. Des membres des forces de sécurité et des politiciens ont des liens avec des organisations hors-la-loi que l'on pourrait appeler mafia ou gangs » et cite douze noms, dont ceux des deux principaux protagonistes de « l'affaire de Susurluk » : Mehmet Agar, l'ancien ministre de l'intérieur, une étoile montante du Parti de la juste voie (DYP) de M^{me} Ciller, et Sedat Bucak, un Aga (chef de clan kurde) à la tête d'une milice de 2 000 hommes et également député du DYP, dont les liens avec la mafia apparaissent comme patents.

Dans un document annexe, la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul requiert dix-neuf ans de réclusion pour Mehmet Agar et onze ans pour Sedat Bucak, sous réserve évidemment de la levée de leur immunité parlementaire. Les deux députés du DYP sont accusés d'avoir « créé une organisation ar-

cambolesque du pénitencier de Bostadel où il était incarcéré, Abdullah Catli regagne la Turquie avec un laissez-passer en règle au nom de Mehmet Özbay...

Dix ans auparavant, c'est également Catli qui avait fourni, dans le cadre de la préparation de l'attentat perpétré contre le pape

« Opérations spéciales » et héroïne

Le financement d'« opérations spéciales » par l'argent de la drogue, dont fait état la presse turque, avait déjà été évoqué par l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD), dans sa *Dépêche internationale des drogues* (bulletin n° 61, Paris, novembre 1996) : « D'après les déclarations à l'OGD de certains militaires turcs "kémalistes" tenant à rester anonymes, plusieurs centaines de kilos d'héroïne confisqués (jamais déclarés par l'armée) lors d'opérations contre le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste, en rébellion armée contre Ankara depuis 1984] sont systématiquement remis aux réseaux constitués de sympathisants d'extrême droite des "loups gris" et débarqués plusieurs fois par an dans des ports espagnols. En Anatolie, une prime officieuse de 1 000 dollars le kilo est offerte par les militaires à toute personne indiquant une cache d'opium ou d'héroïne. A ce prix, il est évident que la "marchandise" est rarement détruite. »

mée à des fins délictueuses » et « protégé des personnes recherchées ». Mehmet Agar, qui fut en son temps chef de la sécurité, est en outre accusé d'avoir délivré de vrais-faux papiers - carte de police, passeport diplomatique et permis de port d'arme - à Abdullah Catli, un membre des « loups gris » recherché par la police turque et par Interpol depuis dix-huit ans pour meurtres et trafic de drogue.

Les parlementaires s'efforcent de minimiser l'affaire, mais la presse est intarissable. « L'existence de commandos anti-guérilla » parrainés par des politiciens et les diverses forces de sécurité au nom de la lutte contre les « ennemis de l'unité » de la Turquie sont souvent évoqués. Ces commandos, financés au moyen de la drogue, de l'héroïne essentiellement, seraient à l'origine des milliers de disparitions et « exécutions extra-judiciaires » perpétrées, surtout dans le Sud-Est anatolien, ces dernières années. C'est d'ailleurs sous l'inculpation de « trafic d'héroïne » (quatre kilos) qu'Abdullah Catli - le « centurion » recherché par Interpol et qui périt dans l'accident de Susurluk - fut condamné à sept ans d'emprisonnement par le tribunal de Bâle en juillet 1989. En mars 1990, après une évacuation ro-

Jean Paul II, le 13 mai 1981, un vrai-faux passeport à Ali Ağca (lui aussi évadé mystérieusement en 1979 de Kartal Maltepe, une des prisons les plus sûres de Turquie où il purgeait une peine pour l'assassinat du rédacteur en chef de *Milliyet*, Abdi İpekçi) comme le rappelle Jean-Marie Stoerkel dans son ouvrage *Les loups de Saint-Pierre* (Plon, 1996).

C'est encore Abdullah Catli qui aurait, selon Dogu Perincek, le chef du Parti ouvrier (IP), orchestré en mars 1995 l'organisation d'une tentative de renversement du président azerbaïdjanais, Gueïdar Aliev, dont l'épicentre aurait été l'ambassade de Turquie à Bakou...

Après l'accident de Susurluk, on fit à ce personnage, ancien chef de la section des « loups gris » d'Ankara, des funérailles nationales en présence de milliers de personnes, dont de nombreux *babas* (parrains). Lors d'une réunion de son groupe parlementaire, Tansu Ciller lui rendit hommage en ces termes : « J'ignore s'il était coupable ou non, néanmoins ceux qui ont tiré ou qui ont été touchés par des balles au nom de l'Etat sont commémorés avec tous les honneurs. Ils nous inspirent le plus grand respect ».

Marie Jégo



La Lettre de l'UGAB

n° 170 - Samedi 12 avril 1997

ISSN n° 1249-271X

DÉRAPAGE

Après avoir prononcé des propos injurieux à l'encontre des Arméniens

Le ministre turc de l'Intérieur présente ses excuses à «tous les Arméniens du monde entier»

Le déclenchement de l'affaire remonte au 27 mars 1997 : ce jour-là, le ministre turc de l'Intérieur, Mme Meral Akchener (1), inaugurant un hôtel de police situé dans l'une des banlieues d'Istanbul, fustige le leader du PKK, Abdullah Öcalan, dans les termes suivants : «(...) Un clown d'un sperme arménien essaie de diviser la Turquie, mais ils n'y parviendront pas.»

Ce n'est pas la première fois que des représentants de la classe politique ou des médias turcs associent le PKK et les Arméniens, à travers les prétendues origines arméniennes du leader de l'organisation séparatiste kurde. Mais de quelle manière, cette fois ! Tollé général parmi les Arméniens d'Istanbul. La première réaction officielle émane du Patriarche des Arméniens de Turquie, Sa Béatitudo Karekine Kazandjian, qui estime que Mme le ministre, en prononçant cette phrase, «*comme un délit*». Il ajoute qu'«*utiliser le nom d'une nation comme une insulte, dépasse le but de votre discours*».

De leur côté, les journaux turcs révèlent que les standards des grands quotidiens du pays et du ministère de l'Intérieur à Ankara ont été bloqués un moment en raison des appels des mécontents.

L'association de défense des droits de l'homme d'Istanbul a émis une protestation officielle contre Mme le ministre, auprès du procureur de la République de Beyoglu (ex-Pera), à Istanbul.

Le président de toutes les associations de défense des droits de l'homme de Turquie, M. Akin Birdal, a tenu une conférence de presse devant le bâtiment du ministère de l'Intérieur, à Ankara, durant laquelle il a déclaré que «*par l'emploi de cette expression, les citoyens arméniens ont été insultés; les associations de défense des droits de l'homme élèvent une protestation officielle contre ces propos*».

Les bureaux de Bakirköy et Maltepe, ainsi que plusieurs cellules du parti politique «Liberté et Solidarité», fondé par des militants et intellectuels de gauche, ont envoyé des messages de protestation à la rédaction de l'hebdomadaire Agos (2).

Ce mouvement de protestation collective semble avoir porté ses fruits. Lors d'une visite effectuée au Patriarcat des Arméniens de Turquie à l'occasion des fêtes pascales, le ministre de la Santé et porte-parole du gouvernement, M. Yildirim Aktouna, s'est désolidarisé du ministre de l'Intérieur, en réponse aux questions des journalistes d'Agos et Jamanak (3). «*Les propos de Mme Akchener ont dépassé leur portée initiale, et de ce point de vue, au nom de notre ministre de l'Intérieur, je demande*

des excuses à tous les Arméniens de Turquie.» Avant d'ajouter : «*Si l'on me traitait un jour de "sperme d'un Turc", moi aussi je serais en colère. Je comprends alors tout à fait la sensibilité des citoyens arméniens, et encore une fois je leur demande des excuses.*»

Les explications de Mme le ministre

La presse turque, par l'entremise de ses grands chroniqueurs, n'a pas non plus été en reste. Mais plus intéressante encore est assurément la réaction du ministre de l'Intérieur en personne, qui a reçu le 1^{er} avril la délégation représentative (4) de la communauté arménienne de Turquie, composée de M. Pilo Atan, Mme Louise Bakar, M. Kegham Garabedian, M. Toros Apik et M. Hagop Tashken.

Ce fut l'occasion pour Mme Akchener de faire acte de contrition. «*Je sais que le peuple arménien a été profondément blessé par mon expression. Mais je dis franchement que ces propos visaient l'ASALA, et non nos compatriotes arméniens vivant en Turquie et dans d'autres coins de la planète. Cette expression n'est digne ni de mon rang de ministre de l'Intérieur, ni de ma personne. Je regrette mes propos. Que voulez-vous, les gens sont faillibles. J'ai retenu la leçon. En tout cas, je reconnais devant les caméras de télévision avoir fait une erreur et ai le courage de demander pardon.*»

Mme Louise Bakar, responsable du service de presse du Patriarcat des Arméniens de Turquie, a considéré l'affaire close.

De son côté, M. Hrant Dink, le directeur de publication de l'hebdomadaire Agos, que nous avons joint au téléphone, a précisé que «*ce n'est pas la première fois en 80 ans que les autorités turques utilisent des adjectifs insultants à l'adresse des Arméniens, en revanche c'est la première fois depuis des années et des années (...), qu'un ministre turc, dans une salle non-exclusivement remplie d'Arméniens, mais où se pressaient tous les médias et journalistes turcs, demande des excuses, non seulement aux Arméniens de Turquie, mais aussi à tous les Arméniens du monde entier*». Selon M. Dink, «*la deuxième intervention (Ndlr : le pardon du ministre) fut beaucoup plus importante et spectaculaire que la première*». ■

RAFFI H. ARAXES.

Par ses livraisons de chrome à l'Allemagne nazie
**La Turquie aurait contribué
à prolonger la deuxième guerre
mondiale d'au moins sept mois**

Pendant que le monde entier découvrait le rôle joué par les banques suisses entre 1939 et 1945 sur la question des avoirs juifs, des informations parues dans l'hebdomadaire *The Cyprus Weekly* (1) apportaient des éclaircissements sur l'action de la Turquie durant la deuxième guerre mondiale : longtemps présumée « neutre », elle est accusée à présent d'avoir prolongé la guerre d'au moins sept mois, par des livraisons de chrome à Hitler.

« La contribution de la Turquie au prolongement de la guerre en Europe peut être située à partir de novembre 1943 », a affirmé Eugène T. Rossides, le conseiller général du cabinet juridique Rogers et Wells, basé à Washington. « La Turquie devrait avoir sur sa conscience la mort de chaque soldat, civil et victime de l'Holocauste due à cette prolongation », a-t-il ajouté. Bien qu'officiellement neutre, la Turquie, au mépris de ses engagements à entrer dans la guerre aux côtés des Alliés, a prolongé d'au moins sept mois la guerre, par sa collaboration économique avec l'Allemagne nazie », écrit M. Rossides.

L'Allemagne a souffert de la pénurie chronique de certaines matières stratégiques durant la guerre, notamment le diamant industriel, l'essence, le caoutchouc et le chrome. Citant l'ouvrage « Les dessous du III^{ème} Reich », d'Albert Speer, le ministre de l'Armement d'Hitler, M. Rossides écrit : « Pendant la guerre, la Turquie fournit du chrome à Hitler, une ressource vitale pour l'industrie allemande de l'armement, dans le cadre de l'effort de guerre. Dans un mémorandum rédigé en novembre 1943, Speer dit à Hitler que l'arrêt des livraisons de chrome en provenance de Turquie aboutirait

à la fin de la guerre dans un délai d'environ 10 mois, soit en septembre 1944. »

« Les Alliés ont essayé de faire stopper les fournitures de chrome de la Turquie, vitales pour la machine de guerre d'Hitler », affirme M. Rossides, en se référant aux tentatives effectuées par les Britanniques dès 1940 et les Américains à partir de 1942, auprès du ministre turc des Affaires étrangères de l'époque, Numan Menemencioglu, pour l'arrêt de la transaction. « Même les incitations financières substantielles des Alliés n'ont pu ébranler la détermination de la Turquie, qui a signé un contrat (accords de Clodius, 9 octobre 1941) garantissant la fourniture de chrome », accuse M. Rossides.

La Turquie dans le collimateur ?

Celui-ci note par ailleurs que le Centre Simon Wiesenthal, basé à Los Angeles et spécialisé dans la traque des criminels de guerre nazis, demande l'ouverture d'une grande enquête visant à localiser les avoirs des victimes juives de l'Holocauste, lesquels ont probablement produit des intérêts dans les banques suisses et celles d'autres pays.

Si la neutralité de la Suisse s'avère finalement être un leurre, la collaboration de la Turquie avec Hitler mériteraient amplement de faire l'objet d'une « enquête approfondie ». Elle viserait à faire la lumière sur la question de l'éventuelle détention par la Turquie des avoirs des victimes de l'Holocauste, et à déterminer dans quelle mesure la Turquie aurait offert l'asile aux criminels de guerre nazis.

M. Rossides suggère la participation à cette enquête de la force spéciale américaine pour la restitution des avoirs d'Europe Centrale et de l'Est, conduite par le sous-secrétaire d'Etat américain Stuart Eizenstat, et du Centre de Recherches historiques du département d'Etat des Etats-Unis. ■

(1) 14-20 mars 1997.

La Lettre de l'UGAB - 12 avril 1997

● **Turquie : levée de l'interdiction de l'ouvrage du Pr Vahakn Dadrian.** Après 10 mois de délibérations, la 8^{ème} section pénale de la Cour suprême de Turquie a débouté par trois voix contre deux la Cour de sûreté d'Istanbul, dans la procédure engagée contre M. Ragip Zarakolu (Ndlr : directeur des éditions *Belge*), éditeur de l'ouvrage du Pr Vahakn Dadrian sur le génocide arménien. La diffusion de ce livre ne sera donc plus interdite en Turquie. La Cour suprême ayant estimé que les points de vue développés dans l'ouvrage du Pr Dadrian ne violaient pas le paragraphe 2 de l'article 312 du Code pénal turc, qui proscriit toute action visant à « distiller des sentiments de rancœur et d'inimitié entre les peuples de Turquie, en raison de différences de classe, de religion, de croyance et de race ». La Cour suprême, qui note le caractère « partisan » de l'ouvrage du Pr Dadrian, discolpe l'Etat ottoman sur la question de l'intention génocidaire. « Les Arméniens seuls sont à blâmer pour la mauvaise fortune qui s'est abattue sur eux. (...) il n'est pas possible de qualifier ces événements de génocide et d'en rendre responsable le peuple turc », précise la Cour suprême, qui reproche par ailleurs au Pr Dadrian d'avoir omis de signaler « les atrocités commises par les Arméniens ».

● **La mise à pied d'Heath Lowry.** Heath Lowry, le successeur depuis quelques années de Bernard Lewis au poste de directeur du Centre d'Etudes turques de l'Université de Princeton, a été remercié fin mars dernier, mais conserve néanmoins son poste de titulaire de la chaire *Atatürk* de l'Université de Princeton. Les liens tissés par Heath Lowry avec la Turquie remontent à plusieurs années, lorsqu'il était le directeur d'un Institut des Etudes turques, véritable officine au service de la propagande turque, fondée par le gouvernement d'Ankara. Ardent turcophile, Heath Lowry utilisait

cet Institut des Etudes turques pour mener une campagne de négation du génocide arménien, allant jusqu'à attaquer les universitaires qui reconnaissent la réalité de ce fait historique. En réponse à cette campagne négationniste, plus de 100 universitaires ont fait circuler en 1995 une pétition, lancée à l'initiative du Pr Peter Balakian, signée par des historiens et universitaires de renom, tels qu'Israël Charny, Helen Fein ou Susan Sontag, et destinée à exprimer leur solidarité avec le peuple arménien et à condamner la négation par la Turquie du génocide de 1915.

● **Résolution du Parlement libanais sur le 24 avril.** Le Parlement libanais a approuvé jeudi 3 avril à l'unanimité une résolution appelant à la commémoration du 82^{ème} anniversaire du génocide arménien perpétré par le gouvernement ottoman en 1915. La résolution, fruit des efforts du bloc arménien au Parlement, constitue un premier pas vers la reconnaissance du génocide arménien par le gouvernement libanais. La résolution appelle tous les citoyens libanais à « s'unir au peuple arménien le 24 avril, pour la commémoration des atrocités commises entre 1915 et 1923 ».

● **Le Congrès des Etats-Unis et le génocide.** « Nous faisons notre possible à la Chambre des Représentants des Etats-Unis pour obtenir la reconnaissance du génocide arménien et la levée du blocus imposé par la Turquie à l'Arménie », a déclaré M. George Radanovitch, un membre du Congrès américain qui s'est rendu la semaine dernière en visite en Arménie et au Karabagh, lors d'une conférence de presse tenue au Musée du Génocide d'Erévan. Pour M. Radanovitch, il est essentiel pour favoriser l'instauration d'un climat de paix et de prospérité économique dans la région, que les Etats qui ont commis des crimes dans le passé admettent leur responsabilité.

FLASHES

Génocide... en bref...

UN sends 120 food observers to N. Iraq

Food rations: Distribution of flour to start next week

Baghdad- Reuters

■ The United Nations has sent 20 observers to the three Kurdish provinces in northern Iraq to monitor the distribution of food and medicine there, a U.N. official in Baghdad said on Saturday.

Eric Falt, spokesman for Iraq's U.N. coordinator, said four international staff have headed north to oversee the handing out of flour ration to Iraqi Kurds.

Foodstuffs bought under Iraq's oil-for-food deal with the United Nations have been piling up.

Iraq, under U.N. sanctions for invading Kuwait in 1990, began exporting oil last December under the so-called oil-for-food deal allowing it to sell \$2 billion worth of crude over six months to import mainly

food and medicine. Late last month the Iraqi government began distributing the first food rations in areas under its control.

The distribution of supplies in the Kurdish provinces of Dahouk, Arbil and Sulaimaniya, currently outside the central government control, is solely a U.N. responsibility.

Falt said the distribution of flour rations would start in earnest in northern Iraq next week. He said new ration cards for the area were being printed.

He said the U.N. intended to deploy 20 out of its 151 observers in northern areas. The whole operation emanating from the oil deal is being carried out under strict U.N. supervision.

Iraq's revenue from the partial oil sales will be about \$1.3 billion after funnelling 30 percent for Gulf War reparations and other U.N. costs. Kurds in the three provinces are entitled under the deal to get goods worth \$260 million.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, APRIL 14, 1997

100,000 Rally In Tehran to Assail German Court Ruling

The Associated Press

TEHRAN — More than 100,000 Iranians marched on the German Embassy here Sunday to protest a German court ruling that implicated Iranian leaders in political assassinations.

Hundreds of police in full riot gear ringed the embassy compound in central Tehran, but the protest appeared orderly.

Cries of "Death to America!" and "Death to Israel!" — the usual slogans shouted during demonstrations in Iran — thundered from the crowd. An Israeli flag was set ablaze.

But there were no chants against Germany, and organizers stopped the crowd from burning a German flag and an effigy of the German judge who issued the verdict.

The official Iranian press agency, IRNA, said "millions" were expected to attend rallies nationwide.

Demonstrations also were reported in

eight other cities, including Qom, 120 kilometers (75 miles) south of Tehran. Classes were canceled Sunday to allow seminarians to take part in rallies in the holy city, the seat of Iran's ruling Shiite Muslim clergy.

Demonstrators in Qom also shouted slogans against America and Israel, Tehran radio reported. It quoted other chants as saying: "This evil plot has made Germany the target of hate for everyone" or that "Germany has now turned into a U.S. toy."

There were no reports of violence.

Meanwhile, the 270-seat Majlis, or Parliament, held a closed session to review relations with Germany.

Hassan Rowhani, the deputy speaker, called for a "total revision of ties with Germany."

He also called on the government to stop all investment in Germany and ban the purchase of German equipment. He said the decision by other European nations to recall their ambassadors to Iran was "a fruitless act."

"Without doubt, it will be replied in kind by Iran," he added.

Alireza Mahjoub, a Tehran deputy, told reporters the government should reduce ties "to the lowest level."

European Union nations, with the exception of Greece,

recalled their ambassadors from Tehran after a German court on Thursday sentenced an Iranian and three Lebanese men for the slaying of three Kurdish dissidents and their translator in 1992 in Berlin.

The court said that Iranian leaders were behind the assassination — a charge Tehran has vehemently denied.

Iran's Akhbar daily quoted an unidentified Foreign Ministry official as saying Iran would call home its ambassador from each country that pulled its envoy out of Tehran.

An anti-European stance was taken by the Parliament's speaker, Ali Akbar Nateq Nouri, who said Tehran could give preference to Russian firms in new projects.

Mr. Nateq Nouri, who is on an official visit to Russia, said that Iran preferred Russia to France for a huge gas project in the Gulf.

Despite the tough rhetoric, Iran appeared as committed to controlling the fallout from the court case as the European nations themselves.

The European Union nations have stopped short of severing diplomatic relations or cutting trade ties with oil-rich Iran.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, APRIL 14, 1997

Bonn Won't Escalate Dispute With Tehran

Reuters

BONN — Bonn made clear on Sunday that it would seek to avoid stoking a dispute with Iran over a court ruling that Tehran ordered political killings in Germany, despite a march on its embassy by thousands of Iranians.

Foreign Minister Klaus Kinkel told the weekly Welt am Sonntag in his first com-

ment on the crisis that Iran must show respect for international law before Bonn could discuss a fresh start in relations.

But he added, "We do not want an end to relations which have existed for over 100 years and, as upset as we are, we do not want to pour oil on the flames."

Bonn has gone out of its way to say it trusts the assurances of the Iranian for-

four German diplomats in re- turn for the expulsion of four Velayati, that Germans in Ir- Iranians from Germany, have an will come to no harm. The exactly mirrored Bonn's ac- German Foreign Ministry tions, and have not gone any said it still planned to reopen further.

the embassy on Monday. It has been closed since before the court ruling Thursday.

Bonn officials say privately that Iran has signaled it also does not wish to raise the temperature in the diplomatic standoff with a country that until recently was its biggest trading partner and friend in the West.

They point to the fact that Iran's diplomatic steps, including the ordering out of

Iranian leaders, while at- tacking Bonn and rejecting the court verdict, have also made clear in their comments that Bonn need not fear a complete freeze in relations. President Hashemi Rafsan- jani called the dispute a "passing storm."

Mr. Kinkel himself has come under pressure for dog- gedly maintaining ties with Iran despite strong suspicions of state terrorism.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, APRIL 14, 1997

Top Iranian Linked to Blast at U.S. Garrison

Intelligence Officer Said to Have Met Key Saudi Suspect

By David B. Ottaway and Brian Duffy
Washington Post Service

WASHINGTON — American and Saudi intelligence authorities have linked a senior Iranian government official to a group of Shiite Muslims suspected of bombing an American military compound in Saudi Arabia last year, according to U.S. and Saudi officials.

Intelligence information indicates that Brigadier Ahmad Sherifi, a senior Iranian intelligence officer and a top official in Iran's Revolutionary Guards, met roughly two years before the bombing with a Saudi Shiite arrested March 18 in Canada, the officials said. The man, Hani Abdel Rahim Sayegh, had fled Saudi Arabia shortly after the June 25 bombing that killed 19 American servicemen and wounded more than 500 others, accord-

ing to Canadian court records.

If the report proves to be true, the United States should consider attacks on "certain very high-value targets in Iran," Newt Gingrich, the Republican House speaker, said on Fox television.

Mr. Sayegh, 28, has been identified by Canadian authorities as "a direct participant" in the truck bomb explosion at the Khobar Towers complex. Canadian court documents identify Mr. Sayegh as a member of Saudi Hezbollah, an Iranian-backed group of militant Shiite Muslims.

The intelligence tying Brigadier Sherifi to Mr. Sayegh has persuaded a growing number of officials in Washington and Riyadh of Iran's direct involvement in the attack, American and Saudi officials said. "Iran was the organizing force behind it," a U.S. official said.

But several other American officials, noting the difficulty in assessing the fragmentary evidence available, said they had yet to be firmly persuaded of Tehran's role.

If Iran, which has denied all complicity, is proven to have been involved in the attack, the Clinton administration could come under pressure to retaliate militarily or economically. The United States regards Iran as the world's foremost sponsor of international terrorism, through its agents and through the underground action wing of Hezbollah, based in the Bekaa, the valley in eastern Lebanon.

The Lebanese Shiite political and social movement, which Iranian agents helped found in the early 1980s, has spawned Iranian-fostered replicas in other Arab countries with their own underground operatives such as those in Bahrain and Saudi Arabia.

The evidence of Iranian links to the Saudi Shiites suspected in the Khobar bombing includes bank checks signed,

by Brigadier Sherifi, according to Saudi sources. It is unclear whether the checks were given to Mr. Sayegh or other suspects in the attack.

Canadian and Saudi intelligence agencies have collected much of their information about Mr. Sayegh's alleged role in the bombing, as well as his links to Iranian authorities, from intercepts of telephone calls to his wife and family in Orleans, Miami, Pittsburgh and Seattle.

Army officials argue that only cities give troops the chance to work on real-life challenges, such as using night-vision equipment in partly lit areas, avoiding power lines and dropping troops quickly enough to go virtually unnoticed by the citizenry.

It is safer for the troops to descend in secret than to alert residents and risk the sightseeing crowds that would gather, said an army official, who added: "And they don't want their equipment photographed. They don't want their tactics, operations and procedures known."

"I can't imagine there isn't an American around who wouldn't want these guys to be as good as they can be," said an army spokesman, Lieutenant Colonel Ray Whitehead. "This is real serious stuff."

But in city after city, the exercises have drawn fire from frightened residents who are not told beforehand that the several roaring helicopters flying in circles several hundred feet overhead late at night — blacked out except for one that keeps on its tiny red tail light for safety — are trying to get as close as possible to the buildings they

appear about to crash into.

The confusion and fear caused by their invasion is compounded when residents see dark-suited figures sliding down ropes dangling from the choppers and then begin firing loud blanks from their assault weapons. The simulated sound of grenades and incoming artillery often follows, as does, in some cases, the sound of real, small breaching explosives used to blast open doors.

To top it off, the local police are on hand to keep traffic away from the exercise site — typically an abandoned warehouse, jail, apartment building — but often refuse

to tell motorists what the commotion is all about. Likewise with 911 operators and the news media, which are not alerted to the exercises beforehand. Several callers to state law enforcement agencies have been told to call the Defense Department in Washington for information.

Last June, troops were forced to leave Pittsburgh early because of the uproar. In Houston, a night's exercise was cut short when a helicopter landed hard, rolled over and its two occupants were hospitalized. Thousands of callers to local media there demanded that the troops leave town. "Who in-

vented them?" asked a caller.

Exercises in a previously quiet Chicago suburb panicked residents there in 1995, and in 1990, exercises in Los Angeles were curtailed after inquisitive television and radio stations sent up helicopters to investigate a practice invasion above their city and created a safety problem.

After the Charlotte exercise — code-named Exercise Cauldron Chariot — the Federal Aviation Administration launched an investigation because the army failed to coordinate the exercise with it, an agency spokesman said.

A spokesman at Special Operations Command, Lieutenant Colonel Pete Pierce, said the army received approval from the Charlotte airport's air traffic control tower and that it would "correct any coordination shortfall identified with the FAA."

Colonel Pierce said the army retreated early from Charlotte because the operations were more disruptive than anticipated. He said people on the several streets closest to the exercises were notified just prior to the maneuvers but, he added, "In the process of notification, people are going to get missed."



Monday April 14, 1997

Turkish Daily News



'GANGS TO COURT!' Thousands of people, once again, took to the main street of the capital on Sunday to protest the alleged state-mafia links that surfaced after the controversial Susurluk accident of Nov. 3, 1996 and the coalition government's "attempt" to cover up the situation. Nearly 15,000 people from various civic organizations and left-wing political parties, including the Freedom and Solidarity Party (ODP), the People's Democracy Party (HADEP) and the Confederation of Public Servants' Trade Unions (KESK) took part in the rally.

TDN Selahattin Sönmez

DEUTSCHLAND



REGIERUNGSCHEF ERBAKAN: Parteiführer der Türkei und Unterstützer von Radikalen in D

NACH PKK-EXZESSEN erwarten Experten, daß ein neuer inner-türkischer Konflikt in Deutschland ausgetragen wird

INNENPOLITIK

Brisante Botschaft

Eine bisher unveröffentlichte Studie dokumentiert das Netz islamistischer Scharfmacher in Deutschland. Experten befürchten neue Konflikte

Klein-Mekka liegt zwischen Drogenstrich, Sex-Shops und Scientology-Zentrale. Bis zu 1500 Gläubige strömen zum Freitagsgebet in die Merkez-Moschee im Hamburger Stadtteil St. Georg. „Das ist ein Zentrum fundamentalistischer Propaganda“, urteilt Nils Feindt-Riggers, Verfasser einer Islam-Studie für das Bonner Innenministerium: „In der Moschee werden ganz offen Videos und Bücher verkauft, in denen die Demokratie als gottlos und die Moderne als Teufelszeug beschimpft werden.“

Propaganda mit Zeitzünder: Fanatisch-religiöse und prowestlich gesinnte Türken streiten um die Rolle des Islams. Experten erwarten, daß nach den abgeflauten gewalttätigen Exzessen der PKK ein neuer innertürkischer Konflikt in Deutschland ausgetragen wird.

Die bisher unveröffentlichte, im neuen Verfassungsschutzbericht bereits angekündigte Untersuchung zeigt, wie sehr islamistische Gruppen untereinander verflochten sind. Und sie bestätigt an Beispielen wie dem Verband der Islamischen Kulturzentren (Köln), daß offizielles Bekenntnis zum Dialog und schroffe Ablehnung westlicher Kultur nach innen weit auseinanderklaffen.

Den größten Zulauf unter den extremistischen Islam-Gruppen hat die straff organisierte und vom Verfassungsschutz beobachtete Islamische Gemeinschaft Milli Görüs (IGMG). 26 500 Mitglieder (bei rund 2,5 Millionen Muslimen in Deutschland) zählt sie, auch die Hamburger Merkez-Moschee gehört in ihren Dunstkreis.

Die Ankara-Connection: Über Satellit zugeschaltet, lobte der türkische Ministerpräsident und Vorsitzende der Refah-Partei, Necmettin Erbakan, Anfang Dezember das Wirken von Milli Görüs vor Funktionären in Montabaur. Nefte Mehmet Sabri Erbakan sitzt als Generalsekretär im Kölner IGMG-Bü-

ro, und Osman Yumakogullari, ehemaliger IGMG-Chef, verstärkt die Refah-Fraktion im türkischen Parlament.

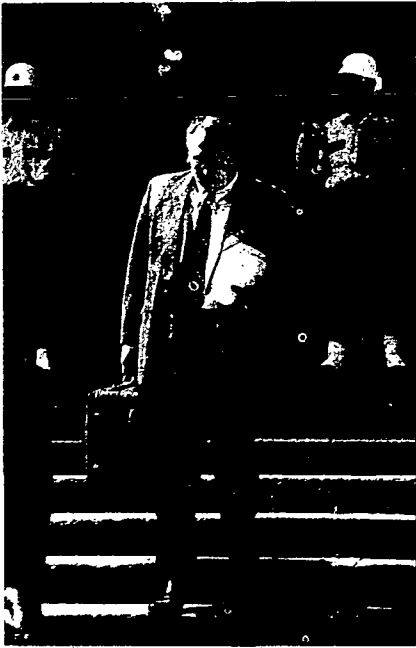
Seit einem dreiviertel Jahr regiert Erbakan in Ankara mit. Innenminister Manfred Kanther (CDU) wand sich bei der Vorstellung des Verfassungsschutzberichts: Er habe kein Interesse, „mit jedem Punkt, der in der türkischen Minderheit in unserem Staat unerfreulich ist“, die deutsch-türkischen Beziehungen zu belasten.

Erbakans Regierungskurs stürzt die Türkei in heftige Konflikte um die Trennung von Staat und Religion. „Wenn die Situation in der Türkei eskaliert, wird der Konflikt auch in Deutschland ausgetra-

ISLAMISTEN demonstrierten im Februar in Bonn: Die Kalifstaats-Bewegung, eine kleine Splittergruppe, fordert Scharia-Einführung in der Türkei



Fotos: Gamm, Image Bank, M. Schreiber/transparenz



TÜRKEI-CONNECTION: Erbakans Neffe Mehmet Sabri führt die Milli-Görüs-Bewegung in Deutschland



DIE ZENTRALE
von Milli Görüs
sitzt in Köln

EINFLUSS AUF ISLAM-SZENE

► Teils verdeckt, teils offen übt die radikale Islamische Gemeinschaft Milli Görüs starken Einfluß auf die deutsche Islam-Szene aus:
► **Zentrallnstitut Islam-Archiv Deutschland** in Soest unter Leitung von Muhammad Salim Abdullah: Zwei IGMG-Funktionäre, Beshir Say und Mehmet Kilinc, sitzen laut Verzeichnisregister im Vorstand.

► **Islamische Jamaat** un-
Nur: enge Kooperation mit Milli Görüs
► **Muslim Studentenvereinigung in Deutschland**, Frankfurt: Stellvertreter der Vorsitzender ist Mehmet Sabri Erbakan, IGMG-Generalsekretär.
► **Islamrat für die Bundesrepublik Deutschland:** sprechen für Muslime, dominiert von Milli Görüs

gen." Heftige Befürchtungen hegt Udo Steinbach, Leiter des Deutschen Orient-Instituts in Hamburg, wo die Studie entstand: „Die Islamisten könnten dann unter Federführung von Milli Görüs als fünfte Kolonne mobil machen und militant werden. Wie schnell und gewalttätig eine solche Auseinandersetzung zu uns herüberschwappen kann, haben wir beim Kurden-Problem gemerkt.“

Diplomatisch ebenfalls heikel: Der bislang als gemäßigt eingeschätzte größte türkische Dachverband, die halbstaatliche Türkisch-Islamische Union der Anstalt für Religion (kurz DITIB), scheint ins Lager der Fundamentalisten abzurutschen. Als „hochgradig unterwandert“ bezeichnet Steinbach die von türkischen Botschafts- und Konsularangestellten vertretene Organisation: „Der Unterschied zwischen DITIB und Milli Görüs ist kaum noch wahrnehmbar.“

Die Behörde schickt Prediger und Vorbeter an die Moscheen in Deutschland – unter die sich seit Beginn der 80er Jahre fundamentalistische Kader mischen. Die Islam-Studie: Die Kölner Zentrale vertreibt in ihrem Buchladen Werke radikaler islamistischer Autoren aus Ägypten, wie Hassan al-Banna oder Said Qutb. Eine Farce: 1982 wurde DITIB ins Leben gerufen, weil der türkische Staat der islamistischen Werbung in Deutschland nicht mehr allein das Feld überlassen wollte.

Geschlossene Gesellschaft: DITIB schottet sich gegenüber der deutschen Öffentlichkeit ab. Islam-Wissenschaftler Feindt-Riggers wurde nicht einmal ein Gespräch gewährt – was gleichzeitig

die auffälligste Schwäche seiner und anderer vorangegangener Studien ist: Über weite Strecken muß er Erkenntnisse aus Sekundärquellen verwerten.

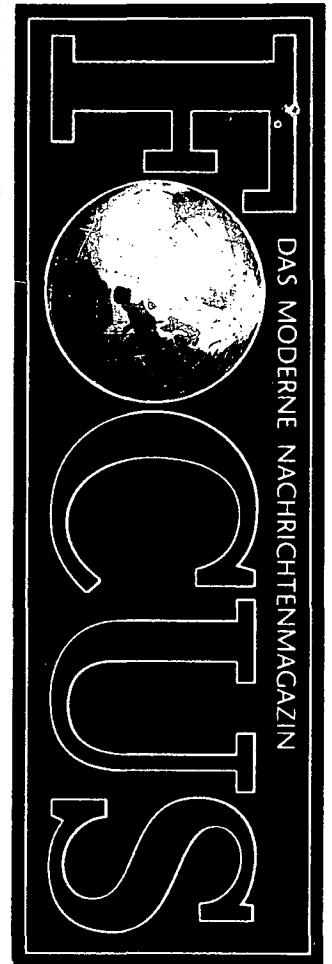
„**Da tickt eine soziale Zeitbombe.**“ Etem Ete, Ex-Europabeauftragter der türkischen Sozialdemokratischen Volkspartei, befürchtet eine fortschreitende Polarisierung: „Die meisten einfach strukturierten Landsleute flüchten in die Vergangenheit, wie sie extremistische Islam-Vereinigungen bieten. Wenn diese Menschen aufstehen, drohen Zustände wie in den französischen Vorstädten.“

„Der Integrationswille der Mehrheit wird falsch eingeschätzt“, begründet die Hamburger Soziologin Ursula Mihciyazgan die Beliebtheit der religiösen Scharfmacher. Vorbeter Ucar von der Merkez-Moschee bringt es auf den Punkt: „Wir wollen keine Assimilation. Wir wollen unsere türkische Kultur weiterleben“ – auch in deutschen Schulen. Die Kinder müßten dort jedoch „von einem türkischen Imam, nicht von einem Atheisten oder einem linksgerichteten Lehrer“ unterrichtet werden.

Abkapselung statt Anpassung – dahinter steckt für Udo Steinbach eine verfehlte Integrationspolitik in Deutschland. Der Islam sei „nicht als gleichwertige Religionsgemeinschaft“ anerkannt worden. Dies arbeite den Fundamentalisten ebenso in die Hände wie das Verbot des Schächtens (rituelles Schlachten ohne Betäubung) oder Bauauflagen für Moscheen. ■

H. KISTENFEGGER/M. KLEIN/K. ÖZGENC

Nr. 16 14. April 1997



A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **Procédure d'enquête de la justice allemande contre M. Velayati, selon un quotidien**

BONN, 15 avr (AFP) - Le Procureur général fédéral va demander, vraisemblablement dès la semaine prochaine, l'ouverture d'une enquête contre le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, affirme le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ) à paraître mercredi.

Le quotidien de Francfort (ouest), qui cite des sources "au Parquet fédéral", indique que cette procédure fait suite au verdict de Berlin, le 10 avril dernier: le Tribunal criminel avait mis en cause, dans ses attendus, le "plus haut sommet de l'Etat iranien" dans l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens dans la capitale allemande en 1992.

Si, selon la FAZ, la délivrance d'un mandat d'arrêt contre le Président iranien, Hachémi Rafsandjani, ou le dirigeant religieux Ali Khamenei, Guide spirituel, est pour le moment exclue, en raison de "problèmes d'immunité" et de dispositions du droit international, il n'en va pas de même, en revanche, pour M. Velayati. Son rôle dans l'attentat, par le biais d'un "Comité de opérations spéciales", dont il était membre --tout comme MM. Rafsandjani et Khamenei, selon les juges berlinois-- est établie, poursuit le quotidien.

En mars 1996, un mandat d'arrêt avait déjà été lancé pour les mêmes raisons contre le ministre iranien des Renseignements, l'hodjatoleslam Ali Fallahian, lui aussi membre du "Comité des opérations spéciales" et dont le nom a été expressément cité par le Tribunal de Berlin qui l'avait qualifié de donneur d'ordre.

La mise en cause du régime islamique au pouvoir à Téhéran pour terrorisme par un tribunal d'un pays occidental --une "première"-- a provoqué des tensions dans les relations entre l'Europe et l'Iran.

L'Union européenne a suspendu le "dialogue critique" mené depuis 1992, en dépit des critiques de Washington, et, à l'exception de la Grèce, les 14 autres pays-membres ont rappelé leurs ambassadeurs. De plus, Bonn a expulsé quatre personnes travaillant dans des organismes officiels iraniens en Allemagne.

Téhéran a riposté par des mesures similaires et il ne se passe pas de jour sans que des manifestations hostiles à l'Allemagne n'aient lieu devant l'ambassade allemande à Téhéran.

jd/pfe/gic eaf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

DEUT

„MYKONOS“-PROZESS

ANGST VOR DEN

DIE HINTERMÄNNER VON TEHERAN



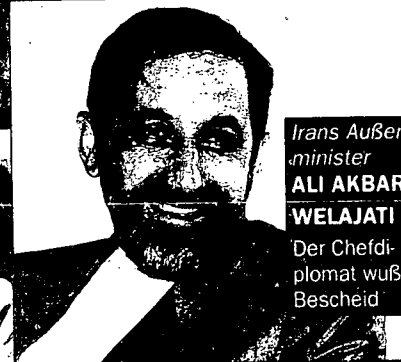
Irans Religionsführer
ALI CHAMENEI
Er ist die höchste Instanz
in Glaubensfragen



Präsident
**ALI AKBAR
RAFSAN-
DSCHANI**
kannte die Berli-
ner Terrorpläne



Minister
**ALI
FALLAHIAN**
Er soll Irans
Terroranschläge
koordinieren



Irans Außen-
minister
**ALI AKBAR
WELAJATI**
Der Chefdi-
plomate wußte
Bescheid





SCHIESSÜBUNGEN

Mullahs im Iran trainieren den Umgang mit der Pistole. Das Regime in Teheran legt bei Geistlichen großen Wert auf die Wehrhaftigkeit. Sie sollen den Islam mit allen Mitteln verteidigen

MULLAHS



Neue Attentate der Iraner drohen. Die deutschen Sicherheitsbehörden sind alarmiert

Klaus Kinkel und Bernd Schmidbauer gelten in Bonn nicht als Freunde. Der FDP-Außenminister und der forsche CDU-Geheimdienstkoordinator im Kanzleramt beäugten sich bislang mit Mißtrauen. Seit vergangenen Donnerstag sitzen beide in einem leckgeschlagenen Boot. Ihre umstrittene Politik des „kritischen Dialogs“ mit dem Mullah-Regime im Iran ist mit einem Paukenschlag gescheitert.

Glasklare Worte. Frithjof Kubsch, Vorsitzender Richter am Berliner Kammergericht, beendete die von der Europäischen Union übernommene Politik mit einem einzigen Satz seiner Urteilsbegründung im sogenannten „Mykonos“-Prozeß: „Verantwortlich für den Anschlag ist die iranische politische Führung.“ Mit Begriffen wie „Staatsterrorismus“ erteilte Kubsch dem Teheraner Regime schallende Ohrfeigen, bevor Polizisten den 61jährigen Juristen mit einem gepanzerten Mercedes an einen geheimen Ort führen.

Das „historische Urteil“ („Corriere della Sera“), das Irans Führung weltweit als Terroristen brandmarkt, versetzte deutsche Sicherheitsexperten in Alarmstimmung. „Ein Racheattentat der Mullahs in den nächsten Tagen ist denkbar“, urteilt ein Fachmann. Die Experten berieten ab Donnerstag mittag ▶

DER MORDANSCHLAG

- ▶ **Am 17. September 1992** stürmten zwei Scherbewaffnete in das Berliner Lokal „Mykonos“. Sie ermordeten drei iranisch-kurdische Oppositionspolitiker und einen Dolmetscher.
- ▶ Das Berliner Kammergericht vernahm **seit dem 28. Oktober 1993** in 247 Verhandlungstagen 166 Zeugen.
- ▶ Die Richter verurteilten am vergangenen Donnerstag den iranischen Geheimagenten Kazem Darabi und den Libanesen Abbas Rhayel zu **lebenslänglichen**, zwei weitere Libanesen zu **langen Haftstrafen**. Ein Angeklagter wurde freigesprochen.
- ▶ **Brisant:** Als Anstifter beschuldigte das Gericht die iranische Staatsführung.

DEUTSCHLAND



SICHERHEITSVORKEHRUNGEN VOR DEM GERICHT

Schwerbewaffnete Polizisten durchsuchten vergangenen Donnerstag Besucher vor der Urteilsverkündung im Berliner Gerichtsgebäude



ZWEI PROMINENTE „MYKONOS“-OPFER IN BONN

Außenminister Kinkel und Geheimdienstkoordinator Schmidbauer traten für einen „kritischen Dialog“ mit Teheran ein. Der ist nun gestoppt

allerorten: in der Pullacher Zentrale des Bundesnachrichtendienstes (BND), in der Meckenheimer Staatsschutzabteilung des Bundeskriminalamts (BKA), im Kölner Bundesamt für Verfassungsschutz, im Bonner Innenministerium. Gemeinsames Thema: die Einschätzung der alttestamentarischen Rachsucht des Teheraner Klerus um Revolutionsführer Ali Chamenei, Präsident Ali Akbar Haschemi Rafsandschani, Außenminister Ali Akbar Welajati und Geheimdienstminister Ali Fallahian.

Eine verbale Kostprobe verabreichte Präsident Rafsandschani am Freitag

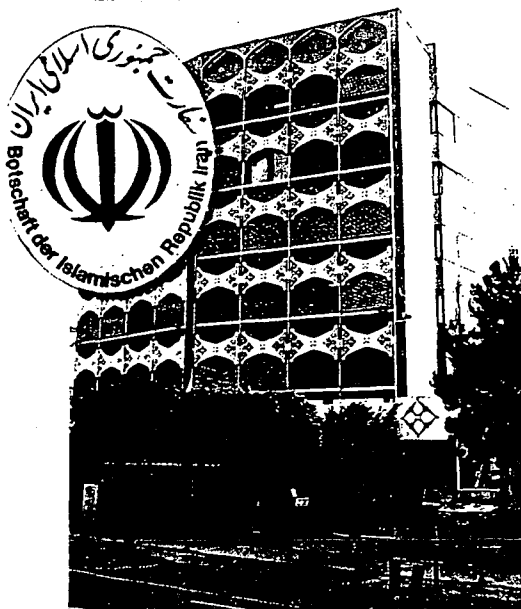
vor Tausenden aufgebracht Iranern auf dem Universitätsgelände in Teheran. Das schändliche Urteil habe die Herzen von Millionen Iranern und Muslimen der Welt gebrochen. „Es wird nicht so schnell vergessen werden, und es wird nicht ohne Antwort bleiben“, drohte er.

Nach dem Freitagsgebet zogen Tausende Iraner vor die deutsche Botschaft in der Ferdowsistraße. Mit haßerfüllten Gesichtern brüllten sie: „Tod dem faschistischen Deutschland“.

Im Botschaftsgebäude wartet derzeit Geschäftsträger Walter Eickhoff die

Folgen des Urteils ab. Der nach Bonn abberufene Botschafter Horst Bächmann unterrichtete am Freitag Außenminister Kinkel über die angespannte Lage. Die Bundesregierung hatte zuvor vier iranische Diplomaten aus der Botschaft in Bonn ausgewiesen. Alle sind beim Verfassungsschutz als Kundschafter einschlägig bekannt. Als Reaktion forderte auch Teheran vier deutsche Diplomaten zur Ausreise auf.

Der iranische Botschafter in Bonn, Hossein Mousavian, flog angesichts der Krise ebenfalls in seine Heimat. Nach FOCUS-Informationen wird der



IRANS SPIONAGEZENTRALE IN BONN

Experten halten die Botschaft für den Hauptsitz von Teherans Agenten in Europa



DIE SIEBEN GEHEIMDIENSTE DER MULLAHS

Ein geheimes BND-Papier analysiert: Die iranischen Spione arbeiten professionell, sind aber intern zerstritten.

SKRUPELLOSE AGENTEN

Machtkämpfe, Mißtrauen, üble Mächenschaften: Nach einer geheimen Analyse des Bundesnachrichtendienstes (BND), die FOCUS vorliegt, sind die sieben iranischen Geheimdienste ein Hort skrupelloser Mullah-Agenten. Ihr Hauptziel ist die weltweite Auslöschung der Regimegegner.

Wichtigster Dienst ist der VEVAK von Geheimdienstminister Ali Fallahian. Er verübte laut dem Berliner Urteil das „Mykonos“-Attentat.

HILFE AUS RUSSLAND

Alle Spähbetriebe sind nach BND-Einschätzung gut ausgebildet (unterstützt von Rußland und Nordkorea), arbeiten professionell und effizient in In- und Ausland, stützen sich auf eine hervorragende Infrastruktur. **Intern regiert jedoch ein Klima des Mißtrauens und der Rivalität.** Zur Machterhaltung des Regimes unterwandern und be-

kämpfen Teherans Spione die iranische Exilopposition. **Spezialität:** das Einschleusen von Agenten in die Oppositionsgruppen.

FALLAHIAN VOR DEM STURZ

Spionagezentrale in Europa ist laut Sicherheitsexperten die **iranische Botschaft** in Bonn. Dort sollen Top-Agenten die Dienste koordinieren. Die große Bedeutung der Spione hat nach BND-Einschätzung jüngst einen Machtkampf innerhalb der Staatsspitze entfacht. **Klarer Sieger:** Revolutionsführer Ali Chamenei. Der Chef-Mullah habe gegen den Willen von Präsident Haschemi Rafsandschani eine verstärkte Ausspähung von Exilpolitikern durchgesetzt. Opfer der Rivalitäten in der Staatsspitze könnte Geheimdienstminister Fallahian werden. Laut BND hat er zwar durch seine VEVAK-Agenten Einfluß auf die iranische Außenpolitik gewonnen, seit einem Jahr halten sich jedoch hartnäckige Gerüchte über eine baldige Ablösung.



TAUSENDE DEMONSTRIERTEN GEGEN MULLAHS

Ein als Revolutionswächter verkleideter Regimegegner mit einem Bild, das Chomeini als Teufel darstellt



DRAHTZIEHER UND ATTENTÄTER •

Der iranische Agent Darabi umrahmt von zwei Mitattentären. Er organisierte das „Mykonos“-Attentat

Rafsandschani-Vertraute nicht mehr nach Bonn zurückkehren.

Das Klima ist aufgeheizt. Im BKA kursiert eine interne Lageeinschätzung. Danach gehen die Bundespolizisten von weiteren Anschlägen gegen Oppositionelle auch in Deutschland aus. „Mit Aktivitäten des Iran gegen Dissidenten und Regimegegner muß gerechnet werden“, heißt es.

Akribisch haben BKA-Terrorexperten in den vergangenen Wochen das Umfeld regimetreuer Iraner in Deutschland observiert. Die Fahnder nahmen wenige Tage vor der Urteilsverkündung im Raum Nürnberg einen Iraner fest. Er ist der Vorbereitung etwaiger Aktionen gegen deutsche Einrichtungen verdächtig. In Nürnberg und Heilbronn durchsuchte die Polizei präventiv Wohnungen. Bundesweit observieren Staats- und Verfassungsschützer Verdächtige.

Ziel der Fahnder ist es, jede mögliche Sicherheitslücke zu schließen. Daher veranlaßten sie auch besondere Sicherheitsvorkehrungen für alle deutschen Flughäfen. Ein hochrangiger Ermittler zu FOCUS: „Wir werden einen neuen Fall ‚Mykonos‘ mit allen Mitteln zu verhindern wissen.“ Seit Wochen hören deutsche Behörden alle Telefonate zwischen dem Iran und Deutschland ab. Die iranische Botschaft in der Godesberger Allee wird seit Monaten verstärkt elektronisch überwacht. Eine Panne: Iranische Mitarbeiter entdeckten im Berliner Generalkonsulat Abhörwanzen (FOCUS 48/96).

Die „Mykonos“-Krise senkte die Stimmung zwischen deutschen und iranischen Nachrichtendiensten in die Nähe des Gefrierpunkts. Erst 1988 war die während der iranischen Revolution abgebrochene Kooperation wieder eingefädelt worden. Anlaß war die Geisel-

nahme des Hoechst-Managers Rudolf Cordes durch pro-iranische Terroristen.

In den darauffolgenden Jahren trafen sich der deutsche Geheimdienstkoordinator Bernd Schmidbauer und sein iranischer Kollege Fallahian zu mehreren Gesprächen. Der Bonn-Besuch des Mullahs, Tage vor dem Prozeßbeginn im „Mykonos“-Fall, geriet zum peinlichen Skandal. Schmidbauer mußte sich rechtfertigen.

Die geheime Routinearbeit wickelten der Leiter von Fallahians Europa-Abteilung, Amir Hossein Tagavi, und der jeweilige BND-Verantwortliche der Aufklärungsabteilung eins, zuletzt Jürgen Tebs, ab. Nach BND-Angaben haben Irans Geheime dabei nur nachrichtendienstliches Know-how, aber nicht die von ihnen gewünschten Infos über ihre Regimegegner in Deutschland erhalten.

Angesichts der prächtigen Entwicklung der Beziehungen durfte der BND Anfang der neunziger Jahre eine offizielle Residentur in Teheran eröffnen. Die Filiale wurde jedoch im März 1996, als die Bundesanwaltschaft Fallahian zur Festnahme ausschrieb, wieder geschlossen. Seitdem bestimmt Sprachlosigkeit das Verhältnis der Dienste.

Das „Mykonos“-Urteil gilt auch als Schlag gegen die illegalen Aktivitäten der iranischen Dienste in Deutschland. Bundesweit getarnt als Handelsfirmen und versteckt hinter diplomatischen Funktionen, spionierten die Iraner jahrelang die Opposition sowie deutsche High-Tech-Unternehmungen aus. Seit Anfang März bauen die Agenten ihre Infrastruktur ab. Nach Erkenntnissen des Verfassungsschutzes verlegen Irans Lauscher ihre Basen vorerst in andere EU-Staaten wie Spanien. Ein Experte: „Das werden die so leicht nicht wieder aufbauen können.“



SICHER IM VERSTECK

Richter Frithjof Kubsch ließ sich nach dem Urteil an einen geheimen Ort fahren

Auch die Wirtschaftsbeziehungen sind in Gefahr. Aus Angst vor der Rache der Mullahs haben mehrere Großfirmen ihre deutschen Führungskräfte abgezogen. Siemens verlängerte zum Beispiel den Osterurlaub wichtiger Mitarbeiter, beordnete Manager zu Konsultationen oder Tagungen in die Zentrale.

Derzeit arbeiten im Iran noch 169 deutsche Unternehmen. Ihr Handelsvolumen hat sich seit 1992 von acht auf 2,2 Milliarden Mark verringert. Hintergrund ist die hohe Verschuldung der Islamischen Republik. Allein die Verpflichtungen gegenüber deutschen Firmen betragen 13 Milliarden Mark, davon 5,15 Milliarden Mark, die die Bundesregierung mit Hermes-Bürgschaften abgesichert hat.

Der Gottesstaat ist andererseits mit 22 Prozent an der Friedrich Krupp AG Hoesch-Krupp in Essen beteiligt. Teheran stellt zwei Aufsichtsräte. Der Industrieanteil hat einen aktuellen Wert von mehr als einer Milliarde Mark.

Seit Monaten laufen Gespräche über weitere Beteiligungen an angeschlagenen Betrieben in den neuen Bundesländern, unter anderem der Sket Schwermaschinenbau Magdeburg.

In Bonner Regierungskreisen wächst die Sorge, daß die ohnehin schlechte Zahlungsmoral des Iran unter dem „Mykonos“-Urteil noch mehr leiden könnte. Im schlimmsten Fall müßten die Hermes-Kredite aus dem Bundeshaushalt beglichen werden. Dann erhalten die „Mykonos“-Opfer Kinkel und Schmidbauer Gesellschaft. Finanzminister Theo Waigel denkt bereits mit Grausen daran, wie er das drohende neue Fünf-Milliarden-Loch stopfen kann. ■

W. DIETL/M. JACH/J. MARKS

INTERVIEW

„Regime in den letzten Zügen“

Oppositionsführer Ganji über „Mykonos“-Folgen

FOCUS: Erwarten Sie nach dem „Mykonos“-Urteil Racheattentate gegen deutsche Einrichtungen?

Ganji: Nein. Das Regime in Teheran liegt in den letzten Zügen. Es wird überall verachtet und abgelehnt. Daher wird es nicht wagen, Deutschland mit terroristischen Mitteln anzugreifen.

FOCUS: Die iranische Opposition reagierte weltweit mit Jubel.

Ganji: Die Entscheidung gibt uns Auftrieb. Sie wirkt wie eine lebensrettende Infusion im Körper aller Regimegegner. Das iranische



DER GEGNER

Manouchehr Ganji ist ein führender iranischer Regimegegner und Menschenrechtler

Volk ist dem mutigen Gericht sehr dankbar.

FOCUS: Sie erwarten, daß das Urteil die Regierung im Iran destabilisiert.

Ganji: Ganz bestimmt. Teheran ist heute schon politisch und wirtschaftlich bankrott. Nach dem Urteil werden sogar fanatische Unterstützer an der Überlebensfähigkeit des Regimes zweifeln.

FOCUS: Der Iran hat 13 Milliarden Mark Schulden bei der deutschen Wirtschaft. Müssen die Unternehmen und Bonn als Bürge das Geld abschreiben?

Ganji: Nein. Die Nachfolger des Regimes, ganz sicher Demokraten und Pluralisten, werden die Verpflichtungen des Iran gegenüber anderen Nationen einhalten. ■



Iranische Staatsführer Chamenei (M.), Rafsandschani (3. v. r.): „Urheber und Drahtzieher der Tat“

AUSSENPOLITIK

Der Wille zur Wahrheit

Mit dem Urteil im Berliner Mykonos-Prozeß ist der „kritische Dialog“ der Bundesregierung mit Iran vorerst gescheitert. Während die Diplomaten den Schaden zu begrenzen suchen, muß das Terrorregime in Teheran neue Anklagen deutscher Strafverfolger fürchten.

Seit Wochen herrschte bei den deutschen Staatsschützern höchste Alarmbereitschaft. Der Bundesnachrichtendienst durchforschte den Äther nach verdächtigen Botschaften aus Nahost, Verfassungsschützer klinkten sich klammheimlich in Telefongespräche ein.

Eine der größten Abhöraktionen in der deutschen Nachkriegsgeschichte lief an. Die Überwachung der ohnehin angezapften Telefone der Teheraner Botschaft in Bonn wurde noch einmal intensiviert, verdächtige Iraner wurden observiert. Parallel dazu lief eine Großfahndung nach zwei Mullah-Kommandeuren aus dem Libanon – bisher ohne Erfolg.

Nervös fieberten die Geheimdienstler dem Tag X entgegen – dem Donnerstag voriger Woche, als im Berliner Mykonos-Prozeß um den Mord an vier iranischen Kurden das Urteil gesprochen wurde. Frühzeitig, so der Auftrag aus Bonn, sollten

mögliche Racheaktionen der Islamischen Republik Iran aufgedeckt und unterbunden werden.

Zudem löste Bonn einen Spezialalarm aus, der für schwerste Staatskrisen reserviert ist – das streng geheime „Gefährdungsprogramm“. In einer speziellen Datenbank haben Verfassungsschützer und Polizei die ihnen bekannten Mitglieder der „Terrorismus ausübenden Gruppierungen des Nahen/Mittleren Ostens“ gespeichert. Vor allem die rund 600 Angehörigen der schiitischen „Hisb Allah“, die in Deutschland als „Islamischer Widerstand“ firmiert, gelten als Gefahrenpotential.

Um die Mullah-Sympathisanten einzuschüchtern, setzen die Behörden auf „polizeilichen Flächendruck“. Betont auffällig überwachen sie quer durch die Republik Islamisten und warnen potentielle Täter vor gewaltsamen Aktionen. Ausländerämter verhängten verschärfte Meldeauflagen

und „Bewegungsbeschränkungen“. Zuletzt waren die Staatsschützer 1990/91 vor dem und im Golfkrieg so massiv gegen Terrorverdächtige vorgegangen.

Mit dem Großeinsatz der Dienste gab die Bundesregierung allerdings auch zu erkennen, daß sie über Jahre hinweg ein falsches Spiel getrieben hat.

Wider alle Vernunft und entgegen allen Erkenntnissen der Sicherheitsbehörden hatte Bonn bis zuletzt behauptet, für staatsterroristische Aktionen des Teheraner Mullah-Regimes in Deutschland gebe es keine handfesten Belege. Als „völlig unbewiesen“ und „pure Spekulation“ hatte Kohls Geheimdienstkoordinator Bernd Schindlbauer (CDU) die Indizien kleingedredet.

Damit ist nun Schluß. Die fünf Richter vom Ersten Strafsenat des Berliner Kammergerichts verurteilten vier Angeklagte zu langjährigen Freiheitsstrafen, darunter

DER SPIEGEL

zweimal lebenslang, einer wurde freigesprochen. Zugleich bezichtigten sie die politische und religiöse Führung des Iran explizit des Staatsterrors auf deutschem Boden: Die „eigentlichen Taturheber und Drahtzieher“ des Anschlags im Berliner Lokal Mykonos, bei dem am 17. September 1992 vier iranisch-kurdische Oppositionelle ermordet wurden, seien ohne Zweifel „staatliche Funktionsträger“ des Iran.

Es war ein Urteil, zu dem die Bundesregierung schon viel früher hätte kommen müssen. Tatsächlich waren ihr sämtliche Dokumente aus der mehr als dreijährigen Beweisaufnahme längst bekannt. Die moralische Entrüstung, mit der Teheran erst jetzt, nach dem Berliner Urteil, konfrontiert wird, kommt reichlich spät.

Die 246 Verhandlungstage, erklärte der Vorsitzende Richter Frithjof Kubsch in seiner Urteilsbegründung, hätten einen tiefen „Einblick in Entscheidungsabläufe der iranischen staatlichen Führungsspitze gegeben, an deren Ende die Liquidierung von Regimegegnern im Ausland“ stehe.

Religiös verbrämt, doch aus purem Machtinteresse lasse die iranische Führung politische Gegner ermorden. Beschlossen würden die Taten vom geheimen, außerhalb der Verfassung stehenden „Komitee für Sonderangelegenheiten“.

Nur den Geheimdienstchef Ali Fallahian, lange Zeit Kontaktmann von Staatsminister Schmidbauer, nannte Richter Kubsch mit Namen. Die übrigen Anstifter – soviel diplomatische Rücksichtnahme gab es dann doch – wurden lediglich mit ihren Funktionen bezeichnet: Religionsführer Ali Chamenei, Staatspräsident Ali Akbar Haschemi Rafsandschani und Außenminister Ali Akbar Welajati.

Das Berliner Urteil wird Rechtsgeschichte machen: wegen des persönlichen Muts der Richter und Staatsanwälte, die Morddrohungen und politischen Pressionen widerstanden; wegen des Willens zur Wahrheit, mit dem die Richter die Bonner Regierung zur Aufgabe ihrer politischen Leisetreterei nötigten; und auch wegen der juristischen und politischen Folgen, die dieser Spruch auslöst.

Mit einiger Mühe („Das war nicht einfach“), doch letztlich erfolgreich, brachte Bundesaußenminister Klaus Kinkel noch am Tag des Urteilspruchs die europäischen Partner auf eine gemeinsame Linie. Damit sollte vermieden werden, daß Bonn allein zum Opfer iranischer Reaktionen werden könnte.

Die EU-Partner setzten gemeinsam den 1992 von den Regierungschefs in Edinburgh vereinbarten „kritischen Dialog“ mit Teheran aus. Dafür gebe es momentan „keine Basis“ mehr. Mit Ausnahme Griechenlands wollen sämtliche EU-Staaten ihre

Botschafter aus Iran zurückrufen. Im Gleichschritt – ein deutliches Zeichen kontrollierter Vergeltung – wiesen Bonn und Teheran jeweils vier Diplomaten aus.

Vor dem Äußersten, dem Abbruch der diplomatischen Beziehungen, schreckte Kinkel zurück: „Ruhig Blut, nichts anheizen“, lautet seine Vorgabe für das Auswärtige Amt. Den Minister treibt nicht zuletzt die Sorge um den Bonner Haushalt und die Euro-Kriterien: Aus Iran fließen jährlich Hunderte Millionen Mark

aus alten Hermes-Krediten nach Deutschland zurück. Eine Totalisolierung könnte Teheran mit der Einstellung seines Schuldendienstes beantworten.

Doch auch so sinken die deutsch-iranischen Beziehungen auf einen historischen Tiefpunkt. Nunmehr herrscht Eiszeit zwischen Bonn und Teheran.

Damit aber gewinnt die Bundesrepublik auch: Der ehemalige iranische Staatspräsident Abol Hassan Banisadr preist aus dem Pariser Exil die Unabhängigkeit

der deutschen Justiz. Oppositionelle Iraner, die tanzend und singend den Richterspruch in Berlin feierten, äußern die Hoffnung, daß „dieses Urteil den Sturz des Regimes beschleunigen“ werde.

Endlich hätten auch die Europäer begriffen, daß Iran „ein terroristischer Schurkenstaat“ sei, applaudiert die Regierung in Washington. Seit langem hatten die USA die Europäer zur Aufgabe des kritischen Dialogs gedrängt. Und so lobt Außenamtssprecher Nicholas Burns die Berliner Richter für „ihren Mut“.

Nur der Jurist auf dem Chefsessel des Bonner Außenamtes wirkt verdrossen. „Unberechtigt schlimm“ sei das Presseecho, urteilt Klaus Kinkel im kleinen Kreis. Auf keinen Fall dürfe man jetzt „verbrannte Erde schaffen“.

Kinkel weiß, daß der Richterspruch nicht nur die Mullah-Regenten in Teheran desavouiert, sondern auch ihn berührt. Schließlich offenbart das Berliner Urteil das Scheitern der Bonner Iran-Politik.

Bis zuletzt hatte der AA-Chef den kritischen Dialog verteidigt. Die strategische Bedeutung des Iran für die Golfregion müsse beachtet, eine weitere Radikalisierung des Regimes verhindert werden.

„Ein so großes und wichtiges Land kann nicht isoliert in die Ecke gestellt werden“, forderte Kinkel, unbeirrt von aller Kritik.

Um das deutsche Sonderverhältnis zum Iran zu schützen, war Kinkel auch bereit, über die Terrorataten der Mullah-Krieger hinwegzusehen. Die Erkenntnisse der eigenen Sicherheitsdien-



Mykonos-Attentat 1992: Handfeste Belege



Iranische Opposition*: Kontrollierte Vergeltung

* Am Donnerstag vergangener Woche in Berlin bei einer Demonstration gegen die Teheraner Regierung.

Deutschland

„Nur noch den Hals retten“

Interview mit dem iranischen Oppositionsführer Manucher Ganji über die Folgen des Mykonos-Urteils für das Regime der Mullahs

Ganji. 64, ist Präsident der Oppositionsgruppe „Fahne der Freiheit“ und Generalsekretär der iranischen Menschenrechtsorganisation. Der Anwalt, gegen den in Iran ein Mordbefehl erlassen wurde, diente dem Schah von 1976 bis 1978 als Erziehungsminister. Seit seiner Flucht aus Iran lebt er abwechselnd in Paris und Dallas.

SPIEGEL: Die USA, die Iran schon lange als Terrorstaat boykottieren, haben ihre Genugtuung über den Berliner Richterspruch geäußert, die Europäische Union ruft ihre Botschafter aus Teheran zurück – können Isolation und internationaler Druck die religiösen Machthaber zum Einlenken zwingen?

Ganji: Das Urteil trifft Teheran schwer. Nach 18 Jahren Mullah-Herrschaft kommt erstmals ein unabhängiges Gericht, das in dreieinhalb Jahren über 160 Zeugen vernommen hat, zu dem Schluß, daß Mitglieder der iranischen Staatsführung Terroraktionen steuern. Dem zuständigen Komitee für Sonderangelegenheiten gehören auch der religiöse Führer, der Staatspräsident und der Außenminister

an. So eine Schuldzuweisung hat es noch nicht gegeben.

SPIEGEL: Der von Bonn propagierte „kritische Dialog“ war Teherans offenes Fenster zum Westen. Schließt es sich nun endgültig?

Ganji: Dieser sogenannte kritische Dialog hat gar nichts bewirkt. In den letzten sieben Jahren sind im Ausland doppelt so viele iranische Regimekritiker ermordet worden wie in den elf Jahren zuvor, und auch im Inneren des Landes hat sich die Repression massiv verschärft.

SPIEGEL: Welche Konsequenzen hat es für die Machthaber, wenn selbst dieser eingeschränkte Dialog abgebrochen wird?

Ganji: Das Regime wird international weiter eingeschnürt. Die Mullahs haben jetzt größere Schwierigkeiten, Kredite zu bekommen und moderne Technologie zu kaufen, sowohl für ihre Rüstungsproduktion wie für zivile Industrieanlagen.

SPIEGEL: Bisher haben alle Boykottaufrufe der USA der iranischen Regierung wenig anhaben können. Von wirtschaftlichen Sanktionen der Europäischen Union ist auch jetzt nicht die Rede.



Exilpolitiker Ganji

„Das Regime wird weiter emgeschnürt“

Ganji: Seine volle Wirkung verfehlte der von den USA angestrebte Boykott, weil der Westen nicht geschlossen auftrat. Bonns Stimme hat in der EU Gewicht, die Gemeinschaft wird sich der amerikanischen Haltung annähern müssen.

SPIEGEL: Und Sie glauben wirklich, daß die religiösen Führer sich dann beugen werden?

Ganji: Denken Sie an Südafrika. Dort hat das internationale Embargo die Wende bewirkt.

SPIEGEL: Wird der neue Druck von außen die Flügelparteien zwischen Konservativen und Reformern verstärken, oder folgt jetzt ein patriotischer Schulterschuß?

Ganji: Es gibt eigentlich keine Flügel im Herrschaftsapparat, die Unterschiede sind nur minimal. Letztlich geht es allen darum, an der Macht zu bleiben.

SPIEGEL: Staatspräsident Rafsandschani gilt im Gegensatz zu dem religiösen Füh-



Basar in Teheran: „Die Bevölkerung wird mutiger werden, wenn Europa mit dieser Führung nichts mehr zu tun haben will“

rer Chamenei als vergleichsweise liberal; er hat immer auf eine vorsichtige Annäherung an den Westen hingearbeitet.

Ganji: Wenn Rafsandschani wirklich ein eher moderater Politiker wäre, müßte er jetzt auftrumpfen können. Denn vor solch einer Konfrontation hatte er immer gewarnt. Die Folgen könnte er nun den Kompromißlosen um Chamenei anlasten.

SPIEGEL: Wird Teheran es bei rhetorischer Urteilsschelte belassen, oder sind Vergeltungsmaßnahmen zu befürchten?

Ganji: Die deutsche Flagge herunterreißen oder Drohungen gegen den Vorsitzenden Richter in Berlin ausstoßen – das gehört zu den Ritualen. Aber eine Besetzung der Botschaft – wie 1979 die Aktion gegen die US-Vertretung – halte ich für ausgeschlossen. Die heutige Führung ist zu schwach, um so etwas durchhalten zu können. Ich bin sicher, daß die Proteste schnell abflauen.

SPIEGEL: Sehen Sie auch keine Gefahr für die etwa 500 Deutschen, die in Iran leben?

Ganji: Vielleicht wird der eine oder andere aus Rache kurzzeitig unter einem Vorwand festgenommen.

SPIEGEL: Hat die gegenwärtige Staatsführung die Radikalen wirklich so unter Kontrolle, daß sie Ausschreitungen auf jeden Fall verhindern kann?

Ganji: Wenn das Regime es nicht will, geschieht auch nichts. Diese ganzen sogenannten Volksmassen stehen auf der Gehaltsliste der Regierung. Wer da nicht spurt, dem wird der Lohn gestrichen.

SPIEGEL: Islamische Fanatiker könnten in Deutschland Vergeltung üben.

Ganji: Niemand kann vorhersagen, was Gruppen wie die Hisb Allah planen. Aber die Teheraner Führung wird sich hundertmal überlegen, ob sie sich weitere Fälle von Staatsterrorismus leisten kann.

SPIEGEL: Die Wirtschaft des Landes hat unter dem Mißmanagement der Mullahs sehr gelitten. Wie lange wird das iranische Volk noch stillhalten?

Ganji: Wenn Europa nun deutlich macht, daß es mit dieser Führung nichts mehr zu tun haben will, wird auch die iranische Bevölkerung mutiger werden. Die Menschen werden ihren Ruf nach Demokratie verstärken, sie können Wahlen boykottieren oder Streiks anzetteln – und werden die Mullahs irgendwann in die Knie zwingen.

SPIEGEL: Kann sich der iranische Gottesstaat überhaupt von innen reformieren?

Ganji: Zu einer Erneuerung ist diese Führung nicht mehr in der Lage. Sie hatte ihre Chance, jetzt kann sie nur noch versuchen, ihren Hals zu retten. Die Zeit läuft ab. Ich gebe ihr nur noch ein paar Jahre.

ste wurden ignoriert oder öffentlich heruntergespielt.

Bereits 1993 hatte eine Arbeitsgruppe Iran des Bundesamtes für Verfassungsschutz (BfV) die „Aktivitäten der iranischen Nachrichtendienste“ in Deutschland ermittelt und beschrieben. Detailliert schilderten die Beamten, wie Teheran seine Botschaft in Bonn zur Terrorzentrale ausgebaut hat, wie der Iran in Deutschland lebende Landsleute kontrolliert, mißliebige Oppositionelle drangsaliert und Technologie für atomare, chemische und biologische Waffen zu beschaffen versucht.



Antideutsche Demonstration in Teheran*: „Schamloser Akt“

Im Oktober 1992, nur einen Monat nach dem Berliner Blutbad, hatten BfV-Spezialisten bereits „mehrfache Erkenntnisse“ zusammengetragen, die für eine „Steuerung“ des Mykonos-Anschlags aus Teheran sprachen – Erkenntnisse, die sich für die Verfassungsschützer später zur Gewißheit verdichteten. Bei den Taten des Mullah-Regimes, hatte auch das Bundeskriminalamt den Regierenden in Bonn aufgeschrieben, „handelt es sich um Organisierte Kriminalität höchster Ausprägung“.

Solche Erkenntnisse hinderten Kanzleramtsminister Bernd Schmidbauer indes nicht, weiterhin verdeckte Beziehungen mit Teheran zu pflegen – zu Geheimdienstchef Fallahian auch noch zu einem Zeitpunkt, als seine Verwicklung in das Massaker längst offenkundig war. Kohls Geheimdienstkoordinator vermittelte so beim Austausch von Gefangenen in Nahost. Daß Fallahian massiv wegen des Mykonos-Verfahrens in Bonn vorstellig geworden war, konzidierte Schmidbauer erst vor Gericht.

Ambivalent wie Schmidbauer, der den Mykonos-Prozeß über seine Geheimdienste mal förderte, mal bremste, verhielt sich die ganze Bundesregierung. Stets hegte sie die stille Hoffnung, die Karlsruher Bundesanwaltschaft würde auf die Nöte Bonns Rücksicht nehmen.

Im März des vergangenen Jahres erwirkten die couragierten Fahnder jedoch sogar gegen den Widerstand der Bundesregierung einen Haftbefehl gegen Fallahian.

Auch von den Finten Irans ließen sich die Ankläger und das Berliner Gericht nicht beirren – trotz beispielloser diplomatischer Pressionen, juristischer Tricks

und Morddrohungen, mit denen Teheran den Prozeß zu torpedieren suchte. Vor allem gegen den wichtigen „Zeugen C“ – einen ehemaligen Geheimdienstmann, der die hohen iranischen Täter benannte – richtete sich eine massive Desinformationskampagne.

Wohl nie zuvor in der bundesdeutschen Justizgeschichte sind Richter und Staatsanwälte derartigem Druck ausgesetzt worden. Organisiert von staatsnahen Religionsgruppen, zogen im November nach dem Plädoyer der Anklage Demonstranten vor der deutschen Botschaft in Teheran auf. Sie attackierten das Gebäude und versuchten, die deutsche Flagge zu zerreißen. Mit ihren Vorwürfen gegen Religionsführer Chamenei habe die Bundesanwaltschaft „eine Kampfansage an den Glauben unseres Volkes“ erteilt, ereiferte sich die iranische Regierung.

Überraschend moderat fielen dagegen zunächst die Reaktionen Ende vergangener Woche aus. Der konservative Parlamentspräsident Ali Akbar Nategh Nuri, aussichtsreicher Kandidat für die Rafsandschani-Nachfolge, ließ sich kaum Verbitterung anmerken und beklagte lediglich

* Am vergangenen Freitag vor der Bonner Botschaft.



Gesprächspartner Welajati, Kinkel (1994, in Bonn): „Ruhig Blut, nichts anheizen“

„die falschen Anschuldigungen“: „Dieser Prozeß ist politisch gefärbt.“

Und Staatspräsident Rafsandschani drohte während des Freitagsgebetes zwar mit Konsequenzen aus einem Urteil, das als „schamloser Akt in die Geschichte eingehen“ werde. Bonn solle sich schon mal auf den Verlust von „Privilegien“ in seinem Lande einstellen. Iran sei für Deutschland und Europa wichtiger als umgekehrt.

Doch die Demonstration vor der deutschen Botschaft am vergangenen Freitag verlief noch friedlich. 2000 Demonstranten skandierten „Nieder mit Deutschland“ und forderten eine Entschuldigung der Bonner Regierung sowie den Abbruch der politischen und ökonomischen Beziehungen. 300 iranische Polizisten riegelten die deutsche Mission ab.

Die vergleichsweise gemäßigte Reaktion dürfte mit der schweren inneren Krise des Landes zu erklären sein, auch wenn Staatspräsident Rafsandschani seit Monaten demonstrativ Staudämme einweihet, Eisenbahnstrecken eröffnet und zu Fabrikeinweihungen reist, um die wirtschaftliche Wende zu markieren: Die Industrieanlagen Irans laufen mit halber Kraft, weil es an Ersatzteilen fehlt. Die Arbeitslosenquote liegt bei 30 Prozent.

Das iranische Volk sei ohne Hoffnung, „erschöpft und ruiniert“, klagt der im vergangenen Jahr aus Iran geflohene Schriftsteller Abbas Maroufi (siehe Seite 148). Regimekritiker wie der im Exil lebende Führer der Widerstandsbewegung „Flagge der Freiheit“, Manucher Ganji, glauben denn auch, daß das Regime eine weitere Eskalation oder schwere Krisen vermeiden werde: „Eine Besetzung der Botschaft wie 1979 die Aktion gegen die US-Vertretung“ hält er für ausgeschlossen (siehe Interview Seite 24).

Zu abhängig ist Iran, schwer getroffen vom US-Embargo, von den Warenliefe-



Mykonos-Richter Kubsch
Lob aus Amerika



Geheimdienstchef Fallahian
Zur Fahndung ausgeschrieben

rungen der Europäer. Noch immer sind die Deutschen, wenn auch auf niedrigem Niveau, der wichtigste Handelspartner des Regimes in Nahost. Trotz aller Drohgebärden Rafsandschani: Ein Abbruch der Wirtschaftsbeziehungen würde vor allem Iran selbst schaden.

Dennoch wollen die Europäer auf die amerikanische Politik der „aktiven Eindämmung“ und des scharfen Wirtschaftsboykotts vorerst nicht einschwenken. Kinkel: „Da bleibt der alte Dissens zwischen uns bestehen.“

Sorgfältig werden Signale registriert, die Amerikaner selbst wollten ihre extrem harte Linie aufweichen. US-Außenministerin Madeleine Albright räumte erst vor kurzem ein: Im Grunde seien beide gescheitert – die Europäer mit ihrem kritischen Dialog und die Amerikaner mit ihrem kritischen Schweigen.

„In einigen Tagen sieht die Welt wieder anders aus“, so machte sich Kinkel bereits neuen Mut. Zunächst soll die iranische Präsidentschaftswahl im Mai abgewartet werden.

Doch Gefahr droht erneut von der unabhängigen Justiz: Bislang hatten andere europäische Staaten über iranische Attentate meist großzügig hinweggesehen. Tatverdächtige wurden ohne Prozeß abgeschoben. Jetzt hoffen die Karlsruher Fahnder, ihr Vorbild könne Schule machen.

Frankreich will dem von Bonn ausgelieferten Geschäftsmann Ahmad Jeyhouni den Prozeß machen. Der 61jährige soll in die Ermordung des einstigen Staatssekretärs Resa Masluman im vergangenen Jahr in Paris verwickelt sein – im Auftrag Teherans.

In Jeyhounis Bonner Videothek gingen Geheimdienstler aus der nahe gelegenen iranischen Botschaft ein und aus – zu seinen Kontaktleuten gehörte auch Morteza Gholami. Der Mullah-Diplomat soll nach Verfassungsschutz-Erkenntnissen auch „federführend“ bei den Plänen für das Mykonos-Massaker beteiligt gewesen sein.

In Deutschland ermittelt die Bundesanwaltschaft bereits gegen weitere iranische Geheimdienstler – ebenfalls wegen der Mykonos-Morde. Gegen zwei Libanesen – den mutmaßlichen Beschaffer des Flugwagens und den Waffenlieferanten – bestehen bereits Haftbefehle. Nach dem flüchtigen Haupttäter Abdolrahman Banihaschemi wird ebenfalls gefahndet. Als Belohnung für das Massaker schenkten ihm die Mullahs einen Mercedes.

Und auch der Regierung in Teheran droht neues Ungemach. Zwar werden Religionsführer Chamenei und Staatspräsident Rafsandschani um ein Ermittlungsverfahren wohl herumkommen. Die völkerrechtlichen Hürden für Verfahren gegen Staatsoberhäupter sind zu hoch. Ein Haftbefehl gegen den religiösen Führer würde zudem unübersehbare Gefahren heraufbeschwören.

Doch für den Außenminister könnte es eng werden. Wie der bereits zur Fahndung ausgeschriebene Geheimdienstchef Fallahian besitzt Welajati wohl als einfacher Minister keine „Staatenimmunität“ – der Weg für einen Haftbefehl wäre demnach frei.

Für Außenminister Kinkel und dessen europäische Kollegen wäre das allerdings ein schwerer Schlag. Welajati ist Doyen der Außenminister der islamischen Staaten. Ein Haftbefehl gegen ihn würde in sämtlichen moslemischen Ländern als Provokation verstanden werden. ♦

Zeitbomben in den Vorstädten

Die Ausländerintegration ist gescheitert. Überall im Land entsteht eine explosive Spannung. Bei jungen Türken und Aussiedlern, Randgruppen ohne Perspektive, wächst die Bereitschaft, sich mit Gewalt zu holen, was die Gesellschaft ihnen verweigert.



Türkisch-kurdische Gang in Berlin-Kreuzberg: „Die Jungs sind zu allem bereit“

Jeden letzten Freitag im Monat wird das Haus der Jugend im Hamburger Stadtteil Barmbek zur Festung. Etwa 30 Polizisten gehen mit Einsatzfahrzeugen in der Nähe des schäbigen Vorstadtbaus in Stellung. An der Eingangstür tasten drei Wachleute jeden Besucher ab, die Tanzfläche im ersten Stock wird von Beamten in Zivil überwacht. Anwohner, die nach dem Grund der Polizeipräsenz

fragen, erfahren knapp und lakonisch: „Russen-Disko“.

Die Ordnungshüter schützen rund 400 deutsche Jugendliche, die der Christliche Jugendsozialdienst zum Tanzvergnügen lädt – die meisten kommen aus Sibirien und Kasachstan und sprechen untereinander nur russisch.

Die Polizei gehört zum Partyservice, seitdem sich die jungen Aussiedler im ver-

gangenen Sommer mit Türken eine Massenschlägerei lieferten. Selbst wenn die Musik nicht mehr spielt, bleiben die Beamten wachsam. Sie eskortieren die Jugendlichen zur S-Bahn, bis zum Hauptbahnhof patrouilliert der Bahnschutz in verstärkter Besetzung durch die Waggons. Für Klaus Fahrenkrog von der Polizeidirektion Ost macht der Aufwand Sinn: „Das kann hier jederzeit wieder knallen, da müs-

sen wir präsent sein. Man kann nie wissen, durch welchen blöden Zufall die Stimmung plötzlich wieder explosiv wird.“

Bei den Kämpfen zwischen Türken und Aussiedlern sei es „manchmal zu völlig absurden Situationen“ gekommen, berichtet Wolfgang Dürre, Jugendbeauftragter der Hamburger Polizei. Aus den türkischen Reihen seien die Beamten sogar schon aufgefordert worden: „Schmeißt doch endlich mal diese Kanaken raus.“

Junge Ausländer, in Deutschland geboren und aufgewachsen, gegen Einwanderer mit

Altona (Ausländeranteil: 65 Prozent), hat häufig miterlebt, wie solche Kämpfe ausgehen: „Meist gewinnen die Türken, denn die treten immer in Gruppen auf und sind besser organisiert.“

Gleich neben ihrer Schule haben „Russen“ geschmuggelte Zigaretten verkauft. Wenn die Polizei kam, verzogen sie sich auf den Pausenhof – wo ihnen türkische Schüler, mit Messern und Gaspistolen bewaffnet, das Geld abnahmen.

Auch die Lehrerin selbst wurde bedroht. Als ihr Sohn vor drei Jahren beim Ballspiel

enhäusern mit weißlackierten Balkonen. Für Antje F., die nebenan auf dem Gelände eines ehemaligen Jugendheimes wohnt, sind „die Russen eine richtige Plage geworden“.

Wodkaflaschen im Garten, gestohlene Fahrräder, eine Couch, die von der Terrasse verschwand – Kleinigkeiten, die den Alltag unerträglich machen können. Und nachts der Lärm: „Die saufen und johlen bis morgens um drei – immer draußen und zu jeder Jahreszeit.“

Daß das Haus, in dem sie lebt, zu drei Vierteln aus Holz besteht, beunruhigt die alleinerziehende Mutter von drei Töchtern, seitdem ein Schuppen im Obstgarten im vergangenen Frühjahr abgefackelt wurde. „Irgendwann“, fürchtet sie, „setzen die das alles hier in Brand.“

Früher hat sie jeden Zwischenfall bei der Polizei gemeldet. Mittlerweile hat sie resigniert: „Da passiert ja doch nichts.“

Daß Anzeigen „nicht viel bringen“, glaubt auch Eva Maria S., die in der Nachbarschaft wohnt. Ihr Mann war von betrunkenen Jugendlichen verprügelt worden, doch die Täter waren nicht dingfest zu machen. „Die haben so viele Kumpels. Was meinen Sie, wie leicht da jeder ein Alibi findet“, klagt die Frau.

Immer mehr Bürger fühlen sich im eigenen Land bedroht, mißbraucht und in die Defensive gedrängt. Eigene Erfahrungen, diffuse Ängste und Erlebnisberichte aus zweiter Hand erzeugen ein Klima, in dem die Schuldigen rasch ausgemacht sind.

Nach einer bisher unveröffentlichten Umfrage in einer Großstadt Nordrhein-Westfalens sind inzwischen mehr als 40 Prozent der Bewohner der Ansicht, daß „sich die Deutschen im eigenen Land gegen die vielen Ausländer wehren müssen“. 1995 glaubte das lediglich ein Viertel der Befragten.

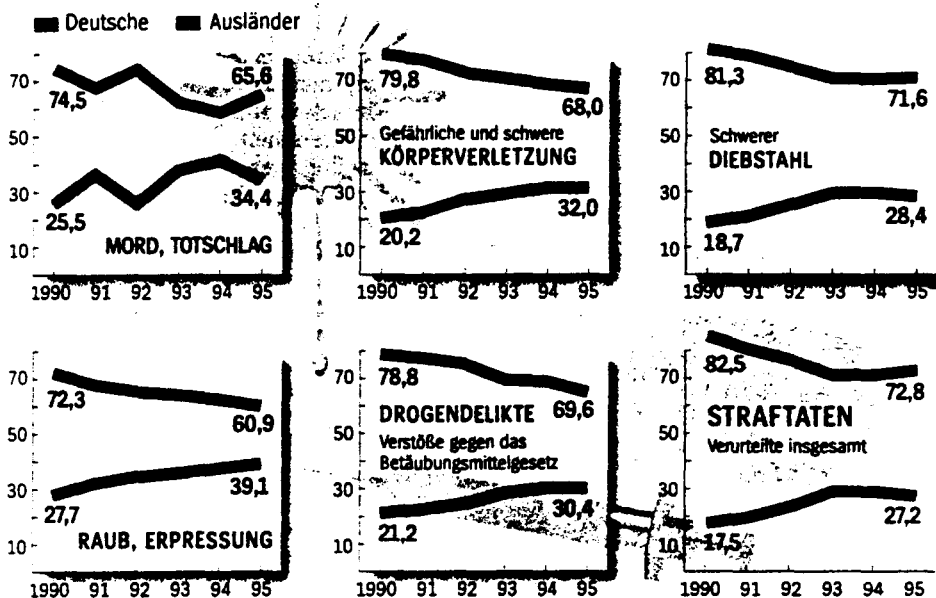
Verstärkt wird dieses Gefühl durch die täglichen Nachrichten über Straftaten von Ausländern. Wenn

- ▶ rumänische Banden allein in den letzten vier Wochen im norddeutschen Raum 45 Tresore knacken;
 - ▶ Osteuropäer und Türken die Reviere an der Hamburger Reeperbahn unter sich ausschließen und dabei in einem Jahr 20 Tote und 40 Verletzte auf dem Pflaster liegen;
 - ▶ der Türke Mulis P. in der vergangenen Woche nach Deutschland ausgeliefert wurde, weil er mit seiner 500 Mann starken Bande allein zwischen 1988 und 1990 rund 90 000 Kurden nach Deutschland geschmuggelt haben soll; und
 - ▶ die Kieler Industrie- und Handelskammer ihre Mitglieder über den Umgang mit Schutzgelderpressern per Faltblatt informieren muß,
- ist bei vielen der erste Reflex: Deutschland verkommt zum Ausplünderungsland.

Zwar ist die Ausländerkriminalität insgesamt rückläufig, doch im Bereich der

Tatort Deutschland

Verurteilte deutsche und ausländische Straftäter; Anteile in Prozent



Reizthema Ausländerkriminalität*: Diffuse Ängste und statistische Feinheiten

deutschem Paß, die das Land nicht kennen und der deutschen Sprache kaum mächtig sind – eine Konfliktkonstellation, die der Logik von Bandenkriegen in den Slums amerikanischer Großstädte zu folgen scheint.

Hannelore Schulz-Schönberg, Lehrerin an der Schule „Königstraße“ in Hamburg-

im Gymnasium versehentlich die Goldkette eines jungen Türken zerriß, meldete sich dessen Vater telefonisch: „Ich stech' dich ab, wenn du das Ding nicht ersetzt.“

Im Friedrich-Schöning-Weg im Stadtteil Osdorf geben dagegen die jugendlichen Aussiedler den Ton an. Im dortigen „Übergangswohngebiet“ leben 438 Rußlanddeutsche, meist aus Kasachstan und Sibirien, in schmacken Backstein-Mehrfamili-

* Links: Jugendgang „36 Boys“ in Berlin; rechts: Verhaftung eines albanischen Schutzgelderpressers in Hamburg.

RESPEKT STATT INTEGRATION

RENAN DEMIRKAN

Demirkan, 41, ist Schauspielerin und Autorin. Sie veröffentlichte zuletzt die Erzählung „Die Frau mit Bart“.

Selten waren sich rechts und links so einig. Die Integration ist gescheitert. Stimmt. Weil gesetzlich nicht zu regeln ist, was menschlich fehlt: RESPEKT.

Vor zwei Wochen fragte mich ein Journalist des Hessischen Rundfunks, wie ich denn als FREMDE Europa erlebe. Wieso „Fremde“, frage ich zurück; sagt er: Na ja, als HALBFremde, als Türkin sozusagen.

Frage ich noch mal, wie alt er denn ist, sagt er: 32. Sage ich ihm: „Ich lebe länger in und mit Europa als Sie, was macht mich fremder als Sie?“ Er entschuldigt sich. Mir tat's weh. Ein anderes Beispiel. Ich wollte ein Au-pair-Mädchen. Will die Dame des Amtes nach einer Viertelstunde Gespräch meinen Namen wissen, dann nach erstauntem Stottern auch meine Nationalität. Nach einem sprachlosen „Aha“ verweist sie mich an das Ausländeramt. Dort bestätigt mir der Abteilungsleiter in breitem Rheinisch, daß so was für Ausländer eigentlich gar nicht erlaubt sei. Und wieder tut's weh.

„Sie spreschen zwar doll Deutsch, aber woher soll isch denn wissen, dat Sie dat auch wirklich sind“ und besteht auf einer schriftlichen Bescheinigung meines Verlages, daß ich meine Bücher selbst und in deutsch geschrieben habe und erst damit und jetzt sogar trotz des türkischen Passes berechtigt und in der Lage bin, einem englischen Au-pair-Mädchen die hiesige Landessprache und Kultur näherzubringen.

Eine letzte biographische Episode, die im Vergleich zu den täglichen Sorgen der Mehrheit der hier lebenden Emigranten nicht mal ein Windlein ist und trotzdem weh tut.

Im Frühjahr '95 traf ich einen wichtigen grünen NRW-Politiker, sagte ihm, daß ich im Sommer 40 Jahre werde und einen einzigen Wunsch habe: die doppelte Staatsbürgerschaft angeboten zu bekommen, als doppelte, zu meinem türkischen Paß dazu, als ein Zeichen, als ein Geschenk, von diesem Land, in diesem Land gewollt zu sein. Eine Umarmung. Er versuchte sein Bestes. Es wurde Sommer und ich 40.

Im Winter, genauer Mitte Dezember, hatte ich ein Gespräch mit einem noch



„SCHLACHTE EINEN
SÜNDEBOCK, SO WIRD
DEINE EIGENE
SÜNDE VIELLEICHT
ÜBERSEHEN“

wichtigeren SPD-Politiker. Er gab sein NRW-Okay, sagte aber, entscheiden müsse das ein noch, noch wichtigerer CDU-Politiker in Bonn. Und der schickte die Papiere drei Monate später, im Frühjahr '96, zurück. Solche Geschenke würden in „unserem“ Land nicht gemacht. Und ich bin im Sommer 41 geworden. Und ich habe mir wieder nicht anmerken lassen, daß es weh tat.

Die *Integration* (sich unterordnen unter das Ganze bei Aufgabe des Eigenen) hat immer die Menschen aus der Türkei gemeint. Dabei tun diese nichts anderes als zum Beispiel die Italiener, Spanier, die Aussiedler und die Deutschen auch: Sie

sprechen in der Regel, wenn auch mitunter radebrechend, mehrere Sprachen, Türkisch, Kurdisch, Tscherkessisch, Deutsch, die Kinder noch Englisch oder Französisch, gehen, so noch möglich, einer erlernten Arbeit nach oder stehen am Arbeitsamt Schlange, sorgen sich um ihre Kinder, leben, lieben, lachen, beten und trauern, trauern um ihre Toten. Egal, wie die Menschen sterben mußten, ob nun durch Krankheit oder durch Mord. Gleichgültig, wer die Mörder waren, ein durchgeknallter Vater, der seine Familie verbrennt, weil sie ihn verlassen will, oder faschistische Banden, die Türken verbrennen, weil sie Türken sind und Deutschland verlassen sollen. Und sie sind gleichermaßen ohnmächtig und wütend gegenüber sozialem und politischem Unrecht, das ihre Würde als kulturelle Wesen über 30 Jahre hartnäckig verdrängt hat.

Auch da sind sich türkische Menschen und die anderen sehr ähnlich: Bevor sie sich durch das Integrationsieb ins Ungewisse passieren lassen, suchen sie Schutz in ihrer tradierten Identität.

Erst nach über 30 Jahren wurde aus dem Industriesklaven *Gastarbeiter* der mittelständische „ausländische Mitbürger“. Welch eine Demütigung!

Und was Atatürk in 100 Jahren nicht geschafft hat und auch in 100 Jahren in der Türkei nicht schaffen würde, haben diese zwei kursiv gedruckten Worte in der Emigration erzwungen: Aus -zig völlig verschiedenen anatolischen Volksgruppen wurden Menschen mit einem einheitlichen Volksgefühl. Atatürk würde seinen Bart zwirbeln, könnte er hören, wie sie trotzig sagen: Es ist schön, ein Türke zu sein. Ein Protest gegen die Drossel durch Integration.

Erst die „Integrationspläne“, die regelmäßig zu jeder Wirtschaftskrise auftauchen und damit immer wieder neuen „Gästestatus“ aufkochen und verlockende „Rückführungsangebote“ machen oder ganz simpel die Lebensbedingungen verschärfen – gerade aktuell die ultimative Demütigung, Visumpflicht für die Kinder –, haben aus den ungebundenen, traditionellen Türken die nationalen, religiösen Türken gemacht. Weil keiner ihre Sprache hören wollte, niemand ihre Musik, weil nur ganz wenige Nachbarn sich für ihren Alltag interes-

siert haben und kaum jemand nach ihren Träumen und Gebeten gefragt hat – sie ernst genommen hat.

Seit '84 habe ich immer wieder, in den verschiedensten Formen, auf den Religionsunterricht in den Hinterhöfen hingewiesen, zuletzt, noch vor dem Mauerfall, auf höchster Ebene im Amtshaus der Bundestagspräsidentin in Bonn, mit Renate Schmidt zu einem Kreis von Künstlern und Politikern eingeladen, um dafür zu werben, den Islam aus der Anonymität in die Öffentlichkeit der Schulen zu bringen, damit den moslemischen und den christlichen Kindern eine Begegnung zu ermöglichen und Ängste abzubauen. Das wurde auch nicht ernst genommen.

Aber plötzlich ist diese, seit zwei Jahrzehnten ghettoisierte, Religion eine Bedrohung geworden. Was ist passiert?

Eine neue Wirtschaftskrise ist da, und generalstabsmäßig wird jetzt etwas vorbereitet, was ganz bald zu einer unüberbrückbaren Kluft erklärt werden wird. Und wir wissen: Wann immer Politik und Wirtschaft am Ende waren, Gesetze und Rationalisierungsmaßnahmen keine Verbesserung brachten, hat die metaphysische, emotionale oder ethische Keule immer ihre Wirkung gehabt. Sie ist hervorragend geeignet, eine dämonische Atmosphäre der Furcht zu schaffen, um a) von der eigenen Unfähigkeit abzulenken und b) schlachte einen Sündenbock, so wird deine eigene Sünde vielleicht übersehen.

Die „Integration“ hat aus den Türken DEN Türken gemacht. Und nun sogar DIE ISLAMISCHE BEDROHUNG schlechthin.

Die Luft riecht nach Abschiebung, nach neuen strengeren Ausländergesetzen, nach neuen engmaschigeren Integrationsplänen, nach neuen lukrativeren Rückführungsmaßnahmen.

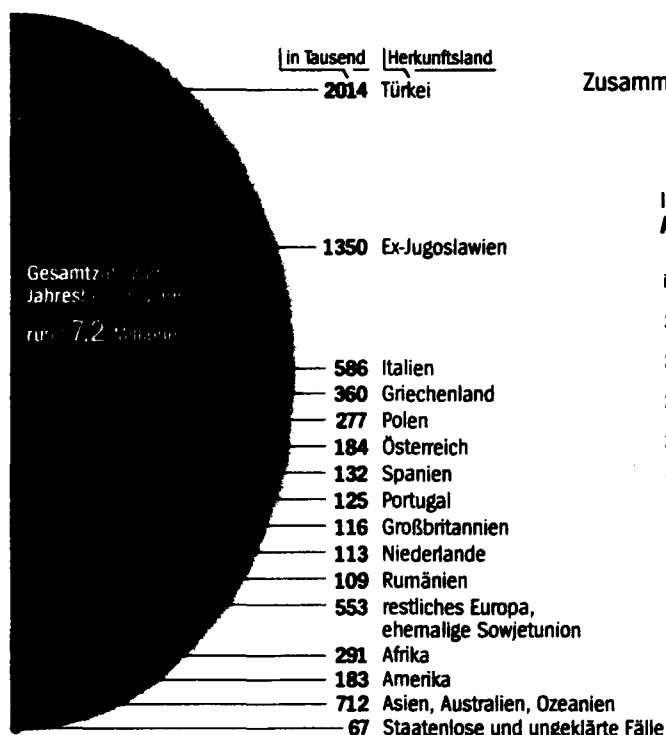
Passende Begründungen überschwemmen gerade wie zufällig den Markt: Da ist die Studie des Prof. Heitmeyer, da ist der Verfassungsschutzbericht, da sind die neuen Zahlen vom Arbeitsamt, da sind Titelgeschichten, die vom Ethno-Krieg zwischen türkischen, kurdischen und Aussiedler-Kriminellen schreiben, aber den Trieb der einen als religiös oder politisch fanatisch interpretieren, den der anderen dagegen als alleingelassen in ihrem Kulturschock. Das ist kein Ethno-Krieg, das ist das Besteck des Kalten Krieges: Such dir einen Gegner, mach ihn zum Patienten, laß ihn auf dem OP-Tisch sterben und denk dann öffentlich über die Entsorgung nach.

Konjunktur und Kriminalität sind zwei Drachen am Januskopf der Kapitalgesellschaft. Und beide versprechen uns Glück und Liebe samt Königreich.

Ich bin überzeugt, die Mehrheit der Menschen, der Türken, der Deutschen, der Italiener, Araber oder Inder achtet die Menschenrechte und handelt verantwortungsvoll, verachtet totalitäre Systeme, ob politische und/oder religiöse.

Und ungeachtet ihrer eigenen Ängste wissen all diese Menschen auch sehr genau: Wer das Anderssein des Nachbarn als eine unüberbrückbare kulturelle Fremdheit apostrophiert, weil er seine Religion nicht versteht, weil ihm die Lebensweise oder die politische Überzeugung mißfällt, der verläßt den moralischen Konsens der Menschenrechte. Das verletzt, schürt die Wut und führt schließlich in die Barbarei.

Da gibt es noch ein drittes Wort, das den Rückzugsprozeß enorm beschleunigt hat: „Beileidstourismus“:



Ein unfassbarer Zynismus! Angesichts der – nachweisbar – von Jungfaschisten verbrannten Menschen.

Aber ich bin mir fast sicher, nein, ich bin mir ganz sicher, daß dieses Wort dem christlich-demokratischen Bundeskanzler Dr. Helmut Kohl gewiß nur herausgerutscht ist, und bin überzeugt, daß er sich bestimmt irgendwann überwinden und sich für diese herausgerutschte Respektlosigkeit entschuldigen wird.

Am 9. 4., meiner Mutter zum Geburtstag gewidmet.

Organisierten Kriminalität, bei Gewaltdelikten und Diebstahl ist der Anteil verurteilter ausländischer Täter überproportional hoch. Er stieg von 1990 bis 1995 bei Mord von 25,5 auf 34,4 Prozent, bei Raub und Erpressung von 27,7 auf 39,1 Prozent und bei schwerem Diebstahl von 18,7 auf 28,4 Prozent.

Eine Erklärung für den Trend, sagt der Offenbacher Polizeipräsident Rainer Buchert, sei, daß unter den Ausländern in Deutschland die „potentiell kriminell aktive Altersgruppe junger Männer“ überdurchschnittlich hoch ist. Dies verzerrt das Bild.

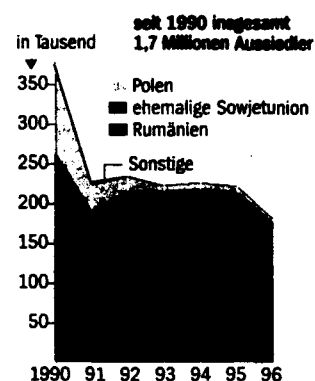
Doch die Feinheiten der Statistik sind vergessen, wenn sich wie kürzlich in Mannheim in der Fußgängerzone zwei im Drogengeschäft rivalisierende Banden ein Feuergefecht liefern. Die Schießerei kostete einen Albaner das Leben.

Für Deutschlands obersten Ordnungshüter ist die Lösung des Problems ziemlich

Die zweite Heimat

Zusammensetzung der ausländischen Bevölkerung in Deutschland

In Deutschland aufgenommene Aussiedler nach Herkunftsländern



simpel. „Ausländer, die seit langem hier leben und arbeiten“, seien nicht krimineller als die Deutschen, sagt Bundesinnenminister Manfred Kanther (CDU). Das Problem seien die Illegalen, die „sogar bewußt zur Begehung von Straftaten“ über die Grenze kämen.

64 Prozent aller Delikte Organisierter Kriminalität wurden, so die Polizeistatistik, von Ausländern begangen. „Diesen Gruppen“, postuliert Kanther, „habe ich den Kampf angesagt.“

Doch das ist leichter gesagt als getan. „Die sind geschickter geworden“, hat der Fahnder Jürgen Willenbrecht vom Landeskriminalamt Schleswig-Holstein erkannt. Die Banden verfügten über strikte Schwei-



Waffenkontrolle bei Aussiedler-Tanzabend in Hamburg-Barmbek: „Das kann hier jederzeit wieder knallen“

gegebote und Verbindungen in ganz Europa. Über Strukturen werde viel geredet, sagt ein bayerischer OK-Fahnder, aber wenn es wirklich darum gehe, Wege und Hintermänner aufzudecken, „kriegen wir nur selten ein Bein an die Erde“.

Auch Kanthers These, daß jene Ausländer, die in Deutschland verwurzelt sind, kein besonderes Problem darstellen, täuscht. Äußerst eruptive Tendenzen beobachtet etwa der Sozialforscher Wilhelm Heitmeyer in Stadtteilen, in denen viele Ausländer, Aussiedler und Immigranten wohnen: „Die Konflikte, die einen ethnischen Hintergrund haben, nehmen zu.“

Der Leiter des neugegründeten Instituts für interdisziplinäre Konflikt- und Gewaltforschung an der Universität Bielefeld ist pessimistisch, was die Entwicklung in den nächsten Jahren angeht.

„Desintegration“ ist für ihn der „Schlüsselbegriff zukünftiger gesellschaftlicher Entwicklungen“, eine „Ethnisierung sozialer Probleme“ die logische Konsequenz einer Gesellschaft, in der das soziale Klima rauher wird und deren Vorrat an gemeinsamen Werten und Überzeugungen jenseits des Konsums kontinuierlich abnimmt.

Vor allem die beiden größten Gruppen schätzen Wissenschaftler, Polizisten und Sozialarbeiter als Zeitbomben in den Vorstädten ein: die etwa 600 000 jugendlichen Türken der zweiten und dritten Gastarbeitergeneration sowie die halbe Million junger Aussiedler, die seit 1990 aus dem zerfallenen Sowjetreich nach Deutschland gekommen sind.

Abgesehen von der Tatsache, daß sie rein numerisch die größten Einheiten bilden, sind sie integrale Bestandteile der Gesellschaft in Deutschland und werden dies auch bleiben – anders als Asylbewerber aus Schwarzafrika und dem arabischen

Raum oder Kriegsflüchtlinge aus dem ehemaligen Jugoslawien.

Den jungen Türken fehlt im Gegensatz zu ihren Vätern und Großvätern die berufliche Perspektive. Die Neubürger aus Sibirien oder Kasachstan haben zwar einen deutschen Paß, sind hier aber fremder als die in Deutschland geborenen Türken.

Und oft sind sie nicht einmal freiwillig hier: Sie mußten mit ihren deutschstämmigen Eltern aus Rußland einwandern und fühlen sich – wie die 15jährige Tanja aus dem sibirischen Orenburg – in der neuen Heimat meist nicht zu Hause: „In Rußland war es besser als in Berlin, dort bin ich geboren, dort sind die Freunde.“

Gemein ist diesen 1,1 Millionen Fremden, die 21 Jahre und jünger sind, nur eines: Sie sind nicht mehr als Arbeitskräfte will-

kommen, sie werden nicht mehr gebraucht. Daran zerbrechen alle schönen Visionen eines friedlichen Multikulti, wie sie einst sogar dem CDU-Arbeitsminister Theodor Blank vorschwebten.

Als im September 1964 der millionste Gastarbeiter, Armando Sá Rodrigues aus Portugal, wie ein Staatsgast in Köln empfangen wurde, schwärmte Blank: Dank der Gastarbeiter werde die „Verschmelzung Europas und die Annäherung von Menschen verschiedenster Herkunft und Gesittung in Freundschaft eine Realität“.

In einem Land mit 4,5 Millionen Arbeitslosen gehören solche Hoffnungen der Vergangenheit an. Aus Sozialneid wird immer öfter Fremdenhaß. Für rund ein Drittel aller Deutschen, Ost wie West, sind „die vielen Ausländer, die hier arbeiten“, Ursache der hohen Arbeitslosigkeit, wie eine Untersuchung des Sozialwissenschaftlichen Forschungsinstituts Berlin-Brandenburg ergab. Zwei Jahre zuvor sahen das lediglich 23 Prozent der Ostdeutschen und 17 Prozent der Westdeutschen so.

Ausgrenzung, die als ethnische Diskriminierung empfunden wird – das ist der Boden, auf dem gewalttätige Revolten gedeihen, wie das Beispiel USA gezeigt hat.

Neco Çelik, 25, Erzieher im Jugendzentrum Naunynritze in Berlin-Kreuzberg, Anfang der neunziger Jahre selbst Mitglied in der Jugendgang „36 Boys“, kennt die wachsende Gewaltbereitschaft der Kids im Kiez. „Die Jungs sind zu allem bereit“, sagt Çelik, während in der Teestube, geschmückt mit einer Silhouette von Istanbul, Richard Wagners „Götterdämmerung“ wie in einem schlechten Film aus den Lautsprecherboxen schallt. Die Hoffnungslosen ermitteln im Straßenkampf, wer in der sozialen Hackordnung ganz unten steht. Da soll demonstrative Polizeipräsenz wie am



Gastarbeiter Rodrigues (1964)
Moped und Blumen zur Begrüßung

Titel

Haus der Jugend in Hamburg-Barmbek das Land vor bürgerkriegsähnlichen Szenen schützen, nachdem nicht nur in Hamburg, sondern auch im niedersächsischen Gifhorn und in Frankfurt/Main Türken und Aussiedler aufeinander einprügelten.

Die Anlässe der Ethno-Fights sind banal, oft genügt ein falscher Blick, ein falsches Wort, und die Ehre ist verletzt – mit oft unabsehbaren Folgen für den Kontrahenten.

„Du mußt so hart wie möglich vorgehen, um in Ruhe gelassen zu werden“, sagt Ramazan, Mitglied einer türkischen Jugendgang in Berlin-Kreuzberg. Schlägereien gehören für ihn zum Alltag, in Messerstechereien war er schon oft verwickelt, und auch mit Schusswaffen versteht der 17-jährige umzugehen. Seine Narben zeigt er wie Kriegsveteranen ihre Orden, viel mehr hat er nicht zu bieten.

Mit 16 Jahren hat er die Hauptschule absolviert, auf 20 Bewerbungen um eine Lehrstelle als Elektromechaniker bekam er 20 Absagen. Halt gibt ihm nur seine Gruppe, deren Mitgliedern Polizeiverhöre meist vertrauter sind als Bewerbungsgespräche.

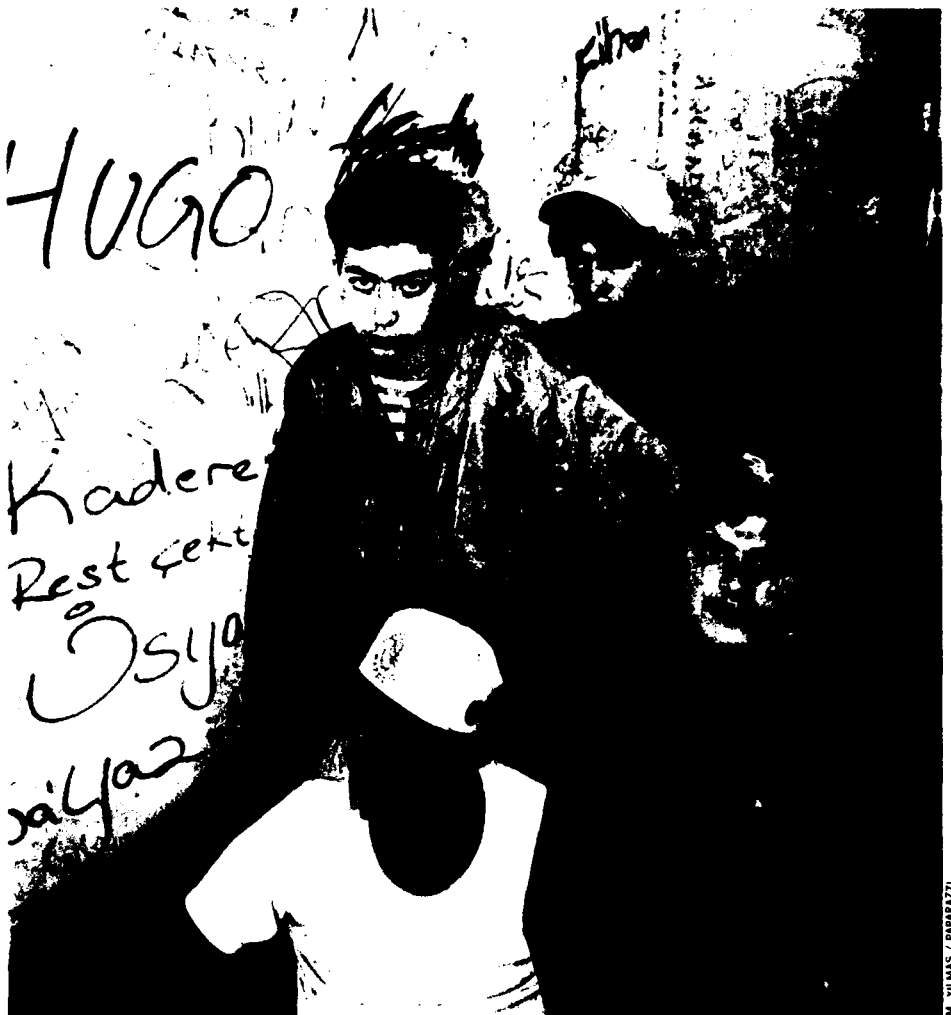
Fehlenden sozialen Erfolg ersetzen die Jungs in den Türkenbanden, ebenso wie ihre Kontrahenten, durch Kriminalität.

„Ihr sagt zu uns Scheißtürken, dann machen wir jetzt auch Scheiße“, verkündet Hayrettin, Ex-Mitglied der „Turkish Power Boys“ in Frankfurt. Wer den Schutz der Gruppe sucht, die allein eine halbwegs sichere Identität garantiert, muß ständig zu Gewalt bereit sein (siehe Interview Seite 88).

Die entsprechenden Taten machen immer wieder Schlagzeilen:

- ▶ Am 20. März stach der 16-jährige Hüseyin D. zwei Libanesen nieder und verletzte einen von ihnen tödlich. Grund: Einer der Libanesen hatte die deutsche Freundin des Türken angeblich aufdringlich angestarrt.
- ▶ Im Oktober 1996 schlug ein 20-jähriger Türke in einem Park in Berlin-Kreuzberg einen deutschen Jogger brutal zusammen. Der Läufer hatte sich darüber beschwert, daß der Türke mit seinem Mercedes auf einem für Spaziergänger bestimmten Weg fuhr.
- ▶ Im Oktober 1995 fiel in Berlin-Friedrichshain eine Bande türkischer Jugendlicher mit Messern und Latten über den 15-jährigen Sebastian E. her. Die Täter stachen den deutschen Schüler 21mal mit Messern in Brust und Bauch. Das Opfer überlebte.
- ▶ Im Mai 1996 überfielen 20 junge Türken und Bosnier mit dem Ruf „Wir hassen Deutsche“ Besucher einer Techno-Party in München-Riem und raubten die Gäste, 15- und 16-jährige Jugendliche, aus-

„Du kriegst sofort eine aufs Maul, aber es ist mehr Arm gegen Reich als Ausländisch gegen Deutsch“



Mitglieder der Jugendgang „Warriors“ in Berlin: Straßenkampf der Hoffnungslosen

▶ Der Überfall eines 30 Mann starken türkischen Terrortrupps auf eine Fete in Berlin-Kreuzberg endete für einen jungen Thai tödlich – er wurde mit einer angespitzten Eisenstange durchbohrt. Sechs weitere Gäste erlitten schwere Verletzungen durch Messerstiche.

Weniger spektakuläre Attacken wie das „Abziehen“ teurer, imagedrängter Designer- und Markenkleidungsstücke gehören für viele Jugendliche längst zum Alltag. Tim und Florian, beide 17, aus dem vornehmen Hamburger Stadtteil Othmarschen, wissen, daß ihre Garderobe (Chiemsee-Daunenwesten, Diesel-Jeans und Timberland-Stiefel, Gesamtwert um die 1000 Mark) begehrt ist. Ihr Freund Patrick wurde vor einem halben Jahr von „vier oder fünf Türken bis auf die Unterhose ausgezogen“. Das habe aber nicht viel zu sagen, meint Tim cool, „es ist mehr Arm gegen Reich als Ausländisch gegen Deutsch“.

Arvid, 19, Schüler aus Hamburg-Altona, sieht das ähnlich, glaubt aber dennoch, daß ein „Zugangsstopp“ sinnvoll sei. „Die sind einfach, wie sie sind“, sagt er, „wenn

du einen aus Versehen anrempelst, kriegst du sofort eine aufs Maul – und wenn du einmal gewinnst, dann verlierst du hundertprozentig beim nächstenmal. Die treten nämlich immer in Rudeln auf.“

Am „ätzendsten“ findet Arvid, wenn seine Freundin in der Disko von Türken angemacht wird: „Die gehen auf die Frau los, und du stehst blöd da, weil du auch vor der Freundin der Arsch bist.“

Hinter den scheinbar beliebigen Auseinandersetzungen steckt ein Spannungsfeld, aus dem heraus sich erhebliche gesellschaftliche Sprengkraft entwickeln kann.

So hat sich die Zahl der beschäftigungslosen Ausländer in Deutschland seit 1991 mehr als verdoppelt. In den alten Bundesländern sind derzeit 21,6 Prozent von ihnen erwerbslos. Der Abbau von Arbeitsplätzen in traditionellen Wirtschaftszweigen wie der Stahl- und Automobilindustrie oder dem Bergbau hat gerade die Türken besonders hart getroffen. Übt 1973 noch 91 Prozent der in Deutschland lebenden Türken eine sozialversicherungspflichtige Tätigkeit aus, waren es 1993 nur noch 29 Prozent – auch weil viele Gastarbeiter ihre Familien nach Deutschland geholt haben. Sie müssen

„Ich muß blöd gewesen sein“

Rapper Hakan Durmuş über seine Zeit in der Kreuzberger Türken-Gang „36 Boys“

Vier seiner letzten zehn Lebensjahre verbrachte Durmuş, 24, im Gefängnis. Derzeit ist er Freigänger und arbeitet mit der Gruppe „Kan.AK“ an seiner ersten Rap-CD.

Frage: Warum sind Sie in Haft?

Durmuş: Das möchte ich nicht sagen. Was war, ist vorbei. Ich schäme mich dafür, ich habe meine Fehler eingesehen. Ich habe gekämpft, um mich wieder an die Zivilisation anzupassen. Aber egal, wie man in Deutschland kämpft: Wenn man einmal vorbestraft ist und dann noch schwarze Haare hat, dann reicht das schon.

Frage: Wie wurden Sie kriminell?

Durmuş: Ich sag' nur Kreuzberg. Ich bin fast international aufgewachsen, Deutsche, Italiener, Türken – alles. Und wenn einer Scheiß machte, haben wir alle mitgemacht. Wir waren ja Kinder. Wir wußten nicht, wie ernst das werden kann. Da haben wir uns in die Scheiße geritten, ohne es zu wissen. Alle, die ich kenne, sind vorbestraft.

Frage: Was haben Ihre Eltern gesagt?

Durmuş: Die wußten von nichts. Alle Eltern hatten keine Ahnung. Die Kinder gingen raus, die Eltern haben ja den ganzen Tag gearbeitet. Die wußten nichts von ihren Kindern. Draußen haben wir uns wohl gefühlt wie in Texas. Wenn ich in der Türkei aufgewachsen wäre, wäre ich heute bestimmt nicht so. Dann wäre ich ganz anders. Die zwei Kulturen, die Spannung, das hat uns total fertiggemacht.

Frage: Wie äußert sich diese Spannung?

Durmuş: Man fühlt sich heimatlos, man weiß nicht, wohin man gehört. In der Türkei bin ich ein Deutschtürke, hier bin ich ein Türke. In Kreuzberg lebe ich seit 24 Jahren. Also bin ich Kreuzberger.

Frage: Wo ist Ihre Heimat?

Durmuş: Meine richtige Heimat ist die Türkei, das ist klar. Aber wenn ich jetzt in die Türkei gehe, brauche ich wieder 24 Jahre, um Freunde zu finden. Das schaffe ich nicht, da geh' ich drauf.

Frage: Wie haben Ihre Eltern reagiert, als Sie Ärger mit der Polizei hatten?

Durmuş: Beim erstenmal hat mein Vater mich gut 20 Minuten geschlagen. Er war schockiert, daß ich Ärger mit der Polizei hatte. Da war ich das schwarze Schaf, aber wir haben uns alle gegenseitig verführt.

Frage: Waren Sie bewaffnet?

Durmuş: Früher hatte ich immer, immer ein Messer dabei.

Frage: Hatten Sie einen Spitznamen?

Durmuş: Ja, Killer-Hakan.

Frage: Waren Sie darauf stolz?

Durmuş: Ja, früher ja. Das war ein Zeichen der Macht, alle respektierten mich. Heute denke ich, was ist das für ein Name? Mörder!

Frage: Akzeptieren die Kids von heute Sie nicht gerade deswegen?

Durmuş: Wenn Sie mich deswegen akzeptieren, dann sollten sie mich gar nicht akzeptieren. In den Konzerten erzähle ich den Jungen, wie ich dazu gekommen bin. Ich bin glücklich, daß ich nicht mehr so aggressiv bin wie früher. Früher ging das nur. Warum guckst du so? Was guckst du denn so? Einfach schief gucken hat gereicht für eine Schlägerei. Ich muß blöd gewesen sein.

Frage: Was machten die „36 Boys“ alles?

Durmuş: Der harte Kern war eine Schlägertruppe. Wir mußten kämpfen



Rapper Durmuş

„Früher hatte ich immer ein Messer dabei“

gegen alle, die blöd geguckt haben. Das war barbarisch. Und was haben wir davon? Ein paar sind tot, die anderen sitzen im Knast. Alles schien wie ein Film, wie ein Atari-Spiel. Da hast du drei Leben, kannst dreimal sterben. Aber im richtigen Leben hast du nur ein Leben, und das kapierten viele nicht.

Frage: Hatten Sie Angst?

Durmuş: Ich hatte nur Angst vor meinem Vater. Vor sonst nichts.

nun versorgt werden – oder Sozialhilfe beantragen.

Immer mehr Türken der zweiten und dritten Generation reagieren darauf mit einer Art Selbstghettoisierung. So wächst die Gefahr, daß die Bundesrepublik, ähnlich den USA, zu einer „gespaltenen Gesellschaft“ wird, wie sie der amerikanische Politikwissenschaftler Samuel Huntington in seiner düsteren Vision vom „Kampf der Kulturen“ beschreibt. Der Harvard-Professor malt eine deutsche Zukunft an die Wand, in der „unterschiedliche und weit hin voneinander isolierte Gemeinschaften aus verschiedenen Zivilisationen“ mehr gegen- als miteinander leben.

Im Licht der Heitmeyer-Untersuchung über islamischen Fundamentalismus in Deutschland erscheinen Huntingtons Schreckensvisionen keineswegs unreal. „Das Türkentum ist unser Körper, unsere Seele ist der Islam. Ein seelenloser Körper ist ein Leichnam.“ 57 Prozent der repräsentativ befragten Jugendlichen im Alter zwischen 15 und 21 Jahren stimmen dieser in deutschen Ohren befremdlich klingenden These zu. 41 Prozent sind bereit, als militante Muslime gegen „Ungläubige“ körperliche Gewalt einzusetzen.

Mehr als ein Drittel fühlt sich sogar durch die extreme islamistische Gruppe Milli Görüş (Nationale Weltsicht) oder durch die nationalistischen Grauen Wölfe gut vertreten. Deren Funktionäre berich-

teten einem Heitmeyer-Mitarbeiter: Nach dem Brandanschlag 1993 auf ein von Türken bewohntes Haus in Solingen, bei dem fünf Menschen starben, sei die Organisation von dem Zulauf jugendlicher Sympathisanten „völlig überrascht“ worden.

Die Demonstrationen nach der Mordbrennerei von Solingen arteten immer wieder in Krawalle aus. Verfeindete türkische Gruppen wie die Grauen Wölfe oder die linksextremistische Organisation Dev Sol gingen dabei auch aufeinander los. Über den Szenen der Gewalt wogte ein Meer roter Fahnen mit dem türkischen Halbmond.

Mit linken oder rechten Extremisten hat Orhan, 21, geboren in

Berlin und türkischer Staatsbürger, nichts im Sinn. Er repräsentiert jenen Teil seiner gleichaltrigen Landsleute, die sich „zu keiner Nation hingezogen“ fühlen und „weder in Deutschland noch in der Türkei“ heimisch sind.

Mit 16 floh er aus seinem Elternhaus, weil sein Vater nicht akzeptierte, daß er eine deutsche Freundin hatte. Bis vor kurzem gehörte er der Kreuzberger Jugendgang „Die Sterne“ an. Eine Ausbildung zum Tischler brach er ab, „weil ich erkannte, daß die Firma pleite geht“. Seinem Hang zum „schnellen Geld“ gibt der



Graue Wölfe (1993): Starker Zulauf nach dem Brandanschlag von Solingen

Einwanderersohn jetzt außerhalb der Legalität nach. Er verscherbelt als Hehler Radios und Waffen – ein einträgliches Geschäft: Orhan hat vor wenigen Wochen eine komfortable Wohnung in Berlin-Mitte bezogen.

Von seinen Freunden aus der „Stern“-Gang hat er sich längst abgenabelt. Auf die „dummen Kanaken“ schimpft er fast so gekonnt wie ein deutscher Fremdenhasser. Nur manchmal trauert Orhan noch seiner Bande nach, „in der jeder dem anderen geholfen hat“.

Wie in den Türkenghettos werde auch bei den Aussiedlern „Armut zum Problem“, glaubt Christian Pfeiffer, der Leiter des Kriminologischen Forschungsinstituts Niedersachsen. Die jungen Menschen sähen keine Chance mehr, sich aus ihrer Notlage herauszuarbeiten. „Angesichts der schlechten Perspektiven für eine schnelle wirtschaftliche Eingliederung“, so Pfeiffer, verschafften die frustrierten Jugendlichen sich „illegal das, was sie sich legal nicht leisten können“.

Wie brutal dabei schon 14jährige vorgehen, zeigt der Fall einer Aussiedlerbande an der Haupt- und Realschule Charlottenburger Straße in Hamburg-Jenfeld. Ein halbes Jahr lang erpreßten, nötigten und prügeln sie ihre Mitschüler Sebastian und Kevin*. Zunächst begnügten sich die Rußlanddeutschen mit Stiften, Radiergummis und Textmarkern, dann forderten sie Geld.

Als die Opfer dies mit dem Hinweis verweigerten, keines dabeizuhaben, mußten sie auf dem Schulhof auf und ab hüpfen. „Wenn die feststellten, daß wir logen und Silbergeld in der Hosentasche klimperte, wurden wir zusammengeschlagen“, sagt

Sebastian. Dreimal war er wegen schwerer Prellungen und einer eingetretenen Rippe beim Arzt.

Die Gewaltkriminalität ausländischer Jugendlicher habe, so Pfeiffer, seit 1985 „kontinuierlich und stark zugenommen“. In den alten Bundesländern stieg der Anteil tatverdächtiger „nichtdeutscher Jugendlicher“ bei Raub, räuberischer Erpressung und räuberischen Angriffen auf Kraftfahrer laut Bundeskriminalamt von 1994 auf 1995 um 36,2 Prozent auf 3603 Delikte. „Im Gewaltbereich“, sagt Christine Burck, Expertin des Berliner Landeskriminalamtes für Jugendgruppengewalt, „sind junge Türken überproportional vertreten.“

Pfeiffer hat in seiner aktuellen Analyse der polizeilichen Kriminalstatistik die jungen Aussiedler als besonders auffällige Gruppe hervorgehoben. Weil sie die deutsche Staatsbürgerschaft besitzen, werden sie zwar nicht gesondert erfaßt. Doch Pfeiffer kann belegen: Landkreise wie Gifhorn oder Cloppenburg, in denen viele Rußlanddeutsche leben, leiden unter einem weit überdurchschnittlichen Anstieg der Kriminalität.

So stieg die Zahl der Tatverdächtigen bei Raub in der Altersgruppe von 14 bis unter 21 in sogenannten Aussiedlerlandkreisen binnen sechs Jahren um 249,8 Prozent. In den übrigen Landkreisen lag die Steigerung bei 75,6 Prozent.

Ähnlich wie für junge Türken und Kurden ist der Rauschgifthandel auch für gleichaltrige Aussiedler der schnellste Weg in die „Ich-will-Genuß-sofort-Gesellschaft“.

Im niedersächsischen Osnabrück haben russischsprachige Dealer mit deutschem Paß den Drogenmarkt längst unter Kontrolle. Von „äußerst brutalen Macht-

kämpfen“ berichteten die Kripo-Beamten Karl-Heinz Heuer und Günter Ortland schon Ende 1995 in der Zeitschrift KRIMINALIST. Die Täter seien auffallend jung, träten immer in Gruppen auf und seien mit Klapp- oder Springmessern bewaffnet, von denen sie im Konfliktfall rücksichtslos Gebrauch machten. Die Zirkel seien geradezu hermetisch abgeriegelt. Kommuniziert werde nur auf russisch oder „in der Körpersprache“.

Die Zeiten, in denen Rußlanddeutsche bescheiden und mit demütigem Blick als angepaßte Musterknaben mit unzähligen Überstunden sich eine Nische in der bundesdeutschen Leistungs- und Konkurrenzgesellschaft erarbeiteten, scheinen vorbei.

In Lahr im Schwarzwald, wo Oberbürgermeister Werner Dietz sich nach dem Abzug der kanadischen Truppen „mit ganzer Kraft“ um den Zuzug von Aussiedlern bemühte, ist eine gewisse Ernüchterung spürbar. 1711 Rußlanddeutsche haben seit Frühjahr 1994 in den ehemaligen Militärwohnungen eine neue Bleibe gefunden. „Ein respektables Dorf“, meint Dietz, mit Bewohnern, für die „das alles hier erst einmal ein Schock war“.

Ein Teil der Jüngeren reagierte auf diesen Schock mit einem Absturz in die Drogenszene. Gut ein Viertel der etwa einhundert Süchtigen in dem kleinen Schwarzwaldstädtchen sind mittlerweile Aussiedler. Eine Entwicklung, die der Bürgermeister ebenso wie die örtliche Kriminalpolizei „mit großer Sorge“ beobachtet. Vor allem, weil die Dealerszene zunehmend von Aussiedlern bestimmt wird.

Ende des vergangenen Jahres verhaftete die Lahrer Kripo den 23jährigen Andrej K. Er hatte den Großraum Lahr, Emmen-



Gewaltforscher Heitmeyer
„Ethnisierung sozialer Konflikte“

dingen, Offenburg mit Heroin versorgt. Kurz nach seiner Festnahme beobachtete die Polizei erneut regen Besuch von Drogensüchtigen in seiner Wohnung. Am 16. März marschierten Beamte dort ein und stellten 300 Gramm Heroin sicher. Die bis dahin unbescholtene Ehefrau des Dealers, Lilly K., 21, hatte die Geschäfte ihres inhaftierten Mannes einfach weitergeführt.

Über Verbindungen der Russen-Mafia und mögliche neue Importwege des Stoffs können die lokalen Fahnder nur spekulieren. Sicher aber sind sie, was das Verhältnis der Lahrer Neubürger zur Gewalt an-

* Namen von der Redaktion geändert.



Milli-Görüş-Versammlung in Dortmund: Eine eigene Parallelwelt geschaffen

Fünfte Kolonne des Islam

Das Netzwerk der extremistischen Organisation Milli Görüş

Milli Görüş (Nationale Weltsicht) ist mein Ableger der Refah-Partei des türkischen Ministerpräsidenten Necmettin Erbakan. Die Vereinigung, eine treibende Kraft der Selbstabschottung der Türken, wurde bei der Vorstellung des jüngsten Verfassungsschutzberichtes durch Bundesinnenminister Manfred Kanther als „eindeutig extremistisch“ eingestuft.

Die stärkste islamistische Organisation im Bundesgebiet hat 26 500 Mitglieder, die in rund 500 Zweigstellen betreut werden. Mit Spenden erwarb Milli Görüş etwa 100 Immobilien (Wert 82 Millionen Mark) in Deutschland und den Beneluxländern. Ungezählte Einkaufsläden, Sportvereine, Jugendzentren und Moscheen bilden für die türkischen Islamisten in Deutschland eine

Art Parallelgesellschaft. In manchen Stadtteilen wie in Berlin-Kreuzberg läßt es sich als Türke auch leben, wenn man kein Wort Deutsch beherrscht.

Um ihren Einfluß in der deutschen Gesellschaft auszudehnen, propagieren Milli-Görüş-Strategen wie Hasan Özdoğan eine Doppeltaktik. Die Kämpfer sollen das islamistische Netzwerk ausbauen und zugleich schnell die deutsche Staatsbürgerschaft erwerben.

Als Deutsche im Sinne des Grundgesetzes soll eine Fünfte Kolonne der Islamisten Parteien und Organisationen unterwandern. Ein erster Versuch scheiterte im letzten Jahr in der Berliner CDU. Als seine Verbindung zu Milli Görüş bekannt wurde, trat der einzige türkische Landesdelegierte, Erdam Taskiran, wieder aus der Partei aus.

geht. Kripo-Chef Rudolf Wilkesmann: „Die körperliche Unversehrtheit hat in den GUS-Staaten eine andere Bedeutung als bei uns.“

Als Vladimir R., 26, Chef einer sechsköpfigen Rauschgifthändlerbande, festgenommen wurde, fanden die Beamten neben einem 9mm-Revolver auch einen Flammenwerfer. Daß die jugendlichen Aussiedler in Gefahr sind, zur „leichten Beute für Bandenkriminalität zu werden“, ist selbst für die Bundesarbeitsgemeinschaft Evangelischer Jugendaufbaudienst eine bittere Selbstverständlichkeit. Die Gründe dafür sind so banal wie einleuchtend.

Bis 1993 kamen überwiegend Rußlanddeutsche mit leidlichen Sprachkenntnissen und einer oft über Jahrhunderte gepflegten Tradition deutscher Kultur. Seitdem treffen in den Auffanglagern und Barackensiedlungen fast ausschließlich Familien mit nur noch einem deutschen Elternteil ein. Nicht die Sehnsucht nach einem Leben im Land ihrer Urgroßväter trieb sie zur Ausreise, sondern die Angst vor der zunehmenden Diskriminierung, ob als Russen oder Deutsche, in den islamisierten Gesellschaften Kasachstans, Kirgisiens oder anderer zentralasiatischer Republiken.

Die Deutschkenntnisse dieser Neuankömmlinge tendieren gegen Null. Auch der Bildungsstand der Kinder und Jugendlichen sinkt rapide und ist geprägt von einem oft chaotischen Schulsystem in Staaten, die sich auflösen oder in einem radikalen Umbruch sind.

Doch die Bundesregierung hat mit Blick auf die knappen Finanzen die Gelder für die Betreuung und Schulung der Spätaussiedler kontinuierlich zusammengestrichen. Sprachfördereinrichtungen, Förderschulen und Internate wurden geschlossen. „Keine Sprachförderung, keine Ausbildung, keine Arbeit“, klagt der Evangelische Jugendaufbaudienst und gibt zu bedenken: „Jede Mark, die heute gespart wird, muß in einigen Jahren für Folgeprobleme aufgebracht werden.“

Für die Kinder und Jugendlichen, die „Generation der Mitgenommenen“, besteht so kaum eine Chance, sich in Deutschland einzuleben und zu integrieren.

„Eigentlich ist Kasachstan meine Heimat“, sagt Gottlieb Nickel, 18, der mit seinem Freund Eduard Stely, 18, oft darüber nachdenkt, wie es wäre, wenn sie zurückgingen.

Drei Jahre haben die jungen Männer mit deutschem Paß, Bremer Adresse und schwerem Akzent gebraucht, bis sie ihre Enttäuschung über das Märchenland im Westen offen auszusprechen wagten. Erst mußte am 18. Januar ihr Freund Josef an einer Überdosis Heroin sterben (SPIEGEL 5/1997).

„Zu Hause“, erinnert sich Eduard Stely, „haben sie uns immer gesagt, in Deutschland werden die Straßen mit Schampus ge-

wischt. „Auch Josef hatte das geglaubt und sich angesichts der Realität in den Rausch geflüchtet. Er habe „Heroin genommen“, sagt Gottlieb, dem die Erinnerung Tränen in die Augen treibt, „weil es hier schwer ist, jemanden zu finden, mit dem man reden kann – und außerdem wollte er unbedingt einen BMW fahren“.

Wegen der chromblitzenden Illusionen seines Sohnes, klagt Josefs Vater, sei es in den Wochen vor seinem Tod immer wieder zu Auseinandersetzungen gekommen. Der arbeitslose Mann, der zu Hause mit einem alten Lexikon sein Deutsch zu verbessern sucht, grämt sich. Die Familie, die sich im

sellschaft angekommen. Noch bis Anfang der achtziger Jahre war Rauschgift bei jungen Türken als Zeichen von Schwäche und Dekadenz weitgehend verpönt.

Doch in den letzten Jahren hat sich der Konsum harter Drogen in der türkischen Jugendszene „erheblich erhöht“, wie Mihri Kaya, Familientherapeut und Suchtberater, in Berlin beobachtet hat.

Allein der Kokainkonsum bei den Türken-Kids in der Hauptstadt habe sich mehr als verdoppelt. Etwa zehn Prozent, schätzt Kaya, seien körperlich oder psychisch abhängig von Drogen. Doch den Weg in Selbsthilfegruppen und Therapie finden ab-

Heimat eine Ehepartnerin oder einen Ehepartner für ihr Kind aus.

Viele der jungen, aus der Türkei eingeflogenen Ehefrauen können noch nicht einmal Türkisch lesen und schreiben. Nach einer Unesco-Statistik sind rund 27 Prozent der Frauen in der Türkei Analphabeten.

Geschickt nutzen die Patriarchen die liberalen Regelungen zur Familienzusammenführung und schaffen so neue Familien, in denen Kinder als zweisprachige Analphabeten heranwachsen.

„Dramatisch sind die mangelnden Deutschkenntnisse bei der Einschulung“, so die Berliner Ausländerbeauftragte Barbara John. Rund 30 bis 40 Prozent der in Berlin eingeschulten türkischen Kinder sprechen kein Deutsch. Die Folge ist oft ein frühes Bildungsfiasko. Ein Drittel der jungen Türken in der deutschen Hauptstadt schafft nicht einmal den Hauptschulabschluss.

Unterstützung durch Nachhilfe und Sprachkurse scheidet nicht selten am falschen Stolz der Betroffenen. Der „verdammte harte Zusammenhalt der Familien“, so Aydin, verhindere immer wieder, „daß Hilfe von außen in Anspruch genommen wird“. Auch Elternabende an den Schulen werden von Türken meist nur sehr schwach besucht. In der türkischen Tradition spielt die Schule, anders als in Mitteleuropa, keine zentrale Rolle.

Regen Zulauf haben die Koranschulen, die Gruppen wie Milli Görüş (siehe Seite 90) in vielen Städten unterhalten. Hier lernen Jungen und Mädchen zwar wenig fürs Leben, dafür aber die Heilige Schrift samt fundamentalistischer Deutung der Worte des Propheten.

Wolfgang Schenk, Berliner Hauptschullehrer und in den achtziger Jahren schulpolitischer Sprecher der Alternativen Liste, warnt: „Wenn es keine gemeinsamen Regeln mehr in der Gesellschaft gibt, kommt es zur Explosion.“

Der Trend der Abkapselung von der Alltagswelt wird ironischerweise durch die Segnungen des Medienzeitalters verstärkt.

In Deutschland lebende Türken im Alter zwischen 14 und 19 Jahren sehen – dies belegen Untersuchungen des Zentrums für Türkeistudien in Essen – via Kabel und Satellit fast nur noch türkische Programme und koppeln sich dadurch auch medial von dem Land ab, in dem sie geboren und aufgewachsen sind. Der Privatsender „Kanal 7“ oder das Milli-Görüş-nahe „Türkische Fernsehen in Deutschland“ (TFD) servieren zwischen Schnulzenmusik und Spielfilmen über edle Recken des Islam im Kampf gegen europäische Ungläubige weltanschaulich wegweisende Interviews mit Necmettin Erbakan. Der Ministerpräsident steht derzeit in vorderster Front,



T. RAUPACH / ARGUS ARCHIV

Aussiedlerwohnungen in Hamburg: Kaum Chancen für die Generation der Mitgenommenen

Bremer Norden in einer karg mit Gebrauchtmeubeln ausgestatteten Wohnung einzurichten versucht, hat den rasant wachsenden Ansprüchen des Sohnes nicht mehr genügen können.

„Warum ist das hier alles gebraucht, eine alte Couch, ein alter Fernseher?“ habe Josef kritisiert. „Das müßte alles neu sein.“ Der Vater versuchte, den Sohn tapfer mit auswendig gelernten deutschen Sprichwörtern zu belehren: „Mit Geduld und Zeit kommt man weit.“

Aber gegen die Verheißungen einer Werbewelt, in der coole junge Männer attraktive Frauen mal eben im offenen Roadster auf einen Drink an die Côte d'Azur fahren, konnte er nicht anreden.

Josefs Schicksal, so der Vater heute resigniert, könne nur noch „eine Warnung für andere sein“. Doch bei Verlierern, in deren Biographie Sprach- und Bildungslücken, Anspruchsdenken und karge Wirklichkeit. Ausgrenzung und Selbstisolation auf verhängnisvolle Weise verknüpft sind, gelten die Warnungen der Elterngeneration nicht viel.

Auch der Einwanderernachwuchs vom Bosphorus ist inzwischen in der Suchtge-

hängige junge Türken nur selten. Zu sehr verhindert die traditionelle Angst vor dem Gesichtsverlust, in der türkischen Kultur tief verankert, das Eingeständnis einer Kapitulation vor dem Stoff.

In den Jugendgangs, so Kaya, spielen Drogen ähnlich wie in den Schwarzen Ghettos der Vereinigten Staaten eine „bindende Rolle“.

Eine „riesengroße Angst“ vor Revolten seiner Landsleute hat Kazim Aydin, der Vorsitzende der Föderation Türkischer Elternvereine in Deutschland. Er weiß, daß die Weichen für den Weg in die Sackgasse der Banden meist schon in der Kindheit gestellt werden. Zwar besuchen mehr als 23 000 türkische Schüler in Deutschland Gymnasien, und 14 700 Türiinnen und Türiken studieren an deutschen Hochschulen. Doch die künftigen Abiturienten und Hochschulabsolventen sind nur eine kleine Minderheit der mehr als 600 000 türkischen Jugendlichen unter 21 Jahren in Deutschland.

In zahllosen Fällen werden die türkischen Kids Opfer traditioneller Familienstrukturen. Immer noch suchen häufig die Väter in türkischen Familien in der alten



Aussiedler Nickel (vorn l.), Freunde, Rußlanddeutscher vor Disko in Lahr: Chromblitzende Träume

wenn es darum geht, die Bundesrepublik zu attackieren.

Die gefährliche Mischung aus Ausgrenzung und Isolation eines Großteils der Türken in Deutschland hat sich längst so verhärtet, daß auch die von vielen Experten empfohlene Gewährung der deutschen Staatsbürgerschaft von den Betroffenen kaum noch als Lösung empfunden wird.

„Ich scheiß' auf deinen deutschen Paß“, brüllen wütende junge Türken immer wieder durch die „Kifrie-Jugendetage“ in Berlin-Schöneberg.

Zu den verbindlichen Regeln der Einrichtung, die überwiegend von ausländischen Jugendlichen frequentiert wird, gehört der Gebrauch der deutschen Sprache. Diese klare Vorgabe, von vielen Sozialarbeitern schon als fremdenfeindlich gescholten, zeigt Wirkung. Burak, 18, seit seinem 14. Lebensjahr in einer Türkengang, die sich in Straßenraub übte, hat mit Hilfe der Jugendeinrichtung den Absprung aus dem Milieu der Messerstecher, der „Streßmacher“, wie er sie nennt, geschafft.

Jetzt bereitet er sich auf das Abitur vor und spielt in einer Soul-Band. Im „Kifrie“ Deutsch zu sprechen, findet der junge Mann, der demnächst sogar die deutsche Staatsbürgerschaft beantragen will, in Ordnung: „Türkisch zu reden ist unfair gegenüber den Deutschen.“

Hoffnung, daß sein Beispiel Schule macht, hat er jedoch nur sehr begrenzt. „Viele Türken“, sagt Burak mit traurigem Blick, „kapseln sich aus Trotz völlig ab.“ Dieser Mehrheitstrend unter den türkischen Jugendlichen in Deutschland verspricht eine „hochgradig konflikthafte Entwicklung“, analysiert Sozialforscher Heit-

meyer. Und die wenigen integrationswilligen Türken treffen auf eine Gesellschaft, die ihnen kaum signalisiert, daß sie Wert auf sie legt.

Anders als etwa die auch als Gastarbeiter ins Land geholten Italiener, Spanier, Jugoslawen oder Portugiesen sind die Türken den Deutschen immer fremd geblieben, nicht nur aufgrund ihrer Religion und ihrer kulturellen Traditionen. Selbst der promovierte Historiker Helmut Kohl lehnte einen Beitritt der Türkei zur EU mit der Begründung ab: „Ich habe im Erdkundeunterricht nicht gelernt, daß Anatolien ein Teil Europas ist.“

„Daß sich durch Einbürgerung die Gefahren ethnisch-kultureller Konflikte vermindern, ist eine Illusion“

Nur wenige CDU-Politiker, wie Heiner Geißler, haben, allen populistischen Anfeindungen zum Trotz, den Mut, sich zum „Einwanderungsland Bundesrepublik“ zu bekennen. Für das weitere Zusammenleben von Deutschen und Ausländern nennt Geißler drei Kernpunkte, die er für weithin konsensfähig hält:

- ▶ Integration: Wer auf Dauer im Land bleibt, muß die Verfassungsgrundsätze anerkennen und die deutsche Sprache beherrschen.
- ▶ Anerkennung: Wer nach diesen Bedingungen hier lebt, kann leicht und schnell deutscher Staatsbürger werden.
- ▶ Toleranz: Menschen anderer Herkunft brauchen sich nicht vollständig zu assimilieren, sondern dürfen ihre kulturelle Identität bewahren.

Allerdings: Die Grenzen, darauf legt Geißler wert, sind eng gesteckt. Auch in der multikulturellen Gesellschaft darf niemand die westlich-demokratischen Grundüberzeugungen antasten: „Für die Intoleranten kann es keine Toleranz geben.“

Heitmeyer, der ebenfalls eine erleichterte Einbürgerung befürwortet, warnt allerdings vor der „gefährlichen Illusion, daß sich damit die Gefahren ethnisch-kultureller Konflikte vermindern“. Eine Reform des Staatsbürgerschaftsrechts, so der Wissenschaftler, biete keineswegs eine Garantie gegen Ausgrenzung.

So rächt sich 42 Jahre nach der Einstellung des ersten „Gastarbeiters“ die Illusion, die im Begriff schon mitschwingt. Daß die Menschen, die man rief, nicht wieder gehen würden, wollte jahrzehntlang kein Politiker wahrhaben.

Jetzt drängt die Zeit. Schon haben die Paten der Organisierten Kriminalität in den Ghettos reichlich Nachwuchs entdeckt. Eine Gruppe Hamburger Sozialarbeiter sieht in den jungen Aussiedlern ein „gewaltiges Rekrutierungspotential für kriminelle Vereinigungen, die sich unter ethnischen Gesichtspunkten abschotten“. Der Evangelische Jugendaufbaudienst in Stuttgart warnt vor einem „Mißbrauch durch die Russen-Mafia“.

Die Türken sind wie so oft schon weiter. Günter Sausen, Kommissariatsleiter für Organisierte Kriminalität in Köln, nennt Beispiele der Zusammenarbeit. Großgangster würden sich der Jugendbanden bedienen, um ihre Gebietsansprüche durchzusetzen: „Die schicken eine Horde Jungs in einen Edelpuff. Und Gäste, die miterleben müssen, wie unmittelbar nach Genuß einer Dame der Laden mal eben auf links gedreht wird, kommen garantiert nicht wieder.“

Hilft auch das nicht, eskaliert die Gewalt. Im Mai vergangenen Jahres lieferten sich auf dem belebten Hohenzollernring zwei türkische Jugendbanden eine Schießerei, nach der mehrere Jugendliche „mit Durchschüssen, Steckschüssen und Streifschüssen“ in Krankenhäuser eingeliefert wurden. Sausen: „Die fochten für Hintermänner um die Marktanteile im Kölner Nachtleben.“ ♦

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **Un parti kurde iranien se félicite du verdict mettant en cause l'Iran**

BAGDAD, 14 avr (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) s'est félicité mardi du verdict du tribunal de Berlin mettant en cause les plus hauts dirigeants de l'Iran dans un quadruple assassinat d'opposants kurdes iraniens à Berlin en 1992.

"Nous sommes satisfaits du verdict prononcé par un tribunal de Berlin incriminant le régime iranien et nous souhaitons que l'Union européenne oblige Téhéran à mettre fin à ses crimes perpétrés en Iran et à l'étranger", a déclaré à la presse le porte-parole du PDKI, M. Hassan Sharafi.

L'attentat, perpétré dans le restaurant "Mykonos", avait tué trois membres du PDKI, dont son secrétaire général Sadegh Charafkandi, et leur interprète, venus assister à Berlin à une réunion de l'Internationale socialiste.

Le tribunal criminel de Berlin a condamné à la prison à vie l'Iranien Kassem Darabi, 38 ans, responsable présumé de l'opération et considéré comme un agent des services secrets de son pays, ainsi que le Libanais Abbas Rhayel, 29 ans, considéré comme un ancien militant du Hezbollah libanais (pro-iranien) et soupçonné d'avoir été le tueur, avec une arme automatique, le 17 septembre 1992.

Deux de leurs complices, les Libanais Youssef Amin et Mohamed Atris, ont été condamnés respectivement à 11 ans et 5 ans et trois mois de prison. Un cinquième accusé, le Libanais Atallah Ayad, a été acquitté.

Suite au verdict du tribunal allemand, les pays de l'Union européenne, à l'exception de la Grèce, ont décidé de rappeler leurs ambassadeurs à Téhéran et de rompre le "dialogue critique" avec l'Iran.

fch-sam/ezz/Kar

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse



**URGENT
ACTION**

EXTERNAL

AI Index: MDE 13/16/97

15 April 1997

Further information (5) on UA 269/96 (MDE 13/36/96, 20 November 1996) and follow-ups MDE 13/40/96, 23 December 1996, MDE 13/08/97, 31 January 1997, MDE 13/09/97, 6 February, MDE 13/10/97, 10 February - Fear for safety / Possible prisoner of conscience / Fear of death penalty

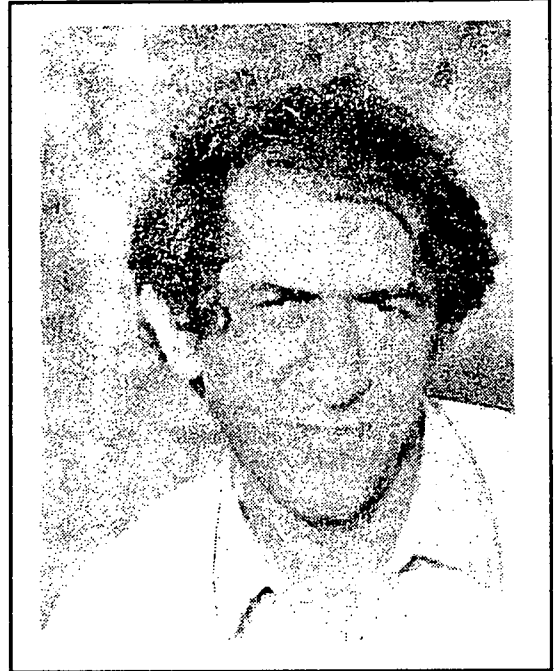
IRAN Faraj Sarkouhi, editor

Amnesty International has no new information on the fate of Faraj Sarkouhi, but remains extremely concerned for his safety. The organization believes that he may still be in detention and at risk of being sentenced to death.

At the close of this action, campaigning on behalf of Faraj Sarkouhi will continue by other means.

FURTHER RECOMMENDED ACTION: Please send one more round of appeals in French, English or in your own language:

- urgently requesting clarification of the whereabouts and legal status of Faraj Sarkouhi;
- calling for his immediate and unconditional release unless he is to be charged with a recognizable criminal offence;
- urging that, should Faraj Sarkouhi be convicted of a crime, the death penalty not be applied;
- seeking assurances that if Faraj Sarkouhi remains in detention he will be humanely treated and granted regular access to his family and to doctors and lawyers of his choice.



Amnesty International, International Secretariat, 1 Easton Street, London WC1X 8DJ, United Kingdom

Tel: (44)(171) 413 5500 Fax: 956 1157 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502 E-mail: uateam@amnesty.org

Turkish Daily News Tuesday, April 15, 1997

Court hears testimony by HADEP defendants in flag case

HADEP Chairman Murat Bozlak is among 47 defendants who are charged with replacing the Turkish flag with the PKK banner during HADEP's June congress

Ankara- Turkish Daily News

■ A state security court in Ankara continued on Monday to hear the case filed against 47 people, including People's Democracy Party (HADEP) Chairman Murat Bozlak, who are charged with tearing

down the Turkish flag and replacing it with the banner of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) during the HADEP Second General Congress in the capital on June 23, 1996.

The prosecutor is demanding the death penalty for two of the defendants, Faruk Akcan, who unfurled a banner symbolizing the separatist organization and a poster of the PKK leader, and Giyasettin Mordeniz, who allegedly instructed Akcan to cut down the Turkish flag.

During the Monday's hearing defendants took the rostrum to defend themselves. Edip Yıldız said he was not present at the congress hall when the Turkish flag was lowered and therefore could not be held responsible for the incident. He requested that he be

set free.

Veli Aydoğan said that the Turkish flag had been hung in the hall although there was no legal requirement to do so.

He argued that the delegates were sitting on the floor in the congress hall, that the illegal slogans were chanted by spectators in the stands and that the flag was lowered against the his will and that of his colleagues.

Kemal Okutan said he was HADEP's Ankara provincial chairman and that he had been busy delivering food to guests outside of congress hall. He said he had found the flag already lowered when he entered the hall.

Describing the case as political, congress chairman Hikmet Fidan denied accusations that he had not intervened in the incident.

He said he and his colleagues had announced a break in the proceeding to prevent illegal slogans from being chanted.

Faysal Akcan said he had no connection with

HADEP but admitted that he had lowered the flag under provocation.

The prosecutor is also demanding six-month prison terms for 23 other defendants, including HADEP leader Murat Bozlak, 15 years for each of 19 other defendants and a three-year prison term for yet another defendant.

All these defendants are being charged with taking part in illegal activities. He asked that two other defendants be set free.

During HADEP leader Murat Bozlak's opening speech at the congress, someone was seen climbing the steel girders running along the roof of the hall. He then unfurled a PKK banner to the cheers of the audience. He then climbed along the girders and cut down the enormous Turkish flag which had been the backdrop of the main stage.

Once again the crowd cheered. The chairman of the congress denounced the tearing down of the Turkish flag and asked for it to be raised again. This call elicited many boos and jeers from the excited crowd.

Turkey still a world leader in persecution of journalists

More journalists are imprisoned in Turkey than in any other democratic country

Ankara- Turkish Daily News

■ Last month 45 journalists were taken into custody and a further eight were attacked according to the Journalists' Union of Turkey (TGS), the Anatolia news agency reported on Monday.

The Ankara branch of the TGS Press Rights Follow-up Commission issued a statement concerning the attacks on the press stating that between March 1-31, "The number of journalists taken into custody was 45, those attacked and beaten numbered eight, 114 journalists, writers and publishers are in prison, there have been three instances of the Supreme Board of Radio and Television (RTÜK) shutting down radio and television channels, 17 warning penalties were handed out by RTÜK to radio sta-

tions and television channels, and four books were banned."

According to the commission three foreign journalists were among those taken into custody, including New York Times reporter Stephen Kinzer, as well as two journalists from Finland. The 1996 report of the U.S. Journalists' Protection Committee declared Turkey to be the "country that imprisons the most journalists."

A statement published following the International Press Institute's (IPI) 56th General Board Meeting said that Turkey was on a par with Zambia and Colombia regarding freedom of the press, with more journalists imprisoned in Turkey than in any other democratic country.

A recent scandal concerning promotions offered as incentives to buy newspapers has now been solved by separating coupon prices from the price of the newspapers. Meanwhile, a customer who failed to collect his promised jeep has filed a lawsuit against the newspaper concerned.

Turkish Daily News Tuesday, April 15, 1997

NYT: Military decides on Turkish security, government follows

UĞUR AKINCI

Washington- Turkish Daily News

■ A New York Times Op-Ed analysis summarized a "reality of Turkish political life" as follows: "In important security questions, the military makes key decisions, and the government follows." The essay penned by NYT's Istanbul bureau

chief Stephen Kinzer praised the Israeli-Turkish alliance within the context of Israeli Foreign Minister David Levi's recent visit to Turkey, saying "both lands have long been at odds with Arabs, notably Syria."

Despite anti-Israeli rhetoric used by Welfare Party leaders before coming to power, the Turkish military "stepped in" and changed Prime Minister Erbakan's

Turkish Daily News Tuesday, April 15, 1997

mind, NYT said. "Publicly and privately, commanders lectured Mr. Erbakan on the security value of Turkish-Israeli ties," and to prove it Turkish Chief of Staff General Karadayi flew to Israel in February.

The NYT article carried a picture of Gen. Karadayi conversing with David

Levy.

The cooperation between Turkish and Israeli air forces and navies in accordance with a series of agreements signed in 1996, two carrying the signature of Turkey's Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan, "adds up to the area's hottest new military fact of life," Kinzer wrote.

Referring to the strategic implications of such a military cooperation for Syria, Kinzer noted, "An alliance with Turkey could go a long way toward neutralizing Syria in any major crisis. It could also make Syria think twice about stirring up trouble in Israel's north, however preoccupied Israel may be with quelling unrest among the Palestinians."

Full text of the article is below:

Israel and Turkey: A Mideast Friendship

"When the fiery Islamic politician Necmettin Erbakan took office as Turkey's prime minister last June, it was logical to expect that he would tone down his passionate denunciations of "Zionist imperialism" and stop calling for a jihad to liberate Jerusalem. But few expected to see him sitting down for a friendly chat with the Israeli foreign minister.

That improbable meeting took place last week at the Foreign Ministry in Ankara. True to form, a group of protesters assembled in Istanbul to burn an Israeli flag and declare the visiting dignitary, David Levy, "persona non grata." What was remarkable was not the protest, but the fact that Erbakan, who a year ago might have led it, was now its target. During his visit, Levy met with several high-ranking Turkish officials in addition to Erbakan, discussing civilian cooperation and ways to increase trade. But undoubtedly his most substantive meeting was with the chief of the Turkish general staff, Gen. Ismail Hakkı Karadayı. They reviewed the rapidly expanding Turkish-Israeli security relationship and agreed to deepen it.

Over the last two years, Turkey and Israel have quietly forged a remarkable program of military cooperation; in the process, they have created what is now the most powerful military friendship in the Middle East. The relationship is continuing to develop, improving the security of both countries even as relations between Israel and the Palestinians deteriorate, and as the entire region faces the rise of fundamentalist Islamic movements.

In particular, the relationship can only make Israeli leaders more confident that they can take tough positions in dealing with their Arab neighbors: An alliance with Turkey could go a long way toward neutralizing Syria in any major crisis. It could

Gen. Çevik Bir to visit Israel in May following Defense Minister Tayan's footsteps

Future plans: 'During Gen. Bir's trip to Israel, both countries' delegations will discuss the military training agreement to determine 1997 plans and details for planned military exercises,' said a source

METEHAN DEMİR

Ankara- Turkish Daily News

■ Deputy Chief of General Staff Gen. Çevik Bir is to fly to Israel on May 4 with a group of 20 high-level officers to hold talks with Israeli military and government officials, the Turkish Daily News has learned. Çevik Bir's visit will occur just days after that of Defense Minister Turhan Tayan, who plans to go there on April 30.

"During Gen. Bir's trip to Israel, both countries' delegations will discuss the military training agreement to determine 1997 plans and details for planned military exercises," said a source. He reportedly will assess the Israel Aircraft Industries (IAI) plant where Turkish F-4s are being upgraded.

Gen. Bir, who last week started a tour in France to confer about Turkey's tanks, will also be briefed on Israel's recent proposal to modernize Turkish M-60 tanks. In addition, he will listen to Israeli offers to refit 48 F-5 fighter jets as well as plans to produce a modern rifle replacement for the G-3 type small arms currently used by the Turkish infantry. With its Phalcon model, Israel is among the candidates hoping to be involved in Turkey's bid to buy early-warning aircraft (AWACS), about which a briefing is also expected.

The Turkish military has been playing a key role in improving defense ties with Israel from the beginning, and strongly defends the necessity of such agreements, despite Prime Minister Necmettin Erbakan's reluctance to do so.

Official defense links between the two countries were launched with a military training cooperation agreement signed in February 1996, and the second arrangement came last August with a defense industry cooperation deal. Additionally, Turkey has chosen Israel as the main contractor for the modernization of 54 Turkish F-4s totalling \$630 million.

The military training accord that envisages the use of each other's air and sea space for pilot training sparked a row among Middle Eastern countries which felt that Turkey was aligning itself with Israel against Syria and other Arab states. The series of agreements between Israel and Turkey has also provoked harsh criticism from Muslim countries who accuse Turkey of betraying the Arab community. In the manpower area, 17 well-educated Turkish officers are in Hebron as a contribution to the peacekeeping force.

Good fellas

In recent times, Turkey and Israel have intensified relations by frequent visits, especially in the defense field. President

also make Syria think twice about stirring up trouble to Israel's north, however preoccupied Israel may be with quelling unrest among the Palestinians.

Solidarity between Turks and Jews stems in part from their common history of conflict with Arabs. Turks ruled much of Arabia until early in this century, when their rule was overthrown in a series of British-backed rebellions; Israel has lived its whole national life in conflict with some or all of its Arab neighbors. Today both countries count Syria and Iraq, together with Iran, as threats to their security. Turkey's military planners portray their country as caught inside a "Bermuda Triangle" of chaos, with the Middle East on one side, the Caucasus on another and the Balkans, including their traditional rival Greece, on the third. Like the Israelis, they feel the need for a strong friend nearby. These cold strategic calculations are the basis for a growing military relationship. Israeli technicians are now directing a \$600 million program to modernize Turkish fighter jets. Israeli pilots are practicing maneuvers in Turkey's vast airspace — and, according to the International Institute for Strategic Studies, are "almost certainly" flying reconnaissance missions aimed at nearby countries like Syria and Iraq. Turkish and Israeli cadets and officers attend each other's military academies. Naval units hold maneuvers off each other's coasts.

Some analysts predicted that these arrangements would collapse after Erbakan took office last year. If Erbakan had remained faithful to the oratory he used during his 30 years in opposition, they might have.

But after he made some anti-Israel statements early in his term, the Turkish military, which views itself as the country's long-term guardian above and beyond politics, stepped in. Publicly and privately, commanders lectured Erbakan on the security value of Turkish-Israeli ties. To show the world that they had persuaded him, the senior commander, Karadayı, flew to Tel Aviv in February and pledged faithful friendship.

"Turkey will not share your military information with others," he told the Israelis, "nor will we pass your military technology to other

Demirel's trip last March made him the first Turkish president to pay an official visit to the state of Israel. Chief of General Staff Gen. Ismail Hakkı Karadayı has also travelled to Israel in recent months, while Israeli Foreign Minister David Levy has just concluded a visit to Turkey. To date, high level defense officials, including undersecretaries as well as delegations, have also called on each other many times. Meanwhile, Defense Minister Turhan Tayan plans to go to Israel in April, while Israeli Defense Minister Izak Mordehay is preparing to come to Turkey. The last such trip by an Israeli defense minister occurred in 1958.

nations."

Not surprisingly, nearby countries have been sharply critical of Turkey. In February leaders of Syria, Egypt and Saudi Arabia issued a joint appeal urging Turkey to reconsider. Iran and Greece also complained. The Turkish Foreign Ministry responded tartly that the wave of protest "does not concern us at all."

If this new alliance has a principal target, it is Syria, which borders both Turkey and Israel and harbors longstanding grievances against both. Suddenly it finds itself facing a powerful alliance with pincers on its northern and western borders. It can no longer think of confronting either country without worrying about retaliation from the other. The alliance also alters the Greek-Turkish balance. Greece and Syria maintain good ties based on their shared antagonism to Turkey, and Greek strategic planners have long assumed that if Greece and Turkey were to face off in the Aegean, they could count on Syria to mobilize its army and keep many Turkish troops tied down in the south-east. Under the new power constellation, Syria could not do so without expecting counter-pressures from Israel.

Most Turks, with the exception of pan-Islamists in Erbakan's party, seem to support their country's embrace of Israel. Despite widespread anger here at Israel's treatment of Palestinians, they believe that the friendship is in their national interest.

Evidently Erbakan agrees, which suggests that his Turkish nationalism is stronger than his Islamic militancy. He is also bowing to a reality of Turkish political life that has remained unchanged since the founding of the Republic 74 years ago: In important security questions, the military makes key decisions and the government follows."

•Le Monde - mardi, 15 avril 1997 •Le Monde - mardi, 15 avril 1997

Des milliers d'Iraniens ont manifesté contre le verdict de Berlin

APRÈS les dirigeants, les citoyens. A l'appel des principaux organismes de propagande du régime et de nombreuses associations politiques, religieuses et professionnelles, des dizaines de milliers de personnes ont défilé, dimanche 13 avril à Téhéran, pour dénoncer le verdict du tribunal de Berlin, désignant « le plus haut sommet de l'Etat » iranien comme le véritable coupable du meurtre, en 1992, dans la même ville, de quatre opposants kurdes iraniens.

« A bas l'Allemagne, à bas l'Amérique, à bas Israël », ont scandé les manifestants qui défilaient à Téhé-

ran. Des démonstrations du même genre se sont déroulées, selon l'agence officielle IRNA, dans les villes de Tabriz, Ispahan, Chiraz et Machad. Contenus par un important dispositif policier aux abords de l'ambassade d'Allemagne à Téhéran, les manifestants ont exigé des « excuses officielles » de Bonn.

En dépit du nombre des participants, et de la virulence des propos, ces manifestations ne doivent pas être surdimensionnées. A ce stade, elles ont un objectif limité : montrer que le régime est légitime et représentatif et peut mobiliser les foules, en attendant que se décanale le débat au sein du pouvoir sur l'attitude à adopter envers l'Allemagne et l'Union européenne.

Deux points de vue se font jour : le vice-président du Parlement, Hassan Rouhani, et plusieurs députés, ont demandé une révision des relations avec Bonn, le principal partenaire commercial de Téhéran. M. Rouhani a demandé au gouvernement de « résilier tous les investissements et achats d'équipements allemands ». Il réclame « des mesures » pour entamer des poursuites judiciaires et des demandes de dédommagements pour l'arrêt,

en 1979, de la construction par la firme allemande Siemens de la centrale nucléaire de Bouchehr, et l'annulation de contrats d'achats de sous-marins allemands commandés du temps du chah. M. Rouhani prône l'arrêt du « dialogue critique » avec l'Union européenne (UE).

« GESTE SYMBOLIQUE »

L'autre point de vue est celui que le ministre des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, a développé dimanche. S'en tenant à la ligne suivie la veille par le président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, M. Velayati a déclaré, après une réunion du Parlement à laquelle il assistait, que la décision des pays de l'UE de rappeler leurs ambassadeurs pour consultations n'était qu'un « geste symbolique et provisoire ». Le quotidien *Iran News*, proche du ministère des affaires étrangères, a invité le gouvernement à faire preuve de « retenue » dans la crise. En fait, pour l'heure, l'Iran et l'UE s'observent avant d'opter soit pour l'escalade, soit pour un certain apaisement.

A Bonn, nous signale notre correspondant Lucas Delattre, le mi-

nistre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, tout en jugeant « nécessaire » une « nouvelle évaluation » de la politique avec Téhéran, n'en a pas moins estimé, dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Welt am Sonntag*, que Bonn ne doit pas « rompre des relations vieilles de plus de cent ans ». Il a défendu le « dialogue critique » euro-iranien qui a permis « beaucoup de choses », telles l'acceptation par l'Iran de la convention sur les armes chimiques, sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, la libération d'otages allemands et occidentaux au Liban, un engagement verbal à ne pas tuer l'écrivain britannique Salman Rushdie et la collaboration de Téhéran avec l'envoyé spécial de l'ONU sur les droits de l'homme.

D'après l'hebdomadaire *Der Spiegel*, le gouvernement allemand a déclenché la plus importante opération de sécurité depuis la guerre du Golfe pour prévenir tout acte terroriste. Les « éléments dangereux » sont surveillés et de strictes limitations de mouvements ont été édictées.

Mouna Naim

• Libération - Mardi 15 avril 1997 • Libération - Mardi 15 avril 1997

Iran: une manifestation antiallemande dégénère

Des heurts ont opposé hier après-midi des manifestants et les forces de l'ordre devant l'ambassade d'Allemagne dans le centre de Téhéran. 200 à 300 étudiants ont tenté de forcer le barrage de police de-

vant les grilles de la représentation allemande aux cris de « Allah Akbar » (Dieu est grand). Les policiers antiémeutes casqués sont intervenus massivement pour repousser à coups de matraques plusieurs assauts des manifestants, qui ont lancé des pierres en direction de l'ambassade.

Tous les ambassadeurs de l'Union européenne ont quitté Téhéran ces derniers

jours ou s'apprentent à le faire, à l'exception du représentant de la Grèce. L'ambassadeur d'Allemagne, Horst Baechmann, avait été le premier à rentrer dans son pays vendredi, dans la foulée du verdict rendu jeudi à Berlin mettant en cause le « plus haut sommet de l'Etat » iranien dans le quadruple assassinat d'opposants kurdes iraniens à Berlin en 1992. (AFP)

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● Les assassinats d'opposants iraniens à l'étranger condamnés par la Commission des droits de l'homme

GENÈVE, 15 avr (AFP) - La Commission des droits de l'homme de l'ONU a condamné mardi les attentats contre des opposants iraniens à l'étranger et demandé des poursuites contre leurs auteurs après la mise en cause par un tribunal allemand des dirigeants de Téhéran dans l'assassinat de quatre personnes à Berlin en 1992.

Une résolution présentée par les Pays-Bas au nom de l'Union européenne demande à Téhéran de "s'abstenir de commettre des actes de violence" contre les opposants vivant à l'étranger, de coopérer avec les autorités des pays en enquêtant sur les délits qu'elles lui signalent et

en poursuivant leurs auteurs.

La résolution a été adoptée par 26 des 53 pays de la Commission réunie en session annuelle à Genève. Il y a eu 7 voix contre et 19 abstentions.

Le délégué néerlandais a rappelé qu'un tribunal de Berlin avait estimé la semaine dernière que les plus hautes autorités de l'Etat iranien avaient commandité l'assassinat de trois dissidents kurdes iraniens et de leur traducteur il y a cinq ans dans un restaurant de Berlin.

Il a "vivement déploré" cet "acte de terrorisme" en violation du droit international et des droits de l'homme. Il a estimé que l'attentat représentait une "pratique totalement inacceptable" dans les affaires internationales.

La résolution demande également aux autorités iraniennes "de donner des assurances écrites satisfaisantes" qu'elles ne cautionnent ni n'encouragent les menaces de mort contre l'écrivain Salman Rushdie.

Le texte regrette l'annonce par la Fondation du 15 Kohrdad d'une augmentation de la prime offerte pour l'assassinat de M. Rushdie, passée de 2 à 2,5 millions de dollars.

Le président de cette fondation privée, l'ayatollah Sanei, a récemment été nommé membre du Comité pour le discernement des priorités du régime.

La résolution condamne en outre le grand nombre d'exécutions en Iran, auxquelles il est procédé sans respect des garanties internationalement reconnues, les cas de torture, les amputations et exécutions publiques, ainsi que l'absence de procès équitables.

Selon les opposants à l'étranger du Conseil national de la résistance, 35 personnes ont été exécutées en public en Iran au cours du mois écoulé.

Les atteintes aux droits et discrimination contre la minorité religieuse des bahaïs sont aussi dénoncées dans la résolution, ainsi que les discriminations dont sont victimes certaines minorités dont des membres ont été assassinés ou victimes d'intimidation.

La discrimination à l'égard des femmes, les violations des libertés de réunion, d'association, d'opinion et de presse sont critiquées par la résolution qui mentionne en particulier l'arrestation de l'écrivain Faraj Sarkuhi.

jlb/ia tf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **Meurtre de Kurdes: le chancelier autrichien juge inutile une enquête parlementaire**

VIENNE, 15 avr (AFP) - Le chancelier autrichien Viktor Klima a estimé, mardi, qu'une "enquête parlementaire chargée d'éclaircir le comportement des autorités du pays" après un attentat contre trois Kurdes en juillet 1989 à Vienne n'était "pas nécessaire".

M. Klima a indiqué que la justice seule devait s'occuper de l'affaire.

En revanche, les trois partis d'opposition ont annoncé leur intention de demander mercredi une enquête par l'Assemblée, ce que les chefs des groupes parlementaires des deux partis du gouvernement de coalition, Peter Kostelka pour les sociaux-démocrates (SPOe) et Andreas Khol pour les conservateurs (OeVP) ont déjà refusé.

Le 13 juillet 1989 le secrétaire général du Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (PDKI), Abdul Rahman Ghassemlou, l'un de ses adjoints, Abdullah Ghaderi-Azar, et le politologue Fadel Rasoul, d'origine kurde irakienne et de nationalité autrichienne, avaient été assassinés par balles dans un appartement de Vienne.

La police, alertée par l'épouse de l'une des victimes, s'était rendue sur place mais n'avait pas procédé à l'arrestation de trois hommes porteurs de passeports iraniens rencontrés sur les lieux et soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat.

Un mandat d'arrêt international n'avait été lancé que plusieurs mois plus tard contre ces trois hommes, qui ont pu quitter l'Autriche après l'attentat sans avoir été inquiétés par les autorités autrichiennes.

Cette affaire a rebondi après le verdict prononcé la semaine dernière par un tribunal de Berlin mettant en cause les dirigeants iraniens pour un attentat contre des opposants kurdes en Allemagne en 1992 mais aussi pour le triple meurtre de Kurdes perpétrés en 1989 à Vienne.

clp/jj e

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **Neuf rebelles kurdes tués par l'armée turque dans l'est du paus**

DIYARBAKIR (Turquie), 15 avr (AFP) - Neuf séparatistes kurdes ont été tués mardi par les militaires turcs dans la province orientale de Tunceli (700 km à l'est d'Istanbul) après l'attaque à la roquette perpétrée par des militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK) contre un quartier général de l'armée, a-t-on appris de source militaire.

Au cours de la riposte des militaires qui a suivi l'attaque des

séparatistes, l'armée, soutenue par des hélicoptères a abattu neuf rebelles et l'opération se poursuit, précise-t-on de même source. Le porte parole des forces armées n'a pas précisé si l'armée avait subi des pertes.

Plus de 23.000 personnes ont trouvé la mort dans les violences qui secouent depuis 1984 le sud-est de la Turquie, où le PKK lutte pour l'indépendance du Kurdistan.

str/hc/jj e

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 16, 1997

Israel Finds a Friend in Turkey, Thanks to the Generals

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — When the fiery Islamic politician Necmettin Erbakan took office as Turkey's prime minister last June, it was logical to expect that he would tone down his passionate denunciations of "Zionist imperialism" and stop calling for a jihad, or holy war, to liberate Jerusalem. But few expected to see him sitting down for a friendly chat with the Israeli foreign minister.

That improbable meeting took place a week ago at the Foreign Ministry in Ankara. True to form, a group of protesters assembled in Istanbul to burn an Israeli flag and declare the visiting dignitary, David Levy, persona non grata.

What was remarkable was not the protest but the fact that Mr. Erbakan, who a year ago might have led it, was now its target.

During his visit, Mr. Levy met with several high-ranking Turkish officials in addition to the prime minister, discussing civilian cooperation and ways to increase trade. But undoubtedly his most substantive meeting was with the chief of the Turkish general staff, General Ismail Hakkı Karadayi. They reviewed the rapidly expanding Turkish-Israeli security relationship and agreed to deepen it.

Over the past two years, Turkey and Israel have quietly forged a remarkable program of military cooperation; in the process, they have established what is now the most powerful military friendship in the Middle East.

The relationship is continuing to develop, improving the security of both countries even as relations between Israel and the Palestinians deteriorate and as the entire region sees a rise in fundamentalist Islamic movements.

In particular, the relationship can only make Israeli leaders more confident that they can take tough positions in dealing with their Arab neighbors. An alliance with Turkey could go a long way toward neutralizing Syria in any major crisis. It also could make Syria think twice about stirring up trouble to Israel's north, however preoccupied Israel may be with quelling unrest among the Palestinians.

Solidarity between Turks and Jews stems in part from their common history of conflict with Arabs.

Turks ruled much of Arabia until early in this century, when their rule was overthrown in a series of British-backed rebellions; Israel has

neighbors. Today both countries count Syria and Iraq, together with Iran, as threats to their security.

Turkey's military planners portray their country as caught inside a Bermuda Triangle of chaos, with the Middle East on one side, the Caucasus on another and the Balkans including their traditional rival Greece, on the third. Like the Israelis, they feel the need for a strong friend nearby.

These cold strategic calculations are the basis for a growing military relationship. Israeli technicians are now directing a \$600 million program to modernize Turkish fighter jets. Israeli pilots are practicing maneuvers in Turkey's vast airspace — and, according to the International Institute for Strategic Studies, are "almost certainly" flying reconnaissance missions aimed at nearby countries such as Syria and Iraq.

Turkish and Israeli cadets and officers attend each other's military academies. Naval units hold maneuvers off each other's coasts.

Some analysts predicted that these arrangements would collapse after Mr. Erbakan took office last year. If he had remained faithful to the oratory he used in his 30 years in opposition, they might have.

But after he made some anti-Israel statements early in his term, the Turkish military, which views itself as the country's long-term guardian above

and beyond politics, stepped in.

Publicly and privately, commanders lectured Mr. Erbakan on the security value of Turkish-Israeli ties. To show the world that they had convinced him, the senior commander, General Karadayi, flew to Tel Aviv in February and pledged Ankara's friendship.

Not surprisingly, nearby countries have been sharply critical of Turkey. In February leaders of Syria, Egypt and Saudi Arabia issued a joint appeal urging Turkey to reconsider. Iran and Greece also complained. The Turkish Foreign Ministry responded tartly that the wave of protest "does not concern us at all."

Many Turks, with the exception of pan-Islamists in Mr. Erbakan's party, seem to support their country's embrace of Israel. Despite widespread anger here at Israel's treatment of Palestinians, they appear to believe that the friendship is in their national interest.

Evidently Mr. Erbakan agrees, which suggests that his Turkish nationalism is stronger than his Islamic militancy. He also is bowing to a reality of Turkish political life that has remained unchanged since the founding of the modern Turkish republic 74 years ago: In important security questions, the military makes key decisions, and the government follows.

NEWS ANALYSIS

lived its whole national life in conflict with some or all of its Arab



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 16, 1997

Ukraine Quits Iran Reactor Deal

By Michael R. Gordon
New York Times Service

MOSCOW — Responding to American and Israeli appeals, Ukraine has decided against providing turbines for the nuclear reactor that Russia is selling to Iran.

The decision is a victory for Western efforts to curtail nuclear cooperation with Iran. American officials said they hoped it would delay the Russian project but did not expect it to prevent the sale of the reactor.

Ukraine's decision was discussed at a meeting in Kiev on Monday between the Ukrainian president, Leonid Kuchma, and Natan Scharansky, the Israeli minister of industry and trade.

Mr. Scharansky disclosed the decision in a telephone interview. American officials said later that they had received similar assurances.

At the heart of the issue is a Russian decision to sell a nuclear power reactor

to Iran, a move that has long been a major irritant in U.S.-Russian relations.

The cash-starved Russian nuclear establishment insists the reactor will be open to inspection and used for peaceful purposes. The sale is also part of Moscow's diplomatic campaign to nurture closer ties with Tehran.

But American and Israeli officials said they feared that the sale of the reactor would help Iran develop its nuclear expertise and aid its drive to develop nuclear weapons.

While U.S.-Russian differences over the project have been well-publicized, Ukraine's involvement in the project has been less well known.

A Ukrainian company, Turboatom, was planning to sell several turbines for the power reactor, working as a subcontractor to the Russian Ministry of Atomic Energy, according to American officials.

"There are only a couple of companies in the world that build the big tur-

bines for these Russian power reactors, an American official noted.

American officials said the Ukrainians might also have been interested in providing other components, like pumps, as well as services, like welding.

Ukraine's involvement in the project was a major impediment to closer U.S.-Ukrainian ties. Officials said it had precluded cooperation on commercial nuclear technology.

Israel was also alarmed. Mr. Scharansky said that the Israeli government asked Mr. Kuchma to back out of the deal when the Ukrainian president visited Israel several months ago.

After repeated appeals, Mr. Kuchma signaled during a private meeting in Kiev on Monday that Ukraine would not take part in the reactor project, Mr. Scharansky said.

American officials said that Mr. Scharansky's information was also consistent with private assurances that the United States received.



Turkish Daily News Wednesday, April 16, 1997

Turkey-EU JPC kicks off with angry exchanges

Ankara- Turkish Daily News

■ A two-day meeting of the Turkey-European Union Joint Parliamentary Commission (JPC) kicked off in Ankara on Tuesday with angry exchanges between Foreign Minister Tansu Çiller and the leader of the European Parliament's Greens Group, Claudia Roth, an outspoken critic of Ankara on human rights issues. Querying how Çiller could defend womens' rights yet remain in a government where a minister supported the right to have more than one wife, Roth, a co-chairperson of the JPC, was tersely rebuffed by the Turkish foreign minister.

Pointing out that secularism was an issue that concerned Turkey and indicating that freedom of religion and conscience and womens' rights were protected in this country, Çiller said no one should have any doubts these rights would be improved upon.

"But to question why this or that party has formed a coalition government is interfering in our internal affairs. No one has the right to do that," Çiller said.

"The point at which the freedom of our friends exhausts itself is the point at which they start interfering in our domestic affairs." Çiller added,

with remarks that caused a chill among those gathered for the JPC meeting.

Çiller said that Roth's comments represented precisely such interference.

Roth made her remarks in the "questions and answers" section after the Turkish foreign minister delivered her opening address to the 40th gathering of the JPC which comprises deputies from the Turkish and European Parliaments.

In her own opening address Roth had emphasized her belief there was a place for Turkey in the European Union, indicating that she did not agree with those who asserted that Turkey's different identity precluded such a possibility.

Roth also lambasted her native Germany for imposing a visa requirement on Turkish children under the age of 16, saying this was nothing but "racism" and "institutionalized discrimination." But further escalating the tension with Çiller later in the day Roth, in a press statement outside the Ulucanlar Prison in Ankara, insist-

ed she would continue to interfere in Turkey's internal affairs so long as there were people in prison who had been convicted for their ideas.

Roth was speaking after a failed attempt to meet former pro-Kurdish deputy Leyla Zana who is serving a sentence in prison after having been convicted by the state security court of supporting the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) Roth was seen carrying a bouquet of yellow, red and green flowers, considered by Turkey's Kurds as the colors of their ethnic banner but which the authorities say are PKK colors. Çiller, in her address to the JPC, pointed out that steps had been taken to improve the quality of human rights in Turkey, adding nevertheless that she did not approve of the fact there were authors in prison today in Turkey, incarcerated simply for their thoughts.

She said she was happy Europe was following these developments in Turkey closely and assured the Euro-Deputies that reform in the field of human rights would continue unabated.



The head of the European Parliament's Greens group, Claudia Roth, and the co-chairman of the Turkey-EU Joint Parliamentary Commission outside Ankara's Ulucanlar Prison on Tuesday where Roth's application to meet former pro-Kurdish deputy Leyla Zana was refused. She vowed to "keep on interfering in Turkey's domestic affairs" as long as there were people imprisoned for their thoughts.

TJDN Selahattin Sönmez

Turning to other topics, Çiller said the conclusion of the customs union with the EU in 1995 represented a watershed in Ankara's ties with the Union.

She said that while the EU had not fulfilled its commitments under this accord, Turkey had still been able to display its competitiveness under the customs union.

Çiller also said that Turkey should not be discriminated against in terms of its bid for EU membership and that the same criteria applying to other applicants now should be applied to Ankara.

She said, "Europe should not erect a new Berlin wall on the basis of religion and culture," in a reference to growing sentiments among Europe's conservatives that there is no place in the EU for Turkey, with its different religion and distinct civilization.

Çiller added that Turkey supported the bids of other prospective members and "friendly" countries such as the Czech Republic and Poland to join the EU.

Çiller also referred to Greek-Turkish relations and the search for a settlement to the Cyprus problem.

She said that in the case of the former, it was not a question of separate problems but a collection of related problems. She said the only way of solving these problems was by means of dialogue.

On the Cyprus issue, Çiller said that while the means to resolve the problem were apparent, it remained

one of the few unsolved problems in the world.

She said the format for a solution drawn up under the U.N. had been accepted by the two communities on the island as well as the EU.

"But the biggest obstacle in implementing this has been the fact that there has been no dialogue for the past two years," she said.

Çiller added that the leaders of the two communities on the island had now come to the point of resuming talks. The remarks by Çiller concerning Ankara's attempts at human rights reform were considered unconvincing by the European side. Diplomats say her credibility in EU circles is at an all time low since she entered a coalition with the pro-Islamic Welfare Party after having promised Europe she would keep this party out of power.

Speaking to reporters during the coffee break after the opening session, the most vocal of the Euro-deputies, Claudia Roth, who has been involved with Turkey for the past decade, said that Çiller had not answered any of her questions. Pointing out that the Turkish foreign minister had not once mentioned the Kurdish problem, Roth expressed surprise given that this was "one of the main problems facing Turkey today." She added that while some people may have been released after a revision to article 8 of the Turkish penal code decrimi-

nalizing certain crimes considered "thought crimes," many people were subsequently put back into jail.

Roth also expressed her astonishment at Interior Minister Meral Akşener who recently made derogatory remarks about the Armenians.

Akşener subsequently apologized to members of Turkey's Armenian minority, saying she should not have used words equating Armenians with terrorism and indicating she had really meant to refer to the Armenian terrorist organization ASALA which has slain scores of Turkish diplomats to date. Meanwhile, JPC co-chairman Democratic Left Party (DSP) deputy Mümtaz Soysal told the TDN that Roth exaggerated while Çiller had disclosed nothing and was vague in her commentary. "We, as Turkish deputies, cannot visit Leyla Zana, so Roth cannot expect to meet her when we cannot," said Soysal referring to Roth's words about permission to meet Zana in jail.

On the issue of Greek-Turkish relations, Soysal said the Turkish committee had prepared a report with nine provisions intended to better relations with Greece and is awaiting discussion and acceptance of the report by the European parliamentarians, in which case a great deal could be achieved. The JPC meeting is to continue on Wednesday and end later in the day.

Cindoruk calls for civilian approach in the Southeast

Turkish Daily News Wednesday, April 16, 1997

Ankara- Turkish Daily News

■ Veteran conservative politician Hüsamettin Cindoruk said military action against separatist terror in the southeastern parts of the country had been successful and the time had come for the government to begin implementing civilian

measures and stepping up investment in the region, reported the Anatolia news agency.

Democratic Turkey Party (DTP) Chairman Cindoruk said the people living in the Southeast, like people all over Turkey, were demanding more jobs, improved infrastructure and industrial

investment.

"The state and politics must approach the people of the region with affection. We must erase all the traces left by terrorism and violence," said the DTP chairman.

Cindoruk criticized Prime Minister Erbakan for carrying out the Hajj ritual for the 25th time, calling it a "political show."

« Le Canard enchaîné » – Mercredi 16 avril 1997

A BERLIN, la justice allemande a courageusement désigné les autorités iraniennes au plus haut comme commanditaires d'un quadruple meurtre anti-kurde. Appelé à témoigner, l'ancien président iranien anti-ayatollah Bani Sadr a évoqué un autre procès qui, celui-là, n'a pas eu lieu (« Le Monde », 12/4).

C'était en janvier 1994. La Suisse réclamait l'extradition de deux Iraniens accusés du

meurtre d'un opposant iranien qui séjournait en France. Dans un geste sublime invoquant « les intérêts supérieurs de la nation », Pasqua, ministre de l'Intérieur du gouvernement Balladur, refusa l'extradition et renvoya les deux meurtriers à Téhéran, où ils coulent des jours heureux. Bani Sadr dit qu'il n'a pas compris pourquoi notre Charlie a agi ainsi.

C'est pourtant simple : ce n'était pas par machiavélisme ou par mercantilisme, c'était pour renforcer le prestige moral et international de la France.

A PRÈS le verdict de Berlin, l'Europe a décidé de mettre fin à la politique de « dialogue critique » avec l'Iran, dont la France était l'inspiratrice et l'animatrice, et qui permettait de faire avec

bonne conscience du commerce avec lui.

Mais le Quai d'Orsay a tenu à bémoliser cette mise au ban de l'Iran. Elle n'aura pas de répercussion, a-t-il précisé, sur les échanges commerciaux.

Bref, on ne dialogue plus, on ne critique pas non plus, mais on commerce toujours. Nous voilà rassurés.

Jérôme Canard

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● L'Autriche co-responsable de l'attentat du Mykonos (Bani-Sadr)

VIENNE, 16 avr (AFP) - Les autorités et les hommes politiques autrichiens sont co-responsables de l'attentat terroriste du restaurant berlinois de "Mykonos" en 1992, estime l'ex-président iranien Abolhassan Bani-Sadr dans une interview publiée par l'hebdomadaire News à paraître jeudi.

"Si Vienne avait réagi (ndlr: après l'assassinat de trois Kurdes à Vienne en 1989) avec la même fermeté que Berlin, les quatres victimes de Mykonos seraient peut-être encore vivantes", a déclaré M. Bani-Sadr qui vit en exil en France.

"Si l'Autriche souhaite rétablir son intégrité morale il faudra faire la lumière sur cette affaire" et rouvrir l'enquête judiciaire dans l'intérêt des proches des trois dirigeants kurdes même si l'on ne pourra plus s'emparer des auteurs du crime, selon Bani-Sadr.

Le 13 juillet 1989 le secrétaire général du Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (PDKI), Abdul Rahman Ghassemlou, l'un de ses adjoints, Abdullah Ghaderi-Azar, et le politologue Fadel Rasoul, d'origine kurde irakienne et de nationalité autrichienne, avaient été

assassinés par balles dans un appartement de Vienne.

L'assassinat des trois Kurdes à Vienne avait servi de modèle à l'attentat du "Mykonos", avaient laissé entendre les juges de Berlin qui ont condamné la semaine dernière les auteurs de cet attentat.

"C'est la tragique vérité", selon M.Bani-Sadr qui critique vivement l'attitude des autorités autrichiennes après le meurtre des trois Kurdes à Vienne.

"L'Autriche a cédé au chantage et a laissé filer les auteurs de l'attentat en dépit de leurs rapports évidents avec l'Etat iranien", selon l'ex-président.

M. Bani-Sadre reproche en même temps à l'Union européenne son "dialogue critique" avec Téhéran qui "n'a jamais existé". "En réalité c'était une politique secrète menée avec un régime criminel", selon lui.

La veuve du leader du PDKI assassiné à Vienne, Helen Ghassemlou, a adressé mercredi à Vienne des reproches analogues à l'adresse des dirigeants autrichiens.

"Peut-être Sadegh Charafkandi (ndlr.: successeur de Abdoul Rahman Ghassemlou à la tête du PDKI) et Shapour Bakhtiar (ndlr.: ancien premier ministre iranien assassiné en 1991) seraient-ils encore vivants si l'Autriche avait eu le courage de mener une enquête correcte", a-t-elle dit lors d'une conférence de presse à Vienne.

A la suite du verdict prononcé la semaine dernière par un tribunal de Berlin mettant en cause les dirigeants iraniens pour un attentat contre des opposants kurdes en Allemagne en 1992, les trois partis d'opposition autrichiens ont demandé mercredi qu'une commission d'enquête parlementaire soit chargée de faire la lumière sur l'attentat contre les trois dirigeants kurdes à Vienne et le comportement des autorités qui avaient laissé partir les auteurs présumés porteurs de passeports iraniens.

Le chancelier autrichien Viktor Klima a estimé qu'une "enquête parlementaire chargée d'éclaircir le comportement des autorités du pays" après un attentat contre trois Kurdes en juillet 1989 à Vienne n'était "pas nécessaire".

wb/jh elu+T

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **L'Irak condamné par la Commission des droits de l'homme de l'ONU**

GENEVE (ONU), 16 avr (AFP) - La Commission des droits de l'homme de l'ONU a appelé mercredi l'Irak à "distribuer équitablement et sans

discrimination" les denrées de première nécessité achetées avec les ventes limitées de pétrole autorisées par la résolution 986 des Nations Unies.

Dans une résolution adoptée par 31 des 53 pays participants, les autres s'abstenant, la Commission "condamne fermement les violations massives et extrêmement graves" des droits de l'homme en Irak, "qui se traduisent partout par un état de répression et d'oppression fondé sur une discrimination et une terreur généralisées".

La résolution condamne "les exécutions sommaires et arbitraires" ainsi que "la pratique généralisée et systématique de la torture sous ses formes les plus cruelles" pratiquées en Irak.

Elle réclame que Bagdad libère immédiatement "tous les Koweïtiens et les ressortissants d'autres Etats qui pourraient encore se trouver en détention" à la suite de la guerre du Golfe, et fasse connaître le sort de "centaines de personnes toujours portées disparues".

La Commission des droits de l'homme demande encore au gouvernement irakien "de cesser immédiatement ses politiques répressives à l'encontre des Kurdes irakiens dans le Nord", ainsi que des populations des régions marécageuses du sud de l'Irak où des drainages ont détruit l'environnement et détérioré la situation des populations.

sr/bm eaf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● 47 séparatistes kurdes tués par l'armée turque

ANKARA, 16 avr (AFP) - Des soldats turcs ont tué 47 séparatistes du Parti des travailleurs kurdes (PKK) au cours de deux jours de combats dans l'est du pays, a annoncé mercredi l'armée turque dans un communiqué.

Le texte n'a pas fait mention de pertes dans l'armée.

Plus de 23.000 personnes ont trouvé la mort dans les violences qui secouent depuis 1984 le sud-est de la Turquie, où le PKK lutte pour l'indépendance du Kurdistan.

ue/hc/gic/ia eaf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **Ankara veut s'attaquer au sous-développement du sud-est**
de l'envoyé spécial de l'AFP Kadri GURSEL

DIYARBAKIR (Turquie), 16 avr (AFP) - Le gouvernement turc s'apprête à consacrer, en 1997, 900 millions de dollars à un paquet de mesures économiques pour la région déshéritée du sud-est, dans le but de "vaincre" le mouvement séparatiste kurde sur le plan social.

Le programme vise essentiellement à créer des emplois par des mesures d'encouragement à l'industrie, notamment par des projets requérant beaucoup de main-d'oeuvre, afin de ranimer une économie ruinée par le conflit qui oppose depuis 13 ans les rebelles séparatistes à l'armée, a déclaré à l'AFP le super-préfet de Diyarbakir, Necati Bilican.

Ankara, qui compte mener ce "Programme de développement du sud-est" parallèlement à la répression militaire des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), exclut toutefois toujours d'accorder des droits culturels aux Kurdes.

Le gouvernement travaille sur le nouveau programme depuis six mois en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie de Diyarbakir. Il a été présenté récemment au Conseil National de Sécurité (MGK), haute instance militaro-civile qui définit les politiques de sécurité de l'Etat.

Les membres concernés du gouvernement islamo-conservateur du premier ministre Necmettin Erbakan doivent se rendre en mai dans le sud-est pour démarrer officiellement l'application du programme, selon M. Bilican. Un centre de coordination sera ensuite créé à Ankara.

Le programme prévoit également l'octroi de crédits aux entreprises inachevées ou fermées à cause de difficultés financières, pour les remettre en marche. Le but est de combattre le chômage qui dépasse 25% dans le sud-est à majorité kurde, selon le préfet. Dans la seule région de Diyarbakir, le nombre de ces entreprises dépasse 130.

La construction d'aéroports et de zones industrielles dans toutes les villes du sud-est est prévue dans le programme. A Diyarbakir, est prévue la création d'une cité industrielle comptant une centaine d'établissements. La construction des 22 premières démarrera en mai, toujours selon le préfet.

Le conflit du sud-est a également ruiné l'élevage, activité essentielle des paysans de la région. Dans la seule région de Van (est), le petit bétail ne compte plus que quelque 2 millions de têtes contre 10 millions à la fin des années 70. La restauration de l'élevage dans des formes modernes a été aussi incluse dans le programme.

Les notables kurdes de Diyarbakir accueillent le projet gouvernemental avec une méfiance unanime, ayant déjà été échaudés par de précédents

programmes similaires qui n'ont jamais abouti.

"Les trois derniers gouvernements ont lancé neuf paquets économiques qui étaient tous nuls, les gens sont au bout leur espoir à cause des promesses qui ne sont pas tenues", a déclaré à l'AFP le président de la Chambre de commerce et d'industrie, Mehmet Sirin Yigit. Toutefois, "avec la détermination des militaires, le paquet peut être appliqué, car ils le veulent" dit-il.

Affirmant que l'armée turque avait "marginalisé" le PKK dans le sud-est, le chef d'état-major adjoint des armées turques, le général Cevik Bir, avait déclaré début avril qu'"il est le temps pour le gouvernement de donner la priorité au développement dans les domaines économique et social".

"Si l'administration échoue dans ces domaines, le PKK peut recruter de nouveaux militants", avait-il averti.

Quant au parti pro-kurde de la Démocratie du Peuple (Hadep), son président local, Abdullah Akin, a déclaré que la question kurde "ne peut pas être résolue avec des paquets économiques, on ne peut avoir de résultat en ignorant les dimensions politique, sociale et culturelle".

KG/hc/jj t

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **L'écrivain turc Yasar Kemal a obtenu un prix en Suède**

UPPSALA (Suède), 16 avr (AFP) - L'écrivain turc Yasar Kemal a été récompensé par le prix 1996-97 de la fondation Kenne Fant du "mot libre", doté de 30.000 couronnes suédoises (3.896 dollars), mercredi à Uppsala.

La prix a été décerné à l'écrivain turc, actuellement en Suède pour achever d'écrire un nouveau roman, en raison de "sa lutte contre l'oppression et les injustices politiques".

Yasar Kemal a lutté toute sa vie pour exiger que la liberté et les droits de l'homme soient respectés en Turquie, a indiqué le jury dans la ville universitaire d'Uppsala (70 km au nord de Stockholm), où l'écrivain turc a prononcé un discours sur "Littérature et cultures locales".

Le prix de la fondation Kenne Fant a récompensé précédemment Amnesty International, également Prix Nobel de la paix, la Suédoise Alva Myrdal, le journaliste allemand Guenther Wallraff, l'écrivain sud-africain André Brink, ainsi que le médecin-écrivain du Bangladesh, Mme Taslima Nasrin.

PCW/ia e

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

INTERNATIONAL Herald Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

THURSDAY, APRIL 17, 1997

What Does Clinton Do if Tehran Proves Guilty?

By Jim Hoagland

WASHINGTON — Proteus as president. That is the story thus far of William Jefferson Clinton. Suddenly the ongoing search for specific, unimpeachable form for his presidency and himself as a leader moves back to the Islamic Republic of Iran and to the Gulf, where an uneasy status quo is unraveling.

There is now a struggle inside the U.S. government to answer a question being posed with increasing urgency: What does Mr. Clinton do if clear evidence is uncovered that Iran, in a wanton act of murder by proxy, helped Saudi extremists bomb the Khobar Towers apartment complex in Dhahran and kill 19 U.S. airmen last June?

The struggle for Mr. Clinton's mind on Iran is a struggle over conflicting values and concepts of justice (areas where he is under attack at home) rather than a struggle over the realms of policymaking and diplomacy. This makes a difficult decision even more complex.

The case of responding to Iran's depredations is rapidly slipping out of the hands of the diplomats, who are paid to postpone or minimize conflict and pursue general principles, into the grasp of law enforcement officials, who are paid to pursue and punish specific criminals and who want action by yesterday.

If a smoldering Iranian bomb fragment is found by the FBI, Mr. Clinton's decision would be shaped as well by

risk to American lives. The missiles hit Iraq's intelligence headquarters late at night, killing janitors rather than the officials who plotted against Mr. Bush. Later military responses to Iraqi misdeeds and a pathetic failed covert attempt to overthrow Saddam Hussein were similarly hedged.

That raises fears among Saudi officials and others that Mr. Clinton may launch "pinprick raids" against Iran if he does decide on retaliation. These would infuriate the Iranians and tempt them to lash out locally, without bringing about a change of behavior or regime in Tehran.

These fears help explain the Saudi ambivalence in cooperating with the FBI investigation into the Dhahran bombing. The Saudis do not want to wind up bearing the costs of limited American strikes.

The Pentagon has been reviewing potential target lists inside Iran since the Dhahran attack in Saudi Arabia (500 Americans were wounded, in addition to the dead). Last July, then Defense Secretary William Perry told a group of Dole campaign advisers that such lists had already been presented to the White House for possible action.

Target lists reportedly center on identified terrorist training centers, which would be easy targets for cruise strikes. Terror camps, however, are easy to

evacuate at a moment's notice. They can be repaired or replaced far more easily than major pieces of Iran's oil industry, which Mr. Clinton is no more likely to attack than was Ronald Reagan in 1986, when he ordered an air attack on terrorist camps in Libya.

Moammar Gadhafi still rules Libya, and the United Nations has determined that his agents carried out the bombing of Pan Am Flight 103 in 1988. "Clinton has to think about what happened when Reagan tried retaliation on the cheap," says Henry Shuler, an international oil expert who was consulted by the Air Force on targets in Libya in 1986.

Mr. Shuler advocates extending the naval blockade now in force against Iraq to Iran if Iranian sponsorship of the Khobar Towers massacre is established. He does not underestimate the turmoil that this would create in oil markets or the difficulties with America's allies, but he prefers those problems to managing the downside of new pinprick raids in the Gulf. He makes a good case.

If Iran did commit murder of Americans by proxy, the one option that Mr. Clinton does not have is to do nothing. The ayatollahs, and Saddam, have handily survived four years of Mr. Clinton's "dual containment" policy in the Gulf. It is time for values of justice, not of policy, to prevail.

The Washington Post.

Shuler advocates extending the naval blockade now in force against Iraq to Iran.

consequences for their nations. Figuring out how far Mr. Clinton will go on Iran is the No. 1 global diplomatic guessing game right now.

His record here is one of equivocation. Early in his presidency he quickly ordered a cruise missile strike against Iraq to retaliate for an unsuccessful plot against George Bush. But he carefully tailored the strike to minimize enemy casualties as well as the

European MP Roth won't give up on Turkey

Roth, criticized by Ankara for her interference in domestic issues, says she will continue to voice her concerns on human rights violations and democratization in Turkey

ELİF SEMİHA KÜFLÜ

Ankara- Turkish Daily News

■ The outspoken European Parliament's Greens Group leader Claudia Roth, who drew storms of criticism in Ankara once again over human rights issues, described her day on Tuesday, a day that made it to the front page of every Turkish paper, as "a typical day in Turkey for me," to the TDN in an exclusive interview.

Roth, who has been working on projects related to Turkey for 10 years, says she will continue to interfere with Turkey's internal affairs so long as they are connected to human rights, adding that, "According to the U.N. Human Rights resolutions that we adhere to, no government has the right to defend human rights violations in its country as internal affairs." Roth states this logic was imported from France, and that "President Chirac always said that this is interfering with Turkey's internal affairs, and we cannot accept this." Roth, leader of the Greens Party which is represented by 50 seats in Germany and much fewer in the European Parliament, exerts more influence with her words in Turkey than in Germany.

She criticized Çiller and the current Turkish government at the opening session of the Turkey-European Union Joint Parliamentary Commission (JPC) on Tuesday, listing convictions and imprisonments related to freedom of speech in Turkey, and asked Çiller, "How does it feel, as a woman, to be in a cabinet where a minister boasts about having three wives and living in polygamy?" words Çiller reacted to as interference in the internal affairs of the country. Sipping a glass of Turkish tea, Roth confirms that Çiller has totally lost the vote of confidence of the entire European Parliament, and said that she had betrayed everyone in Europe who believed in her and her promises, when

she said "yes" to a coalition with the Islamist Welfare Party.

"She even fooled Chancellor Kohl, who presented her to the press, and

in a way 'crowned her or carried her to the throne.' I personally never believed in a politician who made lots of promises," said Roth.

Roth indicated that when Çiller introduced herself as a guarantor of the secular system and a fighter against the Welfare Party, "I reminded my colleagues that they shouldn't compare the Ayatollah in Tehran with the Welfare Party since they are not the same, and that Çiller had always played that card."

Roth recalled that the Germans had pressured Turkey to be in the customs union at the time, but that she had voted "no" on Turkey's admission, explaining that she did so because the treaty was "a compromising and bad one for Turkey" and that this would only mean "a positive vote for the status quo" of human rights violations in Turkey.

The European Parliament later froze millions of dollars worth of EU credits available to Turkey due to the human rights situation.

Roth said that Çiller hasn't gained any credibility nationally since Susurluk and that "everywhere you look, she is involved. I wonder, how long can she survive? She and Erbakan are a difficult couple." Roth also said that "she hasn't acted" well in the situation where one of her deputies called her and other women European Parliament deputies "whores", a case which is still going on.

The stormy session at the 40th meeting of the Turkey-EU JPC showed disbelief and criticism toward Deputy Prime

Minister Tansu Çiller. Roth was singled out by the media as an outspoken parliamentarian, but all parliamentarians criticized Çiller and, in connection with her, Turkey's thick human rights portfolio.

Xenophobia in Europe

Noting that she and her party were totally against racism and actions in Europe to reject Turkey's EU membership bid on the grounds of religion and culture, Roth

stated, "We fought against racism, and it was one of the reasons for our founding. How can the EU identify itself with this attitude? I believe there is a racist attitude in Europe towards Turks, and that religion is a hidden criterion for EU membership."

Although it was never expressed in words, many European parliamentarians accepted it. Even the Socialist Group's parliamentarians didn't say it, but thought it. The announcement wasn't a big surprise for me, as Mierlo had said 'The EU is a Christian club'."

Roth prepared and defended a report for the European Parliament on xenophobia within EU countries.

"I think this is the unexpressed reason that Turkey is kept apart from the other prospective member countries, although Turkey is better than most of those Eastern European countries in many areas, including the economy."

Roth confirmed that the blaming of foreigners for everything was done by politicians who totally misuse the issue to cover up their

inability to find solutions to grave economic problems in Germany. "They say it is not the government that is responsible, but my Turkish neighbor." Roth also said that the depiction of Turks in Der

Spiegel's cover story is "an awful one," and that using the statistics is misleading, adding, "Since these laws are for foreigners, it is only the foreigners who can break them."

But Roth also criticized Turkish politicians, especially Interior Minister Meral Akşener, who compared the Krefeld arson attack with the Holocaust and drew criticism for using the word "Armenian" as if it were a curse. Although Akşener retracted her words, the effects remained.

Roth's report accepted by the Turkey-EU JPC on Wednesday foresees abolishing the visa requirement for Turkish businessmen and children under 16 years of age, a law denounced as a "baby visa" by its critics.

Roth dismissed religion and culture as criteria and said that those who did so "should shut up" and shouldn't disturb the critical dialogue. Roth added that the positive announcement in the Dutch city of Apeldoorn had been made to cover-up the Turkish reaction to earlier announcements.

Roth ended the interview by joking that she would have to seek asylum in Turkey because of her words.

Turkish reaction to Roth's fatal question

IHD announces March HR report

Ankara- Turkish Daily News

■ Human Rights Association (IHD) Secretary-General Kamil Ateşoğulları said individuals in Turkey felt enmity towards each other and the state.

Speaking at the monthly IHD press conference to announce the report on the March summary of human rights abuses, Ateşoğulları stressed that Turkey was losing its reputation for reliability in foreign countries since it was not fulfilling its responsibilities based on international agreements.

He said respecting human rights and democratization were not matters concerning the law as much as education and culture.

Referring to the controversial eight-year mandatory education system, the IHD secretary-general said it was not the quantity but the quality of education which mattered. "Instead of discussing how many years primary education should be, children should be taught the universal aspects of human rights," said Ateşoğulları.

He noted that prison conditions were poor and that inmates' lives were under threat when they should be under state protection in prisons. Hunger strikes were going on in Erzurum, Trabzon, Ordu, Giresun, Yozgat and İskenderun prisons to protest poor conditions, noted Ateşoğulları. "Twenty inmates' health is in very bad condition in Erzurum prison. Even if one person dies, the blame will be on Justice Minister Şevket Kazan," he said.

The IHD would also be closely watching illegal organizations exposed by the Susurluk accident, he said, noting that the Susurluk Commission's report did not satisfy the public. He said the Kurdistan Workers' Party (PKK) was holding one soldier and many village guards hostage and that the best solution was for both

Roth's question to Çiller was discussed among European parliamentarians who thought "Roth always exaggerates," as well as by Turkish parliamentarians.

The dissident Health Minister from the True Path Party (DYP), Yidirim Aktuna, told reporters, "Everyone should mind his own country's affairs. It's not a German parliamentarian's business, but we should pull ourselves together. Thus was a foreigner able to appear and criticize us like this, but it is not her place to do that."

Democratic Left Party (DSP) Deputy Mümtaz Soysal said that Çiller should have answered the words more firmly, and that her response was vague. A female deputy from the DSP, Birgen Keleş, said it was against the Republic's laws to have three wives and that she was also against this, but that this meeting was neither the time nor the place to voice such opinions.

The secretary-general of the Republican People's Party (CHP), Adnan Keskin, said he didn't take Roth's words as interfering with Turkey's internal affairs, and noted that, "Matters of human rights are no longer problems of specific countries, but of all nations in the world. I evaluated what Roth said in that light."

Abuses continue in March

The following statistics were taken from IHD's March report on human rights abuses

- Eight people died in unsolved murders.
- Seven people lost their lives through execution without trial, after torture or while in custody.
- 168 people died in armed clashes.
- Attacks on civilians left 12 dead and six injured.
- 11 people "disappeared" while in custody.
- 48 people were tortured or claimed to have been tortured.
- 2910 people were taken into custody, 41 of whom were from the press.
- 107 people were arrested.
- Four villages and hamlets were evacuated.
- 10 locations were bombed.
- Six associations, trade unions and press agencies were closed.
- Eight associations, trade unions and press agencies were raided.
- 26 publications were confiscated.
- At present, there are 150 prisoners of conscience in jail.
- Courts have approved of prison terms exceeding 12 years and fines totaling TL 16,548,000.

sides to exchange the people they held. Secretary-General Ateşoğulları stated that further activities would be carried out for the Freedom for İsmail Beşikci and Thought campaign which began March 6, 1997.

•Le Monde - jeudi, 17 avril 1997 •Le Monde - jeudi, 17 avril 1997

La détérioration des relations entre l'Iran et l'Allemagne se poursuit

BONN. Une importante délégation d'hommes d'affaires iraniens a annulé la visite qu'elle devait effectuer en Allemagne, du 21 au 25 avril, à la suite de la mise en cause des plus hauts dirigeants iraniens par la justice allemande pour terrorisme d'Etat, le 10 avril. Le quoti-

dien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* assure, dans son édition du 16 avril, selon des sources du « parquet fédéral », qu'une enquête va être prochainement ouverte contre le ministre iranien des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, mis en cause dans le jugement du 10 avril contre les responsables de l'assassinat d'opposants kurdes. L'ancien président iranien Abolhassan Bani Sadr a critiqué, mardi 15 avril, les relations secrètes qui perdurent, selon lui, entre l'Allemagne et l'Iran, notamment au niveau des services secrets. - (AFP)

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● Le commerce à la frontière turco-irakienne en plein essor de l'envoyé spécial de l'AFP Kadri GURSEL

HABUR (Turquie), 17 avr (AFP) - Le commerce à travers le poste frontalier turco-irakien de Habur (sud-est) a quadruplé depuis janvier sous l'impulsion du gouvernement turc, ce qui profite à la fois aux Kurdes de Turquie et à ceux du nord de l'Irak.

En moyenne, 1.300 camions appartenant aux Kurdes de Turquie traversent chaque jour la frontière à Habur, chargés de produits alimentaires destinés à la vente dans le nord de l'Irak sous contrôle des formations kurdes irakiennes. Ce nombre a presque doublé depuis l'an dernier.

Les camionneurs achètent en retour du mazout irakien qu'ils chargent dans des réservoirs montés sur leurs véhicules, pour le revendre en Turquie presque deux fois moins cher que le mazout "officiel", lourdement taxé.

Par ailleurs, 300 autres camions en moyenne passent chaque jour par Habur, transportant eux aussi des vivres en Irak, mais cette fois dans le cadre de la résolution 986 ("Pétrole contre nourriture") du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui autorise cette importation en échange de la vente de deux milliards de dollars de pétrole irakien tous les six mois.

L'Etat turc tolère le trafic de mazout non taxé et mène une politique de commerce frontalier beaucoup plus libérale depuis janvier, pour stimuler l'économie de la région du sud-est, ruinée par le conflit opposant depuis 1984 les séparatistes kurdes de Turquie à l'armée, a-t-on appris de sources officielles à Habur.

Dans ce but, l'Etat a permis le doublement de la capacité des réservoirs, de 2 à 4 tonnes pour les camions légers et de 4 à 8 pour les poids lourds, à condition qu'ils soient en fibre de verre semi-transparente, pour empêcher qu'ils ne servent à des trafics d'armes. Actuellement, la grande majorité des camions sont dotés de ces nouveaux réservoirs, alors qu'auparavant ils étaient en tôle.

En outre, l'un des deux ponts du poste frontalier sur la rivière Habur séparant la Turquie et l'Irak, resté fermé des années, avait été rouvert

l'automne dernier. Et en janvier, le poste a été ouvert 24 heures sur 24, alors qu'auparavant il fermait au coucher du soleil pour raisons de sécurité.

Actuellement 27.000 camions au total, des régions de Mardin et Sirnak (sud-est), participent à cette navette. Ils n'étaient que 3.500 quand le commerce frontalier, arrêté depuis la guerre du Golfe, avait été relancé en août 1994. Ils transportent 6.000 tonnes de mazout en Turquie par jour, soit environ 2,2 millions de tonnes par an.

Dans l'autre sens, quelque 2.000 tonnes de vivres passent dans le nord de l'Irak chaque jour dans ces camions autorisés à en charger jusqu'à 1,5 tonne chacun.

Habur, "c'est l'usine de la région" a déclaré un responsable turc. "Au moins 500.000 personnes de la région vivent du commerce frontalier".

Lezgin, 24 ans, est un camionneur de la région de Lice (sud-est, province de Diyarbakir). Il fait l'aller et retour deux fois par mois vers la ville kurde irakienne de Zakho, tout près de la frontière, et gagne 150 millions de Livres Turques (1.140 dollars), revenu largement supérieur à la moyenne dans le sud-est.

Il déclare mettre au total huit ou neuf jours pour ses deux navettes et ne rien faire le reste du mois car, dit-il, "il n'y a rien à faire".

Le commerce frontalier viole l'embargo sur l'Irak, mais "l'ONU le tolère", car il est bénéfique aux Kurdes irakiens, affirment les autorités turques à Habur.

Dans le nouveau régime, les seuls revenus des "taxes douanières" perçues par les Kurdes irakiens sur les véhicules et sur le mazout transporté atteignent 215.000 dollars par jour, selon l'estimation des autorités turques. En plus, les Kurdes irakiens font de l'argent en revendant aux Irakiens une partie des vivres venant de Turquie. De même, ils achètent le mazout aux Irakiens et le revendent à leurs cousins de Turquie.

KG/hc/nev t

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **Les ambassadeurs de l'UE rappelés d'Iran se sont réunis à Bruxelles**

BRUXELLES, 17 avr (AFP) - Les ambassadeurs de l'Union européenne (UE) rappelés récemment de Téhéran se sont réunis jeudi à Bruxelles pour discuter d'éventuelles actions en réponse à l'implication par la justice allemande de l'Iran dans un attentat à Berlin, a-t-on appris de

sources diplomatiques.

Les ambassadeurs, qui ont discuté avec les directeurs régionaux des ministères des Affaires étrangères des Quinze, ont estimé que ces actions devaient être "proportionnées et entrer dans le cadre d'une stratégie à long terme", a-t-on précisé de mêmes sources.

Les participants à la réunion ont discuté des implications de différentes options, afin de préparer les décisions du conseil des ministres européens des Affaires étrangères qui doit se dérouler les 29 et 30 avril à Luxembourg. Il n'y a pas eu de véritable consensus à ce sujet, a-t-on précisé.

L'ambassadeur grec à Teheran a participé à la réunion, alors que la Grèce avait été le seul pays de l'UE à ne pas rappeler immédiatement son ambassadeur après le verdict du tribunal de Berlin impliquant "le plus haut sommet de l'Etat iranien" dans l'assassinat de quatre opposants kurdes en 1992.

Outre le rappel des ambassadeurs, les pays de l'UE avaient décidé de suspendre leur "dialogue critique" avec Téhéran.

Parmi les documents qui étaient sur la table au cours de la réunion de jeudi à Bruxelles, figurait un appel du "comité international de soutien à Salman Rushdie".

Il appelle notamment à mettre fin à l'extension des crédits à l'Iran et au rééchelonnement de la dette, à demander à Téhéran le rappel de tout personnel non diplomatique dans les pays de l'UE ainsi que le dédommagement des familles des victimes de l'attentat.

bb/gic eaf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Ministry block on Euro-funds for IHD leads to lawsuit

Funding for a project to train young human rights activists in Turkey, allocated by the European Commission and the International Human Rights Federation, is sitting blocked in Ziraat Bank

ELİF SEMİHA KÜFLÜ
Ankara- Turkish Daily News

■ The Human Rights Association (IHD) is to file a lawsuit against the Interior Ministry and Ziraat Bank, a Turkish state bank, on the grounds that they blocked a credit for a human rights project to be undertaken

Turkish Daily News Friday, April 18, 1997

en by the organization. The private project aiming to train young human rights activists in Turkey is to be financed by the European Commission with the cooperation of the International Human Rights Federation. Funds worth 80,000 ECU (approximately \$120,000) have been allocated, and although the sum is small, the organization fears the blocking by the Interior Ministry may also affect other future credits for Turkey.

The stalemate has been caused by a circular issued by the controversial former Interior Minister Mehmet Agar during the course of his office, IHD officials were informed.

Officials say an undisclosed document bearing the signature of Agar, who has been accused of involve-

ment in state mafia links, is involved.

IHD official Sedat Aslantaş claimed the state was attempting "to isolate them financially and bureaucratically," adding that this had already caused them loss as they had rented halls and purchased materials in anticipation of the training project. "The Turkish Republic signed agreements in Paris, Vienna and Moscow giving us the right to cooperate on human rights projects, but the situation proves otherwise," IHD Chairman Akın Birdal claimed, saying that IHD would not profit by a penny from the project.

The circular is said to require that banks receiving "aid" earmarked for human rights organizations block the money, resulting in its return to the original source after 45 days. Article 60 of the Turkish Law of Associations requires organizations to obtain the approval of the Interior Ministry when receiving aid from

real or legal persons or other organizations. IHD had successfully completed three other projects before the circular was issued in cooperation with various European Union bodies.

The human rights organizations said the money is "not aid," but a sum received in return for a concrete project. The situation has been explained to Ziraat Bank and details of the nature of the program provided. Officials have requested the lifting of the obstacles but have failed to get any response. A period of 60 days without receiving a reply from the ministry legally means an "implied rejection" to the request. That period has now passed and it is the 70th day with still no response. IHD has contacted the sender via the European Parliament's Socialist Group leader Pauline Green, who assured the organization the money would be resent to Turkey if returned.

The coordinator of the European

Parliament's "Turkey Watch" Martin Schulz and the co-chairman of the Turkey-EU Joint Parliamentary Commission (JPC) Pieter Dankert addressed this issue on Tuesday during their stay in Ankara for the JPC's 40th meeting which ended on Wednesday.

The European parliamentarians agreed that the issue could cause serious discussions within the European Parliament and the Human Rights Commission, possibly even leading to a diplomatic row.

A file containing correspondence between the Interior Ministry, the Foreign Ministry and Ziraat Bank in Turkey has been given to Schulz in an attempt to release the bar on this and future projects. Dankert personally promised to look into the matter and let the organization know his findings.

If this doesn't happen, international bodies will have to search for other ways of transferring funds to Turkey for human rights projects.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● Menaces de l'Iran après le meurtre de Kurdes à Vienne, selon un haut fonctionnaire

VIENNE, 18 avr (AFP) - L'Autriche a reçu des menaces de l'Iran après l'assassinat de trois Kurdes à Vienne en 1989, selon l'ancien directeur de la section politique au ministère autrichien des Affaires étrangères, Erich Maximilian Schmid.

Après le meurtre des trois Kurdes, l'ambassadeur iranien avait déclaré au ministère autrichien des Affaires étrangères que "cela pourrait être dangereux pour les Autrichiens en Iran" si les suspects iraniens étaient conduits devant la justice en Autriche, a indiqué M. Schmid dans une interview télévisée jeudi soir.

Le 13 juillet 1989 le secrétaire général du Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (PDKI), Abdul Rahman Ghassemlou, l'un de ses adjoints, Abdullah Ghaderi-Azar, et le politologue Fadel Rasoul, d'origine kurde irakienne et de nationalité autrichienne, avaient été assassinés par balles dans un appartement de Vienne.

La police, alertée par l'épouse de l'une des victimes, s'était rendue sur place mais n'avait pas procédé à l'arrestation de trois hommes porteurs de passeports iraniens rencontrés sur les lieux et soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat.

Un mandat d'arrêt international n'avait été lancé que plusieurs mois plus tard contre ces trois hommes, qui ont pu quitter l'Autriche après

l'attentat sans avoir été inquiétés par les autorités autrichiennes.

Cette affaire a rebondi après le récent verdict prononcé par un tribunal de Berlin mettant en cause les dirigeants iraniens pour un attentat contre des opposants kurdes en Allemagne en 1992 mais aussi pour le triple meurtre de Kurdes perpétrés en 1989 à Vienne.

clp/bm e

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, APRIL 19 20, 1997

Iran Radicals Warn Germany Of Retaliation

By William Drozdiak
Washington Post Service

BERLIN — The leader of an extremist Shiite Muslim fundamentalist group in Iran threatened Germany on Friday with suicide bombings if it did not apologize for a court ruling that blamed Iran's leadership for ordering the assassination of Kurdish dissidents here in 1992.

It was the first explicit warning of violent retribution in the wake of last week's verdict by a Berlin court, which convicted an Iranian and three Lebanese of murdering the Kurds at a local restaurant. The court said the killers were acting on instructions from Iran's highest authorities.

European Union nations withdrew their envoys from Iran after the ruling.

Germany has stepped up anti-terror vigilance at international airports and around government buildings in the last few days, officials said. Italy also has moved to a high alert after its intel-

ligence agency warned of possible attacks by Islamic extremists.

"We will confront insults to Islam and our religious leadership wherever in the world they occur," Hossein Allah Karam, head of the Ansar'e Hezbollah group, told a crowd outside the German Embassy in Tehran. "We are even ready to strap a bomb around our waists and go for martyrdom. Woe to you if you do not apologize for your actions."

As he spoke, dozens of people signed up on the spot to become suicide bombers, according to an Associated Press report from Tehran. Mr. Allah Karam declared that hundreds of others had already volunteered for suicide attacks against Germany.

"Right now our government won't allow such actions, but we are negotiating with it," he said.

"Once our deadline passes, then Germany will be confronted with the explosion of the Hezbollah," he added, without specifying when the deadline would expire.

Hundreds of policemen in riot gear were arrayed in four human walls to shield the embassy, as protesters shouted "Revenge, Revenge!" Disabled war veterans also joined the demonstration after the government said it would press charges against 24 German firms accused of supplying Iraq with chemical weapons used on Iranian soldiers during the 1980-88 war.

Mr. Allah Karam's group is not be-

lieved to be linked to the Iranian-backed Hezbollah group in Lebanon that carried out kidnappings of Westerners there. It is mainly a pressure group representing poor people who seek to prevent Iran's ruling Shiite clergy from straying from the hard-line values of the 1979 Islamic revolution that toppled the shah.

Until now, the Iranian government has expressed outrage but reacted with caution against the German court ruling. Germany is Iran's leading trading partner and has long acted as a special intermediary during times of tension with other Western countries. After withdrawing their ambassadors in tit-for-tat protests, both Iran and Germany declared they did not wish to see the dispute escalate to open hostility.

But with Iran heading into the final stage of campaigning for its presidential election next month, the anti-Western fervor in the wake of the German verdict has been exploited by radical groups that want to purge moderate voices from government.

After keeping a low profile immediately after the verdict, leading Iranian politicians reacted angrily when the lower house of Germany's Parliament approved a resolution this week condemning Iran for ordering the assassinations. Tensions could rise further if German prosecutors decide to prolong their investigations into the role played by Iranian leaders in the work of Iranian hit squads in Europe.

Associated Press - A.P. — Associated Press - A.P. — Associated Press - A.P. —

FRANKFURT, Germany (AP-20/04/97) -- German Foreign Minister Klaus Kinkel tried Sunday to ease tensions with Iran and said it was necessary to continue a dialogue with Tehran.

Calling Iran "an important country," Kinkel said was better to remain in contact than to lose influence by breaking off diplomatic relations.

In an interview with Hessen radio, Kinkel questioned how much the United

States had achieved by breaking off ties to Iran.

Relations between Germany and Iran have been strained since a Berlin court less than two weeks ago accused Iran's leaders of ordering the assassinations of four exiled Iranian dissidents in Berlin in 1992.

Kinkel said the European Union will have to think about a new arrangement in relations with Iran, but "this doesn't have to happen overnight."

"It would be very good right now if there was a certain period to think things over," Kinkel said.

Tehran and European Union countries have been locked in a diplomatic dispute since the verdict. All 15 EU nations except Greece have recalled their ambassadors from Tehran, as have Canada, Australia, New Zealand and Finland.

The Australian and New Zealand ambassadors have since returned to Tehran.

Kinkel said Iran might have to undertake certain steps before the dialogue could resume, but he declined to be specific.

Germany has been a chief proponent of the so-called "critical dialogue" with Iran, despite U.S. misgivings.

Kinkel once again reminded the Iranian government that it was responsible for the safety of more than 500 Germans living in Iran.

Kinkel's interview came one day after the news magazine Der Spiegel reported that German prosecutors were investigating another Iranian in the 1992 assassinations.

The report was likely to further anger Iran, where anti-German feelings are running high since the verdict in Berlin.

The court convicted an Iranian and four Lebanese men in the killings and accused Iran's leaders of ordering the assassinations.

Since the ruling, crowds have staged sometimes violent protests outside the German Embassy in Tehran.

A hard-line group staged an enlistment drive Friday for volunteers for suicide attacks against German targets and dozens signed up on the spot.

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

DUBAI, April 19 (Reuter) - An attacker has hurled a petrol bomb at Iran's consulate in Paris, the Iranian news agency IRNA said on Saturday.

Friday's attack caused no damage or injuries, it said.

"The assailant, who is said to be an Iranian, was reportedly arrested by French police minutes after the attack," it said.

IRNA quoted a French Foreign Ministry official as saying he knew nothing about the incident. "But he stressed that France condemns any attack against diplomatic missions on its soil," it added.

French Foreign Minister Herve de Charette was quoted on Friday as saying that European Union nations will soon send back ambassadors to Tehran after they were recalled in a row over political slayings in Europe.

EU nations, except Greece, withdrew their envoys from Iran after a German court ruled last week that Iran's rulers ordered the killing of four Kurdish dissidents in Berlin. Tehran has repeatedly denied any involvement.

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

TUNCELI, Turkey, April 19 (Reuter) - Turkish security forces have killed 135 Kurdish guerrillas in a 10-day-old offensive against the rebels in the mountainous east of the country, military officials said.

The toll includes 42 dead announced on Tuesday, the officials said. Ten rebels had been captured alive, they told reporters in Tunceli province, where the air-backed operation is taking place.

One soldier has been killed and four injured in the fighting so far, the officials said.

More than 22,000 people have died in the PKK's 12-year-old fight for self-rule in the southeast of the country.

REUTER

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

BONN, April 19 (Reuter) - German Foreign Minister Klaus Kinkel said on Saturday Bonn was taking seriously threats by a radical Islamic group in Iran to unleash suicide attacks against Germany but assured Germans they were safe.

Kinkel's remarks were quoted in a ministry statement a day after the leader of hardline Ansar-e Hizbollah said his followers were ready to die as martyrs against Germany if ordered by Iran's supreme leader.

Iranian officials have said they are committed to protecting foreign residents and Kinkel said he had no reason to doubt the 530 Germans in Iran were safe.

"Of course we are taking the latest threats by the extremist Ansar-e Hizbollah to unleash suicide commandos seriously," Kinkel was quoted as saying.

"At the same time, no-one in Germany has anything to fear since these suicide commandos apparently only act on orders from the (Iranian) government," he said.

The suicide threats came amid a diplomatic row sparked by a Berlin court verdict that jailed an Iranian and three Lebanese for the murder of Kurdish dissidents and accused Tehran of ordering the killings.

The Berlin verdict not only prompted official protest from Iran's leadership but also unleashed a wave of protests in Tehran where thousands of people took to the streets and fundamentalist students tried to storm the German embassy.

The court said Iranian leaders, including the state president and the religious leader, had ordered the killings. But it only mentioned Intelligence Minister Ali Fallahiyan by name. Iran has repeatedly denied all involvement.

The verdict was the first time a European court had clearly attributed political responsibility for any of the dozens of assassinations of Iranian opposition figures abroad since the Islamic revolution in Iran in 1979.

Valeurs Actuelles / n° : 3151,
19 avril 1997

Le tableau accablant du "comité des opérations spéciales"

L'Iran tombe sur le procureur de Berlin

Comment les témoins "A", "B" et "C" ont permis la mise au jour du système terroriste iranien. Une crise majeure entre l'Europe et Téhéran.

par Chris Kutschera

On n'y croyait plus. Attendu depuis la fin de l'année dernière, le verdict du tribunal de Berlin jugeant les assassins de quatre opposants kurdes iraniens était sans cesse reporté. Mais la sentence est finalement tombée le 10 avril. C'est un verdict historique : pour la première fois, les autorités judiciaires d'un pays de l'Europe de l'Ouest ne plient pas devant la raison d'Etat, et condamnent à de lourdes peines de prison les exécutants d'un assassinat politique commandité par l'Iran. Sur-tout, le tribunal de Berlin n'hésite pas à mettre en cause le « plus haut sommet de l'Etat » iranien, en accusant les membres d'un « comité des opérations spéciales », dont font partie le chef de l'Etat et le « Guide » de la République islamique, d'avoir donné l'ordre de tuer les opposants kurdes réunis à Berlin...

Comment en est-on arrivé à cette première ? Il faut certainement saluer l'indépendance des juges de Berlin, qui n'ont pas cédé aux pressions exercées sur eux. Mais il est évi-

dent que rarement des magistrats avaient réuni les pièces d'un dossier aussi accablant contre un pays accusé de terrorisme.

Le propriétaire du restaurant *Mykonos* à Berlin avait fermé ses portes, le soir du 17 septembre 1992, pour permettre à des opposants iraniens de se réunir uniquement entre eux en toute sécurité dans son arrière-salle. Parmi eux, Saïd Charafkandi, secrétaire général du parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), successeur d'Abdoul Rahman Ghassemloou.

Des tueurs firent soudain irruption dans le restaurant et, épargnant les responsables de petits partis de l'opposition iranienne (parti républicain, *fedayine* minoritaires) avec lesquels ils s'entretenaient, tuèrent à bout portant Saïd Charafkandi et les trois Kurdes qui l'accompagnaient.

L'enquête avança très vite. Les services d'écoute britanniques avaient intercepté avant l'attentat des conversations suspectes mettant en cause des agents iraniens à Berlin, sans pouvoir déterminer ce qu'ils préparaient... Après l'assassinat des opposants kurdes, les services allemands enregistrèrent des conversations entre un certain Kazem Darabi, un commerçant iranien travaillant pour les services iraniens, et Ali Fallahian, le ministre iranien des Renseignements. A la mi-octobre, ils arrêtaient quatre suspects : l'Iranien Kazem Darabi et trois Libanais : Youssef Amine, qui parlera très vite, Abbas Rhayel, dont on retrouvera les empreintes digitales sur un revolver utilisé pour le meurtre des Kurdes, et Mohammed Atris.

Les enregistrements

des conversations entre Darabi et Fallahian indiquaient où se trouvaient les commanditaires du crime du *Mykonos* — dans les cercles du pouvoir, à Téhéran —, mais le procureur chargé d'instruire l'affaire manquait de preuves.

Ces preuves furent apportées peu à peu par des témoins iraniens qui déposèrent sous des noms de code — témoin A, témoin B, témoin C. Il s'agissait, pour les témoins B et C, de personnalités ayant fait partie du régime iranien, et qui craignent aujourd'hui pour leurs familles qui vivent toujours en Iran.

Quant au témoin A, il s'agit en fait de plusieurs personnes, dont les témoignages ont été réunis par l'ancien président Abol Hassan Bani Sadr. Bani Sadr, qui fut le premier

président de la République islamique d'Iran, de début 1980 à la mi-1981, compte toujours des partisans au sein même du pouvoir ; et surtout, il bénéficie de fuites organisées par des clans — hier, des partisans de l'ayatollah Montazeri, aujourd'hui, de gens ayant fait partie de l'entourage d'Ahmed Khomeini — qui ont des comptes à régler avec Rafsanjani et Khamenei,

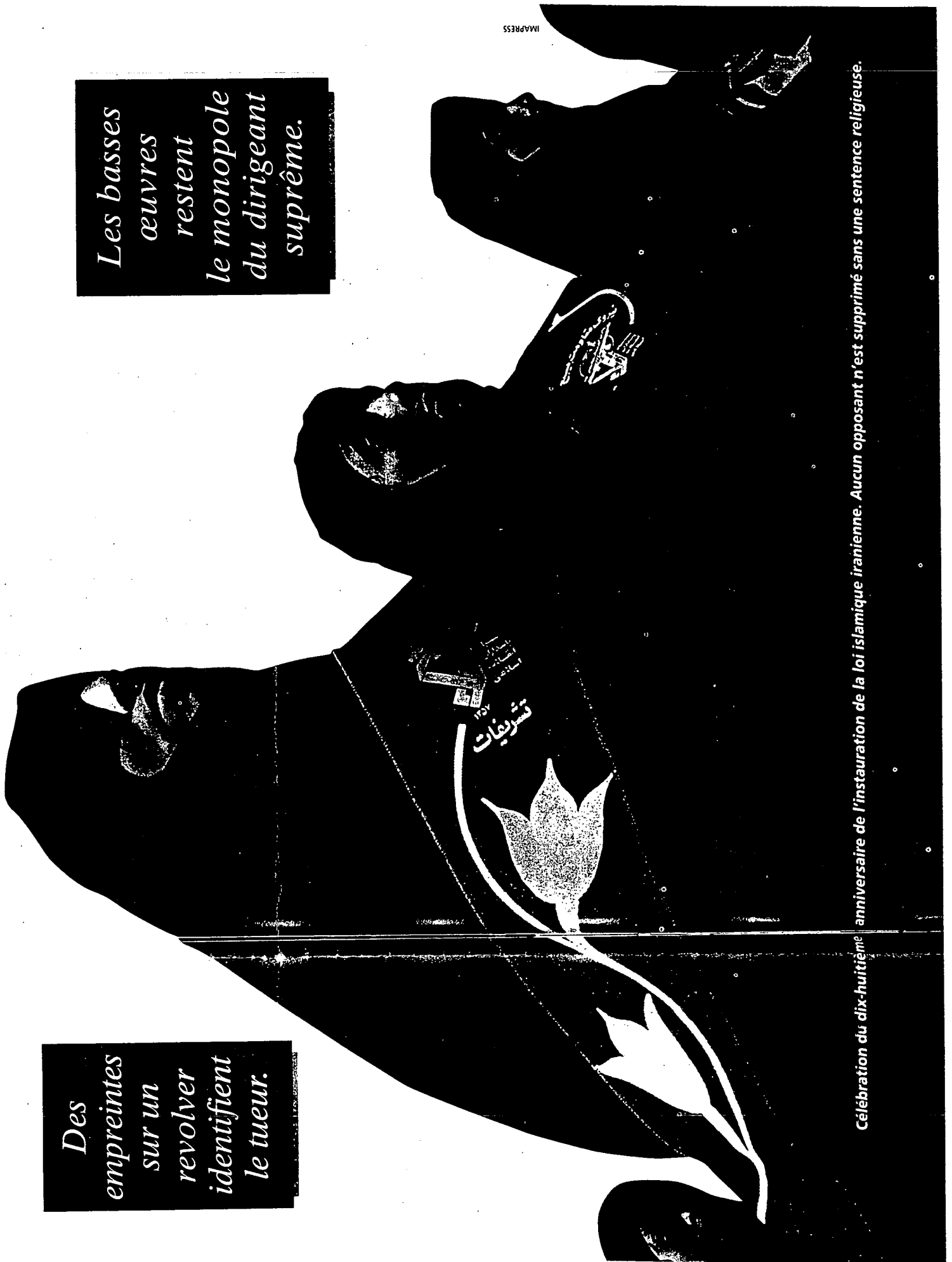
et qui misent sur lui pour médiatiser les informations qu'ils lui font parvenir...

Le fameux témoin C n'est autre qu'un certain Abdoul Kassem Misbahi, dont le beau-père est le directeur de *Bayt al Imam* — la « Maison de l'Imam » (Khomeyni).

Longtemps très proche des plus hauts dirigeants iraniens, Misbahi était l'homme des missions de confiance :

*Des
empreintes
sur un
revolver
identifient
le tueur.*

*Les basses
œuvres
restent
le monopole
du dirigeant
suprême.*



Célébration du dix-huitième anniversaire de l'instauration de la loi islamique iranienne. Aucun opposant n'est supprimé sans une sentence religieuse.

il fut chargé à deux reprises de convaincre Bani Sadr de revenir en Iran. Brouillé avec les dirigeants iraniens, craignant d'être victime d'un « accident de camion », il s'enfuit par le Pakistan en mai 1996, et gagna la protection des services occidentaux en se mettant à table...

Misbahi connaît bien la face obscure de l'Etat iranien : c'est lui qui a expliqué au procureur de Berlin comment procédait le régime quand il décidait d'envoyer une équipe pour tuer quelqu'un ; comment le « Guide » (Khamenei) donne la permission nécessaire, et comment étaient choisis les membres du commando.

En recoupant les informations fournies par tous ces témoins, le procureur a pu établir que la décision de supprimer quelqu'un était prise par un « comité des opérations spéciales », formé en 1987 sur la proposition de Rafsanjani, et dont font partie Khamenei, Rafsanjani, Velayati (ministre des Affaires étrangères), Becharati (ministre de l'Intérieur), Fallahian (Renseignements), Reyshari (chef du bureau spécial de Khamenei), Mohsen Rezai (commandant des gardiens de la révolution).

Aucun opposant n'est supprimé sans que Khamenei sanctionne cette décision par une sentence religieuse, dont le chef du commando reçoit une copie : comme toutes les bureaucraties, le régime islamique se doit d'archiver les décisions de ses dirigeants — même quand il s'agit de basses œuvres, ne serait-ce que parce qu'elles doivent rester le monopole du dirigeant suprême.

Un complot où trempent les "mains sales des

sionistes et des Américains"

Abol Hassan Bani Sadr a su clairement expliquer et prouver au procureur que, selon le principe du *vilayat faqih*, seul le « Guide » (Khamenei) est religieusement habilité à prendre cette décision.

Les témoins B et C ont révélé que le vrai organisateur de l'assassinat des Kurdes de Berlin était un certain Abdoul Rahman Bani Hachemi, qui travaille avec ses deux frères pour la Vavak, le ministère de l'Information et de la Sécurité.

C'est à lui que fut remise la lettre du « Guide ». Et c'est lui qui, muni d'un passeport libanais, vint, dix jours avant l'attentat, tout préparer à Berlin, via la Pologne, avant de repartir via le Liban... Ces informations, fournies par le témoin B, ont pu être vérifiées en Iran par d'autres sources... Kazem Darabi et les Libanais ne furent que des exécutants.

Engagé dans une lutte à mort contre ce régime qu'il a contribué à fonder, Bani Sadr a su regrouper toutes les informations fournies par les uns et les autres pour dresser devant le procureur du tribunal de Berlin un tableau d'ensemble particulièrement accablant : pas moins de dix-sept ministères et services iraniens, depuis les Affaires étrangères et les Télécommunications jusqu'aux gardiens de la révolution et divers services de renseignements, participent de façon très coordonnée et systématique à la chasse aux opposants ; on ne peut pas parler de modérés et de durs : c'est l'appareil de l'Etat tout entier qui est coupable de terrorisme.

Ce dossier avait été transmis aux diverses chancelleries de l'Union européenne. Les preuves étaient telle-

ment accablantes que toutes les capitales décidèrent de manifester une solidarité totale envers Bonn. En mars, un émissaire du Quai d'Orsay avait été dépêché à Téhéran pour avertir les Iraniens qu'il était inutile d'espérer jouer un pays contre l'autre : si l'ambassadeur allemand était expulsé, tous les diplomates de l'Union européenne le suivraient...

Mais l'Union européenne décidait finalement de rappeler ses ambassadeurs sans attendre. Pour l'instant, Téhéran s'est contenté de proclamer son indignation devant ce nouveau complot, dans lequel trempent les « mains sales des sionistes et des Américains », et d'organiser des manifestations devant l'ambassade d'Allemagne.

A Téhéran comme en Europe, on s'était mis d'accord sur un scénario de crise, avec la ferme intention de le contenir dans des limites raisonnables : suspension, pour une période indéterminée, du « dialogue critique » entre l'Iran et l'Union européenne.

Le fait que les noms de Khamenei et de Rafsanjani ne soient pas cités dans un verdict qui se borne à mettre en cause « le plus haut sommet » de l'Etat iranien reflète cette volonté. Mais cette crise ne pouvait survenir à un plus mauvais moment.

L'Iran est en pleine campagne électorale : l'élection présidentielle doit avoir lieu le 23 mai. Cette campagne exacerbe les rivalités entre les divers clans qui s'affrontent au sein du régime depuis la mort de l'imam Khomeyni, et qui vont exploiter le verdict de Berlin contre leurs adversaires.

Tous les dérapages sont désormais possibles. « Jusqu'à maintenant, les partisans de la violence au sein du régime ont pu se maintenir au pouvoir parce que cela marchait », affirme Bani Sadr, qui conclut avec certitude : « La théorie de l'efficacité ne tolère absolument pas l'échec, les bouches vont très bientôt s'ouvrir à l'intérieur du régime. » ●

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **Garde à vue prolongée pour un défenseur des droits de l'homme**

ANKARA, 20 avr (AFP) - La justice turque a prolongé de trois jours, conformément à la demande de la police, la garde à vue pour interrogatoire d'un défenseur des droits de l'homme interpellé mercredi soir à Istanbul à son retour d'Allemagne, a rapporté dimanche l'agence Anatolie.

Sanar Yurdatapan, également musicien, avait été mis en garde à vue à l'aéroport

d'Istanbul après qu'il eut été trouvé en possession de deux faux passeports fabriqués pour deux ex-repentis du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara, selon la police.

Ces ex-repentis, Murat Demir et Murat Ipek, avaient été arrêtés le même jour en possession d'un pistolet, dans le bureau de Sanar Yurdatapan à Istanbul.

Ils étaient recherchés par la police pour leurs récentes déclarations aux médias turcs sur le rôle qu'ils affirment avoir joué dans la "guerre secrète" de l'Etat turc contre le PKK, qui lutte depuis 13 ans pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

L'interrogation de cinq policiers, qui avaient été accusés par ces repentis du PKK et mis en garde à vue à Istanbul dans le cadre de l'affaire de M. Yurdatapan, se poursuivait dimanche, selon Anatolie.

Des billets d'avion pour l'Allemagne pour ces deux ex-repentis, avaient été également saisis sur Yurdatapan, selon la police.

Demir et Ipek, devenus des repentis après leur arrestation il y a plus de cinq ans, avaient été engagés par l'Etat turc contre le PKK.

CE/csa e

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● Nouvelle crise entre l'armée et les islamistes au pouvoir

ANKARA, 20 avr (AFP) - Les déclarations d'un général turc ont créé une nouvelle crise entre l'armée et les islamistes au pouvoir dont les relations sont déjà tendues depuis que les généraux avaient lancé un avertissement, le 28 février, au gouvernement pour qu'il lutte contre la subversion islamiste en Turquie.

Le général Osman Ozbek, commandant de la gendarmerie de la région d'Erzurum (est), avait mis en garde vendredi contre toute atteinte à la démocratie le Parti de la prospérité (Refah) du premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, chef de la coalition gouvernementale à dominante islamiste.

"En exploitant la démocratie, les islamistes tentent de prendre le pouvoir par la répression, même en coupant des têtes comme c'est le cas en Algérie", avait déclaré le général Ozbek, lors d'une réunion publique à Artvin (nord-est).

Le général avait également critiqué M. Erbakan pour être allé à La Mecque, pour la 25ème fois selon la presse, pour le pèlerinage en tant qu'invité du roi Fahd d'Arabie Saoudite. "Celui qui est un homme digne ne peut pas être l'invité de ce roi", avait-il estimé.

Ces propos du général Ozbek ont suscité la réaction des porte-parole du Refah mais également reçu le soutien des partis d'opposition.

"Il a commis un délit. Un membre de l'armée ne peut pas s'exprimer de cette façon, en portant son uniforme militaire. Le nécessaire sera fait dans le cadre des lois" à propos du général, a déclaré le ministre d'Etat Abdullah Gul (Refah), sans

autre précision.

D'autres députés du Refah ont appelé le général Ozbek à "enlever son uniforme et se lancer à la politique, où il recevra une réponse adéquate de la part du peuple", l'accusant de "dépasser, par ses propos, les limites de ses fonctions".

"Les déclarations du général Ozbek constituent un signe : cela veut dire que les civils et les militaires sont à bout de leur patience", a estimé le ministre de la Santé Yildirim Aktuna, qui a adopté ces derniers mois une position contre la coalition gouvernementale entre le Refah et le Parti de la Juste Voie (DYP, droite), dont il est membre.

"Tant que ce gouvernement sera au pouvoir, des crises de ce genre se poursuivront", a pour sa part dit le chef du Parti Républicain du Peuple (CHP, social-démocrate), Deniz Baykal, dans un clair soutien au général.

ce/csa e

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Associated Press - A.P. — Associated Press - A.P. — Associated Press - A.P. —

FRANCFORT (AP 20/04/97) -- Tentant dimanche d'apaiser la tension née du verdict d'un tribunal de Berlin designant l'Etat iranien comme commanditaire de l'assassinat de quatre opposants kurdes en Allemagne, le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel a déclaré nécessaire la poursuite du dialogue avec Teheran.

L'Iran est un "pays important", avec lequel il vaut mieux rester en contact, plutôt que d'y perdre toute influence en rompant les relations diplomatiques, a-t-il déclaré au cours d'un entretien à la radio du Land de Hesse.

Pour M. Kinkel, l'Union européenne devra repenser ses relations avec l'Iran, mais "ceci ne doit pas forcément avoir lieu du jour au lendemain. Il serait bon pour l'instant de prendre le temps de réfléchir", a-t-il ajouté. Sans s'expliquer plus avant, Klaus Kinkel a estimé que Teheran devrait prendre certaines mesures avant une reprise du dialogue.

Depuis le verdict, le 10 mars dernier, tous les pays de l'UE à l'exception de la Grèce ont rappelé leurs ambassadeurs pour consultations, tout comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Finlande, même si les ambassadeurs australien et néo-zélandais ont depuis regagné leur poste. Et le "dialogue critique" exercé par l'Europe au grand dam des Américains a été suspendu.

Samedi, le magazine "Der Spiegel" a révélé que la justice allemande enquêtait sur un autre ressortissant iranien, Abdolrahman Banihashemi, dans le cadre de ces assassinats de 1992. De nouvelles informations qui risquent de renforcer la colère et le sentiment anti-allemand en Iran, où des manifestations parfois violentes ont lieu régulièrement depuis l'ambassade d'Allemagne.

Et Klaus Kinkel a réaffirmé que Bonn tenait Teheran pour responsable de la sécurité des quelque 500 Allemands vivant en Iran.

Associated Press - A.P. — Associated Press - A.P. — Associated Press - A.P. —

TEHERAN (AP-19/04/97) -- Moins de deux semaines apres leur rappel, les ambassadeurs d'Australie et de Nouvelle-Zelande en Iran sont revenus a Teheran, rapporte samedi l'agence iranienne IRNA.

Tous les pays de l'Union europeenne -Grece exceptee- avaient rappele leurs ambassadeurs pour consultation apres le jugement d'un tribunal berlinois rendant le 10 avril dernier l'Etat iranien responsable de l'assassinat de quatre opposants kurdes sur le sol allemand en 1992. Cette decision avait ete imitee par l'Australie, la Nouvelle-Zelande, le Canada et la Finlande.

THE ECONOMIST APRIL 12TH 1997

Turkey

An ideal ally?

ANKARA

THE 1970s are remembered in Turkey for an eruption of violence so dramatic that only a military takeover could halt it. No politician was more associated with the blood-letting than Alpaslan Turkes, who died on April 4th. Why, then, should well over 100,000 people—including the president and some senior generals—converge on Ankara to mourn him?

On the face of it, Turkes was never more than a moderately important politician. His militaristic brand of nationalism rarely appealed to more than a noisy minority, the moustachioed heavies of his National Action Party. However, Turkes was appreciated in other, more influential quarters. Although his remedies were considered extreme, his concerns reflected those of Turkey's establishment.

Twenty years ago, many of those wailing hardest at Tuesday's funeral were foot-soldiers on a bloody campaign directed by Turkes. The supposed allure of communism for young Turks worried the country's

generals, who then as now saw themselves as trustees of Kemal Ataturk's western-oriented, secular legacy. Military anxieties were shared by the National Action Party and taken most seriously by the Idealists, an association of young ideologues guided by Turkes. Until 1980, when fed-up generals put a stop to it, Idealists were in the thick of fighting that claimed 5,000 lives.

Idealists have remained useful even though the communist threat has receded. During the past ten years, other challenges have unsettled Turkey's strongly unitary character, the most important of which is Kurdish nationalism. Some Idealists have gone freelance, conducting operations against Kurdish militants and smuggling drugs and arms as a sideline. The best known of these was an old pal of Turkes, Abdullah Catli. On the day of Turkes's death, parliament put out a report on links between Idealists, crime and the state. This subject would have remained unbroached, had Catli not been killed in November in a car driven by a senior policeman, owned by a member of parliament and carrying guns and drugs.

Most say that the parliamentary report is a whitewash, but Turkes were not altogether surprised to learn that convicted

criminals such as Catli, a fugitive since 1978, had been used by the state. Presentable right-wingers such as Turkes have been just as helpful. Although a military court jailed him during the 1980s, Turkes—a former colonel—did not bear a grudge. After the collapse of the Soviet Union, he directed his energies against assertive Kurds. Turkes did his bit inside parliament too, scorning colleagues who advocated cultural autonomy for the Kurds.

His death poses questions over how long the alignment between right-wingers and the establishment can last. Whoever succeeds Turkes at the head of the National Action Party must win not only the trust of a potentially unruly following, but also the sympathy of loyalists to Turkes, who fill senior posts in several ministries. He must also deal with activists who want his party to become more Islamic.

A tilt towards radical Islam would certainly upset the generals. Last week, their deputy chief of staff said that "anti-secular movements" had replaced Kurdish nationalism as the scourge of the age. Ever obliging, Turkes apparently muttered the same on his death-bed. Idealists and fellow-travellers may take note.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, APRIL 21, 1997

Saddam's Son Has Surgery To Remove Bullet Near Spine

BAGHDAD — Saddam Hussein's eldest son underwent surgery Sunday to remove at least one bullet lodged near his spine after an assassination attempt in December, government officials said.

The officials, speaking on condition of anonymity, said a French and German medical team operated on the 33-year-old Odai Hussein earlier in the day. They said his condition appeared to be stable, but declined to give further details.

Mr. Hussein was to appear on Iraqi television Sunday night, they said.

Mr. Hussein, who had been widely believed to be Mr. Saddam's heir apparent, was shot about 10 times while waiting alone in a car in an upscale Baghdad suburb on Dec. 12.

Iraqi dissidents have said at least one bullet was lodged near Mr. Hussein's spine and that French and Iraqi doctors had hesitated to operate, fearing surgery might leave him paralyzed. But Mr. Hussein had asked the doctors to operate anyway, they said. (AP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, APRIL 21, 1997

Iran Girds in Gulf as U.S. Treads Water

By Elaine Sciolino
New York Times Service

WASHINGTON — At a time when Iran is building up its military presence in the Gulf and again stands accused of sponsoring terrorism, the United States is struggling to develop a strategy for the region.

Such a strategy is particularly crucial after a ruling in a German court that implicated the Iranian leadership in the assassination of opponents. There has also been fragmentary evidence linking Iran to a major suspect in the bomb attack in Saudi Arabia last June that killed 19 Americans.

Some military planners, U.S. diplomats in the region and experts outside government are increasingly concerned that as Saudi Arabia and Turkey, the United States' closest friends in the region, have become more politically vulnerable and potentially less reliable, the Clinton administration has not come up with long-term Gulf policy.

Recently, in a sign of the administration's uncertainty, the State Department decided not to issue an unclassified "white paper" on Iran's use of terrorism because it might unnecessarily antagonize European allies who have tried to change Tehran's behavior through engagement rather than isolation, senior administration officials said.

In a blunt critique of the Clinton administration in the latest issue of *Foreign Affairs*, Zbigniew Brzezinski and Brent Scowcroft, two former national security advisers, write, "U.S. Persian Gulf policy is at an impasse."

Iran has not developed into the expansionist regional threat that successive administrations predicted. Since the end of the Iran-Iraq War nine years ago, Tehran's effort to rebuild its military and develop a nuclear weapon has been uneven. According to U.S. intelligence estimates, Iran probably spends less than \$1 billion a year on its military — less than half of what it announced in 1992 that it would spend.

But according to U.S. intelligence officials, Iran's most visible and worrisome conventional military buildup has been of its navy, which has greatly expanded its capability in the last decade.

"The navy has received priority across the board," said a senior Pentagon official.

That has coincided with the deployment of an extraordinary U.S. military presence, including a carrier task force and a total of about three dozen vessels in and around the Gulf. Their mission is to enforce economic sanctions against Iraq, to protect the dozens of U.S. and European planes patrolling a flight-exclusion zone over southern Iraq every day and to keep open the sea-lanes that allow much of the world's oil to be shipped.

Iran makes no secret of the fact that it considers itself the predominant force in the Gulf and the United States an unwelcome invader. Its navy has the ability to threaten or even briefly stop shipping of oil out of the Gulf. Its Scud missiles are capable of hitting the administrative headquarters of the 5th Fleet in Bahrain, which has tightened security in light of recent intelligence reports of a terrorist plan to attack U.S. forces there.

In October, the U.S. cruiser *Gettysburg* was supporting a routine exercise in the Gulf when the *Byandor*, an Iranian patrol boat, made an unexpected turn and hit it. No Americans were injured; the damage to the *Gettysburg* was minor, and the Iranian boat quickly withdrew.

But the incident was only one of several close encounters in the last few months. It gave a reminder of the potential for conflict when two navies with vastly different military missions and governments that do not talk to each other are crowded into such a small, highly strategic body of water.

"So far the confrontations have stayed small and contained," a senior military planner said. "But as Iran's navy builds up, as their exercises get bigger, as we enforce things like sanctions, there's more potential for collisions and we're bound to find the spaces are too small."

During 10 days of land, sea and air war games in the Gulf and the Gulf of Oman in November, Iran for the first time successfully test-fired a Chinese-made anti-ship missile with a range of 100 kilometers (60 miles) from one of its Chinese patrol boats. The missiles, C-802s, give Iran a "360-degree threat which can come at you from basically anywhere at sea in the Persian Gulf or out in the Gulf of Oman," Admiral Scott Redd, the former commander of the U.S. 5th Fleet, said last year.

Iran has also begun to acquire the land-based version of C-802 missiles and is believed to be developing two

sites between Bushire and Bandar Abbas to store these and other missiles, Pentagon officials said.

Also, U.S. intelligence officials say they believe that Iran has acquired a small number of rocket-propelled deep-water mines that can surface quickly. This development is worrisome, as the mines make any area in the Gulf a potential Iranian target.

As the Clinton administration struggles with its policy, it has yet to decide whether to try a new initiative with its allies after the April 10 ruling against Iran in Germany, senior administration officials said.

"We are obviously looking at the Mykonos verdict and what we want to do with the Europeans," a White House official said, referring to the restaurant in Berlin where the assassination of the Iranian opposition figures took place. "We are in the midst of formulating what we want to do. What we need to see from the Europeans is some tangible actions and not just diplomatic folderol."

As for possible Iranian involvement in the Saudi Arabia bombing, some U.S. intelligence officials and military planners express doubt there will ever be clear-cut proof. But if such proof was found, there would be extraordinary pressure on President Bill Clinton to retaliate militarily, a senior White House official said.

There is little appetite among American military commanders for a symbolic strike that would have little military impact on Iran.

"We certainly could do something like that militarily," a senior Pentagon official said. "I'm not sure what it would accomplish. Iran would almost certainly respond and it could start a cycle of violence."

■ Evidence Is 'Incomplete'

The evidence is "incomplete" that Iranian officials had been involved in the bombing of the U.S. military compound in Saudi Arabia last year, Reuters reported Sunday from Washington, quoting Defense Secretary William Cohen.

"So far, the evidence is incomplete," Mr. Cohen said on NBC television.

"There is no conclusive evidence so far," he said.

Asked if the United States would take action against Iran, he said, "If we did confirm it, we have an array of options."



E U R

IRAN'S SMOKING

A German court judges Tehran guilty of murder, setting off a crisis in Europe's relati

By JAMES WALSH

THE CASE TOOK 13 MONTHS OF PRELIMINARY investigations followed by a trial of 31½ years. It entailed 246 sessions of court, 176 witnesses and documentary evidence ranging from secret intelligence files to tapes of Iranian television broadcasts. That the two lead defendants would be convicted was never seriously in doubt, but the question of larger, more remote guilt hung over the proceedings right up to the end. So when a five-judge tribunal in Berlin delivered its verdict last week, it was a stunner. Without mincing words, the court found that the atrocious killings of four Iranian exiles at Berlin's Mykonos Restaurant in 1992 had been ordered by "the highest state levels" in Iran.

"The Iranian political leadership was responsible," declared Judge Frithjof Kubsch, president of the tribunal. That one sentence vindicated all the time and care taken by German prosecutors, for it established the first legal, well-weighed condemnation of the Islamic Republic for sponsorship of terror abroad. Even as Iranian exiles danced and cheered outside the courthouse, Kubsch's judgment dealt a body blow to the policy of tender treatment extended to Iran by Germany and, officially, the European Union as a whole. Hunkering down in a crisis mode, the German Foreign Ministry termed the Mykonos murders "a flagrant breach of international law." Bonn recalled its ambassador to Tehran and expelled four Iranian diplomats, moves that were matched exactly by the Iranian government in calling the court decision a "shameless act." More ominously for Iran, Germany suspended its policy of friendly engagement "for the foreseeable future," suggesting that Europe may now edge closer to America's policy of isolating Tehran as an outlaw regime.

Different slants on Iran by the U.S. and Europe have pricked the Atlantic partnership for several years. However loath Bonn was to change its policy, though, it could not escape the court's logic. A painstaking parade of evidence established beyond doubt that Tehran's leadership had whis-



GREAT DAY FOR DISSIDENTS: Outside the Berlin court, Iranian exiles celebrate a verdict that

tled up a gruesome act of assassination on German soil. Said Ruprecht Polenz, a senior member of Chancellor Helmut Kohl's Christian Democratic Union: "Sending hit teams into another country and executing the opposition people there is barbaric and shows that Iran does not respect basic law." The E.U.'s 14 other countries, as well as Finland and Australia, were ready to recall their envoys to Iran also.

The assassinations occurred on Sept. 17, 1992, as delegates from the Democratic Party of Kurdistan-Iran were in Berlin for

a convention of the Socialist International. Sadegh Sharafkandi, the party's general secretary, was dining in a back room of the Mykonos with eight other oppositionists. Just before midnight, two men with automatic guns burst in screaming in Farsi, "You sons of whores!" They sprayed more than 30 rounds into Sharafkandi, two colleagues and a translator as others dived for cover. One diner who escaped harm was Parviz Dastmalchi, now 48, an exiled Iranian author and political analyst who lives in Berlin. "It was terrible," he says. "We knew

O P E

GUN

ons with the Islamic state



HANS EISENER-AP

threatened to turn some screws on Tehran

of such executions from books and articles, but it's a completely different story when it happens to you."

The inquiry played out like a detective novel. Tipped off by federal intelligence agents, German police fairly quickly rounded up five of the eight men suspected of carrying out the murders: one Iranian and four Lebanese; the three others had fled Germany. After similar acts of mayhem in which the hand of Iran's leadership had left fingerprints, European governments either balked at following the trail of

evidence or allowed suspects to go free. Prosecutors in the Berlin case were made of sterner stuff. "At the beginning, the state prosecutors were told by the government, 'Four dead, five suspects, that should be enough,'" says a source close to the case. It was not enough. As chief prosecutor Bruno Jost's investigation proceeded, German intelligence agencies opened their classified files. Then, last autumn, appeared the anonymous "Witness C": later identified as Abolhassan Mesbahi, 34, a former senior Iranian agent who had defected. He implicated the regime with detailed testimony on mechanics of the assassination plot.

What the mounting evidence portrayed, with a clear trail of weapons supply and chain of command, was a machinery of vengeance so elaborate as to seem an obsession of state. By the time German prosecutors issued an international arrest warrant for Iranian Intelligence Minister Ali Fallahian a year ago, the smooth Fallahian had already incriminated himself by boasting on Iranian TV of Tehran's ability to deal "decisive blows" against Kurdish opponents abroad. His remark was recorded a few weeks before the Mykonos hit.

"The United States does not need to be convinced about Iran's role in supporting terrorism internationally," declared U.S. State Department spokesman Nicholas Burns, who urged Europe to "choke off trade with Iran." Such a step looked highly improbable. Germany did more than \$1.4 billion worth of business with the Islamic Republic last year, and has extended it \$4.8 billion in loans. Yet the E.U.'s policy of "critical dialogue"—constructive engagement by another name—may take on a sharper edge. "We think that this critical dialogue should be more critical and a lot less dialogue," said a U.S. official.

According to Western intelligence agencies, Iran has for years used its embassy in Bonn as Terror Central, where hit squads packaged European operations ordered by Tehran. Weapons, fake identity papers and visas for the assassins would arrive at the embassy by diplomatic pouch. In the Mykonos case, Fallahian was indicted for hiring Kazem Darabi, an ex-agent of the Iranian spy agency VEVAK who ran a food and clothing store in Berlin. Darabi in turn recruited Abbas Rhayel, 30, and three



DEADLY NIGHT OUT: The Mykonos back room after the shootings, which were tracked to "highest state levels"

other Lebanese. Darabi and Rhayel, the accused gunmen, were sentenced to life. Youssef Amin, who turned state's evidence, received 11 years and Mohamed Atris five years, three months. One defendant, Atallah Ayed, was acquitted.

Based on insiders' testimony of how assassination planning worked, the court, without naming names, concluded that the regime of President Rafsanjani and Iran's supreme spiritual leader, Ayatollah Ali Khamenei, approved the murders. What role Rafsanjani plays exactly in such plotting is still debated in the West, but at the least he appears to be hostage to a small yet powerful clique supported by radical mullahs. During the Berlin trial, witnesses received anonymous death threats and warnings about car accidents involving their children. Kohl's intelligence adviser, Bernd Schmidbauer, testified that Fallahian himself, in a 1993 visit to Bonn, had urged him to drop the prosecution.

Germany's Foreign Ministry had reason to brace for possible trouble. Tehran crowds surrounded the German embassy late last year when Khamenei's and Rafsanjani's names were cited in court. They pelted the embassy with stones, eggs and tomatoes and, provocatively, displayed blown-up photos of blindfolded U.S. embassy hostages during the 1979-81 crisis. A threat to do the same? Possibly, but Iran would have few friends left indeed if it went that far. Though Rafsanjani probably would like to cool the crisis, Iran may find it hard to control the demons of hatred that the regime itself had let loose. —Reported by Jordan Bonfante/Bonn, Scott MacLeod/Paris, Alexandra Stiglmayer/Berlin and Douglas Waller/Washington

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, APRIL 21, 1997

Ankara Under Pressure To Temper Radical Islam

By Kelly Couturier
Washington Post Service

ANKARA — With Prime Minister Necmettin Erbakan and many of his closest aides on a pilgrimage to the Islamic holy city of Mecca, the government's secular wing last week handed the nation's governors a list of instructions aimed at stamping out radical Muslim activity.

Interior Minister Meral Aksener delivered the instructions to a gathering of 80 provincial governors. They include orders to fire any civil servant involved in subversive religious activities, to close illegally operating schools and hostels run by religious foundations, to shut down unauthorized Koran study groups and to enforce secular dress codes.

The action came as pressure mounted on the government coalition, especially on the secular True Path Party, to implement a broad military-backed plan designed to crack down on Islamic radicalism. The National Security Council, which issued the plan, is expected to review the government's progress in implementing the plan at its monthly meeting, scheduled for Saturday.

A senior military official, General Cevik Bir, recently called Islamic anti-secular movements a greater national

security threat than the Kurdish separatist insurgency that has preoccupied the government for the last 12 years.

Some political analysts were skeptical that the instructions to the governors would satisfy the security council, which issued its 18-point plan in February.

The council likely will demand further progress in areas not addressed by the interior minister's directives, said a political analyst, Rasit Gurdilek. Among them, he said, are overhauling the national education system in a way that discourages enrollment in religious schools and enacting tighter regulations on private donations, especially from religious organizations, to political parties.

Mr. Erbakan's Welfare Party has pushed an Islamic-oriented agenda, including proposals to relax dress codes to allow women to wear religious headscarves in public buildings. In the process, Welfare has drawn the ire of the armed forces, the nation's sworn guarantor of secularism.

The 10-month-old government, the first in modern Turkey to be led by an Islam-based party, has also caused concern within the armed forces, analysts say, by failing to crack down on a small radical element both within and outside the Welfare Party that seeks to alter

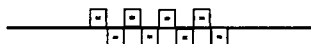
Turkey's secular foundations.

Welfare has dragged its feet on implementing the 18-point plan, which calls for constitutional amendments and other changes in law. In particular, the party has resisted enacting a new education project that would phase out religious middle schools and make it harder for religious school graduates to enter universities.

An estimated 500,000 male and female students are enrolled in religious middle and high schools, known as imam-cleric training schools, many of which are funded by private religious foundations based in Turkey. Some also receive funds from Saudi Arabia and other Muslim countries, government officials said. The military-backed plan calls for enrollment in such schools to be scaled back to only those students who plan to become clerics.

Many Welfare supporters and others in the conservative religious community oppose phasing out the religious schools. They argue that the schools are not hotbeds of religious fanaticism, as portrayed by the secular establishment, but rather provide an alternative to the state system, offering children a good education as they learn the principles of Islam.

But many in the secular camp say they fear that students in such schools have become vulnerable to radical Islamic propaganda.



A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Soutien de Suleyman Demirel au général critiquant les islamistes

ANKARA, 21 avr (AFP) - Les déclarations d'un général turc mettant en garde les islamistes au pouvoir contre toute atteinte à la démocratie ont reçu le soutien du chef de l'Etat Suleyman Demirel et de l'armée, affirme lundi la presse.

Le général Osman Ozbek, commandant de la gendarmerie de la région d'Erzurum (est), avait mis en garde vendredi contre toute atteinte à la démocratie le Parti de la prospérité (Refah) du premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, chef de la coalition gouvernementale à dominante islamiste.

"Il aurait été mieux si le général n'avait pas parlé de cette façon mais il faut comprendre les raisons qui l'ont conduit à faire ces déclarations", a dit à son entourage M. Demirel, cité par la presse. Il est actuellement dans la région d'Antalya (sud).

Les propos du général Ozbek ont monté d'un cran la tension existant entre l'armée et le Refah dont des porte-parole ont remis en cause ces derniers mois le caractère

laïc de l'Etat, auquel les militaires sont très sensibles.

Ces propos sont intervenus à plusieurs jours de la réunion mensuelle du Conseil National de Sécurité (MGK), prévue pour samedi.

Le MGK, où siègent le chef de l'Etat, le premier ministre et les ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Intérieur, ainsi que les cinq commandants en chef de l'armée turque, avait lancé un avertissement, le 28 février, en dictant des mesures sévères au gouvernement de M. Erbakan pour qu'il lutte contre l'extrémisme islamiste en Turquie.

Le MGK est un organe, en principe, purement consultatif mais ses décisions sont suivies à la lettre.

CE/pub t

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Associated Press - A.P. — Associated Press - A.P. — Associated Press - A.P. —

Le chef des services de renseignements iraniens accuse Israël et les Etats-Unis d'avoir influence la justice allemande

TEHERAN (AP -21/04/97) -- Israël a fait pression sur un tribunal de Berlin pour désigner l'Etat iranien comme commanditaire de l'assassinat de quatre opposants kurdes sur le sol allemand en 1992, car Teheran ne pouvait pas fournir de renseignements sur un militaire israélien porte disparu, a estimé le chef des renseignements iraniens dans un entretien public dimanche par le quotidien Kayan.

Ali Fallahiyan, qui a été accusé d'implication dans les assassinats, a également reproché aux Etats-Unis d'avoir exercé une influence sur le verdict rendu le 10 avril par le tribunal.

"Washington était furieux de la coordination des services de renseignements entre l'Iran et l'Allemagne dans les domaines du terrorisme et du trafic de drogue", a-t-il déclaré.

Quant aux autorités israéliennes, elles "souhaitaient de notre part des informations sur Ron Arad mais nous n'avions pas d'informations". Alors, "elles ont accusé l'Iran d'avoir fait appel à des hommes armés pour tuer certaines personnes".

Ron Arad, un aviateur israélien, a été capturé par des militants chiïtes pro-iraniens en 1986, après que son avion a été abattu au-dessus du Sud-Liban. Israël estime qu'il est détenu en Iran, ce que Teheran dément.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, APRIL 22, 1997

White House Warns Iraq Against Pilgrim Airlift

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — The White House warned Iraq on Monday that it would take action if Baghdad violated the Western-imposed flight-exclusion zone to bring back from the Saudi-Iraqi border Iraqis who made a pilgrimage to Mecca in Saudi Arabia.

"We certainly recognize the significance of the hajj, but there are other means and procedures available for the transportation of hajj pilgrims," said Michael McCurry, the White House spokesman.

The Defense Department, meanwhile, said it might consider a request to exempt the hajj flights for humanitarian reasons.

Iraq announced Monday that it would defy the ban on flights over the south of the country, which was imposed during the Gulf War, so that it could pick up Iraqis returning from the annual pilgrimage to Mecca, Islam's holiest city.

Iraqi leaders met before the decision was announced and warned the United States against any attempt to intercept the helicopters, the official Iranian

press agency, INA, reported. The meeting was headed by President Saddam Hussein, it said.

"Any American practice threatening the safety of the helicopters and the pilgrims will be met with an appropriate action," the press agency quoted an "authoritative" source, as saying.

The Iraqi press agency said the helicopters would ferry the pilgrims to their home areas from the border, but did not say how many aircraft would be involved or give the number of the pilgrims.

As night approached in Iraq, there was no word from Iraqi officials or the state-run media on whether the flights had started.

Mr. McCurry said, "We would encourage the government of Iraq to meet its own obligations under UN security Council resolutions, and we will monitor carefully any potential violations of the 'no-fly' zone." He said the United States would "respond appropriately" to any violations.

The spokesman did not elaborate on what action might be taken, saying only, "We would not shoot down civilian helicopters, obviously."

Secretary of Defense William Cohen, meanwhile, said that although Washington would not allow Iraq to violate the flight-exclusion zone, it might agree to a request for an exemption.

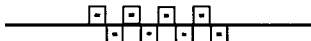
"The Iraqis are in no position to give any kind of dictates to the American people, or NATO or the United Nations," Mr. Cohen said.

"Obviously when there are humanitarian issues involved that we would be most receptive, the United Nations would be receptive," he said.

Iraq flew a civilian plane to Saudi Arabia on April 9 carrying 104 elderly and sick pilgrims to Mecca despite UN sanctions. The plane returned home the same day.

The UN Security Council issued a statement calling on Iraq not to fly more planes without its consent, but stopped short of regarding the flight as a breach of an embargo on flights in and out of the country that was imposed by the UN Security Council in 1990.

The Iraqi press agency said "practical reasons" prevented Iraq from sending the plane back to transfer the pilgrims home. (AFP, Reuters)



A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Début de manoeuvres militaires sans précédent des Pasdaran dans le Golfe

TEHERAN, 22 avr (AFP) - Les forces armées des Gardiens de la révolution iraniens (Pasdaran) ont commencé mardi d'importantes manoeuvres militaires dans la région stratégique du détroit d'Ormuz et du Golfe Persique, a-t-on annoncé de source officielle.

Baptisées "Tarigh al-Gods" (chemin de Jérusalem, du nom d'une offensive militaire iranienne durant la guerre Iran-Irak), ces manoeuvres sont les plus importantes jamais effectuées par les Pasdaran depuis la révolution islamique de 1979.

Le Guide de la République islamique l'ayatollah Ali Khamenei doit assister, en sa capacité de chef suprême des forces armées, à une partie de ces exercices au cours desquels des missiles de différentes portées doivent être testés, selon la presse.

Il doit se rendre à cet effet à Bandar-Abbas (sud), où est située la principale base navale du pays.

Selon le général Mohsen Rezaï, chef des Pasdaran, "plus de 200.000 militaires et

miliciens" doivent participer à ces manoeuvres destinées, selon lui, à "assurer la sécurité du Golfe Persique".

"Ces exercices rétabliront la sécurité dans le Golfe persique et profiteront aux pays amis de la région", a ajouté le militaire iranien sans autre précision.

Selon des informations publiées dans la presse de Téhéran, ces manoeuvres auront lieu pendant quatre jours sur toutes les côtes iraniennes du Golfe ainsi que dans la région de Kermanschah, province limitrophe de l'Irak, dans l'ouest du pays.

Cité par la presse, le général Rahim Safavi, chef adjoint des Pasdaran, a affirmé que ces manoeuvres "ne représentaient en rien une menace pour les pays de la région".

"Israël excepté, l'Iran dispose des missiles les plus efficaces et cette capacité va être démontrée à l'occasion de ces manoeuvres", a ajouté le militaire, indiquant que le ministère iranien des Affaires étrangères avait rassuré les pays de la région sur le caractère non menaçant de ces manoeuvres.

"Si le Guide le permet, nous allons prendre le contrôle total de 38 km du détroit d'Ormuz", a indiqué le général Savafi sans autre précision.

Le détroit d'Ormuz, seule voie d'accès maritime au Golfe Persique, sépare le territoire iranien de la presqu'île omanaise de Mousandam.

Les forces armées iraniennes organisent annuellement au total une cinquantaine de manoeuvres dans le Golfe et la mer d'Oman, où les Etats-Unis ont une présence militaire importante.

kd/mh/sl

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 23, 1997

200,000 Iranian Soldiers Begin Gulf Maneuvers

Compiled by Our Staff From Dispatches

TEHRAN — Iran's Revolutionary Guards on Tuesday began their largest war games ever, involving more than 200,000 troops and missile firings, officials announced.

"These exercises will restore security in the Persian Gulf and benefit friendly countries in the region," said General Mohsen Rezaei, head of Iran's elite military force.

Called "Tariq al Qods," or "Way to Jerusalem," the four-day annual exercises are aimed at training the Revolutionary Guards and Islamic volunteers for a rapid response to any threat against Iran, said General Rezaei. He was understood to be referring to U.S. forces in the Gulf.

Iran's paramount leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, arrived Tuesday

at the main naval base of Bandar Abbas in the southern Gulf to attend part of the exercises.

"Although there is no serious and real threat to our borders, we have to be vigilant," Ayatollah Khamenei told thousands of people in Bandar Abbas.

"The moment, God forbid, the people and the youth of this country become careless, that is the moment of danger," he said in remarks reported by state-run Tehran radio.

The troops are to take part in amphibious military exercises, which have been planned since June, said the official press agency, IRNA. The war games will stretch the length of the Gulf and inland to western Iran, including Kermanshah Province bordering Iraq, which fought a war against Iran from 1980 to 1988.

The ayatollah said that Iran would launch a "harsh response" against anyone threatening its security. That seemed to be a reference to reports that the United States might strike at the country if a link was established between Tehran and a bombing last year that killed 19 U.S. airmen in Saudi Arabia. Iran denies involvement.

Tests of Iran's missile strength are to be a focus of the exercises, officials said.

The exercises will include missile, air, sea and land operations, said General Rahim Safavi, deputy commander of the Revolutionary Guards, who was quoted by the official news agency.

General Safavi added that the Foreign Ministry had informed neighbors of the defensive nature of the exercises. "These maneuvers do not represent any threat to countries in the region," he said.

Tehran radio reported, meanwhile that people chanting "Death to America" were marching to a desert region to mark the failed U.S. military mission in April 1980 to free 52 Americans held hostage by Islamic militants at the U.S. Embassy in Tehran. (AFP, Reuters)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 23, 1997

U.S. to Ignore Flights Aiding Iraqi Pilgrims

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Iraq has flown helicopters to its border with Saudi Arabia to ferry home Muslim pilgrims, in violation of a southern "no-flight" zone, but the United States ruled out Tuesday any military retaliation.

The official Iraqi press agency, INA, said that "a certain number of helicopters" were flown south to the Arar border region Monday and Tuesday and that they arrived safely.

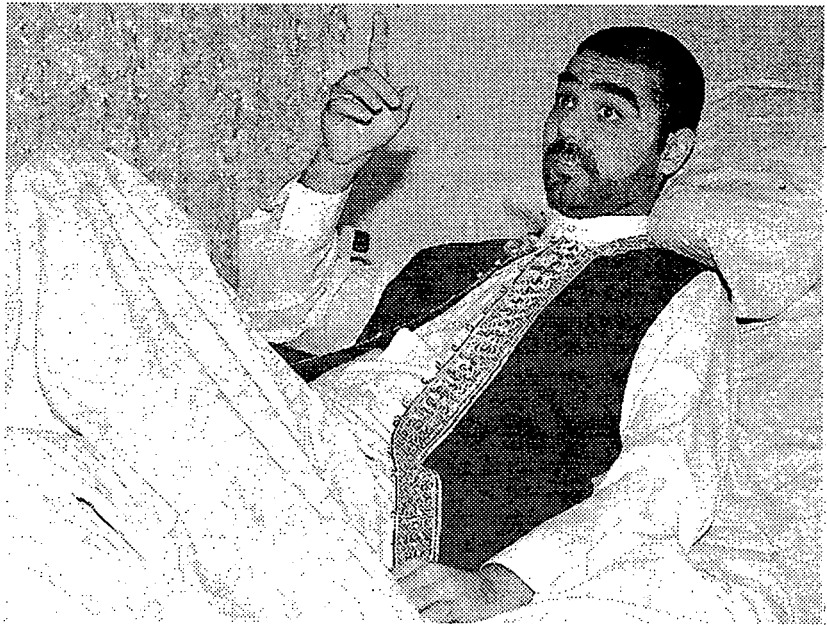
More than 1,000 pilgrims passed through Arar, which is just inside Saudi territory and 450 kilometers (270 miles) from Baghdad, at the beginning of April for the pilgrimage to Islam's holiest sites in Mecca.

Military officials in Washington played down the flight, saying that it represented a technical violation but did not warrant an armed response.

"We're not going to take military action," said a Pentagon spokesman, Lieutenant Colonel Pat Sevigny.

Another Pentagon official said, "Saddam is always pushing to see how far he can go," referring to President Saddam Hussein of Iraq, "but we're not going to shoot down a civilian aircraft over this."

President Bill Clinton said Tuesday that the United States would continue to enforce the no-flight zone, which



Jassim Mohammed/The Associated Press

ON THE MEND — Uday Hussein, eldest son of the Iraqi president, predicting Tuesday in his hospital bed that he will fully recover from an assassination attempt in December and will soon be walking again.

was set up by Britain, France and the United States in 1991 to protect Iraqi Kurds and Shiite Muslims after a revolt failed.

"We intend to continue to observe the non-fly zone and continue to support the embargo" on Baghdad, Mr. Clinton said. "We don't want to see religion in effect used and distorted in a way that tries to avoid the international obligations."

The helicopter flights were the second challenge this month to the

restrictions on Iraq: no-flight zones in the north and south of Iraq and a United Nations ban on international flights.

On April 9, Iraq sent a civilian plane to Saudi Arabia to carry 104 elderly and sick pilgrims to Mecca. It returned to Iraq the same day.

The Security Council then issued a statement calling on Iraq not to fly more planes without its consent, but stopped short of calling the flight a breach of the embargo, as sought by Washington. (AFP, AP)

Turkish Daily News Wednesday, April 23, 1997

German Christian Democrats follow rigid line in integration of Turks

Ankara, Turkish Daily News

■ The Central Executive Board of the Christian Democrat Union (CDU), the senior partner in Germany's coalition government, disagreed with the Citizenship Law reforms discussed on Monday in Bonn, the Anatolia news agency reported.

CDU General Secretary Peter Hintze said that the party's board meeting, presided over by Chancellor Helmut Kohl, had discussed the 1998 general elections, tax reform, the single European currency and the integration of foreigners living in Germany.

Hintze said that a special commission composed of Federal Interior Minister Manfred Kanther and the interior ministers of the states of Mecklenburg Vorpommern and Baden Wurttemberg was working on the problem of Turkish integration.

Although Hintze said that integration should not be restricted to citizenship, and should in fact include an adjustment process, employment opportunities and education, he dismissed the proposals put forward by the Free Democrat Party (FDP) and the Greens concerning alterations to the "Migration Law." "Only if there are no new incoming foreigners would the adjustment of the current ones mean something. If we cannot control that, then the integration efforts will be fruitless. We don't accept legal adjustments such as those suggested by the Greens and the FDP," he said.

According to Hintze, Kanther told the meeting that "extending double-citizenship rights is not the correct way to a solution," and Kohl stated, "We want to integrate and promote the integration of the foreigners who

Turkish Daily News Wednesday, April 23, 1997

decided to live and be permanent residents in Germany."

Hintze said that they were still working on the issue of integration, and that they were also discussing the visa for Turkish minors in Germany — known as the "baby visa" by its critics — and that models for the citizenship of these children were still under discussion.

The German state requires visas for Turkish children under 16 years old.

German Foreigners' Bureau official Cornelia Schmalz-Jacobsen disagreed with the claim that Germany did not need a young, foreign workforce.

Schmalz-Jacobsen was speaking at a press conference to promote a booklet released by her office consisting of useful statistical information on education as part of a program called "Adjustment or Isolation?" She pointed out that numerous firms in Germany had noted the educated and dynamic foreign workforce in Germany, which was increasing each day.

She accused the German magazine Der Spiegel, which published a long article on young Turks living in Germany, of false and dangerous publication.

Jacobsen also listed false statistics given by the magazine, and said: "Turkish youngsters with German passports are our youngsters. We always point out that the citizenship of these young people should be facilitated, thus making them our economic and social treasure. Maybe German citizenship is not a magic wand, but it can definitely solve lots of problems for us and secure their future."

Saddam defies West, sends copters to pick up pilgrims

Warning: Clinton tells
Iraq religion shouldn't be
used to evade obligations

Baghdad- Reuters

■ Iraq said its helicopters arrived at its southern border with Saudi Arabia to pick up Muslim pilgrims on Tuesday, ignoring a U.S. warning not to violate the "no-fly zone" enforced since the Gulf War.

The official Iraqi News Agency (INA) said "a number of helicopters were sent yesterday and this morning to the border area of Arar to transfer Iraqi pilgrims from the city of Arar to all provinces in the country."

INA said the undisclosed number of helicopters, which included one carrying foreign TV crews on Tuesday, landed safely at the border post. Iraq had sent about 1,000 pilgrims to Mecca, all of them more than 50 years old. In Washington, President Bill Clinton on Tuesday told Iraq religion should not be used to evade international obligations but gave no indication the United



Saddam Hussein in renewed challenge against UN-imposed 'no-fly' zone.

States would retaliate for Saddam Hussein's defiance of a "no-fly" zone to transport pilgrims. "My message is that we support people in exercising their religious liberties and in living out their religious convictions everywhere in the world ... But we don't want to see religion in effect used and distorted in a way to try to avoid international obligations," Clinton told reporters.

Turkish Daily News Wednesday, April 23, 1997

Nineteen rebels killed in Southeast region

Ankara - Turkish Daily News

■ Security forces have struck heavy blows against the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) in Turkey's southeastern region during the Feast of the Sacrifice, killing 19 rebels.

According to the office of the Emergency Rule region, in operations to clear PKK militants from the region, security forces killed eight rebels near Bingöl, six near Tunceli

and five near Şırnak.

One terrorist surrendered to security forces near Siirt.

A group of rebels in the southeastern town of Genç attacked a security team which was patrolling the area and seriously injured three soldiers. Another PKK group injured two members of government special teams in an attack on a police station in Alacakaya, near Elazığ, the Anatolia news agency reported.

•Le Monde - mercredi, 23 avril 1997 •Le Monde - mercredi, 23 avril 1997

Saddam Hussein se fait rappeler à l'ordre après un nouveau défi lancé à Washington

Bagdad annonce son intention de violer la zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak

L'Irak a annoncé, lundi 21 avril, qu'il allait enfreindre la zone d'exclusion aérienne qui lui a été imposée en 1992 dans le sud de son terri-

toire pour assurer le transport par hélicoptères des pèlerins irakiens de retour de La Mecque. Il s'est aussitôt fait rappeler à l'ordre par la Mai-

son Blanche, qui n'en envisage pas moins des dérogations lorsqu'il s'agit de « questions humanitaires ».

L'IRAK est prévenu. Si, comme un porte-parole officiel de Bagdad l'a annoncé lundi 21 avril, Bagdad assure le transfert par hélicoptères d'une centaine de pèlerins irakiens de la frontière saoudienne vers l'intérieur du pays, les Etats-Unis « riposteront de manière appropriée », même si Washington n'a pas l'intention de faire « abattre des hélicoptères civils ». La mise en garde a été faite par le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry.

Saddam Hussein n'a jamais compris jusqu'où il peut ne pas aller trop loin. Fort du fait que le Conseil de sécurité des Nations unies s'est abstenu de condamner une violation par Bagdad, le 9 avril, de l'embargo aérien qui lui a été imposé par l'ONU en août 1992, le président irakien semble

désormais convaincu de son impunité. Après une réunion conjointe du Conseil du commandement de la révolution et de la direction du parti Baas, les deux plus hautes instances du pays présidées par M. Hussein, Bagdad a en effet lancé un nouveau défi aux Etats-Unis.

PIED DE NEZ

Un porte-parole officiel a annoncé qu'un nombre indéterminé d'hélicoptères allaient se rendre jusqu'à la frontière saoudienne pour rapatrier les Irakiens de retour du pèlerinage de La Mecque. Pour justifier sa décision, Bagdad a invoqué les mêmes raisons humanitaires que celles qui avaient été avancées pour expliquer la première violation, le 9 avril, par un avion irakien, de l'embargo aérien : les pèlerins concernés sont

en trop mauvaise santé pour faire le voyage par la route, a affirmé le porte-parole.

Si l'Irak passe à l'acte, il violera la zone d'exclusion aérienne que les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne lui ont imposée dans le sud du pays, le 18 août 1992. Cette zone, créée en vertu d'une interprétation de la résolution 688 du Conseil de sécurité sur le droit d'ingérence humanitaire, s'étend jusqu'au 32^e parallèle pour les avions français - conformément à la limite qui a été convenue en 1992. En septembre 1996, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont décidé de la porter jusqu'au 33^e parallèle. « Nous surveillons soigneusement toute violation possible » de la zone d'exclusion, averti M. McCurry.

La décision irakienne est un pied

de nez aux Etats-Unis, dans la mesure où Washington a essuyé un revers lorsqu'il a tenté de faire condamner Bagdad par le Conseil de sécurité après l'incident du 9 avril. Mais elle a peu de chances d'être mise en application, ne fût-ce que parce que les autorités saoudiennes se garderaient bien d'acheminer jusqu'à la frontière les pèlerins concernés.

Le secrétaire à la défense américain, William Perry, a rappelé à l'Irak qu'il n'est pas « en position de dicter quoi que ce soit ». Il n'en a pas moins envisagé une possibilité de solution : « Lorsqu'il s'agit de questions humanitaires », les Etats-Unis et les Nations unies sont « plus réceptifs », a dit M. Perry. Il n'a pas été plus explicite.

Mouna Naïm

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, APRIL 25, 1997

Despite Turkish Army, Islamists Vow to Stay

Reuters

ANKARA — Turkey's governing Islamists vowed to retain power Thursday despite mounting pressure from the military in a dispute over religious activism.

"I believe the government has work to do and it will keep on doing it," Ahmet Tekdal, an assistant leader of the Islam-based Welfare Party, said at a news conference.

Shares on the Istanbul stock market fell 4.84 percent to close at an index reading of 1,455 on worries that Prime Minister Necmettin Erbakan's coalition was crumbling.

The army, which sees itself as the guardian of Turkey's strict secularist system, is expected to pressure the government to carry out its demands to

implement an anti-Islamist crackdown at a National Security Council meeting Saturday.

The generals' discontent has raised fears of military intervention. The army has staged three coups in Turkey since 1960.

Mr. Tekdal challenged critics to remove the government democratically.

"There are certain legal and constitutional rules on forcing the government out. Everyone should stake their claim," he said. "Governments aren't formed or toppled just for this or that reason."

The main opposition Motherland Party requested a parliamentary probe Thursday of Interior Minister Meral Ak-

sener for allegedly abusing her position in the removal of the national police chief, Alaadin Yuksel, last month.

The motion could lead to a ballot in Parliament within a month that would effectively be a vote of confidence in the government. Mr. Erbakan's coalition with conservatives has already weathered a series of similar parliamentary challenges.

The latest escalation in the armed forces' political war with the Erbakan-led government began with comments from General Osman Ozbek, the police commander in the eastern province of Erzurum.

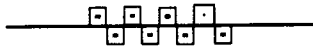
General Ozbek denounced Mr. Erbakan as a pimp for accepting the hospitality of Saudi Arabia's conservative King Fahd during his pilgrimage to Mecca this month.

"If he were a real man, he wouldn't go as a guest of a king like that," General Ozbek said. "I do not care whether he is prime minister or minister of whatever," he said, adding that Mr. Erbakan was "a

pimp.”

“Some of those making use of democracy are trying to come to power by cutting throats as in Algeria,” he said, referring to radical Islamist violence in that country.

His remarks, made at a closed meeting, were leaked to major newspapers and a videotape of his speech was broadcast on many television channels.



Le Canard enchaîné

Mercredi 23 avril 1997

Beko

Prix du public au Festival de Venise, prix du public au Festival d'Angers, cette œuvre de Nizamettin Aric est aussi le premier film kurde réalisé en langue kurde.

Tour à tour attaqués par les Turcs, les Irakiens, les Iraniens et les Syriens, les Kurdes n'ont jamais pu établir un Etat, malgré le traité de Sévres signé en 1920.

Arrêté par les Turcs, Beko s'évade et tente de retrouver son frère, maquisard dans le Kurdistan d'Irak. Des images sombres, belles, des villages de tentes entre les rochers... et la connerie de la guerre. - P. V.

Le Cinéma

M E R C R E D I 2 3 A V R I L 1 9 9 7
C I N E M A P A R I S

L I B E R A T I O N

Par ici les Sorties



Beko (photo) de Nizamettin Aric s'attarde sur le sort atroce des Kurdes, harcelés à bâbord par les Turcs, houspillés à tribord par les raids du conflit irano-irakien. Le héros opprimé quitte son village à la recherche de son frère, qui a fui l'enrôlement forcé dans l'armée turque. Le cinéaste, par ailleurs chanteur-compositeur de formation et acteur principal de son film, évite les pièges de la victimologie en larmes et taille rigoureusement ses plans au diapason des splendides paysages pierreux du coin. Errant et triste, d'une grisaille élégiaque parfois bouleversante, *Beko* fléchit quelque peu quand il s'attarde dans un camps de réfugiés en rade, où l'insistance sur les orphelins et les trognes fatalistes des adultes finit par décourager le regard.

Turkish army ready to bring down Islamic government

By John Barham in Ankara

Turkish financial markets fell heavily yesterday in the first day of trading after a week-long public holiday amid fears that the Islamist-led government was about to

collapse under intense military pressure.

The Istanbul stock exchange index closed down 4.9 per cent, having recovered slightly after hectic selling pushed prices down 7 per cent in the morning. Bond

yields rose 2-3 per cent. Investors fear renewed political instability and populist economic measures that would precede early general elections.

Political commentators say the coalition government of Mr Necmettin Erbakan is unlikely to survive tomorrow's meeting of the military-dominated National Security Council (NSC).

The secularist military, which has staged three coups since 1960, has given Mr Erbakan until tomorrow's regular meeting of the NSC to implement a list of measures to limit the growth of Islamist organisations and schools.

However, Mr Erbakan,

Turkey's first Islamist prime minister, has not met any of the generals' demands.

Mr Bilal Çetin, a political columnist for the newspaper *Yeni Yuzyil*, wrote: "Not only the opposition, but government MPs see that the government is finished. The main problem in Ankara now is how the new government will be formed. The countdown is almost completed. One way or another the government will end in one or two weeks."

The military demanded at the NSC's February meeting that the government "carefully preserve the principle of secularism" by cracking down on the activities of illegal Islamic brotherhoods and

FINANCIAL TIMES FRIDAY APRIL 25 1997 ★

purging Islamists from the bureaucracy. Most controversially, it demanded a reduction in the growth of Islamic schools by requiring an extension in compulsory state education.

Although Mr Erbakan's aides said they intended to comply with the council's "recommendations", generals complained that he had not introduced the necessary legislation.

Last week Brigadier General Osman Ozbek, a previously obscure military commander, warned: "I've struggled with [guerrillas of

the Kurdistan Workers party] for 13 years; I will struggle against [the Islamists] too." His superiors ignored government demands that they punish him.

Fellow officers said they would "sign every line of Ozbek's speech".

Mrs Tansu Çiller, deputy prime minister and leader of the conservative True Path party, the government's junior coalition partner, hastily announced education reforms on Wednesday.

However, one observer

said: "The soldiers gave up on Erbakan a long time ago. So the pressure is on Çiller to quit the government. Announcing these reforms give her an honourable pretext for quitting because she knows Erbakan would never accept them."

Mr Atif Cezairli, country manager at the Istanbul office of the investment bank ING Barings, said speculation was now centring on who would lead a caretaker government to prepare Turkey for new elections, probably in 1998.

Many analysts expect such

a government to change the election laws to cut support for Mr Erbakan's Refah party. Refah has 160 MPs, more than any other party, even though it took only 21 per cent of the vote in elections in December 1995.

However, Mr Cezairli warned that the prospects of forming a strong, stable government would increase only if the centre-right - which is divided between the True Path and the Motherland party - could unite under a single leader.

Turkish Daily News

FRIDAY, APRIL 25, 1997

Yurdatapan: 'Everyone should hear what they say'

'I should be thanked by the state for protecting these people who were appointed to special duties by the state'

Istanbul-Turkish Daily News

■ Peace and human rights activist and musician Şanar Yurdatapan sent out a press release following his arrest on charges of bringing false passports into the country for PKK activists Murat Demir and Murat İpek.

Yurdatapan was detained at Atatürk Airport while returning from Germany last week. Two false passports were found on him, which the police suspect belonged to İpek and Demir. The two were also arrested following Yurdatapan's arrest.

İpek and Demir have appeared in Turkish newspapers and televisions with their scandalous and conflicting "confessions" in recent months, and were not been arrested or interrogated despite their allegations concerning high-ranking state and security officials and various unresolved murders, such as the killing of journalist Uğur Mumcu. The passports

recovered from Yurdatapan carried pictures of the two.

"It is true that I protect Murat Demir and Murat İpek. Everybody should have heard what they told me. I recorded (the interviews with them) videos and tried to send them everywhere I could, including the Susurluk Commission," Yurdatapan said, explaining his actions.

"I believe that it is very important that they are witnesses of (many events). Hence, I tried to prevent them from being silenced," he continued. "These persons have had their photographs published in special military uniforms, and also with Colonel Obuz.

I mean, I should be thanked by the state for protecting these people who were appointed to special duties by the state.

"It is a lie that I had the passports prepared. It is true that I brought their passports from Germany where they were left. It is not clear how they were left there. I was not surprised when I saw the photographs were right but the names were not. How many identities did Yeşil (The Green, a controversial name in the state-mafia-police issues) have? How many identities did Abdullah Çatlı (one of the three killed in the car crash in Susurluk)

have, how many names? Weren't they all given by the state?

"I said 'it is the state, they do this'," the musician continued, "and I did not even think about it." It should be revealed how much of their statements is true and how much is exaggerated. Everybody should hear what they say, it should not be misrepresented. Even Mehmet Ağar (the former Chief of Security Department and Internal Minister who resigned following the Susurluk controversy) said that what they say is true, if exaggerated. We, the NGOs, should form a new 'Susurluk Follow-up' group and prevent the covering of the truth."

Yurdatapan's brother Onur Yurdatapan held a press meeting on Thursday in the Human Rights Association Istanbul Branch.

He said Şanar was not allowed to see or talk to his family and lawyers, who were only told his condition. Şanar Yurdatapan holds German citizenship, and German Embassy officials received information about him after his interrogation by the state Security Court prosecutor on Tuesday.

He can be sentenced for up to 10 years if charged.

European Court of Human Rights to discuss controversial DEP case

SAADET ORUÇ

Ankara- Turkish Daily News

■ The European Court of Human Rights will hear arguments on Friday concerning the long prison terms given to the former pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies. Although the court is not expected to render a decision soon, "Turkey will most probably be condemned at the trial," claimed a source close to the trial. The European Commission of Human Rights last year released a report about the detention period in Turkey, emphasizing that Turkey had violated the European Convention of Human Rights. Afterwards, the commission sent the case to the court.

KHRP in contact with government

Kerim Yıldız, the head of the Kurdish Human Rights Project (KHRP), said in a telephone interview with the Turkish Daily News on Thursday that Turkey had implemented all the necessary steps that

the human rights court had called for such as paying compensation and reducing the periods of detention and interrogation.

Noting that the court has further cases concerning the HEP, DEP and HADEP on its agenda, Yıldız argued that Turkey would have to make more amendments to its domestic laws following the court's decisions. "It was an abuse of the constitution when the DEP deputies were taken into custody, though Turkey has accepted the European Convention of Human Rights," Yıldız said. "We welcome all the positive steps that the Turkish government has taken on the human rights issue," he said, but added, "Although we are in contact with the Turkish government, they continue making statements against us." Yıldız pointed out that he had expressed his complaints in a letter which he sent to Justice Minister Sevkettin Kazan. Asked to give details about their contacts with the Turkish government, Yıldız declined, saying that, "For now, I think it is enough to say that we are in regular contact with the government."

"In a few months' time, the cases in the court will be open to the public," Yıldız said. The first case, concerning "disappearances," will be discussed by the court in the very near future. The court will also hear complaints about freedom of expression and of the press and about the destruction of villages in the Southeast. Roland Dumas, the former French Foreign Minister, applied to the court in 1994 with a group of European attorneys on behalf of the former DEP deputies Orhan Doğan, Mahmut Alınak, Leyla Zana, Ahmet Türk, Sırrı Sakık and Hatip Dicle. Another case before the court concerns the decision of the Turkish Constitutional Court to close the DEP. The six DEP deputies were detained after a decision by the Turkish Parliament on March 2, 1994 to lift their parliamentary immunity. Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Doğan and Selim Sadak were sentenced to 15 years in prison on charges of "establishing the political wing of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK)."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, APRIL 26-27, 1997

War of Nerves Heats Up in Turkey

By Kelly Couturier

Special to the International Herald Tribune

ANKARA — The Turkish government appeared on the brink of collapse Friday as tension between the staunchly secular military and the pro-Islamic Welfare Party deepened.

As Prime Minister Necmettin Erbakan, leader of the Welfare Party, completed a round of meetings with civilian and military leaders a day before a key meeting of the military-dominated National Security Council, opposition leaders and political analysts said the 10-month Islamist-led coalition government was living its final days.

Saying the coalition's "natural life" had already expired, the leftist opposition leader, Bulent Ecevit, added, "It's legal life is also about to expire."

Doubts about the future of the coalition were even surfacing within the Welfare Party, which has dismissed until now any notion of leaving the government. "It seems that we have our back to the wall," Minister of State Abdullah Gul was quoted in the local press as saying.

Worries about the fate of the government caused the Istanbul stock exchange to close 4.9 percent lower.

The content of Mr. Erbakan's talks with civilian and military leaders was not disclosed, but analysts said they most likely focused on a series of measures the military wants the government to implement to counter Islamic radicalism.

Mr. Erbakan has dragged his feet on carrying out the measures, which include a ban on pro-Sharia propaganda on television and radio, tighter restric-

tions on religious dress and purges of Islamist activists from state offices. Sharia is the Islamic legal code.

The military is also seeking stricter surveillance of donations to political parties from religious organizations and an overhaul of the education system to discourage the growth of religious middle and high schools.

The Security Council, which includes the nation's top five military leaders as well as senior government officials, presented the measures to the government in February and is expected to review its performance in implementing them at its meeting Saturday. The council, nominally a consultative body, has in practice dictated policy to civilian governments.

Mr. Erbakan returned from a pilgrimage to Mecca earlier this week to face an open challenge from the ranks of the military, whose generals, while ruling out a coup, have made no secret of their



Reuters

Deputy Prime Minister Tansu Ciller, meeting the press Friday, says her party won't pull out of the coalition.

determination to rid Turkey of the "anti-secular" threat.

Late last week, Brigadier General Osman Ozbek lashed out at Mr. Erbakan, criticized his pilgrimage to Mecca, and vowed to fight against Islamic radicals as fervently as he fights against Kurdish separatists in southeastern Turkey.

Referring to the Kurdish Workers Party, General Ozbek was quoted as saying, "Just as I have struggled with the PKK for 13 years, I will struggle against these" Islamic radicals.

Mr. Erbakan's Islamist justice minister, Sevket Kazan, announced that he

had launched an investigation of the general, whose words, he said, "contained elements of insult."

The general staff, however, has tacitly backed the general, and Defense Minister Turhan Tayan later said the Justice Ministry had no authority to prosecute military personnel.

The military, which is the constitutional guarantor of Turkey's modern secular heritage, has taken power three times since 1960.

Mr. Erbakan's coalition partner, Deputy Prime Minister Tansu Ciller,

who heads the pro-secular True Path Party, denied Friday that she would pull out of the coalition.

Mrs. Ciller has made tentative moves toward implementation of the Security Council's recommendations. Her interior minister, Meral Aksener, gave instructions to provincial governors last week to dismiss known Islamist activists working in state offices and to strictly enforce dress codes in public buildings.

Mrs. Ciller also announced this week an overhaul of the education system that would discourage students from attending religious middle and high schools.

•Le Monde - samedi, 26 avril 1997 •Le Monde - samedi, 26 avril 1997

Inculpation d'un militant des droits de l'homme en Turquie

ISTANBUL. Apprêhendé à l'aéroport d'Istanbul, le 16 avril, à son retour d'un voyage en Allemagne, le compositeur et militant des droits

de l'homme Sanar Yurdatapan a été officiellement inculpé, jeudi 24 avril, par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul, et accusé d'avoir « abrité et aidé des membres d'une organisation illégale » et de leur avoir fourni des faux papiers. Sanar Yurdatapan, qui fait campagne en Turquie pour la liberté d'expression et une solution pacifique au problème kurde, avait vécu plusieurs années en Allemagne après le coup d'Etat de 1980 et obtenu la nationalité allemande. Il avait déjà été détenu en automne 1996 pour avoir composé la musique d'un programme diffusé sur la chaîne de télévision pro-kurde Med-TV. - (Corresp.)

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

M. Kinkel: l'adhésion à l'UE de la Turquie pas prévisible dans un proche avenir

ANKARA, 26 mars (AFP) - L'adhésion de la Turquie à l'Union

européenne n'est pas prévisible dans un proche avenir, a déclaré mercredi à Ankara le chef de la diplomatie allemande Klaus Kinkel.

"La Turquie ne peut pas adhérer à l'UE dans un proche avenir", a dit M. Kinkel dans une conférence de presse conjointe avec son homologue turque Tansu Ciller. "Mais je dis définitivement que la Turquie appartient à l'Europe", a-t-il ajouté.

Selon M. Kinkel, pour une adhésion à l'UE, la question des droits de l'Homme et la question kurde doivent être réglées en Turquie et le problème de Chypre doit être résolu. Il a indiqué que la Turquie et la Grèce "devaient régler leur différend", ajoutant qu'il "ne voulait pas s'ingérer dans les affaires intérieures turques et grecques".

"La Turquie doit avancer vers son objectif" d'adhérer à l'UE, a ajouté le ministre allemand. Selon lui, les engagements pris par l'accord de 1963, qui lie la Turquie à l'UE, "sont valables". "Nous nous sommes mis d'accord pour encourager la Turquie sur la voie de l'UE lors de la réunion d'Apeldoorn. Nous avons décidé de développer le dialogue politique et la coopération institutionnelle", a poursuivi M. Kinkel.

"Personne ne doit avancer des conditions que les autres ne peuvent pas supporter", a dit M. Kinkel, à propos de l'élargissement de l'OTAN. La Turquie n'est pas contre cet élargissement en principe, mais établit un lien entre son adhésion à l'UE et la participation d'autres pays à l'Alliance Atlantique, dont elle est membre.

"La Turquie doit adopter une position positive pour l'élargissement de l'OTAN", a indiqué M. Kinkel, ajoutant qu'il faut "réduire au minimum les approches sentimentales".

"Je suis arrivé en Turquie la tête haute", a ajouté M. Kinkel, rejetant ainsi de nouveau les propos tenus la veille par le premier ministre turc Necmettin Erbakan qui avait déclaré que les Européens devaient "avoir la tête basse" parce que "l'Europe n'a pas tenu ses promesses envers la Turquie", et que M. Kinkel "le sentirait" lors de sa visite en Turquie.

"La Turquie doit être traitée de façon juste, selon les mêmes critères que les autres pays" candidats à l'UE, a pour sa part déclaré Mme Ciller. "L'accord d'association de 1963 comprend l'adhésion de la Turquie à l'UE", a-t-elle estimé.

"Le peuple turc est sur la voie de l'UE depuis longtemps et aucune évaluation différente de la situation ne doit être faite. Ce serait une discrimination (...) envers la vocation européenne de la Turquie. Il ne faut pas créer de nouveaux murs de Berlin sur la différence de culture et de religion", selon Mme Ciller.

"Tous les citoyens sont des citoyens de première classe en Turquie (...) S'il y avait une question kurde, cela devrait exister sur tout le territoire turc (...) Il n'existe aucune différence entre les citoyens en Turquie", a ajouté Mme Ciller, rejetant ainsi l'existence d'un problème kurde en Turquie.

La position officielle d'Ankara est qu'il n'y a pas de "problème

kurde",0 mais un "problème de terrorisme" (le Parti séparatiste des Travailleurs du Kurdistan - PKK) dans le sud-est du pays.

A propos de Chypre, elle a indiqué que la Turquie "ne pouvait pas régler ce problème en quelques mois", car "c'est un problème bilatéral".

"La Turquie réclame un dialogue sincère et est prête à faire les initiatives nécessaires" pour un règlement des différends turco-grecs, a ajouté Mme Ciller sans autre précision. "Nous ne minimisons pas, mais n'exagérons pas non plus" le sens de la prise de position grecque à Apeldoorn en faveur de la Turquie, a indiqué Mme Ciller.

"Je dis, en confirmant les propos de M. Kinkel, que quand je vais en Europe, j'y vais avec la tête haute", a déclaré le ministre turc en réaction aux propos de son homologue.

CE/hc/fa tf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Strong EU, Turkey Ties Proposed

Thursday, March 27, 1997 3:02 am EST

ANKARA, Turkey (AP) -- Germany's foreign minister proposed enhanced partnership for Turkey with the European Union on Wednesday but ruled out making Turkey a member in the near future.

The minister, Klaus Kinkel, said the EU had to increase its political dialogue and its economic relationship with Turkey.

"Turkey is part of Europe," Kinkel told reporters. "It must continue on the European track. There is no question of it being pushed aside."

Turkey is an associate member of the EU and has applied for full membership.

But Kinkel pointed out several problems blocking full membership including Turkey's weak economy, its poor human rights record, its ongoing battle with Kurdish separatists and its disputes with EU member Greece.

Last month, European Christian Democrat leaders, including German Chancellor Helmut Kohl, angered Turkey when they said Turkey's membership in the

washingtonpost.com

EU was not acceptable.

Kinkel's comments echoed remarks by EU foreign ministers 10 days ago seeking to soften the political leaders' statement.

The foreign minister's two-day visit started on a bad note.

Kinkel nearly canceled his visit after Islamic Prime Minister Necmettin Erbakan criticized Europe for unkept promises regarding releasing millions of dollars to help Turkey implement a favorable trade partner status agreement.

© Copyright 1997 The Associated Press

•Le Monde - 27/28 avril 1997 •Le Monde - mercredi, 27/28 avril 1997

Les Quinze vont infléchir leur « dialogue critique » avec l'Iran

L'HARMONIE entre les quinze pays membres de l'Union européenne à l'égard de l'Iran a été mise à mal par le verdict du procès de Berlin, qui, le 10 avril, a désigné « le plus haut sommet de l'Etat » iranien comme le commanditaire du meurtre, en septembre 1992, de quatre opposants kurdes iraniens dans la même ville (*Le Monde* du 12 avril). A quelques jours de la réunion, mardi 29 avril à Luxembourg, des ministres des affaires étrangères des Quinze, le « dialogue critique », que l'UE a instauré avec l'Iran depuis 1992, risque d'être modifié, tant sur le fond que dans l'appellation.

Les Etats nordiques, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne sont presque sur la même longueur d'onde que les Etats-Unis, lesquels, à en juger d'après la tournée que Peter Tarnoff vient de faire dans certaines capitales européennes, ont mis de l'eau dans leur vin. Alors que Washington plaide depuis quelques années pour un double endiguement (*dual containment*) de l'Irak et de l'Iran, et a tenté à plusieurs reprises d'amener ses alliés européens sur la même ligne, le conseiller spécial de Madeleine Albright, le secrétaire d'Etat américain, est venu en Europe en ayant quelque peu abaissé la barre.

Entre la politique des sanctions suivie par les Etats-Unis - et qui de l'avis même de M^{me} Albright n'a pas donné les résultats escomptés - et le « dialogue critique » - le maintien des ponts étant le seul moyen d'amener l'Iran à la raison, selon le chef de la diplomatie française, Hervé de Charette -, M. Tarnoff a proposé un catalogue de mesures qui conduiraient l'UE à

avoir une attitude plus réservée envers l'Iran. Cela va de l'adoption d'une politique plus restrictive des visas, à une réduction des contacts bilatéraux et de la participation à des foires et expositions à une expulsion de tous les agents de renseignement iraniens encore présents dans les Etats de l'UE. L'Allemagne souhaiterait que ne soient expulsés que les agents clairement identifiés, alors que les Pays-Bas demandent que tout Iranien suspecté de l'être soit renvoyé.

MAINTENIR LES PONTS

M. Tarnoff n'a pas suggéré l'adoption de sanctions économiques, alors même qu'en vertu de la loi dite D'Amato, adoptée en 1996, les Etats-Unis continuent de menacer de sanctions toutes les sociétés étrangères qui feraient des investissements dans le domaine pétrolier en Iran, supérieurs à 40 millions de dollars.

Les Quinze semblent néanmoins d'accord pour renvoyer à Téhéran, dès la fin du mois et de manière coordonnée, leurs ambassadeurs rappelés pour consultations après le verdict de Berlin. Les Pays-Bas, le Danemark, la Grande-Bretagne, voudraient toutefois que la reprise du « dialogue critique » soit tributaire d'éventuels progrès que ferait l'Iran dans l'un ou l'autre domaine de ce « dialogue » et dont les diplomates seraient chargés de faire l'inventaire.

Ledit dialogue porte sur le respect des droits de l'homme, une attitude plus positive de l'Iran vis-à-vis du processus de paix israélo-arabe, la fatwa de l'imam Khomeiny condamnant à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie, auteur

des *Versets sataniques*, et la renonciation de Téhéran à tout appui ou implication dans des actes terroristes.

A la réunion de Luxembourg, la France sera représentée par le ministre délégué aux affaires européennes, Michel Barnier, les élections législatives anticipées ayant bouleversé le calendrier de M. de Charette. Paris estime que le dialogue devrait continuer, sous une autre appellation - l'actuelle est « déconsidérée », commente un diplomate - et à condition que le langage avec Téhéran soit clair : les autorités iraniennes doivent comprendre que l'UE veut maintenir les ponts, mais n'est guère disposée à accepter que Téhéran règle ses comptes dans l'un ou l'autre des pays membres.

Il est « très compliqué de trouver une juste balance entre la Realpolitik et les grands principes », souligne un diplomate français. M. de Charette avait prévu d'en parler, entre autres sujets avec son homologue allemand, Klaus Kinkel, le 28 avril à Hambourg, avant de partir pour Washington, où il en aurait aussi discuté avec M^{me} Albright. Législatives anticipées obligent : ces deux rencontres ont été reportées.

En attendant, le Parlement iranien, renonçant à la surenchère extrémiste, a adopté, mercredi, une position modérée face à l'Allemagne, demandant seulement au gouvernement d'être prêt à répliquer à toute mesure que prendrait Bonn. L'UE juge que la réaction de Téhéran, à ce stade, est demeurée dans des limites acceptables.

Mouna Naïm

•Le Monde - 27/28 avril 1997 •Le Monde - mercredi, 27/28 avril 1997

La coalition au pouvoir en Turquie semble proche de l'éclatement

Le Conseil national de sécurité se réunit de nouveau

Dans un climat d'incertitude politique et de tension croissante, les dirigeants civils et militaires de Turquie devaient se retrouver, samedi

26 avril, pour la réunion du Conseil national de sécurité (MGK). Ce rendez-vous mensuel a été précédé, comme à l'accoutumée, d'intenses spé-

culations de la presse laïque, qui attend avec impatience la chute du gouvernement du premier ministre Necmettin Erbakan.

ISTANBUL

de notre correspondante

Amplifiés par les médias, les signes de discorde entre l'armée et le gouvernement sont réels, et il est clair que la coalition gouvernementale se trouve en difficulté. Tout récemment, la dispute a été relancée par les déclarations polémiques d'un général de la gendarmerie, Osman Ozbek, qui, outré par la présence d'une large délégation de politiciens turcs à La Mecque, dont le premier ministre, qui effectuait le pèlerinage pour la 25^e fois, s'est lancé dans une tirade enflammée contre les Arabes et contre les islamistes, utilisant des termes grossiers pour décrire M. Erbakan. Le premier ministre a riposté en demandant que le général soit sanctionné pour ses remarques insultantes.

Ces échanges acrimonieux créent une atmosphère d'intolérance qui risque de causer des tensions sérieuses au sein de la société. Les islamistes n'hésitent pas à qualifier les laïcs de « fascistes » ; de son côté, Bülent Ecevit, le dirigeant du Parti démocratique de gauche, attaquant le Parti de la prospérité (RP) dans un discours

passionné à l'Assemblée nationale, a perdu lui aussi toute mesure en estimant que l'armée ne peut pas rester impassible face à « l'incitation à prendre les armes contre l'Etat ». Le Parti de la prospérité n'a cependant pas choisi la voie des armes pour arriver au pouvoir, et son gouvernement est le résultat de sa victoire électorale en décembre 1995.

GOVERNEMENT PARALYSÉ

« Il y a des développements dans notre pays qui vont à l'encontre des principes constitutionnels de notre République. Personne ne peut rester insensible et impartial face à cela », a déclaré vendredi le chef de l'Etat-major, le général İsmail Hakkı Karadayı. Dans l'espoir de mettre fin aux rumeurs constantes de coup d'Etat, le général a également affirmé que « les forces armées turques sont complètement en-dehors de la politique et qu'elles resteront à l'écart », ajoutant qu'il incombe au Parlement de résoudre ces problèmes.

En fait, l'influence de l'armée sur la politique intérieure et extérieure du pays est telle qu'elle n'a guère besoin de prendre le pouvoir pour

s'imposer. Les décisions prises en février par le Conseil de sécurité sous la pression des généraux, pour contrer l'islamisme politique, n'ont pas encore été mises en application, mais déjà elles ont ébranlé la coalition et mèneront vraisemblablement – la plupart des commentateurs politiques le prédisent – à sa chute dans les jours ou les semaines à venir. En forçant l'adoption de mesures clairement inacceptables aux yeux du Parti de la prospérité, qui ne peut pas s'attaquer à son propre électorat, les militaires sont parvenus à acculer M. Erbakan, à paralyser son gouvernement et à diviser la coalition.

Vendredi, Tansu Ciller a démenti les rumeurs selon lesquelles son Parti de la juste voie (DYP) s'apprêtait à quitter le gouvernement. « Ne croyez pas ce qu'on dit, ce que vous n'avez pas entendu de ma propre bouche », a-t-elle déclaré. La dirigeante du DYP sera cependant bientôt forcée de prendre une décision pour asseoir son autorité dans son propre parti, où l'opposition à la coalition s'accroît de jour en jour. M^{me} Ciller ne prendra probablement pas sa décision avant d'avoir préparé le terrain et assuré

son avenir politique. Déjà, les habitués va-et-vient dans les couloirs du Parlement ont repris et les premières tentatives timides sont en cours pour renouer des contacts entre les deux partis conservateurs, le DYP et le Parti de la mère patrie (ANAP) de Mesut Yılmaz, après l'échec cuisant de leur bref gouvernement commun au printemps 1996. De leur côté, les partis d'opposition espèrent prendre part à une éventuelle coalition d'unité nationale composée de plusieurs partis, qui serait formée dans l'attente de nouvelles élections générales.

Le Parti de la prospérité n'a cependant pas encore abandonné la partie. « Je pense que le gouvernement a encore du travail à faire. Il va continuer », a affirmé jeudi Ahmet Tekdal, un des dirigeants du RP. Les expériences du passé récent l'ont démontré : au pouvoir ou dans l'opposition, le Parti de la prospérité – même affaibli par le manque de succès de son gouvernement – représente une force politique qui ne peut pas être ignorée.

Nicole Pope

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, APRIL 28, 1997

Turkish Government Struggles to Survive But Concessions Might Not Work

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — The government of Prime Minister Necmettin Erbakan, modern Turkey's first leader from an Islamic party, struggled Sunday to resist intense pressure from military commanders and secularist politicians but was unable to stem predictions that it would fall soon.

At a meeting of the powerful National Security Council on Saturday, Mr. Erbakan reportedly agreed to support a change in the educational system aimed at reducing the impact of religious teachings. He had been resisting the change, which would increase the num-

ber of years pupils must spend in public school before they may attend Islamic academies.

But one influential member of Parliament from Mr. Erbakan's party, Salih Kapusuz, said he hoped the party would "do all it can to oppose such a proposal." His statement suggested that it would be difficult for Mr. Erbakan to retreat from his Islamist policies.

Two members of Mr. Erbakan's cabinet resigned over the weekend, and Turkish newspapers reported that others might soon do so. Several influential commentators have predicted that the 10-month-old government will not survive more than a few weeks.

The two ministers who announced their resignations Saturday, Health Minister of Yildirim Aktuna and Trade Minister of Yalim Erez, said they were angered by Mr. Erbakan's reluctance to reverse some of his Islamist policies as he had agreed to do in February under pressure from the military. Both men are members of the coalition government's secular partner, the True Path Party.

Mr. Erbakan's coalition has looked increasingly shaky in recent weeks. Leaders of other parties have met and agreed on a list of political and business figures who could serve as ministers in a new, non-Islamist government.

Military commanders, who view themselves as guardians of the country's secular principles, have been increasingly vocal in their criticism of Mr. Erbakan's Islamist policies.

The criticism reached a new level after Mr. Erbakan returned last week from a pilgrimage to Mecca. One com-

mander, General Osman Özbek, went so far as to describe him as "a pimp" for accepting the hospitality of the conservative Saudi government.

The resignations of the two cabinet members came as Turkey's senior military and civilian leaders, including Mr. Erbakan, gathered in Ankara for what was seen as a crucial meeting of the National Security Council.

"There are some developments in our country against the basic constitutional principles of our republic," said the chief of the general staff, General Ismail Hakki Karadayi, as he entered the meeting.

He said no Turk could remain "impartial in the face of this."

Mr. Erbakan came to power in June after an election in which his Welfare Party, an Islamic party, won less than 22 percent of the vote. He formed a coalition with the True Path Party headed by Tansu Ciller, who became his foreign minister.

Military commanders have come to detest both Mr. Erbakan, whom they view as having a hidden agenda aimed at destroying Turkish secularism, and Mrs. Ciller, whom they consider corrupt.

Last week, a handful of Prime Minister Erbakan's supporters in Parliament said they were preparing to defect from the coalition to bring down the government by leaving it without a parliamentary majority.

Their leader, Aydin Menderes, a deputy chairman of the Welfare Party, has told associates that he feared a military coup if the government was not brought down democratically.

"He's saying that something has to be done to avoid a huge explosion," one of

Mr. Menderes's friends said in an interview. "He sees two trains running on a track toward each other, and he doesn't want to stand by and allow a crash."

Mr. Menderes has a special reason to fear the results of a coup. His father, Adnan Menderes, was president of Turkey in 1960 when the military carried out a coup and was later hanged along with several members of his government.

As it has seemed more likely that the government was approaching collapse, Mrs. Ciller has scrambled to join negotiations with other parties. The two ministers who resigned Saturday have strongly criticized Mrs. Ciller for refusing to demand that Mr. Erbakan keep the secularist promises he made in February.

Among those promises were to cut the number of students being trained at religious academies, crack down on Muslim groups who are believed to be accumulating weapons, close unlicensed Koran schools and end his party's recruitment of officers dismissed from the army because of their fundamentalist sympathies.

Turkish newspapers have been predicting Mr. Erbakan's fall. Even some commentators who have supported Mr. Erbakan until now are reconciled to the prospect. One of them, Ilnur Cevik, wrote a column that sounded like an obituary of his government.

"The masses who make up more than 70 percent of the electorate do not trust Welfare," he wrote of the prime minister's party. "Welfare not only failed to undertake any reforms, but, on the contrary, gave the impression of covering up serious corruption charges."



Turkish Daily News Monday, April 28, 1997

Military expected to 'assess' Özbek crisis



METEHAN DEMİR
Ankara-Turkish Daily News

Sources say general staff is also considering assigning controversial general to a new post in attempt to give message to certain circles



General Osman Özbek in the eye of the storm.

■ The Office of Chief of General Staff is to launch an assessment of the case of Brig. Gen. Osman Özbek — who slammed Prime Minister Necmettin Erbakan and Welfare Party (RP) in his recent remarks.

High-level military sources told the Turkish Daily News that the military is also considering the possibility of assigning him to a new post in an effort to send a message to certain circles in Turkey that only the General Staff is authorized to take action against Brig. Gen. Özbek, if necessary. They added that because of recent developments which deeply disturb the public as well as the Turkish Armed Forces, such criticisms from military personnel are normal but they don't mean that the military is involving itself in domestic

politics. "Erzurum Gendarmerie Commander was absolutely right in his criticisms and concerns for the Turkish Republic but this is against military procedure. The General Staff will remind Brig. Gen. Özbek that such criticisms should not be voiced by individuals. He will not face any punishment but the Turkish military will show certain circles who are preparing to open an investigation against Özbek that such assessments or investigations against any member of the military can only be done through the military system's mechanisms," said a senior general.

Earlier, Justice Minister and Welfare Party (RP) member Şevket Kazan said he would order for an investigation against Brig. Gen. Osman Özbek, who had publicly criti-

cized the RP and its leader, while Erbakan said that he would send a complaint about Özbek to the Chief Of General Staff, Gen. I. Hakkı Karadayı. Meanwhile, during Saturday's National Security Council (MGK) meeting Islamist Prime Minister Erbakan reportedly voiced his complaints about the statements of Brig. Gen. Özbek. Referring to Justice Minister Kazan's order for an investiga-

tion against Gen. Özbek, top commander Gen. Karadayı said in a press conference that there are existing laws and a constitution in Turkey and that although there may have been some individual cases that are against military procedure, they would be evaluated.

He added, however, that those events do not show that the military is engaging in domestic policy.

He pointed out that if any investigation is being made, it must be carried out by the Turkish Armed Forces, rejecting all other initiatives such as Kazan's attempt to open an investigation against Brig. Gen. Özbek.

Defense Minister Turhan Tayan of the DYP said Thursday that only the General Staff was authorized to take action against Gen. Özbek, if necessary. His remarks created

a new verbal duel between him and Kazan.

Last week, Brig. Gen. Özbek's remarks harshly criticizing Prime Minister Erbakan, Saudi Arabia and the RP created an uproar in Turkey. "If he were a real man he wouldn't go as a guest of a king like that ... I do not care whether he is prime minister or minister of whatever ... the pimp," the Brig. Gen. Özbek said.

Turkish Daily News Monday, April 28, 1997

MGK wants effective response from government



PUTTING ON A BRAVE FACE: Prime Minister Necmettin Erbakan and Deputy Prime Minister Tansu Çiller in a jocular mood prior to Saturday's meeting of the National Security Council which by all accounts provided little to laugh about. TDN Selahattin Sönmez



HAYRI BİRLER
Ankara-Turkish Daily News

Commenting on the MGK meeting, a commander says, 'Nothing that had not been voiced openly in the past was articulated during the meeting'

■ The National Security Council (MGK) decided at its April 26 meeting that the government should work more effectively to implement the measures package the council had recommended to the government at its Feb. 28 meeting to

stem the anti-regime activities of religious fundamentalist movements.

Noting that there has been no change in the tension being experienced between the military and civilian wings of the MGK, one of the commanders said, "Nothing that had not been voiced out in the open in the past was articulated during the meeting. What was left to say anyway?"

At its Feb. 28 meeting, the MGK had demanded, along with many other steps, the introduction of an eight-year compulsory education scheme. This has caused a dispute within the coalition with the senior partner Welfare Party (RP) in opposition since this would lead to the closing of the junior-high levels of the clerical schools. Prior to the MGK's April 26 meeting, RP leader and Prime Minister Necmettin Erbakan discussed this issue with his coalition partner Tansu Çiller. During that meeting, True Path Party (DYP) leader and Deputy Prime Minister Çiller put forth a condition to continue with the coalition government, telling Erbakan that the partners must jointly present to the Parliament a "government-sponsored bill" introducing eight-year "continuous" compulsory education. Erbakan agreed to this, although it is no secret that his party opposes the scheme. But other RP officials told the press, "Presenting to Parliament a government-sponsored bill to this effect would not cause a change in our stance. We would obstruct it during parliamentary debates."

The latest MGK meeting began at the presidential palace at 3:00 p.m. and was chaired by President Süleyman Demirel. First, the National Intelligence Organization (MIT), Interior Ministry and Foreign Ministry undersecretaries gave information to the MGK members about events of the past month involving Turkey's internal and external security.

Significant external political developments which directly pertain to Turkey's security were discussed as well as law and order throughout the country. In this context, the situation in eastern and southeastern Anatolia was also discussed. MGK members agreed that in those regions the security forces had been successful in the fight against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), and that the level of security established in the region by now would permit the implementation of the economic, social and cultural "support programs" prepared specially for the region. They decided that these programs must be launched as soon as possible.

The MGK members also reviewed the planned measures for the forthcoming May Day celebrations. Individual ministries will list the names of those civil servants who do not show up for work on Thursday, May 1, and have no valid excuse.

At the end of the initial part of the MGK meeting, Tourism Minister Bahattin Yücel was invited into the room. He provided information about expectations of the tourism sector for the summer of 1997, as well as the security measures involved. The MGK decided that the measures successfully implemented in tourism resorts to ensure tourist safety in 1996 should be maintained and expanded in 1997.

When the MGK members completed debates on this specific item, Yücel left the room and Justice Minister Şevket Kazan was invited inside. Kazan gave information about the implementation of earlier MGK decisions regarding the problems involving the country's prisons. When it became apparent that a large portion of these decisions could not be implemented due to a lack of Justice Ministry funds, the MGK decided that extra budgetary funds should be allocated to the ministry for this purpose. During this part of the meeting, no conversation took place between Kazan and the military about the investigation the ministry has launched into Erzurum region gendarmerie commander Gen. Osman Özbek's public criticism of Erbakan and the RP. Neither the military nor Kazan made any reference, direct or indirect, to this incident.

After Kazan left the room, the MGK started dealing with the most crucial item on its agenda. MGK Secretary-General Gen. İlhan Kılıç provided information about the stage reached in the implementation of MGK decision 406, that is, the anti-fundamentalist measures package the MGK had recommended to the government on Feb. 28.

Kılıç underlined the unsatisfactory nature of the stage reached in the implementation of the measures the MGK had sought against the anti-regime activities of the fundamentalist movements "which are aimed at creating an anachronistic platform against the Turkish

Republic which the Constitution describes as a democratic and secular welfare state devoted to Kemalist nationalism which upholds the rule of law."

Interior Minister Meral Akşener said that the eight-year "continuous" basic education was not an issue which concerned her own ministry. She said that for the implementation of all the rest of the Feb. 28 measures package they had prepared and sent to the provincial governors and security directors a timetable. She said that the schools and hostels being used for fundamentalist activities would be determined in one month's time, and that due procedures regarding the administrators of these facilities would be completed in two months' time. Inspection of Koran courses would be completed in one month's time. In two months it would be determined whether there were any active religious cult centers or retreats and, in four months' time, due measures would be taken against these. The names of the members of fundamentalist movements and terrorist organizations who have penetrated the state, if any, would be determined in two months and due action would be taken against them in six months. Referring to the MGK demand for the implementation of the "Reform Laws" such as the Dress Code, she said that checking would be done on a permanent basis with no time limit.

Members of the military wing of the MGK said that adequate steps had not been taken in the past month to check on fundamentalist activities, that such activities continued despite the internal memo the Interior Ministry had sent to the provincial officials. They played two videos, one involving "An enemy of God," a controversial theatrical play performed in Erzurum triggering bitter remarks from the region's gendarmerie commander Özbek, and the other depicting street scenes from Istanbul's Fatih district teeming with people dressed in an anachronistic manner in violation of the Dress Code. The commanders criticized also the way the RP deputies had turned this year's pilgrimage to Mecca into a political show. In the face of this criticism, Erbakan remained silent. Deputy Prime Minister Tansu Çiller spoke out, saying

that the government was in full agreement and had a strong political will to have the MGK decisions implemented. She said that the Education Ministry had completed the preparations needed for the legal arrangements needed for the eight-year "continuous" compulsory education, and that the coalition partners were in agreement on this issue as well.

At that point, Education Minister Mehmet Sağlam was invited into the room and was asked to provide detailed information about these legal arrangements. Sağlam said that children would have eight years of "continuous" compulsory education to replace the five-year system, that no religious orientation would be available at the end of the first five years, and that the school subjects would not include Koran recitation, even as an optional subject. He indicated that if this arrangement was legislated this year, no one would graduate from the elementary schools in

this school year. Pupils completing their fifth year would simply be progressing into the sixth year of the eight-year elementary schools. He said that this would cause the closing of the clerical schools since the junior-high levels of these schools would be integrated with the eight-year elementary schools. The pupils currently attending the junior high levels of the clerical schools would be adjusted to the new system in stages.

The MGK meeting lasted until 9:00 p.m. but those attending did not come out until 11:00 p.m. since President Demirel gave a dinner for them. This led to the erroneous conclusion that the meeting lasted for eight hours.

At the meeting's end, the MGK General Secretariat issued a brief statement which said, "During the meeting, the MGK secretary-general provided information to the council about the planned, programmed

and executed activities to date and the stages reached by the ministries and departments responsible in the implementation of MGK decision 406.

Agreement has been reached that effective work must be performed for Cabinet's planning, programming, coordination and budgeting stages of these measures cited by Decision 406, measures which are in fact aimed at implementation of the Constitution and the republican laws of the Turkish Republic to ensure preservation of the supremacy of the law and the state in our country." Air force commander Ahmet Çörekçi, currently on an official visit to the United States, could not take part in the MGK meeting. Since the acting Security Director General Kemal Çelik's appointment has been a controversial one, the MGK invited Interior Ministry Undersecretary Teoman Ünüsan to provide information on internal security matters rather than Çelik.

• Libération - lundi, 28 avril 1997 • Libération - lundi, 28 avril 1997

Turquie: Erbakan cède à la pression militaire

Il promet des mesures contre l'islamisation de la société.

Istanbul de notre correspondant

Le Premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan a obtenu un sursis pour son gouvernement en promettant de mettre en œuvre les mesures contre l'islamisation de la société exigées depuis deux mois par les militaires. Après huit heures de réunion, samedi, du Conseil national de sécurité (CNS) entre le chef du gouvernement, les titulaires des principaux ministères de la coalition islamico-conservatrice au pouvoir, le président de la République Suleiman Demirel et les principaux responsables de l'armée «un consensus a été trouvé pour la sauvegarde et le renforcement des principes constitutionnels» et «la lutte contre les courants fondamentalistes qui menacent les fondements de la République».



Erbakan n'avait d'autre choix que se soumettre ou se démettre.

Il s'agit notamment d'accélérer la mise en application d'une réforme de la scolarité mettant fin à la prolifération des *imam-hatip*, les lycées religieux publics devenus des forteresses de l'islam politique. Le CNS, formé en majorité des militaires, est théoriquement un organe consultatif selon la Constitu-

tion rédigée par les militaires en 1982. Dans la pratique, il représente l'instance suprême de l'administration turque. Lors de la réunion mensuelle du CNS, le 28 février, les militaires, défenseurs intransigeants de la laïcité républicaine, avaient une première fois imposé au leader charisma-

tique du Refah (Parti de la prospérité, islamiste) un mémorandum de 18 mesures contre le fondamentalisme. Outre la réforme scolaire, elles prévoient la restriction du port de vêtements islamiques, l'interdiction de toute propagande pro-charia (loi coranique) sur les chaînes de télévision contrôlées par les islamistes et des mesures pour empêcher l'infiltration des rouages de l'Etat. Mais le Premier ministre a continué comme si de rien n'était, se rendant mi-avril en pèlerinage à La Mecque et ignorant la grogne croissante d'une opinion publique dans sa grande majorité hostile à tout ce qui pourrait remettre en cause la tradition laïque héritée de Mustapha Kemal. Cette fois-ci, il n'avait réellement plus d'autre choix que de se soumettre ou se démettre. Les ministres de l'Industrie et de la Santé, Yalim Erez et Yildirim Aktuna, membres du Parti de la juste voie (DYP, droite traditionnelle, dirigé par le vice-Premier ministre M^{me} Tansu Ciller, partenaire minoritaire de la coalition,) avaient

démisionné pour protester contre les agissements «anti-républicains» du Refah. Tansu Ciller elle-même laissait planer la menace d'un retrait du DYP de la coalition. Or les islamistes, devenus la première force politique du pays avec 21% des voix lors des législatives de décembre 1995, ne peuvent gouverner sans partenaire. «Le fauteuil de Premier ministre a pesé plus lourd que les principes», ironisait dimanche le grand quotidien populaire *Hurriyet*. Il reste maintenant à voir comment Necmettin Erbakan va faire accepter à sa base la réforme de l'enseignement.

Il va vraisemblablement laisser au Parlement la responsabilité de l'adoption du projet de loi déjà préparé par son partenaire de coalition, le DYP de Tansu Ciller. Ce parti et l'opposition prolétaire voteront pour la

«Le fauteuil de Premier ministre a pesé plus lourd que les principes.»
Hurriyet, grand quotidien populaire

réforme, ce qui suffirait à son adoption, tandis que le Refah votera contre pour sauver la face. Mais son gouvernement semble bel et bien condamné. Un nombre croissant de personnalités politiques prennent ouvertement position en faveur d'une coalition d'union nationale pour éloigner les islamistes du pouvoir.

Des militaires de haut rang n'hésitent pas à affirmer publiquement que le fondamentalisme islamiste est devenu «un danger plus grave que le PKK» (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste), en rébellion armée contre le régime d'Ankara depuis 1984. L'avertissement est lourd en un moment où l'armée masse des chars et des milliers d'hommes pour une probable nouvelle incursion contre les bases des «rebelles» en Irak du Nord ●

MUSA AKDEMIR

• Libération - lundi, 28 avril 1997 • Libération - lundi, 28 avril 1997

CULTURE

BEKO

Un film de NIZAMETTIN ARIC

Rencontre avec
Chris Kutschera
auteur du "Défi kurde"
Bayard, 1997.

Le lundi 28 avril 1997
à 20h00

au studio des Ursulines,
10, rue des Ursulines Paris (5^e).

BEKO est le premier film tourné en langue kurde par un réalisateur kurde.

Également à l'affiche au République
18, fg. du Temple Paris (11^e).

Avec la participation de

FONDATION CFC
POUR LE CINEMA
FONDATION D'ARTS ET DE LETTRES

Distribution
Boomerang



DER SPIEGEL

Ausland

ÖSTERREICH

Nur kein Aufsehen

Wiener Spitzenpolitiker geraten nach dem Berliner Mykonos-Urteil in Bedrängnis, weil sie 1989 ein iranisches Mordkommando ausreisen ließen.

In Wien zählt immer noch die Etikette. „Im Konvoi erfolgte die Abfahrt von der Botschaft“, berichtet der Inspektor Rossegger in einem internen Aktenvermerk des staatspolizeilichen Büros der Bundespolizeidirektion Wien.

Vornweg fuhr ein „Lotse der Verkehrsabteilung“, zu deutsch: ein Polizist auf einer schweren BMW, dahinter folgten unter anderem die „Botschaftsfahrzeuge WD 32 und WD 32.001“.

15 Minuten später, nach dem „Eintreffen am Flughafen Wien-Schwechat“, saß man noch einmal im „Sondergastraum“ zusammen, dem VIP-Zentrum. Die Piloten der bereits abflugbereiten Linienmaschine mußten, wie bei wichtigen Gästen üblich, warten, ehe ein eigener „Autobus zum Flugzeug“ fuhr, wo „die Verabschiedung durch den Botschafter“ stattfand. So gibt es das Protokoll penibel wieder.

Bei diesem Zeremoniell, „das einem Staatsbesuch gleich, fehlte nur noch die Ehrenkompanie“, höhnt Peter Pilz, ein grüner Parlamentsabgeordneter mit Insider-Kontakten zur Staatspolizei.

Mit dem bislang unter Verschluss gehaltenen Schriftstück (I-Pos 400/IIIa/15/89 res) kann Pilz schlüssig beweisen, daß sich die

Republik Österreich im Juli 1989 einen Fauxpas der Extraklasse leistete: So höfisch vornehm wurde damals keineswegs ein geschätzter Gast des Landes eskortiert, sondern der Iraner Mohammed Dschaafari-Sahrarudi, gegen den der dringende Verdacht bestand, drei Exilkurden ermordet zu haben. Polizei, Justiz, Spitzenbeamte des Außenministeriums und sogar Regierungsmitglieder wußten davon – und die meisten waren wohl über die Ausreise de Luxe heilfroh:

„Nur kane Wellen“, nur kein Aufsehen, hieß das Motto fast acht Jahre lang. Doch seit deutsche Richter im Mykonos-Prozess nach dem Mord an vier kurdischen Politikern in Berlin „aufrechten Gang bewiesen“, wie die Wiener Tageszeitung DER STANDARD kommentierte, schlagen in der Alpenrepublik die Wogen hoch, zumal es in der Urteilsbegründung hieß: „Der rote Faden, der die Geschehnisse von Wien und Berlin verbindet, ist unübersehbar.“

Am 13. Juli 1989, neun Tage vor dem skandalträchtigen Abflug aus Schwechat, hatte vermutlich Sahrarudi, gemeinsam mit

zwei persischen Komplizen, in einer Privatwohnung im 3. Wiener Gemeindebezirk den damaligen Chef der Kurdischen Demokratischen Partei, Abd el-Rahman Ghassemlou, sowie seine beiden Berater Abdallah Ghaderi und Fadel Rasoul erschossen. Ghassemlou lief offensichtlich in eine Falle: Er glaubte, in dem unauffälligen Wohnhaus mit einer hochrangigen iranischen Regierungsdelegation geheim über die Autonomie seines Volkes verhandeln zu können.

Ein Iraner kann entkommen, Sahrarudi wurde durch einen Querschläger verletzt und mit seinem Landsmann Amir Bosorgian von der Polizei aufgegriffen. Bosorgian wollte während des Blutbads zum „Essenholen“ bei McDonald's gewesen sein; Sahrarudi galt zunächst selbst als Opfer, obwohl sich die beiden Iraner in deutliche Widersprüche verwickelten.

Schon nach wenigen Tagen liegen erdrückende Beweise vor: Die Tatwaffen werden gemeinsam mit Fahrzeugpapieren eines Suzuki-Motorrads gefunden, ein Zeuge identifiziert Sahrarudi als Käufer. „Ich schlage vor, einen Haftbefehl auszustellen“, notiert der Staatspolizist Oberrat

Walter Nevorat in einem Aktenvermerk am 19. Juli, hält aber auch fest, daß „der Staatsanwalt keinen Haftantrag stellt“.

Am selben Tag meldet ein Staatspolizist, im Innenstadthotel Wandl hätten sich „16 iranische Dienstaßinhaber“ einquartiert, „die laut Vermutung von Hotelbediensteten einer militärischen Gruppe zugeordnet werden könnten“. In einem weiteren Bericht „wird bemerkt“, daß die Gäste nur mit zwei Gepäckstücken unterwegs seien und „bis dato offensichtlich keine touristischen Aktivitäten gesetzt haben“, obwohl sie „sich als Touristen ausgeben“.

Während die Wiener Staatspolizei eifrig ermittelt, haben sich die politischen Entscheidungsträger längst zu einer „Appeasementpolitik gegenüber Staatsterroristen“ durchgerungen, erklärt der investigativ tätige Abgeordnete Pilz.

Doch die mutmaßlichen Täter werden nicht verhaftet und vor Gericht gestellt, sondern sie dürfen sich in die iranische Botschaft zurückziehen. Als Sahrarudi wie ein Staatsgast das Land verläßt, verschwinden auch die befremdlichen Reisenden aus dem Hotel Wandl.

Stolz meldet einige Tage später Radio Teheran, der „große Kämpfer“ Mohammed Dschaafari-Sahrarudi sei in die Heimat zurückgekehrt. Er ist als Offizier der Pasdaran, der regimetreuen Revolutionsgarden, im Mullah-Staat ein einflußreicher und prominenter Mann.

Ende November folgt ihm Bosorgian, der sich monatelang in der Botschaft Irans versteckt gehalten hat. Kaum wird die Überwachung durch die österreichischen Beamten gelockert, verschwindet er – erst dann stellen die Behörden internationale Haftbefehle aus.

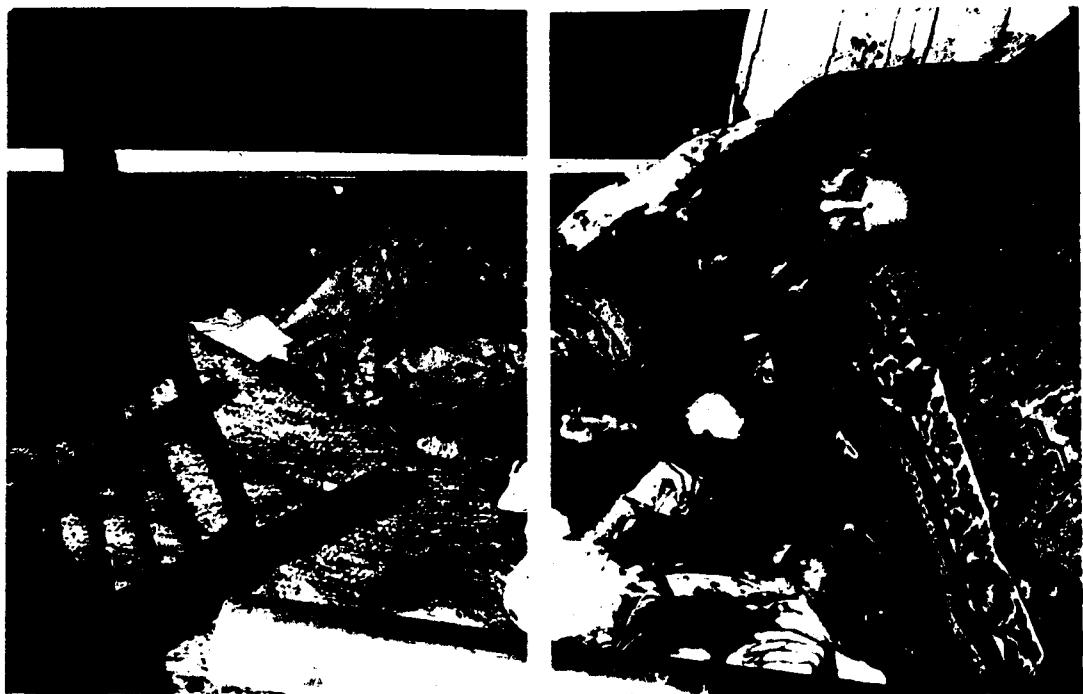
Lediglich einige „polizeiliche Pannen“ will der damalige Innenminister Franz Löschnak einräumen, doch die Akten scheinen ihn zu widerlegen. So hielt etwa Richter Peter Seda im Juli 1989 die Intervention des Chefs der Staatspolizei fest, der „versuchte, mich zu veranlassen, keine Haftbefehle gegen Personen auszustellen, die sich in der iranischen Botschaft befinden, und begründet dies mit der Gefahr diplomatischer Verwicklungen“.

Tatsächlich intervenierte der iranische Botschafter Hossein Noghrehkar Shirazi im Wiener Außenministerium etwa ein dutzendmal und drohte „mit ziemlicher Klarheit“, daß „es gefährlich werden könnte für die Österreicher in Iran“, erinnert sich der Spitzenbeamte Erich Maximilian Schmidt.



Bundespräsident Klestil

R. H. SEIBOLDT / SAKON 83



Wiener Attentatsopfer Ghassemlou, Ghaderi:

Roter Faden zum Anschlag in Berlin

Der ehemalige iranische Präsident Banisadr, der in Paris im Exil lebt, behauptet gar, österreichische Politiker seien durch illegale Waffenlieferungen während des irakisch-iranischen Krieges „erpreßbar“ gewesen: Teherans Regierung habe „eine korrupte Beziehung zu Österreich gehabt“.

Die Zahl der offenen Fragen wächst. Schon muß sich der damalige Justizminister Egmont Foregger vorhalten lassen, daß die Beamten des Außen- und des Justizressorts entgegen seinen bisherigen Angaben nach den Kurdenmorden enge Kontakte in dieser Sache pflegten.

Wie weit die „verzweifelte Vertuschung“ (so der Wiener KURIER) ging, müßte vor allem der heutige Bundespräsident Thomas Klestil wissen, der 1989 als Generalsekretär bei Außenminister Alois Mock „der eigentliche Chef“ war, wie ihn ein ehemaliger Kollege charakterisiert.

Klestil habe wahrscheinlich – opportu-

nistisch – „jeden Akt unterzeichnet, der ihm untergekommen ist“, sagt der amtierende Außenminister Wolfgang Schüssel, immerhin ein Parteifreund von der konservativen ÖVP. Wenige Tage nach dem Drama im 3. Bezirk nahm der ungemein ehrgeizige Beamte Klestil jedenfalls an ressortübergreifenden Beratungen teil. Zumindest zweimal beschäftigte sich auch der Ministerrat mit den iranischen Staatsterroristen.

Die Grünen wollen gar wissen, daß sich Klestil selbst dafür ausgesprochen hatte, „die Bewachung der iranischen Botschaft auf Stichproben“ zu beschränken, und fragen das Staatsoberhaupt respektlos, ob er vor Sahrarudis Abflug „mit dem iranischen Botschafter eine Vereinbarung über die weitere Vorgangsweise geschlossen“ habe. Der Präsident – ein Fluchthelfer?

Bis Ende vergangener Woche schwieg Klestil noch, seine Mitarbeiter verwiesen auf die „laufenden Untersuchungen der

Justiz“. Anfang Mai wollen Justiz- und Innenministerium detaillierte Berichte vorlegen. Obwohl der sozialdemokratische Kanzler Viktor Klima verspricht, dabei „nichts zu verheimlichen und alles offenzulegen“, werden sich die Verantwortlichen wohl einem parlamentarischen Untersuchungsausschuß stellen müssen.

Nur in diesem Rahmen läßt sich klären, ob der so eklatante Verzicht auf rechtsstaatliche Prinzipien im Jahr 1989 auch wirklich der Staatsräson diene – oder ob sich „die Komplizenschaft der Pragmatiker zu rasch durchsetzte“, wie dies ein österreichischer Spitzendiplomat vermutet.

Davon wird Klestils politische Zukunft abhängen. Als Präsident enttäuschte er; nach einer schweren Bindegewebskrankung wirkt er noch immer angeschlagen. Eine erfolgreiche Wiederkandidatur im kommenden Jahr wird denn auch immer schwieriger – ob Klestil die Wiener Etikette nun verletzt hat oder nicht. ◆

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, APRIL 29, 1997

Germans Begin to Accept a Changing Face

By William Drozdiak
Washington Post Service

BERLIN — When Cem Ozdemir entered the German Bundestag in 1994, the event was hailed as more than a personal triumph. The 30-year-old Green Party member, who

was born in a Black Forest village but did not acquire a German passport until he was 18, became the first Turkish German to be elected to Parliament.

Unlike his family and friends, Mr. Ozdemir saw nothing special in breaking one of the country's most enduring political barriers.

“I just thought it was time to stand up and declare that millions like me should play a role

in this democracy," he said in an interview. "One out of every five babies are born to foreigners, so it should be obvious a future Germany will be represented by people from different ethnic backgrounds."

To a degree that alarms some politicians, the human face of Germany is changing rapidly. Indeed, Mr. Ozdemir's election is just one of many signs that the homogeneous, blue-eyed-blond image once nurtured by this nation of 80 million is being supplanted by something more diverse.

The wave of guest workers who began migrating from Italy, Greece and Turkey nearly four decades ago to help resurrect Germany's economy from the ashes of World War II has been augmented since the fall of the Berlin Wall by a huge influx of Poles, Iranians, Yugoslavs and Russians. In the last decade, the number of foreigners — meaning everyone of non-German ancestry regardless of country of birth — living in Germany has nearly doubled, to 7.2 million, or 9 percent of the population.

Chancellor Helmut Kohl insists that Germany must not become an immigrant nation like the United States. The Bonn government has taken measures to close a porous frontier that borders eight countries. It has curtailed one of the world's most liberal asylum policies, discouraged the resettlement of ethnic Germans from Eastern countries and started the forcible expulsion of as many as 80,000 Bosnian refugees.

Many Germans, meanwhile, have come to believe that there is an urgent need to defuse mounting tension and the dangers of a two-tier society by integrating foreigners who have settled here — especially the many Turks, who began arriving in large numbers in the 1960s to help ease labor shortages. They now number about 2 million.

"Whether or not we like to admit it, Germany already has become a society of varied races and cultures," said Cornelia Schmalz-Jacobsen, the commissioner for foreigners.

"We are now into the third generation of families who came here in the 1950s," she said. "It's ridiculous to talk about them as guest workers or foreign fellow citizens. These people are German, and they have to be recognized as such."

A clear political majority that cuts across party lines is now coalescing around the need to abandon Germany's status as the only major Western nation that bases nationality on blood lines. Laws may soon be passed that will ease the naturalization process and grant dual citizenship to children born here of immigrant parents.

Nearly everybody agrees that the current citizenship law, rooted in a 1913 imperial decree that based nationality on German ancestry, seems badly outdated. Under the principle of inherited nationality, millions of ethnic Germans who do

not speak German and whose ancestors lived for generations in the Volga region of the former Soviet Union have arrived in recent years to a strange and bewildering land where they are entitled to citizenship automatically.

But Turkish Germans who were born here, speak fluent German, work for German companies and pay German taxes still face enormous bureaucratic obstacles in gaining citizenship. Until 1993, foreigners were obliged to wait 15 years and spend thousands of dollars in fees to apply for German citizenship, and even then there were no guarantees.

Now an applicant must have only eight years' residency, reasonable fluency in German and prove he can support a family without state assistance. But the bureaucratic obstacles to citizenship remain daunting.

Germany's long-standing refusal to integrate foreigners, many Turks argue, has contributed to the tense climate of racial antagonism in post-unification Germany. More than 30 foreigners, many of them Turks, have been killed in arson attacks since 1990. Eighteen attacks have occurred this year, causing four deaths and seven injuries.

The racial violence has aggravated serious strains in Germany's relations with Turkey, which claims Bonn is not doing enough to protect Turks here.

"Wherever we go, we tend to burrow in deeply," the Turkish interior minister, Meral Aksener, said last month. "And since they could not throw us out, the Germans are trying to burn us out."

Her remarks outraged the Bonn government, which noted police findings that some arson attacks were carried out by feuding foreigners, not by racist Germans. Nonetheless, the episode helped rekindle debate here about the need to heal a breach in relations with foreigners who feel consigned to second-class status.

"The situation is becoming very alarming," said Mr. Ozdemir, the member of Parliament. "Many of the young Turkish Germans who were born here feel completely rejected by this society. So they are turning toward religious fanaticism or nationalistic movements that one day could tear this country apart."

Young members of Mr. Kohl's Christian Democratic Union share Mr. Ozdemir's sense of urgency about giving young foreigners a larger stake in German society. They believe the time has come for a dramatic break with the blood inheritance principle.

Horst Eylmann, a Christian Democratic legislator, said: "It has to be in our interests not to leave these young people

out in the cold, but to lead them to take on responsibilities toward Germany. If they are born here, go to school here, train for a job here, they should automatically be German."

But the reformists face fierce opposition from Teutonic purists in their own ruling party and in the Bavarian Christian Social Union. Opponents contend that at a time when a record high 4.7 million Germans are out of work, it would be foolish politically and economically to offer the benefits of German citizenship to millions of foreigners.

"We believe it is completely unacceptable that millions of our citizens are unemployed while more than a million work permits are issued to foreigners each year," said Michael Glos, the Bavarian party's parliamentary chief.



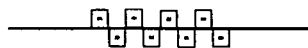
Tim Brakemeier/Agence France-Presse

Cem Ozdemir, the first Turkish German to be elected to Parliament.

But the work permits are for the manual labor jobs that Germans are reluctant to take or consider to be beneath them.

Both sides say the emotional debate can be resolved only by the highest political authority. Until now, Mr. Kohl has generally sided with the conservative argument, emphasizing the need to preserve Germany's Teutonic identity from the influences of immigrants. He has not indicated what kind of law he would be willing to support.

But Mr. Ozdemir and his allies are hopeful that the chancellor's position will ultimately be swayed by a private, family affair: Mr. Kohl's son Peter, 32, has just become engaged to Elif Sozen, the daughter of a prominent Istanbul businessman.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, APRIL 29, 1997

EU Is Ready To Return Diplomats To Tehran

Bloc Won't Impose Tough Sanctions, Senior Officials Say

By Tom Buerkle
International Herald Tribune

BRUSSELS — European Union countries will return their ambassadors to Tehran without additional diplomatic or economic sanctions beyond the recent suspension of Europe's so-called critical dialogue with Iran, senior EU officials said Monday.

The lack of support for tougher measures indicates that many European governments are reluctant to risk damage to their economic interests in Iran despite a recent German court ruling that the Tehran leadership was responsible for the murders of three Kurdish dissidents in Berlin, officials said.

EU foreign ministers, meeting in Luxembourg on Tuesday, were expected to agree to return the bloc's ambassadors to Tehran within a week, officials said.

They also were expected to endorse a declaration calling on Iran to respect international law and renounce terrorism, reaffirming the suspension of Europe's critical dialogue earlier this month and maintaining a long-standing European embargo on arms sales to Iran.

The ministers were considering proposals for additional measures, including imposing visa restrictions on Iranian officials, expelling Iranian intelligence agents from embassies in Europe and suspending ministerial visits. But officials said those ideas lacked the unanimous backing of all 15 EU governments, which is needed for adoption.

A failure to agree on new measures could increase tensions with the United States, which has lobbied European capitals heavily in the past week to adopt tougher sanctions.

It also would provide comfort to Iran, whose president, Hashemi Rafsanjani, predicted earlier this month that Europe would quickly go back to business as usual with Iran. State-run Tehran radio said Monday "it appears that the EU has lost its past enthusiasm in dealing negatively with Iran," Reuters reported.

Fearing just that, opponents of the Islamic regime prepared to demonstrate outside the ministerial meeting to press for tough new sanctions.

"If they go for a weak position, that would send the worst possible signal to Tehran," said Shahin Gobadi, spokesman for the National Council of Resistance of Iran, a coalition of dissident groups. "That would tell Iran they can get away with murder."

The reluctance to stiffen European policy toward Iran largely reflects the cautious stance of Germany, Iran's biggest trading partner in Europe. Bonn succeeded in getting its EU partners to recall their ambassadors and to suspend

the critical dialogue within hours of the April 10 court ruling, but since then German officials have sought to contain the damage to relations.

Officials said they had been encouraged when the Iranian government protected the German Embassy in Tehran from mobs protesting the Berlin court ruling. They also said they did not want to provoke hard-liners in Iran before the presidential elections to be held there next month.

"We are not interested in going to an all-out war with Iran," a senior German official said. "We are not trying to escalate. We find that the Iranian side, for what it's worth, is trying not to escalate either."

Officials in other European capitals said they were striving to strike a balance that would maintain pressure on Tehran while rejecting the economic and diplomatic isolation practiced by Washington. "The 15 are unanimous in wanting to maintain a certain European autonomy toward Iran," a senior French official said.

A U.S. undersecretary of state, Peter Tarnoff, visited London, Paris, Bonn and the Hague last week to press Washington's case for tougher measures, but American officials played down their expectations.

"We realize that getting a consensus among 15 countries is not the easiest thing in the world to do," a U.S. official said. Nevertheless, the official said, "we hope there will be some gestures."

Small EU countries are reluctant to expel suspected Iranian intelligence agents because any mutual retaliation by Iran could nearly eliminate their small embassy staffs in Tehran, officials said. Germany expelled four Iranian diplomats immediately after the court ruling, and Iran responded in kind.

U.S. Backs Europe's Iran Stance

By BARRY SCHWEID
AP Diplomatic Writer
Tuesday, April 29, 1997 4:29 pm EDT

WASHINGTON (AP) -- The Clinton administration welcomed the European Union's decision to bar high-level visits to Iran and to keep out Iranian intelligence officials.

And while trade will be continued, despite U.S. calls for an economic boycott, "it is not going to be business as

washingtonpost.com

usual any longer," State Department spokesman Nicholas Burns said Tuesday.

While welcoming the steps taken by the European Union foreign ministers in Luxembourg, Burns said threatening Iran with economic sanctions would have been better.

The State Department's positive gloss on the Luxembourg results differed from accounts there that the 15 foreign ministers had resisted calls from the administration, human rights groups and Iranian dissidents to abandon their policy of "critical dialogue" with Tehran.

The policy is based on the notion that lucrative trade with Iran gives Germany, France and the other Europeans a better chance to engage Iranian leaders in discussion of their policies.

"The critical dialogue is dead, and we very much appreciate the fact that the European Union member countries have acted decisively today to send a clear message to Iran," Burns said. "We very much welcome this announcement."

Among the decisions in Luxembourg was to send ambassadors back to Tehran. They had been withdrawn after a German court ruled April 10 that Iranian leaders ordered the 1992 killings of four Iranian dissidents in a Berlin restaurant. Iran denied the charges.

Secretary of State Madeleine Albright wrote the EU governments over the weekend urging them to isolate Tehran politically and economically.

But the EU governments backed Germany and France, who felt that severing ties with Iran would recklessly damage their lucrative trade.

Burns said, however, the Europeans adopted the view that Iran must respect the norms of international law and refrain from terrorism.

"There is no basis for the continuation of the critical dialogue between the EU and Iran," the spokesman said. "They have suspended official bilateral ministerial visits to Iran. They have confirmed -- reconfirmed -- the policy of an arms boycott on Iran from the European Union. They will not give visas to Iranians with intelligence and security functions, and they will exclude Iranian intelligence personnel from European Union member states. They have decided to keep their relationship with Iran under close review."

•Le Monde - mardi, 29 avril 1997 •Le Monde - mardi, 29 avril 1997

Les dirigeants civils et militaires turcs continuent de s'affronter sur l'islamisme

Le premier ministre Necmettin Erbakan a obtenu un sursis

Affaibli par la démission de deux ministres - celui de l'industrie, Yalim Erez, et celui de la santé, Yildirim Aktuna, tous deux membres du Parti

de la juste voie (DYP) - à quelques heures de la réunion du Conseil national de sécurité, samedi 26 avril, la coalition dirigée par le premier mi-

nistre Necmettin Erbakan a néanmoins survécu à cette nouvelle confrontation avec le pouvoir militaire du pays.

ISTANBUL

de notre correspondante

Résistant à la pression des généraux, qui veulent clairement la chute de son gouvernement, le premier ministre Necmettin Erbakan a apparemment obtenu un sursis - de quelques jours, quelques semaines ou quelques mois ? - en acceptant d'appliquer, samedi 26 avril, les mesures jugées nécessaires par le Conseil national de sécurité pour lutter contre les « forces de réaction » islamistes.

Le communiqué laconique publié à l'issue d'une réunion houleuse du Conseil de sécurité, au cours de laquelle le premier ministre, généralement très bavard, s'est peu exprimé, n'était pas révélateur des tensions latentes qui opposent les dirigeants civils et militaires du pays. Portant la signature des onze participants à la réunion, le document signale que les membres du conseil se sont mis d'accord « pour que le conseil des ministres s'active à planifier, programmer, coordonner et budgéter, à court, moyen et long terme » l'appli-

cation des mesures prises lors de la réunion du 28 février.

La réforme de l'enseignement sera le premier test de l'attitude du premier ministre. Les militaires veulent absolument porter la scolarité obligatoire à huit ans - contre cinq ans actuellement - afin d'empêcher que des centaines de milliers d'élèves ne soient inscrits par leurs parents dans des écoles religieuses dès l'âge de onze ans, lorsqu'ils sont encore très vulnérables à l'influence de leurs enseignants.

Le Parti de la prospérité (RP), et de nombreux députés religieux des partis conservateurs du centre - le DYP et l'ANAP - s'opposent catégoriquement à ce changement, arguant que les parents doivent avoir la liberté de choix. Cherchant à gagner du temps, M. Erbakan a signalé que la décision ne serait pas prise par le conseil des ministres, qui examine traditionnellement les « recommandations » du Conseil de sécurité, mais qu'elle serait soumise à l'approbation de l'Assemblée nationale. Pour sa part, Salih

Kapusuz, qui dirige le groupe parlementaire du RP, a annoncé que, si la nouvelle loi était présentée au Parlement, son parti ferait tout ce qui est en son pouvoir pour bloquer son passage.

La guerre froide entre les dirigeants civils et militaires de Turquie, qui paralyse le gouvernement, semble donc devoir se prolonger. Contrairement à la plupart de ses prédécesseurs, qui ont rapidement cédé à la pression des militaires, Necmettin Erbakan est déterminé à manœuvrer pour rester au pouvoir le plus longtemps possible. Il calcule probablement qu'en cas d'élections générales anticipées, sa résistance lui vaudra quelques bons points aux yeux de son électeurat. Il a également des échéances en vue : les vacances annuelles du Parlement, qui commenceront dans deux mois, et la traditionnelle réorganisation dans l'armée, avec la mise en retraite ou la promotion de certains généraux, qui aura lieu en août.

Les militaires, malgré leur frustration, sont obligés d'attendre.

L'armée est parfaitement consciente qu'une véritable intervention aurait des conséquences au plan international et mettrait fin aux rêves d'intégration européenne de la Turquie. Au sein du RP, un petit groupe, dirigé par Aydin Menderes - dont le père, Adnan Menderes, avait été pendu après le coup d'état militaire de 1960 - souhaite mettre fin à la coalition. Mais le véritable talon d'Achille du gouvernement demeure le Parti de la juste voie. Malgré la démission de deux ministres importants, qui figuraient parmi ses alliés les plus proches, Tansu Ciller n'a pas encore été convaincue de se retirer du gouvernement, faute d'alternative viable qui lui permette d'assurer son avenir politique. Si d'autres membres du DYP décidaient de suivre l'exemple de MM. Erez et Aktuna, M^{me} Ciller devrait probablement revoir sa position pour ne pas risquer de perdre le soutien de son propre parti.

Nicole Pope

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● 27 rebelles kurdes tués par l'armée turque

ANKARA, 29 avr (AFP) - Vingt-sept rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués au cours d'opérations de l'armée turque dans l'est et le sud-est anatoliens, a annoncé mardi la super-préfecture de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde.

Ces opérations se sont déroulées dans la région de Mardin, à la frontière avec la Syrie, et dans la province de Tunceli (est), selon un communiqué de cette super-préfecture, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK.

Dix-huit de ces rebelles ont été tués lors d'une opération menée contre un groupe de maquisards du PKK qui avaient tué le week-end dernier cinq "protecteurs de village" (miliciens pro-gouvernementaux armés

par l'Etat) près de Dargecit dans la région de Mardin, selon la même source.

La rébellion du PKK, déclenchée en 1984 dans le but de créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, a fait près de 24.000 morts, rebelles, militaires, policiers et civils.

CE/hc t

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **L'armée déclare avoir tué 20.000 rebelles kurdes en 13 ans**

ANKARA, 29 avr (AFP) - L'armée turque a tué près de 20.000 rebelles séparatistes kurdes dans le sud-est anatolien depuis le début en 1984 de la lutte armée menée par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), ont indiqué mardi des responsables militaires.

Depuis 1984, 32.000 séparatistes ont été "neutralisés, parmi lesquels près de 20.000 ont été tués dans des affrontements", a déclaré le général Cetin Dogan, membre de l'état major général de l'armée, lors d'un briefing de presse.

Un autre responsable, le général Kenan Deniz, a déclaré que près de 1.300 militaires avaient été tués en 1995 et 1996, mais il n'a pas communiqué le bilan total des morts au sein de l'armée depuis 1984.

Selon lui, la lutte contre le PKK coûte au gouvernement environ 4 millions de dollars par jour, soit près de 1,5 milliard de dollars par an.

Le général Deniz a également affirmé que les opérations massives menées par l'armée turque contre le PKK aussi bien en Turquie que dans le nord de l'Irak avaient considérablement affaibli les séparatistes au cours des dernières années.

ue/hc/mr/mmi tf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **Le recours à la force contre ceux qui aident le PKK ne devrait pas être exclu (armée)**

ANKARA, 29 avr (AFP) - La Turquie ne devrait pas exclure l'usage de la force contre les pays qui soutiennent le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a déclaré mardi un général de l'armée turque.

"A moins que les méthodes politiques et économiques ne marchent, la

Turquie devrait prendre en considération la possibilité d'user de la force contre les pays qui soutiennent le terrorisme" (séparatiste), a déclaré ce général à des journalistes à la suite d'un briefing sur les questions de sécurité.

Le général, qui a souhaité garder l'anonymat, s'est refusé à nommer les pays auxquels il faisait allusion.

Mais auparavant durant le briefing, d'autres responsables militaires avaient cité l'Iran et la Syrie comme Etats soutenant le PKK, qui mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984.

"L'Iran utilise le terrorisme pour ses fins politiques", avait déclaré le général Kenan Deniz, qui est chargé des opérations de sécurité intérieure de l'armée turque.

"L'Iran soutient logistiquement le PKK et apporte également son soutien aux organisations musulmanes intégristes, comme par exemple le Hezbollah local, pour porter préjudice à l'ordre établi en Turquie", avait dit le général Deniz.

Selon lui, "il y a actuellement 500 à 600 militants armés du PKK en territoire iranien".

L'Iran a rejeté par le passé des accusations turques de liens avec le PKK, proposant une surveillance militaire conjointe et même des opérations communes sur la frontière entre les deux pays.

Mais le général Deniz a déclaré que cette proposition "n'était pas praticable" et l'a qualifiée de "tactique dilatoire".

Le PKK, en cours "d'affaiblissement", a "changé de stratégie" et a commencé à "coopérer avec des organisations musulmanes intégristes contre l'Etat turc, comme il avait coopéré par le passé avec des organisations d'extrême-gauche", a-t-il affirmé.

La Turquie accuse également la Syrie de soutenir le PKK en donnant refuge à son chef. "La Syrie abrite le chef du PKK (Abdullah Ocalan) dans des installations militaires", a déclaré un responsable de l'armée à la presse en marge du briefing.

ue/hc/ia tf

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● L'Iran rejette les accusations de l'armée turque

TEHERAN, 30 avr (AFP) - Le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati a rejeté mercredi comme "sans fondement" les accusations de l'armée turque selon lesquelles Téhéran soutient les rebelles kurdes turcs.

"Ce que nous a dit mardi à Téhéran le ministre d'Etat turc aux Affaires étrangères, M. Salim Ansarioglu, prouve le contraire" de ces accusations, a dit M. Vélayati, en marge d'une conférence de presse à Téhéran.

"M. Ansarioglu s'est félicité de la coopération de l'Iran avec la Turquie pour l'établissement de la sécurité aux frontières des deux pays et il nous a remercié pour cela", a ajouté M. Vélayati.

Le responsable turc se trouvait mardi à Téhéran, où il a participé à une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de coopération économique (OCE) qui groupe l'Iran et neuf pays musulmans voisins.

Un général de l'armée turque, Kenan Deniz, chargé des opérations de sécurité intérieure de l'armée, a affirmé mardi que l'Iran "soutient logistiquement le Parti des Travailleurs du Kurdistan" (PKK, séparatiste, en rébellion contre Ankara).

Il a également accusé Téhéran d'apporter son soutien aux organisations musulmanes intégristes, comme par exemple le Hezbollah local, pour porter préjudice à l'ordre établi en Turquie".

Selon ce général, "il y a actuellement 500 à 600 militants armés du PKK en territoire iranien".

L'Iran a toujours démenti tout soutien aux séparatistes du PKK.

Les déclarations du général Deniz viennent s'ajouter à d'autres accusations déjà lancées par les autorités civiles et militaires turques contre l'Iran.

Le chef en second de l'état-major général des armées, le général Cevik Bir, avait déclaré en février aux Etats-Unis que l'Iran "était un Etat terroriste".

Les relations entre la Turquie et l'Iran sont actuellement tendues. Les deux pays ont procédé en février à des expulsions réciproques de diplomates à la suite d'une crise provoquée par la participation de l'ambassadeur d'Iran à Ankara à une "soirée pour Jérusalem" organisée par un maire islamiste près d'Ankara, où il avait appelé à l'instauration de la charia (loi coranique) en Turquie.

kd/tp

Hot traffic in northern Iraq

Turkey to station 400 soldiers at N. Iraq cease-fire line

Military stations consisting of small armed units are to be set up along the cease-fire line to collect information

Ankara- Turkish Daily News

■ The Turkish army sent 400 soldiers to northern Iraq to assist the Peace Monitoring Force (PMF) consisting of Turkmens and Assyrians on the cease-fire line, senior military officials told the Turkish Daily News.

The soldiers travelled to the region last week in armored vehicles, according to the same sources. Military stations consisting of small

armed units are to be set up along the cease-fire line to collect information about the situation in the region.

Meanwhile, diplomatic sources pointed out that in the third round of the northern Iraqi peace talks — the "Ankara Process" — the participants had emphasized the necessity of enlarging the PMF.

"We decided to increase the strength of the force from 200 to 400 because the cease-fire line is very long and a force of 200 is not enough. But the Turkmens and Assyrians are to work for the PMF, not Turkish soldiers," said a senior Turkish foreign ministry official.

The Ankara Process, which is being carried out to seek a peaceful solution to the problems in northern Iraq, is sponsored by the United States, Turkey and Britain. Ankara

has hosted a series of talks between the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the Kurdistan Democratic Party (KDP), the Turkmen Front, the United States, Britain and Turkey.

Ankara is hosting Supervisory Peace Monitoring Force (SPMG) meetings almost every week with the participation of the KDP, the PUK, Turkmens, British and American diplomats, and Turkish officials.

The rival Kurdish parties exchanged prisoners during the Feast of Sacrifice bayram as a "confidence-building measure."

PUK-IMK fighting

Shazad Saib, the PUK's representative in Ankara, told reporters that clashes have occurred in the past two days between their forces and those of the Islamic Movement of Kurdistan (IMK) near Halabja. Two members of the PMF were injured after IMK attacks near the Koysanjak-Degala road, he said. Asked about the stationing of the 400 Turkish soldiers, Saib said that he "ruled out" that information because there was no necessity for Turkish soldiers to take responsibility along the cease-fire line.

Diplomatic sources told the TDN that the fourth multilateral meeting is scheduled for next month, but the exact date has not been set.

Iraqi Kurds Announce Cease Fire

Wednesday, April 30, 1997 5:07 pm EDT

TEHRAN, Iran (AP) -- Rival Iraqi Kurdish groups announced a cease-fire at the conclusion of Iranian-sponsored peace talks, the official Islamic Republic News Agency said Wednesday.

Representatives of the Iranian-backed Patriotic Union of Kurdistan and the Islamic Movement of Kurdistan held talks in Tehran after recent clashes in northern Iraq.

The two groups promised in a statement to hold to a cease-fire and said negotiations should continue "until

washingtonpost.com

the complete cessation of all hostilities," IRNA said.

The agency did not specify where the negotiations would take place.

The cease-fire agreement must be signed by the parties' leaders.

Kurds live in Iraq, Turkey, Syria and Iran, and the division has hampered their efforts to win more political and economic autonomy. Kurdish factions also have fought against each other repeatedly, further undermining moves toward autonomy.

© Copyright 1997 The Associated Press

washingtonpost.com

Iraqis Claim Saddam's Killing Plot

Wednesday, April 30, 1997 8:55 pm EDT

AMMAN, Jordan (AP) -- An exile Iraqi dissident group said Wednesday that it has uncovered several assassination attempts against its members by security agents of Saddam Hussein's government.

Maath Abdul-Rahim, of the Iraqi National Accord, said Italian police had arrested an Iraqi intelligence officer who had plotted to kill him.

A statement issued Tuesday in London said the group's secretary general, Eyad Allawi, was also the target of an assassination attempt three months ago. It did not elaborate.

"There were also attempts to liquidate other members of the group and its cadres in Jordan," the statement said.

Iraqi intelligence officers also planned to blow up and kill members of the group at their headquarters in Kurdish areas in northern Iraq, it said.

The group said two Iraqi intelligence officers, whom it identified as Mohammed Oreibi and Salem Fahd, were to carry out the plots.

It claimed that the Iraqi regime had recruited Iraqis

living in Europe to collect information on the group's leaders scattered around the world.

There was no independent confirmation of the allegations.

Jordanian security officials said they had no information on the alleged plots against members of the group, which opened offices in Amman in February 1996.

There have been no reports of plans to attack Iraqi dissidents here since Jordan issued a stern warning to Iraq after a defecting Iraqi nuclear scientist was killed in Amman in 1992.

© Copyright 1997 The Associated Press

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 30, 1997

Turkish Leader on Elections: 'We Are Ready'

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Amid predictions that his government's days are numbered by a rift over military-backed measures to keep Turkey secular, Prime Minister Necmettin Erbakan declared Tuesday that his party was ready for elections.

His statement followed newspaper reports that members of Mr. Erbakan's Welfare Party were urging him to go the polls rather than to give in to military pressure for restrictions on religious schools.

"Today, at any moment, whoever wants it, we are ready for elections," he told deputies from his Islam-based party.

But he added that there was no alternative to his 10-month-old coalition with the conservatives led by Deputy Prime Minister Tansu Ciller.

"The current government is the only solution and the only chance for Turkey," he said. "There are no alternatives."

Mrs. Ciller has threatened to dissolve the coalition if Mr. Erbakan does not approve an educational reform package that would increase compulsory secular education to eight years from the current five. The change would

result in the closure of the secondary sections of religious schools.

Two ministers from Mrs. Ciller's True Path Party, the Welfare Party's coalition partner, resigned Saturday in an attempt to pressure her into breaking with Mr. Erbakan.

The leader of the Democratic Left Party, Bulent Ecevit, was conferring Tuesday with other opposition leaders about forming a government without Islamist participation.

The leader of the Motherland Party, Mesut Yilmaz, met with Mr. Ecevit and then issued a call to all parties except Welfare to join talks on establishing an alternative government. Motherland is the main opposition party.

Mrs. Ciller has so far stood by Mr. Erbakan, but his party has made it clear that it is not prepared to go along with some military demands aimed at curbing a rise in Islamist activism since Mr. Erbakan came to power.

A leading army commander earlier warned the Islamists that the military struggle against religious revival was vital to the survival of the secular republic.

Mr. Erbakan told deputies from his party that he believed that the armed forces, which have brought down three civilian governments since

1960, would act within the democratic system.

"The army is completely loyal to democracy," he said. "Let no one make use of the army for their own purposes." (AP, Reuters)

■ Athens Continues to Block Aid

Greece continued Tuesday to block 375 million ecus (\$425 million) of European Union financial aid to Turkey, Reuters reported from Luxembourg. The aid is linked to Turkey's customs union with the EU.

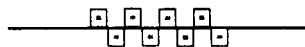
Athens is continuing to block the deal "for the usual reasons," an EU diplomat said.

Greece has cited Turkey's human-rights record and territorial disputes between the two countries as the reasons for its action.

Greece and Turkey almost went to war last year over a deserted Greek island in the Aegean.

The EU aid is intended to help Turkish businesses meet the extra competition created by the customs union, which was inaugurated on Jan. 1, 1996.

In the absence of the aid, Turkey has asserted that it has received little to no benefit from the customs union.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 30, 1997

Europeans Suspend All Ministerial Meetings With Iran

By Tom Buerkle
International Herald Tribune

LUXEMBOURG — European governments agreed Tuesday to suspend ministerial meetings with Iran and work jointly to block Iranian intelligence efforts in Europe, saying the measures should send a clear signal to Tehran to stop supporting international terrorism.

The decision by European Union foreign ministers reflected a desire to punish the Iranian government for its involvement in the murder of three Kurdish dissidents and their translator in Berlin, while stopping well short of the diplomatic and economic isolation practiced by the United States.

The balancing act was exemplified by Foreign Minister Klaus Kinkel of Germany. Mr. Kinkel pushed his partners to support the measures, saying Europe needed to give a firm, united response after a German court found Iran's leaders responsible earlier this month for the Berlin murders. But he argued against cutting off all contacts with Iran, and he defended the record of Europe's so-called critical dialogue with Tehran even as the ministers reaffirmed an earlier decision to suspend it.

"You don't tear down relations that you have built up over the years when

you're in heavy seas," Mr. Kinkel said.

He warned, however, that any restoration of normal relations "will now depend on how Iran reacts."

"There must be no action contravening international law," he said.

Foreign Minister Herve de Charette of France also stressed Europe's rejection of the hard-line approach advocated by Washington, saying the ministers never considered economic sanctions or a complete break in diplomatic relations.

"You get more by dialogue than by silence," he said.

U.S. officials cautiously welcomed the decision, saying that despite an intense lobbying effort Washington did not expect European governments to support any restrictions on their trade with Iran. The State Department spokesman, Nicholas Burns, said in Washington that his government applauded the EU's stand and shared its view "that Iran must respect the norms of international law, refrain from acts of terrorism and live up to international commitments on human rights and on proliferation issues."

A U.S. diplomat called the EU diplomatic measures helpful but said that the real issues were "how much we can build on these kinds of actions, and what will their impact be."

The EU decision called for "the sus-

pension of official bilateral ministerial visits to or from Iran under the present circumstances." It also committed EU governments to cooperate in ensuring that visas are not granted to Iranian intelligence agents, and to work together to exclude intelligence agents from Iranian embassies in Europe.

Britain and the Netherlands, which chaired the meeting as holder of the rotating EU presidency, gave strong support to the measures. So did Austria, whose foreign minister, Wolfgang Schuessel, recalled the murder of three Kurdish dissidents in Vienna in 1989.

France, Italy and Greece took a softer line, even though they endorsed the measures. Mr. de Charette said the decision represented a "reprobation" of the Berlin slayings "but at the same time a real desire to maintain state-to-state relations with Iran." Mr. de Charette sought to set a six-month limit on the diplomatic measures but was rebuffed by his colleagues, officials present at the meeting said.

The Italian foreign minister, Lamberto Dini, said European ministers could still meet informally with their Iranian counterparts, and he expressed hope that the suspension of official meetings would be "very temporary" so as not to hurt commercial and cultural exchanges with Iran.



Turkish Daily News Wednesday, April 30, 1997

Political climate heats up as army digs in

Erbakan fires back: Let's go to elections

With the military taking a tougher line, Parliamentary support for his government waning, and even some of his deputies declaring that the coalition is dead, Erbakan said the magic words; early elections

Ankara- Turkish Daily News

■ Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan, facing mounting challenges to his

authority from the military and others in the secularist establishment, said on Tuesday he was prepared for new elections.

"Today at any moment, whoever wants them, we are ready for elections," Erbakan told his Welfare Party. The prime minister said the 10-month record of his government was "decorated with success stories" in all fields and popular support for it was increasing with each passing day.

"We are ready for elections, any moment," he reiterated. The declaration of Erbakan, an open challenge to opposition parties, coincided with a statement from a top general that

the armed forces, which traditionally consider themselves the guardians of the secular Kemalist republic, saw the struggle against Islamist activities as vital to the survival of the secular republic: "Destroying fundamentalism is of life or death importance," Gen. Kenan Deniz, a top army commander, told a special briefing for journalists designed to lay out the military's positions on "domestic"

and "external" affairs.

Speaking at a Welfare Party (RP) parliamentary group meeting, Erbakan declared Tuesday that relations between his government and the military were "extremely good" and charged that it was the media which was "fabricating stories of a rift" between the two.

Erbakan said the government and the partner parties were in harmony with both the president and the armed forces but the Turkish press was "fabricating" tales of tension in the top echelons of the state apparatus.

Stating that the armed forces were part of the nation and that his Refah represented the nation, the prime minister said there could be no rift between his party and the military. Branding efforts by the opposition parties and some members of the junior coalition partner True Path Party (DYP) to forge alternative government models to replace the coalition government as a "nonsense occupation," Erbakan said a multiparty coalition would be much like "Hormuz with nine husbands" (a famous Turkish play in which Hormuz is simultaneously married to nine husbands, all of which are unaware of the others). He said the opposition could not mount a credible alternative to his coalition government.

"Neither arithmetically nor in actuality is there an alternative," Erbakan said.

Democratic Left Party (DSP) leader Bülent Ecevit launched a series of meetings with other opposition leaders Tuesday in a bid to form an alternative, "Refah-free" government. The Islamist prime minister, referring to the eight-year compulsory primary education debate, said the issue was something to be decided by the education experts. He said the government was for launching education reform in the country, which would

raise well-educated future generations.

Prime Minister Erbakan said that much like they were providing the separatist Kurdish Workers' Party gangs with arms and personnel, foreign powers who were opposing the development of Turkey had now found collaborators in the country against his government. He charged that when the "negative efforts" of some media establishments were taken into consideration, the identity of "those collaborators" would become more clear. He said "some media establishments" had been working for months until midnight in search of banner headlines which could harm Turkey's stability.

He claimed that the efforts of those media establishments were the direct result of the government's move to cut lucrative state subsidies and credits to the press, saying that before his government came to power, media groups had received up to TL 6.2 trillion from the state. "They are angry that we have cut those funds. But, I warn them, we are all in the same boat. They work 'til midnight trying to make a hole in the belly of the ship. If this ship sinks, they should know they will sink with it. They are cutting the branch of the tree upon which they are sitting," Erbakan said.

Karadayı visits Erbakan

Meanwhile, Chief of General Staff Gen. Ismail Hakkı Karadayı visited Prime Minister Erbakan Tuesday. Karadayı said he would brief the prime minister about his contacts made in Brussels during the NATO Military Committee meetings.

Reiterating that there was rift between the government and the military, Erbakan said, "Headed by President Demirel, our government and the armed forces are all in harmony."

Army: Fighting radicalism, PKK a matter of life or death

Turkish Daily News Wednesday, April 30, 1997



HAYRİ BİRLER
Ankara-TDN

Military discloses that Turkey's national defense concept has undergone change—priority is now given to national and territorial integrity, domestic threat

to republic fundamentals

■ The Office of the Chief of General Staff declared Tuesday that the Turkish military considered tolerance to the rise of fundamentalism and separatist terrorism as tantamount to the state committing suicide.

Disclosing that Turkey's national defense concept had undergone a rearrangement and that priority was now given to national and territorial integrity and to the domestic threat to fundamentals of the republic, Gen. Kenan Deniz, head of the general staff's Domestic

Security Department, said destroying fundamentalism and separatist terrorism were of "life or death" importance for the military.

The Office of the Chief of General Staff held a special briefing for journalists Tuesday. The briefing focused mostly on the current situation in the army's fight against the separatist Kurdish Workers' Party (PKK) and Turkish-Greek problems.

Disclosing that the annual revenue of the separatist group amounted to nearly \$2 billion, the military commanders said that close to \$5 million worth

of arms and ammunition belonging to the militants had been seized by the army over the past year. The daily cost of the fight against the separatist rebels, on the other hand, was placed by the generals at \$4 million. The commanders said that, headed by Iran and Greece, the countries supporting the terrorists were lending support to Islamic radicals as well. The commanders said although radical Islam in Turkey did not yet have a military capability equal to that of the PKK, this threat should be accorded the utmost attention.

Army: Giving free rein to religious extremism and PKK would be tantamount to state committing suicide

Military discloses that Turkey's national defense concept has undergone change — priority is now given to national and

territorial integrity, domestic threat to republic fundamentals

HAYRİ BİRLER

countries around it. Priority is now to be given to the internal threat directed against the country's indivisible integrity and against the basic characteristics of the Republic defined by the Constitution. General Staff officials said, "Giving freedom of movement to religious extremism and to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the context of democracy, would be tantamount to the state committing suicide. There cannot be any such concept of democracy."

Media members were given a "special briefing" at the General Staff headquarters on Tuesday. General Staff Operations Chief Lieutenant General Çetin Doğan said they had organized the briefing because they felt the need to provide information to the media on two issues which bear importance for the Turkish Armed Forces, and to enlighten the general public via the media. Providing information on the stage reached in the fight against the PKK in Eastern and Southeastern Anatolia, Head of Domestic Security Department Brigadier General Kenan Deniz stressed that the PKK was a terrorist organization engaged in activities directed at the indivisible integrity of the country.

Noting that the existing laws give the Turkish Armed Forces the duty of protecting and watching over the Republic and the indivisible unity of the country, he said, "In fact this is the duty of all citizens."

Brigadier General Deniz said there had been security forces fighting terrorists all along, but that the fight against terrorism was a task for the entire state mechanism and not only for the security forces, that the PKK had an annual financing to the tune of \$2 billion, that the hot money obtained from abroad was being transferred to Turkey and laundered via certain banks. He said that \$5 million's worth of arms and ammunition had been seized in the course of operations staged in the past year. Noting that the PKK was being supported by Iran, Iraq, Syria, Armenia, Greece, Southern Cyprus and Bulgaria, Brigadier General Deniz said, "By now the PKK has been reduced to a controllable level. We are continuing to fight against the terrorists in the region. But unfortunately other offices and establishments of the state have not played a part in this struggle. We believe that in the climate that has been achieved in the region it would be possible to make economic and social reforms. Ensuring the region's economic and social development is a must to prevent terrorism."

Brigadier Deniz said domestic developments in Turkey and the attitude of countries around Turkey required a rearrangement of the National Defense Concept. This rearrangement has been made, and first priority has been given to the internal

threat directed against the country's indivisible unity and against the basic characteristics of the Republic defined by the Constitution.

Brigadier Deniz went on to say, "Some circles, knowingly or unknowingly, let themselves be used as a tool particularly in the political strategy applied by the PKK and defended some freedom of movement and rights within the framework of democracy."

Allowing freedom of movement to activities aimed at altering the basic characteristics of the Republic and the indivisible integrity of the country would be tantamount to the state's committing suicide. There cannot be such an understanding of democracy." Stating that religious extremism also supported separatist terrorist organizations, for example while on one side giving support to PKK, Iran, on the other side, is trying to bring an Algerian type fundamentalist terrorism to Turkey, Brig. Gen. Deniz said, "As a result of all these assessments, we have given first priority to the internal threat."

During the second section of the briefing, Maj. Gen. Mustafa Özbey, the chairman of the General Staff department responsible for Turkish-Greek relations gave a briefing on Turkish-Greek relations. Maj. Gen. Özbey said that problems between the two countries continued despite the impression of detente in the last period. He recalled that Greece had accused Turkey of expansionism, aggression, ignoring international law and trampling upon human rights.

Maj. Gen. Özbey continued, "In fact, the problem is ideological. Unless this ideology changes, unless Greece gives up Megali Idea, the solution seems very difficult." Pointing out that Greece had expanded its land three times since it won its independence, that the status quo determined with the Lausanne Treaty had been steadily upset in favor of Greece, that Greece had been trying to make the Aegean Sea become a Greek lake while Turkey was trying to protect the status quo, Maj. Özbey gave the following information:

"Today it is possible to summarize the problems between Turkey and Greece as being the problem of territorial waters, the matter of the continental shelf, arming of the islands, the possession rights issue of the island, islets and rocks of which their sovereignty has not been left to Greece, the problem of territorial waters and the air space of the disputed islands, the Western Thrace minority rights matter and the Cyprus matter."

Greece's extending its territorial waters beyond six miles can in no way be accepted by Turkey. All the policies mentioned in the book of their former chief of general staff and politician retired Admiral Limberis are applied, even the inciting of the Kemalist-Islamist discrimination and the backing of Kurdish separatism in Turkey happen to be Greek national policy." In the third and the last section of the

briefing. Lt. Gen. Çetin Doğan, the chairman of the General Staff Operations Department, replied to the questions. Journalists noted that in the past the Turkish side had said that Greece's extending its territorial waters beyond six miles would be considered as a cause for war. But the Turkish side now was saying merely that this would be "unacceptable." They asked whether this indicated a change of stance. Lt. Gen. Doğan replied as follows: "Today, we believe the people in uniform must use the word 'war' less. There is no change in Turkey's policy. Since we give importance to a peaceful image, we have not expressed this political stance. Otherwise, it is obvious that we shall not remain silent in the face of a fait accompli which would entirely block Turkey's path in the West."

Noting that the package of confidence building measures had come on the agenda during the meeting between Chief of General Staff Gen. Ismail Karadayi and Greek Chief of General Staff in Brussels, Lt. Gen. Doğan said the following:

"Before the political solution of the problem, a climate of 'talkability' must be created. Hence the significance of the chiefs of staff of the two countries having a meeting. The confidence-building measures package contains many elements. And we support the entire package including the establishment of a red phone (direct telephone link) between the chiefs of staff of the two countries."

Lieutenant General Çetin Doğan said, in reply to questions on the fight against the PKK, that a social and economic drive was needed in the region. He said, "We have said this all along. Despite that, the military has been seen as the hawks. It is only natural that an armed rebellion against the state will be responded to with arms. But we believe that the regional problems which lie at the basis of this too must be liquidated. We are aware that the fight against terrorism cannot be won without people's support." He said that for this reason they sought reports from the commanders in the region about the needs of their specific regions. These have been unified and relayed to the government. He said, "To be able to get the people of the region on the side of the state we are even cooperating with the United Nations High Commissariat for Refugees. We are training officers to be sent to the region. We are preparing brochures to serve as a guide for

relations with the people of the region and on human rights. None of us is saying he is perfect. But we are trying to achieve perfection."

Stating that a total of 32,000 terrorists had been neutralized since the beginning of the struggle against the PKK, and that the PKK had become a "Terrorist Limited Partnership", which had degenerated and therefore had become separated from the state, Lieutenant General Doğan said, "But the external support behind them is quite significant."

He said, "All the countries which support the PKK, support at the same time radical Islamists. In reality, the jihad, or holy war, calls of radical Islamists do not exactly meet with approval in Turkish society. Therefore the radical Islamists do not have an armed potential comparable to that of the PKK in size. But it is a fact that the powers behind them are supporting certain Islamist organizations in Turkey in a highly professional manner. It has been found that in Turkey murders have been committed with Iran's support. Therefore we have to be very alert, very careful in the face of this threat."

Asked whether the Turkish chief of staff would meet with his Iranian counterpart as he has met with his Greek counterpart, Lieutenant General Doğan said, "Our relations with Greece are quite different than our relations with Iran. This is because with Iran we are on different platforms. In the visible future it is out of the question for the chiefs of staff of the two countries to come together. We can say the same thing about the Syrian chief of staff too. In fact, the head of the PKK stays in a military barracks in Damascus. Okay, Greece too is providing support to the PKK. But it does not do this by way of the state establishments, out in the open, making a point of doing this in the open. On the contrary, it makes a special effort not to project such an image."

Lieutenant General Doğan went to say, "All these problems will come to an end when Turkey enters the European Union. Other problems will become marginal. For this reason, we, as the Armed Forces, give utmost importance to Turkey's integration with Europe." Lt. Gen. Doğan pointed out that the press had fulfilled an important duty particularly on the issue of fundamentalist activities. "The press has been a source of pride on this issue. We meet this with appreciation."

•Le Monde - mercredi, 30 avril 1997 •Le Monde - mercredi, 30 avril 1997

L'opposition iranienne demande à l'Union européenne de rompre avec Téhéran

PLUSIEURS formations de l'opposition iranienne ont demandé à l'Union européenne (UE), dont les ministres des affaires étrangères se réunissent mardi 29 avril à Luxembourg, de rompre pratiquement les liens avec Téhéran. L'organisation américaine de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch, souhaite que l'UE soit très exigeante avec l'Iran. Mais les espoirs des uns et des autres risquent d'être déçus, si l'on en juge d'après les propositions dont vont débattre les chefs de la diplomatie des Quinze (*Le Monde*, daté 27-28 avril).

L'UE, estime Human Rights Watch (HRW) dans une lettre adressée aux ministres européens des affaires étrangères, doit avoir une « approche fondée sur les objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune (...) qui incluent le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». Les Quinze doivent donc informer Téhéran que « la reprise de relations politiques et commerciales normales » est tributaire d'une condamnation

sans équivoque du meurtre d'opposants politiques. HRW demande que le gouvernement iranien ouvre une « enquête indépendante et publique » sur les « exécutions extrajudiciaires conduites par des agents de l'Etat iranien », et dénonce publiquement « et sans équivoque tout (...) responsable et institution gouvernementale qui menaceraient (...) les droits fondamentaux des opposants politiques ». HRW souhaite que l'ONU puisse mener une enquête et que « soient demandés des comptes à tout officiel » iranien qui serait impliqué dans de telles exécutions.

Pour HRW, l'UE doit clairement lier l'octroi de préférences commerciales et d'une aide à l'Iran – hormis l'assistance humanitaire – à une réponse positive des autorités de Téhéran à certaines « recommandations », tels la libération des prisonniers d'opinion, l'octroi d'autorisations aux « organisations indépendantes de défense des droits de l'homme, et au rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme pour opérer sans ingérence » en

Iran, et le « rejet public et sans équivoque de la fatwa contre l'écrivain [britannique] Salman Rushdie ».

Principal concerné par le verdict prononcé le 10 avril par un tribunal de Berlin, puisqu'il s'agissait du procès de l'assassinat de quatre membres de sa direction, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran souhaite, pour sa part, que la communauté internationale « isole le régime criminel [iranien] et rompe les relations diplomatiques » avec lui. Le Comité iranien contre la répression et le terrorisme d'Etat demande que « les autorités iraniennes soient jugées pour crimes contre l'humanité par un tribunal international ». L'organisation des Moudjahidines du peuple, principal mouvement d'opposition armée au régime de Téhéran, demande aux partenaires de l'Iran de mettre fin aux relations commerciales et au « dialogue critique » avec Téhéran.

M. Na.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● L'Iran refuse toute discussion avec l'Europe sur les sujets sensibles

par Christophe de ROQUEFEUIL

TEHERAN, 30 avr (AFP) - L'Iran a annoncé mercredi qu'il rejetait toute discussion avec l'Union européenne sur les sujets sensibles des droits de l'Homme, du terrorisme et des armements, et ne souhaitait pas revoir pour l'instant à Téhéran les ambassadeurs allemand et danois.

Ces décisions ont été annoncées après que les quinze pays de l'UE eurent annoncé, mardi à Luxembourg, l'arrêt de leur dialogue critique avec l'Iran et le gel des visites ministérielles.

Les Quinze se sont toutefois abstenus de prendre des sanctions économiques, et ont annoncé le retour de leurs ambassadeurs à Téhéran, rappelés après le verdict de la justice allemande du 10 mai, accusant l'Iran d'avoir commandité des assassinats d'opposants politiques en Allemagne en 1992.

Le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati a déclaré mercredi que son pays "n'accueille pas favorablement le retour de certains ambassadeurs" européens, citant les cas de l'Allemagne et du Danemark.

"Nous ne serons pas peinés si l'ambassadeur allemand ne revient pas, nous serions même enchantés", a souligné le chef de la diplomatie

iranienne.

Le guide de la république islamique l'ayatollah Ali Khamenei a déclaré avoir donné des instructions pour que l'ambassadeur allemand à Téhéran "ne revienne pas avant un certain temps", a rapporté l'agence officielle IRNA.

Le numéro un du régime a ajouté que, de son côté, l'Iran n'allait "pas se presser" pour renvoyer en Europe les ambassadeurs iraniens rappelés dernièrement à Téhéran.

Les relations avec Bonn se sont sérieusement dégradées après le verdict du tribunal de Berlin incriminant "le plus haut sommet de l'Etat iranien" dans un quadruple assassinat d'opposants kurdes dans le restaurant berlinois "le Mykonos" en 1992.

Le Danemark, pour sa part, occupe une position en pointe dans l'opposition à l'Iran au sein de l'UE. Copenhague avait annoncé dès août 1996 la rupture du "dialogue critique" avec Téhéran, estimant "qu'il ne menait à rien" selon le chef de la diplomatie danoise Niels Helveg Petersen.

Téhéran a également déclaré qu'il refusait désormais toute discussion avec l'Union européenne et ses Etats membres sur toute une série de sujets sensibles, citant en particulier les droits de l'Homme, le terrorisme ainsi que les armements conventionnels, nucléaires et chimiques.

Ces thèmes faisaient jusqu'à présent partie des discussions entre l'UE et l'Iran dans le cadre du "dialogue critique". Le sujet le plus polémique concerne la fatwa (décret religieux) par laquelle l'ayatollah Khomeiny a condamné à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie, accusé de blasphème.

M. Velayati s'est toutefois félicité du refus de l'Union européenne de prendre des sanctions économiques contre l'Iran, ainsi que l'annonce du retour à Téhéran des ambassadeurs de l'UE, qui constituent selon lui un "grand échec" et une "gifle" pour les Etats-Unis, partisans d'un isolement total de Téhéran.

Le chef de la diplomatie iranienne a ajouté que le gel des visites ministérielles annoncé par l'UE, ainsi que des restrictions dans l'octroi de visas, trouveraient "une réponse réciproque" de la part de l'Iran.

"Le renvoi des ambassadeurs montre que pour les Européens une rupture des relations avec l'Iran serait un suicide politique" car, au travers de l'Iran, ils peuvent avoir une "présence dans les régions importantes du Golfe persique, au Proche-Orient, en Asie centrale et au Caucase."

M. Velayati a néanmoins accusé l'Union européenne "d'avoir une fois

de plus montré qu'elle n'était pas mûre pour jouer un rôle politique".

"Certains membres de l'UE ont l'impression de vivre encore à l'époque coloniale, au XIXème et début du XXème siècle", a-t-il affirmé.

cro/hel/jeb

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

● **L'Iran ne veut plus parler droits de l'Homme et armements avec l'UE**

TEHERAN, 30 avr (AFP) - L'Iran a décidé de "refuser toute négociation" avec l'Union européenne sur les droits de l'Homme et les armements conventionnels, nucléaires et chimiques, a annoncé mercredi le ministère des Affaires étrangères iranien dans un communiqué.

L'Iran rejette également la poursuite du "dialogue critique" engagé avec l'UE en 1992, dont les Quinze ont annoncé l'arrêt mardi à Luxembourg. Ce dialogue n'a pas permis de faire preuve "d'efficacité" dans les relations entre l'UE et Téhéran, poursuit le communiqué.

Téhéran affirme également que toute mesure de l'UE à son encontre se verra apporter une réponse "appropriée et réciproque".

Le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati a par ailleurs annoncé mercredi que l'Iran ne souhaite pas voir revenir à Téhéran les ambassadeurs allemand et danois.

M. Velayati, qui s'exprimait au cours d'une conférence de presse, a affirmé que "nous n'accueillons pas favorablement le retour de certains ambassadeurs" européens, citant les cas de l'Allemagne et du Danemark.

L'Union européenne a annoncé mardi à Luxembourg le retour à Téhéran de ses ambassadeurs, rappelés à la suite du verdict rendu le 10 avril par la justice allemande, accusant l'Iran d'avoir commandité des assassinats politiques en 1992 à Berlin.

M. Velayati a également affirmé que le refus de l'Union européenne de prendre des sanctions économiques contre l'Iran, ainsi que l'annonce du retour à Téhéran des ambassadeurs de l'UE, constituaient un "grand échec" pour les Etats-Unis.

kd-cro/hel

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse



News Service: 83/97

AI INDEX: EUR 44/33/97
9 MAY 1997

BRIEFING ON ŞANAR YURDATAPAN'S CASE

Şanar Yurdatapan, spokesperson for the "Together for Peace" initiative (BIBA - Barış İçin Biraraya) and a leading composer and performer of contemporary music, was detained at Istanbul Atatürk Airport late on 16 April 1997 on his return from a brief visit to Germany. Amnesty International issued an urgent action(1). After being held in incommunicado detention for nearly six days, Şanar Yurdatapan was formally arrested by Istanbul State Security Prosecutor on 22 April. He now faces charges for possession of two false passports and for supporting an illegal armed organization.

What is not disputed is that Şanar Yurdatapan entered Turkey in possession of two forged or falsified passports - an offence under the Turkish Penal Code. Whether or not Şanar Yurdatapan knowingly imported false or falsified passports would be a question for a court to decide. Should any person be found guilty of such an offence after a fair trial, Amnesty International would not wish to oppose the application of punishments provided for in Turkish law.

However, the circumstances surrounding the imprisonment of Şanar Yurdatapan are extremely complicated and difficult to follow for a foreign audience which, unlike the Turkish public, has not witnessed the wealth of evidence implicating the State in political murder and other crimes, which has emerged in the wake of the famous Susurluk car crash of 4 November 1996.

In this fatal road accident a high-ranking police chief, a wanted right-wing mafia leader, and a Kurdish tribal leader -- who is also a Member of Parliament and heads a private army of several thousand village guards -- were found to be travelling together in the same car with a quantity of weapons, silencers, passports and other documents under assumed identities.

Since the event, investigative journalists have tried to unravel the emerging links between the mafia underworld and the state, whose security have agencies engaged in a 12-year-war against the separatist Kurdish Workers' Party (PKK). These links led to the door of the then Prime Minister Tansu Çiller herself, now Deputy Prime Minister and Foreign Minister, and the then Interior Minister Mehmet Ağar, former General Director of Security, who has since been forced to resign. Allegations of attempts to cover up the scandal abound.

The two men for whom Şanar Yurdatapan had brought the passports, Murat Ipek and Murat Demir, were at one time members of the PKK. After their capture by Turkish security forces more than five years ago, they both turned state witnesses in exchange for reduced prison sentences under the "Repentance Law". The two men -- like many people popularly known as "confessors", who

AMNESTY INTERNATIONAL
INTERNATIONAL SECRETARIAT

1 Easton Street, London WC1X 8DJ, United Kingdom

Tel: Int. Code: (44) (171) 413 5500. UK Code: (0171) 413 5500. Fax: Int. Code: (44) (171) 956 1157. UK Code: (0171) 956 1157.

E-mail: (GreenNet) amnestyis@gn.apc.org, (GeoNet) amnesty-is@mcr1.geonet.de

Telegrams: Amnesty London WC1. Telex: 28502 AMNSTY G

benefited from the Repentance Law -- reportedly worked thereafter on an undercover or irregular basis for the security forces.

In early 1997, in the wake of the Susurluk accident, they contacted journalists in order to give information about their activities on behalf of the State. They provided extremely detailed accounts of illegal activities, including participation in political murder on the orders of, or with the knowledge of, high ranking officers.

Özgür Politika (Free Politics) published an interview on 11 February this year in which Murat Ipek describes his participation together with other "confessors" in the killing of Kurdish writer Musa Anter, and his escape from the scene of the crime in Diyarbakır in 1992(2). He also gives an account of the killing at his own hand of schoolgirl Bişeng Anık, in Şırnak earlier that year(3):

After my release from prison I started work at Şırnak Police Headquarters. They gave me a test.... [a top security official whose name is given] wanted me to kill Bişeng Anık. They wanted to see how reliable I was ... He asked 'Who is involved in what is going on here?' When the police gave him Bişeng Anık's name, he said 'Get rid of this one.' They gave me this job to test me. Bişeng Anık's house was in front of the mosque. Together with the plainclothes police, I got her. They tortured her at the police headquarters. They cut her back and the soles of her feet with a razor or some other sharp instrument. They said Bişeng was the one who had killed a policeman who had been lynched in his house by the people during the disturbances. They gave me a G-3 rifle which was at the police headquarters and with this weapon I fired one shot to Bişeng Anık's head and killed her.

Şanar Yurdatapan conducted a video interview with the two men whose lives have undoubtedly been at great risk since their public confessions.

Şanar Yurdatapan's action in carrying the passports, however ill-advised, apparently arose from the same readiness to take personal responsibility which has marked his campaigning for freedom of expression in Turkey in the past two years. Information at Amnesty International's disposal confirms that Şanar Yurdatapan was trying to assist the two men to leave Turkey in order to protect their lives, so that they should stand trial for the crimes they have admitted, and in order to bring to international attention the strong evidence of state involvement in political murder which is contained in their testimony. It is now known that he had unsuccessfully sought to find legal channels whereby the men could be brought out of Turkey in order to give testimony to an inter-governmental organization.

The charge that Şanar Yurdatapan was collaborating with the PKK is without serious foundation, and has apparently been improvised in order to discredit his work to uncover the state perpetrators of political murder and his campaign for peace and freedom of expression. It should be emphasized that, under Turkish law, the two men in question were recognized as having severed their connection with the PKK when they benefited from the Repentance Law, and that both were formally or informally in the employ of security agencies.

The use of "confessors" by security agencies for nefarious and illegal activities, including murder, has been attested in court, and also in a report prepared by the Commission of the Turkish Parliament on Unsolved Killings, published in April 1995. It is by no means clear that the two men were wanted by the authorities, but it has been claimed that a warrant had been issued for the arrest of Murat Ipek on the basis of a statement he had made in a televised interview.

He stated that he had fired shots at the offices of a news agency in the town of Denizli, in Western Turkey, on the orders of a member of the security forces. In fact, just two weeks before Şanar Yurdatapan's arrest both men had testified in Ankara to a parliamentary commission investigating the murder in 1993 of Uğur Mumcu, a prominent journalist.

Amnesty International will continue to support Şanar Yurdatapan's campaign for freedom of expression in Turkey, and his demand for investigation into the security forces' participation in political murder.

At the request of the Turkish authorities, Amnesty International will circulate as widely as possible their account of Şanar Yurdatapan's arrest. Şanar Yurdatapan's statement gives an alternative reading to the same events.

ENDS.../

.....

Please see enclosed document from the Turkish Embassy in Washington and letter by Şanar Yurdatapan.

TURKISH EMBASSY
WASHINGTON D.C.

INFORMATIONAL NOTE ON ŞANAR YURDATAPAN

- ◆ Acting upon information that had been conveyed to them, the police apprehended Mr. Şanar Yurdatapan at Atatürk Airport in Istanbul on April 16, 1997.
- ◆ He was searched at the airport. Two fake passports as well as two airlines tickets issued to the names on those passports were found. One of the passports displayed the photograph of Mr. Murat Ipek but carried the name Hakan Pekkan, whereas the second passport exhibited the photograph of Mr. Murat Demir but carried the name Mehmet Mesut Mermertas.
- ◆ In addition to the two fake passports and tickets, Mr. Yurdatapan was also in possession of 111 video cassettes and several documents, the contents of which are being examined by the police.
- ◆ At the initial interrogation, Mr. Yurdatapan informed the police that the fake passports were given to him in Cologne, Germany by an unknown person in order to facilitate the escape of Messrs. Ipek and Demir from Turkey who were being sought by police according to relevant subpoenas.
- ◆ Mr. Yurdatapan also stated that the videos included interviews with the families of soldiers captured by the PKK, Nevruz programs, other meetings, etc. He informed the police that Messrs. Ipek and Demir were at his office in Uskudar at the specific address of Pasalimani cad. Nacak sok. No 21/8 and that these two persons carry guns.
- ◆ The police proceeded to that address with Mr. Yurdatapan and apprehended Messrs. Ipek and Demir. During the search of the office, police found two guns and several rounds of ammunition.

- ◆ Messrs. Ipek and Demir claimed that the PKK forced them to admonish the security forces by threatening them and their families, and that Mr. Yurdatapan was going to assist them in leaving the country.
- ◆ Police also found video cassettes in Mr. Yurdatapan's office, including interviews with the same persons in which they condemn the security forces.
- ◆ The Istanbul State Security Court decided to arrest Mr. Yurdatapan and the other two. They are in Ümraniye prison in Istanbul.

Şanar Yurdatapan
Ümraniye Ceza ve Tutukevi
Istanbul

25.04.1997

Dear Friends,

I am writing to you from "ÜMRANIYE PRISON" where I was able to have myself transferred from "METRIS PRISON" (where right extremists were kept) after a long struggle. Now I am worrying about the destiny of two former "confessors" (*: see the foot-note) who are still there. One of them, Mr. Murat Ipek, accepted to move to "KIRKLARELI PRISON", beside the other confessors. But the second one, Mr. Murat Demir, started a hunger-strike to protest the situation. If he will not be transferred here within two days, his strike will turn out to be a "strike for death". (all three of us are accused of the same article 169 of the Penal Code, supporting PKK!?)

I am mainly accused of protecting these 2 people. Yes, I did! Because 3 months ago, they began to confess the crimes they were forced to participate by the Turkish-gladio. And the information they gave about mass-murders, arbitrary executions, murders committed by unknown!? Killers were approved by many witnesses After the lucky (!?) Traffic accident in Susurluk (November 1996), these two people are among the very few confessors about the illegal operations of Turkish security forces, police and/or military. In the legal aspect, I cannot be blamed for "protecting" them, since they are "officials" of Turkish Anti-Terror Teams and "JITEMS" - Gendarmerie Intelligence Service. Just in contrary, the state should be thankful to me! Plus, my detention - which is totally illegal, since the three main reasons explained in CMUK Law article 104 for detention, do not exist in my case - may not last too long. I do not ask you to do any action for me, but for those two people whom "The State within the State" may try to silence. I am afraid they may be victims of a "usual!?" fight among the other criminals kept in Metris Prison or a traffic accident during transportation. This prison (Ümraniye) is much safer for them, since they will be among their old friends who are clever enough not to try to take any revenge for their former betrayal, but protect them as very important witnesses. With thanks in advance and best wishes,

Şanar Yurdatapan

- * Footnote: "Confessor" means former PKK guerillas got caught in war. After a period of torture, they are given a last chance to survive, if they accept to collaborate. Benefiting a special law, they are free, but are used in counter-guerilla teams and as killers in "Murders with unknown murderers", or assassinations organized by Turkish-gladio!

LE MONDE DIPLOMATIQUE - AVRIL 1997 -

Le défi kurde, ou le rêve fou de l'indépendance

CHRIS KUTSCHERA

Journaliste indépendant, Chris Kutschera connaît personnellement les principaux acteurs de l'histoire du mouvement kurde : ses entretiens avec Massoud et Mousatapha Barzani, Jalal Talabani, Abdoulrahman Ghassem lou, Abdullah Ocalan, entre autres, ont nourri au fil des années ses carnets de reportage. Il nous les livre à travers cet ouvrage qui est surtout un livre d'histoire : non pas l'histoire du Kurdistan, mais celle des Kurdes. Ce choix de séparer l'histoire des Kurdes d'Irak, d'Iran et de Turquie est déjà significatif du premier des drames que vivent les 25 millions de Kurdes. L'auteur porte un regard lucide sur la dérive clanique et tribale du mouvement national kurde : " *Au Kurdistan irakien, les partis politiques kurdes n'ont plus de partis que le nom : ce sont au mieux des mouvements armés, au pire des bandes. Ils ont prouvé, hélas, qu'ils n'étaient pas capables de gérer le politique.*" Mais, pour le journaliste, il serait injuste de les tenir pour les seuls responsables : " *On ne le répétera jamais assez, les Kurdes ont d'abord été victimes du cynisme des grandes puissances, et en particulier des Etats- Unis.* "

Plaidant pour une entité nationale kurde " *malgré l'impéritie des chefs kurdes ou contre elle, peut-être* ", Chris Kutschera reconnaît que le projet d'un Etat kurde fédéral à cheval sur l'Iran, l'Irak et la Turquie ne paraît pas très réaliste actuellement. Il ne le juge cependant pas plus irréaliste que la construction d'un Etat multinational en Bosnie, auquel la communauté internationale a donné sa bénédiction.

OLIVIER DA LAGE

